



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

22^e Législature — 2^e session

Vol. 2 - Séances du 28 mars au 17 avril 1946

1946

Texte établi par Sophie Imbeault et Benoît Fortin

Orateur : l'honorable Alexandre Taché

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

22e Législature - 2e session

Vol. 2 - Séances du 28 mars au 17 avril 1946

1946

Première séance du jeudi 28 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Conseil législatif

Prière.

le 28 mars 1946

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Il est ordonné que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 40 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1946 et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 123 relatif à la succession de feu François-Xavier Beaudry.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 167 concernant la succession de l'honorable Charles Séraphin Rodier.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 142 concernant la succession de dame Anna Vallée-Cheff ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer sa demande.

Le rapport est adopté.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 141 modifiant la charte de la Ville-des-Îles-Laval. Le préambule de ce bill a aussi été amendé;

- bill 134 modifiant la charte de la ville de Roxboro;

- bill 161 ratifiant certaines résolutions de la corporation municipale de Saint-Basile et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Basile village, dans le comté de Portneuf, province de Québec.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Conseil législatif

le 28 mars 1946

Il est ordonné que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 41 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1947, et pour d'autres fins du service public, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 23 concernant les prêts aux pêcheurs par les caisses populaires;

- bill 25 modifiant la loi des relations ouvrières;

- bill 26 modifiant la loi de la convention collective;

- bill 27 modifiant la loi du salaire minimum;

- bill 29 concernant les établissements de pisciculture;

- bill 30 concernant la nomination temporaire d'assistants à certains officiers publics;

- bill 32 modifiant la loi concernant les mécaniciens en tuyauterie;

- bill 34 concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Hilaire-de-Dorset;

- bill 36 étendant l'application des lois provinciales à certaines compagnies;

- bill 112 concernant la ville de Val-d'Or;

- bill 124 modifiant la charte de la ville de Montmagny;

- bill 126 concernant la succession de feu Miriam Hadley Belasco;
- bill 132 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines;
- bill 146 modifiant la charte de la cité de Drummondville;
- bill 149 modifiant la charte de l'Association d'hospitalisation du Québec;
- bill 151 conférant certains pouvoirs à la corporation du village de Bernierville;
- bill 156 concernant la municipalité de la paroisse de l'Île-Perrot.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 114 concernant l'Association des courtiers d'assurance de la province de Québec, avec les amendements suivants qu'il la prie d'accepter:

1. Le préambule est modifié en changeant, dans la cinquième ligne du deuxième paragraphe, la date: "7 mars 1932" par la date "2 mars 1932".

2. L'article 8 est modifié en biffant, à la fin, les mots suivants: "Cette liste est authentique et fait preuve de son contenu, pourvu qu'elle porte l'attestation du secrétaire de la corporation, sans qu'il soit nécessaire cependant de prouver la signature non plus que le caractère de tel secrétaire".

3. L'article 14 est modifié:

a. en remplaçant, dans la ligne 11, le mot "cinquante" par le mot "dix";

b. en remplaçant, dans la ligne 12, le mot "cent" par le mot "cinquante";

c. en remplaçant, dans la ligne 12, les mots "une première" par le mot "chaque";

d. en biffant, à la fin, les mots suivants: "et de pas moins de cent dollars et de pas plus de deux cents dollars pour toute infraction subséquente".

4. L'article 15 est modifié:

a. en ajoutant, après le mot "intentée" dans la ligne 6, les mots suivants: "à peine de déchéance";

b. en remplaçant, dans la ligne 6, le mot "douze" par le mot "six".

5. L'article 16 est biffé.

6. Les articles 17 et 18 deviennent respectivement les articles 16 et 17.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 135 érigeant la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs et la municipalité scolaire de Sainte-Anne-des-Lacs, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'accepter:

1. L'article 3 est modifié en remplaçant, dans les lignes 3 et 4 respectivement, le mot "municipalité" par le mot "corporation".

2. L'article 4 est modifié en remplaçant respectivement le mot "municipalité" dans les lignes 3 et 4, et le mot "municipalité" dans la ligne 5, par le mot "corporation".

3. L'article 5 est modifié en y ajoutant, à la fin, ce qui suit: "Nonobstant l'article 111 du Code municipal, le quorum du conseil sera de cinq".

4. L'article 18 est modifié en remplaçant respectivement dans la ligne 5 et, dans les lignes 12 et 13, le mot "municipalité" par le mot "corporation".

5. L'article 19 est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots "ladite paroisse" par les mots "la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs".

6. Ce qui suit est ajouté après l'article 19 comme article 20:

"20. L'article 49 du Code municipal s'applique à la présente loi."

7. L'article 20 devient l'article 21.

Projets de loi:

Association des courtiers d'assurance

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 114 concernant l'Association des courtiers d'assurance de la province de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Sainte-Anne-des-Lacs

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 135 érigeant la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs et la municipalité scolaire de Sainte-Anne-des-Lacs.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 144 ratifiant certaines résolutions de la municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la Commission scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et certain contrat passé entre ladite municipalité et International Plywoods Limited, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'accepter.

L'article 1 est modifié:

a. en biffant, dans les lignes 3 et 4 de la page 2, les mots: "(reproduite comme cédule A)";

b. en biffant, dans les lignes 13 et 14 de la page, les mots: "(reproduite comme cédule B)";

c. en biffant, dans les lignes 33 et 34 de la page 3, les mots: "(reproduit comme cédule C)".

Et les annexes A, B et C sont biffées.

Projets de loi:

Contrat entre Gatineau et International Plywoods

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 144 ratifiant certaines résolutions de la municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la Commission scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et certain contrat passé entre ladite municipalité et International Plywoods Limited.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Questions et réponses:

Semences distribuées aux colons

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): 1. Le ministère de la Colonisation a-t-il acheté des semences pour distribution aux colons, au printemps de 1945?

Dans l'affirmative:

a. De qui ces semences ont-elles été achetées?

b. Quelle quantité a été livrée par chacun de ces mêmes fournisseurs?

2. Quel a été le prix payé à chaque fournisseur:

a. La livre pour les graines fourragères?

b. Le minot pour les céréales?

c. Le sac pour les pommes de terre?

3. Quelle somme totale représentent tous les montants payés pour l'achat des semences distribuées au printemps 1945?

4. Des cotations ont-elles été demandées pour l'achat de ces mêmes semences à la Coopérative fédérée de Québec?

5. A-t-on exigé des fournisseurs que les semences livrées aient été produites dans la province de Québec?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. Oui.
(Voir le tableau ci-dessous)

a. *Paul Godbout:*

Avoine Bannière.....	24,223	minots	1.00
Avoine.....	2,240	minots	1.10
Mélange B.....	426,840	livres	0.22
Pommes de terre.....	3,476	sacs	2.70

(Plus frais d'expédition, sacs, frais d'entreposage et d'assurance)

La Société coopérative agricole du Témiscamingue:

Mélange B.....	104,000	livres	0.22 F.A.B. Ville-Marie
----------------	---------	--------	----------------------------

La Société coopérative agricole de Chicoutimi:

Avoine Bannière.....	5,499	minots	1.00 F.A.B. Chicoutimi
Mélange B.....	50,500	livres	0.22

E.-W. Caron:

Mélange B - No 1....	208,750	livres	1.00 F.A.B. Montréal
Mélange B - No 2....	6,250	livres	0.21

P. Toupin & Fils:

Avoine Bannière.....	7,095	minots	1.00 F.A.B. Lacadie
Mélange B.....	41,000	livres	0.22

Hector Déland:

Mélange B.....	100,000	livres	0.22 F.A.B. Lacadie
----------------	---------	--------	------------------------

Léo Gariépy:

Mélange B.....	81,000	livres	0.22 F.A.B. Québec
----------------	--------	--------	-----------------------

Coopérative agricole de Mont-Joli:

Avoine Bannière.....	3,009	minots	0.90 F.A.B. Mont-Joli
----------------------	-------	--------	--------------------------

Coopérative agricole de Saint-Fabien:

Avoine Bannière.....	1,800	minots	0.90 F.A.B.
			Saint-Fabien

Coopérative fédérée de La Sarre:

Avoine - Cartier.....	381	minots	1.10 F.A.B.
			La Sarre

Coopérative agricole de Rimouski:

Avoine Bannière.....	1,239	minots	0.90 F.A.B.
			Rimouski

X. - À noter que l'administration actuelle n'a payé le mélange que 21.99 cents la livre en moyenne en 1945, alors qu'à l'administration précédente ce mélange avait coûté 23.62 cents la livre en moyenne.

b. Voir 1. a.

2. a, b et c: voir 1 a.

3. \$280,560.85

4. Le ministère de la Colonisation a fait ses achats directement des coopératives affiliées à la Coopérative fédérée et qui lui ont offert en vente des grains de semence.

5. Oui, en autant qu'il leur était possible de s'en procurer, et en conséquence des recommandations qu'elle a faites à ses fournisseurs, l'administration actuelle a pu réduire, comparativement avec celle qui l'a précédée, les achats de semences provenant de l'extérieur de la province de la façon suivante:

Patates	1,667	minots
Avoine.....	5,391	minots
Mélange B	65,932	minots

À noter que l'administration actuelle n'a pas acheté un seul sac de patates de semence provenant de l'extérieur de la province.

Projets de loi:**Tuberculose**

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 pour combattre la tuberculose soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill numéro 31 a une portée considérable, dit-il, car il n'y a rien de plus précieux que la santé publique, si on veut assurer le progrès économique de notre province. Rien n'était plus important pour un pays que d'assurer à sa population une longue vie active. Ceci était particulièrement vrai pour les Canadiens français, car ce peuple occupe une place particulière sur le continent. Les gouvernements doivent se pencher sur ces problèmes avec la plus grande attention.

Le problème créé par la tuberculose est tel qu'il faut faire un effort considérable pour apporter une amélioration et arrêter la marche de cette maladie. Dans notre province, le coefficient de mortalité est plus élevé qu'ailleurs. Nous détenons malheureusement le sommet de la mortalité par tuberculose en comparaison avec les autres provinces canadiennes. Depuis 20 ans, nous avons perdu 60,000 personnes par la tuberculose, et si nous ajoutons à cela les pertes par la mortalité infantile, nous arrivons à quelque 200,000 décès depuis les deux dernières décades. Ce sont des chiffres effrayants. La tuberculose est une maladie d'autant plus terrible qu'elle fauche surtout parmi les jeunes de 18 à 30 ans, c'est-à-dire parmi ceux qui sont la meilleure garantie de la survivance d'une race.

L'an dernier, notre pourcentage de mortalité par tuberculose a été établi à 74 par 100,000 de population. Le nombre des morts a atteint 3,500. C'est un record dont nous n'avons pas à être fiers. C'est le plus haut taux de tout le Canada et c'est formidable quand on songe que cela aurait pu être évité. En effet, ce grand mal peut être dépisté et on peut le prévenir.

Et c'est la province de Québec qui arrive en tête pour les décès par tuberculose, si on en compare le total aux autres provinces. En effet, les statistiques de 1944 indiquent que le taux de mortalité par cette maladie par 100,000 a été de 26.9 en Ontario, 74.9 dans Québec, 62 dans l'Île-du-Prince-Édouard, 58 en Nouvelle-Écosse, 51 au Nouveau-Brunswick, 47 au Manitoba, 26 au Saskatchewan, 35 en Alberta, 55 en Colombie-Britannique. Dans d'autres pays, on constate qu'il fut de 42 en Australie, de 67 en Angleterre et de 54 aux États-Unis, où le pourcentage de la mortalité chez les noirs, par suite de la tuberculose, est huit fois plus élevé que chez les blancs.

C'est donc dire que tous nous devons faire tout ce qui sera possible pour combattre un tel fléau qui cause dans notre population des ravages aussi étendus et pour modifier cet état tragique. C'est le devoir impératif des gouvernements.

La santé, c'est ce qu'il y a de plus précieux sur terre. C'est l'état de santé qui détermine nos activités et notre bonheur terrestre. Nous ne devons donc pas hésiter devant les sacrifices financiers. On admet généralement, dans les milieux économiques, qu'un être humain représente une valeur d'au moins \$10,000. Comme nous avons perdu 60,000 âmes par la tuberculose depuis 20 ans, cela voudrait dire que cette maladie nous a fait perdre un actif de \$600,000,000. Et cela ne tient pas compte des souffrances physiques et morales de la population perdue, de la productibilité perdue, etc. L'heure est venue de faire un effort prodigieux pour surmonter cette calamité et lancer une véritable croisade générale.

Ce n'est pas un geste politique et il ne s'agit pas d'une critique des anciens gouvernements. Je n'ai pas à porter de jugement sur ce qui s'est fait dans le passé. Les gouvernements précédents ont accompli des choses pour combattre la tuberculose. Périodiquement, un effort considérable a été déclenché, il a été maintenu pendant quelques années, puis il y a eu relâchement après deux ou trois ans. Et la tuberculose a repris le dessus. Il n'y a jamais eu de plan d'ensemble d'établi pour faire la lutte à la tuberculose. Il faut de toute nécessité créer un organisme qui assure la continuité dans l'effort. C'est la principale raison de cette loi. Elle nous garantit que l'effort sera maintenu.

Qu'avons-nous fait depuis six ans? Nous avons créé 300 lits pour combattre la tuberculose, puis l'effort est tombé. Les divers organismes existants ont continué la lutte, mais il n'y avait pas de lits pour recevoir les malades. Je veux qu'à l'avenir, grâce à cette loi, quel que soit le gouvernement au pouvoir, nous ayons une législation qui assure la continuité dans l'effort. Je veux que nous ayons toujours des millions en disponibilité pour combattre la tuberculose.

Comme moyens de combattre cette maladie, nous avons d'abord aujourd'hui le dépistage précoce et intensif. Un grand nombre de gens sont tuberculeux sans le savoir, et d'autres refusent d'admettre qu'ils le sont. Il faut convaincre tout le monde que la tuberculose n'est pas une maladie honteuse et qu'elle se guérit du moment qu'on reçoit des traitements appropriés.

Pour cela, nous avons besoin du concours du cinéma, de la radio et de la presse. Cette dernière ne nous a jamais ménagé sa contribution. Elle a toujours fait largement sa part. Ce qui est nécessaire, c'est l'éducation, il doit y avoir un groupe dans chaque paroisse, partout dans la province pour prêcher le besoin d'éliminer ce fléau.

Après le dépistage, il importe d'organiser des lits. Autrefois, quand un homme était étiqueté tuberculeux, on se contentait de le renvoyer chez lui, où il continuait de contaminer son entourage. Il faut de toute nécessité que chaque tuberculeux ait son lit. On prétendra peut-être que la ségrégation s'impose. Je n'y suis pas opposé, bien que la loi n'en fasse pas mention. La ségrégation a été essayée ailleurs. Il a été démontré que vouloir hospitaliser un tuberculeux par la violence ne donne pas de bons résultats.

Pour faire une lutte efficace, il nous faut deux lits par décès enregistrés. Nous avons besoin, dans la province de Québec, de 7,000 lits pour les tuberculeux. Actuellement, nous en avons environ 3,200 et il nous en manque au moins 3,500. La province ne peut plus attendre, même si le bâtiment coûte cher. Conséquemment, on devra sans tarder bâtir des établissements ou agrandir les anciens. Il y a actuellement 2,000 tuberculeux actifs qui

attendent qu'on les admette dans les sanatoriums et qui ne peuvent trouver place dans les établissements existants. J'espère que l'on pourra obtenir tous les matériaux nécessaires à l'agrandissement ou la construction de nouveaux sanatoriums.

Tolérer davantage une pareille situation, dans un pays civilisé, serait un scandale. On m'objectera sans doute que la construction coûte aujourd'hui plus cher qu'elle pourra coûter dans cinq ans. Mais, nous ne pouvons pas attendre. Le prix d'une vie humaine est trop élevé pour que nous remettions à demain. Ne nous laissons pas arrêter par des sacrifices d'argent. L'an dernier, la province a dépensé \$2,700,000 pour le dépistage de la tuberculose. C'est un effort qui doit être maintenu. Nous voulons pouvoir construire pour recevoir les tuberculeux.

C'est l'intention du gouvernement de se charger entièrement, et sans mesquinerie, du coût total de l'hospitalisation pour tous les tuberculeux qui n'ont pas le moyen de payer. Je ne veux reprocher à personne le manque de lits pour les patients, parce que, sur ce sujet, il n'est pas question de parti politique, d'Union nationale ou de libéraux. Il doit y avoir des lits pour tout le monde, et à ce sujet, il ne faut pas oublier que les statistiques démontrent que, dans la province, pas plus de 10 % des tuberculeux sont en mesure de payer les frais de leur hospitalisation et d'entreprendre des cures toujours longues dans ces cas. C'est le devoir du gouvernement de se porter à l'aide des autres. Et la tuberculose est loin d'être une maladie de millionnaire. C'est généralement la maladie des mal nourris, des mal logés.

Les conseils municipaux hésitent généralement à se charger du coût de l'hospitalisation d'un tuberculeux, avec ce résultat que le malade reste chez lui. Nous voulons que la province se charge entièrement de l'hospitalisation, quand il sera démontré que le malade n'a pas les moyens de s'en charger lui-même.

Le gouvernement entend donner beaucoup d'attention au problème de la réhabilitation des tuberculeux. Le tuberculeux qui sort guéri d'un hôpital est comme un blessé en convalescence. Il est affaibli. Beaucoup de patrons ne veulent pas le reprendre, alors qu'ils n'ont aucun scrupule à employer des gens qui crachent et sont des tuberculeux actifs. Il faudra s'occuper de les mettre en état de gagner leur vie, de leur redonner confiance en l'avenir, de les aider à reprendre l'emploi qu'ils occupaient avant de tomber malade.

Nous avons présentement 30,000 tuberculeux environ dans notre province et les calculs, matérialistes si l'on veut, établissent les pertes à \$5,000 par an par personne. Cela comprend les salaires, les dépenses d'hospitalisation, etc. Au point

de vue strictement économique, la tuberculose représente donc une perte considérable.

Pour toutes ces fins, le gouvernement demande l'autorisation de dépenser \$10,000,000 en l'espace de quatre ans. Nous voulons nommer un directeur général qui s'occupera d'organiser la lutte à la tuberculose, qui se mettra en contact avec les organisations existantes, aura le pouvoir d'en créer là où l'on se désintéresse de la lutte, et pourra coordonner tous les efforts. Ce directeur général sera accompagné d'un conseil consultatif.

Ce conseil sera composé de cinq membres, y compris trois médecins. De plus, j'ai espéré que toutes les associations qui ont acquis de l'expérience dans la lutte contre la tuberculose, de tous ceux qui s'intéressent au bien-être de la population, se joignent à la mission, y compris des industriels et des syndicats. Un résultat proportionnel à la tâche entreprise sera ainsi obtenu. Je puis dire que j'ai consulté plusieurs mouvements ouvriers et qu'ils sont bien disposés. Les chefs sont prêts à coopérer pour convaincre chaque employé de la nécessité de l'examen volontaire. On procédera à la radiographie en masse de la population. Des millions d'exams radiographiques seront effectués chaque année.

Ce sera le début d'une croisade gigantesque. Ce n'est pas l'affaire d'un parti, mais de tout le monde. Toute la population est intéressée à la lutte contre la tuberculose et chacun voudra sans doute faire un vigoureux effort. Je sollicite donc la coopération de tout le monde. La régression de la tuberculose n'est pas l'affaire d'une année, mais de décades. Si tout le monde se donne la main, puisqu'il s'agit d'assurer l'intérêt général de toute la province, les résultats ne tarderont pas à se faire sentir.

Nous pourrions être heureux de ce que nous aurons fait quels que soient les sacrifices financiers. Dans 10 ans, je serai parti, mais la lutte continuera. Au point de vue économique, nous aurons cessé de perdre des centaines de millions de dollars par la tuberculose, et nous aurons l'assurance de voir une amélioration sensible de la population. C'est là une œuvre humaine. Je prie toute la députation de s'unir pour voter ce projet de loi à l'unanimité.

M. Groulx (Montréal-Outremont): M. l'Orateur, j'ai écouté le ministre avec beaucoup d'attention. Il nous a peint la situation du problème de la tuberculose qui est pénible. Nous devons tous faire notre effort pour combattre ce fléau. Aucune chicane n'est possible quant à l'objet de la mesure.

Je suis en faveur du principe de la loi. Tous les députés, en cette Chambre, sont sans doute en faveur de mettre des montants considérables à la

disposition du gouvernement, pour la lutte efficace à la tuberculose. Cependant, on peut différer d'opinion sur la façon d'obtenir et de dépenser les millions déclamés. J'ai lu et j'ai étudié avec soin la loi que présente le ministre. Par ce bill, le gouvernement veut faire autoriser le ministre à dépenser \$10,000,000 en dehors de son budget en quatre ans.

D'autre part, si nous examinons quelque peu le préambule de la loi, de même que la loi de l'assistance publique, nous nous rendons compte que les articles 19 et 20 autorisent le ministre à faire combattre toutes les maladies. Le ministre a donc déjà tous les pouvoirs nécessaires pour faire accepter par le cabinet les montants dont il a besoin pour administrer son département. La législation proposée n'était pas nécessaire. Le ministre n'a qu'à présenter ses demandes au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir les octrois nécessaires. Quant à la formation de comités consultatifs, nous en sommes.

M. Groulx (Montréal-Outremont) propose que le débat soit ajourné au cours de la présente séance. Adopté¹.

(À 4 h 15, la séance est suspendue quelques minutes, pour une sanction de bills au Conseil législatif)

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

2 Loi autorisant l'Office du crédit agricole à prêter une somme additionnelle de cinq millions de dollars aux agriculteurs;

3 Loi autorisant Hydro-Québec et Beauharnois Light, Heat and Power Company à favoriser la diffusion de la petite propriété parmi leurs employés,

4 Loi assurant des pensions aux employés d'Hydro-Québec et de Beauharnois Light, Heat and Power Company;

5 Loi pour aider les jeunes et former des spécialistes en génie électrique;

6 Loi modifiant la loi favorisant le drainage des terres;

7 Loi pour augmenter le domaine cultivable de la province;

8 Loi modifiant la loi concernant les Statuts;

10 Loi concernant les appareils de jeu;

11 Loi modifiant la loi des licences;

12 Loi relative à la fonction de député-shérif aux Îles-de-la-Madeleine;

13 Loi concernant les serments d'allégeance et d'office des députés-coroners;

16 Loi concernant le centenaire du Collège Sainte-Marie;

17 Loi relative au mode d'enregistrement de certains documents;

19 Loi pourvoyant à l'établissement, à Québec, d'une école forestière;

21 Loi modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac;

22 Loi modifiant la loi des syndicats professionnels;

23 Loi concernant les prêts aux pêcheurs par les caisses populaires;

24 Loi concernant l'établissement d'une école régionale d'agriculture à Sherbrooke;

25 Loi modifiant la loi des relations ouvrières;

26 Loi modifiant la loi de la convention collective;

27 Loi modifiant la loi du salaire minimum;

28 Loi concernant les terrains de l'ancien palais de justice de Sainte-Scholastique;

29 Loi concernant les établissements de pisciculture;

30 Loi concernant la nomination temporaire d'assistants à certains officiers publics;

32 Loi modifiant la loi concernant les mécaniciens en tuyauterie;

34 Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Hilaire-de-Dorset;

36 Loi étendant l'application des lois provinciales à certaines compagnies;

102 Loi refondant et modifiant la charte de The Woman's General Hospital;

103 Loi pour autoriser la Chambre des notaires à admettre Charles-Édouard Cliche à l'exercice de la profession de notaire après examen;

104 Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval;

106 Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre David Gordon Gibb à l'étude de la profession de notaire et à régulariser son brevet de cléricature;

107 Loi concernant la succession de feu Charles-Francis Smith;

108 Loi relative à une donation faite en un contrat de mariage par feu Olivier Robitaille;

109 Loi concernant la succession de feu Théophile Le Droit;

110 Loi concernant la succession de feu Hector Prévost;

112 Loi concernant la ville de Val-d'Or;

113 Loi concernant la succession de feu Helen Peebles Hossack;

114 Loi concernant l'Association des courtiers d'assurance de la province de Québec;

115 Loi concernant la Société St. George de Montréal;

116 Loi concernant le Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne au Canada;

117 Loi autorisant et ratifiant une convention de vendre un immeuble de la succession de feu Joseph Charest;

118 Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque;

122 Loi modifiant la charte de la ville de Lauzon;

124 Loi modifiant la charte de la ville de Montmagny;

126 Loi concernant la succession de feu Miriam Hadley Belasco;

128 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre John Alderson Folkins à l'exercice de l'art dentaire, après examen;

130 Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;

132 Loi modifiant la charte de la cité de Thetford Mines;

133 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Hyacinthe Médéric Robichaud au nombre de ses membres, après examen;

135 Loi érigeant la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs et la municipalité scolaire de Sainte-Anne-des-Lacs;

136 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine;

144 Loi ratifiant certaines résolutions de la municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la Commission scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et certain

contrat passé entre ladite municipalité et International Plywoods Limited;

146 Loi modifiant la charte de la cité de Drummondville;

148 Loi concernant la Congrégation des sœurs de Sainte-Croix et des Sept Douleurs;

149 Loi modifiant la charte de l'Association d'hospitalisation du Québec;

151 Loi conférant certains pouvoirs à la corporation du village de Bernierville;

156 Loi concernant la municipalité de la paroisse de l'Île-Perrot.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente les bills suivants pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

40 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1946 et pour d'autres fins;

41 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1947 et pour d'autres fins du service public.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Projets de loi:

Tuberculose

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné plus tôt ce jour, sur la motion du représentant de Labelle (l'honorable M. Paquette) proposant que le bill 31 pour combattre la tuberculose soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Groulx (Montréal-Outremont): Le Parti libéral a déjà prouvé dans le passé qu'il était disposé à demander le conseil des personnes qualifiées pour régler les problèmes de santé. C'est un gouvernement libéral qui a créé la Commission

d'assurance-maladie que l'on a jugé bon d'abolir. Cette Commission devait étudier toutes les questions se rapportant à la santé publique, ce qui était un avantage, tandis que les comités consultatifs que mentionne le bill n'étudieront que le cas de la tuberculose. A-t-on l'intention de nommer une commission d'étude pour tous les problèmes qui touchent la santé?

Si le gouvernement n'avait pas, dans un geste imprévoyant, supprimé la Commission d'assurance-santé, que nous avons créée, il ne serait pas obligé d'instituer une nouvelle commission pour la tuberculose. Le travail serait avancé. Mais, si l'on doit créer un comité consultatif à cause de la suppression de la Commission permanente d'assurance-santé, je le répète, j'en suis. Mais, lorsqu'un autre problème de la santé surgira, il faudra nommer une nouvelle commission. Je me demande donc si le gouvernement ne devrait pas créer une commission d'étude pour tous les problèmes qui touchent à la santé.

Les membres des comités consultatifs doivent recevoir des honoraires et faire payer leurs dépenses, mais les montants prévus à ce chapitre devraient être inclus dans le bill. La loi pourvoit à la nomination d'un directeur de la lutte contre la tuberculose. J'en suis et je veux féliciter...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député d'Outremont devrait attendre l'étude du bill en comité pour parler de tous ces détails.

M. Groulx (Montréal-Outremont): J'allais offrir mes premières félicitations au ministre et le premier ministre s'y oppose?

(Applaudissements à gauche)

Je voulais féliciter le ministre de cette idée d'un directeur général et je le félicite. Mais, j'ajoute que le directeur devra être une personne hautement qualifiée, un spécialiste en tuberculose de la province de Québec.

(Applaudissements à gauche)

Nous avons heureusement chez nous de grands spécialistes dans le domaine de la tuberculose. La loi fixe à un maximum de \$10,000 par année le traitement du directeur général. Je me demande si cela est suffisant.

Si l'on veut avoir les services d'un spécialiste de premier ordre, qui donnera des résultats, il faut le payer. On pourrait lui offrir un traitement d'au moins \$10,000, et davantage si nécessaire. Il y a beaucoup dans le choix du directeur de la campagne.

(Applaudissements à gauche)

Je voudrais cependant rappeler au ministre et à la Chambre qu'il existe dans la province des ligues antituberculeuses qui font un travail splendide pour le bien général de la population, dont la Ligue antituberculeuse de Québec. Il y en a qui reçoivent des octrois. J'espère que ces ligues continueront leurs activités et que le ministre leur accordera une aide encore plus substantielle. Celle de Montréal a fait récemment un appel à la population qui s'est montrée très généreuse.

Il faut l'en remercier, M. l'Orateur. J'ai dit que le ministre aurait pu lancer sa croisade sans attendre l'adoption d'une loi. Je crois que c'est la vérité. Mais, si l'on nous propose une croisade, je crois que toute la population doit y participer, que tous ceux qui sont au courant du problème devraient être appelés à faire leur part, que la commission consultative ne devrait avoir aucun caractère politique. Ces conditions sont essentielles si l'on veut par cette campagne enrayer le fléau.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je tiens à féliciter le ministre de la Santé de l'exposé qu'il a fait de cette loi importante. Il a placé le débat sur un plan suffisamment haut pour qu'il n'y ait pas d'incidences politiques. C'était justifié par la gravité de la question. J'approuve entièrement le projet. Toutefois, il ne sera possible d'extirper complètement la tuberculose qu'en s'attaquant aux causes.

Le ministre a rappelé des faits connus et a insisté sur le fait que la tuberculose est évitable et qu'elle s'attaque surtout aux jeunes et à une autre catégorie, celle des gens dans la force de l'âge.

Ces principes posés, il convient de se demander quelles sont les causes générales et profondes de ce mal.

Il (M. Laurendeau) cite les salaires insuffisants, les taudis et le bas niveau de vie, cause de sous-alimentation dans les classes populaires. S'il est bon de dépenser des montants considérables pour guérir, dit-il, il faudra en plus s'attaquer aux racines du mal. J'approuve la décision du ministre de la Santé de lancer une croisade dans laquelle tous doivent accepter d'être mobilisés. C'est l'un des rares cas où nous acceptons d'être embrigadés dans une croisade.

L'idée d'un comité consultatif est excellente, car elle assurera plus de compétence à la direction de cette lutte. Il faudra que ce comité soit consulté à fond. On doit s'occuper surtout de la localisation des sanatoriums.

J'exprime l'espoir que l'on appliquera la loi le plus tôt possible, qu'elle ne soit pas de la poudre

aux yeux, et qu'on ne lui fera pas le sort de certaines législations votées l'an dernier et qui n'ont jamais été appliquées. Il faudra qu'elle donne des résultats le plus tôt possible. Je demande que les millions soient dépensés maintenant.

La loi est bien imprécise. Ce qu'on demande aux représentants du peuple, c'est tout simplement de donner à l'Exécutif la liberté de procéder comme il l'entend. Il ne faudrait pas multiplier ce genre de lois qui réduisent la Législature à un rôle subalterne.

M. Chaloult (Québec): Il y a deux sanatoriums dans mon comté qui font un excellent travail et pour lesquels je demande une aide accrue. Je félicite le ministre de la Santé pour son discours et l'exposé qu'il vient de faire de la terrible situation qui existe dans la province. J'ai rarement entendu un discours plus pratique et constructif que celui qu'il a prononcé. Il (M. Chaloult) loue son patriotisme bien connu et son intelligence lucide. Il n'y a pas eu d'allusion politique et le porte-parole de l'opposition (M. Groulx) est resté serein, à son habitude, et a imité son successeur en s'élevant au-dessus de la politique. J'assure le ministre de tout mon appui sur une pareille mesure destinée à sauver un grand nombre de vies humaines.

La tuberculose a augmenté ses ravages durant la guerre. Le nombre des décès s'est accru en notre province. En 1940, nous avions 76 décès par 100,000 âmes en 1940; en 1941, la proportion était montée à 80 décès, et 81 par 100,000, en 1942. Les périodes de crise provoquent toujours des réactions défavorables à la santé publique. En 1941, il n'y avait en Ontario que 29.2 décès par la tuberculose par 100,000 âmes. Il est grave de constater que la province de Québec a trois fois plus de décès par tuberculose qu'Ontario.

J'attribue à trois causes principales la situation défavorable de la province à ce point de vue. À mon avis, l'augmentation de la tuberculose est causée par la pauvreté des Canadiens français qui les empêche d'avoir des logements hygiéniques et une nourriture mieux balancée, par les salaires inférieurs, puis par le fait que nous n'avons pas assez de sanatoriums, par suite de la pauvreté du Trésor public.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il y a une motion à ce sujet et le député devrait attendre l'étude de la motion pour l'aborder.

M. Chaloult (Québec): Elle est aussi causée, en partie, par le défaut d'éducation populaire. Je suis favorable à la gratuité du traitement des malades

dans les sanatoriums. Je suis heureux qu'on apporte enfin un projet d'envergure.

M. Robidoux (Richelieu): Je félicite le ministre de s'être montré aussi digne dans l'exposé de son bill. Je lui promets tout mon concours dans cette grande croisade qu'il entreprend contre ce fléau dévastateur qu'est la tuberculose. (Regardant le premier ministre) Le professionnel le plus sympathique et certainement le plus humain en est encore le médecin. Je ne peux accueillir qu'avec grande satisfaction un projet de loi comme celui-ci.

En ma qualité de médecin pratiquant depuis 36 ans, je demande que l'on prenne les mesures nécessaires pour combattre la tuberculose. Tout le monde admet que cette maladie sévit chez nous à l'état de fléau, mais tout le monde admet aussi qu'elle peut se guérir. Il faut consentir tous les sacrifices pour sauvegarder notre capital humain. Les gouvernements libéraux ont fait beaucoup pour améliorer la santé publique.

Le fléau de la tuberculose, la peste blanche comme on l'a surnommée, a causé plus de pertes de vie dans notre province que les deux dernières guerres. Il faut le réprimer à n'importe quel prix. J'espère que les \$10,000,000 que l'on va dépenser en quatre ans donneront des résultats. Je suis heureux que le ministre ait reconnu ce qui s'est fait dans le passé.

Dieu merci, nous, Canadiens français et Canadiens tout court, nous sommes exempts de bien des fléaux mais, hélas, pas de celui de la tuberculose. Il est vrai que, dans le passé, nos gouvernements n'avaient pas les budgets voulus pour combattre le fléau. Aujourd'hui, les budgets prennent des proportions astronomiques et on peut faire plus. Il faut de l'argent pour organiser une lutte contre une pareille ennemie. Que le ministre aille de l'avant et tout de suite. Il n'y a aucune raison de lésiner. Il y a longtemps que les ravages se font.

Je conseille au ministre de s'occuper tout particulièrement de la prévention et de tâcher de faire comprendre au public, qu'avec la tuberculose, nous sommes en présence d'un ennemi qu'il faut à tout prix combattre et anéantir. Que le ministre consacre une partie de ses millions à une campagne d'éducation pour unir les bonnes volontés contre l'ennemie qu'il faut exterminer.

Je suis croyablement informé que des découvertes importantes ont été faites pour combattre la tuberculose. Que le ministre développe les laboratoires de recherche où l'on cherche les moyens de combattre l'hydre. Qu'il leur donne un

encouragement encore plus grand. Nos savants ont découvert la bombe atomique, qui doit être un élément de protection et non de destruction. Que le gouvernement encourage les médecins qui travaillent patiemment dans les laboratoires et, avant longtemps, j'espère qu'un Canadien français se couvrira d'une auréole de gloire en apportant des moyens nouveaux et précieux et en nous offrant un remède préventif contre cette maladie qui nous a coûté si cher. Prévenir, c'est guérir.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Côté (Rouyn-Noranda): J'approuve aussi le principe du bill, mais je demande au gouvernement d'y ajouter une clause rendant obligatoire, dans toutes les mines, l'établissement d'un système de prévention contre la silicose.

Le manque d'hygiène est une des causes de la tuberculose dans bien des foyers, ainsi que la pauvreté. J'espère que la commission consultative visitera nos établissements industriels pour y améliorer les conditions d'hygiène. Je représente un comté où la silicose, proche parente de la tuberculose, fait de grands ravages. Je demande une loi qui rendrait obligatoire le système du Dr Robson pour tous ces ouvriers.

M. Plourde (Arthabaska): Je félicite le ministre de la Santé. Ce dernier a besoin de 3,000 lits. Eh bien, il y a dans mon comté, dans la ville de Victoriaville, une ancienne école d'aviation qui est toute prête à recevoir 600 lits. Il suffit de la meubler. Elle pourrait être prête d'ici six semaines. J'espère que le gouvernement profitera de cette suggestion. Si le temps presse, inutile de construire. La bâtisse est là, on n'a qu'à mettre les 600 lits dedans et 600 tuberculeux pourront être hospitalisés. Le climat est sain, la population accueillante, on ne peut désirer mieux. Je lui demande de ne pas oublier ma région.

M. Drouin (Abitibi-Est): M. l'Orateur, le problème de la tuberculose est tellement important dans la région que je représente que je crois devoir intervenir dans le débat. Je n'ai aucune hésitation à me joindre aux orateurs qui m'ont précédé pour féliciter le ministre de ses renseignements et du principe de la loi. Dans la région de l'Abitibi, il y a deux sortes de gens qui méritent que l'on s'occupe d'eux, savoir les colons et les mineurs.

Il y a dans la loi trois articles pour autoriser le ministre à dépenser \$10,000,000. Ces trois articles me paraissent inutiles. Le ministre a déjà tous les pouvoirs nécessaires pour dépenser ce montant. Le

gouvernement n'avait qu'à inclure \$10,000,000 dans le budget du ministère de la Santé, la Chambre aurait voté la somme, et on aurait pu construire tous les sanas dont la province a besoin. Le titre de la loi est pour jeter de la poudre aux yeux, comme on l'a dit.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Mon honorable ami, qui a le génie des mots exacts, pourrait-il me dire ce que j'aurais pu dire à la place de loi pour combattre la tuberculose?

M. Drouin (Abitibi-Est): Je n'ai pas parlé de titre. J'ai parlé des trois articles qui confèrent au ministre un pouvoir qu'il avait déjà. J'ai parlé de la méthode du gouvernement qui n'inclut pas ses dépenses dans le budget et les fait autoriser par des lois. Nous allons autoriser la dépense de \$10,000,000 par cette loi, mais la situation dépeinte par le ministre exige que les \$10,000,000 soient dépensés dès cette année.

Comme l'a dit l'ancien ministre de la Santé (M. Groulx), la loi de l'assistance publique l'y autorise. Après avoir fait voter la loi de l'assistance publique, en 1921, le gouvernement Taschereau a étatisé le commerce des liqueurs. Cette mesure était destinée à fournir les fonds à l'assistance publique pour assurer des soins gratuits aux malades indigents. Les profits de la Commission des liqueurs ont augmenté de \$10,000,000, l'an dernier. Pourquoi le gouvernement n'utilise-t-il pas ces \$10,000,000 dès cette année pour combattre la tuberculose?

(Applaudissements à gauche)

J'ai dit au ministre que la situation de l'Abitibi méritait une attention toute particulière. Les braves colons qui ont ouvert cette immense région et qui ont été poussés, de 1920 à 1940, par la crise, ont été exposés à bien des misères, et leur santé en a été compromise. La vie du colon est bien rude et si les cas de tuberculose sont nombreux en Abitibi, il ne faut pas s'en étonner.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député devrait attendre l'étude du bill en comité pour parler de tous ces détails. Est-il pour le principe du bill, oui ou non?

M. Drouin (Abitibi-Est): Je suis pour le principe du bill, mais j'ai le droit d'attirer tout de suite l'attention du ministre sur la situation de la région que je représente.

M. Godbout (L'Islet): L'honorable député d'Abitibi-Est ne s'éloigne pas plus du sujet que l'honorable ministre de la Santé lui-même, et le

premier ministre ne devrait pas l'interrompre au moment où il nous fait part de la situation dans la région qu'il représente.

M. Drouin (Abitibi-Est): Je tenais à rappeler la vie rude de nos colons qui est digne d'attention, de même que nos travailleurs dans les mines qui sont exposés à la terrible maladie de la silicose. Ils ont un grand besoin d'assistance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas question de silicose dans ce bill.

M. Drouin (Abitibi-Est): La silicose dégénère en tuberculose et il est important de le dire. Comme il est 6 heures, je propose l'ajournement du débat.
(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Drouin (Abitibi-Est) propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Roberge), que le débat soit de nouveau ajourné.
Adopté.

Dépôt de documents:

Ministère de la Chasse et des Pêcheries, rapport 1944-1945

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre de la Chasse et des Pêcheries, pour l'année finissant le 31 mars 1945. (Document de la session no 25)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 28 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Samuel David
Brigel**

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 154 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre le Dr Samuel David Brigel à l'exercice de la profession de chirurgien dentiste, après examen.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article, et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 154 sans l'amender.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession
François-Xavier Beaudry**

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 123 relatif à la succession de feu François-Xavier Beaudry.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article, et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 123 sans l'amender.

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Roxboro**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 modifiant la charte de la ville de Roxboro.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article, et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 134 sans l'amender.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Ville-des-Îles-Laval

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 141 modifiant la charte de la Ville-des-Îles-Laval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article, et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 141 sans l'amender.

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession Charles Séraphin Rodier

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 167 concernant la succession de l'honorable Charles Séraphin Rodier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article, et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 167 sans l'amender.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Joliette

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 101 modifiant la charte de la cité de Joliette et annexant de nouveaux territoires à la municipalité scolaire de la ville de Joliette.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article, et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 101 sans l'amender.

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Accueil du député de Matane³

L'honorable M. Gagnon (Matane) reprend son siège⁴.

(Applaudissements des députés, ovation)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) lui sert la main. La Chambre reprend l'expédition des affaires courantes.

Projets de loi:

Résolutions de la municipalité et des commissaires d'écoles de Saint-Basile

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 161 ratifiant certaines résolutions de la corporation municipale de Saint-Basile et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Basile Village, dans le comté de Portneuf, province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article, et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 161 sans l'amender.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Accueil du député de Matane⁵

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'offre au député de Matane, au nom du gouvernement, mes vœux les plus sincères. Je suis certain de me faire l'écho non seulement de la droite, mais encore de toute la province, en manifestant une joie profonde et un bonheur sincère du retour parmi nous de l'honorable trésorier provincial. Pendant de longs mois, le trésorier fut terrassé par une grave maladie, conséquence de son excès de travail, de son grand dévouement et de son attachement aux meilleurs intérêts de sa province, de son comté, du pays et de sa race.

Non satisfait de s'acquitter pleinement des devoirs que lui imposait sa charge de trésorier et qu'il lui fallait accomplir tous les jours, il ajoutait encore à sa haute culture en consacrant ses loisirs et des parties de nuit à la lecture de livres de ses auteurs préférés, traitant avec autorité des principales questions. Ajoutons à cela l'angoisse que lui causa l'entrée aux armées et le départ pour outre-mer, pendant la dernière guerre, au lendemain d'une carrière universitaire glorieuse, de ses deux fils qui comptent parmi les représentants les plus brillants de leur génération. Tout cela fut cause que sa maladie nous a privés de sa collaboration toujours loyale.

Je connais depuis longtemps le trésorier provincial, et je dois dire que jamais je n'ai rencontré un homme aussi loyal, aussi dévoué au bien de la province, aussi consciencieux dans l'accomplissement de ses devoirs. J'exprime ma joie de le voir de retour, avec une parfaite santé refaite, et je ne serais pas plus heureux de voir revenir à la santé mon frère le plus cher, celui que j'aimerais le plus.

Je suis aussi heureux du retour à la santé de son épouse. Mme Gagnon, la collaboratrice dévouée du trésorier, sa compagne dans les joies comme dans les épreuves, est toujours à ses côtés, pour le seconder dans ses travaux. Elle fut aussi pendant un certain temps sous le soin des médecins. La joie du député de Matane ne serait pas complète si l'on n'associait pas son épouse à l'hommage qu'on veut lui rendre.

Je félicite aussi le ministre du Commerce et de l'Industrie (M. Beaulieu) de la compétence et du dynamisme dont il a fait preuve comme remplaçant du député de Matane, à la trésorerie, pendant son absence.

M. Godbout (L'Islet): Je me joins au premier ministre pour dire combien je suis content de

voir revenir le trésorier provincial avec une santé que je me plais à croire très bonne. Nous nous sommes expliqué son absence et, des deux côtés de la Chambre, nous avons regretté son départ. Le trésorier provincial a déjà rempli une longue carrière publique⁶ et il s'est constamment dévoué aux intérêts des siens, de son pays et de sa province.

Nous le voyons revenir avec une joie, dit-il, dont je ne douterai certainement pas de la sincérité. La Providence l'a éprouvé, ce qui prouve qu'elle l'aime plus que nous. Je lui souhaite un rétablissement permanent non seulement pour la joie de sa famille, mais au nom de toute la province qui a besoin de tous les hommes de bonne volonté, même s'il arrive qu'ils se trouvent du mauvais côté de la Chambre. Tout le monde se réjouit de son rétablissement.

J'offre aussi mes souhaits à Mme Gagnon et aux membres de sa famille. Je suis assuré de me faire en cela l'écho de toute la Chambre et de la province.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): J'ai hâte d'entendre le député de Matane. Je ne veux pas trop retarder ce plaisir. Toutefois, je veux m'associer à la joie de la Chambre. J'ai eu le plaisir de siéger en cette Chambre pendant une seule session avec l'honorable trésorier provincial, et j'ai pu quand même apprécier sa gentillesse, la droiture de son caractère et d'âme. Nous nous réjouissons tous de son retour et nous avons hâte d'entendre son premier discours.

L'honorable M. Gagnon (Matane): (Applaudissements) Je suis véritablement touché, plus qu'on ne saurait le croire, des paroles de bienvenue avec lesquelles mes trois collègues m'ont accueilli dans cette Chambre.

Je me demande si, dans mes prières habituelles, je ne devrais pas en ajouter une autre pour demander d'être plus souvent malade, puisque la maladie me vaut une telle réception chaleureuse, afin de recevoir de beaux compliments aussi unanimes. Mais je sais que ce soir, c'est le cœur qui parle.

Je remercie particulièrement mon chef des attentions si particulières qu'il a eues à mon égard durant ma maladie. Il a été à mon endroit d'une bienveillance toute paternelle. Je remercie aussi mes collègues de leurs attentions, et particulièrement le ministre du Commerce et de l'Industrie qui a bien voulu me remplacer à la trésorerie.

On dit que la maladie rend les hommes meilleurs. Lorsque mon bon ami le député de Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) entendra dans un

instant mon discours sur le budget, il constatera que je n'ai pas changé, que je suis toujours le même. Mais la vie publique a quelques fois de ces moments heureux où se manifestent des relations très cordiales. Des manifestations de ce genre sont l'un des parfums de la vie publique que j'apprécie beaucoup ce soir. Elles réconfortent et cimentent les amitiés. Je remercie ceux qui ont bien voulu signaler mon retour et j'espère continuer à vivre encore de longs jours au milieu de tous les membres de cette Chambre.

Voies et moyens:

Discours du budget 1946-1947

L'honorable M. Gagnon (Matane): M. l'Orateur, dans notre système politique où la solidarité ministérielle est un principe constitutionnel reconnu, le trésorier provincial, lorsqu'il prononce le discours sur le budget, parle au nom de tous ses collègues. Il n'est en réalité que leur porte-parole, aussi bien qu'un fiduciaire chargé de rendre compte des deniers qu'ils ont dépensés ou qu'ils se proposent de dépenser pour le bien public. J'ai conscience cependant de représenter en ce moment un de mes collègues plus que tous les autres. Vous avez compris que je veux faire allusion à mon ami, l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce, qui a bien voulu, pendant les cinq mois qu'a duré mon absence, me remplacer au poste de trésorier de la province. Ses connaissances professionnelles, ses qualités de cœur et d'esprit vous ont sans doute fait oublier facilement votre humble serviteur. Qu'il me permette de l'assurer que le fait de le savoir au poste de trésorier m'a donné la quiétude d'esprit nécessaire au rétablissement de ma santé. Je suis donc heureux de lui exprimer publiquement ma reconnaissance et mes remerciements pour le travail additionnel qu'il s'est imposé, et le brio avec lequel il l'a accompli.

Chaque année, le discours sur le budget permet au gouvernement de faire le point, d'examiner le passé immédiat et même lointain, et de formuler des projets sur l'avenir. Avant d'examiner la situation financière de la province et de faire une brève analyse des crédits soumis à l'approbation de la Législature, me permettra-t-on d'évoquer le passé lointain et de rappeler un événement de la plus haute importance dans l'histoire de l'évolution de nos institutions parlementaires. Nous nous souvenons toujours avec joie et profit des grands hommes du

passé, et chaque année nous rappelle des faits émouvants de notre vie nationale.

L'année 1946 marque le centenaire de l'autonomie fiscale des provinces du Canada et je suis heureux, à l'occasion du discours sur le budget, de faire revivre devant vous une page écrite il y a 100 ans et qui peut nous inspirer dans l'attitude que nous devons prendre pour la solution des problèmes politiques et financiers de l'heure présente.

En effet, au cours de la session de 1846, l'Assemblée législative des provinces du Canada adopta à l'unanimité une résolution d'une extrême importance, résolution qui mettait fin à un conflit de plus de 50 ans, sur la question des subsides.

Cette résolution soumise aux députés par Robert Baldwin, le 12 mai 1846, et appuyée par Louis Hippolyte La Fontaine, se lisait comme suit:

"Que cette Chambre ne peut pas reconnaître l'existence d'un droit constitutionnel, de la part de la Couronne ou du Parlement du Royaume-Uni, d'octroyer ou approprier aucune somme d'argent prélevée sur les sujets de Sa Majesté en cette province, de quelque manière que ce soit, sans le libre consentement de ses représentants, assemblés en Parlement provincial, et maintenant qu'elle est sur le point de délibérer sur l'octroi d'une liste civile à Sa Majesté, la Chambre proteste solennellement contre le pouvoir qu'on s'est arrogé d'insérer un tel octroi dans l'Acte du Parlement impérial pour la réunion des ci-devant provinces du Haut et Bas-Canada."

Les membres de la Législature signifiaient ainsi au gouvernement Impérial que la répartition des deniers prélevés au Canada ne pouvait se faire que par les représentants du peuple du Canada. Cette résolution devait servir de base à la rédaction du projet de loi accepté par la Chambre le 9 juin de la même année et que le roi devait sanctionner le 16 août 1847. Cette résolution et cette loi terminaient une lutte mémorable de plus de 50 ans, lutte qui occasionna la rébellion de 1837, et que nous appelons, dans notre histoire, la lutte sur la question des subsides. Cette victoire permettait enfin aux représentants des provinces unies de contrôler d'une façon pleine et entière les dépenses publiques, en même temps qu'elle les rendait directement responsables, devant les contribuables, des impôts que ces derniers devaient payer. Aucune autorité, que ce fût celle du Parlement Impérial, celle du gouverneur, du Conseil exécutif ou du Conseil législatif, ne pouvait plus intervenir dans l'appropriation des revenus et des dépenses de la province.

Il est, en effet, bien difficile d'imaginer une société où les membres auraient un droit de contrôle sur les dépenses sans posséder le même droit sur les revenus, ou bien, posséderaient un contrôle sur les revenus sans avoir le même droit sur les dépenses. Cette société serait basée sur des principes antidémocratiques. C'est la leçon qu'ont bien comprise et appliquée les Pères de la Confédération lorsque, 20 ans plus tard, ils ont délimité d'une façon précise, entre le pouvoir fédéral et les pouvoirs provinciaux, le domaine des revenus et le domaine des dépenses.

Cette victoire de 1846 fut possible grâce au courage et à la ténacité de deux générations d'hommes publics. Cependant, deux hommes de culture et de mentalité différentes que la politique et l'histoire ont associés, Louis Hippolyte La Fontaine et Robert Baldwin, livrèrent la dernière bataille qui devait terminer la lutte et assurer la victoire aux mandataires du peuple.

Robert Baldwin, à la tête des réformistes du Haut-Canada, avait entrepris à la Chambre une campagne des plus vives pour que les députés obtiennent le contrôle exclusif des deniers publics, pendant que dans le Bas-Canada un jeune chef politique, de grand caractère, Louis Hippolyte La Fontaine, continuait les luttes de Papineau et devenait l'associé de Baldwin pour la conquête du gouvernement responsable.

La Fontaine, dans le manifeste qu'il avait adressé quelque temps auparavant à ses électeurs du comté de Terrebonne, déclarait:

"L'Union est un acte d'injustice et de despotisme en ce qu'elle nous est imposée sans notre consentement; en ce qu'elle prive le Bas-Canada du nombre légitime de ses représentants; en ce qu'elle nous prive de l'usage de notre langue dans les procédés de la législature, contre la foi des traités et la parole du gouvernement général; en ce qu'elle nous fait payer, sans notre consentement, une dette que nous n'avons pas contractée; en ce qu'elle permet à l'Exécutif de s'emparer illégalement, sous le nom de liste civile, et sans le vote des représentants du peuple, d'une partie énorme des revenus du pays."

Il demandait dès lors la reconnaissance du gouvernement responsable:

"La sanction de la volonté populaire pour l'adoption des lois, le consentement du peuple pour voter l'impôt et pour régler la dépense, sa participation efficace au gouvernement, son contrôle effectif sur les individus préposés au fonctionnement de cette administration."

C'est donc depuis cette époque que les députés ont un droit de contrôle sur les dépenses publiques, et en 1847, grâce encore à La Fontaine et à Baldwin, la Législature des provinces unies jouissait de la plénitude de la responsabilité ministérielle. Les deux provinces, celles du Haut et du Bas-Canada avaient ainsi de haute lutte assuré leur autonomie. Le Haut et le Bas-Canada s'étaient associés pour la défense des mêmes idées, des mêmes principes, pour remporter la victoire.

Le rappel des luttes de 1846 me permet d'évoquer devant vous un autre événement inspirateur. Sir Louis Hippolyte La Fontaine, défait dans le comté de Terrebonne, fut invité par Baldwin à se présenter dans le comté de York dans le Haut-Canada et, pour la première fois, les électeurs de ce comté élirent au Parlement du Canada-Uni un député de langue française. Quelques mois après, Baldwin subissait aussi une défaite dans la province du Haut-Canada; La Fontaine répéta pour lui le même geste de courtoisie et le fit élire dans le comté de Rimouski, immense subdivision électorale qui comprenait alors tout le territoire qui s'étend de Notre-Dame-du-Portage, jusqu'à Cap-Chat, soit les comtés actuels de Rivière-du-Loup, Rimouski, Témiscouata et Matane, que j'ai l'honneur de représenter. Admirons la largeur d'esprit de deux chefs qui ont édifié les libertés politiques du Canada naissant, grâce à l'alliance de deux races égales et respectueuses l'une de l'autre. Faisons mieux que les admirer; sachons les imiter. Les problèmes ne sont plus exactement les mêmes, mais au Canada, les hommes politiques doivent faire face à toutes les situations avec la largeur de vue, la sagesse, la fermeté et le patriotisme de La Fontaine et de Baldwin.

Les privilèges obtenus par les provinces en 1846 furent, en quelque sorte, consacrés de nouveau dans l'Acte confédératif de 1867. Les provinces consentirent cependant à céder une partie de leurs pouvoirs, afin de permettre l'établissement du gouvernement central. L'Acte de 1867 a divisé en deux parties, à peu près égales, les fonctions de l'État, c'est à dire le domaine des dépenses et celui des revenus et, lorsque nous évoquons cette législation de haute portée, nous ne devons jamais oublier que ce sont les provinces qui ont permis la création de la Confédération et qui ont abandonné à cette fin une partie de leurs pouvoirs. C'est d'ailleurs ce que déclarait l'honorable M. Fielding, ministre des Finances dans le gouvernement Laurier, lors du débat qui eut lieu à la Chambre des communes, le 25 mars 1907, au sujet des subsides accordés par la Constitution aux provinces:

"Il est un fait qu'il importe de ne pas perdre de vue: c'est que le dominion a été constitué par les provinces, et non pas que les provinces ont été constituées par le dominion. Si au début, ce grand pays eût été doté d'une vision législative, et que plus tard, on eût jugé utile de fractionner ce pays en un certain nombre de provinces et de créer un pouvoir fédéral, alors le pouvoir central aurait eu le droit de déterminer les droits et les privilèges à attribuer aux autorités locales. Mais la situation était tout l'opposé. Les provinces existaient avant le dominion; il a fallu convoquer les autorités provinciales, afin de constituer le pouvoir central, et les provinces avaient le droit de se prononcer sur les clauses et les conditions qui présideraient à la création du dominion."

Cette citation d'un discours important de M. Fielding qui, comme on s'en souvient, fut aussi le premier ministre des finances de l'honorable W. L. Mackenzie King lorsqu'il forma son premier cabinet au mois de janvier 1922, ne devra pas être oubliée par ceux qui, à Ottawa, ont invité les provinces à une conférence interprovinciale. Québec ne saurait l'oublier et ne l'oubliera pas.

Les provinces ont donc conservé, dans la limite des droits reconnus par l'Acte de 1867, leur pleine autonomie.

Ces droits dont nous sommes aujourd'hui les héritiers, droits qui furent le résultat des luttes longues et opiniâtres, peuvent être mis en danger par les tendances centralisatrices du gouvernement fédéral. Ces tendances, si jamais elles se concrétisaient, ébranleraient certainement les fondements mêmes de la Confédération.

Qu'il me soit permis de mentionner qu'en Australie, la même lutte a mis aux prises les États de la fédération avec l'État fédéral, qui voulait également centraliser les pouvoirs des États constituants. En 1943, le peuple d'Australie, consulté par voie de référendum, a rejeté les mesures centralisatrices dont nous nous plaignons aujourd'hui au Canada.

Les gouvernements provinciaux ont commencé de discuter avec le gouvernement fédéral leurs relations financières futures. Je crois que tous les citoyens de la province sont très heureux de voir, dans ces circonstances difficiles, le chef de l'Union nationale à la tête du gouvernement. Ils sont très heureux de lui avoir, en quelque sorte, confié la mission de discuter ces problèmes avec le gouvernement fédéral.

L'élection de la Beauce, d'ailleurs, n'a fait que donner à mon chef un mandat encore plus

précis. Je suis fier d'affirmer qu'il s'est montré à Ottawa le digne successeur de La Fontaine et de Baldwin. Son courage, son sens politique et ses magnifiques talents en ont fait l'une des figures dominantes de la conférence fédérale provinciale. Même ses adversaires politiques ont été obligés d'admettre qu'il avait discuté en véritable canadien, comme un chef d'État soucieux de la destinée et de l'avenir de sa province, comme de la grandeur et de la prospérité du Canada. Aussi suis-je convaincu que l'histoire saura illustrer son rôle véritable; et dès lors, ne sommes-nous pas certains que l'Union nationale célébrera dignement, cette année, non par des discours mais par des actes, le centenaire de l'autonomie fiscale des provinces.

Nos institutions parlementaires veulent que le budget franchisse en quelque sort trois étapes bien distinctes: le gouvernement le présente d'abord à la Législature, parce que la Constitution exige que les crédits soient votés par le parlement; en second lieu, la tradition veut que le trésorier de la province donne pendant la session les résultats probables de l'année financière qui se termine; enfin, en troisième lieu, en vertu d'une résolution de l'Assemblée législative, vers le 1^{er} septembre, le gouvernement

doit publier et donner le résultat définitif de l'année financière terminée le 31 mars précédent.

Ces trois phases du budget serviront de divisions à mon discours. Je dirai d'abord en quelques mots les résultats définitifs de l'année 1944-1945, en second lieu, les résultats probables de l'année 1945-1946, et enfin, je ferai un examen des prévisions budgétaires pour l'année 1946-1947.

I Résultats définitifs de l'année 1944-1945

Avant de faire l'analyse des résultats probables de l'année financière 1945-1946, la première année complète d'administration de l'Union nationale, me permettez-vous d'attirer votre attention sur les résultats définitifs de l'année financière précédente, tels qu'ils ont été publiés dans les *Comptes publics* de 1945. Ces résultats indiquent que le déficit global s'est élevé à un montant de \$7,977,555, alors que l'ancien trésorier avait prévu un excédent de \$275,948. Ce déficit de \$7,977,555, d'ailleurs, se rapproche sensiblement des chiffres provisoires mentionnés dans mon dernier discours sur le budget.

	<i>Prévisions de l'ancienne administration (février 1944)</i>	<i>Résultats probables (avril 1945)</i>	<i>Résultats définitifs</i>
Revenus.....	\$92,559,129	\$ 96,352,000	\$ 96,455,703
Dépenses ordinaires	\$84,885,931	\$ 93,162,000	\$ 91,990,114
Dépenses imputables au capital	\$ 7,397,250	\$ 11,427,000	\$ 12,443,144
Dépenses ordinaires et de capital	\$92,283,181	\$104,589,000	\$104,433,258
Surplus (S) ou Déficit (D) global	(S) \$275,948	(D) \$8,237,000	(D) \$7,977,555

II Résultats probables de l'année 1945-1946

Les résultats provisoires de l'année financière qui se terminera le 31 mars prochain nous démontrent que l'Union nationale a atteint le premier objectif qu'elle s'était fixé le 30 août 1944, soit la restauration des finances de la province. En effet,

cette première année complète d'administration se terminera par un surplus global d'au moins \$1,751,000, soit trois fois le surplus prévu dans mon dernier discours sur le budget, et par une diminution de la dette nette de la province d'au moins \$8,282,000.

L'an dernier, le gouvernement actuel avait reproché à l'administration précédente d'avoir

augmenté, au cours de ses cinq années d'administration, la dette totale de la province d'un montant de \$39,724,000. La dette de la province s'était accrue durant une période où le revenu national atteignait des chiffres inconnus jusqu'ici et alors que la plupart des États américains réussissaient à accumuler des réserves pour l'après-guerre. L'administration libérale augmenta la dette tout en réduisant les travaux publics et en laissant sans solution bon nombre de problèmes financiers, tels que celui des dettes des commissions scolaires et de l'expropriation de la Montreal Light Heat & Power. Nous avons alors soutenu qu'au cours d'une période de prospérité, il était du devoir des gouvernements de chercher à diminuer la dette de façon à mieux parer aux périodes de crise. Le surplus enregistré au cours de notre première année complète d'administration, ainsi que la sensible réduction de la dette, sont à la fois une preuve de la justesse de cette théorie aussi bien qu'une des conséquences de notre politique de restauration financière.

L'année financière 1945-1946 se caractérise donc par un surplus global d'opérations, par une diminution du chiffre de notre dette nette et par une hausse marquée de la valeur des obligations de la province.

Avant, toutefois, de passer à l'examen de ces différents éléments, me serait-il permis, comme les années dernières, de soumettre deux tableaux numérotés 1 et 2 basés sur 11 mois de résultats effectifs et les résultats probables d'un mois. (Voir le tableau à la page suivante)

Tableau No 1

Province de Québec

**État provisoire des revenus
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1946**

11 mois terminés - 1 mois en cours - 12 mois

Revenus ordinaires :*Provenant de taxes:*

Trésor, bureau du revenu:

Loi des véhicules automobiles.....	\$ 8,180,000.00
Taxe sur la gazoline.....	12,850,000.00
Droits sur les successions.....	6,300,000.00
Taxes sur les corporations.....	15,595,000.00
Taxes sur transferts de valeurs.....	570,000.00
Licences d'hôtels, restaurants, etc.	359,000.00
Impôt sur le revenu.....	2,480,000.00
Taxe de vente.....	14,800,000.00
Taxe sur le tabac.....	5,000,000.00
Autres taxes.....	<u>54,000.00</u>

66,188,000.00

Trésor, bureau des assurances.....	141,000.00
Loi des liqueurs alcooliques, permis et droits.....	6,700,000.00
Secrétariat de la province.....	102,000.00
Travaux publics.....	42,000.00
Travail.....	117,000.00
Chasse.....	35,000.00
Procureur général.....	<u>72,000.00</u>

\$73,397,000.00

Provenant d'autres sources:

Subside de la Puissance du Canada (basé sur la population).....	2,739,000.00
---	--------------

Intérêts:

Placements de fonds d'amortissement.....	1,821,000.00
Divers comptes.....	<u>450,000.00</u>

2,271,000.00

Commission des liqueurs de Québec:

Compte de commerce.....	16,430,000.00
Moins : Subvention à l'assistance publique.....	<u>1,000,000.00</u>

15,430,000.00

Richesses naturelles:

Terres et Forêts.....	7,701,000.00
Ressources Hydrauliques.....	1,957,000.00
Mines.....	1,956,000.00
Chasse.....	596,000.00
Pêcheries.....	107,000.00
Colonisation.....	<u>71,000.00</u>

12,388,000.00

**État provisoire des revenus
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1946 (suite)**

11 mois terminés - 1 mois en cours - 12 mois

Revenus ordinaires (suite) :

Provenant d'autres sources:

Honoraires, divers départements.....	1,256,000.00
Amendes, etc., divers départements.....	270,000.00
Contributions des fonctionnaires: loi des pensions.....	917,000.00
Divers, différents départements	<u>654,000.00</u>
	<u>\$109,322,000.00</u>

Tableau No 2

Province de Québec

**État provisoire des dépenses ordinaires et en immobilisations
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1946**

11 mois terminés - 1 mois en cours - 12 mois

<i>Départements</i>	<i>Total</i>	Dépenses	
		<i>Ordinaires</i>	<i>En immobilisations</i>
Affaires municipales	181,000.00	181,000.00	.....
Agriculture	6,777,000.00	6,776,000.00	1,000.00
Bureau de reconstruction économique.....	9,000.00	9,000.00	.....
Chasse	714,000.00	639,000.00	75,000.00
Colonisation.....	5,043,000.00	5,043,000.00	.....
Conseil exécutif.....	1,604,000.00	1,604,000.00	.....
Industrie et Commerce.....	680,000.00	680,000.00	.....
Instruction publique.....	9,093,000.00	9,093,000.00	.....
Législation.....	743,000.00	743,000.00	.....
Mines.....	1,533,000.00	643,000.00	890,000.00
Pêcheries	788,000.00	618,000.00	170,000.00
Procureur général	4,654,000.00	4,654,000.00	.....
Ressources hydrauliques	915,000.00	820,000.00	95,000.00
Santé et Bien-être social.....	9,953,000.00	9,093,000.00	50,000.00
Secrétariat de la province.....	5,166,000.00	5,155,000.00	11,000.00
Terres et Forêts	3,077,000.00	3,067,000.00	10,000.00
Travail	9,585,000.00	9,585,000.00	.....
Travaux publics.....	6,333,000.00	4,703,000.00	1,630,000.00
Trésor	3,584,000.00	3,584,000.00	.....
Voirie	<u>20,421,000.00</u>	<u>10,081,000.00</u>	<u>10,340,000.00</u>
	<u>\$90,853,000.00</u>	<u>\$77,581,000.00</u>	<u>\$13,272,000.00</u>
Service de la dette publique.....	<u>16,288,000.00</u>	<u>16,288,000.00</u>	

Sommaire

Revenus		\$109,322,000.00
Dépenses:		
Ordinaires.....	\$77,581,000.00	
Service de la dette publique	<u>16,718,000.00</u>	
	94,299,000.00	
Comptes "Immobilisations"	<u>13,272,000.00</u>	<u>107,571,000.00</u>
Surplus global.....		<u>\$ 1,751,000.00</u>

1° - Surplus global d'opérations

Les revenus de 1945-1946 s'élèveront à la somme de \$109,322,000 et les dépenses à \$107,571,000. L'année financière accusera ainsi un surplus global probable de \$1,751,000. Les dépenses prévues au budget supplémentaire déposé la semaine dernière devant la Chambre sont naturellement comprises dans ces chiffres.

Nous sommes donc bien loin des sombres pronostics faits par les membres de l'opposition, lors de la dernière session. Ces faux prophètes avaient alors affirmé que le chiffre des dépenses de la première année d'administration de l'Union nationale s'élèverait à plus de \$150,000,000. Les dépenses ordinaires ont atteint la somme de \$94,299,000 laissant, par rapport aux revenus de l'année, un surplus de \$15,023,000. À même ce surplus, le gouvernement a fait des dépenses imputables au capital pour un montant de \$13,272,000, ce qui établit le surplus global d'opérations à la somme de \$1,751,000.

Le montant des dépenses effectuées est plus considérable que celui qui avait été prévu. Mais la même remarque s'applique aux revenus, et c'est ce qui nous a permis d'augmenter certaines dépenses imputables au capital, dépenses rendues nécessaires par la période de transition que nous traversons, période marquée par la fermeture des usines de guerre, le licenciement des membres de nos forces armées et l'état déplorable dans lequel nous avons trouvé notre réseau routier. D'autre part, le gouvernement de l'Union nationale ne peut édifier sa politique financière sur des revenus qu'il sait momentanément très élevés et qu'on pourrait attribuer partiellement à la prospérité de l'heure présente.

Il suffit de suivre la courbe de l'augmentation des revenus de la Commission des liqueurs et de la taxe de vente de 1940 à 1946, pour réaliser qu'un ralentissement dans le commerce affecterait sérieusement ces sources de revenus. C'est pourquoi le gouvernement ne peut utiliser ces revenus pour trouver une solution permanente aux problèmes laissés en suspens par l'ancienne administration. Il a été préférable d'effectuer certaines dépenses imputables au capital, dépenses plus facilement contractables, si ces revenus momentanément élevés viennent à accuser une diminution sensible.

Le gouvernement de l'Union nationale a donc voulu faire œuvre durable en consacrant une bonne partie du revenu additionnel à la construction et à l'amélioration de la voirie rurale, œuvre négligée par l'administration précédente. Au cours de 1944, le ministère de la Voirie avait construit et amélioré 125 milles de chemins secondaires et locaux; en 1945, 238 milles. En 1944, il avait exécuté des travaux de pavage sur une distance de 209 milles; en 1945, sur une distance de 729 milles.

	1944	1945
Routes secondaires	125 milles	238 milles
Travaux de pavage.....	209 milles	729 milles

Le gouvernement a voulu, par là, faciliter les moyens de communication à l'intérieur de la province, surtout dans les districts ruraux, afin d'assurer aux cultivateurs les débouchés nécessaires à la distribution de leurs produits.

Cette politique est également de première nécessité, si nous voulons donner au tourisme toute la place qui lui revient et contribuer à faire mieux apprécier la beauté et le pittoresque de nos paysages.

Il s'agit là, en réalité, de dépenses productives susceptibles d'augmenter les revenus de la province.

De plus, au cours de la présente année financière, le gouvernement actuel a dû faire face à des obligations prises par l'ancien gouvernement. Dans l'espoir de conserver le pouvoir, au mois d'août 1944, l'administration libérale avait multiplié les promesses. Ainsi, par exemple, quelques semaines seulement avant les élections générales, le gouvernement avait promis des octrois spéciaux aux municipalités de Sainte-Anne-des-Monts, de Cap-Chat et de Tadoussac, afin de les aider à construire un système d'électricité.

L'ancien gouvernement n'a payé lui-même aucun octroi destiné à appliquer les dispositions de la loi contenue dans les Statuts refondus de 1941, loi demeurée inopérante jusqu'à la veille des élections de 1944.

Encore une fois, le gouvernement de l'Union nationale a donc racheté les promesses faites par l'administration libérale et payé à ces municipalités des octrois qui leur avaient été promis en temps d'élection.

L'Union nationale a consenti à payer ces octrois parce que ces promesses avaient engagé ces municipalités à faire, de bonne foi, des dépenses qu'il aurait été injuste de laisser à la seule charge de leurs contribuables. En plus de ces octrois, le gouvernement de l'Union nationale a dû consentir à un prêt de \$14,500 à chacune des municipalités de Sainte-Anne-des-Monts et de Cap-Chat.

Voici d'ailleurs la liste de ces octrois et de ces prêts:

Sainte-Anne-des-Monts:

Octroi représentant 50% du coût de la construction.....	\$ 29,000
Prêt représentant 25% du coût de la construction (a).....	14,500

Village de Cap-Chat:

Octroi représentant 50% du coût de la construction.....	29,000
Prêts représentant 25% du coût de la construction (a).....	14,500

Village de Tadoussac:

Octroi représentant 50% du coût de la construction.....	16,485
	<u>\$103,485</u>

La mise en vigueur de cette loi coûte à la province une somme de \$103,485,000 payée par le gouvernement de l'Union nationale dont \$29,000 seulement est remboursable.

Au cours de la dernière session, le gouvernement actuel adopta la loi de l'électrification rurale. L'Office de l'électrification rurale commença son activité au mois de septembre dernier et, à l'heure actuelle, le gouvernement a déboursé en avances, à l'Office, une somme de \$130,767.75 dont environ \$100,000 seront remboursés à la province.

D'un côté, vous avez une loi inopérante, l'application d'une politique d'octrois destinée à capter des votes à la veille des élections; de l'autre, une politique vivante, de coopération avec les cultivateurs, politique ordonnée vers le développement et l'amélioration de nos campagnes. L'Union nationale, donc, continue l'œuvre de restauration qu'elle avait inaugurée de 1936 à 1939. Son chef avait alors dans ses actes affirmé la primauté du capital humain sur le capital argent; il avait affirmé l'importance de développer nos richesses naturelles; il avait affirmé l'urgente nécessité pour le gouvernement d'aider la classe agricole à agrandir le domaine cultivable de notre province.

En 1937, le gouvernement de l'Union nationale avait adopté une loi du crédit agricole, loi destinée à sauver l'agriculture en détresse et à permettre aux cultivateurs de demeurer sur leurs terres. L'an dernier, l'Union nationale a voulu donner une impulsion vigoureuse à l'électrification rurale, tant pour assurer le confort des habitations rurales que pour moderniser les exploitations agricoles.

Me permettez-vous, M. l'Orateur, de vous signaler quelques-unes des œuvres tangibles accomplies par le gouvernement depuis l'adoption de cette loi?

L'Office de l'électrification rurale a été organisé au mois de septembre. Il ne compte que sept mois d'existence et, déjà, 81 coopératives d'électricité ont été fondées dans 38 comtés de notre province. L'Office a avancé aux coopératives un montant de \$81,000.00.

Des travaux considérables seront exécutés, cette année, dans plusieurs régions. Je tiens à mentionner d'une façon particulière les projets actuellement en voie d'accomplissement aux deux extrémités de la province, soit dans les comtés du Témiscamingue et de Gaspé-Sud, où les lignes de distribution sont très rares. La coopérative de Gaspé-Sud couvrira tout le comté à partir de l'Anse-à-

Valleau, sur la rive nord de la péninsule, jusqu'à Chandler sur la rive sud. Cette ligne de distribution s'étendra sur une distance de 120 milles. Une proportion de 55 % du total des résidents, soit 1,260 propriétaires ou locataires, ont manifesté leur intention d'utiliser les services de l'électricité. L'exécution de ce projet, tout comme celui de la Coopérative de l'électricité du Témiscamingue, coûtera une somme de l'ordre de \$400,000. La ligne de distribution de la coopérative du Témiscamingue sera d'une longueur de 200 milles; elle traversera 15 paroisses pour procurer le courant électrique à 2,000 consommateurs.

Un relevé des lignes construites de 1936 à 1945 par les compagnies privées nous permet de constater le fait suivant: les compagnies Shawinigan Water & Power, Gatineau Power, Southern Canada Power, Saguenay Electric Power, Quebec Power et la Compagnie de Pouvoir du Bas-Saint-Laurent ont construit durant cette période un total de 3,654 milles de lignes. Durant les années de l'administration libérale, soit de 1939 à 1944, la longueur totale des lignes construites a été de 1,944 milles, soit une moyenne de 388.8 milles par année. Durant la seule année 1945, alors que l'Union nationale était au pouvoir, les mêmes compagnies ont construit une longueur totale de 1,339 milles de lignes rurales, soit une augmentation de 343 % sur la moyenne des années précédentes. Ces chiffres ne tiennent pas compte des constructions entreprises par les coopératives de l'électricité. Le développement marqué qui s'est produit dans ce domaine, au cours de la dernière année, malgré la rareté des matériaux, n'est-il pas attribuable à la vigoureuse impulsion donnée par le gouvernement de l'Union nationale à l'électrification rurale?

2° - Réduction de la dette

En second lieu, la première année d'administration complète de l'Union nationale s'est traduite par une appréciable réduction de la dette.

Lors de l'arrivée au pouvoir du présent gouvernement, le 31 août 1944, la dette flottante de la province était de \$55,523,000, ainsi que l'indique le rapport Courtois. Cette dette flottante comprenait en particulier des bons du trésor, ou si vous aimez mieux, des billets promissoires, pour un montant de \$35,250,000. Le rapport Courtois établissait également que cette dette flottante aurait dû normalement, si aucune consolidation n'était opérée, s'élever, au 31 mars 1945, à la somme de \$75,726,000.

Pour maintenir et améliorer le crédit de la province, le gouvernement a consolidé, depuis le 31 août 1944, une partie de cette dette flottante. Au 28 février 1946, ainsi que l'indique l'état mensuel du trésor, la dette flottante était réduite à la somme de \$22,620,000, soit une diminution de \$53,106,000 par rapport aux chiffres de la prévision au 31 mars 1945, et une réduction de \$32,903,000 sur ce qu'elle était au 31 août 1944. Le montant des bons du trésor, qui se chiffrait à \$35,250,000 au 31 août 1944, s'élevait au 28 février 1946, à \$7,000,000, soit une diminution de \$28,250,000.

Je tiens à réfuter ici une déclaration assez surprenante de l'ancien trésorier à l'effet que tous les bons du Trésor actuellement entre nos mains sont attribuables à l'Union nationale. Les bons du Trésor, disait-il, le 15 janvier 1946, sont émis pour une période de trois mois, et comme l'Union nationale est au pouvoir depuis plus d'un an, l'ancienne administration n'est en rien responsable de cette dette flottante. En effet, à leur échéance, ces bons du Trésor au montant de \$35,250,000 ont été renouvelés ou remboursés par le gouvernement actuel. Ce n'est certainement pas avec le déficit de près de \$8,000,000 qui a marqué la dernière année financière de l'administration libérale que ces bons du Trésor ont pu être remboursés.

Pour mieux marquer l'ampleur de cette diminution de dette, je me permettrai d'abord de citer une affirmation de l'ancien trésorier dans son discours du budget du 24 février 1944:

"Depuis que le gouvernement détient le pouvoir, disait-il, une somme totale de \$35,000,000 a été versée dans les différents fonds d'amortissement institués pour faciliter le remboursement des obligations à leur échéance respective. Ceci veut dire que nous remboursons actuellement les dettes de la province à raison d'au-delà de \$150,000 par semaine."

Le gouvernement de l'Union nationale ne peut accepter pareille théorie. Il est d'abord inexact de dire que l'administration libérale avait versé au fonds d'amortissement durant cette période un montant de \$35,000,000. Les rapports officiels indiquent que les montants versés au fonds d'amortissement, du 8 novembre 1939 au 24 février 1944, se chiffraient à \$32,045,073.40.

En second lieu, peut-on sérieusement soutenir que les montants versés au fonds d'amortissement constituent une diminution de la dette? Les fonds d'amortissement sont un actif, les dettes sont un passif. Les fonds d'amortissement et la dette peuvent simultanément augmenter chacun de son côté.

L'augmentation du fonds d'amortissement n'équivaut donc pas nécessairement à une diminution de la dette. Ainsi, nous pourrions inscrire au budget un montant considérable pour le fonds d'amortissement et augmenter d'un autre côté la dette consolidée par des emprunts, ou la dette flottante par des bons du Trésor. Tous ces facteurs entrent en ligne de compte pour l'établissement de la dette. C'est la théorie que j'avais soutenue l'an dernier, en parlant de l'augmentation de la dette totale sous l'administration libérale; c'est la même théorie que je soutiens cette année, en examinant l'état de la dette, au cours de notre administration.

L'an dernier, j'avais souligné que l'administration libérale avait augmenté la dette totale d'un montant de \$39,724,000, tout en retirant des revenus pour un montant de \$416,305,000, comparativement à \$180,122,000 prélevés à titre de revenus par le gouvernement de l'Union nationale. En d'autres termes, sous l'administration libérale, les contribuables avaient payé en impôts \$236,183,000 de plus que sous l'administration de l'Union nationale.

De plus, par suite de la guerre, l'administration libérale a disposé d'abondantes ressources et n'a pas eu à résoudre le problème du chômage. Dans les dernières années de l'administration précédente, les remboursements de l'Office du crédit agricole, qui sont versés dans les fonds d'amortissement, s'élevaient à un montant supérieur aux avances que lui consentait le Trésor.

L'augmentation réelle de la dette au montant de \$39,724,000 durant la période de 1939 à 1944 s'explique d'une part par l'augmentation, au montant de \$33,393,000 de la dette consolidée nette, et d'autre part, par l'augmentation, au montant de \$6,331,000 des autres éléments du passif. L'augmentation de \$33,393,000 s'établit de la façon suivante:

	8 novembre 1939	31 août 1944
Dette consolidée.....	\$320,576,000	\$385,481,000
Moins : Fonds d'amortissement	<u>29,666,000</u>	<u>61,178,000</u>
	290,910,000	324,303,000
Augmentation de la dette	33,393,000	
	\$324,303,000	324,303,000

La dette consolidée, soit les obligations en cours, est passée du 8 novembre 1939 au 31 août 1944, de \$320,576,000 à \$385,481,000, ce qui représente une augmentation de \$64,905,000, tandis que, pour la même période, les fonds d'amortissement passaient de \$29,666,000 à \$61,178,000, soit une augmentation de \$31,512,000. Nous avons donc un exemple frappant qui illustre bien qu'à une augmentation des fonds d'amortissement ne correspond pas nécessairement une diminution de la dette.

La diminution de la dette nette durant notre première année d'administration, est une diminution substantielle, puisqu'au 31 mars 1946, ladite réduction s'élèvera à au moins \$8,282,000. Cette diminution peut s'établir de la façon suivante:

Dette nette	
au 31 mars 1945.....	\$308,242,000
Dette nette probable	
au 31 mars 1946.....	<u>299,960,000</u>
Diminution de la dette.....	\$8,282,000
Cette diminution peut être analysée de la manière suivante:	
Montant versé aux fonds d'amortissement durant l'année 1945-1946	\$5,753,000
Surplus anticipé pour 1945-1946.....	1,751,000
Autres éléments diminuant la dette nette	<u>778,000</u>
Diminution de la dette nette	\$8,282,000

Pour donner une idée plus complète de l'amélioration de la situation financière de la province depuis notre arrivée au pouvoir, je vous réfère au *Tableau No 3* qui établit une comparaison entre la dette nette au 31 août 1944, au 31 mars 1945, et au 28 février 1946.

Tableau No 3

Province de Québec

Comparaison de la dette nette aux dates suivantes

(en mille dollars)

	31 août 1944 (D'après rapport Courtois)	31 mars 1945 (D'après Comptes publics)	28 février 1946 (D'après état mensuel du Trésor)
Passif			
<i>Dette consolidée nette :</i>			
Dette consolidée.....	\$385,481	\$406,781	\$413,511
Moins : Fonds d'amortissement.....	<u>61,178</u>	<u>78,419</u>	<u>70,205</u>
	\$324,303	\$328,362	\$343,216
<i>Dette flottante:</i>			
Bons du Trésor.....	35,250	31,200	7,000
Comptes à payer.....	7,727	7,372	3,243
Soutiré de banque.....	2,010	(-) 731	2,737
Fidéicommiss et dépôts.....	7,469	6,878	6,546
Intérêt couru sur dette.....	<u>3,067</u>	<u>3,191</u>	<u>3,094</u>
	\$ 55,523	\$ 47,910	\$ 22,620
Revenu différé.....	<u>\$ 35</u>	<u>\$ 4,519</u>	<u>\$ 991</u>
Total du passif direct.....	<u>\$379,861</u>	<u>\$380,791</u>	<u>\$366,827</u>
Actif			
Comptes à recevoir			
Moins : Réserve.....	16,636	12,271	12,933
Commission des liqueurs.....	6,621	5,249	5,420
Office du crédit agricole - net.....	38,150	37,930	37,475
Avance, raffinerie du sucre.....	<u>1,600</u>	.....	.....
	63,007	55,450	55,828
Puissance du Canada.....	2,359	2,329	2,329
Escompte sur obligations et solde Banque Canadienne Nationale.....	<u>14,770</u>	<u>14,770</u>	<u>14,455</u>
Total de l'actif.....	\$80,136	\$72,549	\$72,612
Dette nette.....	<u>299,725</u>	<u>308,242</u>	<u>294,215</u>
	<u>\$379,861</u>	<u>\$380,791</u>	<u>\$366,827</u>

Sommaire

Dette consolidée nette.....	\$324,303	\$328,362	\$343,216
Dette flottante.....	55,523	47,910	22,620
Revenu différé.....	<u>35</u>	<u>4,519</u>	<u>991</u>
Total du passif direct	\$379,861	\$380,791	\$366,827
<i>Moins : Actif.....</i>	<i><u>80,136</u></i>	<i><u>72,549</u></i>	<i><u>72,612</u></i>
Dette nette	\$299,725	\$ 308,242	\$ 294,215
Augmentation (+) ou Diminution (-) durant la période.....	-	\$ (+)8,517 ¹	\$ (-)14,027

¹ Cette diminution sera réduite à \$8,282,000, après les opérations de mars 1946 qui ont été prises en considération dans l'établissement du surplus probable de \$1,751,000 pour 1945-46.

Cette comparaison prouve que la dette flottante a diminué depuis le 31 août 1944 de \$55,523,000 à \$22,620,000, soit une réduction de près de \$33,000,000; c'est ainsi que les bons du trésor, qui constituent l'un des éléments de la dette flottante ont été réduits de \$35,250,000 à \$7,000,000 au 28 février 1946.

Par contre, la dette consolidée nette n'a été augmentée que d'une somme d'environ \$19,000,000.

Permettez-moi de rappeler ici l'une des nombreuses initiatives de la première administration de l'Union nationale, soit les changements apportés à la présentation des *Comptes publics* de la province, dès l'année 1936. Avant cette date, tous s'en rappellent, les *Comptes publics* ne donnaient pas une idée exacte de la situation financière de la province. L'Union nationale a pris les mesures nécessaires pour corriger cette présentation. Jusqu'en 1936, on ne pouvait se fier aux surplus ou aux déficits annoncés dans les *Comptes publics*, vu que les dépenses imputables au capital et les autres dépenses qui pouvaient se couvrir par l'emprunt, comme le chômage et certaines lois de colonisation n'apparaissaient ni au budget, ni dans les états d'opérations. En 1930, la dette consolidée nette et les bons du Trésor se chiffraient à \$57,022,526.84. En 1931, ces éléments s'élevaient à \$60,418,037.55, soit une augmentation de dette au montant de \$3,395,510.71, et pourtant, les *Comptes publics* annonçaient un surplus d'opérations de \$776,775.67. Si nous examinons le montant de la dette consolidée nette et des bons du Trésor pour chacune des années

1930 à 1936, nous constatons que pendant cette période ces éléments de la dette totale ont augmenté de \$100,196,088.10, alors que les *Comptes publics* de la province indiquaient un déficit pour la même période de \$19,105,725.79 seulement.

Durant cette période de 1930 à 1936, la dette consolidée nette et les bons du Trésor avaient donc augmenté de plus de \$81,000,000 de plus que ne l'indiquaient les chiffres officiels publiés par le gouvernement pour ses opérations.

	<i>Dette consolidée nette et bons du Trésor</i>	<i>Surplus ou déficit annoncés dans les Comptes publics</i>
1930	\$57,022,526.84	
1931	60,418,037.55	S. \$ 776,775.67
1932	76,860,821.54	D. 584,708.61
1933	96,586,142.28	D. 6,840,907.96
1934	111,488,337.57	D. 5,594,473.48
1935	132,935,749.89	D. 4,939,235.91
1936	157,218,614.94	<u>D. 1,923,175.50</u>
		<u>\$ 19,105,725.79</u>

L'Union nationale a eu le souci de prendre les mesures nécessaires pour que les états financiers contenus dans les *Comptes publics* donnent les chiffres réels des opérations du gouvernement.

3° - Le marché des obligations de la province

La saine administration financière de l'Union nationale a eu comme troisième conséquence de donner un essor vigoureux aux valeurs de la province de Québec sur le marché des obligations. Le coût de nos emprunts diminue sans cesse, alors que la cotation de nos obligations augmente d'une façon continuelle depuis le 31 août 1944. Certaines obligations ont même gagné huit points. La cotation de l'emprunt qui arrive à échéance le 2 janvier 1963 était de 114 points, au 31 août 1944, alors qu'elle est aujourd'hui de 122 points, soit une augmentation de huit points. Tous les emprunts, sans exception, se traitent actuellement à des prix sensiblement supérieurs à ceux du 31 août 1944, ainsi que l'établit le tableau ci-après. (Voir le tableau à la page suivante)

Cours des obligations de la province de Québec

<i>Taux</i>	<i>Échéance</i>	<i>Rachetable</i>	<i>31 août 1944</i>	<i>28 fév. 1945</i>	<i>31 août 1946</i>	<i>23 fév. 1946</i>	<i>23 mars 1946</i>	<i>Augmen- tation nette</i>
3 %	1er nov. 1947	P.R.	100¾	101¾	102½	102½	102	1¼
3¼ %	1 ^{er} mars 1948	P.R.	101¼	102	102¾	102¾	102¾	1⅝
3½ %	15 août 1948	P.R.	102	103	103½	104	104	2
3¼ %	1 ^{er} juil. 1949	P.R.	100¾	102¼	102¾	104⅞	104¼	3½
3¾ %	1 ^{er} fév. 1951	1950	102¾	103¼	104	106½	106½	3¾
3 %	1 ^{er} nov. 1951	P.R.	100	101	101¼	105	105	5
3¼ %	1 ^{er} juin 1952	P.R.	100¾	101½	101¾	106⅜	106⅜	5⅝
4 %	15 nov. 1952	1950	104¼	105	105¼	108¾	108½	4¼
3½ %	1 ^{er} oct. 1953	1951	102	103	103	107¼	107	5
3¼ %	15 mars 1954	1951	100¾	101¼	101¾	105½	105½	4¾
3¾ %	15 fév. 1955	1952	103½	104½	104⅞	108⅞	108¾	5¼
3 %	15 juin 1955	1953	99	99½	99⅞	104½	104½	5½
4 %	1 ^{er} fév. 1956	1954	105¼	106½	106⅜	110¼	110	4¾
3 %	15 juil. 1956	1954	99	99½	99¾	104¼	104¼	5¼
3½ %	1 ^{er} juil. 1957	1955	102¼	103	103½	107⅜	107⅜	5⅝
3½ %	1 ^{er} sept. 1957	1955	102¼	103	103½	107½	107½	5¼
4¼ %	1 ^{er} août 1958	P.R.	109	110¾	111	115¾	115¾	6¾
3½ %	15 mars 1959	1954	102¼	103	103¼	107¼	106¾	4½
3 %	1 ^{er} nov. 1959	1957	.....	99⅞	99⅞	103¾	104½	5⅝
3½ %	1 ^{er} fév. 1960	1958	102½	103¼	103⅜	107⅞	107⅞	5⅝
3 %	1 ^{er} juil. 1960	1958	.....	.....	99⅞	103¾	104½	5⅝
4½ %	2 janv. 1963	P.R.	114	116	116	122	122	8

a.-P.R.: pas rachetable.

De plus, au cours de l'année 1945-1946, les obligations de la province de Québec ont été fort recherchées dans les autres provinces, non seulement de la part des institutions financières importantes, mais aussi de la part des petits épargnants. C'est une conséquence de l'excellent crédit de la province, et la revue Standard & Poor's du 5 janvier dernier nous en donne une preuve éclatante.

Cette revue, comme on le sait, fait autorité chez tous les courtiers, tant du Canada que des États-Unis. Des milliers d'exemplaires sont distribués partout dans l'Amérique du Nord. Dans un article sur les obligations provinciales canadiennes, cette revue place les obligations de la province de Québec parmi les valeurs de première classe (High Grade Category). C'était la première fois depuis 1940, c'est-à-dire depuis que l'Union nationale avait laissé le pouvoir, que les obligations de la province de Québec obtenaient cette distinction sur le marché des valeurs.

Ce crédit excellent de notre province continuera de s'améliorer, car le gouvernement ne prévoit pas, à moins de changements dans les

conditions actuelles, d'avoir à emprunter au cours de la prochaine année financière.

D'ailleurs, une comparaison des emprunts effectués sous l'administration libérale, de 1939 à 1944, avec ceux de l'Union nationale, depuis son arrivée au pouvoir, révèle une diminution sensible dans le coût de ces emprunts pour la province.

Ainsi, si nous comparons les deux emprunts d'une durée de 15 ans effectués par le gouvernement libéral, le 1^{er} juillet 1942 et le 1^{er} septembre de la même année, avec le dernier emprunt de l'Union nationale, en date du 1^{er} février 1946, pour une durée à peu près semblable, soit 16 ans, nous constatons que le coût annuel des premiers s'élève à 3.68 %, tandis que celui de l'Union nationale se chiffre à 3.04 %, ce qui indique une différence annuelle de 0.64 % pour la province.

Voici le détail de ces emprunts. (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Date d'émission</i>	<i>Date d'échéance</i>	<i>Nombre d'années</i>	<i>Valeur au pair</i>	<i>Coût réel</i>
1 ^{er} juil. 1942	1 ^{er} juil. 1957	15	9,800,000	3.68 %
1 ^{er} sept. 1942	1 ^{er} sept. 1957	15	9,725,000	3.68 %
1 ^{er} fév. 1946	1 ^{er} fév. 1962	16	15,000,000	3.04 %

Sur un montant de \$15,000,000, l'Union nationale économise donc, comparativement aux emprunts effectués par l'administration libérale, un montant de \$96,000 par année.

Pour une période de 16 ans, cette économie s'élève à \$1,536,000.

Toutefois, le gouvernement actuel aurait sans doute pu obtenir des conditions d'emprunts plus favorables, s'il n'avait hérité, au 31 août 1944, d'une dette flottante de \$55,523,000 qui a paralysé, jusqu'à un certain point, nos moyens d'action.

À l'heure actuelle, nous avons réussi, au moyen d'une politique saine et prévoyante, à nous libérer d'une partie de cette énorme dette flottante.

Incidemment, cette dette flottante aurait été, au 31 mars 1945, de \$73,880,000, s'il n'y avait pas eu d'emprunt, du 1^{er} septembre 1944 au 31 mars 1945.

(Voir le tableau ci-dessous)

Dette flottante au 31 mars 1945

(Tableau 3)..... \$47,910,000

Emprunts au Canada du

1^{er} septembre 1944 au
31 mars 1945:

1 ^{er} novembre 1944	\$22,970,000	
15 mars 1945	<u>3,000,000</u>	<u>25,970,000</u>
		\$73,880,000

Ce montant est sensiblement le même que celui prévu dans le rapport Courtois.

En ce qui concerne l'année 1945-1946, les deux emprunts effectués durant cette période ont uniquement servi à renouveler des emprunts arrivés à échéance ou à consolider des bons du Trésor laissés par l'administration précédente; en d'autres termes,

le gouvernement actuel n'a pas utilisé l'emprunt pour le paiement de ses dépenses. Le premier de ces emprunts, au montant de \$15,000,000 pour une durée de 15 ans, remonte au 1^{er} juillet 1945 et coûte à la province 3.12 %. Le second, pour un montant analogue, mais pour une durée de 16 ans, porte la date du 1^{er} février 1946 et coûte 3.04 %. Ces conditions sont les plus favorables dans l'histoire de la province.

Le gouvernement a ainsi profité de la prospérité actuelle pour obtenir de meilleures conditions d'emprunt et pour diminuer d'autant le coût du service de sa dette.

J'ai été extrêmement surpris de relire ces jours derniers une déclaration faite par l'ancien trésorier dans le discours sur le budget qu'il prononçait devant l'Assemblée législative, le 24 février 1944:

Le marché des obligations de la province de Québec qui, disait-il, il y a cinq ans, était saturé d'émissions à court terme, en est maintenant largement dégagé.

En d'autres termes, l'ancienne administration reprochait à l'Union nationale d'avoir effectué des emprunts à court terme. Nous étions en mesure d'espérer que les conditions du marché deviendraient plus favorables et que nous pourrions, un jour, remplacer ces obligations par d'autres obligations obtenues à de meilleures conditions. L'ancienne administration fournit là une preuve de son imprévoyance, puisqu'un de ses membres se vantait, il y a deux ans, d'avoir débarrassé la province de cette série d'émissions à court terme. Si ces emprunts pouvaient être renouvelés à l'heure actuelle, nous obtiendrions, j'en suis fermement convaincu, des conditions beaucoup plus favorables que celles obtenues par l'ancienne administration.

En terminant ces commentaires, rappelons que le 2 mars 1925, le gouvernement de la province de Québec avait lancé sur le marché de New York un emprunt de \$15,000,000 à 4½ %. L'échéance de cet emprunt était fixée au 2 mars 1950. L'Union nationale a remplacé cet emprunt par un emprunt au même montant au taux de 2 %, qui porte la date du 1^{er} mars 1945 et dont l'échéance est fixée au 1^{er} mars 1950. En vertu du système en vigueur aux États-Unis, les fonds nécessaires pour racheter ces obligations, le 1^{er} mai 1945, devaient être disponibles dès la première publication des avis de rachat, soit le 1^{er} mars 1945. Certains députés de l'opposition prétendirent, au cours de la dernière session, que le gouvernement serait obligé de payer double intérêt du mois de mars au mois de mai. Cependant, de

sages dispositions avaient été prises pour placer la somme nécessaire, soit capital et intérêts au montant de \$15,112,257.95, en achetant des "Certificates of Indebtedness" émis par le gouvernement fédéral américain que la First Boston Corporation s'était engagée à nous racheter à un cours fixe, le 30 avril. Cette opération s'est traduite par un profit net de \$19,170.09. En rachetant cet emprunt par anticipation, la province a réalisé une économie nette de \$1,713,690.19. En d'autres termes, au lieu de payer un double intérêt, nous avons épargné près de \$2,000,000 aux contribuables de cette province.

III

Considérations sur le budget 1946-1947

Les prévisions budgétaires pour l'année 1946-1947 s'élèvent à \$107,965,650

Il est permis de croire que les revenus de la prochaine année se maintiendront à peu près au même niveau que ceux de l'année actuelle, soit à la somme de \$108,315,000. Le dépenses ordinaires sont évaluées à la somme de \$99,895,650, ce qui indique un surplus de \$8,419,350 sur le compte ordinaire. Le gouvernement pourra payer à même ce surplus des dépenses attribuables au capital pour un montant de \$8,070,000, ce qui laissera un surplus global au montant de \$349,350, ainsi que l'indiquent les *Tableaux 4 et 5* ci-joints. (Voir les tableaux aux pages suivantes)

Tableau No 4

*Province de Québec***Revenus ordinaires probables
pour l'exercice financier 1946-1947****Revenus ordinaires :***Provenant de taxes:*

Trésor, bureau du revenu:		
Loi des véhicules automobiles.....	8,200,000.00	
Taxe sur la gazoline	13,300,000.00	
Droits sur les successions.....	7,000,000.00	
Taxes sur les corporations.....	15,710,000.00	
Taxes sur transferts de valeurs.....	600,000.00	
Licences d'hôtels, restaurants, etc.	355,000.00	
Taxe sur le revenu.....	2,490,000.00	
Taxe de vente	14,800,000.00	
Taxe sur le tabac	5,250,000.00	
Autres taxes.....	<u>39,000.00</u>	
	67,744,000.00	
Trésor, bureau des assurances.....	128,000.00	
Loi des liqueurs alcooliques, permis et droits.....	5,800,000.00	
Secrétariat de la province.....	110,000.00	
Travaux publics.....	40,000.00	
Travail	125,000.00	
Chasse	30,000.00	
Procureur général	<u>76,000.00</u>	74,053,000.00

Provenant d'autres sources:

Subside de la puissance du Canada (basé sur la population)		2,739,000.00
Intérêts:		
Placements de fonds d'amortissement	2,000,000.00	
Divers comptes.....	<u>338,000.00</u>	2,338,000.00
Commission des liqueurs de Québec:		
Compte de commerce	15,700,000.00	
Moins : Subvention à l'assistance publique.....	<u>1,000,000.00</u>	14,700,000.00
Richesses naturelles:		
Terres et Forêts	7,414,000.00	
Ressources hydrauliques.....	1,879,000.00	
Mines.....	1,717,000.00	
Chasse	563,000.00	
Pêcheries	100,000.00	
Colonisation	<u>101,000.00</u>	11,774,000.00
Honoraires, divers départements.....		874,000.00
Amendes, etc., divers départements.....		267,000.00
Contributions des fonctionnaires: loi des pensions.....		950,000.00
Divers, différents départements		<u>620,000.00</u>
		<u>108,315,000.00</u>

Tableau No 5

Province de Québec

**Prévisions budgétaires - ordinaires et en immobilisations
pour l'exercice financier 1946-1947**

Départements	Total	Dépenses	
		Ordinaires	En immobilisations
Affaires municipales	207,500.00	207,500.00	.....
Agriculture	7,601,000.00	7,551,000.00	50,000.00
Bureau de reconstruction économique.....	8,400.00	8,400.00	.....
Chasse	748,600.00	675,600.00	73,000.00
Colonisation.....	5,333,300.00	5,333,300.00	.....
Conseil exécutif	3,378,000.00	3,378,000.00	.....
Industrie et Commerce.....	950,000.00	950,000.00	.....
Instruction publique	9,425,450.00	9,425,450.00	.....
Législation.....	766,500.00	766,500.00	.....
Mines.....	1,308,500.00	708,500.00	600,000.00
Pêcheries	830,000.00	655,000.00	175,000.00
Procureur général	4,500,000.00	4,500,000.00	.....
Ressources hydrauliques.....	1,216,000.00	1,016,000.00	200,000.00
Santé et Bien-être social.....	9,650,000.00	9,575,000.00	75,000.00
Secrétariat de la province.....	5,061,000.00	5,050,000.00	11,000.00
Terres et Forêts	3,131,500.00	3,115,500.00	16,000.00
Travail.....	9,400,200.00	9,400,200.00	.....
Travaux publics.....	7,625,000.00	5,755,000.00	1,870,000.00
Trésor	3,842,400.00	3,842,400.00	.....
Voirie	<u>15,944,000.00</u>	<u>10,944,000.00</u>	<u>5,000,000.00</u>
	<u>\$90,927,350.00</u>	<u>\$82,857,350.00</u>	<u>\$8,070,000.00</u>
Service de la dette publique	<u>17,038,300.00</u>	<u>17,038,300.00</u>	

Sommaire

Revenus \$108,315,000.00

Dépenses:

Ordinaires..... 82,857,350.00
Service de la dette publique 17,038,300.00
99,895,300.00

Compte "Immobilisations" 8,070,000.00 107,965,650.00

Surplus global..... \$ 349,350.00

Je lisais l'autre jour, dans le *New York Times*, un article destiné à démontrer que le seul moyen efficace pour les gouvernements de combattre l'inflation consistait à équilibrer leur budget. Les budgets déficitaires auraient donc pour effet de contribuer à l'inflation. Le gouvernement de la province se trouve ainsi à faire sa modeste part pour combattre l'inflation en soldant toutes ses dépenses, à même ses revenus.

Par ailleurs, le total des dépenses prévues pour la prochaine année est sensiblement égal au montant des dépenses probables de l'année qui se terminera le 31 mars 1946. Cependant, les crédits demandés sont plus considérables que ceux inscrits dans le dernier budget, en raison des besoins nouveaux et de ceux qui se sont accumulés durant la période de guerre. Les crédits de presque tous les départements ont dû être augmentés. Ils sont, cependant, dans bien des cas, inférieurs aux besoins réels.

L'année financière 1946-1947 sera la dernière régie par l'entente intervenue entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux en 1942. Cette entente, on le sait, avait pour effet de geler les principales sources de revenus des provinces, et comme tous ignorent quel sera le résultat des pourparlers qui se poursuivent actuellement entre les provinces et le gouvernement fédéral, il est bien difficile à l'heure actuelle, de se rendre compte des répercussions que les travaux de la conférence pourraient avoir sur les finances des provinces. Il faut, pour le moment, s'en tenir à deux faits incontestables. Premièrement, nous vivons pour la dernière année sous le régime de l'entente de 1942, et deuxièmement, nous avons à faire face à des besoins nombreux, besoins comprimés à la fois par la guerre et par l'administration précédente.

Le gouvernement de l'Union nationale est certainement très heureux d'annoncer qu'aucune nouvelle taxe ne sera imposée, cette année, sauf peut-être les contributions qui pourraient devenir nécessaires et spécifiquement attribuées au règlement financier des questions scolaires et au dégrèvement de la petite propriété. Je dois dire, de plus, qu'au cours de la prochaine année financière, le gouvernement remboursera à même le fonds d'amortissement, un emprunt de 1916 au montant de \$2,500,000, dont l'échéance est fixée au 1^{er} juin 1946 et qui porte intérêt à 4½ %.

Une analyse sommaire du budget nous permet de constater les faits suivants:

Les crédits de la colonisation ont été augmentés. Le gouvernement espère par là

commencer la réalisation d'un programme d'après-guerre en ouvrant à la colonisation des régions susceptibles d'aider à l'établissement des fils de cultivateurs.

Les crédits de la voirie au montant de \$15,944,000 ont été réduits à leur strict minimum. Il est toutefois entendu que, comme par le passé, les dépenses imputables au capital, dans la mesure où elles sont autorisées par des lois, sont susceptibles d'être utilisées dans la mesure où de nouveaux revenus deviendraient disponibles.

Je dois signaler, en particulier, que le gouvernement se propose, cette année, de parachever la route Montréal-Mont-Laurier-Senneterre. La route Mont-Laurier-Senneterre avait été terminée en 1940. Elle était destinée à mettre en communication le marché de Montréal avec les régions de l'Abitibi et du Témiscamingue. Le gouvernement libéral négligea de poursuivre l'exécution du projet et la partie qui sépare Mont-Laurier de Saint Jérôme ne fut pas complétée. Cette partie de la route était sinueuse et extrêmement dangereuse. Au cours de la dernière année, le ministère de la Voirie a repris les travaux commencés par l'Union nationale en 1939, abandonnés en 1940, et avant longtemps, la région de Montréal sera reliée aux régions de l'Abitibi et du Témiscamingue par une route de premier ordre.

Le ministère de la Voirie continuera également, cette année, les travaux de reconstruction du chemin de ceinture de la Gaspésie. Ces travaux ont été commencés l'an dernier. Ils constituent, en même temps qu'une amélioration considérable dans les moyens de communication pour cette région, un effort de la part du gouvernement provincial dans le but d'attirer les touristes vers cette partie très pittoresque de notre province. C'est dans le même but que le gouvernement exécute actuellement des travaux qui permettront de diminuer de 35 milles environ, la distance entre Québec et Chicoutimi. Cette région a été particulièrement négligée, dans le passé, dans le domaine des communications, et une nouvelle route est devenue nécessaire à son développement économique.

Les remarques que nous avons faites en marge des crédits accordés au ministère de la Voirie pourraient être reprises dans le domaine des Travaux publics où il nous faudrait dépenser beaucoup plus pour rencontrer les besoins réels. De nombreux ponts devraient être reconstruits parce que plusieurs présentent des dangers pour la circulation. En plus, l'espace réservé à l'administration provinciale dans les édifices publics est depuis nombre d'années

insuffisant, et jusqu'à ce qu'il dispose de fonds pour la construction de nouveaux bâtiments, le gouvernement se voit dans l'obligation de louer des bureaux, afin d'arbitrer ses services administratifs.

Ai-je besoin de dire jusqu'à quel point le gouvernement s'intéresse au traitement de ses collaborateurs les plus proches, les employés civils. Cette question avait reçu une tentative de solution camouflée de la part du gouvernement précédent, à la veille des élections. Le gouvernement de l'Union nationale se fera un devoir d'y trouver une solution permanente. Afin de pouvoir donner justice à tous, le gouvernement a confié à un comité spécial la tâche de reclassifier les employés civils. En formant ce comité et en nommant le président de l'Association des fonctionnaires, membre du comité de reclassification, le gouvernement a reconnu le droit d'association de ces derniers.

Un examen des prévisions budgétaires permettra de constater qu'un crédit spécial de \$1,350,000 est prévu pour les traitements des fonctionnaires, en plus des crédits réguliers.

Le gouvernement a fait cette année la part encore plus large en faveur du développement de l'enseignement universitaire, afin de donner aux étudiants de notre province des chances plus considérables d'avancement dans les carrières scientifiques. C'est ainsi qu'a été porté de \$75,000 à \$90,000 le crédit pour l'encouragement à l'établissement de médecins dans les campagnes dépourvues de services médicaux et que d'autre part un crédit de \$40,000 est inscrit pour la première fois dans le présent budget, pour la création d'une école d'hygiène à l'Université de Montréal.

Par ailleurs, en vertu d'une loi adoptée au cours de la présente session, le gouvernement versera à l'Université Laval, durant 10 ans, un octroi annuel de \$60,000, afin de l'aider dans la construction d'un édifice destiné à loger la faculté d'arpentage et de génie forestier. L'industrie du papier est l'une des plus importantes de notre province. Le gouvernement est heureux de collaborer avec les autorités universitaires, de façon à permettre à la jeunesse de notre province d'occuper les postes de commande dans cette industrie et d'acquérir la compétence afin d'activer de toutes façons les méthodes scientifiques de conservation de nos forêts.

La restauration des finances de la province nous permet d'envisager avec plus d'assurance les problèmes de l'après guerre. Les membres de la Chambre savent que certaines lois spéciales ont été votées pour la voirie, pour la colonisation, pour les traverses à niveau, etc. Dans la mesure où l'urgente

nécessité s'en fera sentir et où des fonds deviendront disponibles, ces différentes lois pourront être progressivement mises en application.

Me permettez-vous d'attirer votre attention sur certains problèmes qui peuvent affecter, de près ou de loin, le crédit de la province, et auxquels le gouvernement de l'Union nationale espère trouver une solution juste et équitable.

Il y a d'abord le problème de l'expropriation de la Montreal Light Heat & Power. Un comité d'arbitrage est actuellement à l'œuvre par suite de la loi adoptée lors de la dernière session, afin de faire enquête sur la valeur de cette entreprise. Trois arbitres ont été nommés: l'un par les actionnaires, un autre par l'Hydro-Québec, et un troisième par le magistrat en chef de la province. Le choix de ces arbitres a été favorablement accueilli de toutes parts. Il y a lieu de s'attendre à ce qu'ils rendent justice à tous les intéressés.

Le gouvernement a aussi porté une attention particulière à la solution du problème financier des commissions scolaires. La commission Fortier, nommée en vertu d'une loi votée à la dernière session, a présenté au gouvernement un rapport qui contient de très intéressantes suggestions. Après l'avoir étudié, le premier ministre a fait appel à tous les corps publics intéressés et leur a demandé de faire connaître leurs vues sur ce sujet d'une importance capitale. Plusieurs mémoires ont été soumis et le gouvernement se réjouit de cette collaboration. Les auteurs de mémoires ont droit à toutes nos félicitations pour le sens du devoir public dont ils ont fait preuve. Je tiens à noter particulièrement les mémoires soumis par les Chambres de commerce de Montréal, le Board of Trade de Montréal et l'Association des manufacturiers canadiens. Ainsi que l'a promis le premier ministre de la province, ce problème recevra, dès la présente session, une solution qui sera de nature, à mon humble avis, à donner satisfaction aux parties intéressées.

L'Union nationale a accordé une attention particulière aux problèmes auxquels doivent faire face la classe agricole et la classe ouvrière. Le gouvernement donnera, cette année, une impulsion vigoureuse à sa politique d'électrification rurale et accentuera les travaux de drainage entrepris dans les différentes parties de la province. Il a mis à la disposition des cultivateurs un montant additionnel de \$5,000,000 que pourra utiliser l'Office du crédit agricole, et il continuera le développement de la voirie rurale.

Au cours de l'année 1945, les demandes d'emprunts à l'Office du crédit agricole ont

augmenté jusqu'à concurrence de 27 % sur celles de 1944. Je crois que nous devons en conclure que la classe agricole accorde une confiance particulière au gouvernement de l'Union nationale. Cette loi du crédit agricole demeurera dans nos Statuts comme l'une des initiatives les plus fécondes du premier gouvernement de l'Union nationale. Nos adversaires, de 1936 à 1939, avaient déclaré que le prêt agricole serait une source de pertes considérables pour la province. Je suis heureux aujourd'hui d'affirmer, comme trésorier de la province, que sur un montant total d'avances de \$49,350,000, les cultivateurs ont remboursé à l'heure actuelle une somme de \$12,025,000, et sur ce montant, ils ont payé d'avance, sans y être obligés, une somme de l'ordre de \$6,800,000 de plus que les versements échus.

Dans aucun État américain, dans aucune province du pays, les cultivateurs ne se sont montrés plus fidèles à leurs engagements que dans la province de Québec. Il ne faut pas oublier de mentionner que sur les prêts faits aux cultivateurs par cet Office, durant la période de 1936 à 1939, une somme de \$618,128.95 a été consacrée par les cultivateurs au paiement de leurs arriérés de taxes municipales, scolaires et de répartitions de fabrique. Le prêt agricole a donc contribué, en plus de garder sur les terres un grand nombre de cultivateurs, à restaurer les finances d'un bon nombre de corporations scolaires et municipales, dans une période difficile.

On sera peut-être curieux de connaître quel est, sur la somme prêtée jusqu'ici aux cultivateurs, le montant des pertes subies par la province. Ces pertes, depuis neuf ans, en capital et intérêts, s'élèvent à la somme de \$511.88, soit environ .001 de 1 % de ses avances. Pendant la même période, l'Office a consenti 4,874 prêts à de jeunes cultivateurs désireux de s'établir. Ces résultats nous justifient de continuer la politique inaugurée en 1936. Ils nous justifient également de la confiance que nous avons placée dans la classe agricole de notre province, et ils autorisent, nous l'espérons, la classe agricole à avoir confiance dans le gouvernement de l'Union nationale, qui cherche à comprendre leurs problèmes aussi bien qu'à lui être utile dans tous les domaines.

Le gouvernement de l'Union nationale voue une attention particulière à l'exploitation des richesses naturelles de notre province, qui sont la propriété commune de tous ses citoyens. C'est pourquoi, après avoir pris des mesures pour assurer le parachèvement du chemin conduisant de Saint-Félicien, dans le comté de Roberval, jusqu'au lac Doré, dans la région de Chibougamau, et contribué

au progrès du développement des gisements miniers considérables qui s'y trouvent, il a conclu une entente avec la Hollinger North Shore Exploration pour assurer l'exploitation des mines de fer du Nouveau-Québec. L'opposition, dans son ardeur à dénoncer ce projet, veut faire oublier ses négligences et ses omissions.

Honoré Mercier, s'il faut en croire Rumilly, pensait déjà, il y a 60 ans, au développement du Nouveau-Québec et du Labrador. Il essaya même d'intéresser un syndicat de Londres à la construction d'un chemin de fer trans-labradorien. Les membres de ce syndicat étaient prêts à un moment donné à dépenser \$50,000,000 pour la réalisation du projet, moyennant des concessions considérables de la part de la province. Le projet actuel permet au gouvernement d'aider les nôtres à se lancer à la conquête du Nouveau-Québec à des conditions très favorables au peuple.

Le gouvernement espère par là ouvrir à la civilisation une vaste région encore inexplorée, assurer des positions lucratives à nos diplômés d'universités, procurer un travail rémunérateur à la main-d'œuvre inoccupée de nos grandes villes, et il croit que demain une ville importante surgira dans la vallée de la rivière Moisie et qu'un port nouveau s'ajoutera à la longue liste de ceux qui sont déjà échelonnés le long du Saint-Laurent. La construction par la compagnie d'un chemin de fer aboutissant à la rive nord du fleuve Saint-Laurent, à peu près vis-à-vis Sainte-Anne-des-Monts, accentuera davantage le développement économique de la Gaspésie.

Je désire rappeler ici qu'au cours de la session de 1943, le chef de l'Union nationale avait fait observer qu'il devait être relativement facile pour le gouvernement fédéral de s'entendre au sujet du Labrador, avec la Grande-Bretagne.

Les territoires cédés à Terre-Neuve, en vertu du jugement de 1927, représentent environ le sixième du territoire complet de la province de Québec.

Le gouvernement fédéral a déjà refusé d'acheter le territoire du Labrador pour un montant de \$15,000,000. Ce montant ne représente toutefois que le 1/300 des montants donnés en cadeaux à des pays étrangers. En d'autres termes, en disposant des sommes données en cadeaux pour le bénéfice du peuple canadien, nous aurions pu acheter le Labrador plus de 300 fois.

Ce territoire du Labrador, propriété de Terre-Neuve, renferme de vastes forêts, de nombreuses chutes d'eau qui ajouteraient encore au potentiel hydroélectrique de notre province. Les chutes de la rivière Hamilton pourraient assurer le développement

d'un pouvoir électrique supérieur à celui que procurent les chutes Niagara. La rivière Hamilton pourrait permettre la construction d'une usine d'énergie électrique plus puissante que celle de Shipshaw.

Le Labrador, enfin, renferme de riches gisements miniers, et les développements que se propose de faire la Hollinger North Shore Exploration permettront l'exploitation de la première mine de fer dans la province. D'ailleurs, les géologues semblent d'avis que le minerai de fer du Labrador et du Nouveau-Québec est peut-être le plus riche du Canada. Les Canadiens français n'ont pas le droit de se désintéresser d'un problème dont la solution pourrait contribuer à l'avancement et à l'enrichissement de leur province et de leur pays tout entier.

Au surplus, s'il est sage de songer à la défense du pays, n'est-il pas impérieux de ne pas mettre d'entraves au développement du minerai de fer de Québec, quand certains intérêts étrangers se tournent depuis longtemps vers les gisements importants de l'Amérique du Sud?

Il y a place dans notre économie pour l'industrie privée, pour les coopératives, et dans certains cas pour les entreprises étatisées, et chacune de ces catégories d'entreprises doit pouvoir se développer au bénéfice de la société. La doctrine classique de l'État spécifie que l'État doit exercer un contrôle sur les entreprises privées, et non se substituer à elles.

Je crois de plus que l'État ne peut raisonnablement se lancer dans des entreprises hasardeuses pour y investir des sommes considérables. Les sommes que les gouvernements reçoivent des contribuables sont obtenues dans le but de permettre à l'État d'améliorer les services destinés à assurer le bien de la communauté, et non dans le but de se lancer dans les entreprises qui ne sont pas de son domaine.

Le gouvernement de l'Union nationale n'a pas craint, par exemple dans le domaine de l'électrification rurale, de faire appel aux coopératives, afin de l'aider à résoudre le problème de l'électrification de nos campagnes. Notre politique n'est pas une politique d'exclusivisme; elle sollicite le concours de toutes les bonnes volontés afin de faire de notre province la plus belle et la plus prospère de la Confédération canadienne.

M. l'Orateur, j'ai attiré votre attention sur les faits saillants qui ont marqué l'année financière se terminant le 31 mars prochain. Pour cette première année complète de son administration, l'Union

nationale est fière d'annoncer un surplus de \$1,751,000 et une diminution de la dette nette de \$8,282,000, sans que pour cela il ait été nécessaire d'imposer de nouvelles taxes. D'autre part, l'année se termine par une augmentation des dépenses prévues parce qu'il nous incombait de ne pas mettre en péril la réorganisation de la vie économique bouleversée par la guerre.

Il ne suffit pas, en effet, de nous réjouir d'une victoire heureuse, mais qui nous paraît précaire dans les circonstances difficiles que nous traversons: il faut d'abord songer à l'avenir de ceux qui chez nous y ont largement participé.

Ces résultats satisfaisants ne sont à la vérité que la conséquence logique de la politique sage et prévoyante de l'Union nationale. Le trésorier de la province a pour fonction, je le répète, d'enregistrer les résultats des opérations de l'année. C'est lui qui a pour mission de traduire en chiffres les projets qu'ont mis en œuvre les différents ministères et services de l'administration. Il est donc heureux de rendre hommage à la sagesse du chef de l'Union nationale, à la sûreté de son jugement, à son indiscutable talent d'administrateur, et de lui attribuer la plus grande part du mérite pour l'heureux événement qu'il se réjouit de signaler à la province.

L'année 1946, qui marque pour nous le centenaire de la conquête de notre autonomie financière, remet devant nos yeux trois lourds problèmes financiers légués par l'administration antérieure, soit:

1° - Celui des dettes des corporations scolaires;

2° - Le paiement des actionnaires de la Montreal Light Heat & Power, et

3° - Les problèmes résultant de l'entente signée en 1942 par l'ancien gouvernement et le gouvernement fédéral.

L'Union nationale s'est attaquée résolument à ces trois problèmes, et l'administration provinciale ne sera réellement satisfaite que le jour où sera trouvée une solution juste et équitable.

N'avons-nous pas raison d'affirmer que le plus important des problèmes est encore celui que posent les propositions faites par le gouvernement fédéral aux provinces. La leçon qui se dégage de ce demi-siècle de luttes parlementaires qui a abouti, il y a 100 ans, à la conquête de notre autonomie en matière financière, nous aidera certainement à les résoudre.

Nous sommes les héritiers d'un passé de résistance et de luttes opiniâtres. Nous voulons conserver intacte la structure de l'œuvre des Pères de

la Confédération. Nous croyons qu'il est dans l'intérêt du Canada, comme de notre province, que le partage des pouvoirs demeure ce qu'il est depuis 1867. Nous croyons que le capital humain a priorité sur le capital monétaire, et nous sommes fiers d'établir notre politique sur le respect de la liberté et des droits de chacun des citoyens qui habitent le territoire du Québec.

Il y a actuellement, chez ceux qui veulent modifier les relations financières existant entre l'État fédéral et les provinces, une tendance à établir une nouvelle division des fonctions de l'État, basée sur l'emprise de plus en plus grande du pouvoir central sur les revenus publics.

Je rappelais, au début de mon discours, la résistance victorieuse des États de l'Australie aux tendances centralisatrices de l'État fédéral. Ne pourrais-je pas ajouter que le maintien des droits des États n'a pas nui à la grandeur et au progrès de la grande république américaine?

N'est-il pas raisonnable d'espérer que les hommes politiques d'Ottawa n'oublieront pas la doctrine traditionnelle dont le parti libéral s'est longtemps réclamé au cours des dernières 50 années. On a souventes fois cité la fameuse lettre de Sir Wilfrid Laurier adressée quelques semaines avant sa mort à l'honorable sénateur Léon Mercier Gouin et dans laquelle le vieux chef disait:

"Donner au pouvoir central où se trouvent la majorité de race et la majorité de religion, l'autorité de s'ingérer arbitrairement dans la juridiction attribuée aux provinces, c'est détruire l'indépendance législative des provinces et en faire un leurre et une moquerie. De fait, dans toutes les agitations qui, à différentes reprises, ont bouleversé notre jeune confédération, la cause unique reste toujours la même: c'est toujours les tentatives du pouvoir central d'empiéter sur les prérogatives provinciales."

Et le vieil homme d'État terminait sa lettre par cette adjuration:

"Le salut réside dans le maintien intégral de la distribution des pouvoirs tels que définis et établis par la Constitution."

Je dédie modestement l'étude de cet émouvant appel à l'attention de certains journalistes qui se proclament libres quand leur plume semble aimer l'esclavage.

Tout à l'heure, je rappelais le discours magistral d'un ancien ministre des finances libéral, l'honorable M. Fielding, discours prononcé le 25 mars 1907, lors de la discussion d'un amendement apporté à l'Acte de 1867, relativement aux subsides

réclamés par les provinces. Lors du même débat, Sir Wilfrid Laurier voulut définir la doctrine du Parti libéral et déclara entre autres choses:

"Depuis que les provinces anglaises de l'Amérique du Nord jouissent du gouvernement représentatif, elles n'ont eu qu'un moyen, à ma connaissance, de pourvoir aux frais de leurs affaires municipales et locales: ce sont les droits de douane et d'accise. Il ne faut donc pas s'étonner si, lorsque les provinces représentées à cette conférence consentirent à se dépouiller en faveur du gouvernement central du droit exclusif d'établir des impôts douaniers et d'accise, elles stipulèrent comme condition préalable qu'il leur serait remis une partie des recettes provenant de cette source, et dans une mesure suffisante pour leur permettre d'administrer leurs affaires provinciales, sans recourir à la taxe directe. C'est ce qui explique pourquoi on a édicté l'article 64 des résolutions de la conférence de Québec que j'ai signalé il y a un instant à la Chambre. C'était un de ces compromis sans lesquels la Confédération n'aurait pas été acceptée et serait restée probablement à l'état de rêve."

Au soutien de ses prétentions, Sir Wilfrid Laurier voulut recourir à l'opinion de son prédécesseur, Sir Edward Blake, qui, comme leader du parti libéral, déclarait en 1884:

"Je suis d'avis que nous devrions tenter très sérieusement et à courte échéance de résoudre le problème dans son entier, en adoptant un plan qui nous permet de régler une fois pour toutes la question des subventions aux provinces, sur une base permanente et définitive. Ces appels réitérés des provinces au Parlement fédéral pour en obtenir des faveurs, leur dépendance relative du pouvoir central pour l'administration de leurs affaires, tendent à mon sens, à détruire l'indépendance et l'autonomie provinciale. C'est même tendre à la destruction de la Confédération que de perpétuer un système qui permette aux provinces de dire: "Oh! Continuons; dépensons davantage; endettons-nous, et lorsque nous serons forcés d'arrêter, le Parlement d'Ottawa devra venir à notre aide."

Tout sentiment de cette nature, toute notion de ce genre qui germe dans l'esprit des ministres provinciaux ou des hommes politiques ou des citoyens ou des électeurs des provinces, est subversif d'abord des principes de la saine administration dans les provinces, et en second lieu, exerce une influence morale et financière démoralisatrice sur la Confédération elle-même. Par conséquent, je crois que le devoir nous incombe impérieusement de découvrir, si possible, un moyen d'asseoir cette

politique sur une base stable, différente de celle qui, malheureusement, l'a caractérisée jusqu'à ce jour."

M. l'Orateur, j'invite les membres de cette Chambre, qui siègent à votre gauche, de bien méditer sur la doctrine souvent proclamée par leurs chefs fédéraux d'autrefois et revendiquée souventes fois dans cette Chambre par les Marchand, les Parent, les Gouin et les Taschereau, aussi bien que par les De Boucherville, les Chapleau, les Taillon, les Angers, les Duplessis, père et fils, les Chapais, les Leblanc, les Tellier et les Sauvé.

À mon humble avis, alors que la période de négociations n'est pas terminée entre les représentants du pouvoir fédéral et ceux des provinces, il importe que la province de Québec boucle son budget par un surplus. Nous ne voulons pas aller à Ottawa en quémendeurs, mais plutôt comme des collaborateurs sincères désireux de contribuer au progrès général et à la grandeur du pays, mais fermement résolus de conserver pour notre peuple les sources de taxation nécessaires à sa survivance et à son bien-être.

On a dit que, chez nos voisins des États-Unis, l'année 1846, celle-là même où La Fontaine et Baldwin écrivirent la page d'histoire que j'évoquais tout à l'heure, fut une année décisive. Les États-Unis remportaient la victoire sur le Mexique et s'annexaient les États du Sud, le Texas, l'Arizona et le Nouveau-Mexique, alors qu'un Américain de race française, fils d'un Canadien né à Québec, le général Frémont, découvrait les passes des Montagnes Rocheuses par où circulent aujourd'hui les grands chemins de fer transcontinentaux, et contribuait puissamment à la conquête de la Californie.

En 1846, la grande poussée des Américains vers l'Ouest commençait. Un brillant journaliste américain de l'Est, Bernard de Voto, publiait en 1945, dans un volume au titre bien significatif: "The Year of Decision, 1846", le récit de ces glorieux événements.

L'année 1846 fut aussi pour le peuple du Canada une année décisive, "a year of decision". Monsieur l'Orateur, je prie Dieu qu'il fasse luire sur les membres de cette Chambre la lumière et la vérité, afin que nous restions fidèles aux enseignements de nos grands morts. Alors, 1946 sera une autre année décisive, "a year of decision", une époque où Québec offrant à Ottawa, aussi bien qu'aux provinces sœurs dans la Confédération, une main fraternelle, persiste à demeurer le défenseur vigilant et tenace des droits de son peuple, aussi bien que du maintien de la Confédération.

M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Groulx), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Tuberculose

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné au cours de la première séance, sur la motion du représentant de Labelle (l'honorable M. Paquette) proposant que le bill 31 pour combattre la tuberculose soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Drouin (Abitibi-Est) explique les besoins particuliers de la région minière de l'Abitibi, au point de vue de prévention contre la tuberculose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement, alléguant que sur une motion de deuxième lecture, telle que celle qui fait l'objet de la discussion, il n'est pas permis de discuter les questions locales, mais que tout député doit s'en tenir à la question de principe. (article 556 du Règlement)

M. Drouin (Abitibi-Est): Je parle sur le principe du bill parce qu'il expose la situation qui règne dans l'Abitibi, précisément pour traiter de l'opportunité et de la nécessité de voter les argentés nécessaires à la lutte contre la tuberculose.

Décisions de l'Orateur:

Teneur du débat de deuxième lecture

M. l'Orateur, se référant à l'article 556 du Règlement, maintient le point d'ordre et décide que le débat sur toute motion de deuxième lecture doit être restreint aux principes fondamentaux du bill.

M. Drouin (Abitibi-Est) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron,

Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Gatién, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Lorrain, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 43.

Contre: MM. Bergeron, Chaloult, Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dupré, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guérin, Hamel, Joyal, Laurendeau, Lawn, Lemieux, Lizotte, Mathewson, Mercier, Morin, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Sylvestre, 26.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Le débat se poursuit.

M. Drouin (Abitibi-Est): Je compléterai mes remarques au cours de l'étude du bill en comité plénier.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) discute comment devrait se composer le comité consultatif qui sera créé par le bill. Il parle de la sagesse d'avoir un membre de son propre métier, celui de plombier, nommé membre du comité consultatif qui sera créé selon les provisions de ce projet de loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement, alléguant qu'en vertu de l'article 556 des règlements, tout député doit s'en tenir aux principes fondamentaux du bill et non pas aux détails, et que l'honorable député de Montréal-Mercier discute sur les détails du bill qui ne peut se faire à ce stade-ci de la procédure, en vertu dudit article. On ne connaît pas, dit-il, les règlements de la Chambre. On prend des votes ridicules et on dépense inutilement l'argent de la province.

M. Godbout (L'Islet): Celui qui fait perdre le temps de la Chambre est le premier ministre lui-même, qui empêche la libre expression d'opinion de ses adversaires. Le ministre de la Santé a fait un long discours cet après-midi pour expliquer son projet de loi. Il n'a pas été interrompu une seule fois par l'opposition. Le premier ministre doit se tenir pour dit que nous allons discuter toutes les questions qui sont présentées à la Chambre. Sur cette question comme sur les autres, nous allons exposer notre pensée dans cette Chambre et bientôt, peut-être, nous

l'exposerons devant le peuple. Personne ne pourra nous en empêcher.

M. Chaloult (Québec): Je suis en faveur de l'observance sévère des règlements, mais au moins que l'on soit juste. Tout le monde a droit à la même mesure de justice.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit de dire ça. Nous l'avons toléré tant et plus, quand lui-même s'écarterait des règlements.

Décisions de l'Orateur:

Teneur du débat de deuxième lecture

M. l'Orateur maintient le point d'ordre, exprimant l'avis que les paroles prononcées par l'honorable député de Montréal-Mercier portent, en effet sur les détails du bill, ce que l'article 556 du Règlement défend de faire lors du débat d'une motion de deuxième lecture.

M. Godbout (L'Islet) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Choquette (Shefford), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Gatién, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Lorrain, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 41.

Contre: MM. Bergeron, Chaloult, Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dupré, Francoeur, Godbout, Groulx, Guérin, Hamel, Joyal, Laurendeau, Lawn, Lemieux, Lizotte, Mathewson, Morin, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Sylvestre, 23.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) continue à faire des références à la liberté de parole. Il est

regrettable, dit-il, que nous n'ayions pas de "fair play" dans cette Chambre.

M. l'Orateur: Je rappelle à l'ordre M. Jos. Francoeur, député de Mercier.

M. Francoeur (Montréal-Mercier)
M. Francoeur veut répondre à un député de la droite qui l'avait apostrophé un peu cavalièrement.

M. l'Orateur: J'appelle à l'ordre M. Francoeur, le député de Mercier, et je l'invite à s'asseoir sans retard. S'il ne prend pas son siège immédiatement et s'il continue de parler, je demanderai au sergent d'armes de l'expulser⁷.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) ferme son pupitre à clef et quitte lentement l'enceinte parlementaire en guise de protestation contre le rappel à l'ordre qui lui interdit le droit de parler.

M. Roberge (Lotbinière): Dans les propositions aux provinces, le gouvernement fédéral a fait des offres intéressantes au chapitre de la santé publique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Point d'ordre! On ridiculise les décisions de la Chambre.

M. Roberge (Lotbinière): Il y a un montant de plus d'un million de dollars qui est offert pour aider la province à améliorer ses services de santé.

Je voulais seulement demander au ministre de la Santé s'il a l'intention de se prévaloir de cette offre.

M. Godbout (L'Islet): Je suis fort embarrassé en face des décisions rendues, défendant de parler de ceci et de cela en deuxième lecture.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Point d'ordre! Le chef de l'opposition critique les décisions de l'Orateur.

M. Godbout (L'Islet): Je respecte l'Orateur beaucoup plus que le premier ministre en cette Chambre. La partie du projet de loi qui autorise le ministre à dépenser certaines sommes pour combattre la tuberculose, présentée par le député de Labelle (M. Paquette), ne signifie rien du tout, puisque le ministre de la Santé et le lieutenant-gouverneur en conseil ont déjà toutes les autorisations voulues et tous les pouvoirs de

dépenser l'argent nécessaire pour atteindre l'objet du bill.

Cependant, le ministre a eu raison de présenter son bill, même s'il est inutile, parce que cela a donné lieu à une discussion constructive. Si le ministre nous demandait \$20,000,000 pour lutter contre la tuberculose, nous les lui voterions avec plaisir, pour protéger la santé.

Il faut que la lutte soit continuelle et, si on avait gardé la Commission d'assurance-maladie au lieu de l'abolir, je crois que le ministre aurait bénéficié des rapports que cette Commission aurait préparés.

Elle aurait permis au ministre de réaliser des progrès encore plus considérables depuis deux ans. Je me demande si l'on fait bien de dire dans le texte que le comité consultatif devra nécessairement être composé de trois médecins.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Ça va être modifié.

M. Godbout (L'Islet): Je crois que le ministre ferait bien d'apporter un amendement. Ce n'est pas simplement une question de médecine. Le problème de la lutte contre la peste blanche est avant tout une question d'hospitalisation qui soulève toutes sortes de problèmes.

Il n'y a pas simplement pénurie de lits, mais les malades sont mal répartis dans les hôpitaux, et la Commission voulait trouver une solution à l'un de ces aspects du problème: l'hospitalisation. Je regrette que cette Commission ait été abolie, car elle avait commencé une enquête générale très importante sur les hôpitaux de la province. Il y aurait peut-être avantage à ce que l'un des membres ne soit pas médecin.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Il s'agit d'un excellent projet de loi, et même que le ministre aurait pu aller plus loin. Dans la région que j'habite, la tuberculose fait des ravages considérables à cause des conditions qui prévalent.

Tous les partis doivent s'unir pour cette lutte, et il sera probablement nécessaire de dépenser \$20,000,000. Il ne faut pas regarder à la dépense dans un cas comme celui-là.

Ça m'est égal de discuter si les moyens à prendre doivent l'être sous la loi des organismes de charité ou par d'autres moyens à la disposition du gouvernement pour régler le problème; je crois cependant qu'il est préférable d'adopter une mesure qui s'occupera de l'ensemble du problème.

M. Hamel (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Morin), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. Il est 4 h 15, selon *L'Action catholique* du 29 mars 1946, à la page 13.

2. Le terme "terrasser" est plutôt mentionné dans *L'Action catholique* du 29 mars 1946, à la page 13.

3. *L'Événement* du 29 mars 1946, à la page 31, rapporte que les galeries et les fauteuils réservés aux invités sur le parquet de la Chambre étaient bondés. Au nombre des auditeurs, on pouvait voir Mme Gagnon. Les journaux n'indiquent pas à quel moment précis M. Gagnon fait son entrée dans la Chambre. Ils ne font que mentionner que celle-ci s'est faite lorsque le président achevait d'appeler les affaires courantes. Ce n'est qu'au moment de passer aux affaires du jour que le premier ministre prend la parole, selon *L'Action catholique* du 29 mars 1946, à la page 15.

4. M. Gagnon est de retour de Floride où il était en convalescence depuis cinq mois, après une grave maladie. Il avait confié son poste de trésorier provincial au ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu). M. Gagnon portait une rose à la boutonnière, selon *L'Action catholique* du 29 mars 1946, à la page 15.

5. *L'Événement* du 29 mars 1946, à la page 31, rapporte que les galeries et les fauteuils réservés aux invités sur le parquet de la Chambre étaient bondés. Au nombre des auditeurs, on pouvait voir Mme Gagnon.

6. Politique, selon *L'Action catholique* du 29 mars 1946, à la page 15.

7. Le conservateur Camillien Houde (Montréal-Sainte-Marie) avait été nommé en 1929, de même que le libéral Fernand Choquette (Montmagny) en 1945. Mais, personne, depuis au moins 35 ans, n'avait été menacé par l'Orateur d'être expulsé par le sergent d'armes, selon *The Quebec Chronicle* du 29 mars 1946, à la page 3.

Première séance du vendredi 29 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 155 concernant la ville de Mont-Royal;
- bill 202 modifiant la loi du Barreau.

Votre comité désire aussi recommander que le bill 201 pour réglementer la pratique de la comptabilité et de la vérification soit imprimé de nouveau et prie votre honorable Chambre d'accéder à sa demande.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Mont-Royal

M. Gatien (Maisonneuve) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 155 concernant la ville de Mont-Royal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 155 sans l'amender.

M. Gatien (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi du Barreau

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 202 modifiant la loi du Barreau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 202 sans l'amender.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Tuberculose

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 28 mars courant, sur la motion du représentant de Labelle (l'honorable M. Paquette) proposant que le bill 31 pour combattre la tuberculose soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le ministre a déjà, dans la loi de l'assistance publique, tout ce qu'il faut pour lutter contre ce fléau qui fait tant de ravages chez nous.

Il n'a pas besoin d'une législation nouvelle. À tout événement, je suis en faveur d'une campagne de grande envergure contre la tuberculose.

La motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte. Le bill est lu une deuxième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 31.

L'honorable M. Paquette (Labelle) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que: Attendu qu'il est urgent et d'importance vitale pour la santé publique et la protection du capital humain d'entreprendre une lutte vigoureuse contre le fléau de la tuberculose;

En conséquence,

1. Que le gouvernement soit autorisé à adopter les mesures qu'il jugera opportunes pour combattre la tuberculose et notamment il pourra, sur la recommandation du ministre de la Santé, organiser le dépistage des cas de tuberculose, contribuer au coût de l'agrandissement, de la construction et de l'aménagement des sanatoriums pour tuberculeux, supporter les frais d'hospitalisation des tuberculeux indigents, de formation de spécialistes dans le traitement de cette maladie et de campagnes d'éducation antituberculeuse, et généralement adopter tout autre moyen propre à assurer le succès de la lutte contre la tuberculose.

Adopté.

2. Que le gouvernement soit autorisé à dépenser à ces fins, à même le fonds consolidé du revenu, en la manière, aux conditions et au temps qu'il jugera opportuns, pendant une période ne dépassant pas quatre ans, à compter de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, une somme n'excédant pas dix millions de dollars.

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre de la santé à conclure avec des gouvernements, corporations, sociétés et personnes toute entente qu'il jugera opportune pour la poursuite des fins prévues par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Adopté.

4. Qu'un comité consultatif soit constitué, avec fonction de suggérer des mesures pour combattre la tuberculose et assurer une exécution pratique et efficace de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions; et qu'il se composera de neuf membres, dont trois médecins, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui pourra déterminer les honoraires et dépenses qui leur seront payés pour assistance aux assemblées du comité. Ces honoraires et ces dépenses seront payés à même le fonds créé par ladite loi.

J'ai apporté un amendement à la résolution 4 de la mesure de façon à porter de cinq à neuf le nombre des membres du comité consultatif dont le projet de loi prévoit la création.

Je désirerais que ce comité puisse comprendre des représentants des divers groupes de la population: médecins, industriels, ouvriers, organisations scolaires, etc.

M. Chaloult (Québec) pose une question sur le futur directeur de cet organisme.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Quant à celui qui sera choisi comme directeur du nouvel organisme, le meilleur homme que le gouvernement pourra trouver remplira ces fonctions de premier ordre.

M. Chaloult (Québec) pose une deuxième question sur les nominations à faire.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je ne peux présentement donner les noms des personnes qui seront nommées en vertu de la présente loi.

M. Chaloult (Québec): Je demande au ministre de voir à ce que ces personnes soient à la fois compétentes et indépendantes.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose: 5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à nommer une personne comme directeur général de la lutte antituberculeuse et à fixer son traitement, qui ne devra pas excéder dix mille dollars par année et sera payé à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

6. Que tous les arrêtés en conseil qui seront adoptés en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions devront être déposés aussitôt à l'Assemblée législative, si elle est alors en session; sinon, ils devront l'être dans les trente premiers jours de la session suivante.

Adopté.

7. Que l'exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions sera confiée au ministre de la Santé.

Adopté.

8. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**Loi de
l'électrification rurale**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 modifiant la loi de l'électrification rurale soit maintenant lu une deuxième fois.

Le principal objet du bill est de permettre aux coopératives d'électricité de quatre districts électoraux adjacents formées en vertu de la loi de l'électrification rurale de se fusionner entre elles si elles le veulent.

L'article 2 permet de remplacer les prêts que l'Office de l'électrification rurale peut faire aux membres des coopératives, pour installations électriques sur leurs fermes, par le paiement d'une partie de l'intérêt jusqu'à concurrence de 3 % sur les prêts qui pourront leur être consentis pour les mêmes fins par des caisses populaires ou des banques. Les banques et les caisses prêtent à 5 %, le gouvernement paiera donc 3 % de ces intérêts. Notre loi de l'électrification rurale donne de bons résultats.

M. Godbout (L'Islet): Je n'ai pas d'objection sérieuse au projet de loi. Cependant, par cette mesure, le gouvernement veut donner une lueur d'espoir aux coopératives et aux cultivateurs, mais les résultats ne sont pas ce que l'on prétend parce que la base même de la législation est défectueuse.

J'ai déclaré à ce sujet, l'an dernier, qu'on a mis tellement d'obligations sur le dos des cultivateurs qui font partie des coopératives d'électricité que, même avec des amendements, la loi sur les coopératives d'électricité ne peut être viable.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le chef de l'opposition se trompe lorsqu'il affirme que les coopératives ne sont pas nées viables. La loi est très nouvelle pour dire ce qui arrivera. Mais, elle donne des résultats.

Dans mon comté, les activités de la coopérative de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville sont déjà appréciées de tous. Des centaines de clients, qui en avaient toujours été privés par suite de

l'obstination des grosses compagnies d'électricité, ont de l'électricité dans leur demeure. Dans certains rangs, on éclaira même la croix du chemin.

Quand même toutes les coopératives ne réussiraient pas, avec notre loi, je dois ajouter que nous avons réveillé les grandes compagnies. Les coopératives d'électricité ont ainsi eu pour effet de procurer une crainte salutaire aux grandes compagnies qui réduisent maintenant leurs taux et font des conditions plus avantageuses.

Dans le rang que j'habitais, la Southern Canada Power a dû modifier ses taux lorsque les coopératives d'électricité ont commencé à fonctionner. Elle avait exigé des usagers une contribution de \$100 chacun. La contribution a été rendue aux usagers et la compagnie leur charge \$3.44 par mois pour le service.

Ces organismes sont nés viables et ils constituent une des plus belles œuvres de l'Union nationale.

La loi de l'électrification rurale passée l'an dernier par l'Union nationale a déjà rendu de grands services à la population de nos campagnes. Elle est une bénédiction pour les cultivateurs de toute la province qui veulent se prévaloir de ses avantages. D'ailleurs, l'important, ce n'est pas les coopératives. Je préfère l'action en coopération au commerce avec les grosses compagnies.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Et la Hollinger dans l'Ungava, qu'en faites-vous?

L'honorable M. Barré (Rouville): (Regardant le premier ministre) M. l'Orateur, dois-je répondre à cette question?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je préfère la coopération, mais plutôt que de laisser les miens sans progrès, je préfère faire affaire avec les grosses compagnies. Je suis surpris qu'un homme intelligent comme le chef de l'opposition dise que les coopératives ne sont pas nées viables.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le ministre fait bien de se hâter de vanter la coopérative dont il a parlé, car le temps pourrait bien le décevoir. Je ne veux pas douter des paroles du ministre et des bonnes intentions du gouvernement, mais il faut être réaliste quand on étudie une loi et apporter des faits au lieu d'opinions toutes faites.

Le ministre de l'Agriculture a parlé de la coopérative de Rouville, mais il a oublié de dire qu'elle a commencé ses opérations sous le régime libéral. Il se doit donc de rappeler que des coopératives sont nées avant la loi de l'électrification rurale de l'Union nationale. L'organisme créé par les libéraux était préférable à celui que l'on lui a substitué.

Il a aussi oublié de parler des taux chargés aux cultivateurs. Il (M. Hamel) répond ensuite au reproche du gouvernement aux libéraux sur le peu de travail fait dans ce domaine durant leur dernière administration. Si elles n'ont pas pu organiser leurs services, dit-il, c'est à cause qu'on était alors en guerre et qu'il n'y avait pas de matériel pour construire des lignes. Le succès apparent de la coopérative de Rouville est dû au fait que le commerce est devenu plus libre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'y en a pas plus aujourd'hui. Il y en a moins.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y en a encore moins aujourd'hui.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Mais alors, comment faites-vous pour poser les lignes de distribution des coopératives s'il n'y a pas de fils? Nous avons critiqué la loi que l'on amende parce que nous la jugeons trop onéreuse pour la classe agricole. Les cultivateurs ne doivent pas supporter le risque de cette entreprise. Je souhaite, en terminant, que les coopératives aient un avenir heureux, sans trop engager l'avenir des cultivateurs de la province. Mais, il est douteux avec la loi de nos adversaires. Nous avions donné aux cultivateurs l'organisme par excellence pour électrifier les campagnes.

M. Godbout (L'Islet): Si la guerre a interrompu la vague d'électrification rurale, elle n'a pas empêché mon gouvernement d'organiser une corporation, l'Hydro-Québec, qui a l'autorité et les moyens d'étendre les avantages de l'électricité partout dans la province. Puisque les amendements à la mesure gouvernementale n'ont pas tellement changé la situation, l'opposition n'a aucune objection à formuler.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): La loi actuelle est un bon pas. Il n'y a pas lieu de s'émouvoir si l'on procède lentement et prudemment. L'an dernier, mon parti a approuvé la loi principale. Mon opinion n'a pas changé. J'approuve les modifications présentées.

M. Chaloult (Québec): On n'obtiendra d'heureux résultats, dans ce domaine, que le jour où

l'on aura nationalisé tous les pouvoirs d'eau de la province. Il pose ensuite une question sur les amendements proposés dans le bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Toutes les modifications suggérées par le bill ont été demandées par l'Office de l'électrification rurale.

M. Dupré (Verchères): Je suis surpris d'entendre l'honorable premier ministre et l'honorable ministre de l'Agriculture parler des succès des coopératives d'électricité. L'honorable ministre de l'Agriculture n'a évidemment pas pris connaissance du premier bilan de la Coopérative de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville. S'il avait lu ce bilan, il aurait vu alors que, du 26 septembre 1944 au 31 octobre 1945, soit en 13 mois d'opération, la Coopérative a eu des revenus bruts de \$1,297.21, que son achat d'énergie électrique lui a coûté \$489.46. L'excédent des ventes sur le prix d'achat a été de \$807.75, mais il faut déduire de ces recettes une autre dépense de \$79.02. L'excédent n'est donc que de \$728.73. Ce montant est absolument insuffisant pour payer l'intérêt sur l'actif immobilisé de la Coopérative qui est de \$55,680.92, montant investi dans l'entreprise; il est insuffisant aussi pour payer les frais d'administration, la dépréciation, etc. Avec un capital de \$66,883, elle n'a fait que \$489 de profit sur sa vente d'électricité, en payant les taux les plus élevés de toutes les paroisses environnantes. Ce n'est pas ce qu'on peut appeler un succès extraordinaire. Voilà qui démontre que les craintes de l'honorable député de Saint-Sauveur sont bien fondées.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des contradictions dans les discours de l'opposition au sujet des coopératives d'électricité. Le chef de l'opposition dit que les coopératives ne valent rien et que ça ne réussira pas, et son collègue, le député de Saint-Sauveur, dit que c'est le Parti libéral qui les a établies et il s'en vante.

M. Godbout (L'Islet): C'est vrai, dans mon cas, si on parle des coopératives comme la vôtre où tous les risques sont supportés par les cultivateurs. Notre loi était plus libérale. Nous n'avons pas objection aux coopératives, mais à celles établies par l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je persiste à dire encore qu'il y avait contradiction dans la doctrine libérale. Une coopérative qui a droit

de fonctionner est préférable à une coopérative qui ne peut fonctionner. Il cite à son tour des chiffres pour démontrer que les débuts de la Coopérative de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville ont été un succès. Nos coopératives ont produit d'excellents résultats, dit-il, et l'Union nationale est fière de cette œuvre accomplie au bénéfice des cultivateurs de la province. Il montre enfin les résultats obtenus depuis quelques mois, soit la formation de 89 coopératives.

M. Hamel (Saint-Sauveur) soulève un point d'ordre. Ce que j'ai déclaré, dit-il, c'est que les coopératives, telles qu'établies, ne rendent pas service autant qu'elles le pourraient.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'électrification rurale, par l'intermédiaire des coopératives, est une réforme salubre et patriotique. Nous sommes fiers de notre loi.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 26 mars courant, sur la motion du représentant de Brome (l'honorable M. Robinson) proposant que le bill 20 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec soit maintenant lu une troisième fois.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) commence son discours.

L'honorable M. Gagnon (Matane) entre dans la Chambre.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) salue le trésorier et fait allusion à l'incident de la veille lorsque l'Orateur l'a nommé parce qu'il avait dit: "Il est regrettable que nous n'ayons pas de "fair play" en cette Chambre". Je félicite le trésorier provincial de son retour à la santé. Il a fait un grand effort hier soir. J'espère qu'on ne me rappellera pas à l'ordre pour cela. Le premier ministre était de mauvaise humeur, hier soir. Je suis en faveur du développement de nos ressources, mais pas dans des conditions comme celles qui sont dans cette loi. Le budget est maintenant assez considérable pour permettre à la province de développer nos ressources naturelles.

Cette loi n'est pas à l'avantage de la province de Québec. L'Union nationale a évidemment oublié ses promesses de faire la lutte aux trusts, à l'égard des monopoles et des grosses compagnies. Il est temps de régler une fois pour toutes la question des ressources naturelles du Québec, et le gouvernement devrait, avec un budget de \$125,000,000, procéder lui-même à l'exploration et à l'exploitation de ces mines si riches de l'Ungava pour savoir ce qu'il recèle de richesses.

En vertu de ce bill, la province ne retirera que \$88,000,000 de revenus de l'exploitation des mines de l'Ungava d'ici à un siècle.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le député veut dire des milliards.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Non, les milliards iront de l'autre côté de la ligne quarante-cinquième. Le gouvernement devrait faciliter la formation d'une compagnie essentiellement canadienne qui traiterait le minerai de fer ici pour l'avantage de la population.

Le budget est maintenant assez considérable pour permettre à la province de développer nos ressources naturelles. Le projet de loi constitue l'une des mesures les plus iniques et les plus désavantageuses dans l'histoire de la province de Québec.

(Applaudissements à gauche)

M. Godbout (L'Islet): M. l'Orateur, je veux que notre situation soit claire. Je veux résumer les arguments de l'opposition, en face de cette loi extraordinaire. C'est le devoir du gouvernement de voir à ce que soient exploitées les richesses minières illimitées de l'Ungava. Un certain groupe a parlé de nationaliser ou de socialiser cette entreprise. Ce n'est pas la politique libérale.

Si, dans le passé, il a été nécessaire de nationaliser, et non d'étatiser, une entreprise privée qui ne faisait pas son devoir, le Parti libéral ne versera pas dans le socialisme d'État. Je ne suis pas opposé à la concession d'un territoire minier à une compagnie, mais en autant qu'on impose des conditions à l'effet que les avantages qui découleront de cette concession n'appartiennent pas seulement à un petit groupe d'intérêts privés, mais bien à la province. Le présent projet de loi n'offre aucune garantie à cet égard.

Le Parti libéral vise à encourager l'initiative privée partout où la chose est possible. Quand il faut agir autrement, il tend vers la nationalisation, qui répartit les profits sur toute la collectivité, plutôt que

vers le socialisme, qui attribue tous les bénéfices à l'État. C'est cette politique de nationalisation que le Parti libéral a adoptée dans le cas d'une compagnie de la province qui n'accomplissait pas son devoir à l'égard de la population.

L'étatisation prend des profits pour l'État tandis que la nationalisation les repartit à travers toute la population. On a dit que le Parti libéral avait laissé dormir les richesses du Nouveau-Québec pendant des siècles¹. C'est une accusation injuste. Il serait enfantin de nous faire ce reproche même pour les derniers 26 ans.

D'abord, le Parti libéral a déjà bien des œuvres louables à son crédit, mais il ne remonte pas à un siècle². Ensuite, l'exploitation avantageuse du Nouveau-Québec n'est devenue possible que grâce au développement de l'aviation. Depuis la guerre, les facilités des moyens de transport ont permis une exploration plus substantielle de ces territoires. Avant cela, on ne pouvait obtenir les avions indispensables à l'exploration. L'exploitation du minerai de fer de l'Ungava devient ainsi beaucoup plus avantageuse aujourd'hui.

Quand le besoin de minerai est devenu urgent, dans le monde, l'action du Parti libéral est venue à temps. En 1942, nous nous sommes entendus avec la compagnie Hollinger au sujet de l'Ungava. La compagnie nous a demandé de fixer tout de suite les conditions de l'exploitation. Nous avons refusé. Nous lui avons donné l'autorisation d'explorer et non pas d'exploiter. Nous lui avons accordé une période de cinq années pour explorer une étendue de 3,900 milles carrés. Cette période était renouvelable pour cinq autres années si la guerre n'avait pas permis à la compagnie d'effectuer des travaux suffisants d'exploration. C'était durant la guerre. On ne savait pas ce qui arriverait. Nous ne voulions pas nous engager avant de connaître les richesses qu'il y avait là. D'autre part, le gouvernement ne s'engageait nullement à l'endroit de cette compagnie. On lui permettait seulement de faire des recherches à ses propres frais.

En 1952, suivant notre marché et suivant la loi, la compagnie aurait ainsi découvert ce qu'il y avait à découvrir. Mais en 1942, il était impératif de ne pas déterminer les conditions de l'exploitation du territoire parce que nous ne savions pas encore ce que comportait l'Ungava. S'il n'était pas raisonnable de conditionner l'exploitation en 1942, ce l'est encore moins aujourd'hui. Mais la compagnie le sait aujourd'hui ce qu'il y a en Ungava et le gouvernement ne le sait pas, du moins, il paraît ne pas le savoir. Elle le sait tellement qu'elle a mis de

côté quelque 1,700 milles carrés du territoire mentionné dans notre permis de 1942 qui ne lui semblaient pas propices.

Dans la période de guerre, la compagnie Hollinger est venue nous demander un permis d'exploration, en conditionnant l'exploitation. Mais nous avons accordé un permis d'exploration, obligeant la compagnie à faire des rapports annuels.

Je ne ferai pas de reproche au gouvernement actuel de ce que j'aurais fait moi-même. Nous n'aurions pas été scandalisés si le gouvernement avait accordé de meilleures conditions à la compagnie pour l'exploration du territoire, parce qu'il y a des milliards qui dorment là-bas et il importait de le savoir. Il est important de se rendre compte d'abord de ce qu'il y a dans l'Ungava avant de céder quoi que ce soit. Si, au lieu d'exiger \$6,000 par année de la compagnie pour la durée du permis d'exploration, le gouvernement en donnait \$25,000 pour faire activer les recherches et faire dresser un inventaire complet, je n'en serais nullement scandalisé. L'immensité des richesses qu'il paraît y avoir là justifierait une telle dépense, à la condition qu'on ne s'engage pas en ce qui concerne l'exploitation.

L'exploration, c'était à l'avantage de la province et de la compagnie qui voulait s'intéresser. On nous a demandé à nous aussi de compromettre la province pour l'avenir en conditionnant l'exploitation. Je le dis encore: nous avons refusé. Mais le gouvernement actuel, qui semble ne rien savoir lui-même de ce qu'il y a dans l'Ungava, a non seulement accordé le permis d'exploration, en grande partie terminée, mais il fournit un permis d'exploitation qui ne coûtera à peu près rien à la compagnie et qui lui rapportera cependant des millions, à notre détriment.

Le gouvernement devrait se réserver tous les droits d'exploitation pour plus tard, quitte à les concéder moyennant de grands avantages pour la province. Au lieu de cela, on donne tout sans presque rien en retirer.

Si le gouvernement avait octroyé une somme de \$10,000 par année aux intéressés, rien n'aurait été changé parce que l'Ungava renferme des immenses richesses. Il y a grande différence entre la loi que l'on nous présente et le permis de 1942. Il est vrai que nous avions accordé un permis pour exploiter 3,900 milles carrés de territoire, mais nous n'avons donné aucun permis d'exploitation, bien que l'on nous en ait fait la demande. La guerre est maintenant finie et le devoir du gouvernement actuel aurait été d'envoyer lui-même des ingénieurs se rendre compte

des richesses qu'il y a là-bas pour assurer le développement des gisements miniers de l'Ungava.

Nous avons permis l'exploration afin que, la guerre finie, le gouvernement et la compagnie fassent un marché équitable et non un marché de dupe comme celui que l'on nous demande de ratifier. On concède une richesse dont on ne connaît même pas la valeur à une compagnie qui en fait l'inventaire depuis quatre ans. Et, l'on fait cette concession pour un siècle. Le territoire de 300 milles carrés où l'on permet l'extraction est également trop grand. 300 milles carrés, cela fait 2 milles de large sur toute la longueur entre Québec et Montréal. Deux milles carrés suffisent ordinairement pour l'exploitation d'une mine. Il y a là des possibilités pour 150 mines dans ces 300 milles carrés que la compagnie pourra choisir à son gré. Et tout ce à quoi on engage la compagnie, c'est à exploiter une mine à partir de 1958, sur une partie quelconque du territoire qu'elle aura choisi.

Il y a une énorme différence entre un permis d'exploration et un permis d'exploitation. et les richesses exploitées ne sont qu'à l'avantage de la compagnie.

Le gouvernement nous induit en erreur en disant que l'exploitation n'est pas conditionnée. On dit bien qu'il faudra qu'une partie de la concession soit exploitée, mais qui nous dit que la compagnie n'exploitera pas une seule mine et en laissera dormir la plus grande partie, peut-être 50 autres de ces trésors jusqu'à l'an 2042, au détriment du développement de la province.

Et quel chef du gouvernement nous propose ce marché? Celui qui pendant 10 ans, quand il était dans l'opposition, a proclamé sur tous les tréteaux³ politiques de cette province que le gouvernement ne fasse pas de baux à longs termes aux compagnies qui exploitent nos ressources naturelles. Il (le premier ministre) a demandé que le gouvernement ne confie pas l'exploitation de nos ressources à des compagnies pour des périodes trop longues et s'engageait à l'abolition des contrats à long terme entre la province et les corps publics.

Celui qui, en 1934, en 1935 et en 1936 s'opposait avec l'Action libérale nationale aux concessions de longue durée; celui qui disait: "Nous avons le même programme et nous allons le mettre à exécution". Aujourd'hui, on ne loue pas, on donne pour une miette de pain. Ce que l'on donne, on le donne pour un siècle. Tous les experts affirment que l'Ungava est au moins aussi riche que le territoire de Massabi, dans le Minnesota, qui ne pourra fournir du minerai de fer à haute teneur que d'ici quelques années.

Depuis un demi-siècle, le gisement de fer de Massabi rapporte quelque \$25,000,000 par année en moyenne à l'État du Minnesota. Que rapporteront les mines de l'Ungava à la province de Québec? \$100,000 pendant un siècle ce qui représente peut-être la moitié des ressources minières de la province. Pourquoi ne pas exiger une royauté de 50 cents la tonne au début et monter graduellement le taux selon le volume de l'exploitation? C'est le minimum exigé aux États-Unis. Le Nouveau-Québec d'où on espère retirer 8,000,000 de tonnes par année pourrait au moins rapporter à la province \$4,000,000 à 50 cents la tonne. On donne tout cela pour \$100,000 par an, lorsque l'exploitation sera en cours.

M. Chaloult (Québec): Si le Parti libéral revient au pouvoir, le chef de l'opposition s'engage-t-il à rappeler cette législation?

M. Godbout (L'Islet): Je suis heureux que le député me pose cette question. Sans hésitation, je réponds: Cette législation néfaste sera rappelée par nous ou nous exigerons de la compagnie des royautés plus raisonnables pour que la province reçoive la juste part de richesse qui lui appartiennent. Je prends cet engagement à la face de la province.

(Applaudissements à gauche)

J'ai déjà prouvé que j'étais sincère dans ma lutte contre les trusts. Je me suis levé déjà devant le plus grand des trusts pour rendre au peuple des richesses qui lui appartenaient. J'ai perdu une élection, tout le monde sait comment, pour m'être élevé contre la Montreal Power. Je me suis attaqué, moi et mon gouvernement, au trust le plus puissant de la province. J'ai fait mon devoir. Nous ferons la même chose dans le cas de la Hollinger.

(Applaudissements à gauche)

Que la Chambre me permette de dire tout ce que je pense. Je perdrais une nouvelle élection pour défendre les mêmes idées qu'en 1943 et 1944 et pour redonner à ma province des richesses qui lui appartiennent. Je reperdrais la même élection, dis-je, mais j'aurais conscience de faire exploiter au bénéfice du peuple les richesses naturelles de la province.

Je m'engage donc, si cette loi est passée, à rappeler cette législation où à imposer à la compagnie des royautés convenables. J'ai l'habitude de regarder en avant. Avec les \$25,000,000 par année que nous pourrions tirer de l'Ungava, il y aurait moyen d'aider à l'éducation et d'en faire profiter l'assistance publique. Sous le régime libéral, ces richesses seront exploitées à l'avantage de la

province. Le Québec a, dans les ressources de l'Ungava, la possibilité de prendre les devants, en Amérique du Nord.

M. Chaloult (Québec): Le chef du Parti libéral voudrait-il me dire ce qu'il entend par une royauté raisonnable?

M. Godbout (L'Islet): Je viens d'en donner une idée, mais nous ne savons pas encore exactement les richesses que comporte ce territoire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le chef de l'opposition a dit qu'il le savait.

M. Godbout (L'Islet): Comment puis-je le savoir? Le gouvernement l'ignore et ne nous a donné là-dessus aucun renseignement. Mais la compagnie, elle, le sait.

(Applaudissements à gauche)

Ce que je puis affirmer, c'est que, lorsque nous reprendrons le pouvoir, la compagnie devra payer à la province de Québec au moins les mêmes royautés qu'elle paie chez eux, aux États-Unis, en tenant compte de la différence du coût d'exploitation s'il y en a une. Nos voisins nous disent eux-mêmes que nous avons en Ungava des richesses immenses, pourquoi ne pas en profiter?

Le premier ministre essaie en vain de me faire perdre le fil de ma pensée. Ma pensée est trop profonde quand je vois ma province vendue à des étrangers par ce bill. Le marché que l'on veut faire à la Hollinger aux conditions mentionnées dans le bill constitue la trahison la plus lourde des intérêts de la province qui n'a jamais été faite jusqu'ici et cela pour un siècle à venir. On n'a pas vendu, on a donné la province pour une miette de pain.

Le gouvernement de l'Union nationale donnait pour une bouchée de pain ou quelques milliers de dollars en revenu annuel le territoire minier le plus riche de la province à la Hollinger, composée en partie d'hommes d'affaires américains.

D'ici un siècle, ce domaine rapportera peut-être \$100,000,000 par année. La principale partie des revenus de la province se trouvera bientôt dans les mines, à condition que nous ne les donnions pas. Que sait-on de ce que vaudront ces gisements dans 25 ans? Dans le dernier quart de siècle, il s'est utilisé plus de minerai que pendant toute l'histoire du monde, précédemment.

Nos gisements de fer de l'Ungava sont de qualité supérieure à ceux du Minnesota, d'après les ingénieurs. Et aux dires des géologues, on y trouve

non seulement du minerai de fer mais du nickel, de l'or et de l'argent, mais on ne sait pas encore en quelle quantité. D'ici un siècle, l'aviation sera complètement transformée et la valeur des métaux sera peut-être multipliée par vingt. Et le gouvernement donne cette richesse pour \$100,000 par année. Que l'on tienne compte du fait que dans le dernier quart de siècle, dans le dernier demi-siècle, assurément, on a consommé plus de métaux que depuis le commencement du monde.

Les principales objections de mon parti à l'égard du projet de loi sont: période de temps trop longue, qui n'a aucun sens; on ne sait pas ce que l'on découvrira dans l'Ungava d'ici à 25 ans; le terrain concédé est trop considérable; on accorde un permis exclusif à une compagnie alors que l'on aurait dû intéresser au projet quatre ou cinq sociétés minières. Ceci tue la concurrence, essentielle au succès. Le ministre du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) a dit que j'attaquais le capital étranger. Je voudrais, dit-il, que la concurrence soit ouverte aux autres, aux Canadiens comme aux Américains. Je n'ai jamais été contre la venue du capital américain dans la province, mais il doit observer les lois et il ne doit pas garder pour lui seul les profits de l'exploitation de nos ressources.

Les principaux intéressés dans cette affaire sont les Hanna, grands trustards du cartel de l'acier dont les parts dans ses différentes compagnies sont montées sur le marché au cours de janvier dernier, d'une moyenne de 84 à 104 ou 105. Il n'y a aucune garantie de travail pour la main-d'œuvre québécoise dans cette entreprise. Allons-nous lui donner des richesses qui peuvent assurer le bien-être de nos jeunes gens, de ceux-là qui nous reviennent en ce moment?

Cette législation démontre le manque de bonne foi du gouvernement. L'amendement apporté n'apporte rien. Il parle bien d'obliger la compagnie à faire chez nous des travaux de traitement avant l'expédition du minerai, mais, qu'y a-t-il à faire avant l'expédition du minerai? À l'extraire et à le laver? Ceci ne veut rien dire. On devrait exiger la construction d'une usine de raffinage de même que la construction du chemin de fer en territoire québécois. Ce chemin de fer aiderait, dans une section du moins, à l'exploitation de nos ressources forestières.

Nos ressources s'épuisent. Il nous reste celle-là qui pourrait soutenir toutes les œuvres du gouvernement. Que son exploitation soit assurée par des entreprises privées en concurrence et que l'on assure à la province une part équitable des profits. Le premier ministre nous a demandé que la session soit

courte afin qu'il puisse se rendre à Ottawa, où il a une tâche à remplir. La région de l'Ungava reste la plus riche et la plus prometteuse. Si nous passons cette loi telle qu'elle nous est présentée, il y a un personnage qui pourra parler plus fort que lui lorsqu'on discutera de l'avenir de la province de Québec à la conférence d'Ottawa, c'est M. Hanna.

(Applaudissements prolongés à gauche)

Je le répète. Nous sommes contre cette loi. Nous la rappellerons et nous imposerons à la compagnie des royautés suffisantes qui permettront au peuple de la province de profiter des richesses dont la Providence l'a comblée.⁴

(Applaudissements prolongés et ovation à gauche)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Tous les députés oppositionnistes qui ont parlé de la concession à la Hollinger n'ont avancé aucun argument sérieux. On a répété les mêmes choses depuis les quatre semaines que dure le débat. Le chef de l'opposition manque de sérieux. Tout en reprochant au gouvernement de vendre la moitié de la province, le chef de l'opposition laisse clairement entendre qu'il ne peut pas s'engager à rappeler une loi qu'il combat avec tant d'acharnement. Le chef de l'opposition s'est engagé tout au plus à imposer des royautés plus élevées mais il ne veut même pas préciser ce qu'il entend par une royauté raisonnable.

Peu avant la session, les députés libéraux se sont réunis, à Montréal, et ont décidé de lancer deux bombes durant la session de la Législature: l'une contre le ministère de la Jeunesse, l'autre contre l'affaire de l'Ungava pour faire oublier l'élection de la Beauce, mais la bombe n'a pas fait plus d'effet qu'un pétard.

Voilà pourquoi l'honorable chef de l'opposition nous dit: "Nous sommes contre la loi et nous vous accusons de trahir la race canadienne-française". Personne n'a nié l'affirmation du ministre que 100 % du stock de la Hollinger Exploration est détenu par des Canadiens. Personne n'a prouvé que le groupe Hanna possède des intérêts dans la Hollinger, on a montré que le premier n'était que l'associé de la seconde.

Le chef de l'opposition, pressé de se prononcer sur l'abrogation de la loi s'il revenait au pouvoir, n'a pas voulu s'engager d'une manière précise. Mais il se dit prêt à bien s'arranger avec la compagnie Hollinger. Quand c'est nous qui faisons une concession à la Hollinger, c'est une compagnie étrangère, mais lui-même, une fois au pouvoir, sera prêt à traiter avec cette même compagnie étrangère.

M. Drouin (Abitibi-Est): L'honorable député me permettra-t-il une question?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non, Monsieur.

M. Drouin (Abitibi-Est): (Souriant) Très bien, Monsieur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable chef de l'opposition a commencé sa tempête il y a un mois et il l'a recommencée aujourd'hui.

D'ailleurs, le gouvernement fait affaire avec la même compagnie qui a obtenu du régime libéral un permis d'exploration en 1942 qui semble tenir aujourd'hui pour méprisable.

Les députés libéraux ont accumulé les contradictions dans leurs discours. L'opposition prétend être bien renseignée sur l'Ungava et ensuite elle se plaint de ne rien savoir. Il énumère les avantages de la mesure. Le gouvernement concède pour exploration seulement une étendue de territoire de 3,900 milles carrés, cela dans les 300,000 milles carrés que comprend le Nouveau-Québec. Au stage de l'exploitation, ce n'est plus 3,900 milles carrés qu'on concèdera à la Hollinger, mais 300 milles carrés seulement. Et ce permis d'exploitation comportera l'obligation pour la compagnie de faire des rapports au gouvernement, se bâtir un chemin de fer, construire un quai. Ces travaux seront d'une grande utilité et d'un grand avantage pour la province et ne nous coûteront absolument rien.

De plus, la compagnie donne \$10,000 pour l'obtention de son permis d'exploration, en plus de \$6,000 par année durant chacune des 12 années de son permis. Au stage de l'exploitation, la province retirera \$100,000 par année, plus un pourcentage de 4 % à 7 % sur les profits de la Hollinger. En outre, la Hollinger sera assujettie à la loi des mines et aux amendements que l'on pourra apporter à cette loi dans le futur, ce qui signifie que le gouvernement pourra hausser la proportion des profits de l'exploitation des mines qui devront lui être versés et même qu'il pourra imposer une royauté à tant la tonne sur le minerai.

Que veut-on de plus? Tout ce que le chef de l'opposition promet de faire se trouve d'avance dans la loi pour protéger en son entier les intérêts de la province.

La gauche soulève l'argument à l'effet que le gouvernement traite avec des étrangers. Cependant, personne chez les libéraux n'a tenté de prouver cet avancé. D'ailleurs, si la compagnie n'a pas rempli ses obligations dans 20 ans, le contrat pourra être

annulé. Pour la première fois, le Nouveau-Québec va être exploré par des gens sérieux. Le gouvernement de l'Union nationale a pris toutes les précautions pour que les droits et les intérêts de la province soient respectés et protégés par la compagnie qui va opérer dans le Nouveau-Québec.

Le territoire concédé ne représente qu'une parcelle de l'Ungava et il permettra l'établissement d'une industrie sidérurgique. Nous allons développer nos ressources, et tant mieux si la compagnie qui prend le risque fait de l'argent. Mais je ne veux pas prendre plus de temps de la Chambre.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Continuez.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Souriant) Si l'honorable député de Mercier est intéressé, c'est que j'ai cessé d'être intéressant.

L'ouverture du Nouveau-Québec est nécessaire pour le progrès de la province. L'opposition libérale, qui se dit contre le projet de loi en entier, mais qui ne va pas l'abroger si jamais le parti était réélu, est en train de mener un débat interminable sur ce projet de loi pour essayer de faire oublier à la population du Québec ses récents échecs électoraux.

(Après le discours de M. Sauvé, il semble qu'après entente entre les chefs des deux partis, la discussion sur la Hollinger va se terminer, mais M. Laurendeau se lève)

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je suis prêt à ajourner le débat à une séance subséquente si la Chambre tient à terminer sa semaine parlementaire.

(La gauche veut savoir s'il y aurait ajournement à 5 h 30 comme d'habitude.)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a quatre semaines que la discussion dure sur ce sujet. Nous avons entendu nombre de discours de tous les côtés de la Chambre et toutes les oppositions se sont prononcées à maintes reprises sur cette affaire. Je ne veux pas d'ajournement à la semaine prochaine. Nous allons plutôt ajourner à ce soir et nous siégerons demain toute la journée s'il le faut. Il faut tout de même en finir avec cette mesure. On adoptera le bill avant de parler d'ajournement.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): J'admire la légèreté avec laquelle on traite cette question et les arguments que nous avons donnés. La discussion a été longue, mais cette longueur du débat est justifiée

par l'importance de la question en jeu. Il y a deux familles d'esprit au sujet de nos ressources naturelles, la première consiste à soutenir qu'il faut les exploiter à tout prix, au risque de nous faire exploiter. Je repousse cette thèse.

D'autres pensent que la seule façon d'exploiter les richesses naturelles de la province c'est de faire en sorte que le peuple ne soit pas exploité en même temps. Je n'ai pas d'objection à l'exploitation par une entreprise privée. Mais les conditions imposées dans le présent bill à la compagnie font que nous passons un marché de dupes pour la province et le peuple québécois.

Nous n'avons aucune garantie parce que le gouvernement n'a pas pris les précautions nécessaires et les deux amendements que l'on propose, à droite, ne sont que des trompe l'œil.

Les amendements ministériels relatifs aux techniciens québécois et au travail du minerai sur le sol de la province ne garantissent rien.

Je partage l'opinion du chef de l'opposition à l'effet que les travaux "avant l'expédition" ne veulent rien dire. Les intérêts américains, dans la Hollinger Gold Mines, qui possède la Hollinger North Shore, sont dans la proportion d'au moins un cinquième. Mille sept cent vingt-deux actionnaires détiennent 516,360 actions. Bien plus, le *Financial Post* admet que les Hanna sont associés à la Hollinger. Il serait d'intérêt public de connaître la substance de l'entente entre les Hanna et la Hollinger.

Il demande au gouvernement de la produire l'entente s'il l'a ou de se la procurer s'il ne l'a pas. Avec les Hanna, on pénètre dans le domaine mondial du fer et de l'acier et c'est extrêmement grave. Le gouvernement, dit-il, fait un mauvais pas, car ce qu'on a fait dans le passé pour la pulpe et les chutes d'eau le gouvernement de l'Union nationale est en train de le faire pour les mines de l'Ungava.

Il dénonce très vigoureusement la clause 13 permettant à la compagnie de sous-louer à d'autres compagnies, avec la permission du ministre des Mines et du lieutenant-gouverneur en conseil. Il voit un autre danger dans le fait que le gouvernement pourra autoriser la Hollinger à louer, affermer, céder, vendre ou aliéner les droits lui résultant de la présente loi ou de tout permis accordé ou contrat passé avec la couronne.

Il montre l'imbrication du cartel international de l'acier et l'importance de l'acier en vue d'une guerre qui peut être prochaine. Il fait écho aux rumeurs de guerre dans, 2, 5, 10 ou 20 ans, parle des diminutions des réserves de fer dans les autres pays et souligne le danger que nous travaillions une fois

de plus pour le roi d'Angleterre ou le président des États-Unis. Le fer et l'acier pris chez nous serviraient peut-être à soutenir la cause d'un impérialisme contre un autre.

L'honorable député de Lotbinière (M. Roberge) a fourni à la Chambre des renseignements fort intéressants en faisant une incursion dans le trust de l'acier. Personne ne lui a répondu. Une guerre peut éclater. La Russie a du fer; l'Angleterre doit importer le sien; les États-Unis sont à la veille d'avoir épuisé leurs réserves et se tournent vers nous.

Il n'y a pas de charbon dans l'Ungava, mais on y trouve probablement des pouvoirs d'eau. Le gouvernement n'a rien prévu pour que la compagnie utilise l'électricité, au lieu du charbon, pour ses fours.

Le gouvernement n'a aucun mérite de cette découverte et de ce développement. Les étrangers sont venus exploiter des mines de fer. Chez les hypercapitalistes, on félicitera le gouvernement d'avoir été progressif mais on se moquera de nos gouvernements et on nous prendra pour ce que nous aurons été, de bonnes poires.

L'honorable M. Gagnon (Matane): L'honorable député a-t-il lu dans le *North Miner* un article qui dit que les conditions imposées à la compagnie sont trop onéreuses?

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Non, et je ne crois pas que ce journal ait dit cela sérieusement parce que ce n'est pas vrai.

Le vice fondamental de cette loi c'est qu'elle impose des conditions trop longues. On fixe pour un siècle tout près les royautés à payer à la province sans trop se soucier du volume et de la valeur des richesses minières qu'on découvrira là-bas.

Si le gouvernement ne peut prévoir le développement minier de l'Ungava, il manque gravement à son devoir en fixant une royauté qui équivaut à deux sous et demi par tonne, alors qu'ailleurs, elle est de \$0.25 et \$0.50 la tonne et même \$1 la tonne. De plus, cette royauté ne tient pas compte de la fluctuation de la monnaie, accordant cette concession à la Hollinger.

La compagnie se hâte de faire aboutir son projet, car elle sait le gouvernement sympathique à sa cause. Il aurait dû, auparavant, se renseigner sur place, faire lui-même les travaux de recherche. Nous savons que c'est riche, parce que la compagnie nous le dit. Il est probable que c'est plus riche encore. En théorie, le gouvernement peut augmenter la taxe sur les profits des mines, mais en pratique, c'est impossible. On ne fera rien pour ne pas effrayer le

capital étranger. On est en face, de la part du gouvernement, d'un véritable aveuglement que je ne comprends pas.

Il propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Lemieux), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 29 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de l'honorable M. Robinson (Brome) proposant que le bill 20 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec soit maintenant lu une troisième fois.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Le ministre se fie aux renseignements de la compagnie, il n'en possède pas de première main. Les législateurs eux-mêmes ne sont en possession d'aucun rapport officiel pour se documenter et juger de la question. On fait confiance à la Hollinger sans bénéfice d'inventaire. On ne sait rien de ses intentions ni de ses projets réels. Tout ce dont on est certain, c'est que la compagnie jouit de privilèges vraiment extraordinaires.

Le gouvernement a manqué à son devoir en ne se renseignant pas. C'était le devoir de l'État de faire lui-même l'exploration. Pourtant, l'on peut être

assuré que la Hollinger a jeté les yeux sur les meilleurs filons miniers.

Ce qu'il y a de particulièrement nocif dans le bill, c'est que la rente payée par la compagnie restera exactement la même, que le succès soit immense ou peu considérable. Et si la compagnie obtient un succès dans ses exploitations du Nouveau-Québec, elle jouira pendant un siècle d'un privilège exorbitant et invariable. Elle se contentera de payer une rente annuelle de \$100,000.

Le gouvernement suit malheureusement la trace de ses prédécesseurs dans le domaine des concessions à des conditions ridicules des chutes d'eau et des forêts, en donnant un privilège exorbitant à la compagnie Hollinger. Que le succès soit immense ou peu considérable, la rente sera payée par la compagnie restera la même. Décidément, nous ne sommes pas chanceux dans la province de Québec. À Ottawa, nous sommes en présence d'un gouvernement qui donne des milliards à l'Angleterre, et à Québec, nous assistons au spectacle d'un gouvernement qui donne des milliards de nos ressources naturelles au trust américain de l'acier.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Depuis qu'il a présenté sa mesure et que l'on discute le bill, le gouvernement est sur la défensive. Les points d'ordre pleuvent et les membres du gouvernement font des déclarations contradictoires. Ce bill ne peut pas être défendu, puisque la province donne tout et ne reçoit rien en retour. La loi cède pour cent ans à venir les principales mines de la province de Québec, elle les cède au cartel international de l'acier, aux intérêts Hanna.

Il expose la différence entre le permis du gouvernement Godbout accordé en 1942 à la Hollinger qui était un permis d'exploration, et le contrat que le gouvernement s'apprête à accorder. La compagnie devrait être limitée à un contrat d'exploitation, car elle a déjà tout exploré.

La loi des mines ne s'applique en fait qu'aux petits exploitants, puisque les grandes exploitations sont régies par des bills spéciaux. On a organisé pour cette compagnie un régime de faveur au lieu de la soumettre comme tout le monde à la loi des mines. Jamais la loi des mines n'a permis de telles concessions. Celle faite à la Hollinger est 39 fois plus grande que celle qu'on aurait pu faire en vertu de la loi des mines. Ce que je trouve de plus désolant, c'est que le gouvernement cède nos richesses pour enrichir les autres. La compagnie peut faire de l'exploration pendant 16 ans. On se lance dans l'inconnu pour un siècle et à quelles conditions!

Pas un député consciencieux ne peut approuver cette législation.

Il rappelle que les mines de la région Massabi, aux États-Unis, ont rapporté de 1914 à 1942⁵, à l'État du Minnesota \$553,000,000 en taxes. Ici, pour l'Ungava, dit-il, l'État ne recevra que \$8,000,000 environ d'ici la fin du monde⁶. Des millions pour les trusts, le sou du pauvre pour le peuple". Ce qu'il y a de plus désolant c'est qu'on prend nos richesses naturelles pour enrichir les autres, car il est connu que les nations qui s'enrichissent, ce sont celles qui œuvrent les matières premières et non pas les nations qui les fournissent à l'état brut et les exportent.

Pourquoi tant se presser d'agir quand, de l'aveu même du ministre, plusieurs autres compagnies s'intéressent à l'entreprise. Le gouvernement nous a dit que d'autres compagnies ont offert de développer ce territoire. Quelles sont ces compagnies? Quelles conditions ont-elles proposées? La Législature de Québec ne doit pas faire un bail de cent ans sans savoir cela.

Le gouvernement ne nous a montré aucun rapport sur les recherches minières dans le Nouveau-Québec. On nous demande de voter à l'aveuglette. Ces rapports manquent. La compagnie n'en a pas fourni. Elle ne se soumet pas à la loi des mines qui les exigent.

Il y a eu un congrès d'ingénieurs miniers à Québec, récemment. Des rapports sur l'Ungava y ont été présentés. Ces rapports ont été publiés dans des revues scientifiques et j'affirme qu'on en a coupé la moitié parce que cela pouvait affecter la passation de la loi que l'on nous propose. Il ne fallait pas que le public sache ce que le gouvernement donnait.

Un gouvernement, élu sur un autre programme, n'a pas le droit de donner nos plus belles richesses pour un sourire du trust de l'acier. J'ai étudié cette question depuis deux mois.

L'honorable député de Lotbinière (M. Roberge) nous a fourni, on l'a dit, des renseignements extrêmement intéressants. Le gouvernement ne s'en est pas préoccupé. Le gouvernement a dit à la Compagnie: "Vous êtes maîtres du Nouveau-Québec. Choisissez-vous les meilleurs 300 milles carrés n'importe où et exploitez-les à votre profit". Ironie des choses, nous avons perdu le pouvoir parce que mon chef avait donné à notre parti politique de justice égale pour les gros et les petits dans la province de Québec.

(Applaudissements à gauche)

Le projet de loi figurerait avantageusement, à mon sens, à côté des décrets d'esclavage du siècle

dernier. Nous avons été battus parce que nous avons refusé d'accorder des privilèges aux puissants en négligeant les faibles. Nous avons été battus parce que, aux heures les plus angoissantes de la guerre, on a détourné l'attention de la province qui s'est jetée dans les bras d'un parti qui nous présente une législation de trustards, qui est de nature à faire perdre aux gens la confiance qu'ils ont dans les gouvernements.

Il appartient à la Chambre de décider ce qu'elle doit faire de cette loi moyenâgeuse qui ne convient pas à notre civilisation. Nous aurons au moins fait tout notre possible, de ce côté-ci de la Chambre, pour empêcher la consommation de ce que je considère, si on l'accepte, comme une tache sur la Législature. Dans toute la province, le peuple observe et espère que l'on ne mettra pas une pareille tache sur la Législature de Québec.

(Applaudissements à gauche)

M. Bienvenue (Bellechasse): Malgré la bataille livrée par l'opposition le gouvernement réussira sans doute à faire adopter sa loi. Pourquoi le gouvernement sacrifie-t-il ainsi les richesses inestimables de l'Ungava en faveur de l'une des plus grandes corporations minières du monde?

La Hollinger a six filiales et des intérêts dans onze autres compagnies. L'infusion de sang qu'elle a reçue de la compagnie Hanna en fait une des plus puissantes organisations minières du continent américain. La correspondance entre la compagnie Hollinger et le gouvernement a été produite à la demande de l'honorable chef de l'opposition. Elle nous révèle des choses extraordinaires.

Réglons d'abord la question de M. Hanna. Est-il le véritable intéressé dans cette entreprise? Dans une lettre du 21 janvier 1946 au ministre des Mines, le président de la compagnie Hollinger dit: "M. Hanna s'inquiète que l'ordre en conseil ne soit pas encore signé". M. Hanna est aux abois. Il cite un passage où il est dit que la compagnie se trouve dans une situation embarrassante à cause du retard dans l'adoption de l'arrêté en conseil. Il cite un télégramme envoyé le 8 janvier 1946 par M. Timmins au ministre des Mines dans lequel il dit que la rencontre avec "nos amis" a été préparée pour le 30 janvier. Il cite également une lettre de M. Timmins dans laquelle, cette fois, M. Timmins ne parle pas de "nos amis", mais de "notre associé M. Hanna".

Le gouvernement a fait grand état d'un amendement qui stipule que le minerai sera traité dans la province avant son expédition. Mais, dans cette même lettre, M. Timmins dit qu'il faudra des

wagons et des bateaux spéciaux pour le transport du minerai brut aux États-Unis. La compagnie ne songe pas à traiter son minerai dans la province. C'est donc dire que le minerai sera expédié tel quel.

Voix à gauche: Pourquoi pas à Québec?

M. Bienvenue (Bellechasse): Nos amis d'en face crient pour ne pas penser au vote qu'ils vont donner. Car il y a des députés de la droite dont la conscience est troublée par cette affaire. Il y a dans la correspondance une lettre du ministre des Mines informant le président de la Hollinger que l'ordre en conseil a été passé. Si l'honorable ministre, qui est un bon garçon, un homme honnête, avait montré cette lettre au Conseil des ministres, on lui aurait posé des questions. Le ministre compare ce que la compagnie va payer avec ce qu'elle paierait en droits réguliers si elle était traitée comme les prospecteurs ordinaires qui avaient obtenu la permission d'aller en Ungava.

M. Chaloult (Québec): Cette lettre est en anglais?

M. Bienvenue (Bellechasse): Oui, ces messieurs peuvent s'écrire en anglais. Le ministre n'écrit pas aux Canadiennes françaises qui ont épousé des directeurs de la compagnie. C'est une lettre d'affaires. Il dit: "Si la compagnie payait suivant la loi pour l'exploration de 3,900 milles carrés, elle paierait pour la première année \$124,000 à la province. Pour la deuxième année, elle paierait \$624,000. Pour les 12 années d'exploitation, de 1942 à 1951⁷, elle paierait jusqu'à \$5,116,000".

Voilà ce qu'on ferait normalement payer à un Canadien ordinaire pour un permis minier. Mais au président de la Hollinger, on ne demande que \$6,000 par année. Sans doute, le ministre des Mines a voulu dire au président: "Vu que vous aimez beaucoup les Canadiens français; vu que vous paierez probablement la construction du presbytère et que vous paierez aussi le bedeau, s'il ne gèle pas, nous allons vous faire un prix spécial".

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Il est dégoûtant que, dans la seule Législature catholique et française, on parle ainsi de religion.

M. l'Orateur: Je crois réellement qu'il n'y a eu aucune attaque contre la religion et le point d'ordre est rejeté.

(Applaudissements)

M. Bienvenue (Bellechasse): Je n'ai pas de profession de foi à faire. Mes principes sont connus. Quand je fais de la religion, je fais de la religion, mais quand je discute une loi, je discute une loi.

(Applaudissements)

Dans cette même lettre...

L'honorable M. Robinson (Brome): Quelle date?

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Un mercredi.

M. Bienvenue (Bellechasse): En date du 17 août 1945. Le ministre dit dans cette lettre que l'Ungava est la seule région de la province où il y a du fer de qualité supérieure et en quantité suffisante pour qu'il vaille la peine de l'exploiter. D'après le *Northern Miner*, les richesses du Labrador sont quasi inépuisables. Le président de la compagnie fait aussi des évaluations de la richesse minière et dit que si l'on atteint 225 tonnes par pied vertical, cela pourrait représenter \$250,000,000.

Le ministre dit encore: "Les conditions du permis qui nous sont faites sont extrêmement faciles". Le président de la compagnie doit se considérer comme chanceux d'obtenir pour cent ans les plus belles ressources de la province pour rien. L'honorable premier ministre nous a dit: "Mais ces richesses étaient là depuis des siècles". Est-ce une raison pour les donner à des Américains et à des Canadiens, peu importe, à des gens qui vont en réaliser tous les avantages.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon bon ami est né aux États-Unis.

M. Bienvenue (Bellechasse): Oui et j'ai gagné ma vie partout où je suis allé. Je n'ai jamais demandé à aucun État de me faire vivre aux dépens des autres.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. l'Orateur, les faits que j'ai puisés dans la correspondance entre le ministre des Mines et la compagnie Hollinger démontrent à quel point le gouvernement a oublié les intérêts de la province dans cette affaire.

Nous devrions au moins attendre encore quelques années avant de céder nos ressources naturelles. Le bill actuel n'aidera sûrement pas le chômage, parce que les chômeurs ne peuvent attendre jusqu'en 1958. C'est pourquoi j'ai l'honneur de proposer...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une question.

M. Bienvenue (Bellechasse) admet que cette affaire de l'Ungava va aider les ouvriers.

L'ancien ministre de la Chasse et des Pêcheries, poursuit-il, proclame que cette loi est néfaste parce qu'elle assurera la pauvreté de la province pendant près de 100 ans et qu'elle est à la honte du gouvernement qui la présente. Les libéraux ont tenu à protester jusqu'à la fin.

Il propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Francoeur), l'amendement suivant: Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "Que" par les suivants:

"Cette Chambre refuse de voter le bill no 20 intitulé: "Loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec" parce qu'il compromet les intérêts économiques de la province et n'y garantit même pas l'établissement d'une industrie sidérurgique alimentée par les mines concédées."

(Applaudissements prolongés à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les députés de la gauche ont le droit de s'opposer aux bills du gouvernement. Depuis bientôt un mois, l'opposition officielle et l'opposition officieuse répètent les mêmes plaintes, font entendre les mêmes gémissements, font perdre le temps de la Chambre par des palabres et des discours inutiles alors que le gouvernement a tant de législation à faire passer. La critique constructive, nous en sommes. Qu'on répète les mêmes choses deux et trois fois, cela peut s'expliquer, mais les oppositions ont fait perdre le temps de la Chambre à rééditer 50 et 60⁸ fois les mêmes arguments, causant par là une perte d'argent dont le peuple a besoin pour régler ses problèmes.

On a même reproché à la droite de ne pas parler. Ici, nous parlons peu, mais nous agissons beaucoup. Ce n'est pas l'heure de se perdre en considérations partisans, de faire de la démagogie, d'essayer d'ameuter la population contre ceux qui veulent faire servir leur argent pour le bien du peuple, ce n'est pas l'heure de soulever des spectres imaginaires, c'est le temps de l'action. Il y a un manque de sincérité de la part des libéraux. Cet après-midi, le chef de l'opposition, de lion qu'il avait été jusqu'ici est subitement devenu mouton⁹ en face de la compagnie. Après ses dénonciations furibondes

du début, il a été jusqu'à dire qu'il n'était pas prêt maintenant à s'engager à rappeler la loi; c'est tout au plus s'il a déclaré qu'il augmenterait ce qu'il appelle les royautés. Mais poussé au pied du mur, quand on lui a demandé quelles seraient ces augmentations, il n'a pas été capable de dire sa pensée d'une façon claire et précise. Tantôt il est pour le rappel de cette loi. Tantôt il est contre. Il n'a pas eu le courage de prendre une position claire. Tout comme dans la Beauce, les blocs se font rares dans la province.

Le chef de l'opposition (M. Godbout) a proféré des propos ridicules. Quand j'entends les débris d'un parti qui fut grand dire que s'il a été battu lors des dernières élections, c'est parce qu'il a fait la lutte aux trusts, quand tout le monde l'a entendu répéter sans cesse que sa défaite était due au fait que nous avons soulevé des questions fédérales pendant la campagne, ça me fait rire. C'est fantastique dans la bouche d'un parti qui n'a cessé de répéter qu'il a été jugé sur des questions fédérales.

Le chef de l'opposition et le député de Saint-Sauveur (M. Hamel) n'ont pas accordé leurs violons avant de parler de la question des rapports. On se plaint de n'avoir pas eu de rapports quand on passe son temps à en citer. J'affirme que le gouvernement a donné tous les rapports qu'il avait. Nous n'avons rien à cacher et les archives du département des Mines sont ouvertes à tous ceux qui veulent aller les consulter. Ce que nous voulons, je le répète, c'est de faire fructifier la richesse cachée dans le sol sans bénéfice pour personne, la faire fructifier pour le peuple.

L'opposition a fait des reproches au gouvernement, notamment de n'avoir pas donné l'opinion de ses experts. Nous avons cité l'opinion d'un grand expert, un Canadien français, le sous-ministre des Mines, un honnête homme.

J'ai étudié personnellement ce projet du développement du Nouveau-Québec pendant 8 ou 10 mois. Je voulais avoir tous les renseignements nécessaires parce que je savais que c'était une question très complexe. J'ai consulté des experts, j'ai discuté avec M. A.-O. Dufresne, sous-ministre et j'ai la ferme conviction d'avoir posé un acte qui va ouvrir maintenant à la civilisation et à la chrétienté un vaste territoire qui a été livré à l'inaction depuis des siècles.

Depuis 80 ans, la Confédération, les anciens gouvernements n'ont rien fait pour ouvrir à la population du Québec les richesses de ce territoire qui sont censées être importantes. Mais avec l'Union nationale, c'est 80 années de progrès, d'activité, de réalisations dans le Nouveau-Québec qui commencent.

Lorsqu'un groupe d'hommes s'est présenté pour le développer, les parties de l'opposition ont commencé une campagne pour soulever les réactions démagogiques des gens contre ce projet. C'était indigne du Parti libéral et de son passé.

Je suis prêt à miser mon avenir politique sur cette entente et je défie toute personne qui peut avoir des accusations contre moi de s'avancer. Je promets une enquête immédiate.

Il n'y a qu'un vieux parti: le Parti libéral. Ceux-là ne sont pas de bonne foi qui assimilent aux vieux partis l'Union nationale. Il fait l'éloge de son parti. C'est le seul parti neuf, il a été formé en 1936 et composé d'anciens chefs libéraux, d'anciens conservateurs, d'indépendants, d'anciens bloqués débloqués et aujourd'hui ouverts à la lumière.

Revenant aux reproches faits au gouvernement au cours de la discussion, il rappelle que toutes les oppositions se sont entendues pour déclarer que le gouvernement ne pouvait pas s'engager dans une entreprise aussi hasardeuse et développer lui-même l'Ungava. Il ne lui restait qu'une ressource et c'était de faire comme il a fait, s'adresser à une compagnie privée.

On parle d'un territoire trop vaste. Mais si la compagnie est obligée de faire des études, des relevés, de la prospection, des plans et des cartes sur 3,900 milles carrés alors qu'elle ne pourra exploiter que 300 milles carrés, à qui ce travail va-t-il servir, sinon à la province? La province aura obtenu des renseignements qui valent des millions pour amener l'exploitation des 3,600 milles qui restent. Et c'est là-dessus qu'on discute depuis trois semaines?

Nous ouvrons à la race des carrières par milliers et nous donnons au Trésor public des millions et des millions. Est-il juste de laisser ce territoire improductif? Est-il juste de refuser 300 milles sur 300,000 milles? Le chef de l'opposition dit que c'est la moitié de nos ressources naturelles, alors que nous avons actuellement sous prospection des mines représentant une étendue de 10,000 milles carrés.

Les opposants ajoutaient qu'ils n'avaient pas d'objection à la compagnie privée à condition que le territoire soit diminué, que les revenus soient augmentés et les détails raccourcis.

La compagnie assume des risques immenses. Il n'y a rien là-bas. Il faut bâtir des maisons, des églises, des écoles, un chemin de fer, un port de mer; il faut créer de toutes pièces des villes, sans connaître la richesse des mines, sans savoir quel prix elle vendra son minerai, le coût du transport, etc. C'est la compagnie qui prend tous les risques.

Dans peu de temps, le peuple de la province va constater que jamais un de ses gouvernements n'a

posé un acte aussi patriotique. Le bénéfice pour la province, c'est que la Hollinger devra explorer tous les 3,900 milles carrés, sans que cela ne coûte un sou à la province de Québec.

Une fois ces mines en opération, je suis convaincu que la province retirera un revenu d'au moins \$100,000,000. Je suis convaincu aussi que cette loi est supérieure à tout ce qui s'est fait dans ce domaine depuis la Confédération.

J'ai entendu des idéalistes voyageant dans les sphères éthérées, des jeunes députés qui sont dans les étoiles, près de la lune souvent, citer des chiffres fantastiques. Ils ont donné le résultat d'une exploitation minière faite sur le papier. Ce sont des gens enthousiastes, au reste de braves garçons inoffensifs.

Ils me font penser à un gars de chez nous qui, un jour, se crut millionnaire. Il avait calculé qu'en élevant 25 millions de chats et en vendant les peaux 25 cents chaque, et ça ne lui coûtait rien, il réaliserait un profit net, disait-il, parce qu'il nourrissait les chats avec des rats.

Il y a des mines dans l'Ungava sur une proportion de 10,000 milles carrés alors que l'on n'en cède que 300. Je demanderais au jeune ami de Laurier de ne pas tomber dans l'exagération.

(Applaudissements à droite)

M. Dumoulin (Montmorency): Nous sommes au ras de la question. Il n'y a plus de chats à fouetter.
(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On fait des calculs abracadabrants. C'est beau, mais il faut en venir à se réveiller. Les contrats, ça se fait à deux. Il faut le consentement de la compagnie. L'arrangement que nous demandons de ratifier est infiniment plus avantageux que tous les arrangements précédents dans l'histoire de notre industrie minière. Nous n'étions pas obligés de passer une loi. Nous aurions pu procéder à la cachette, par un arrêté ministériel, comme en 1942 avec le gouvernement libéral, pour accorder un permis à la même compagnie, pour le même territoire. Avec l'Union nationale, nous avons la publicité d'une législation, car nous n'avons rien à cacher. Nous aimons à agir au grand jour. Les documents sont produits avant qu'il soit nécessaire de le faire.

J'ai déjà fait des prédictions qui se sont réalisées. J'en ai fait dans la Beauce. J'en ai fait quand j'ai dit qu'on devait lutter contre le communisme pour prévenir l'espionnage. Dans peu de temps, on se rendra compte que le gouvernement

a posé le geste le plus patriotique et le plus productif qu'aucun gouvernement n'ait encore tenté. On se trouvera à ouvrir un vaste territoire à la civilisation et au catholicisme et à travailler à la grandeur de la province et du pays. On s'apercevra que le silence des déserts est remplacé par les acclamations joyeuses de populations heureuses.

M. Chaloult (Québec): Je me prononcerai à la fois pour l'amendement et contre le bill.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Francoeur, Godbout, Guerin, Hamel, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Lawn, Lemieux, Lizotte, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Plourde, Roberge, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 28.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Choquette (Shefford), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gatién, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larochelle, Lorrain, Paquette, Pouliot, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 37.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Choquette (Shefford), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gatién, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larochelle, Lorrain, Paquette, Pouliot, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 37.

Contre: MM. Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Francoeur, Godbout, Guerin, Hamel, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Lawn, Lemieux, Lizotte, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Plourde, Roberge, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 28.

Ainsi, la motion principale est adoptée. Le bill 20 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures¹⁰.

NOTES

1. "Des milliers d'années", selon *L'Action catholique*, 30 mars 1946, à la page 3.

2. "Des milliers d'années", selon *L'Action catholique*, 30 mars 1946, à la page 3.

3. "Tribunes" écrit *L'Événement*, 30 mars 1946, à la page 3.

4. Adélard Godbout a parlé pendant près d'une heure contre le projet, selon *La Tribune*, 30 mars 1946, à la page 1.

5. À 1952, selon *L'Événement*, 30 mars 1946, à la page 4.

6. "d'ici à un siècle", selon *L'Événement*, 30 mars 1946, à la page 4.

7. 1941 à 1952, selon *L'Événement*, 30 mars 1946, à la page 4.

8. 30 à 60 fois, selon *Le Devoir*, 30 mars 1946, à la page 3.

9. "Agneau", selon *Le Devoir*, 30 mars 1946, à la page 3.

10. 11 h 15, selon *L'Action catholique*, 30 mars 1946, à la page 3.

Première séance du lundi 1^{er} avril 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Enregistrements faits
dans Joliette et Dorchester

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 44 validant certains enregistrements faits dans les divisions d'enregistrement de Joliette et de Dorchester.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Étude des questions à l'ordre du jour
et des motions

M. Godbout (L'Islet): Est-ce que le premier ministre a l'intention de répondre bientôt aux questions à l'ordre du jour et d'appeler toutes les motions qui s'y trouvent inscrites? L'opposition a fait une critique raisonnable sur les questions d'importance particulière, négligeant les débats sur les questions d'importance secondaire. Sur les affaires de routine, nous laissons au gouvernement l'entière responsabilité de son administration. La gauche entend faire tout son devoir en évitant ce qui pourrait retarder indûment les travaux sessionnels. On pourrait rendre à l'opposition le témoignage d'avoir fait de la critique constructive et d'avoir coopéré étroitement pour hâter l'expédition des affaires, sans jamais perdre de vue les meilleurs intérêts de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La gauche montre de bonnes dispositions, mais elle semble oublier que le présent gouvernement a fait plus que n'importe quel gouvernement, même celui de 1936 à 1939, pour renseigner la Chambre. Les projets de loi ont été distribués dès le début de la session. Les députés ont eu tout le temps voulu pour

en prendre connaissance et nous avons répondu à un grand nombre de questions avant d'être obligés de la faire. La réponse à certaines questions exige un travail considérable. Je propose d'en convertir trois en motions.

M. Godbout (L'Islet): J'accepte cette proposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis heureux de constater que le chef de l'opposition est prêt à collaborer pour l'adoption des projets de loi, après une étude raisonnable. De notre côté, nous pouvons assurer la Chambre que nous lui faciliterons la tâche d'obtenir des renseignements et nous ferons en sorte que la session soit la plus courte possible.

Demandes de documents:

Contrats
pour travaux publics

M. Roberge (Lotbinière) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Si, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1945, le département des Travaux publics a accordé des contrats pour l'exécution de travaux publics.

2. Dans l'affirmative, dire pour chaque contrat:

- a) le nom de l'entrepreneur;
- b) la nature de l'ouvrage;
- c) le district électoral où il doit être exécuté;
- d) le total fixé ou estimé;
- e) si des soumissions publiques ont été demandées.

Adopté.

Licences de la
Commission des liqueurs

M. Dumoulin (Montmorency) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

Combien de licences, pour la vente de la bière, et des liqueurs alcooliques dans les tavernes, grills, restaurants et hôtels, la Commission des liqueurs de Québec avait-elle émises dans chacune des villes de la province:

a) au 1^{er} janvier 1944.

b) au 1^{er} janvier 1945.

c) au 1^{er} janvier 1946.

Adopté.

Permis spéciaux pour coupe de bois

M. Drouin (Abitibi-Est) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Quel a été, dans chacun des comtés de la province, le nombre de permis spéciaux pour coupe de bois accordés par le département des Terres et Forêts depuis le 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 15 février 1946 inclusivement.

2. À qui tels permis ont-ils été accordés.

3. Quelle fut la quantité autorisée dans chaque cas.

Adopté.

Projets de loi:

Tuberculose

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 pour combattre la tuberculose soit maintenant lu une troisième fois.

Je remercie les députés de l'accueil fait, la semaine dernière, à cette loi qui vise à former un comité consultatif de neuf membres ayant à sa tête un directeur général, comité qui verra, sous la direction du ministre de la Santé, à faire une lutte effective au terrible fléau qu'est la tuberculose parmi notre population. Le comité consultatif sera composé de médecins, de représentants des organisations industrielles, sociales et ouvrières. Une somme de \$10,000,000 sera dépensée d'ici quatre ans pour combattre la tuberculose dans la province. La façon dont on a discuté sur ce sujet fait honneur à l'Assemblée législative. Dans les questions de la santé publique, la petite politique n'a pas sa place.

Les décès par la tuberculose se sont élevés l'an dernier à 5,700 dans tout le Canada et à 2,620 dans la province de Québec seulement, ce qui veut dire que nous avons chez nous 43 %¹ des décès par la tuberculose. C'est un chiffre effarant.

Les chiffres alarmants des ravages de la tuberculose dans la province ne devraient pas décourager la population, mais devraient au contraire stimuler ceux qui participent à la cause, aux efforts de toutes les classes pour mettre un terme aux

ravages de cette maladie et pour montrer qu'ici, comme partout ailleurs, il y a une volonté réelle de préserver notre capital le plus précieux, les vies humaines. Il faut nécessairement que toutes les bonnes volontés se groupent pour faire une lutte efficace et sans merci pour enrayer ce fléau et améliorer les statistiques de mortalité. Il existe un merveilleux esprit social dans Québec et la loi présente assurera tous les fonds nécessaires au ministre pour construire des sanatoriums et y hospitaliser gratuitement tous les cracheurs de bacilles. Une conséquence de cette loi sera de sortir les tuberculeux des hôpitaux généraux car la ségrégation est absolument nécessaire quand il s'agit du bacille de Koch.

Mon projet de loi permettra le dépistage précoce des malades et l'hospitalisation gratuite de ceux qui ne peuvent se faire soigner, faute d'argent. Il favorisera également la ségrégation des malades dans les sanatoriums, laissant aux hôpitaux généraux le soin de s'occuper des cas qui relèvent normalement de ces établissements.

Plus de 30 hôpitaux dans la province reçoivent des tuberculeux. Avec la législation actuelle, on va pouvoir dans un avenir rapproché avoir assez de lits pour les tuberculeux, grâce à la construction et à l'aménagement d'hôpitaux spéciaux pour eux. Nous avons présentement 2,900 lits pour tuberculeux dans les sanatoriums et nous en aurons, si je ne suis pas déçu dans mes espérances, 7,000 d'ici à quatre ans.

Je crois qu'après ce temps-là, nos statistiques pourront se comparer avantageusement avec celles des autres provinces. Une fois organisé correctement, il peut être prédit que d'ici quelques années, 90% des patients souffrant de la tuberculose pourront être hospitalisés sans qu'il ne leur coûte un sou et que plusieurs patients pourront prendre congé des hôpitaux généraux, ce qui libérera les lits pour d'autres patients.

Il rend hommage à toutes les associations antituberculeuses qui existent présentement dans la province et à tous ceux et celles qui ont travaillé de concert pour poursuivre la lutte contre ce fléau destructeur. Je les assure, dit-il, de mon entier concours et promets la coopération du gouvernement.

En appliquant l'objectif de ce projet de loi, j'informe la Chambre que ce ne sera pas moi, mais le directeur général de la lutte antituberculeuse qui dirigera l'ensemble de la campagne et qui tracera le programme des activités prévues par le projet de loi, aidé d'un comité consultatif composé de neuf membres. J'essaierai néanmoins d'être l'animateur,

dans toute la mesure du possible. Moi et mon ministère fournirons les fonds nécessaires pour effectuer le travail, diriger la campagne en ce qui concerne le contrôle des dépenses monétaires et pour consentir notre entière collaboration et nos encouragements; mais les programmes seront créés et exécutés par le directeur général.

Nous le choisirons dans un esprit vraiment patriotique, sans faire entrer en ligne de compte les moindres considérations partisans et pour sa compétence reconnue. Nous verrons à sortir la politique du domaine de la tuberculose, comme je m'efforce de la faire sortir du domaine de la santé en général.

Je veux annoncer d'importantes modifications dans certains hôpitaux de Montréal, ce qui va sensiblement améliorer les conditions existantes. J'ai conclu une entente, il y a trois mois, avec les révérendes sœurs de la Providence pour que le service d'orthopédie, actuellement logé à l'hôpital du Sacré-Cœur de Cartierville, dans la ville de Montréal, soit transporté à l'Institut d'orthopédie qui doit être construit incessamment. Les plans sont bien avancés. Ce sera l'un des instituts d'orthopédie les mieux organisés et les plus importants qu'il y ait sur le continent nord américain; ce sera la fine fleur des édifices de sa catégorie.

En créant un institut d'orthopédie, on libérera à Cartierville 285 lits qui pourront être mis à la disposition des tuberculeux qui ont besoin de traitements chirurgicaux. On agrandira aussi le sanatorium, pour de tels cas de chirurgie, pour lui permettre d'avoir 500 lits additionnels, de sorte qu'à Cartierville seulement, il y aura 785² lits de plus pour les tuberculeux de la ville de Montréal et des environs. Cet hôpital, ayant été organisé autrefois pour les tuberculeux, va redevenir un grand centre pour la lutte antituberculeuse pour la région de Montréal. En effet, Montréal pourrait devenir l'un des plus importants centres de traitement de la tuberculose du continent.

M. Godbout (L'Islet): Je n'ai aucune hésitation à approuver la plupart des remarques du ministre de la Santé et à l'appuyer dans la présentation de sa mesure. Je suis de tout cœur avec lui quand il s'agit de la santé publique et dans sa lutte contre un fléau qui fait tant de ravages au sein de notre population. La question est et doit être maintenue au-dessus de la politique. Les ravages sont trop sérieux dans la province pour permettre toute partisannerie dans le dossier. Le ministre laisse entendre que rien de la sorte ne va pas faire partie du débat. Assurément, il n'a pas entendu de choses qui

pourraient faire naître des soupçons sur une telle idée. Le règlement du problème de la tuberculose est urgent. La seule divergence de vues peut porter sur les moyens que l'on prendra pour obtenir cette solution.

Quant à la construction d'un centre orthopédique à Montréal, le projet n'est pas nouveau. Mon gouvernement s'y est vigoureusement intéressé. Il avait créé une Commission d'assurance-santé qui avait étudié les premières données du problème et avait recommandé de déplacer le centre d'orthopédie pour consacrer tout l'espace de l'hôpital de Cartierville aux incurables. Je suis donc heureux d'apprendre que le gouvernement a complété l'œuvre commencée par mon administration.

Le centre devait d'abord être installé à l'Hôtel-Dieu de Montréal. L'entente cependant ne s'est pas faite. Par la suite, on trouva préférable de greffer ce service à l'Université de Montréal, mais la chose ne fut pas possible. Finalement, on a décidé de construire un nouvel immeuble. Le projet malheureusement ne s'est pas réalisé avant les élections de 1944. Le gouvernement était en fonction pendant les années de la guerre, c'était seulement naturel que les programmes ne puissent pas être effectués à ce moment-là.

Ce qui est important, c'est de libérer au plus tôt le sanatorium de Cartierville de ce service et de l'aider à augmenter le nombre des lits. Je crois que les plans de cette institution peuvent permettre d'installer 2,000 lits en ajoutant des ailes. Cette amélioration s'impose d'autant plus que, de tous les coins de la province, la région de Montréal est celle qui est la moins bien organisée au point de vue des institutions pour recevoir les tuberculeux, surtout chez les Canadiens français. Je ne critique pas le gouvernement pour son manquement envers Montréal, car il n'avait pas assez de temps pour apporter les corrections nécessaires.

On présente aujourd'hui un projet pour créer un service spécial de lutte contre la tuberculose. Je n'ai pas d'objection à ce dernier projet, pourvu que le but qu'on a en vue soit atteint. L'an dernier, lorsque le gouvernement avait aboli la Commission d'assurance-santé, sous prétexte que les fonctionnaires du ministère de la Santé pouvaient s'occuper de ces questions, j'avais déclaré que c'était une mauvaise politique, les fonctionnaires du ministère de la Santé ayant déjà trop à faire, chacun dans son domaine, pour s'occuper de ce domaine particulier. Le gouvernement, en créant cette année une commission de neuf membres qui sera chargée de lutter contre la tuberculose, se trouve à me donner raison. Je crois

encore qu'il eût mieux valu conserver la Commission d'assurance-santé que de nommer un comité consultatif. Tout de même, j'espère que ce comité répondra à l'attente générale.

L'honorable M. Paquette (Labelle): J'ai accepté la suggestion de l'opposition de nommer des représentants des corps publics du travail et de l'industrie dans la commission consultative qui aura neuf membres.

M. Godbout (L'Islet): Si on n'avait pas supprimé la commission permanente de santé que j'avais créée, il ne serait pas nécessaire de nommer un comité consultatif pour la campagne contre la tuberculose.

Je conseille au ministre de nommer des hommes de haute compétence aux postes créés par cette loi. Je formule l'espoir aussi que le directeur général sera un homme extrêmement compétent en la matière et que, de toute façon, cette lutte contre la tuberculose produira des résultats tels que la province n'aura pas à rougir des statistiques sur la mortalité. Il parle de la coopération qui avait été démontrée dans l'acceptation du projet de loi, en soulignant l'appui de la presse en particulier.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): J'appuie de nouveau le projet et je félicite le ministre des excellentes nouvelles qu'il apporte au sujet de Cartierville pour la protection de la population de Montréal. Il suggère que l'attention soit donnée aux groupes visant à traiter la tuberculose.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je suis heureux de voir que tous les groupes de la Chambre démontrent le désir évident de se joindre à la campagne.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'électrification rurale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 33 modifiant la loi de l'électrification rurale.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 12 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe *i*) par le suivant:

"*i*) Payer à toute banque ou syndicat coopératif de crédit une partie, n'excédant pas trois pour cent par année, de l'intérêt sur les emprunts faits, jusqu'à concurrence de trois cents dollars, par tout membre d'une coopérative pour les fins d'installation électrique sur sa ferme et approuvés par le conseil d'administration de ladite coopérative."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette loi, permettant d'emprunter aux banques ou aux caisses populaires, a été présentée pour éviter des frais de tenue de livres aux coopératives d'électricité. Le gouvernement veut aussi encourager les caisses populaires qui rendent des services signalés à la province de Québec, en même temps qu'aux membres des coopératives d'électricité. Les caisses populaires chargent 5 % et le gouvernement paiera 3 %. Les cultivateurs n'auront que 2 % à payer.

M. Godbout (L'Islet): Il y a probablement moyen d'obtenir de l'argent à 4 % avec la garantie que le gouvernement offre. Il rappelle lui aussi les excellents services rendus à la population par les caisses populaires.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. L'article 30 de ladite loi est modifié

"*a*) en remplaçant les deux premières lignes du deuxième alinéa par les mots suivants: "Avis de cette fusion, du nom et du siège social de la nouvelle coopérative doit être donné sans délai au secrétaire de la province, qui le":

"*b*) en y ajoutant, après le deuxième alinéa, le suivant: "Avec l'autorisation de l'Office, plusieurs coopératives peuvent même se fusionner en suivant, *mutatis mutandis*, la procédure énoncée aux deux alinéas précédents. Cependant cette fusion est limitée aux coopératives formées dans au plus quatre districts électoraux adjacents."

M. Godbout (L'Islet): Celles qui ont été formées ne sont pas viables. La loi de l'Hydro-

Québec offrait plus de garanties aux cultivateurs en ce sens que tous les frais étaient supportés par l'Hydro³.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) nie cet avancé. Les coopératives de l'Hydro, dit-il, étaient mortes-nées de l'avis même de l'un des commissaires, M. Latreille. Elles sont nées viables et propères et constituent une réalisation féconde.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 et 6 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 33 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Service provincial de publicité

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 pour instituer un service provincial de publicité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 35.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution, y compris les traitements et salaires du directeur et du personnel de l'Office provincial de publicité, seront payés, pendant l'année financière 1946-1947, à même les crédits votés par la Législature pour les services de cinématographie et pour toutes autres fins de publicité des divers départements, dans la mesure que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil pour chaque département, et, quant au surplus, jusqu'à concurrence de cent mille dollars, à même le fonds consolidé du revenu; et que pour les années subséquentes, ces dépenses seront payées à même les crédits votés annuellement par la Législature à ces fins.

Nous voulons unir ensemble les services de publicité du tourisme, dit-il, et de la cinématographie et nous demandons à cette fin un crédit de \$100,000 par année.

M. Godbout (L'Islet): Pour quelles raisons cette fusion? Quel est le but réel de la création de ce service?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce nouveau service est organisé dans un but de coordination, de cohésion et d'efficacité. Le directeur de l'Office provincial de publicité devra mettre en œuvre et surveiller un service central de cinématographie, de photographie, de documentation, de propagande et d'information publicitaire et touristique pour tous les départements et services du gouvernement et pour tout organisme qui en relève. L'Office provincial de publicité établira des cinémathèques et des bureaux de renseignements publicitaires et touristiques. Il fera la publicité au moyen de films, il coopérera avec l'Office de la radio et appliquera la radiophonie et la télévision à la publicité de la province. Le film et la photographie sont, avec les journaux, les périodiques et la radio, de puissants médiums d'information, de propagande et d'éducation populaire. Un montant de \$100,000 en plus de l'argent déjà voté dans les services déjà existants qui formeront le futur office, est prévu.

Un tel service existe partout ailleurs, et sa création dans la province de Québec est encore plus importante en raison des traditions raciales et religieuses de sa population. Il est admis qu'une

saine publicité, organisée dans la province, offrirait à la population de grands avantages d'ordre éducatif et contribuerait largement à faire connaître le Québec sous son vrai jour, à mettre en relief son caractère propre. Il est nécessaire que la voix de Québec soit connue, comme ses traditions, ses coutumes, ses aspirations, ses valeurs culturelles, ses attraits touristiques, ses promesses d'avenir et ses réalisations dans tous les domaines. Nous avons déjà un bureau de cinématographie, nous aurons bientôt un bureau de radio. Tous les pays possèdent des organismes qui répondent aux besoins de la propagande et de la publicité.

La province de Québec a des raisons particulières de faire connaître à l'étranger, particulièrement aux États-Unis et dans le reste du pays, ses caractéristiques, ses traditions. Le point de vue de la province de Québec est souvent méconnu, parce que mal présenté. Il y a eu, surtout pendant la guerre, une publicité faite par certains organismes fédéraux susceptibles d'entretenir des préjugés. Il faut faire comprendre que le Québec n'est pas une nuisance, mais un actif inappréciable dans la Confédération canadienne. La présentation du véritable visage de la province de Québec à l'étranger peut contribuer à la grandeur du Canada. Il faut contrecarrer le travail de ceux qui cherchent à répandre des préjugés contre nous.

Ainsi, le fédéral a un Office national du film. Pourquoi la province n'aurait-elle pas le sien? Je ne critique personne, je constate un fait, mais le National Film Board dissémine et encourage le communisme et nous voulons faire de la propagande anticomuniste. Il a aussi déjà fait de la politique et je dois dire à la Chambre que j'ai donné instruction au Bureau provincial de la censure du cinéma de surveiller attentivement les films de l'Office national du film et de les interdire au besoin. L'Office montre au public des films centralisateurs.

Je ne mets pas en doute la bonne foi et je ne blâme pas les autorités fédérales actuelles. Je ne veux pas attaquer un parti ou un autre à ce sujet, mais il y a à Ottawa une ambiance favorable à la centralisation. Il se fait une campagne de tous les instants, une campagne tenace et je dirai même perfide à certains points de vue contre les droits provinciaux.

Dans bien des cas, les autorités fédérales ne se rendent pas compte de cet état de choses que font certains hauts fonctionnaires. Encore une fois, je ne blâme personne, je constate. Il y a des gens qui arrivent à Ottawa bien disposés et qui, après un certain temps, se laissent séduire par cette ambiance.

On dirait que du moment que les gens s'en vont à Ottawa, ils deviennent centralisateurs.

Le National Film Board ne répond pas toujours à nos sentiments et nous représente sous un mauvais visage. Les centralisateurs utilisent cet organisme pour faire valoir leurs idées.

La province de Québec veut prendre les moyens de faire connaître les dangers de la centralisation. L'Office provincial de la publicité verra à déjouer ces tactiques centralisatrices. C'est l'un des buts de la loi. Le gouvernement se propose d'utiliser le grand médium du cinéma dans le sens nettement québécois, pour faire connaître notre mentalité, nos traditions et, au besoin, revendiquer nos droits, pour l'enseignement de l'histoire, non dans un sens étroit mais dans le sens provincial et traditionaliste.

On n'a pas apprécié comme il le fallait l'importance du service provincial de cinématographie. Nous voulons avoir un système de publicité qui corresponde à nos droits, à nos traditions, à nos besoins. Nous voulons faire connaître le Québec sous son aspect réel, et cela hier, aujourd'hui, demain, et après-demain.

M. Godbout (L'Islet): Je ne vois pas d'objection sérieuse à la création de ce nouveau département. Nous avons créé tous ces services. Ceux de la publicité et du tourisme sont ensemble et ont, jusqu'à maintenant, donné des preuves d'efficacité.

On veut maintenant le réorganiser sur une autre base. Le premier ministre veut fusionner avec la publicité le service de cinématographie. Nous y avons pensé, mais je crois que cela est moins sage parce que la cinématographie, chez nous, est une œuvre d'éducation qui doit être attachée au département de l'Instruction publique. Car il s'agit d'une essentiellement d'une œuvre d'éducation.

Plusieurs départements ont leur service de cinéma: l'Instruction publique, l'Agriculture, la Voirie, les Terres et Forêts. Nous devons élever une digue contre les idées subversives et le gouvernement a raison de développer ce moyen. Je suis le premier à admettre que l'Office National du Film n'offre pas toutes les garanties désirables. En 1940, lorsque nous étions au pouvoir, l'Office National du Film a envoyé dans la province un film que le Bureau provincial de censure avait approuvé, mais nous l'avons refusé, car c'était un film communiste. Ce n'est ni le premier ministre du Canada ni le ministre de la Justice qui avaient autorisé ce film, mais des employés de l'Office national du film.

J'ai nommé aussitôt un comité spécial composé de MM. Victor Doré, Jean Bruchési et R.-A. Benoit pour avoir une opinion. On me dit que le film était mauvais et nous ne permîmes pas qu'il fut montré dans la province. Le premier ministre a raison de vouloir prendre la place qui appartient à la province dans ce domaine. Il y a évidemment à Ottawa une tendance à vouloir tout centraliser. Il faut coopérer avec Ottawa mais garder un droit de regard.

Je répète que la cinématographie étant œuvre d'éducation, on ne devrait pas la fusionner trop vite avec la publicité et la laisser au département de l'Instruction publique qui a déjà un service efficient de cinématographie.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je m'accorde avec le premier ministre sur le fait que le visage de la province de Québec est très souvent mal représenté à l'étranger. Il ne faut pas voyager bien loin en dehors de la province de Québec pour s'apercevoir qu'on entretient toutes sortes de préjugés à notre endroit. Il faut prendre les moyens de dissiper des préjugés par une publicité et une propagande bien organisées.

Dans le passé, les provinces ne se sont pas suffisamment organisées pour faire valoir leurs richesses et repousser impitoyablement les idées subversives et les tactiques centralisatrices. J'approuve aussi l'idée du premier ministre là-dessus. J'espère que le nouvel organisme fera valoir le point de vue provincial et le point de vue canadien-français. J'espère que le nouveau service provincial de publicité ne se limitera pas à attirer des touristes. Cette publicité devra se répandre sur un champ plus vaste.

L'idée de coordonner tous ces services est bonne, tout en leur laissant une certaine marge d'initiative. Le directeur de ce service aura un grand rôle à jouer. Il devra être choisi avec soin. Il faudra que ce soit un homme au-dessus de la moyenne, un homme renseigné sur toutes les questions, un homme aux connaissances quasi-universelles, ce qui est difficile à trouver.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce sera un homme éveillé⁴.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je remercie le premier ministre du tuyau qu'il me donne.

M. Chaloult (Québec): Voici un projet qui m'est particulièrement cher. La mesure en discussion représente un acheminement dans la bonne voie. Il y a certainement moyen de changer la mentalité des

États-Unis à l'égard de la province de Québec par une bonne publicité.

J'espère que l'organisme nouveau ne sera pas utilisé comme moyen de propagande politique. Il faut se méfier de la propagande dispensée sournoisement par la radio et le cinéma et qui vient des milieux centralisateurs et souvent communistes d'Ottawa. Cinquante pour cent des hauts fonctionnaires fédéraux Canadiens français sont des renégats et des transfuges qui ont oublié leur langue et leur race et qui n'ont de Canadien français que le nom. À la maison, ils ne parlent que l'anglais. Ils nous font plus de mal que de bien. J'aime mieux voir des hauts postes occupés par des Canadiens d'autre langue que par des nôtres qui ont renié leur race. Rien de plus, pour instituer un service québécois de propagande et de publicité en vue de faire contrepoids à ces tendances mauvaises. Il est important de ne pas laisser aux gens de Toronto le soin de faire notre publicité à l'étranger.

Le premier ministre est justifié de vouloir organiser notre publicité tant au pays qu'à l'étranger. Sur \$70,000,000 à \$75,000,000 dépensés au pays l'an dernier par le tourisme, il ne s'en est dépensé que \$6,000,000 dans notre province. Ça n'a pas de bon sens, Québec étant plus intéressant qu'ailleurs par son caractère français. Un office de publicité nous rendra de grands services.

Le directeur général actuel de l'Office du tourisme et de la publicité, M. Maurice Hébert, est un patriote, un homme aux idées larges, très attaché à sa province et qui ne s'occupe pas de questions électorales. Je demande au premier ministre d'assurer à M. Hébert une situation proportionnée à ses talents dans le prochain service.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le gouvernement étudiera la question.

M. Dumoulin (Montmorency) ajoute quelques mots sur l'importance de la publicité dans tout système moderne d'éducation. Puisque la session touche à sa fin, il est intéressant de parler de bonne publicité pour la province. Au cours d'un voyage à New York, je suis allé à Radio City, où le grand succès d'une représentation était une scène de pêche au saumon dans notre province, sur la rivière Saint-Jean. L'assistance était vivement intéressée et applaudissait avec enthousiasme. Il n'y a pas lieu de s'opposer à ce projet, mais il est à désirer que la publicité ne dégénère pas en propagande politique au profit d'un parti. Il ne faudrait pas que le nouveau département tombe dans cette erreur.

M. Bienvenue (Bellechasse): Nous avons dans la province de Québec un grand nombre de cinématographes amateurs qui font de très beaux travaux sur notre province, comme MM. les abbés Tessier, Proulx et Côté. Je veux citer parmi eux M. l'abbé Côté, de Saint-Charles-de-Bellechasse, qui a tourné des films magnifiques sur la province de Québec. Je suggère au gouvernement d'instituer un concours parmi les cinématographes amateurs, comme il en a créés pour les littérateurs, les poètes et les peintres. Les films primés pourraient être achetés par le service de publicité créé par le projet de loi à l'étude et être montrés à l'étranger.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La suggestion de l'honorable député de Bellechasse est excellente. Le gouvernement va l'étudier sérieusement. Je verrai à encourager l'art de ces filmeurs québécois.

M. Bienvenue (Bellechasse): Quel sera le traitement du directeur général du service de publicité?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis heureux de la question de l'honorable député de Bellechasse, car elle soulève plusieurs aspects importants. Il me semble que nous devrions donner au directeur un traitement et des frais de représentation qui ne seraient pas taxables. À ce sujet, je veux dire à la Chambre que je considère que nous sommes dans une situation extraordinaire avec la taxation fédérale.

Il est anormal de voir Sa Majesté aux droits d'Ottawa taxer Sa Majesté aux droits de la province de Québec. C'est pourtant exactement ce qui se produit dans bien des cas avec le système actuel d'impôt sur le revenu. Je ne blâme aucun gouvernement en particulier et j'envisage la chose au point de vue objectif. Il n'y a aucun doute, qu'à l'heure actuelle, les fonctionnaires provinciaux, les ministres et les députés subissent le contre-coup d'un système de taxation qui n'est pas juste. Lorsque le fédéral taxe le traitement ou l'indemnité d'un ministre, d'un député, d'un fonctionnaire de Sa Majesté, c'est Sa Majesté pour Ottawa qui taxe Sa Majesté pour Québec.

De plus, les augmentations de salaires que l'on peut accorder aux fonctionnaires bénéficient non pas aux employés ou à leurs familles, mais au fisc fédéral, car l'impôt sur le revenu augmente dans la proportion où le traitement est augmenté. La taxation fédérale a donc pour conséquence de taxer Sa Majesté aux droits de la province.

Le même problème intervient dans les augmentations accordées aux instituteurs et institutrices, ce qui complique le problème d'éducation. Si on augmente le salaire des professeurs, c'est le fisc qui en bénéficie. La taxe fédérale se trouve indirectement à gruger nos budgets d'éducation. C'est injuste, surtout pour les instituteurs et les institutrices. Ça n'a pas de bon sens. Il y a une lacune dans ce système et nous devrions l'étudier afin de trouver le meilleur moyen d'y faire face.

J'ai fait des représentations à Ottawa à ce sujet et j'ai déclaré aux autorités fédérales que je suis d'avis que les ministres, les députés et les fonctionnaires ne sont pas traités par le fisc comme ils devraient l'être.

Le salaire du directeur de la publicité sera donc d'environ \$600 par mois, plus \$800 par année de frais de représentation et autres dépenses. Dans bien des cas, une partie de salaire taxé par le fédéral constitue en réalité une indemnité pour frais de représentation. Les montants que reçoivent les députés et les ministres doivent être considérés comme des indemnités et non pas comme des traitements ou des salaires. Ils ne devraient pas être taxables. La situation est anormale. La plupart des députés ne pouvant arriver avec cette indemnité, il semble que quelque chose doit être fait.

M. Dumoulin (Montmorency): (Souriant)
Discours bien convaincant.

M. Godbout (L'Islet): Toute mesure qui aurait pour objet d'alléger les charges des membres de la Législature serait unanimement approuvée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dois dire tout de suite que je considère que le chef de l'opposition, aussi bien à Ottawa que dans les provinces, devrait être sur le même pied qu'un ministre. Son traitement devrait être le même, parce qu'il fait le même travail, il a les mêmes responsabilités et il occupe des fonctions similaires.

Nous devrions étudier soigneusement la question. Je suis ouvert à conviction, au sujet de ce dossier, et j'attends les suggestions que la Chambre voudra me faire à ce sujet et qui seront de nature à rétablir les choses sur le bon sens.

M. Godbout (L'Islet): J'approuve les remarques du premier ministre. Ce n'est pas un salaire que touchent ministres et députés, mais bien une indemnité. Il est certain que les indemnités actuelles ne suffisent pas à compenser les dépenses directes ou

indirectes que les députés doivent faire pendant toute l'année pour représenter les intérêts du peuple. C'est une situation anormale de voir cette indemnité taxée par le gouvernement fédéral. Je sais que, pour beaucoup de gens, ils paraissent bien payés, mais ce n'est pas le cas. Je promets que toute mesure qui aurait pour objet de corriger cette situation recevrait mon concours.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Que dirait le chef de l'opposition si nous présentions une loi réduisant l'indemnité des députés de \$3,000 à \$2,000 et si nous accordions \$1,500 pour frais de représentation? Cela équivaldrait à une augmentation de \$200 mais ne couvrirait pas toutes les dépenses encourues.

M. Godbout (L'Islet): Je ne trouve pas cette somme exagérée. À l'heure actuelle, il y a des hommes de valeur, qui pourraient rendre de grands services à la province, mais qui n'accepteront jamais de se faire élire députés parce qu'ils n'ont pas de moyens personnels suffisants pour faire face aux obligations d'un membre de la Législature. D'autre part, l'indemnité sujette à la taxe ne leur laisse pas assez pour subsister.

Je suis d'opinion en outre qu'il faudrait augmenter la rémunération de certains officiers de la Chambre. Ainsi, l'Orateur et le vice-président devraient être mieux indemnisés. Ces deux députés remplissent des fonctions de haute importance au Parlement. Les présidents de comité devraient aussi recevoir une indemnité additionnelle.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): J'ajoute, après l'honorable chef de l'opposition, que bien des hommes de valeur ne peuvent accepter d'être candidats parce qu'ils n'en ont pas les moyens. Il y a là quelque chose d'anormal qui devrait être étudié par Ottawa.

M. Chaloult (Québec): Je favorise aussi une révision. Si l'on veut conserver aux députés leur intégrité, il faut les payer convenablement afin de les mettre hors de toute tentation.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 35.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 35 pour instituer un service provincial de publicité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 35 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

**Budget des dépenses
1946-1947**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent trente-cinq mille dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Qui est actuellement chef du service forestier?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Temporairement, c'est M. J.-Roland Deschamps.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Pourquoi M. Fernand Boutin a quitté le service de la province?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): L'ancien chef du service forestier a quitté son poste

parce qu'une compagnie privée lui offrait un meilleur salaire. Il (l'honorable M. Bourque) profite de la circonstance pour faire son éloge.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Je regrette le départ de cet homme de valeur. Pourquoi ne pas mieux payer nos bons hommes? J'apprends aussi que M. E. Ménard est parti.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Oui, c'étaient deux hommes compétents. M. Boutin nous a demandé une augmentation de salaire, mais il avait \$5,500 par année et nous ne pouvions pas lui donner plus que le sous-ministre qui reçoit \$6,000.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Je suis en faveur de mieux payer les bons employés. S'ils valent \$8,000 par année, le gouvernement doit le leur donner et la province a autant les moyens que les industries privées quand il s'agit de bien rémunérer les hommes compétents, de talent, afin de les garder à son emploi. Est-ce que les augmentations statutaires ont été rétablies?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): On étudie cela dans le moment!

M. Hamel (Saint-Sauveur): Cela me paraît un peu long. Pourquoi ont-elles été suspendues?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il ne restait rien dans la caisse pour payer!

M. Godbout (L'Islet): L'ordre en conseil que nous avons passé était pour faire un peu le nivellement des salaires et donner plus de justice aux employés en attendant la classification définitive. Vous pouviez passer un mandat spécial pour continuer de payer ces augmentations à partir du mois de novembre. Le plus tôt ces augmentations seront rétablies, le mieux ce sera.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Ça ne sera pas long maintenant.

M. Godbout (L'Islet): Je veux avoir un engagement plus formel de la part du premier ministre. Il taquine le ministre des Terres et Forêts sur les relations qui existent entre le premier ministre et les membres de son cabinet.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): C'est l'opposition qui fait courir ces bruits de discorde

entre le chef du gouvernement et ses collègues. La vérité, c'est que tous les ministres sont maîtres dans leurs départements. Ils vont cependant consulter le premier ministre quand de graves problèmes se présentent.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École d'enseignement forestier et d'arpentage - Paiement sujet à un arrêté en conseil (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Est-ce que le subside régulier demeure⁵?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui et ce subside est pour assurer la conservation de nos richesses forestières qui sont les plus importantes de la province parce qu'elles se renouvellent.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Est-ce que le subside s'applique également à l'École d'arpentage?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le subside ne s'applique uniquement qu'à l'École de génie forestier. Le gouvernement a voulu, par cette aide substantielle, marquer l'importance qu'il attache à la forêt, notre ressource naturelle la plus riche puisqu'elle ne s'épuise pas quand sa mise en valeur est bien faite.

Nous avons donné l'octroi à Laval parce que nous avons cru que cette université est mieux située que toute autre pour diriger l'École de génie forestier. Rien n'empêchera l'université de loger l'École d'arpentage sous le même toit. L'arpentage et le génie forestier peuvent aller ensemble jusqu'à un certain point. Nous avons besoin d'arpenteurs pour délimiter nos forêts. Le ministère des Terres et Forêts continuera à payer intégralement le subside de \$40,000 à l'École d'enseignement forestier et d'arpentage⁶.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 1^{er} avril 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Montréal

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 205 concernant la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Département du Bien-être social et de la Jeunesse

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 18 constituant le département du Bien-être social et de la Jeunesse.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 du chapitre 70A introduit par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"1. Les Statuts refondus 1941, sont modifiés en insérant, après le chapitre 70, le suivant:

"Chapitre 70A

"Loi du département du Bien-être social et de la Jeunesse

"1. Le ministre du bien-être social et de la jeunesse est chargé

"a) de l'administration et de la direction du département du Bien-être social et de la Jeunesse;

"b) de l'application des lois ayant pour objets particuliers le Bien-être social, l'aide à la Jeunesse et la préparation de son avenir;

"c) d'étudier les problèmes concernant le bien-être social, l'enfance négligée ou délaissée, la délinquance juvénile, la réforme de ses victimes, la ségrégation et le traitement des jeunes détenus et tous autres problèmes concernant l'enfance et la jeunesse malheureuses, d'en rechercher les solutions appropriées et de proposer les mesures qui s'imposent;

"d) généralement, de veiller au bien-être social de la population et d'aider la jeunesse dans la préparation et l'orientation de son avenir.

"Les programmes d'étude dans toute école ou institution relevant du département du Bien-être social et de la Jeunesse sont préparés sous l'autorité et la surveillance du Conseil de l'instruction publique."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai un amendement à apporter à la fin du dernier paragraphe de l'article premier. Mais, je tiens à faire remarquer que le bill tel que conçu accordait 500 % plus de pouvoirs au Conseil de l'instruction publique que ce Conseil n'en avait jamais eus. Avec les amendements, nous augmentons encore ces pouvoirs en disant:

"Toute nomination dans le personnel enseignant de ces écoles doit être soumise avec diligence, pour révision, au Conseil de l'instruction publique, qui peut la désavouer dans les trois mois de la signification qui lui est faite; cette nomination cesse d'avoir effet à compter du jour où le Conseil de l'instruction publique informe le ministre de ce désaveu."

À l'avant dernière ligne du dernier paragraphe de l'article 1, également, où il est dit que les programmes sont préparés sous l'autorité et la surveillance du Conseil de l'instruction publique, on ajoute après le mot préparés, le mot appliqués. La phrase se lira donc: les programmes d'étude dans toute école ou institution relevant du Bien-être social et de la Jeunesse, sont préparés et appliqués sous l'autorité et la surveillance du Conseil de l'instruction publique.

L'article 1 est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. Les Statuts refondus 1941, sont modifiés en insérant, après le chapitre 70, le suivant:

"Chapitre 70A

"Loi du département du Bien-être social et de la Jeunesse

"1. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse est chargé

"a) de l'administration et de la direction du département du Bien-être social et de la Jeunesse;

"b) de l'application des lois ayant pour objets particuliers le Bien-être social, l'aide à la Jeunesse et la préparation de son avenir;

"c) d'étudier les problèmes concernant le bien-être social, l'enfance négligée ou délaissée, la délinquance juvénile, la réforme de ses victimes, la ségrégation et le traitement des jeunes détenus et tous autres problèmes concernant l'enfance et la jeunesse malheureuses, d'en rechercher les solutions appropriées et de proposer les mesures qui s'imposent;

"d) généralement, de veiller au bien-être social de la population et d'aider la jeunesse dans la préparation et l'orientation de son avenir.

"Les programmes d'étude dans toute école ou institution relevant du département du bien-être social et de la jeunesse sont préparés et appliqués sous l'autorité et la surveillance du conseil de l'instruction publique.

"Toute nomination dans le personnel enseignant de ces écoles doit être soumise avec diligence, pour révision, au Conseil de l'instruction publique, qui peut la désavouer dans les trois mois de la signification qui lui en est faite; cette nomination cesse d'avoir effet à compter du jour où le Conseil de l'instruction publique informe le ministre de ce désaveu."

M. Godbout (L'Islet): Je crois qu'il est bon de soumettre les nominations au Conseil, mais je crois que le délai de trois mois est trop considérable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous pourrions dire un mois.

M. Godbout (L'Islet): Un mois serait préférable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le cas ne se présentera pas souvent, car nous allons faire d'excellentes nominations.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Cette formule me paraît acceptable.

Le comité propose un sous-amendement au dernier paragraphe de l'article qui se lit désormais comme suit:

"Toute nomination dans le personnel enseignant de ces écoles doit être soumise avec diligence, pour révision, au Conseil de l'instruction publique, qui peut la désavouer dans un mois de la signification qui lui en est faite; cette nomination cesse d'avoir effet à compter du jour où le Conseil de l'instruction publique informe le ministre de ce désaveu."

Le sous-amendement est adopté
Les amendements sont adoptés.

L'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

M. Chaloult (Québec): Le premier ministre a-t-il d'autres amendements?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, nous en aurons deux autres. L'un a pour objet de maintenir sous la juridiction du secrétaire provincial les écoles des beaux-arts de Montréal et de Québec. Il sera présenté à l'article 10. Nous ajoutons aussi, après l'article 10, un article qui se lit comme suit: "L'article 2 de la loi concernant les écoles professionnelles (chapitre 64, S.R.Q., 1941), est amendé en retranchant les sous-paragraphe a) et en le remplaçant par le suivant: "Ministre" désigne le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse." Jusque-là, ministre voulait dire secrétaire provincial.

Les articles 2 à 9 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10 qui se lit comme suit:

"10. L'article 23 de la loi de l'enseignement spécialisé (Statuts refondus, 1941, chapitre 63) est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots "secrétaire de la province" par les mots "ministre du Bien-être social et de la Jeunesse"."

L'article 10 est amendé et se lit désormais comme suit:

"10. L'article 23 de la loi de l'enseignement spécialisé (Statuts refondus, 1941, chapitre 63) sauf en ce qui concerne les écoles des beaux-arts de Montréal et de Québec est modifié en remplaçant,

dans la première ligne, les mots "secrétaire de la province" par les mots "ministre du Bien-être social et de la Jeunesse".

L'amendement est adopté.

L'article 10 ainsi amendé est adopté.

Le comité propose un nouvel article 11 qui se lit comme suit:

"11. L'article 2 de la loi concernant les écoles professionnelles (chapitre 64, S.R.Q., 1941), est amendé en en retranchant le sous-paragraphe a) et en le remplaçant par le suivant: "Ministre" désigne le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse."

M. Chaloult (Québec): Est-ce que les amendements rencontrent les vues unanimes de NN. SS. les évêques et du Conseil de l'instruction publique?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai déjà été très explicite sur ce point. Les démarches ordinaires ont été faites, et comme je l'ai déjà déclaré, un grand nombre d'évêques ont approuvé ma mesure. Ils m'ont dit que j'étais allé au-delà de leurs désirs. L'unanimité, ça n'existe même pas au cimetière. C'est comme lorsqu'il s'est agi d'imposer l'instruction obligatoire. On sait que lorsque le gouvernement précédent a fait voter la scolarité obligatoire, le conseil l'a approuvée. Pourtant, il n'y avait pas unanimité, mais grande majorité. Les consultations qu'il y avait à faire ont été faites. Il faudrait qu'on soit bien difficile pour ne pas être satisfait du bill.

M. Chaloult (Québec): Est-il permis de désirer que toutes les écoles spécialisées aillent sous le contrôle de l'Instruction publique?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans le discours du trône, le gouvernement a affirmé clairement que dans le domaine de l'éducation, les droits des parents et ceux du Conseil de l'instruction publique n'ont jamais été intégralement sauvegardés. Nous donnons suite à cette affirmation. Mais, il ne faut pas oublier que dans les écoles spécialisées, il y a le côté technique et le côté éducationnel. Le Conseil de l'instruction publique n'a jamais eu de pouvoirs sur les écoles spécialisées. Non seulement nous lui donnons la préparation des programmes, mais nous lui donnons aussi l'application des programmes, ainsi qu'un droit de veto.

M. Chaloult (Québec): La loi constitue un progrès pour le Conseil de l'instruction publique,

mais est-ce là tout le progrès que peuvent espérer les autorités religieuses? L'Eglise signe souvent des concordats dans lesquels elle n'obtient pas tout ce qu'elle désire. Il est possible qu'elles désirent davantage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Soyons raisonnable. Je ne crois pas qu'on puisse désirer davantage quand on accorde cinq cent fois ce qu'on avait déjà. Le Conseil de l'instruction publique a ses droits mais l'État a aussi des droits que nous devons respecter. On remarquera que nous faisons la part très large à nos convictions.

M. Chaloult (Québec): Je ne veux pas être plus catholique que le pape, mais il me semble que le Conseil de l'instruction publique avait déjà étudié et approuvé en premier lieu un autre projet de loi qui lui avait été soumis par l'honorable secrétaire de la province et qui réintégrait toutes les écoles neutres dans son giron. J'avais l'impression que le Conseil voulait l'adoption de ce projet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): École neutre ne me paraît pas le terme qui convient. Mais passons. Nous apportons une amélioration immense. Si tout le monde s'améliorait autant que ça, ça ira bien. Il serait facile de s'entendre.

M. Chaloult (Québec): Je concède qu'il y a amélioration, mais je me demande si c'est la situation idéale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois qu'il est impossible d'aller plus loin pour le présent.

M. Chaloult (Québec): Pourquoi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parce que la loi consacre des droits qui n'ont jamais existé. Nous sommes en pays démocratique, ce qui ne m'a pas empêché de mettre de la catholicité dans la législation.

M. Chaloult (Québec): Le projet de loi soumis au Conseil de l'instruction publique, qu'est-ce qu'on en fait? Les évêques sont-ils contents de cette façon d'agir? Et les membres du Conseil de l'instruction publique, sont-ils contents du changement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon honorable ami pourrait peut-être aller le leur

demander lui-même. Quant à moi, j'ai conscience de faire tout mon devoir. Ce que je sais, c'est que la loi, sans les amendements, donnait beaucoup plus que par le passé et que la loi, avec les amendements, donne encore davantage. Ceux que j'ai rencontrés et qui représentaient l'épiscopat se sont déclarés satisfaits.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je ne crois pas qu'on puisse appeler cela une intégration.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne prétendra pas que les membres du Conseil de l'instruction publique, comme le député de Montmorency (M. Dumoulin), doivent enseigner dans les écoles techniques.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Il n'est pas question de confier l'enseignement aux évêques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On rend un mauvais service à la cause en se montrant extrémiste. Je répète, en ajoutant à bon entendeur, salut, que jamais le Conseil de l'instruction publique n'a eu autant de droit sur l'enseignement spécialisé. Nous avons fait un pas de géant. Je suis certain que la mesure que nous présentons constitue une amélioration courageuse.

M. Chaloult (Québec): Les écoles relèveront à l'avenir de divers départements. Au point de vue logique, c'est un manque de coordination.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est précisément pour avoir de la cohésion, de la coordination que nous avons passé cette loi. Un seul homme ne peut s'occuper de tous les problèmes relatifs à l'éducation. Il faut également être de bonne foi. Je ne parle pas pour mon honorable ami, mais quand je vois des gens écrire que c'est la première fois qu'une loi n'est pas soumise au Conseil de l'instruction publique, je me dis qu'ils ne savent pas ce qu'ils écrivent ou qu'ils sont de mauvaise foi.

Le gouvernement n'est pas un interdit. Nous avons nos droits. Nous sommes en démocratie. Avec la présente loi, le gouvernement exercera les pouvoirs qui sont de son ressort, tel que dépenser les argent du peuple, par le biais de la Législature et il y aura reconnaissance des deux grandes autorités, celles des parents et du Conseil de l'instruction publique.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): La plus grave erreur du projet, c'est l'article qui donne les écoles spécialisées à un ministre qui a déjà des

attributions très considérables. On attribue à un ministère des fonctions trop disparates. Je ne vois pas de rapport direct entre les pensions de vieillesse et les allocations aux mères nécessiteuses, par exemple, et les écoles spécialisées. Il eût été préférable qu'un seul ministre s'occupe de tout ce qui regarde l'éducation, quitte à le décharger s'il le faut de quelques-unes de ses autres attributions.

Au point de vue administratif, je crois que c'est une très grave erreur. Vous allez avoir deux ministères qui vont s'occuper des mêmes problèmes et qui vont agir parallèlement. Pour avoir l'intégration au Conseil de l'instruction publique, il eût été préférable et plus sage de laisser au secrétaire provincial tout ce qui regarde l'éducation. Il y a un lien entre les diverses écoles. S'il devient nécessaire d'ajuster des paliers, le travail se fait plus facilement quand toutes ces écoles relèvent du même ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le secrétariat provincial, dont relève le département de l'Instruction publique et dont les attributions sont très variées, se trouve précisément dans la situation dont se plaint mon honorable ami. Nous décentralisons pour avoir plus d'efficacité, à cause de l'ampleur des problèmes. Au point de vue administratif, il n'y a pas de changement, car tous les départements passent devant le conseil des ministres. Le Secrétariat reste donc dans le Conseil exécutif. Nous administrons et nous avons l'expérience que mon bon ami n'a pas.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Chaque ministre sert à quelque chose. Il est chargé d'administrer son département. Autrement, tout pourrait se régler devant le cabinet. La raison du premier ministre n'est pas juste. Ce n'est pas de la décentralisation ou de la coordination que l'on fait, c'est de l'illogisme.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il y a peut-être autre chose que de l'illogisme.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Peut-être. Pourquoi les écoles vont-elles ailleurs à côté des pensions de vieillesse?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Montréal-Laurier ne s'y connaît pas en question d'administration et cela lui nuit considérablement. C'est puéril.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Mais non, ce n'est pas puéril. Marier ainsi des services qui

ne vont pas ensemble, ce n'est pas faire avancer l'administration, loin de là. On pourra avoir un sous-ministre qui est compétent dans une branche et ne l'est pas dans une autre. Il pourra être fort en questions sociales et connaître peu de chose dans le domaine des écoles spécialisées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Avec les théories du député de Montréal-Laurier, on devrait nommer quatre ou cinq sous-ministres⁷ dans le département du procureur général. Il répugnerait au ministère de la Santé de s'occuper des certificats de décès. Si je raisonnais comme mon bon ami, je dirais qu'un homme intelligent comme le ministre de la Santé ne doit pas avoir les asiles d'aliénés sous son contrôle.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) ne prend pas au sérieux le raisonnement du premier ministre. Il faut éviter, dit-il, de multiplier les illogismes. C'est à l'occasion de la création de nouveaux départements qu'il faut faire disparaître les illogismes qui ont pu être créés de bonne foi. On doit leur donner des attributions qui se tiennent ensemble.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pour obtenir de bons résultats, il faut nécessairement décentraliser. Au département du procureur général se posent une foule de problèmes qui réclament tout le temps d'un ministre et qu'il faut régler au jour le jour. Leur ampleur est telle qu'elle ne permet pas d'entreprendre la tâche considérable et impérieuse de régler le problème de la ségrégation, de la réforme pénitentiaire, de la délinquance juvénile, etc.

Je ne veux pas m'arrêter aux opinions des défonceurs de portes ouvertes, mais prenons le problème de la délinquance. Nous confions ce problème psychologique au nouveau ministre. Dans mes visites dans les établissements pénitentiaires de Montréal, j'ai constaté que la ségrégation s'imposait. J'ai visité la prison de Bordeaux et le pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul, et j'y ai vu deux lacunes: 1. J'ai été surpris et très touché par le fait que sur 616 détenus, il y avait 400 jeunes gens de 17, 18 et 19, qui purgent une sentence pour une première offense, vivant à côté de criminels notoires; 2. Les aliénés criminels étaient enfermés dans la cave. Sûrement, cet état des choses ne doit pas continuer. Ce sera le devoir du nouveau ministre de s'occuper du problème de la ségrégation des prisonniers, soit séparer les jeunes condamnés des criminels endurcis, et enlever du jeune délinquant le stigmate qui pourrait l'empêcher de changer sa conduite. Il faut absolument régler ce grave problème.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): La délinquance est confiée à un ministre qui aura un tas d'autres choses importantes à régler. Et, après avoir entendu le premier ministre, il y a lieu de croire que le nouveau ministre aurait des attributions beaucoup plus considérables que n'en avait le secrétaire provincial.

M. Chaloult (Québec): On procède de la même façon que, si l'on plaçait la police des liqueurs sous un département et la police de la route sous un autre département. Il y aurait eu lieu d'effectuer une refonte des lois relatives à l'éducation pour les faire relever du Secrétariat provincial.

On ne peut parler de décentralisation après ce projet. Ça me paraît être du désordre. La revue *Relation*, dans un fort bon article, dit: "La coordination de l'enseignement publique s'impose".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce l'organe des Jésuites?

M. Chaloult (Québec): C'est une revue publiée par les Jésuites.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon honorable ami manque d'expérience, s'il était dans l'administration, il changerait d'idée. Il faut commencer par le commencement. Il est possible que plus tard, quand la loi aura été mise en vigueur, nous trouvions des améliorations à faire. Nous les ferons. Nous avons des sessions chaque année, précisément parce que les lois ne sont pas parfaites.

M. Chaloult (Québec): La coordination ne sera pas aussi complète que le premier ministre le soutient, puisque le conseil de l'enseignement technique qui dirigeait les écoles d'enseignement technique subsistera et que le nouveau ministère aura juridiction sur ces écoles.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce que le ministre est choisi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non. Est-ce que mon honorable ami a des suggestions à faire?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Certainement. Je songe au député des Deux-Montagnes (M. Sauvé).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vous prie, M. le président⁸, de bien remarquer la

suggestion du député de Rivière-du-Loup. Il nous recommande de nommer un nouveau ministre. Je parie que si le député des Deux-Montagnes est choisi, je n'en sais rien, il trouvera encore moyen de critiquer le nombre des membres du gouvernement. Il dira: "c'est un ministre de trop".

Le nouvel article 11 est adopté.

En conséquence, les articles suivants sont renumérotés.

Les articles 12 à 29 sont adoptés.

Le comité étudie le préambule qui se lit comme suit:

"Attendu que l'avenir de la province et la survivance de ses institutions, de ses idéaux et de son caractère propre dépendent étroitement du bien-être social de sa population et du sort réservé à sa jeunesse;

"Attendu que les conditions nées de la guerre font surgir de nombreux et graves problèmes intéressant le bien-être social de la population et l'avenir des jeunes;

"Attendu que les pouvoirs publics ont le devoir d'accorder à ces problèmes une attention spéciale et à la jeunesse toute la protection et l'aide possibles pour assurer son avenir;

"Attendu qu'il y a lieu de constituer un département pour la poursuite de ces fins;

"À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:"

M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne): M. le président, le préambule du bill dit: "Attendu que les conditions nées de la guerre font surgir de nombreux et graves problèmes intéressant le bien-être social de la population et l'avenir des jeunes". Nos jeunes gens ont été des héros pendant la guerre.

Je propose donc, secondé par l'honorable député de Jeanne-Mance (M. Dubreuil) que l'on ajoute à ce paragraphe du préambule les mots suivants: "Et particulièrement les vétérans de la guerre 1939-1945". Je crois que cette Chambre devrait faire un beau geste pour nos vaillants soldats.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne puis accepter cet amendement. Il est inacceptable. Le préambule parle de l'avenir des jeunes en général. Il couvre toutes les classes de citoyens, y compris les combattants de la dernière guerre. Pourquoi laisser entendre que cela ne

comprend pas les vétérans? Il n'y a pas de doute que les jeunes gens qui sont allés de l'autre bord pour se battre lors de la dernière guerre ont droit à notre sympathie. Mais, il y a bien des batailles dans la vie. Il y a la bataille quotidienne que ceux qui sont restés ici ont livrée. C'est Victor Hugo qui a dit: "Grands, nobles et magnifiques sont les combats des pères de famille, des mères de famille et de leurs enfants qui se battent sans tambour et trompette".

Il y a une autre raison. Le soin des combattants est sous l'autorité spéciale du gouvernement fédéral. Nous ne voulons pas qu'Ottawa empiète sur nos droits, mais nous ne voulons pas non plus empiéter sur les droits d'Ottawa. La loi autorise le nouveau ministre à conclure des arrangements avec le fédéral pour aider les jeunes. Cela suffit. Ne réclamons pas de droit de faveur pour les vétérans.

M. Godbout (L'Islet): Je ne demande pas un traitement spécial. L'amendement signale seulement que sans injustice, on pourra avoir une sympathie spéciale et méritée pour les vétérans.

M. Chaloult (Québec): J'approuve le premier ministre et je ne vois pas pourquoi on semblerait donner ou on donnerait un traitement de faveur aux vétérans. Il ne me paraît pas opportun d'accorder pareil privilège, ne fût-ce que pour ne pas encourager le militarisme.

Parmi ceux qui sont allés là-bas, il y en avait qui étaient des chômeurs. D'autres y sont allés par goût de l'aventure, d'autres pour des raisons personnelles, peu d'entre eux y allaient pour la cause de la civilisation chrétienne. Ceux qui sont restés ici ont leurs mérites. Je veux bien croire que les soldats ont été courageux, mais ils n'ont pas droit à un traitement de faveur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): S'il est quelqu'un en cette Chambre qui soit sympathique aux vétérans, c'est celui qui parle. Ceux qui ont répondu à l'appel de leur pays ont droit que leur pays voie à ce que la fonction qu'ils ont accomplie ne les place pas dans un état d'infériorité à côté des autres. Il y a une foule de vétérans qui cherchent de l'emploi. Ils veulent que les actes des gouvernements soient conformes aux mots qu'ils ont entendus.

J'ai des raisons de croire que les anciens combattants n'ont rien à gagner de cet amendement. Au lieu de les aider, il sera plutôt nuisible à la cause que veut défendre mon bon ami de Sainte-Anne (M. Guerin) de faire une différence entre les jeunes vétérans et les autres. Tout le monde admettra la bonne intention de l'honorable député de Sainte-

Anne, mais comme le préambule couvre le cas des vétérans comme des autres, je lui suggère de retirer son amendement dans le meilleur intérêt de ceux auxquels il s'intéresse.

M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne) refuse de retirer son amendement.

L'amendement est rejeté.

Le préambule est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 18 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je propose la troisième lecture.

M. Godbout (L'Islet): Pas ce soir. Certains de mes collègues, non encore arrivés à Québec, désirent prendre la parole.⁹

Subsides:

Budget des dépenses 1946-1947

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Est-ce qu'il y a eu avantage à ériger en département l'ancien service hydraulique¹⁰?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il y a certainement eu avantage, car les revenus qui étaient auparavant de \$300,000 à \$400,000 par année sont maintenant de près d'un million.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Protection des forêts, gages compris (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service forestier, gages compris (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Arpentages (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Surveillance des Terres de la couronne (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues

à l'article: "Photographie aérienne (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pépinière de Berthier, gages compris (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enseignement forestier, gages compris (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de treize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études forestières (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "La Société de géographie de Québec (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Demandes de documents:

Bois coupé sur les terres de la Couronne

M. Hamel (Saint-Sauveur) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une

adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le gouvernement de la province depuis le 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 1^{er} mars 1946 inclusivement, relativement à l'exportation, en dehors du territoire de la province de Québec, des bois coupés sur les terres de la couronne.

Adopté.

Nouvelles concessions et résiliations de permis de coupe de bois

M. Hamel (Saint-Sauveur) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le gouvernement de la province depuis le 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 1^{er} mars 1946 inclusivement, relativement:

a) à toutes nouvelles concessions forestières sur les terres de la couronne;

b) à toutes résiliations de permis de coupe de bois sur les terres de la couronne.

Adopté.

Régie des transports

M. Hamel (Saint-Sauveur) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers et la Fédération des camionneurs de la province de Québec ou toute association de camionnage dans la province de Québec, depuis le 1^{er} septembre 1945, relativement aux licences, taux, contrôles et activités de la régie des transports.

Adopté.

Ajournerment

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Plutôt 45 %, selon *Le Soleil*, 2 avril 1946, à la page 3.

2. 786 nouveaux lits, selon *The Montreal Daily Star*, 2 avril 1946, à la page 2.

3. On discute alors du nombre des coopératives d'électricité qui existent dans la province, selon *Le Soleil*, 2 avril 1946, à la page 18.

4. Les députés ont compris que le directeur serait M. Georges Léveillé, chef de cabinet du premier ministre, selon *Le Canada*, 2 avril 1946, à la page 12.

5. On parle du subside spécial de \$60,000 par an que le gouvernement va donner à l'Université Laval, selon *Le Soleil*, 2 avril 1946, à la page 8.

6. *L'Action catholique*, 2 avril 1946, à la page 3, soutient que c'est le premier ministre qui aurait fait ces déclarations.

7. Les ministres, selon *Le Devoir*, 2 avril 1946, à la page 3.

8. *Le Canada*, 2 avril 1946, à la page 2, mentionne plutôt la Chambre.

9. Le débat a duré environ une heure, selon *Le Temps* du 5 avril 1946, à la page 1.

10. *L'Action catholique*, 2 avril 1946, à la page 3, ne mentionne pas à quel moment précis M. Hamel a fait cette intervention.

Première séance du mardi 2 avril 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 150 concernant la succession de dame Léona Masse-Dufresne.

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin dans le comté de Dorchester, demandant l'adoption d'une loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin, dans le comté de Dorchester.

Projets de loi:

Commissaires d'écoles de
Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Vachon), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 169 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin, dans le comté de Dorchester.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Loi
d'Hydro-Québec

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 39 modifiant la loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Marcel Poulin

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): 1. M. Marcel Poulin, de Montréal, a-t-il été nommé à un emploi quelconque dans l'administration provinciale?

2. Dans l'affirmative: quand, à quelles fonctions et à quel salaire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. et 2. M. Marcel Poulin est à l'emploi du Bureau de censure du cinéma depuis le 17 janvier 1946. Il s'occupe de la censure des vues animées et son salaire est de \$2,400 par année.

Service provincial
de radiodiffusion

M. Dumoulin (Montmorency): 1. En vertu de la loi 9 George VI, chapitre 56, intitulée: "Loi autorisant la création d'un service provincial de radiodiffusion", et autorisant le gouvernement à dépenser \$5,000,000:

a) Combien le gouvernement avait-il dépensé au 1er mars 1946?

b) Quelle balance restait disponible?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. a) et b) À la date du 1^{er} mars 1946, il a été raisonnablement impossible de compléter l'organisation d'un service provincial de radiodiffusion et, en conséquence, ladite somme de \$5,000,000 est intacte.

Amélioration
de la voirie publique

M. Dansereau (Argenteuil): 1. En vertu de la loi 9 George VI, chapitre 37, intitulée: "Loi

concernant l'amélioration de la voirie publique", et autorisant le gouvernement à dépenser \$30,000,000:

a) Combien le gouvernement avait-il dépensé au 1^{er} mars 1946?

b) Quelle balance restait disponible à cette même date?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): 1. a) et b) À cause du manque de personnel nécessaire, de la pénurie des matériaux et des conditions économiques actuelles de l'après-guerre, à la date du 1^{er} mars 1946, ladite somme de \$30,000,000 était intacte.

Suppression des passages à niveau

M. Leduc (Laval): 1. En vertu de la loi 9 George VI, chapitre 38, intitulée: "Loi concernant la suppression des passages à niveau", et autorisant le gouvernement à dépenser \$2,000,000:

a) Combien le gouvernement avait-il dépensé au 1^{er} mars 1946?

b) Quelle balance restait disponible à cette même date?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): 1. a) et b) À cause des conditions économiques actuelles de l'après-guerre, ladite somme de \$2,000,000 était intacte au 1^{er} mars 1946.

Drainage des terres

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): En vertu de la loi 9 George VI, chapitre 34, intitulée: "Loi favorisant le drainage des terres", et autorisant le gouvernement à dépenser \$1,000,000: combien le gouvernement avait-il dépensé au 1^{er} mars 1946?

L'honorable M. Barré (Rouville): \$170,699.10.

Projets de loi:

Département du Bien-être social et de la Jeunesse

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 constituant le département du Bien-être social et de la Jeunesse soit maintenant lu une troisième fois.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je veux résumer en quelques mots nos principales critiques contre ce projet de loi. D'abord, nous demandions l'intégration de tout le système d'enseignement de la province sous l'autorité du Conseil de l'instruction publique. Le projet de loi initial ne donnait au Conseil que l'ombre d'une influence. Les amendements apportés lui accordent un contrôle négatif. C'est une amélioration, mais c'est bien loin d'être l'intégration demandée.

Ce ministère n'apporte absolument rien de neuf aux jeunes. Il se contente de prendre à d'autres ministères, et surtout au Secrétariat provincial, des attributions que ceux-ci possédaient déjà. On sépare en deux l'enseignement et on divise ce qui devrait être uni. On unit ce qui devrait être divisé: pensions de vieillesse, sports, allocations aux mères nécessiteuses, enseignement spécialisé, loi ouvrière, etc. De tous ces morceaux bariolés, on fait un rapiécage qu'on baptise ministère de la Jeunesse. Quelle déception! Ce ministère n'apporte donc rien de nouveau. Tout ce que l'on gagne, c'est le désordre administratif. Voilà pourquoi nous continuons de nous y opposer.

M. Godbout (L'Islet)¹: Il n'y a absolument rien de nouveau dans ce bill. On a pigé dans quatre ou cinq² départements pour créer le nouveau ministère. On ne fait qu'enlever au Secrétariat provincial la plus grande partie de ses attributions pour les confier, avec d'autres services pris ici et là, à un nouveau titulaire et je me demande pourquoi. Nous ne savons pas si le secrétaire de la province deviendra ministre du Bien-être social et de la Jeunesse ou s'il demeurera au Secrétariat de la province, amputé. Mais nous savons que cette Législature, sous le fallacieux prétexte d'aider la jeunesse, ne provoquera que du désordre dans l'administration provinciale. Le projet est contraire aux intérêts de la province et n'aidera nullement, hélas, les jeunes à qui on a fait tant de promesses.

Je ne crois pas que la répartition des attributions accordées au nouveau ministère soit heureuse. On a simplement introduit le chaos. C'est ainsi que les écoles de réforme auraient dû rester sous l'autorité du procureur général. On a aussi enlevé du ministère du Travail des compétences qui devaient normalement être exercées par ce département. Le nouveau ministère aura de la difficulté à vivre. Avec les attributions qu'on lui a données, le nouveau ministre sera constamment en conflit avec trois ou quatre de ses collègues. Je le plains d'accepter la situation qu'on lui a faite.

Je crois cette législation mauvaise. La jeunesse attendait davantage du gouvernement, autre chose que la confusion. C'est un département qui n'a pas sa raison d'être. La jeunesse a besoin qu'on s'intéresse à elle et on érige le nouveau département sur son dos, aux dépens de son avenir. J'aurais été en faveur de confier à quelqu'un, un ministre d'État actuel par exemple, le soin de s'occuper tout spécialement des problèmes de la jeunesse.

La jeunesse veut que nous améliorions notre politique à son égard, que nous la développions et qu'on élargisse son horizon. Il n'y a rien de cela dans le bill. Le projet de loi ne fait que créer un embrouillamini³. Toutes les activités enjambant les uns sur les autres. Je considère donc que c'est une mauvaise législation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne s'agit pas de créer un autre département. Nous abrogeons la loi relative au Bien-être social et nous la remplaçons par la loi du Bien-être social et de la Jeunesse. Un nouveau département progressiste est créé et il semble être très prometteur.

La législation vient à son heure. Elle a été réclamée par nombre de personnes et elle va servir à décentraliser plusieurs départements de l'administration provinciale. Le nouveau ministère assurera la cohésion, la coordination et l'efficacité des activités du ministre chargé de veiller sur la jeunesse.

Nous avons raison, plus que jamais, de présenter un pareil projet de loi. Tout le monde connaît les tendances centralisatrices d'Ottawa. Or, nous savons qu'Ottawa songe depuis longtemps à créer un ministère de la Jeunesse. Il est juste que Québec, qui veut conserver son caractère particulier, ait le sien. C'était donc notre devoir de créer un ministère provincial de la Jeunesse, afin que nos jeunes puissent avoir plus de garanties. Nous sommes d'avis qu'ils seront mieux protégés par un ministère de la Jeunesse administré par la province et pour la province, au lieu d'être d'un ministère de la Jeunesse relevant du fédéral comme l'envisage Ottawa.

Nous avons détaché plusieurs branches qui appartenaient à divers départements, pour assurer à l'administration plus d'efficacité. De plus, nous donnons au Conseil de l'instruction publique des droits qu'il ne possédait pas auparavant.

Les esprits qui trouvent du mal partout qui s'attendent à trouver de la perfection partout, ne manqueront certainement pas de découvrir un moyen de critiquer, mais il est clair que le nouveau ministère répond à un besoin, aux désirs, aux

aspirations exprimés par la jeunesse de la province. Il affirme les droits de la province dans le domaine des problèmes de la jeunesse, tout en augmentant les prérogatives du Conseil de l'instruction publique.

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai accueilli avec sympathie le projet de création d'un ministère de la Jeunesse, mais le bill 18 m'a profondément déçu. Dans les conditions actuelles, le Secrétariat provincial tel qu'organisé présentement répondait aux besoins de la jeunesse, dans la mesure du possible. Un département comme celui qu'on constitue ne comporte absolument rien de nouveau. Pas d'attributions nouvelles, ni d'organismes nouveaux. La jeunesse, qu'on prétend favoriser, ne reçoit pas grand-chose.

Dans ce projet, je vois bien le très vieux et très vénérable ministère du Secrétariat qui disparaît, mais je ne vois pas naître un nouveau ministère. J'admets que le ministère de la Jeunesse est difficile à créer, si on ne veut pas que ce soit une simple rubrique. Les États-Unis, l'Allemagne et l'Angleterre sont les pays où l'on s'est préoccupé le plus des problèmes de l'enfance et il n'y a pas de ministère de l'enfance dans leurs gouvernements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Montmorency connaît-il les statistiques de la délinquance juvénile et des maladies honteuses aux États-Unis?

M. Dumoulin (Montmorency): Je n'aime pas à parler de choses honteuses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon honorable ami n'a évidemment pas lu le *New York Times*.

M. Dumoulin (Montmorency): Le premier ministre tient aux statistiques. Comme Canadien français, je cite les statistiques qui nous font honneur, pas les autres.

Revenant au projet de loi, nous sommes tous sympathiques à la jeunesse, mais la sympathie de la droite ne paraît pas dans le bill numéro 18. Il y a tellement peu d'éléments nouveaux dans le projet de loi qu'on est forcé d'en conclure que le premier ministre veut tout simplement procurer un avancement politique et donner un portefeuille à un de ses amis, un homme de talent que j'estime, et il découpe ce portefeuille dans ceux de ses collègues. Le nouveau ministre figurera bien dans ce nouveau 22^e qui n'aura pas la gloire du premier.

Tout ce qu'on a fait, c'est de créer un tout incohérent, illogique. Le *statu quo* était encore bien préférable. En définitive, cela n'avance pas d'un iota le règlement des problèmes de la jeunesse. Celle-ci n'aura rien et la province devra dépenser chaque année des milliers de dollars de plus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est impossible de satisfaire toutes les parties ou les personnes; cependant, la mesure a reçu, telle qu'amendée, l'approbation du public et des autorités en général.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Voies et moyens:

**Débat sur le budget
1946-1947 (suite)**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 28 mars dernier, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)⁴: M. l'Orateur, en me levant pour répondre au discours prononcé par mon honorable ami, le trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon), jeudi dernier, puis-je rappeler de nouveau la satisfaction ressentie par tous les membres de cette Chambre de le voir revenu à la santé, après une maladie de cinq longs mois, qui fut une période d'anxiété pour sa famille et ses amis. Nous sommes tous heureux de le voir de nouveau à son siège.

J'examinerai son discours sous deux angles principaux, savoir premièrement la partie littéraire et historique que le trésorier provincial nous a présentée avec son érudition et son charme accoutumés puis, deuxièmement, celle qui traite de la situation financière de la province.

Dans son discours, l'honorable trésorier a rappelé l'événement important de l'établissement et du maintien de nos libertés politiques au Canada et il a énoncé le principe que le peuple ne peut être taxé que par les représentants du peuple assemblés en Parlement et que la dépense des argents publics est également sujette au contrôle, non pas de l'Exécutif,

mais du corps législatif. Je m'accorde parfaitement avec lui sur l'importance de ce principe.

L'honorable trésorier a fait allusion particulièrement à l'adoption de l'historique résolution du 12 mai 1846 par l'Assemblée législative des provinces unies du Haut et du Bas-Canada, sur propositions de Robert Baldwin et d'Hyppolite La Fontaine. La résolution affirmait cette doctrine que les taxes et les dépenses d'argents publics sont du ressort du Parlement seul.

Le fait de n'avoir pas reconnu le bien-fondé du principe énoncé dans cette résolution a été l'une des causes contributives de la Révolution américaine. Aux États-Unis, le sentiment public se cristallisa dans le mot célèbre: "Pas de taxes sans représentation."

Le même principe avait causé une terrible révolution en Angleterre au temps du roi Charles. La tentative de percevoir le "ship money" sans la sanction du Parlement lui coûta la vie! La Révolution française eut parmi ses causes principales le fait que le peuple fut appelé à supporter un joug intolérable de taxes imposées sans son consentement et dépensées par un gouvernement dans lequel il n'avait pas une voix effective.

J'ajoute ces exemples au cas cité par mon honorable ami dans le seul but d'affirmer une fois de plus l'importance du principe de contrôle financier de l'argent du peuple par les représentants du peuple.

Je veux insister sur cette importance, en ce moment, à cause d'une tendance à contourner l'application du principe du gouvernement responsable en matière de finance, façon d'agir qui s'est développée au cours des dernières années et qui, si on n'y met bon ordre, minera nos institutions démocratiques.

Cette tendance pernicieuse se manifeste de deux façons principales. Premièrement, par la création de soi-disantes corporations ou commissions de la couronne, qui ne sont en réalité que des départements du gouvernement, mais qui ne sont pas sujettes au contrôle effectif du Parlement, et deuxièmement par l'absorption du pouvoir de dépenser les argents du peuple par le département exécutif du gouvernement, c'est-à-dire par le lieutenant-gouverneur en conseil, sans en référer à la Chambre.

Une illustration de cet abus de pouvoir se trouve dans notre loi provinciale qui autorise la soi-disant dépense législative qui se distingue des dépenses prévues au budget. Cette Chambre, l'an dernier, a autorisé la dépense de plus de \$50,000,000 par les différents départements sur une période d'années, sans requérir d'avance et sur une base annuelle, un

état détaillé des dépenses que projetaient ces divers départements. Cette somme formidable fut votée en dehors du budget au moyen de lois spéciales. Et l'on continue cette année encore d'agir de la même mauvaise façon. Déjà \$10,000,000 ont été votés au ministre de la Santé en dehors du budget, à dépenser en quatre ans pour combattre la tuberculose. D'autres millions ont été placés à la disposition d'autres départements dans des conditions semblables.

Ceci donne au comité exécutif l'autorité de dépenser ou non cette somme en totalité ou en partie pour une année donnée. De plus, si cette somme est vraiment très importante, ceci peut déséquilibrer tout le système de contrôle financier. Dans un tel cas, la Chambre a délégué l'autorité qu'elle doit exercer sur les dépenses de l'administration. Elle abandonne son mandat et cela expose la province à la répétition des folies financières qui ont marqué la période de 1936 à 1939.

Je veux ici sonner l'alarme afin de faire comprendre aux honorables membres de cette Chambre qu'ils doivent faire preuve de vigilance en gardant le contrôle que la loi leur donne sur les cordons de la bourse provinciale, contrôle qui a été si durement gagné.

À propos de ce contrôle financier, Puis-je vous rappeler ainsi qu'aux honorables députés de cette Chambre le fait que ceci a été accompli au Canada parce qu'il existait à l'époque un droit encore plus fondamental que le droit du contrôle financier. Je veux parler du plus sacré de tous nos droits politiques, qu'il faut respecter à tout prix, savoir celui de la liberté de parole, pierre angulaire de notre système démocratique.

Tout membre de la Chambre devrait être capable de dire, de son siège, tout ce qu'il croit de son devoir de dire. Le trésorier veut célébrer le centenaire de nos libertés constitutionnelles? Que l'Union nationale n'oublie pas alors que Baldwin et La Fontaine ont accompli cet exploit historique au Parlement des Canadas Unis grâce à la liberté de parole qui est méprisée aujourd'hui à l'Assemblée législative. Baldwin et La Fontaine eurent le droit de dire tout ce qu'ils pensaient et croyaient et de placer leurs pensées dans les textes des résolutions de la Législature. Leur eût-on refusé ce droit de parler et de dire franchement et complètement leurs pensées, sans aucun obstacle quelconque, le résultat aurait été tout à fait différent.

La Législature, dans sa sagesse, a adopté des règles de procédure pour la conduite de ses affaires et pour guider ses délibérations. Ces règles vous obligent, vous, aussi bien que les autres membres⁵.

La suppression de la liberté de parole est l'outil de la tyrannie et la tyrannie est suivie par une inévitable et souvent effroyable réaction. Ici en cette Chambre, nous devons profiter, en vertu de la Constitution et de la tradition, de la plus grande liberté de parole. Les règlements de la Chambre sont faits pour faciliter la libre discussion, non pour l'empêcher ou l'embarrasser.

Les règlements présents de cette Chambre sont nombreux et compliqués, bien plus nombreux et compliqués que ceux qui ont été adoptés par Westminster, Washington et Ottawa. C'est un événement extraordinaire dans les procédures de ces corps augustes dont je viens de parler d'entendre soulever un point d'ordre au cours d'un débat. Ici, c'est un événement extraordinaire si un débat a sa conclusion sans qu'on ait soulevé un point d'ordre.

Je sais très bien que les règlements actuels de l'Assemblée législative, qu'il est de votre devoir d'appliquer au meilleur de votre habileté, ont été adoptés par la Chambre dans leur forme présente en 1941. Ceci fut fait après une étude des règlements et de la jurisprudence existante, étude faite consciencieusement par un comité des députés des deux côtés de la Chambre.

Vos fonctions, M. l'Orateur, sont virtuellement des fonctions judiciaires. Vous n'avez pas à considérer la sagesse ou l'opportunité des règles de la procédure. Vous devez les appliquer telles qu'elles sont et, en ce faisant, je n'ai pas de doute que vous le regrettez souvent parce que leur application rigide doit parfois vous paraître avoir pour effet la destruction du but pour lequel les règlements sont faits. Ils empêchent la discussion libre plutôt qu'ils ne la facilitent.

Une sincère tentative d'améliorer la procédure dans cette Législature recevra l'appui de tous les partis en cette Chambre et on vous applaudira dans vos efforts pour maintenir pour tous et chacun de nous cette liberté de parole qui, comme je l'ai dit auparavant, est la pierre angulaire de toute liberté.

Je suggère la constitution d'un comité qui révisera et, s'il le croit opportun, refondra les règles de procédure parlementaire de la Chambre dans une forme plus simple, de façon à assurer aux députés une plus complète mesure de liberté de parole.

Le trésorier a parlé avec émotion et éloquence de la position prise par Sir Wilfrid Laurier et par M. Fielding sur la question de la Confédération. De ce côté-ci de la Chambre, nous approuvons chaleureusement l'attitude de ces grands Canadiens dont l'honorable trésorier a cité des paroles qu'il approuvait.

Pour que le Canada puisse être grand et prospère, les provinces doivent être grandes et prospères. Il est nettement mauvais d'imaginer que les Canadiens seront mieux servis par leurs gouvernements si l'autorité centrale est rendue toute puissante aux dépens des parties composantes de la Confédération. Il est également mauvais d'imaginer que le bien commun peut être servi par une exagération des droits provinciaux. Cela nous conduirait à ce que l'on est convenu d'appeler la "balkanisation" du pays. En cette matière comme en bien d'autres, la vérité réside quelque part entre les extrêmes.

Je dois maintenant étudier la considération de fait de la situation financière de la province dans ses détails en suivant les lignes établies, je ne peux pas dire comme il a été divulgué parce que la position n'a certainement pas été révélée d'une manière claire, par mon honorable ami.

Il a discuté les opérations financières pour trois années fiscales: en premier lieu, celle qui s'est terminée le 31 mars 1945, en second lieu, celle qui s'est terminée dimanche dernier, et troisièmement, il nous a parlé de ses prévisions pour la prochaine période de douze mois.

À première vue, les résultats seraient, pour l'an dernier, un déficit global d'environ \$7,977,000. L'année suivante, c'est-à-dire 1945-1946, sur la base de 11 mois d'opération et de un mois à courir montrera un surplus, selon lui, de \$1,700,000. Pour l'an prochain, il espère obtenir un surplus global de très modestes proportions.

Référant à l'année terminée le 31 mars 1945, j'affirme de nouveau la véracité des chiffres que j'ai publiés au temps où l'ancienne administration quitta le gouvernement, le 31 août 1944. À ce moment, il y avait un surplus global substantiel de \$6,751,736⁶. Mais, après que l'Union nationale eut conduit les affaires de la province pour les sept mois qui restaient dans cette période fiscale, les chiffres publiés indiquent maintenant un déficit global de proportions substantielles.

Je confesse que j'ai été étonné de ce résultat, mais mon honorable ami a peut-être sans le vouloir fourni une explication plausible dans certains chiffres cachés dans son discours. Je dois expliquer que les livres de la province sont tenus dans la forme connue de revenus et dépenses plutôt que sur une base de comptant. Il en fut ainsi depuis plusieurs années.

Les livres de la province sont fermés théoriquement le 31 mars chaque année, mais comme le gouvernement de la province est

administré sur les bases d'une compagnie, il n'est pas possible physiquement d'arrêter toutes les entrées dans les comptes le 31 mars et d'ouvrir une nouvelle série de livres le jour suivant. Il y a toujours un chevauchage inévitable d'année en année. Des revenus peuvent entrer avant la fin de l'année fiscale qui sont réellement applicables à l'année suivante. De la même façon, des comptes payables qui doivent être chargés à une période peuvent être reçus dans l'autre. Il faut donc tenir les livres ouverts pendant plusieurs semaines après le 31 mars pour qu'on puisse faire les ajustements nécessaires.

Aussi longtemps qu'on procède sur la même base d'année en année, pour ces ajustements, il n'y a pas de distorsion dans les comptes, mais si pour une raison, politique ou autres, les livres sont maintenus ouverts pour une période plus longue et des comptes chargés à l'année précédente, ou si plus de revenus reçus durant une période sont transportés dans la période suivante dans une proportion plus grande qu'au commencement de l'année, il en résulte une peinture complètement fautive des finances de la province.

Ce que l'on semble avoir fait entre la période fiscale du 31 mars 1944-1945 et la période fiscale du 31 mars 1945-1946 est ceci. Des comptes qui normalement auraient dû être payés en 1945-1946 et entrés dans les livres pour cette année-là ont été chargés à la période précédente de façon à exagérer les dépenses pour l'année 1944-1945. Jusqu'à quel point ceci a été fait? Il m'est impossible de le savoir. Les chiffres ne sont pas révélés et ils sont connus seulement du département.

D'un autre côté, des revenus différés, c'est-à-dire des revenus soustraits à l'année financière 1944-1945 et transportés à l'année suivante, sont clairement indiqués à la page 37 de la version polycopiée du discours de l'honorable trésorier.

Là, on montre que, le 31 août 1944, les revenus différés se montaient à seulement \$35,000, mais à la fin de cette même année financière, c'est-à-dire le 31 mars 1945, les revenus différés se montaient à \$4,519,000. À la troisième date mentionnée par mon honorable ami, c'est-à-dire le 28 février 1946, les revenus différés étaient diminués de nouveau à \$991,000.

On voit facilement que le procédé est simple. Si vous prenez dans une année une grande partie des revenus reçus et que vous l'accréditez à l'année suivante, la première année est appauvrie et la seconde enrichie, et c'est exactement ce qui paraît avoir été fait. Apparemment, le 31 août 1944, il n'y avait seulement que \$35,000 de revenus qui

n'appartenaient pas à cette période, mais le 31 mars 1945 on incluait \$4,519,000⁷ de revenus attribuables à une autre année. Le chiffre correspondant pour le 28 février 1946 apparaît comme étant moins de \$1,000,000 à \$991,000.

La différence entre le résultat final et celui du 31 mars 1945 était de \$3,510,000. Si vous prenez \$3,510,000 dans une année et que vous l'ajoutez aux revenus d'une autre année, la différence entre ces deux années s'établit donc à \$7,000,000. Est-ce là l'explication du déficit fantaisiste ou fictif pour l'année 1945?

La vérité, c'est qu'il n'y avait pas de déficit d'opération pour l'année 1944-1945. Le 31 août 1944, quand nous avons remis le pouvoir, il y avait un surplus global de \$6,731,736. Le 26 août 1944, dernier jour où je reçus un rapport, il y avait une balance à la banque, au crédit de la province, de \$1,456,000. C'était la position financière de la province après cinq mois d'administration libérale.

Le gouvernement de l'Union nationale fut responsable de l'administration pour les sept derniers mois de cette année. Au lieu de continuer les méthodes et les contrôles que nous avions appliqués, les ministres se mirent à faire de la tenue de livres politique. Ils chargèrent à cette année-là des comptes qui n'étaient pas normalement payables à ce moment et ils prirent dans le revenu de cette année, pour le transporter à la période suivante, un montant exagéré de \$4,519,000⁸.

Si seulement les comptes qui étaient payables en 1944-1945 avaient été chargés aux opérations de cette année, et si tout le revenu proprement dû à cette période lui avait été crédité, sans transférer malicieusement une partie exagérée de tel revenu à l'année suivante, le résultat serait un surplus à la fin de l'année fiscale 1944-1945, qui fut la dernière année sous le budget libéral.

La rectification des comptes de façon à montrer la vraie position pour les deux années que nous étudions montrera qu'il n'y a pas eu de déficit la première année. Normalement, s'il y a un déficit dans les opérations des deux ans, 1944-1945 et 1945-1946, on doit charger ce déficit à 1945-1946 qui est la première année complète de l'administration de l'Union nationale et pour laquelle le gouvernement doit accepter l'entière responsabilité.

Le surplus fictif proclamé par le trésorier pour cette année 1945-1946 fondra comme neige au soleil. C'est purement le résultat des tours de passe-passe politique que l'on a appliqués aux chiffres de nos comptes. La seule chose qui a sauvé le gouvernement de l'obligation d'avoir à démontrer un

déficit, en dépit de cette manipulation des comptes, a été le revenu sans précédent de la Commission des liqueurs de Québec durant l'année 1945-1946. Le revenu de cette source a été augmenté à la somme énorme et sans précédent de \$22,130,000, ce qui contraste avec le revenu de cette même source sous le régime précédent et qui s'est établi à \$13,034,000 en 1944.

Cela démontre une augmentation de plus de 70 % sur l'année précédente dans le revenu des liqueurs, et cela, pour une seule année. Le nombre des licenciés a été grandement augmenté et chacune de ces augmentations a été une voie d'écoulement nouvelle pour la vente des liqueurs.

De cette façon, le gouvernement de l'Union nationale couvre ses extravagances par la prospérité des tavernes, des clubs de nuit et généralement par la vente des liqueurs alcooliques. Un autre aspect de ce trafic sera discuté au cours de ce présent débat. Je veux parler du "racket" effectué non pas par le gouvernement mais par ses supporters⁹ qui s'engraissent et s'enrichissent au moyen d'extorsions illicites.

Puis-je maintenant attirer votre attention, M. l'Orateur, sur le budget qu'on nous propose pour 1946-1947? Un coup d'œil rapide nous montre son absurdité. L'honorable trésorier parle d'un surplus probable de \$350,000. Mais, a-t-il oublié déjà que nous avons voté durant cette session une somme de \$10,000,000 pour être employée par le département de Santé à combattre la tuberculose? Cette somme doit être dépensée en quatre ans. Certainement, le trésorier ne pense pas que son collègue, l'honorable ministre de la Santé, serait assez cynique pour demander à la Chambre une somme de \$10,000,000 s'il n'avait pas l'idée de la dépenser.

Le ministre de la Santé a attiré l'attention de la Législature sur la nécessité de se hâter et sur l'obligation d'agir immédiatement; ses plans pour construire des sanatoriums et attaquer la tuberculose à sa source ne pouvaient pas supporter de délai. On peut s'attendre raisonnablement à ce qu'il dépense au moins un quart du montant au cours de la présente année fiscale qui se terminera le 31 mars prochain.

Or, il n'y a pas un sou approprié pour cette dépense dans le budget qui est soumis à la Chambre. Si le département de Santé dépense seulement une petite fraction du \$10,000,000 autorisé, ce surplus de fantaisie s'évanouira pour faire place à un déficit béant.

Ce qui a été dit au sujet de la dépense proposée par le ministère de la Santé à l'extérieur du budget est également vrai au sujet des dépenses

extra-budgétaires imposées à la Chambre, malgré les protestations de l'opposition libérale.

L'autorité statutaire obtenue par le gouvernement de la Chambre de dépenser plus de \$70,000,000 en dehors du budget a été obtenue de cette Chambre par le présent gouvernement, et il y a peu de provisions faites pour n'importe quelle partie de cette dépense dans les estimés qui nous sont soumis maintenant.

Le gouvernement a-t-il l'intention de faire de telles dépenses ou non? S'il en a l'intention, alors le budget qui nous est présenté, et qui ne révèle pas de telles dépenses, constitue une risée du pouvoir législatif. Si, cependant, le gouvernement n'en a pas l'intention, même s'il l'avait promis à ses électeurs, il est en train de rire à la face des gens.

Je ne peux laisser passer sans commentaires la déclaration trompeuse et inexacte de mon honorable ami le trésorier sur la dette publique. Il proclame qu'en dépit d'un déficit supposé de \$7,977,000 en 1944-1945, la dette a été réduite en 1945-1946 d'une somme de plus de \$8,000,000. Ces chiffres sont absurdes et ne concordent pas. Je n'ai qu'à rappeler à la Chambre, d'après les documents officiels, que le présent gouvernement a emprunté du public, par la vente d'obligations, \$70,000,000 dont seulement \$20,970,000 paraissent avoir été employés à rembourser des obligations parvenues à échéance.

Mon honorable ami a de nouveau mis en doute les chiffres concernant la dette publique que j'ai soumis en maintes occasions à cette Chambre. À ce défi, je n'ai qu'une seule réponse, et elle est complète et finale. De nouveau cette année, quand le gouvernement a voulu emprunter de l'argent du public, il a employé dans ses prospectus envoyés aux acheteurs des obligations de la province, les mêmes chiffres que j'ai souvent cités. L'an dernier, à ce sujet, j'ai cité une déclaration signée par le trésorier et envoyée à New York à l'occasion d'une opération de remboursement. J'ai alors démontré que les chiffres employés étaient ceux que j'avais cités et publiés.

Cette année, le trésorier a publié des prospectus au Canada et c'est dans ces documents officiels que je prends les citations que je vais faire. J'y trouve les chiffres suivants:

1941-1942-Surplus libéral de \$1,988,000;
1942-1943-Surplus libéral de \$871,000;
1943-1944-Surplus libéral de \$1,285,000.

Voici maintenant pour la diminution dans le total des dettes directes et indirectes: année terminée le 31 mars 1942, \$4,232,000; 31 mars 1943, \$5,725,000; 31 mars 1944, \$4,592,000.

Je réaffirme l'exactitude et la véracité des chiffres que j'ai déjà donnés et je demande à mon honorable ami de cesser de travailler à les discréditer. S'il les emploie quand cela fait son affaire, il devrait certainement, pour le bon renom de la province, admettre qu'ils sont corrects.

Mon honorable ami a de nouveau fait mention spécialement de l'opération du remboursement d'une somme de \$15,000,000 à New York il y a un an. On se souviendra que, grâce à la vision et à la sagacité de l'honorable Jacob Nicol, qui fit l'emprunt original, les obligations étaient rachetables cinq ans avant maturité. Je me suis plains l'an dernier du fait que la transaction de rachat, bien que désirable en elle-même, ait été faite d'une façon extrêmement dispendieuse et inefficace. Il y avait double intérêt à payer pendant une certaine période et les frais de courtage étaient élevés.

Mon honorable ami affirme maintenant qu'à part le changement dans le taux d'intérêt, et ceci est dû à l'honorable M. Nicol, la province a fait un profit de \$19,000 dans cette transaction. Si, pour la discussion, on admet que c'est vrai, et je ne l'admets que dans ce but, il est intéressant de comparer ce profit de \$19,000 pour la province avec le profit fait par les courtiers soit \$150,000 comptant.

Cela me rappelle la comparaison employée par mon honorable ami, le ministre du Commerce et de l'Industrie, dans une récente occasion, quand il parla d'un pâté de cheval et de lapin, dans lequel on avait mis un cheval et un lapin. Si l'on me permet cette facétie, je dirai que dans le cas qui nous occupe, ce sont les courtiers qui ont eu le "horse sense" pendant que la province jouait le rôle du lapin.

Dans une autre partie de son discours, l'honorable trésorier s'est donné une peine infinie pour démontrer l'augmentation dans la valeur des obligations de la province. Il a produit un tableau montrant une augmentation dans le prix des obligations de la province en Bourse. Ce tableau démontre, non pas une augmentation ou une amélioration dans le crédit du Québec, mais une amélioration générale dans tout le marché des obligations.

Pour obtenir l'image vraie de la situation concernant l'amélioration ou l'appauvrissement du crédit de Québec, il est nécessaire de voir l'effet de l'augmentation générale ou de la diminution sur les obligations des autres gouvernements. Si toutes les obligations montent ou si elles descendent toutes, il n'y a pas de crédit ou de discrédit attaché à l'une ou l'autre des obligations. Une expérience simple à faire est de comparer les prix des obligations de Québec

avec les prix d'obligations semblables émises par les autres provinces ou par le dominion.

Une analyse serrée du prix du marché démontre même ce fait désagréable que les obligations du Québec ont, dans la plupart des cas, monté moins que les obligations des autres provinces et du dominion du Canada.

Le gouvernement de l'Union nationale, depuis qu'il a pris le pouvoir en août 1944, a emprunté par obligations un montant total de \$70,970,000 comme suit: 1^{er} novembre 1944, \$22,970,000; 1^{er} mars 1945, \$15,000,000; 15 mars 1945, \$3,000,000; 1^{er} juillet 1945, \$15,000,000; 1^{er} février 1946, \$15,000,000.

Dans les *Comptes publics* de l'année terminée le 31 mars 1945, l'auditeur provincial rapporte que, durant cette année, les ventes d'obligations nouvelles ont atteint \$40,970,000 et que le remboursement d'obligations échues durant l'année se monte à seulement \$20,970,000, ce qui est une augmentation de la dette consolidée de la province d'une somme de \$20,000,000 pour cette année seulement. Depuis cette date, le gouvernement a encore emprunté \$30,000,000.

La partie, s'il en est, de ce montant qui constitue des opérations de refonte ne peut pas être vérifiée maintenant et elle ne sera découverte qu'au moment où l'on produira les comptes pour la présente année fiscale, durant la prochaine session, mais avec des emprunts de \$70,000,000, dont seulement \$20,000,000 ont servi à rembourser des obligations échues. Où est le surplus dont le trésorier provincial se vante?

Mon honorable ami s'est donné beaucoup de peine pour discuter de la dette flottante en date du 31 mars 1945. Il inclut là-dedans deux émissions d'obligations devenues échues après son entrée en office et qui constituent un total de \$25,000,000. Il inclut aussi un montant de \$9,640,000 en bons du Trésor représentant le financement temporaire d'un emprunt fait par le gouvernement de l'Union nationale en 1939, devenu échu en 1944 et qui a été payé à maturité par des bons du Trésor à court terme. Quant à la balance de la dette flottante, je l'ai expliquée pleinement et exactement dans la déclaration que j'ai publiée le 31 août 1944. Puis-je rafraîchir votre mémoire en lisant une partie de cette déclaration publique.

Je voudrais maintenant faire quelques observations générales sur la politique de taxation et de dépense des gouvernements en général et du gouvernement de la province de Québec en particulier.

Le budget annuel de la province de Québec a atteint un palier insoupçonné il y a quelques années à peine. Il a dépassé le \$100,000,000. Il n'y a pas si longtemps, sous le règne des honorables MM. Gouin et Taschereau, le budget s'établissait seulement à une fraction de cette somme.

Ce doit être matière à grave souci pour tous les hommes bien pensants d'observer la tendance qu'ont les gouvernements d'augmenter constamment le montant du coût annuel d'administration, parce que de tels hommes réalisent que c'est ni plus ni moins une augmentation dans le fardeau de la taxe. Il est élémentaire et patent que pas un gouvernement ne peut augmenter ses dépenses sans prendre plus d'argent dans la poche des contribuables.

On peut le faire par l'expédient temporaire et vicieux de l'emprunt pour rencontrer les dépenses, comme ce fut fait par le gouvernement de l'Union nationale entre 1936 et 1939, alors qu'en trois ans il a plus que doublé la dette de la province. Ce poids est encore sur nos épaules.

Si les gouvernements persistent à arracher à ceux qui gagnent des gages et des salaires une proportion sans cesse croissante de leurs gains, le temps viendra, et certes il ne me paraît pas être très loin, où les hommes et les femmes refuseront de mettre tous leurs meilleurs efforts à produire de la richesse.

Nous tremblons tous à la pensée du communisme, à la pensée de la destruction de notre organisation sociale sous laquelle un homme a droit à ce qu'il gagne pour lui et sa famille, mais cette substitution du communisme ou de la propriété d'État à la propriété privée procède à une allure alarmante sous nos yeux. Les gouvernements sont trop enclins à chercher à augmenter les dépenses et conséquemment les taxes. Cela résulte de la pression d'intérêts égoïstes qui travaillent à bénéficier temporairement des dons et des dépenses du gouvernement, mais qui ne réalisent pas qu'en somme, c'est le peuple qui paye.

Dans le champ provincial, plusieurs taxes ont été imposées, mais peu ont été enlevées. On trouvera cependant une exception à cette tendance pernicieuse dans le record du gouvernement Godbout. On se souviendra que, chaque fois que nous avons un surplus global, nous accordions immédiatement un dégrèvement de taxe. Ainsi, dans l'année terminée le 31 mars 1942, nous avons un surplus global de \$1,988,000. Nous avons alors réduit le fardeau de la taxe en abolissant immédiatement le péage sur les ponts. Ceci représentait une diminution de taxe de \$1,400,000 par année.

En dépit de cette réduction de taxe, nous avons eu, dans l'année fiscale suivante, c'est-à-dire celle terminée le 31 mars 1943, un nouveau surplus global au total de \$871,000. Le gouvernement crut qu'il devait encore faire ce qu'il était possible pour diminuer les taxes et il accorda un allègement substantiel dans les droits de successions, dans les droits imposés aux petites successions.

Durant l'année fiscale suivante, terminée le 31 mars 1944, nous avions encore un surplus global de \$1,285,000 cette fois. Cette année-là, le gouvernement amenda la loi de la taxe de vente de façon à exempter de la taxe une longue liste d'articles d'usage commun¹⁰. Le dégrèvement ainsi pourvu fut estimé à environ \$1,400,000. Le gouvernement abolissait en même temps la taxe sur les repas coûtant jusqu'à 60 cents.

Si vraiment, tel qu'estimé par le trésorier provincial, le gouvernement actuel a fini l'année fiscale terminée le 31 mars 1946 avec un surplus de \$1,700,000, pourquoi ne réduit-il pas les taxes?

N'est-il pas le même gouvernement qui avait promis d'abolir la taxe de vente et, à ce sujet, on se rappellera sa tentative de substituer à la taxe de 2 % une taxe de 6 % qui fut battue au Conseil législatif, grâce au courage et à la ténacité des membres de la Chambre rouge¹¹. Est-ce à une nouvelle tentative d'imposer cette taxe de luxe de 6 %¹² que faisait allusion le trésorier provincial quand il parlait obscurément dans son discours de la nécessité d'imposer de nouvelles taxes?

Le gouvernement devrait et pourrait certainement alléger davantage le fardeau des taxes. Il pourrait et devrait réduire ses dépenses. Au lieu de cela, il y a une menace voilée dans l'amendement que l'honorable trésorier a apporté à son discours après l'avoir prononcé. Le rapport des journaux laisse entendre que l'augmentation de taxes sera d'environ \$4,000,000.

Cette politique de toujours augmenter les dépenses du gouvernement, spécialement les dépenses de nature annuelle, est dangereuse et malsaine. C'est de ce groupe qu'il faut attendre l'accumulation du capital pour le développement futur du pays. Toute possibilité d'économiser disparaît à cause de la taxation imposée sur le revenu de l'individu de son vivant et sur sa succession, lorsqu'il est décédé.

Si nous voulons entrer dans une ère de communisme ou de socialisme d'État, allons-y les yeux ouverts, en réalisant que nous adoptons une attitude qui nous conduira inévitablement à ce but. Si, d'autre part, nous voulons conserver la propriété

privée comme l'un des éléments nécessaires à la dignité de l'homme, eh bien, il faut faire quelque chose pour modifier notre attitude, quelque chose de radical, et il faut le faire tout de suite, si ça ne doit pas être trop tard.

C'est une source de satisfaction que de constater que le gouvernement fédéral a déjà adopté des mesures pour remédier à la situation. Il a considérablement réduit ses dépenses et diminué son budget. En octobre dernier, il pouvait accorder une réduction de 16 % dans l'impôt sur le revenu personnel. Il faut espérer sincèrement que cette initiative salubre se continuera.

Malheureusement, notre gouvernement provincial n'a pas suivi l'exemple du gouvernement fédéral. Loin de diminuer le budget, les estimés qu'il a présentés s'élèvent au chiffre sans précédent de \$108,000,000. Il faut ajouter à cela le budget supplémentaire, en sorte que le chiffre montera à plus de \$110,000,000 pour l'année.

Chaque centin de cet argent doit venir du portefeuille du contribuable. On a dit que les plus gros items du revenu provenant de la taxe, dans la province, sont payés par les grandes compagnies. Une analyse du tableau soumis par le trésorier démontre que ce n'est pas exact. La taxe des compagnies rapporte moins de 15 % du montant total. En tout cas, c'est une erreur de prétendre que les taxes sur les compagnies ne vont pas plus loin. Ces taxes pèsent inévitablement sur les individus quelque part. Elles sont ajoutées au coût du produit que vend la compagnie, et en définitive, le consommateur les paie.

L'augmentation générale dans les taxes conduit à l'élimination de l'entreprise privée. Sous le fardeau présent des taxes provinciales, municipales et fédérales, un homme de moyens modestes n'a aucun espoir de pourvoir à ses vieux jours et de fournir à ses enfants une augmentation de leur standard de vie.

Nous devons donc alléger le fardeau de la taxation si nous voulons que le pays progresse sous notre système actuel de l'initiative privée. Les remarques que je viens de faire pourraient peut-être indiquer que ma sympathie se limite aux gens qui ont des revenus substantiels. Je pense, en effet que le citoyen moyen, dans le groupe de ceux qui gagnent de \$3,000 à \$20,000 par année, est saigné à blanc¹³, est taxé de plus de la moitié de tout ce qu'il gagne. Ils ont assumé et assument encore plus que leur part proportionnelle du fardeau de la taxe. Ceux qui sont dans la catégorie des bas revenus, d'une façon générale, ont vu leurs salaires augmenter en ces

dernières années, mais leur situation est à peine moins déplorable. Les déductions à la source sur les chèques de paye pour l'impôt sur le revenu, l'assurance-chômage et d'autres contributions ont pris des proportions alarmantes.

Avec ce qui reste après les déductions, le contribuable doit payer encore plus de taxes pour fins municipales et scolaires, pour les permis et les taxes que ne révèle le coût des marchandises qu'il achète. Le résultat net de toute cette absorption par le gouvernement des revenus des contribuables aboutira et, comme question de fait, aboutit déjà à la paralysie de l'effort. Les gens ne voudront plus travailler, à moins qu'on leur assure un gage raisonnable ou si les fruits de leur labeur leur sont arrachés par un gouvernement accapareur.

On nous dit que le moyen de remédier aux taxes lourdes réside dans le financement de la dette. Le financement de la dette signifie l'inflation. Nous savons tous que cette pratique a toujours provoqué le chaos. Les salaires augmentent, le coût de la vie monte plus vite, les salaires doivent être haussés de nouveau, pour être encore absorbés et dépassés par le coût de la vie, et ce jeu de saute-mouton se termine au-dessus du précipice du chaos financier.

Il y a un autre et meilleur moyen de payer le coût d'administration: c'est de réduire les dépenses du gouvernement. Le procédé n'est pas populaire auprès de ceux qui veulent bénéficier des dépenses du gouvernement, et tous les gouvernements sont enclins à céder devant les demandes bruyantes des intérêts particuliers. Mais, je n'hésite aucunement à dire qu'une saine politique d'économie, de restriction des dépenses et de mise de côté, en général, de tous les engagements publics non nécessaires, tout en n'étant pas populaire pour quelques-uns commandera le respect et la gratitude de plusieurs.

Mon honorable ami, en terminant ses observations au sujet des questions financières, a prétendu que la présente administration doit envisager trois problèmes principaux. Le premier est celui des dettes des commissions scolaires. Qu'il faille aider plusieurs commissions scolaires dans leurs difficultés financières, la chose est évidente. Mais, qu'on ne soit pas insensé au point de prétendre qu'en passant le fardeau de leurs dettes au gouvernement provincial, on réglera ces difficultés pour l'avenir.

Plusieurs commissions scolaires ont été bien administrées. Elles ont vécu selon leurs moyens et ont donné à leurs élèves de bons moyens de s'instruire. D'autres n'ont réalisé aucun de ces objectifs, parfois pour des raisons hors de leur

contrôle, mais parfois aussi à cause tout simplement du manque d'efficacité.

Si le remède que propose le gouvernement consiste uniquement à confier à la province les dettes de toutes les commissions scolaires, laissant ces commissions répéter leurs actes passés, on ne retirera rien de bien de cette décision. Les bonnes commissions scolaires continueront d'être bonnes, les autres poursuivront leur marche dans la voie des dettes et du désastre et tout le problème devra encore être réglé d'ici quelque temps. Il faut une solution permanente à ce problème.

L'administration peut compter que l'opposition ne fera que de la critique constructive sur toute mesure que l'on soumettra en vue d'améliorer les facilités éducationnelles dans la province. Mais on peut s'attendre à une résistance résolue à toute mesure temporaire qui ne fera qu'aggraver les conditions plus tard. Le second problème qui inquiète le trésorier provincial et la présente administration lui est attribuable. Le trésorier en parle en disant qu'il concerne le paiement des actionnaires de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated.

Ce problème ne présentera aucune difficulté s'il veut bien exercer sa bonne influence dans ce domaine. Depuis bientôt deux ans, les actionnaires ont été priés de vivre sur des promesses. L'ancien gouvernement avait agi conrageusement et avait accompli une chose nécessaire en expropriant la Montreal Light, Heat & Power Consolidated, s'attaquant par conséquent au cœur du problème de l'électricité et empêchant cette province de se trouver dans la position de ne pouvoir jamais concurrencer l'Ontario. D'autre part, la justice commanda que les actionnaires, qui n'ont fait que placer innocemment leurs économies, soient traités avec justice.

Nous étions en mesure de faire une offre au moment des élections en 1944, mais pour des raisons évidentes, nous avons cru qu'il ne serait pas juste de lancer dans une campagne électorale le chiffre qui servirait de base au règlement, parce que tout chiffre mentionné aurait été une cible et la passion politique aurait pris le dessus dans une situation qui nécessitait seulement le calme, la raison et la justice.

Le gouvernement actuel a traîné le dossier depuis plus de 20 mois, et ce n'est sûrement pas trop demander que le gouvernement insiste pour que l'affaire se règle promptement. Si les arbitres sont en mesure de recommander un prix, qu'une offre soit faite. Qu'elle soit faite rapidement et qu'on la rende publique. S'ils ne sont pas en mesure de le faire, que le gouvernement se rende compte de la cause du délai et la fasse disparaître tout de suite.

Le troisième problème que mon honorable ami a à l'esprit, il le décrit comme le problème résultant de l'entente signée en 1942 avec le gouvernement fédéral. Cette convention, conclue par le Québec et par toutes les autres provinces du Canada, n'a pas contribué pour peu à permettre au gouvernement fédéral d'accomplir la tâche colossale de financer la guerre en grande partie à même les profits de guerre et aider Ottawa à maintenir sa politique anti inflationniste des prix maximum.

L'entente fut signée pour la durée de la guerre et une année après. Voilà quels en étaient l'intention et les termes. Elle a bien atteint son but. Elle était avantageuse et pour les provinces, et pour le gouvernement fédéral. Le Québec a bénéficié de cette entente et a reçu des revenus stabilisés de quelque \$20,000,000 par année, tandis que la ville de Montréal y a également trouvé une aide pour se financer.

Si l'utilité et le but de cette convention ont pris fin, que la transaction se termine selon les termes même de l'entente. Ce sera alors le moment de conclure une autre transaction. Il y aura lieu de considérer à la lumière des intérêts durables de tout le Canada et de ses parties composantes quelle doit être cette transaction, s'il y en a une.

La question est trop vaste et d'une portée trop considérable pour devenir le sujet d'une querelle politique. Au temps de la Confédération, le débat sur les diverses propositions a été maintenu au-dessus de toute considération de parti. Les hommes éminents de tous les partis ont pris part à la discussion sans égard pour leurs couleurs politiques. Les gouvernements d'alors ont mis l'opposition dans leurs confidences. Tous ont travaillé ensemble dans un but commun.

La conférence fédérale-provinciale qui doit reprendre ses séances le 25 avril poursuivra, je l'espère sincèrement, sa tâche dans une telle atmosphère, dans un esprit qui a animé les Pères de la Confédération, tous ceux qui y participent réalisant qu'ils travaillent pour le bien commun et échangeant leurs vues de bonne foi sur la façon de savoir comment le bien commun pourra être le mieux atteint. Dans un sens négatif, j'aimerais à dire tout de suite que la conférence manquera son but si elle dégénère en une mêlée générale, chacun tentant d'obtenir le plus qu'il peut.

Je suggère que l'attitude des délégués en soit plutôt une de savoir comment alléger le fardeau des contribuables, car après tout, on doit réaliser qu'il importe peu au citoyen de payer des taxes à un gouvernement ou à un autre. Ce qui compte, c'est le

montant. Les Canadiens ne continueront pas éternellement à travailler pour payer des taxes. Tous les gouvernements doivent réduire leurs taxes si nous voulons maintenir notre système social et économique de l'entreprise privée.

Si l'Union nationale a une petite majorité technique à la Chambre, sa députation représente une minorité substantielle dans la province. Si le gouvernement entretient l'illusion que la majorité des électeurs veulent qu'il reste au pouvoir, qu'il fasse des élections le plus tôt possible. Le peuple espère que le jour n'est pas loin où l'administration minoritaire et transitoire d'un parti sera remplacée par un gouvernement fort, sain et progressif, dirigé par le Canadien digne de confiance qu'est l'honorable chef de l'opposition¹⁴.

M. Plourde (Arthabaska): Je ne partage pas l'optimisme du trésorier provincial. Le gouvernement Godbout avait accordé aux cultivateurs une prime sur le fromage. Dans les premiers six mois de l'année 1944-1945, cette prime a donné \$1,028,114 aux cultivateurs.

En arrivant au pouvoir, l'Union nationale a supprimé la prime sur le fromage. C'était trop beau pour les cultivateurs, cela les rendait trop heureux, c'était trop bien. Il fallait l'enlever.

Si elle avait été maintenue, dans les derniers six mois de la même année fiscale, les cultivateurs auraient reçu encore \$700,000, soit en tout \$1,700,000. Or, le trésorier de la province se vante d'avoir un surplus de \$1,700,000 pour l'an dernier. D'où vint-il ce surplus? L'Union nationale l'a pris dans la poche des cultivateurs. Cette somme de \$1,000,000 qu'on donnait aux cultivateurs, on la partage maintenant entre un petit groupe. C'est le temps de dire avec le ministre de l'Agriculture: "Maudite politique!".

Le gouvernement aurait dû maintenir la prime. Non! C'était trop libéral! Il aurait pu la maintenir s'il n'avait pas créé tant de commissions et d'offices pour donner des places, ou des fromages, à ses amis qui coûtent à la province ce que coûtait la prime sur le fromage.

Les mères nécessiteuses ont aussi payé leur part du surplus du trésorier, car on a diminué ou tout au moins gradué les allocations.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Depuis le mois de juillet 1945, je dois dire à l'honorable député que le gouvernement actuel paie \$450,000 de plus aux mères nécessiteuses que le gouvernement précédent. Le gouvernement libéral a, à partir de

1939, baissé les pensions aux mères nécessiteuses en moyenne de \$40 à \$26 par mois, et nous avons augmenté ces pensions de 80 % en prenant le pouvoir.

M. Plourde (Arthabaska): Je ne contredis pas la déclaration du ministre. Mais si les mères nécessiteuses étaient payées au taux du gouvernement libéral, elles recevraient \$625,000 de plus.

(Applaudissements à gauche)

Voix à droite: Ou, ou, ou, ou!

M. Plourde (Arthabaska): Tiens, le chœur des ouaouarons qui se fait entendre!

(Rires et applaudissements prolongés à gauche)

Ils causent du désordre parce que je suis à démontrer que le gouvernement fait payer son surplus par les cultivateurs et les mères nécessiteuses. Si mes honorables amis de l'Union nationale n'ont pas le droit de prendre part à la discussion, qu'ils laissent au moins parler les députés qui s'intéressent à la classe agricole.

Voix à droite: Ouou, ouou!

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je répète à mon honorable ami que les allocations ont été augmentées.

M. Plourde (Arthabaska): Le ministre sait bien que les allocations ont été diminuées parce que le gouvernement provincial est intervenu lorsque les mères ont reçu des allocations familiales du gouvernement fédéral. Je ne comprends pas un gouvernement qui va puiser dans les champs de la grande misère pour se faire des surplus. On a spéculé sur la misère.

Le gouvernement actuel est le plus rétrograde qui ait jamais pris le pouvoir. L'Union nationale a aboli la Commission d'assurance-maladie parce qu'il trouvait que ça coûtait trop cher. Mais, il vient cependant de demander \$10,000,000 pour combattre la tuberculose. Le gouvernement serait bien mieux de commencer à employer cet argent pour empêcher les pauvres gens de crever de faim.

Il y a une autre classe de nécessiteux que l'on devrait aider et que l'on n'aide pas: les infirmes, les victimes de paralysie infantile. Dans mon comté, j'ai eu un cas de maladie incurable, celui d'un pauvre garçon qui était soigné par sa sœur. J'ai demandé un octroi de \$25 ou \$30 au ministère de la Santé. On m'a répondu: "Envoyez-le à l'hospice". La bonne

sœur, à qui j'ai fait part de cette réponse s'est écriée: "Si le gouvernement n'a pas de cœur, j'en ai et je vais continuer à soigner à mes frais mon pauvre malade".

J'ai fait plusieurs demandes au gouvernement en faveur d'infirmités ou de malheureux de mon comté, sans beaucoup de succès. Le gouvernement n'a pas plus de sympathie pour les employés de la province. L'Union nationale n'a pas encore fait la classification des employés civils, ce qui prive ces derniers d'une augmentation de salaire. On nous présente un budget de \$108,000,000 sans avoir remboursé les fonctionnaires. Ça prendrait \$700,000 pour leur donner un commencement de justice, mais on n'a pas d'argent. Le gouvernement devrait mieux payer ses fonctionnaires. À l'heure actuelle, les bons fonctionnaires s'en vont parce qu'ils sont mal payés. Le gouvernement actuel demande \$35,000,000 de plus que les libéraux dans le budget et ne fait absolument rien.

Le gouvernement se vante d'avoir baissé la dette de la province. Cependant, des maisons de courtage dans leurs prospectus nous annoncent le contraire. Le trésorier s'est vanté de la valeur des obligations de la province. Il a vendu une émission provinciale de \$15,000,000 à \$100.75 et les petites municipalités vendent leurs émissions à \$103.20. Pas de raison pour le gouvernement de se vanter du prix payé!

Si les obligations de la province se sont vendues à un si bon prix, comme l'affirme le trésorier, ce n'est pas grâce au gouvernement, mais grâce au système financier du gouvernement fédéral qui a établi les cours monétaires. En 1944, le parti de l'Union nationale a dit qu'il allait abolir la taxe de vente, mais il l'a maintenue. Pour respecter sa promesse, le gouvernement devrait utiliser son revenu de \$13,000,000 pour le distribuer à tout le monde.

De plus, avec les \$22,000,000 de profits du commerce des liqueurs, augmentation de 70 % a dit l'honorable député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson), on pourrait abolir la taxe de vente.

Le trésorier n'a pas à se vanter de son budget, car il est facile de parler de surplus quand partout on a baissé les pensions.

(Applaudissements prolongés à gauche)

Le gouvernement n'a pas rempli les engagements pris par les libéraux dans mon comté, au point de vue des travaux de voirie.

Il propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Samson), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Questions et réponses:**Bureaux administratifs**

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): 1. En vertu de la loi 9 George VI, chapitre 8, intitulé: Loi pour diminuer les dépenses publiques relativement aux bureaux pour les services administratifs du gouvernement, et autorisant le gouvernement à dépenser \$1,500,000:

a) Combien le gouvernement avait-il dépensé au 1^{er} mars 1946?

b) Quelle balance restait disponible à cette même date?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): 1. *a)* \$135,550 dont \$75,000 payés et la balance étant payable lors de l'accomplissement des conditions.

b) \$1,364,450.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 2 avril 1946**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Municipalités des cantons de Romieu, de Dalibaire et de Sainte-Félicité**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 43 concernant la municipalité de la partie ouest du canton de Romieu et les municipalités du canton de Dalibaire et de la paroisse de Sainte-Félicité.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Motions des députés:**Traduction française des manuels techniques**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 13 mars dernier, sur la motion de M. Dumoulin (Montmorency) proposant que:

Attendu que la majeure partie des traités de mécanique, d'électricité, et autres ouvrages techniques sont publiés en langue anglaise;

Attendu que l'étude d'un grand nombre de ces publications spécialisées est indispensable aux élèves des écoles techniques de cette province et, de façon générale, à tous les techniciens;

Attendu que la publication en langue française de ces ouvrages procurerait, à ceux de nos étudiants et techniciens d'expression française, des avantages analogues à ceux que possèdent les étudiants et techniciens de langue anglaise, et contribuerait grandement à leur perfectionnement scientifique;

Cette Chambre prie instamment le gouvernement de la province de Québec de prendre les mesures nécessaires pour assurer la traduction, en langue française, du plus grand nombre possible de manuels techniques, dont l'autorité aura été préalablement reconnue par des compétences en la matière.

M. Dumoulin (Montmorency): Le ministre¹⁵ a exagéré en disant que plus de 100 manuels techniques ont été traduits en français. Dans les librairies, les bibliothèques et sur les étagères des écoles, on ne trouve pas de traces de ces livres. La plupart des auteurs qui ont écrit des livres sur des questions techniques sont prêts à céder leurs droits d'auteur.

J'espère que le gouvernement mettra à la disposition des étudiants des collèges techniques des livres en français, et ce, le plus humainement possible.

La motion est adoptée.

Demandes de documents:**Progrès industriel du Québec**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 6 mars dernier, sur la motion du représentant de L'Islet (M. Godbout) proposant:

1. Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Une copie authentique de tous télégrammes, correspondances, etc., échangés entre le gouvernement

de la province, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes, compagnies, sociétés ou corporations, depuis le 1^{er} juin 1945, inclusivement, jusqu'au 13 février 1946 inclusivement, relativement au chapitre 29 de la loi 9 George VI, intitulé: Loi concernant la stabilité et le progrès industriel du Québec.

2. Qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre:

Une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} juin 1945, inclusivement, jusqu'au 13 février 1946 inclusivement, relativement au chapitre 29 de la loi 9 George VI, intitulé: Loi concernant la stabilité et le progrès industriel du Québec.

La motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte¹⁶.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1946-1947 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné au cours de la séance précédente, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Plourde (Arthabaska): Avant de construire des grands ponts et de somptueux édifices publics, le gouvernement doit aider les cultivateurs. Ce n'est pas ce qui arrive. Le pilote qui conduit la barque avec 21 ministres dedans va s'échouer sur les récifs de l'Ungava.

Des voix: Ouou, ouou.

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Plourde (Arthabaska): Je vous remercie, M. l'Orateur, de rappeler les interrupteurs à l'ordre. Le gouvernement se vante d'avoir établi 93 coopératives d'électricité, mais sur ce nombre, une seule fonctionne et elle avait été établie avant l'adoption de la loi 90.

Le premier ministre nous disait l'autre jour que, pour fonder son parti, il avait ramassé ce qu'il y avait de mieux dans la province. En entendant

certains de ses partisans, ne nous étonnons pas qu'il donne nos richesses à l'étranger et qu'il laisse le peuple dans la misère pour avoir la gloriole d'annoncer un surplus fictif. Si le gouvernement avait payé ce qu'il avait à payer, il n'aurait pas de surplus.

M. Gosselin (Missisquoi)¹⁷: Après les sacrifices consentis par nos vaillants soldats durant la Grande Guerre, nous devons faire en sorte que l'harmonie règne entre nos deux grandes races et je parlerai dans les deux langues officielles à la Chambre, puisque 40 % de mes électeurs sont de langue anglaise.

C'est un honneur pour moi de travailler pour une grande compagnie, le C.P.R.¹⁸, qui a transporté nos soldats à travers le pays pendant la guerre sans un accident. Je conseille au gouvernement de l'imiter dans sa façon de traiter ses employés.

Je félicite le ministre de la Santé de sa campagne contre la tuberculose. Le Parti libéral a ouvert la voie dans le domaine de la santé et celui de l'éducation. Ne nous attardons pas trop au passé. L'histoire de nos grands-pères était bonne dans leur temps.

Il est du devoir de chaque député d'apporter toute son attention à étudier les législations et à préparer l'avenir. Le premier ministre le reconnaît lui-même puisqu'il reproche, injustement il faut le dire, au Parti libéral de ne pas en avoir fait assez durant les 40 ans qu'il a été au pouvoir. Nos pères ont fait leur possible et leur devoir, c'est à nous à faire le nôtre. Je suis heureux de constater que le gouvernement, dans ses législations sur la santé publique et sur l'instruction, continue l'œuvre du Parti libéral.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) est mon voisin. Il est un de mes amis. J'ai félicité le premier ministre de l'avoir choisi l'an dernier. Mais, le ministre de l'Agriculture m'a trompé en négligeant le drainage des terres, une œuvre de première utilité pour la classe agricole de la province, en refusant de payer des subventions lorsqu'elles étaient nécessaires et en permettant dans le comté de Missisquoi des actes que je n'ose révéler à la Chambre. Le gouvernement de l'Union nationale a tout fait pour détruire le bon travail réalisé par l'administration Godbout.

Le ministre de l'Agriculture n'a pas accordé aux cultivateurs, surtout aux jeunes, l'encouragement dont ils avaient besoin pour ne pas quitter la terre. Il va falloir continuer les politiques sages et prévoyantes du Parti libéral qui avait accompli déjà beaucoup dans ce domaine.

La classe agricole a besoin d'une attention toute spéciale du gouvernement, car elle est la base fondamentale de la société dans notre province. Le cultivateur est prospère, à l'heure actuelle, et il faut le maintenir dans cet état de prospérité, en lui donnant des marchés stables, le défrichement mécanisé, un système d'élevage encouragé par le gouvernement, des mesures pour stimuler l'exportation et en l'aidant de toutes façons. C'est le devoir du gouvernement d'agir ainsi. Il ne devrait pas hésiter à dépenser des millions pour assurer la prospérité des cultivateurs.

Dans la grande politique agricole que le chef du Parti libéral a donnée à la province, l'élevage était encouragé par l'entremise de jeunes éleveurs. Il faut continuer la politique du chef de l'opposition. Son gouvernement a pris des mesures courageuses et progressives dans l'intérêt de la classe agricole. C'est lui qui a créé la betteraverie de Saint-Hilaire. On l'a critiqué. Comme on a été injuste! Tous les députés, surtout les cultivateurs, auraient dû s'écrier: "Enfin on fait quelque chose de sérieux pour les cultivateurs", même si l'entreprise n'a pas encore été payante. Je demande au ministre actuel de l'Agriculture de suivre cet exemple.

L'an dernier, j'ai félicité le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette). Il m'a trompé lui aussi. Il n'est pas le véritable coupable, mais il n'aurait pas dû permettre que les ouvriers à l'emploi du gouvernement soient destitués. Si un gouvernement libéral avait fait cela, je l'aurais dénoncé. Les ouvriers à l'emploi du gouvernement doivent être respectés dans leur séniorité. Les employés du gouvernement de la province de Québec sentent que leur poste est même moins stable que celui d'un simple journalier. Ce sont des pères de famille. Ils ont droit à leur croyance politique. Si le ministre du Travail les avait protégés, les unions ouvrières l'auraient félicité.

L'honorable M. Barrette (Joliette): L'honorable député connaît-il des employés du ministère du Travail qui aient été maltraités?

M. Gosselin (Missisquoi): J'ai parlé des employés en général. Dans les grandes compagnies, on respecte les employés. On leur accorde des pensions justes. La jeunesse a les yeux sur nous. Le budget a presque doublé depuis que je suis entré en Chambre, il y a sept ans. Nous devons être capables de dire à la population: "Nous dépensons pour l'avenir de la province". Nous avons avancé de 50 ans durant la guerre et il faut être à la hauteur de la situation.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Lawn (Pontiac): Depuis les 12 années que je siège à l'Assemblée législative, je n'ai cessé de réclamer pour mes concitoyens de Pontiac. Tant que je serai député, je réclamerai des routes et le développement des mines, des forêts et de toutes les ressources naturelles de ma région. Mais, parce que le comté de Pontiac a aidé de manière constante le Parti libéral, le gouvernement actuel l'a défavorisé sur le plan des travaux publics et routiers, en particulier. La région est l'une des plus riches de la province dans le domaine des mines, des forêts, des pêcheries et de la chasse. Je demande au gouvernement de m'aider parce qu'elle fournit de gros revenus à la province. Tout ce qu'il faut pour attirer des milliers de touristes et pour permettre le développement des ressources naturelles, c'est la construction d'une route qui relierait la région aux autres routes principales de la province.

Je crois que le gouvernement actuel aurait dû continuer le travail entrepris par le gouvernement précédent, qui consistait à étendre les services modernes de l'électricité à la région de Pontiac. Je parlerai d'électricité en Chambre à toutes les sessions tant et aussi longtemps que toutes les régions rurales de la province n'auront pas été pourvues de cette amélioration moderne. Dans mon comté de Pontiac, nous payons pour l'électricité \$5 ce qui coûte \$1 à Montréal. De l'autre côté de la frontière, dans l'Ontario, on paie \$12 meilleur marché que chez nous pour du courant électrique produit dans notre province et exporté chez nos voisins. C'est une injustice criante, qui est due au fait que le gouvernement a négligé l'Hydro-Québec pour se lancer dans une politique de petites coopératives qui ne donnera pas les résultats attendus.

Je suggère donc la formation, non pas de petites coopératives d'électricité, dont le rayonnement est plutôt restreint, mais bien plutôt la formation sous la direction du gouvernement d'un seul organisme, une sorte de coopérative d'électricité qui verra à électrifier nos villages et nos campagnes par toute la province.

Le trésorier nous a parlé des grands Canadiens qui ont lutté pour le gouvernement responsable. Il a nommé Baldwin et La Fontaine, mais il a oublié William Lyon Mackenzie, le grand-père du premier ministre actuel du Canada, le très honorable Mackenzie King. Le premier ministre de la province a l'air d'aimer M. King plus que l'an dernier.

(Rires et applaudissements à gauche)

Je réclame pour Pontiac une amélioration dans l'administration de la justice. Nous devrions avoir un magistrat résident pour entendre les causes civiles, comme il y en a dans d'autres régions de la province. Quand nous allons chez un avocat, nous voulons que notre procès marche.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avez-vous de bons avocats dans Pontiac?

M. Lawn (Pontiac): Oui et ils sont honnêtes. (Applaudissements)

Le trésorier a parlé des libertés constitutionnelles. S'il avait été ici, il n'aurait jamais approuvé le bill qui donne la moitié de la province à la Hollinger. Les Hollinger, les Timmins, les Larose, tous les grands prospecteurs du pays, ont fait fortune parce qu'ils avaient la liberté de prospecter en pleine forêt. On a fermé le Nouveau-Québec aux prospecteurs pour le donner à des millionnaires. C'est une erreur.

Je félicite le député de Sainte-Anne (M. Guerin) d'avoir demandé au gouvernement qu'il n'oublie pas les vétérans¹⁹. Si nous avons conservé nos libertés, nous les devons aux vétérans. Ne les oublions pas!

Pour ses finances, le gouvernement de Duplessis utilise deux types de montants. Le premier, ceux de l'ancienne administration libérale de M. Godbout, lorsqu'il veut cacher de l'argent, et l'autre, le sien, lorsqu'il veut convaincre la Chambre de la véracité de son budget extraordinaire²⁰.

M. Bienvenue (Drummond) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Morin), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Questions et réponses:

Location de yacht de la firme Le Maître Voilier

M. Côté (Rouyn-Noranda): 1. Relativement à la réponse du gouvernement en date du 27 février 1946:

a) Pour combien de jours le gouvernement a-t-il loué un yacht de la firme Le Maître Voilier, à raison de \$20 par jour?

b) Quel est ou quels sont les propriétaires de la firme Le Maître Voilier de qui le gouvernement a loué ce yacht?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): a) 46 jours; b) Le gouvernement l'ignore.

Projets de loi:

Succession Léona Masse-Dufresne

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 concernant la succession de dame Léona Masse-Dufresne.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 150 sans l'amender.

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commissaires d'écoles de Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 169 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin, dans le comté de Dorchester, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Anna Vallée-Cheff

M. Tellier (Montcalm) propose, du consentement unanime de la Chambre, que le bill 142 concernant la succession de dame Anna Vallée-Cheff ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Pères du Saint-Esprit

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, du consentement unanime, que le bill 163 constituant en corporation la congrégation missionnaire des pères du Saint-Esprit ayant pour objet de favoriser

l'instruction publique en général et l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. *L'Événement*, 3 avril 1946, à la page 1, et *Le Devoir*, 3 avril 1946, à la page 10, soulignent que M. Laurendeau fut le premier à prendre la parole.

2. Cinq ou six, selon *La Presse*, 3 avril 1946, à la page 10.

3. *Le Devoir*, 3 avril 1946, à la page 10, rapporte plutôt le terme "brouillamini".

4. M. Mathewson s'est exprimé en partie en anglais, de même que M. Gosselin et M. Lawn, selon *Le Devoir*, 3 avril 1946, à la page 10.

5. Le député s'adresse alors à l'Orateur, M. Taché.

6. \$6,731,736, selon *Le Canada*, 3 avril 1946, à la page 9.

7. \$3,519,000, selon *La Presse*, 3 avril 1946, à la page 10.

8. \$4,510,000, selon *La Presse*, 3 avril 1946, à la page 10.

9. Le député utilise plutôt le terme "ses partisans" selon *Le Devoir*, 3 avril 1946, à la page 10, et *La Presse*, 3 avril 1946, à la page 10.

10. Courant, dans *Le Canada*, 3 avril 1946, à la page 9.

11. Les membres du Conseil législatif, selon *Le Canada*, 3 avril 1946, à la page 9.

12. *Le Soleil*, 3 avril 1946, à la page 6, rapporte plutôt la taxe de vente de 5 %.

13. *L'Action catholique*, 3 avril 1946, à la page 3, mentionne "taxé à blanc".

14. M. Mathewson a parlé pendant près d'une heure trente, selon *Le Droit*, 3 avril 1946, à la page 1.

15. Il réplique à Omer Côté qui a parlé en marge de sa motion, selon *L'Événement*, 3 avril 1946, à la page 3.

16. La motion est adoptée sans débat, selon *The Gazette*, 3 avril 1946, à la page 13, et *The Quebec Chronicle Telegraph*, 3 avril 1946, à la page 3.

17. Il a parlé pendant une heure, en français d'abord, puis en anglais, selon *L'Action catholique*, 3 avril 1946, à la page 12.

18. Il est chef-expéditeur des trains pour le Canadian Pacific Railway. à Farnham, selon *Le Canada*, 3 avril 1946, à la page 3.

19. Voir la séance du 1^{er} avril 1946.

20. Nous ignorons à quel moment précis de son discours M. Lawn a prononcé ces paroles.

Séance du mercredi 3 avril 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

3. \$157,000.00.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 168 modifiant la charte de la cité de Lévis;

- bill 165 changeant le nom de Ludger-Craig Amiot en celui de Ludger-Craig Murdock;

- bill 119 modifiant la charte de la cité de Granby;

- bill 145 relatif à la ville de Coaticook.

Votre comité désire aussi recommander que le bill 153 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières soit imprimé de nouveau et prie votre honorable Chambre d'accéder à sa demande.

Le rapport est adopté.

Questions et réponses:

**Pont Plessis-Bélair
et Dufresne Engineering**

M. Dansereau (Argenteuil): 1. À quel montant s'élevaient, le 1^{er} mars 1946, les travaux exécutés au pont Plessis-Bélair, tant pour la construction du pont même que pour les approches?

2. À quel pourcentage la Dufresne Engineering a-t-elle exécuté ces travaux?

3. Quels sont les estimés des travaux à parachever?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Quant à ce qui concerne le ministère des Travaux publics:

1. \$1,265,724.02.

2. La province exécutant elle-même les travaux, la taxe de vente fédérale de 8 % ne pouvait pas être chargée, ce qui réduit considérablement le pourcentage de 5 % payé à la Dufresne Engineering.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Quant à ce qui concerne le ministère de la Voirie:

1. \$284,410.84 pour les approches.

2. Les travaux ont été exécutés par la province par l'intermédiaire de ladite compagnie agissant comme agent de la province, avec la conséquence que la taxe de vente fédérale de 8 % n'était pas payable, ce qui diminuait de beaucoup le pourcentage de 5 % payable à ladite compagnie.

3. \$65,089.16.

**Colonisation
progressive et rationnelle**

M. Joyal (Chambly): En vertu de la loi 9 George VI, chapitre 33, intitulée: Loi pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles, et autorisant le gouvernement à dépenser \$16,000,000:

a) Combien le gouvernement avait-il dépensé au 1^{er} mars 1946?

b) Quelle balance restait disponible à cette même date?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): a) et b) À cause de l'important travail d'organisation et de réorganisation préalable et nécessaire et des conditions économiques actuelles de l'après-guerre, à la date du 1^{er} mars 1946 ladite somme de \$16,000,000 était intacte.

Dépôt de documents:

**Bois coupé
des terres de la couronne**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée, en date du 1^{er} avril 1946, demandant la production d'une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le gouvernement de la province depuis le 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 1^{er} mars 1946 inclusivement, relativement à l'exportation, en dehors du territoire de la province de Québec, des bois coupés sur les terres de la couronne. (Document de la session no 26)

Motions des députés:

Conférences fédérales-provinciales

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Lemieux), que cette Chambre, vu l'importance considérable des conférences fédérales-provinciales et les conséquences incalculables qu'elles auront sur les intérêts matériels et spirituels du peuple de la province de Québec, demande au gouvernement d'étudier sérieusement le projet de nommer immédiatement une commission officielle, composée de spécialistes sans distinction de partis et compétents dans les questions en jeu, et chargée de préparer, après étude, enquête et consultation, un document public complet et définitif sur la question.

Je demande au gouvernement, dit-il, de faire connaître de façon précise et claire ce qu'il entend faire à Ottawa pour sauvegarder la souveraineté sociale et fiscale de la province de Québec. J'ai étudié, dans un travail fouillé, l'aspect moral et financier des propositions soumises aux provinces par Ottawa.

Les propositions fédérales actuelles aux provinces, venant après bien d'autres efforts centralisateurs, auront nécessairement des conséquences très graves sur l'avenir de notre peuple. Elles sapent la souveraineté provinciale à plusieurs titres, mais je me contenterai pour le présent d'en étudier l'aspect moral et matériel. La législation sociale proposée par Ottawa prétend s'emparer totalement ou partiellement de la direction générale des travaux publics, de la sécurité sociale, des pensions de vieillesse, de l'assistance aux chômeurs. Elle prétend partager avec les provinces dans l'administration de l'assurance-santé, du logement, de la politique ouvrière en général. Cette situation peut avoir d'énormes répercussions morales.

Prenons d'abord la conception de la famille. Les anglo-protestants ont une arrière-pensée de "birth-control" dans leur conception de la famille. Moins d'enfants, c'est une étape vers la civilisation. Il y a comme un mépris pour la famille nombreuse. Les conséquences de cette conception se font sentir dans la législation. Qu'Ottawa adopte une loi sociale, qu'arrivera-t-il? Il arrivera qu'Ottawa fera ses lois pour la moyenne des familles canadiennes et non pour la moyenne des familles québécoises.

Il y a eu, par exemple, la loi d'assurance-chômage. Aujourd'hui, un chômeur célibataire

recevra une prestation hebdomadaire de \$4.08. Son voisin, qui gagnait le même salaire et a 10 enfants, se verra octroyer \$4.80, soit une différence de \$0.72 par semaine pour onze personnes. Est-ce là une politique familiale? Au moment où cette législation était adoptée, il n'était pas encore question d'allocations familiales. La situation était-elle acceptable pour un peuple qui élève beaucoup d'enfants? Non, assurément. C'est une loi barbare, inhumaine, sottise et antisociale. Mais, il devait en être ainsi dès qu'on laissait Ottawa légiférer dans ce domaine.

Dans tous les pays du monde, les allocations familiales servent principalement à secourir les familles nombreuses. Or, chez nous, Ottawa procède à l'inverse. On la bat en brèche, de toutes les façons imaginables. Il conçoit l'inconcevable taux décroissant en vertu duquel, plus vous avez d'enfants, moins vous recevez d'aide et d'allocation pour chaque enfant. Comme le disait récemment un ouvrier en termes savoureux, c'est une amende qu'Ottawa impose après le cinquième enfant. Jusqu'au logement qui est conçu de façon à décourager les gens d'avoir des enfants.

Si on laisse Ottawa s'immiscer dans le problème du logement, la même erreur se répétera et les mêmes intérêts légitimes seront lésés chez nous. Les plans seront conçus pour la famille moyenne. Au point de vue de la morale stricte, la conception anglo-protestante ne correspond pas à la mentalité québécoise. Dans les problèmes de morale sexuelle, leur conception heurte la nôtre. Tout cela nous convainc qu'il faut conserver à tout prix nos droits dans tous les domaines.

Des problèmes analogues s'étaient posés en 1867. Il y a eu des luttes très dures livrées par les Canadiens français pour empêcher l'union législative. Nos ennemis travaillent aujourd'hui à défaire cette œuvre en déplaçant les problèmes pour en confier la solution à Ottawa. Après 79 ans, on est témoin d'efforts pour opérer un chambardement général dans le pacte fédératif. En d'autres termes, il ne faut pas oublier que dans une Chambre provinciale, nous restons en majorité, tandis que dans une Chambre fédérale, nous sommes en minorité.

Ottawa, avec l'assurance-chômage, a tenté de s'immiscer dans la question du logement. Dès qu'il y a une fissure, que nous commençons à céder sur un point, qu'une pierre est enlevée, tout l'édifice est en danger. Ottawa procède de façon insinuante. Il essaie de cerner ce qu'il ne peut attaquer de front, comme on l'a vu dans le domaine de l'éducation où il essaie de répandre sa propagande centralisatrice par la culture physique, la radio, le cinéma, les examens du

service civil. Il importe d'être vigilant. Je demande au gouvernement de Québec d'être très prudent dans ses négociations avec Ottawa. Il se peut que dans l'avenir nos questions d'éducation soient réglées par Ottawa. Il faut que la province établisse clairement ses positions et ait une volonté inébranlable de faire respecter le pacte confédératif. La province doit aussi régler elle-même ses problèmes sociaux.

Par rapport aux autres, Québec est encore une des provinces riches. Elle est donc capable, comme l'Ontario et la Colombie, de financer sa législation sociale. Mais, pour cela, il lui faut des moyens financiers et, pour s'en assurer, elle n'a qu'à reprendre ses sources de revenus, comme l'impôt sur le revenu et autres cédés à Ottawa pour la durée de la guerre. Ce ne serait pas sauver l'autonomie fiscale du Québec si on revenait d'Ottawa après avoir cédé l'impôt sur le revenu.

Nous avons le droit à la primauté dans ce domaine. Si l'on tient compte des centaines de millions recueillis par le fédéral pendant la guerre, ce serait une folie d'abandonner un pareil impôt, même pour une compensation de \$40,000,000 à \$60,000,000 par année, ce qui paraît énorme. C'est relativement petit, si l'on songe à ce que l'impôt sur le revenu peut réellement rapporter.

Sauver la province de Québec dans le domaine social et fiscal, ce sont là des mots qui ont une signification nette. On serait plus à l'aise si le gouvernement nous avait dit ce qu'il entend faire. Ce n'est pas le temps de faire des jeux de mots et le gouvernement devrait dire franchement et nettement ce qu'il entend faire. Si j'ai compris pendant assez longtemps le silence du premier ministre sur l'attitude de la province de Québec, afin de ne pas éveiller l'animosité de la majorité, son silence ne s'explique plus aujourd'hui, et tout particulièrement trois semaines avant la conférence définitive qui aura lieu à Ottawa.

Les autres provinces ont laissé voir leur pensée sur ces sujets. Le premier ministre Drew, de l'Ontario, a été très franc et d'autres chefs de gouvernement ont fait de même. Nous ne savons pas exactement où nous en sommes. Qu'attend le premier ministre de Québec pour éclairer son peuple sur ses intentions? Il a déclaré récemment à une délégation de l'UCC que nous devons sauvegarder la législation sociale, mais comment? Il n'a donné aucune précision sur l'aspect fiscal. Il a déclaré que l'entente sera ratifiée par les Chambres.

Jusqu'ici, le gouvernement s'est contenté de faire des énoncés intéressants, mais de nature très générale. On a tenté de rassurer la Chambre en affirmant que tout ce qui allait être fait devrait être

ratifié par le pouvoir législatif. C'est bien, mais cela signifie également que le pouvoir législatif sera confronté à un fait accompli. S'il n'est pas d'accord avec l'entente proposée et qu'il la rejette, comment peut-il mettre sur pied une autre conférence? Il serait absurde de prétendre que tout sera à recommencer. J'espère que lorsque le pouvoir législatif sera devant un fait accompli, qu'il trouvera que le fait est bon. Je n'aimerais pas être confronté à un mauvais fait accompli. C'est le temps de prendre attitude. Quand nous serons mis devant le fait accompli, il sera trop tard.

Aussi, nous demandons au gouvernement ce qu'il prétend par législation sociale, ce qu'il a l'intention de défendre dans ce domaine, quelle sera son attitude au point de vue fiscal, quelles sont les sources de revenus qu'il veut garder, ce qu'il pense d'un octroi fédéral compensatoire, auquel, nous l'avons déjà dit, nous sommes opposés.

Je propose l'établissement de la commission dont nous parlons au début, pour répondre à l'enquête Rowell-Sirois, qui est la charte des centralisateurs et qui a contaminé beaucoup d'esprits, parce qu'elle contient une documentation impressionnante et dont les conclusions ont été vulgarisées par une habile propagande.

Il faudrait sortir un document définitif, d'où pourrait découler toute une législation. Il faudrait aussi vulgariser systématiquement ces idées en faisant comprendre au peuple ce qu'il y a d'engagé dans la lutte actuelle, au point de vue des intérêts spirituels et matériels. Le gouvernement actuel a la responsabilité la plus lourde qui ait été dévolue à un gouvernement depuis Sir George-Étienne Cartier, s'il veut empêcher le sabotage de la Confédération.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Adopté.

La motion est adoptée.

Demandes de documents:

Abolition de la prime à la production du fromage

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Sylvestre), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, un de ses ministres ou officiers et toute personne ou

association relativement à l'abolition de la prime sur le fromage, du 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 15 février 1946 inclusivement.

J'ai réclamé, dit-il, cette correspondance l'an dernier, et comme elle n'a pas été produite, je reviens à la charge.

La motion est adoptée.

Motions des députés:

Aluminum Company et son usine d'Arvida

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) invite le député de Québec (M. Chaloult) à discuter sa motion.

M. Chaloult (Québec): Je demande au premier ministre de retarder cette discussion à plus tard, à cause d'une entente avec le ministre de la Voirie (M. Talbot), qui veut assister à cette discussion, puisque l'usine d'Arvida est dans son comté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'appelle l'item suivant.

Système Borstal de détention des jeunes délinquants

Un député pour M. Côté (Rouyn-Noranda) propose que: Attendu que, d'après le rapport de la Commission royale d'enquête sur le système de détention des jeunes délinquants du Canada en général, et dans la province de Québec en particulier, est démodé et inadéquat;

Cette Chambre prie l'honorable premier ministre de la province de demander à l'honorable ministre de la Justice du Canada, à l'occasion de la prochaine réunion de la conférence fédérale-provinciale, d'appliquer immédiatement, dans la province de Québec, les recommandations contenues dans le rapport soumis en 1938, par la Commission royale d'enquête sur le système pénal du Canada, relativement au système de détention des jeunes délinquants, et d'y installer, en particulier, le système Borstal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Refusée.

La motion est rejetée¹.

Demandes de documents:

Activités en violation de la moralité

M. Francoeur (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Morin), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée au cours de l'année civile 1945 entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et tout membre du clergé, de corps publics, d'association ou tout individu relativement à la publication et à la vente dans la métropole de littérature obscène, aux maisons de jeu et, de façon générale, à la violation de la moralité.

Le procureur général, dit-il, a le droit et le devoir d'intervenir pour enrayer la vague de criminalité qui se fait particulièrement sentir à Montréal. Je veux connaître le travail que son département a fait pour réprimer l'accroissement de la criminalité à Montréal. Je demande la censure sévère des programmes et des affiches de théâtre et je veux savoir quelles mesures le gouvernement provincial entend prendre pour protéger la famille qui est plus particulièrement battue en brèche par le relâchement dans les mœurs. Certaines gens attribuent cette vague de crimes à la guerre. Cette prétention n'est pas fondée si l'on considère que, parmi les personnes arrêtées, la proportion des militaires représente à peine 1 %. J'admets que l'éducation doit se faire au sein de la famille d'abord, mais j'estime que l'autorité provinciale a donné un mauvais exemple en prêchant ouvertement la violation de certaines lois fédérales. Le gouvernement a le devoir d'aider les parents à faire respecter l'ordre et l'autorité. Je veux féliciter les autorités religieuses, en particulier Mgr Valois, et d'éminentes personnalités de la métropole de la campagne qui se poursuit à Montréal contre l'immoralité grandissante.

La motion est adoptée.

Allocations familiales

M. Bienvenue (Drummond) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous télégrammes, correspondances, etc., échangés, depuis le 1^{er} janvier 1945 jusqu'au 28 février 1946, inclusivement, entre le gouvernement de la province, aucun de ses

membres ou officier, et toutes personnes ou association, relativement au paiement, par le gouvernement de la province de Québec, de la différence du taux décroissant des allocations familiales, ainsi que copie de tous arrêtés ministériels et règlements adoptés à cet effet.

La question que je veux étudier en présentant une motion pour ordonner la production de la correspondance à ce sujet, dit-il, est celle des allocations familiales payées par le gouvernement fédéral et des allocations aux mères nécessiteuses payées par le gouvernement provincial. Cette motion intéresse les classes moyennes et les moins fortunées.

Le 5 septembre 1945², le premier ministre faisait la déclaration suivante: "À partir du 1^{er} septembre, le gouvernement augmentera de \$10 par mois les allocations aux mères nécessiteuses." Quelque temps après, le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) écrivait aux mères nécessiteuses: "Vous constaterez que le gouvernement améliore votre situation et vous permet de bénéficier d'un revenu plus élevé". Mais en novembre 1945, l'organe de l'Union nationale, je ne prendrai pas le temps de lire tout son article, disait: "Évidemment, ce n'est pas le pactole et, en réalité, il est possible que les mères nécessiteuses reçoivent moins d'allocations du gouvernement provincial". C'était une douche d'eau froide. Les mères nécessiteuses commencèrent à recevoir leurs chèques et il leur fut possible de faire des comparaisons.

Il y a eu augmentation pour les mères de 1, 2 et 3 enfants et diminution pour les autres qui en ont encore plus besoin, puisque que leur famille est plus grande. Voici le changement que le gouvernement avait fait: la mère nécessiteuse recevait avec un enfant, \$10 de plus; avec 2 enfants, \$6 de plus; avec 3 enfants, \$2 de plus; avec 4 enfants, \$2 de moins; avec 5 enfants, \$6 de moins; avec 6 enfants, \$10 de moins; avec 7 enfants, \$14 de moins; avec 8 enfants, \$17 de moins; avec 9 enfants, \$19 de moins; avec 10 enfants, \$21 de moins; avec 11 enfants, \$22 de moins. Cette diminution frappe particulièrement les comtés ruraux, où la majorité des familles ont plus de 5 enfants. La diminution était donc considérable.

L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri): C'est pas possible puisque, sous le régime de l'Union nationale, plus de 71 % des mères nécessiteuses ont été augmentées par toute la province. C'est la majorité.

M. Bienvenue (Bellechasse): Pour les familles de quatre enfants et plus, s'il y a eu augmentation,

c'est parce que l'on tient compte des allocations familiales payées par le fédéral qui, d'après le premier ministre, constituent une violation de l'autonomie provinciale. Je ne connais pas une seule mère qui ait retourné son chèque à Ottawa parce que la loi viole l'autonomie provinciale. Ce n'est pas des paroles que veulent les mères nécessiteuses, mais des actes et, surtout, des chèques.

L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri): Un grand nombre ont attendu leur chèque longtemps.

M. Bienvenue (Bellechasse): Je suis heureux que l'honorable ministre de Saint-Henri s'intéresse à la question, mais s'il veut faire un discours, qu'il attende son tour. Je l'écouterai avec plaisir. La situation est la suivante: dans les municipalités de moins de 10,000 âmes, une mère de 11 enfants recevait \$70 par mois avant le 1^{er} septembre 1945. Aujourd'hui, elle ne reçoit plus que \$64³ du provincial.

Si l'on ajoute l'allocation fédérale, cette mère recevait \$121 avant le 1^{er} septembre 1945. Aujourd'hui, elle ne reçoit que \$115. Si l'honorable ministre de Saint-Henri obtient de son chef que les mères reçoivent ces \$6 qui leur ont été enlevés, je suis certain que, dans un grand nombre de maisons, on accrochera son portrait au mur avec cette inscription: "Voilà un ministre qui a fait quelque chose".

L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri): Il n'y a pas beaucoup de famille de 11 enfants en bas de 16 ans.

M. Bienvenue (Bellechasse): Personne ne peut nier cela. Mais, il n'y a pas que les mères de 11 enfants qui soient affectées. Une mère de huit enfants recevait \$50. On a diminué son allocation à \$45 et à \$35 ensuite. Une mère de quatre enfants, qui recevait \$35, ne reçoit plus rien du provincial depuis qu'elle reçoit l'allocation familiale du fédéral.

Dans la paroisse de Sainte-Sabine-de-Bellechasse, deux mères qui recevaient \$70 et \$50 ne reçoivent plus que \$48 et \$40. Ah, il y a des cas où la mère reçoit plus. Pourquoi? Parce qu'elle reçoit une plus généreuse allocation du fédéral. La Législature a passé l'an dernier une loi provinciale des allocations familiales. Pas un sou n'a été payé en vertu de cette loi. Elle permettait au gouvernement de conclure des ententes avec le fédéral au sujet des allocations. Ce n'est pas cela qui enrichit le monde. Ce qu'il faut aux familles, ce ne sont pas des ententes, mais des chèques.

Au lieu d'attaquer la loi des allocations familiales du fédéral, comme on l'a fait l'an dernier, on devrait remercier le gouvernement fédéral d'avoir compris la nécessité d'une législation sociale que le gouvernement provincial ne comprend pas.

(Applaudissements prolongés à gauche)

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je suis heureux que le député de Bellechasse ait provoqué ce débat. Je veux mettre la situation bien au clair. C'est le premier gouvernement de l'Union nationale qui a institué les allocations familiales. En septembre 1937, la moyenne des allocations payée par mois aux mères nécessiteuses était de \$40.77 tandis qu'au mois d'août 1940, sous le régime libéral, cette moyenne était passée à \$26.49 par mois⁴. Le gouvernement précédent avait réduit les allocations en 1940, mais en accordant \$2.50 par enfant. Sous le régime libéral, la moyenne des allocations payées n'a jamais dépassé \$33.28 par mois.

On les a augmentées légèrement comme suit: en 1941, le montant alloué à l'enfant fut élevé à \$5. En avril 1941, la moyenne payée était de \$28.46; le 25 janvier 1943, de \$29.42; en août 1944, de \$30.61. On a bien approuvé, en janvier 1943, un amendement pour dire que la moyenne maximum serait portée à \$75 par mois. La moyenne fut alors élevée à \$33. Mais l'amendement ne fut jamais appliqué. C'était du bluff.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Dans mon comté, je connais un cas où l'allocation est tombée de \$45 à \$39.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Lorsque l'Union nationale est arrivée au pouvoir, on a voulu corriger cet état de choses. Sous mon administration, les mères nécessiteuses ont toutes reçu une augmentation de base de \$10 par mois. L'allocation de base, qui était de \$20 et \$25 par mois sous le régime libéral, a été portée à \$30 et \$35 par mois. Dès septembre 1945, sur un total de 10,563 mères, il y en a 8,418 qui reçoivent plus qu'elles ne recevaient auparavant.

M. Bienvenue (Bellechasse): En tenant compte des allocations fédérales.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Du provincial seulement, sans tenir compte des allocations familiales payées par Ottawa.

M. Bienvenue (Bellechasse): N'est-il pas vrai que l'allocation de \$50 est tombée à \$43?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Nous avons augmenté de \$10 par mois toutes les mères nécessiteuses. Il ne faut pas tirer de conclusions générales des exemples apportés par le député de Bellechasse, car parmi celles qui retirent des allocations, des mères de 12 enfants, il n'y en a que 5⁵; des mères de 11 enfants, il n'y en a que 26. Dans 80 % des cas, il y a augmentation de ce que donne le gouvernement provincial. Dans les autres cas, la diminution est compensée par les allocations fédérales. Que l'on essaye de nier ces chiffres.

Du 1^{er} octobre 1944 au 1^{er} octobre 1945, nous avons payé \$4,000,000 aux mères nécessiteuses. En moyenne, elles reçoivent actuellement deux fois plus de Québec que d'Ottawa⁶. Les règlements mis en vigueur en septembre 1945 représentent une augmentation de \$48,000⁷ par mois, sans tenir compte des allocations fédérales. Depuis que la loi a été passée, nous avons payé plus de \$20,000,000 en allocations.

L'ancien régime avait diminué ces pensions, nous les avons augmentées. Si nous avions voulu profiter de la loi fédérale, le gouvernement provincial aurait économisé \$2,000,000 par année. Bref, je répète que toutes les mères nécessiteuses ont reçu une augmentation de base de \$10 par mois.

(Mouvements de protestation à gauche)

Dans les cas de diminution, celle-ci est compensée par les allocations fédérales. Lorsque la loi fédérale est arrivée, nous aurions pu supprimer l'allocation aux enfants. Nous ne l'avons pas fait. Nous avons augmenté les allocations de \$48,000 par mois.

(Applaudissements à droite)

M. Hamel (Saint-Sauveur): La Chambre s'est rendu compte que le ministre se trouve dans une pénible situation. Il n'a pas de raison de vanter son gouvernement vu qu'il a voulu faire intervenir la loi de la moyenne pour défendre sa cause et pour prouver une chose qui n'existe pas. C'est une méthode dangereuse. C'est une loi qui ne s'applique pas toujours. Qu'est-ce qu'on dirait si, sur 100 employés d'un établissement, il y en avait 99 qui recevaient \$5,000 à \$1,000 de salaires chacun, que le centième ne recevait que \$5 par semaine et que, sur sa plainte, le patron dirait: "Mais la moyenne des salaires que je paie est très bonne"?

Si nous additionnons les allocations provinciales et fédérales, le total est plus considérable, mais ça ne justifie pas la province d'adopter le taux décroissant. Le gouvernement avait condamné, l'an dernier, avec vigueur avec nous, l'échelle décroissante des

allocations familiales et il l'a adoptée ensuite lui-même, avec la conséquence que les allocations provinciales ont été diminuées.

Il est vrai qu'il y a eu augmentation pour une mère qui a un, deux ou trois enfants, mais à quatre enfants, quand sa générosité s'applique, il y a diminution, à cinq enfants, la diminution est plus sensible. Une mère de cinq enfants qui recevait, avant le mois de septembre 1945, \$45 par mois n'en retire plus que \$39⁸ depuis que le gouvernement se proclame généreux. Une mère de huit enfants qui recevait \$60 sous l'ancien régime n'en retire plus que \$43⁹, etc. avec la nouvelle loi.

Voici des faits et la loi de la moyenne n'y peut rien. Depuis que le gouvernement prétend se montrer généreux, les mères de familles nombreuses qui en ont le plus besoin reçoivent des allocations diminuées.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) approuve les remarques des députés de l'opposition. C'est dans Québec, d'après les statistiques, que les mères nécessiteuses sont les plus nombreuses, dit-il. La province de Québec possède 51 % des familles de 7, 8, 9 enfants et 63 % des familles de 10 enfants et plus de tout le pays. Ce n'est pas dans une province comme la nôtre que l'on doit abaisser les allocations familiales pour les mères de nombreuses familles.

Je comprends, d'après les chiffres cités par le ministre, que 2,144 mères nécessiteuses reçoivent actuellement des allocations diminuées et celles-là sont les mères des familles les plus nombreuses.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il y a une proportion de mères qui reçoivent moins.

M. Godbout (L'Islet): Celles qui ont le plus besoin.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Elles sont frappées d'une double injustice; celle du taux décroissant des allocations familiales appliqué par Ottawa et celle du taux décroissant des allocations aux mères nécessiteuses appliqué par Québec. La générosité du gouvernement diminue au moment où la mère en a le plus besoin.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je veux répéter au ministre que je connais non pas un, mais deux cas de mères nécessiteuses. Il mentionne le nom de deux mères de cinq enfants demeurant à la Rivière-du-Loup. Avant septembre 1945, dit-il, ces

deux femmes recevaient un chèque de \$45 par mois du gouvernement provincial. Depuis cette date, le montant du chèque a été baissé à \$39.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien ces mères reçoivent-elles du fédéral¹⁰? Les allocations familiales compensent.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Oui, c'est cela. Le premier ministre a prétendu que la loi fédérale était inconstitutionnelle. Son syndicat des indépendants a été battu le 11 juin 1945 et aujourd'hui il vient nous dire: "Si les mères nécessiteuses reçoivent moins du provincial, par contre, elles reçoivent plus du fédéral". Voilà les gens qui critiquaient la loi fédérale, en disant qu'elle lésait les droits de la province et qui s'en servent comme excuse aujourd'hui pour diminuer leurs allocations. Ce sont ces gens qui, l'an dernier, ont fait passer une loi des allocations familiales sous prétexte de mieux aider aux mères de la province. En vertu de la nouvelle échelle des taux décroissants, les mères qui ont quatre enfants ou plus ont vu leur pension diminuer sensiblement.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): Les mères qui reçoivent des allocations de \$75 par mois du gouvernement fédéral ne sont plus des mères nécessiteuses. Il faut tenir compte du total des sommes qu'elles reçoivent. Si on fait le total des allocations d'Ottawa et de Québec, il y a augmentation. En principe, la province aurait pu cesser de payer des allocations. Elle ne l'a pas fait et elle a même augmenté son allocation dans la plupart des cas. Les mères ont une base de \$10 par mois de plus sur ces pensions avec le gouvernement de l'Union nationale. Si l'on veut aller plus loin, on tombe dans le socialisme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition s'ingénie à vouloir diminuer le mérite du gouvernement. Il est un fait incontestable, c'est qu'avant l'arrivée de l'Union nationale au pouvoir, en 1936, il n'y avait pas d'allocations aux mères nécessiteuses. Pendant 40 ans, le Parti libéral avait laissé les enfants privés des caresses de leurs mères parce que ces dernières devaient aller gagner leur vie dans les usines. C'est l'Union nationale qui a créé ces allocations. C'est l'Union nationale qui a permis aux mères de rester dans leurs demeures, de prendre soin et de prodiguer des caresses à leurs enfants. C'est en 1936, qu'avec un gouvernement d'Union nationale les mères nécessiteuses se sont senties protégées pour la première fois.

Pendant 40 ans, le Parti libéral n'a rien fait dans le domaine social et ce sont les héritiers de ces gens-là, de ces gouvernements sans cœurs qui refusaient aux enfants les caresses de leurs mères et qui ont diminué les allocations en 1940, qui viennent aujourd'hui nous reprocher de ne pas avoir assez fait. Ils veulent essayer, aujourd'hui, de se faire passer pour des philanthropes et des patriotes. Si nous n'avions pas rescindé un arrêté en conseil adopté sous le régime précédent, en 1944, et passé notre loi des allocations aux mères nécessiteuses, ces dernières auraient perdu au moins \$1,000,000 par année.

Quand le gouvernement fédéral a passé sa loi des allocations familiales, j'ai écrit au premier ministre King pour lui dire que la loi, telle que rédigée présentement, ne peut pas être acceptée par la province de Québec, à moins que l'on ne reconnaisse les droits inaliénables des parents et les droits exclusifs de la province en matière d'éducation. C'est ce que j'ai dit à maintes reprises aux autorités fédérales, notamment aux réunions de la conférence fédérale-provinciale. J'y tiens et ces droits seront respectés. L'an dernier, une loi provinciale a été passée à ce sujet.

Récemment, j'ai écrit de nouveau à M. Claxton¹¹ à ce sujet. J'ai le plaisir de dire qu'à la suite de nos démarches, je recevais ces jours derniers de M. Claxton une lettre dans laquelle il m'apprenait que, dès cette session, la loi fédérale des allocations familiales sera amendée de façon à décréter que ce n'est pas le gouvernement fédéral qui décidera quelle instruction doit recevoir l'enfant pour avoir droit aux allocations, mais le surintendant de l'Instruction publique.

J'ai répondu à M. Claxton que c'était une amélioration, mais que ce n'était pas suffisant. Dans notre province, le surintendant est un fonctionnaire. C'est au Conseil de l'Instruction publique et non au surintendant de régler les questions d'éducation et de définir les programmes. Nous ne voulons pas que, sous l'égide d'une loi d'allocations, on nous impose des principes socialistes. La loi fédérale des allocations familiales s'applique aux épouses dont les maris ne vivent pas avec elles. C'est un principe immoral. Nous ne voulons pas non plus que tout le monde compte sur le gouvernement pour vivre.

J'ai ajouté que nous ne pouvons accepter une loi qui ne respecte pas nos droits au point de vue familial et en matière de droit civil. J'ai raison de croire, d'après la réponse que j'ai reçue de M. Claxton, que les autorités fédérales sont bien disposées et que des amendements justes et raisonnables que nous désirons seront incorporés dans la loi dès la

présente session. Nous voulons conserver nos bonnes traditions intactes.

Il résume ce qu'a fait l'Union nationale dans ce domaine. Les libéraux, dit-il, avaient réduit le montant que le gouvernement payait aux mères nécessiteuses. De 1939 à 1944, les mères nécessiteuses ont vu les allocations données sous le régime du Parti libéral baisser en moyenne de \$40 à \$24 par mois, soit \$16 de moins. En 1944, lors du retour au pouvoir de l'Union nationale, nous avons examiné la situation et nous avons réparé cette injustice en augmentant de \$10 par mois l'allocation de base. Le gouvernement a aussi comblé le taux décroissant du fédéral à partir du cinquième enfant.

Les libéraux nient que nous avons augmenté les allocations. En prenant leurs chiffres, on constate que, pour dire que les mères nécessiteuses reçoivent moins, on met de côté les \$48,000 que nous payons de plus par mois et on met de côté les allocations fédérales. Une chose est certaine, c'est que nous payons actuellement \$48,000 par mois de plus qu'autrefois aux mères nécessiteuses et personne ne peut nier cela. Nous n'avons jamais voulu voir l'établissement d'un système d'état socialiste dans la province et nous considérons que les politiques socialistes comme étant antisociales, anticanadiennes-françaises, anti-chrétiennes et anti-catholiques. Nous avons conscience d'avoir porté secours aux mères nécessiteuses et aux orphelins en payant \$4,000,000 par année, dont les trois-quarts sont la part du gouvernement de Québec. Aller plus loin serait verser dans le socialisme.

La province aurait pu, à la suite des allocations familiales d'Ottawa, réduire en tout ou en partie les allocations aux mères nécessiteuses. On n'en a rien fait, car le gouvernement a considéré que la mère nécessiteuse a besoin d'allocations supplémentaires pour faire face à ses charges. Sous notre régime, la mère est protégée de même que les droits du Québec.

(Applaudissements à droite)

M. Godbout (L'Islet): Je veux féliciter l'honorable député de Bellechasse (M. Bienvenue) d'avoir attiré l'attention de la Chambre sur cette question. Le premier ministre a remonté jusqu'à 40 ans en arrière pour reprocher aux libéraux d'avoir, pendant toute cette période, privé les petits enfants des caresses de leurs mères et de n'avoir pas présenté aucune législation sociale.

À l'entendre, les libéraux sont des gens absolument réfractaires au progrès social. Il se vante de sa législation sociale. Et cependant, c'est de lui

qu'écrivait l'actuel ministre de l'Agriculture, le 17 septembre 1933: "Depuis longtemps et depuis qu'il est chef intérimaire, je me suis efforcé de l'amener à accepter et à préconiser cette législation sociale nécessaire chez nous. Toujours il a refusé et même parfois il a employé son autorité pour nous empêcher ou essayer de nous empêcher de prêcher ces réformes et ces lois sociales telles que pensions aux vieillards, secours aux mères nécessiteuses, allocations familiales, réglementation du travail féminin, salaires minimums, limitation des heures de travail, etc."

Qui écrivait cela? Ce n'est pas un adversaire politique. C'est le propre collègue du premier ministre actuel, du chef du gouvernement qui se vante tant aujourd'hui d'être ouvert aux questions sociales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
De quelle date cette lettre?

M. Godbout (L'Islet): Du mois de septembre 1933. Le premier ministre se glorifie d'avoir donné la loi des allocations aux mères nécessiteuses. Il a oublié que c'est mon gouvernement qui a fait accepter le principe des allocations familiales dans nos industries où il existe des conventions collectives. C'est mon gouvernement qui, en 1941, a mis sur la liste la mère nécessiteuse, mère d'un seul enfant. Elle ne recevait rien sous l'Union nationale en vertu de la loi de 1937 dont il se vante.

C'est encore le Parti libéral qui a défini ce qu'il faut entendre par mères nécessiteuses. Nous avons décidé que la mère nécessiteuse n'est pas seulement la mère naturelle, mais encore la personne qui prend charge des enfants quand la mère est décédée. Nous avons cru qu'une sœur, une tante ou autre parent qui se substitue à la mère naturelle a droit à l'allocation.

(Applaudissements à gauche)

Le premier ministre nous fait un reproche d'avoir assuré des allocations aux pauvres mères abandonnées par leurs maris. Il a laissé entendre qu'il était quasi immoral de les soutenir. Mais, il a omis de dire que nous avons fait bénéficier de cette disposition les mères qui n'avaient pas de nouvelles de leurs maris depuis cinq ans. Je veux bien qu'à ces enfants on prodigue des caresses, sur lesquelles le premier ministre a insisté, mais ce n'est pas suffisant. Il leur faut aussi du pain pour vivre. Après cinq ans, il y a une mesure de protection suffisante.

(Applaudissements prolongés à gauche)

C'est le Parti libéral qui a apporté un amendement pour dire qu'une mère invalide peut retirer la pension. L'Union nationale n'y avait pas

pensé. Le gouvernement a mauvaise grâce de venir parler aujourd'hui des allocations familiales. En 1944, lors des dernières élections, nous avons déclaré que l'allocation familiale telle que décidée par Ottawa n'était pas logique et injuste et que nous comblerions le taux décroissant. Non seulement le Parti libéral a favorisé les mères nécessiteuses, mais en même temps toutes les familles de la province de Québec.

(Applaudissements)

Les discours prononcés par les orateurs du gouvernement n'ont pas réfuté un seul des arguments avancés par le député de Bellechasse (M. Bienvenue). Dans la province de Québec, il est admis que l'enfant coûte plus cher à mesure que la famille augmente. Le gouvernement actuel fait semblant de corriger la défectuosité, mais il adopte en même temps pour lui-même le système qu'il reproche à Ottawa. Je l'affirme: avec le programme provincial, la famille de cinq enfants se trouve à toucher moins qu'auparavant et je mets au défi toute personne de le nier. Les lettres que le ministre du Travail a envoyées aux mères nécessiteuses l'automne dernier le prouvent à l'évidence. Nous avons de nombreuses lettres disant qu'une mère nécessiteuse qui recevait \$70, ne reçoit plus que \$51 ou \$50.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Les mères nécessiteuses reçoivent plus qu'avant.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre a critiqué lui-même ce taux décroissant pour les allocations provinciales. Il y a 2,000 mères, de l'aveu même du ministre du Travail, qui reçoivent moins qu'auparavant. Il y en a plus que 2,000 et ce sont celles qui ont le plus d'enfants. Elles ont eu le plus grand désappointement de leur vie en recevant leur chèque, après la déclaration du premier ministre.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Si une mère nécessiteuse de la province reçoit moins maintenant qu'elle recevait avant, je mets en jeu mon siège de député.

M. Godbout (L'Islet): Elles sont atteintes par la politique du gouvernement actuel. Le premier ministre peut bien faire de la bravade, mais il n'empêchera pas les mères nécessiteuses de recevoir moins d'argent. Ce qui compte pour elles, c'est la diminution du montant de leur chèque, ce qu'elles constatent chaque mois. C'est injuste en face des promesses que le premier ministre leur a faites à grand renfort de publicité.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il n'y a pas que cinq familles de 12 enfants dans la province qui reçoivent des allocations.

M. Godbout (L'Islet): Mais il y en a 3 qui ont 15 enfants. Je répète que ce sont les familles nombreuses qui souffrent de la diminution de revenus que le gouvernement leur impose. Le premier ministre a toujours été contre les allocations familiales. Il a écrit à M. King, premier ministre fédéral, pour s'opposer à cette mesure salvatrice et sociale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est vrai que j'ai écrit à M. King, mais c'était pour protester contre la tentative du fédéral de s'emparer de l'âme de nos enfants en leur imposant l'obligation de suivre les directives d'Ottawa dans le domaine de l'éducation. Je lui ai dit que je n'endurerai jamais qu'on porte atteinte à nos droits dans ce domaine sacré.

M. Godbout (L'Islet): Vous avez écrit à M. King pour vous opposer à la mise en vigueur de la loi des allocations familiales. Le premier ministre protestait contre cette loi à Québec tandis que son collègue M. Drew, l'ennemi des Canadiens français, premier ministre de l'Ontario, s'y objectait à Toronto sous prétexte que ces allocations favorisaient les familles nombreuses de la province de Québec. Et il vient maintenant se vanter d'avoir pris des initiatives auxquelles il n'a aucun droit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable chef de l'opposition est-il en faveur de la partie de la loi des allocations familiales qui donne au fédéral le droit de s'immiscer dans le domaine social de la province, d'intervenir dans l'éducation et de décider qu'un enfant devra aller à telle ou telle école?

M. Godbout (L'Islet): J'ai souvent donné mon opinion là-dessus et elle est la même aujourd'hui. Le premier ministre la connaît. L'an dernier, je l'ai averti de s'occuper du domaine social en prenant ses responsabilités, afin de prévenir toute intervention du fédéral dans ce domaine qui nous appartient.

Aussi longtemps que le gouvernement de Québec ne couvrira pas le champ social dans sa province, c'est ce qui nous arrivera et le gouvernement d'Ottawa tentera d'empiéter dans ce domaine que nous considérons comme sacré, à juste titre.

De l'aveu même du ministre de l'Agriculture, vous ne comprenez rien aux œuvres sociales. Je remercie quand même le fédéral d'avoir supplié à

vos déficiences et d'avoir donné ainsi du pain à ceux qui en ont besoin.

Je répète que le provincial a diminué les allocations et que l'aveu en est venu de la bouche du ministre du Travail qui a admis qu'au-delà de cinq enfants, les familles recevaient moins qu'avant, surtout quand on annonçait à grands coups de trompette que cette augmentation était pour combler le taux décroissant imposé à la province par le gouvernement fédéral. Mais, le gouvernement a appliqué lui-même la politique du taux décroissant.

(Applaudissements prolongés à gauche)

L'honorable M. Barré (Rouville): Je suis entré à l'Assemblée législative en 1931 et j'ai été, dès cette époque, un champion de l'allocation aux mères nécessiteuses. Au début des années trente, lorsque nous étions dans l'opposition en cette chambre, nous étions à peu près onze, et à chaque fois, nous propositions des projets de loi bons et nécessaires sur le plan social.

J'ai moi-même présenté plusieurs motions, mais chaque fois, le gouvernement libéral dont le chef de l'opposition faisait partie à ce moment, qui était alors tout-puissant, a voté contre ces motions et c'étaient nos chers amis, de l'autre côté de la Chambre, qui étaient particulièrement contre les pensions aux mères nécessiteuses et les allocations familiales. Le ministre de l'Agriculture du temps votait aussi contre ces motions. Il y avait une opposition systématique. Je n'ai pas honte de mon indépendance.

S'il est quelqu'un qui peut rougir, c'est le chef actuel du Parti libéral, qui a toujours voté contre la veuve et l'orphelin et qui jamais n'a voulu entendre les appels des malheureux et des cultivateurs. Ce sont là des faits qu'on ne niera pas. Qu'on sorte, si l'on veut, mes lettres personnelles. Les libéraux ont fait un usage public des lettres personnelles où les auteurs expriment librement leurs opinions privées.

La lettre en question a été rédigée il y a longtemps. Il n'y a rien de sale là-dedans. J'ai simplement jugé les hommes à leurs actions. Les libéraux ont toujours refusé de voter les motions que je présentais en faveur des mesures sociales. Ils ont toujours refusé de considérer les lois que nous voulions faire appliquer.

En 1936, le gouvernement a changé. C'est alors que nous avons eu la loi d'allocation aux mères nécessiteuses que les libéraux n'avaient jamais voulu donner. J'ai été heureux de voter pour cette loi. Si la misère s'est prolongée au sein de nos populations, les ramasseurs de lettres privées en sont responsables.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Avez-vous écrit la lettre que mon chef a lue tantôt?

L'honorable M. Barré (Rouville): Certainement que je l'ai écrite. Je ne suis pas de ceux qui se défendent en parlant d'oubli et de distraction.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) veut poser une autre question ou faire une remarque (ses paroles se perdent dans le bruit des manifestations qu'on entend à gauche et à droite).

L'honorable M. Barré (Rouville): Je demande à l'Orateur de rappeler au député de Rivière-du-Loup les leçons de politesse qu'il a reçues dans sa jeunesse. En 1936, le gouvernement n'a pas donné tout ce que j'avais demandé, mais je dois reconnaître qu'il a fait ce qu'aucun gouvernement n'avait fait jusque-là. Je ne serais pas justifiable de ne pas appuyer un homme qui a fait ce que je réclamaïs en vain sous l'ancien régime libéral.

Nous ne devons pas verser des allocations à toutes les mères. L'allocation fédérale est en concurrence avec l'allocation provinciale. On a fait des rajustements parce que, dans certains cas, les deux allocations réunies pouvaient devenir une prime à l'immoralité. Une mère dont le mari avait été impotent et à qui je demandais des nouvelles de sa santé m'a répondu: "Mon mari à l'hôpital me rapporte plus que mon mari au travail".

En quelques années, le gouvernement de l'Union nationale a fait beaucoup dans le champ des lois sociales et c'est pour cela que je donne mon appui au chef de l'Union nationale.

M. Chaloult (Québec): Voilà que se trouve élargi le cadre du débat. Le ministre du Travail a eu l'air piqué de ce débat. Il m'a donné l'impression d'un avocat qui défend une mauvaise cause, sans beaucoup d'assurance. Le premier ministre revendique le mérite d'avoir donné la loi des allocations aux mères nécessiteuses à la province de Québec.

C'est incontestable. Le premier ministre a aussi le mérite d'avoir augmenté de \$10 par mois l'allocation de base à chacune. Tout le monde l'admet et s'en réjouit. Nous nous réjouissons aussi des allocations fédérales. Il est admis également que le gouvernement a augmenté l'ensemble des allocations aux mères nécessiteuses et c'est tant mieux.

Mais, il s'agit de savoir s'il y a justice pour tous les cas pris individuellement. Là est toute la question. Le premier ministre nous a dit que les allocations familiales faisaient une brèche dans le domaine de

l'éducation et portaient atteinte à notre Code civil. Mais, il n'a pas parlé de l'injustice du taux décroissant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En arrivant au pouvoir, j'ai écrit à Ottawa pour dire au gouvernement qu'il n'avait pas le droit de s'emparer de l'âme des enfants, en décidant que les enfants devaient aller à telle ou telle école, en s'immisçant dans le domaine de la famille. J'ai dit également à Ottawa que le taux décroissant était injuste. J'ai fait une distinction entre la question constitutionnelle et la question administrative.

M. Chaloult (Québec): C'est là le point. Le ministre du Travail a admis qu'il appliquait un taux décroissant aux allocations provinciales.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Nous comblons le taux décroissant du fédéral.

M. Chaloult (Québec): Mais, il y a 2,144 mères qui reçoivent moins. Et, comme on l'a dit, ce sont celles qui ont le plus d'enfants et ont le plus de besoins. Le gouvernement a appliqué la politique du taux décroissant qu'il accuse Ottawa d'avoir imposé.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le gouvernement provincial a travaillé d'après un tableau et a évité de franchir les limites qui normalement ne devaient pas être franchies.

M. Chaloult (Québec): Je recommande d'étudier davantage la situation afin de rendre justice à tout le monde. Mais il est 6 heures et je propose l'ajournement du débat.

Il propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. M. Côté n'est pas en Chambre à ce moment. La motion a donc été rayée du *Feuilleton*, selon *L'Action catholique*, 4 avril 1946, à la page 3.
2. Le 20 septembre, selon *L'Événement*, 4 avril 1946, à la page 5.
3. \$47, selon *Le Canada*, 4 avril 1946, à la page 14.
4. Dans *Le Canada*, 4 avril 1946, à la page 5, on peut toutefois lire qu'en août 1942, elle était de \$26.39.
5. Seulement 4, selon *L'Événement*, 4 avril 1946, à la page 5.
6. *La Presse*, 4 avril 1946, à la page 10, spécifie pour sa part "autrefois".
7. \$48,746, selon *La Presse*, 4 avril 1946, à la page 10.
8. \$35, selon *L'Action catholique*, 4 avril 1946, à la page 13.
9. \$49, selon *La Presse*, 4 avril 1946, à la page 10.
10. Cette question aurait été posée par Onésime Gagnon, selon *L'Événement*, 4 avril 1946, à la page 5.
11. M. Claxton est ministre fédéral du Bien-être.

Première séance du jeudi 4 avril 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Louis-Philippe Lessard

M. Samson (Québec-Ouest): 1. En outre de M. Louis-Philippe Lessard, commis intermédiaire au ministère de la Colonisation, qui est mentionné dans la réponse du gouvernement en date du 7 mars 1946, y a-t-il au ministère de la Colonisation un M. Louis-Philippe Lessard qui occupe un emploi d'enquêteur spécial?

2. Dans l'affirmative:

a) quand a-t-il été nommé?

b) quelles sont ses fonctions et quel travail particulier accomplit-il dans les comtés de Beauce et Dorchester?

c) quel est son salaire?

d) fait-il partie du service intérieur ou du service extérieur?

e) des bonis et des extras lui ont-ils été accordés au cours de l'année 1945?

f) a-t-il bénéficié d'une promotion au cours de l'année 1945?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. Il n'y a pas, au ministère de la Colonisation, d'employé du nom de Louis-Philippe Lessard qui occupe un emploi d'enquêteur spécial. Il y a cependant un M. Louis-Philippe Lessard qui est secrétaire adjoint du comité de révision et inspecteur spécial pour le ministère.

2. a) Cet officier a été nommé à ce poste le 4 octobre 1945.

b) Ses fonctions sont celles plus haut désignées. Il n'effectue aucun travail particulier dans les comtés de Beauce et de Dorchester si ce n'est que remplir pour ces comtés, comme pour tous les autres de la province où il a d'ailleurs juridiction, les charges qui lui incombent de par ses fonctions.

c) \$2,400.

d) Il fait partie du service intérieur, car sa principale fonction est celle de secrétaire adjoint du comité de révision.

e) Non, cependant, comme tous les autres membres du personnel, il a droit au remboursement de ses dépenses de voyage.

f) Oui.

Gazette Officielle

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai fait imprimer un numéro spécial de la *Gazette Officielle* contenant les 59 lois qui ont été sanctionnées la semaine dernière. Il n'est pas simplement utile et nécessaire de passer des lois, il faut aussi que ceux qui y sont assujettis puissent les connaître. Autrefois, il fallait attendre plusieurs mois avant qu'elles soient imprimées dans les Statuts. C'est là une autre amélioration de l'Union nationale.

Travaux de la Chambre:

Horaire des séances

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre tienne, à l'avenir, trois séances tous les jours sauf le dimanche: la première de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième, de trois heures à six heures de l'après-midi; la troisième, de huit heures et quart du soir à minuit et demi; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement qui ont trait aux séances du mardi.

Autrefois, dit-il, on passait des motions pour dire que la séance se terminerait à l'ajournement, ce qui permettait de siéger jusqu'à une heure avancée de la nuit. Je dois dire que la Chambre ne siégera jusqu'à minuit et demi que si cela devient absolument nécessaire.

M. Godbout (L'Islet): Nous ne nous opposons pas à cette motion à condition que le règlement nouveau soit appliqué avec discernement. Je compte sur le bon sens et l'esprit de justice du premier ministre pour son application. Si l'on tient compte du travail des députés, il ne serait pas humain de les obliger à siéger régulièrement jusqu'à minuit et demi. Ils ne suffiront pas à la tâche s'il leur faut passer une partie de la nuit au Parlement.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): La motion affecte le jour des députés et j'espère que le premier

ministre ne nous empêchera pas de discuter les motions que nous avons au *Feuilleton*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'écoute toujours l'honorable député avec plaisir et les motions de députés seront sûrement appelées.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Mes électeurs ont du plaisir eux aussi lorsque je rappelle au gouvernement ses devoirs envers la population de Montréal.

M. Chaloult (Québec): Je remercie le premier ministre de ses bonnes dispositions et de la générosité dont il fait preuve à l'égard de la gauche.

La motion est adoptée.

Dépôt de documents:

Nouvelles concessions et résiliations de permis de coupe de bois

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée, en date du 1^{er} avril 1946, demandant la production d'une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le gouvernement de la province depuis le 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 1^{er} mars 1946 inclusivement:

a) à toutes nouvelles concessions forestières sur les terres de la Couronne;

b) à toutes résiliations de permis de coupe de bois sur les terres de la Couronne. (Document de la session no 27)

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1946-1947 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 2 avril 1946, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Bienvenue (Bellechasse): M. l'Orateur, je regrette que l'honorable député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) soit absent parce que j'aurais voulu lui dire combien nous avons apprécié son discours et la critique qu'il a faite des finances de la province. Il a eu l'occasion de

dégonfler bien des vessies que nous n'avions, du reste, pas pris pour lanternes et il a rétabli les faits.

Il a signalé le fait qu'en annonçant un surplus, le trésorier n'avait pas annoncé une seule diminution de taxe. Je m'étonne que le gouvernement puisse annoncer un surplus de plus de \$1,000,000 pour 1945-1946 sans songer à alléger ou faire disparaître le fardeau des taxes, surtout quand le parti au pouvoir a toujours dénoncé avec virulence la taxe et les taxeux dans les campagnes électorales et dans le *Petit catéchisme des électeurs*. Nous avons devant nous un gouvernement conservateur déguisé qui, dans le domaine des taxes, est un gouvernement conservateur tout court.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député sait-il ce que c'est?

M. Bienvenue (Bellechasse): Un gouvernement conservateur, c'est celui qui conserve ce qu'il a dénoncé et devrait faire disparaître.

(Applaudissements à gauche)

L'Union nationale a publié en 1936 "un petit catéchisme" qui a fait sa fortune. On ne le trouve plus en librairie. Les librairies nous disent: "On a tout ramassé" et ils ajoutent: "Si vous en avez un, gardez-le". J'ai gardé le mien et je l'ai lu après le discours du trésorier.

L'honorable M. Tardif (Frontenac): C'est bon.

M. Bienvenue (Bellechasse): Attendez, ça va être meilleur quand on va le lire. Pourquoi le premier ministre ne s'est-il pas inspiré des *Saintes Écritures* de son parti?

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon honorable ami sait-il qui a fait le *Petit catéchisme*?

M. Bienvenue (Bellechasse): Je connais un des auteurs, M. Francoeur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les auteurs de ce document étaient MM. Louis Francoeur, Louis Dupire et Roger Maillet.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le seul survivant des trois s'occupe des choses plus sérieuses maintenant. Dans ce *Petit catéchisme*, on peut lire ceci: "Question: Qu'est-ce qu'une taxe? Réponse: C'est une chose nuisible". Le catéchisme disait entre autres choses que c'était un abus criant de taxer au lieu de pratiquer l'économie.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Est-ce que l'honorable député parle du fédéral?

M. Bienvenue (Bellechasse): À l'ordre! Les élèves n'écoutent pas bien.

(Rires et applaudissements)

Continuons. "Question: La province de Québec est-elle lourdement taxée? Réponse: Mon Dieu oui. C'est la plus taxée". On a catalogué 111 taxes connues. C'est le Parti libéral qui a réduit certaines taxes et fait disparaître les péages sur les ponts. M. l'Orateur, depuis l'avènement de l'Union nationale, il y en a plus de 115. Continuons. "Question: Ces taxes sont-elles justifiées? Réponse: Non, surtout la taxe sur les repas". M. l'Orateur, vous le savez, le Parti libéral a aboli partiellement cette taxe. Mais le gouvernement qui l'a dénoncée, la maintient encore, comme la taxe sur les spectacles! Aucune taxe n'est disparue sous le régime des purs.

Et la taxe de vente. Le premier ministre avait promis de l'abolir. L'an dernier encore, le trésorier provincial avait juré, dans son discours du budget, de faire disparaître cette taxe. Il disait: "Notre politique d'économie est d'autant plus justifiée que, dès cette année, nous abolissons la taxe de vente sur toutes les nécessités de la vie et nous rendons ainsi \$10,000,000 aux familles pauvres". Le trésorier provincial prétendait que la taxe de vente constituait une lourde charge sur les familles nombreuses. Il eut un de ses plus beaux élans oratoires et des applaudissements chaleureux à droite qui durèrent plusieurs minutes. Mais la taxe n'a pas été abolie et le peuple continue de la payer. C'est le temps de dire, comme dans la chanson: qu'est-ce qu'on attend?

Revenons au petit catéchisme de l'Union nationale qui dénonçait la Régie des liqueurs comme un commerce hypocrite, souvenez-vous de ce mot... qui doit disparaître.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons aboli la Commission des liqueurs.

M. Bienvenue (Bellechasse): Aboli, le premier ministre n'est pas sérieux. Mon parti avait supprimé les péages sur les ponts. La Régie des liqueurs avait rapporté \$22,000,000¹ de profits au gouvernement, l'an dernier. Je me demande où serait le surplus du gouvernement sans ces profits. Pourquoi n'a-t-on pas, avec ces \$22,000,000, aboli la taxe de vente qui rapporte \$14,000,000?

J'attire l'attention de la Chambre sur les *Procès-verbaux* de la session de 1943. Le 3 mars

1943, le député de Dorchester (l'honorable M. Bégin) proposait une motion, secondée par le député de Papineau (l'honorable M. Lorrain), dans laquelle on soumet que la taxe de vente est nuisible aux meilleurs intérêts de la province, préjudiciable aux familles nombreuses et qu'elle devrait être abolie sans délai additionnel.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Écoutez, écoutez.

M. Bienvenue (Bellechasse): Tous ceux qui ont voté pour cette motion sont presque tous ministres aujourd'hui, sauf le député de Québec-Centre (M. Morin) et le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé). Écoutez les noms que je lis ici dans les procès-verbaux: Ont voté pour: MM. Duplessis, Gagnon, Bourque, Paquette, Talbot, Barrette, Robinson, Lorrain, Sauvé, etc. J'ai dit qu'ils sont tous ministres aujourd'hui. Il y manque la jeunesse; la jeunesse entrera bientôt dans le sein du cabinet.

(Rires et applaudissements)

Dans ce cabinet où il y a si peu de sincérité. Qu'a-t-on fait? En 1945, on a passé une législation pour abolir la taxe de 2 %, mais le gouvernement avait lié son destin à un projet de loi voulant imposer une taxe de 6 % et le Conseil législatif avait rejeté cette dernière mesure et la taxe de vente est encore en vigueur. Cette loi abolissant la taxe de vente est demeurée lettre morte. Qu'est-ce que le gouvernement de l'Union nationale attend pour abolir cette fameuse taxe de vente qu'il s'est tant engagé à faire disparaître?

Revenons au *Petit catéchisme*². Au chapitre de la Commission des liqueurs: "Question: M. Taschereau n'a-t-il pas fait disparaître le trust des liqueurs qui était entre les mains de quelques-uns? Réponse: Non, ce n'était pas un trust". Le commerce des vins et alcools était jadis un commerce légitime et libre, dans lequel se trouvaient intéressés les Canadiens français, à la fois dans le gros et dans le détail. La Commission des liqueurs a eu pour conséquence de ruiner l'épicier en gros et d'affaiblir l'épicerie de détail, de faire monter les prix et de stimuler le commerce de contrebande. Nous sommes en 1946 et aucune tentative n'a été faite pour remettre le commerce des vins et des alcools à ceux qui l'exerçaient autrefois. M. l'Orateur, ça ne languit plus maintenant qu'on enlève à l'épicier son permis de vendre de la bière et qu'on le tond deux fois avant de lui remettre.

(Applaudissements à gauche, rires dans les galeries)

Le premier ministre prétend avoir aboli la Régie des liqueurs et remis ce commerce à l'initiative privée. Non, mais quel système a-t-il mis à la place? Le gouvernement maintient le commerce d'État. Une distillerie d'Écosse a offert à l'Union nationale du whisky à \$55 la caisse. L'Union nationale a répondu: "Vous n'êtes pas sérieux, ce n'est pas suffisant! Vous allez nous vendre ce whisky 69 schillings la caisse. Nous sommes des purs, mais il faut que notre caisse se soutienne. Le public paiera les 69 schillings et nous pourrons de cette façon, sans que ce dernier ait un mot à dire, mettre 14 schillings par caisse dans le fonds électoral de l'Union nationale. Tout le monde sera content". Lorsque ces révélations ont été faites, le premier ministre a parlé d'enquête. L'enquête était inutile. Le public avait devant lui les télégrammes de la maison Whyte & MacKay à leur agent, M. Blair.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Que mon honorable ami parle de cela quand nous discuterons les crédits du procureur général!

M. Bienvenue (Bellechasse): Nous en parlerons certainement lorsque le budget des dépenses du procureur général sera présenté devant la Chambre. Aujourd'hui, c'est un simple apéritif.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Rien n'a été fait et, d'ailleurs, l'honorable député ne sait pas que M. Blair, l'agent canadien, était un ancien libéral qui voulait continuer les tactiques libérales.

M. Bienvenue (Bellechasse): Il n'est pas un chef libéral, s'il l'a été, il a accroché son manteau il y a depuis longtemps. C'est maintenant un ami de l'Union nationale.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non, non.

M. Bienvenue (Bellechasse): Ce ne serait pas le premier mécréant du monde. Notre Seigneur avait douze apôtres et il y en a un qui a fait défaut. Le premier ministre avait le télégramme de Whyte & Mackay qui disait: "Nous refusons de monter notre prix à 69 schillings; nous comprenons que c'est le seul moyen d'avoir une commande mais nous refusons de travailler pour les fonds du parti de l'Union nationale". Le premier ministre avait devant lui également l'article de M. Blair Fraser, journaliste d'expérience, qui avait fait une enquête impartiale et a révélé un système abominable³. On pressurait les

hôteliers pour leur rendre la licence qui leur avait été enlevée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Qui est M. Blair Fraser? Quelle profession exerce M. Fraser, celle de journaliste ou d'espion?

M. Bienvenue (Bellechasse): C'est un journaliste éminent, de grande renommée, un homme sérieux qui n'écrit rien sans avoir eu les faits exacts. Dans son article dans le *Maclean's Magazine*, il dénonçait une organisation selon laquelle les détenteurs de permis de tavernes, d'hôtels à Montréal devaient verser une ristourne de \$3,000 à la caisse de l'Union nationale pour obtenir leur permis. Je n'accuse pas le gouvernement de ce dit complot, mais les organisateurs du parti de l'Union nationale.

M. Fraser a voulu mettre le premier ministre au courant de l'enquête qu'il avait faite, mais n'a jamais pu être écouté. Il a même demandé une entrevue avec le premier ministre et après avoir eu un rendez-vous, ce rendez-vous a été annulé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. Fraser n'est pas un journaliste, mais un espion payé par un parti politique. Je ne lui ai pas accordé d'entrevue. On m'avait demandé une entrevue, mais je n'ai jamais accordé d'entrevue à Blair Fraser. Il est venu à mon bureau, mais j'ai refusé de le voir. Je ne le regrette pas. S'il avait eu un rendez-vous, il, je l'aurais rencontré. M. Fraser n'a pas dit la vérité lorsqu'il a dit avoir eu un rendez-vous. Ceci est faux.

D'autres entrevues lui ont également été refusées. Il en a demandé une au juge Archambault⁴. J'ai écrit à M. Archambault de ne pas le recevoir parce qu'il n'est pas un homme honnête, ce n'est pas un vrai journaliste parce que je sais qu'il est un agent du Parti libéral, payé par les fonds de ce parti pour répandre de fausses nouvelles.

M. Godbout (L'Islet): Si le premier ministre est dans le pétrin depuis le scandale des alcools, qu'il y reste. Mais qu'il laisse M. Fraser tranquille et qu'il n'essaie pas de nous mêler à ça. Le Parti libéral n'a d'aucune façon été mêlé à cette affaire autrement que pour en informer le public. La revue *Maclean's* a publié un article qui a été utilisé par le Parti libéral dans la campagne d'élection partielle dans la Beauce en novembre dernier. Mais, je n'ai jamais demandé à M. Fraser, un journaliste éminent comme on le sait, d'écrire au public et nous n'avons en aucune façon influencé M. Fraser à poursuivre son enquête et à écrire cet article. Le premier ministre est très mal

informé lorsqu'il dit que M. Fraser est un agent payé par le Parti libéral.

Si la situation n'est pas plaisante⁵ pour mon honorable ami, la faute en est au parti au pouvoir, l'Union nationale.

M. Bienvenue (Bellechasse): M. Fraser a pris toutes les précautions possibles pour obtenir des faits précis et son enquête démontre l'existence d'une fraude révoltante qui implique une organisation à qui les détenteurs de permis doivent payer pour obtenir leurs permis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est bien connu que des agents du journal libéral *Le Canadien*, que connaît bien le chef de l'opposition, sont allés trouver les taverniers et les hôteliers et leur ont dit que s'ils ne s'abonnaient pas⁶ à leur journal, ils perdraient leur licence quand leur parti reviendrait au pouvoir.

J'ai offert de mener une enquête à tous ceux qui voulaient me fournir des preuves.

M. Godbout (L'Islet): Un dénommé Mackay, un agent de propagande du *Canadien*, a sollicité des abonnements. J'ai entendu dire cela, et le jour même, ce Mackay qui avait proféré de telles menaces a été mis à la porte.

M. Bienvenue (Bellechasse): Je n'ai pas affirmé que ce qui avait été fait l'avait été avec la complicité du premier ministre et je n'ai pas accusé les députés de l'Union nationale d'en être responsables, mais l'article paru dans *Maclean's* a démontré que la situation et la mauvaise volonté devraient être éliminées. Si les Libéraux ont été aussi coupables que certains parasites de l'Union nationale, alors il faut les éliminer également.

Des choses révoltantes sont rapportées dans l'article du magazine *Maclean's*. L'Union nationale a forcé des hôteliers à souscrire à la caisse électorale pour obtenir leur permis. Une pauvre femme a perdu son permis parce qu'elle ne pouvait payer \$3,000 au parti; un vétéran de retour du front a perdu son établissement pour les mêmes raisons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si on veut porter des accusations précises, j'y verrai immédiatement. Mais, il ne faut pas oublier que depuis que nous sommes au pouvoir, tous ceux qui obtiennent une licence sont obligés de signer un document dans lequel ils jurent qu'ils n'ont rien payé à qui que ce soit, qu'ils n'ont rien promis de payer à

qui que ce soit et qu'ils ne paieront rien à qui que ce soit pour les obtenir.

Que mon honorable ami me cite un nom. S'il est démontré qu'une personne s'est parjurée, elle perdra son permis et sera arrêtée pour parjure. Est-ce que les parjures sont acceptés comme témoins valables? Quant à M. Blair Fraser, il n'est pas un journaliste, mais un espion payé par le parti libéral⁷.

M. Bienvenue (Bellechasse): J'aime la bravoure du premier ministre. Si je donne des noms d'hôteliers qui ont payé \$3,000 pour leur licence et qui espèrent qu'elle leur sera renouvelée dans quelques jours, j'en connais et le premier ministre en connaît aussi, on va leur faire perdre leurs licences demain.

(Applaudissements à gauche)

Blair Fraser n'a obtenu des renseignements qu'à la condition d'être discret. Il n'a pas donné de noms lui non plus car, comme il l'a dit, il n'a pas voulu exposer les personnes qui lui ont dit la vérité.

Il est un journaliste en vue. Le premier ministre n'a qu'à lire le résultat de son enquête pour se rendre compte que la situation est très sérieuse. On a extorqué des sommes de \$3,000 à plusieurs personnes. Je vais lire au premier ministre un passage de l'article de M. Fraser qui dit: "Je connais un vieux couple de l'est de Montréal à qui on a enlevé son permis de vendre la bière et du vin. La femme me l'a raconté.

Il y eut visite d'un premier individu, puis d'un second individu et enfin d'un troisième qui s'est dit représentant du parti. Il nous a offert de nous faire rendre notre permis. Nous lui avons demandé: "Combien?", il a répondu "Combien pouvez-vous payer?" (le prix est gradué). Je lui ai montré mon livre de banque et il a vu que nous avions mille dollars. Il nous a dit: "J'ai ordre de demander \$3,000 à tout le monde", alors que le coût du permis est de \$500.

Voix à droite: L'a-t-elle eu la licence?

M. Bienvenue (Bellechasse): La femme a ajouté: "L'homme est revenu et nous a dit que ça coûterait \$3,000. Alors, nous n'avions pas pu payer et nous n'avons pas obtenu notre permis".

Voix à droite: Qu'est-ce qu'elle a à brailler?

M. Poulin (Beauce): Adopté. Vous avez dit tout ça dans la Beauce et ça n'a pas pris.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le député de Beauce a peut-être été élu en partie avec l'argent

provenant de ces souscriptions de \$3,000 à la caisse de son parti ainsi perçus des hôteliers.

Je demande au trésorier de la province de faire disparaître ce système d'écumeurs et de parasites qui se pratique à Montréal, à Québec et dans presque tous les comtés de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Que l'honorable député nous donne des noms et nous allons faire arrêter ces gens-là.

M. Bienvenue (Bellechasse): Que le premier ministre tienne une commission royale pour faire enquête sur le racket des permis, en promettant l'immunité à ceux qui viendront donner les noms de ceux qui ont voulu leur extorquer de l'argent, en les assurant qu'ils ne perdront pas leur permis s'ils disent toute la vérité. Il en aura des noms et je lui promets qu'il sera édifié. Les gens qui ont payé à des écumeurs nous disent: "Nous ne pouvons donner les noms de ceux qui nous ont fait payer parce que nous allons perdre nos licences et nos propriétés perdront la moitié ou le quart de leur valeur".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne puis promettre l'impunité à un parjure; après tout il s'agit d'une offense grave, ni à leur laisser leurs licences lorsqu'il s'avérera qu'ils sont ceux qui ont rempli la demande de permis à la Commission. Sinon, que n'importe quel député porte des accusations précises et directes et qu'il fasse connaître des noms, je suis prêt à accorder immédiatement une enquête royale non seulement depuis 1944, mais aussi pour le temps de l'administration libérale et les coupables seront punis.

Mais ce n'est pas seulement déraisonnable, mais aussi impossible de me demander, comme procureur général de garantir que ceux qui se sont parjurés ne seront pas punis. Depuis que nous sommes en poste, nous avons fait en sorte que les avocats libéraux remboursent aux détenteurs de permis l'argent extorqué selon leur habitude aux propriétaires de tavernes.

J'invite les députés de l'opposition à laisser cette question de côté pour la discuter quand la Chambre étudiera les crédits du procureur général.

M. Bienvenue (Bellechasse): Ce n'est pas ce que j'ai demandé au premier ministre. C'est une façon de se sortir facilement d'une position difficile. Évidemment, nous sommes à la veille du renouvellement des permis et aucun détenteur ne voudra faire de révélations, à moins d'avoir la certitude qu'il ne sera pas inquiété.

Si le premier ministre était sérieux, il aurait demandé une enquête parlementaire pour faire la lumière sur la fraude des permis sous l'Union nationale et il trouverait assez de témoins pour affirmer la gravité de la situation à l'égard du trafic de permis de boisson dans la province, mais plus particulièrement à Montréal et à Québec. Mais je reviens au parti de l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'honorable député est bienvenu.

M. Bienvenue (Bellechasse): J'ouvre le *Petit catéchisme* de 1936 et j'y lis ceci: "L'Union nationale a été fondée irrévocablement par MM. Duplessis et Gouin".

(Rires)

Mais il y a l'ABC de 1944, qui est une édition revue et corrigée du petit catéchisme de 1936. On y lit ceci: "Question: Par qui a été fondée l'Union nationale? Réponse: Par l'honorable Maurice Duplessis."

(Rires)

Le secrétaire de la province a le devoir de faire réviser nos livres d'histoire. Ça se discute dans les écoles. Où est la vérité? Dans l'édition de 1936 ou celle de 1944? Qu'on nous donne une version définitive pour éviter toute cause d'erreur.

Le premier ministre va repartir pour Ottawa bientôt. Quand il y est allé pour la première partie de la conférence, on a dit qu'il allait tout briser. Il s'est toujours conduit comme un lion rugissant à l'égard d'Ottawa. Mais, rendu à la conférence, il n'a pas fait grand bruit et a adopté une attitude de mouton.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Lisez le communiqué du premier ministre du Canada et vous verrez que le premier ministre de Québec s'est tenu debout.

M. Bienvenue (Bellechasse): On peut se tenir debout tout en se tenant bien sage et en ne parlant pas fort. Je veux simplement présenter des félicitations au premier ministre pour n'avoir pas mis fin à l'accord de 1942.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Avant même de quitter l'hôpital, j'ai dénoncé l'entente et je suis revenu à la charge après mon retour en Chambre. Que mon honorable ami s'informe auprès de son chef, M. King, et de ses amis d'Ottawa avant de parler comme il le fait. Il constatera le rôle que la province de Québec a joué à la conférence et il me rendra justice.

M. Bienvenue (Bellechasse): Mais je ne critique pas le premier ministre de cela. Je suis heureux de sa nouvelle attitude et je veux justement l'en féliciter. Pendant cinq ans, il a dénoncé les gens d'Ottawa en cette Chambre comme s'ils étaient dignes du camp de concentration. Pendant trois ans, il a dénoncé l'entente de 1942.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je l'ai dénoncée à Ottawa.

M. Bienvenue (Bellechasse): La vérité c'est que le premier ministre a toujours dénoncé l'entente mais qu'il s'y cramponne maintenant comme un noyé. Le voilà qui prêche l'harmonie et qui demande à ses députés de ne rien dire qui puisse être interprété contre une provocation à Ottawa. S'il est réellement opposé à l'entente, pourquoi ne s'est-il pas prévalu de la clause permettant de mettre fin au contrat en donnant un avis d'un mois le 1^{er} mars de chaque année?

Mais non. Il s'en va à Ottawa comme un enfant repentant chercher les \$40,000,000⁹ qu'il y a au bout de l'entente et il s'est dit qu'il fallait prendre garde aux grandes tirades de l'autonomie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'est pas juste. Qu'il consulte ses chefs avant de parler. Qu'il demande à M. Saint-Laurent ce qui s'est passé. D'ailleurs, le temps n'est pas loin où tout ce qui s'est passé à Ottawa sera connu.

M. Bienvenue (Bellechasse): Il n'y a pas eu de porte de défoncée! Le premier ministre parle de collaboration. Mais, l'avions-nous assez entendu critiquer ici le chef actuel de l'opposition qui avait fait une entente avantageuse pour la province pour la durée de la guerre, entente qui pouvait être annulée par un mois d'avis chaque année. Ceci a été l'une des principales raisons qui expliquent pourquoi le Canada a été capable de faire autant de contributions pour gagner la guerre.

(Quelques éclats de rire de la part des députés de l'Union nationale)

Les discours prononcés par le premier ministre lors des premières années de la guerre n'ont pas aidé à vaincre le conflit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'honorable député veut bien me permettre, au cours de la conférence, j'ai dit à M. King et à M. Ilsley que j'avais dénoncé l'entente, que j'étais contre l'entente. Dès 1942, j'ai mis en garde le député de l'Islet (M. Godbout) contre une pareille

entente, la jugeant désavantageuse pour la province qui se trouvait à laisser des droits à Ottawa en retour d'une somme nominale de \$20,000,000. Depuis, je l'ai dénoncée à maintes reprises cette entente fédérale-provinciale, tant dans l'opposition que depuis que je suis au pouvoir.

J'ai demandé à M. Ilsley s'il était possible d'y mettre fin et de faire rétrocéder à la province les droits qu'elle possédait dans les domaines de taxation avant la signature de la convention. Il a répondu "Oui, vous pouvez annuler l'entente, mais la province de Québec va perdre les revenus que lui assure ce contrat, car nous allons continuer à taxer". La province de Québec perdrait donc et ses droits de taxation et ces \$20,000,000.

M. Bienvenue (Bellechasse): Si le premier ministre est sérieux, il va admettre que, puisqu'il a dénoncé l'entente durant trois ans, s'il avait voulu y mettre fin, il n'avait qu'à donner un avis par écrit au fédéral, dans les conditions indiquées par la loi de 1942.

Il ne l'a pas fait et nous prétendons, nous, que le premier ministre a bien fait de garder l'entente parce qu'elle était avantageuse, excellente pour la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Excellente pour Ottawa et mauvaise pour Québec. Conformément à la loi de 1942, de l'aveu même de M. Ilsley, l'entente était pour toute la durée de la guerre et il était impossible d'y mettre fin parce que la province perdait \$20,000,000 de revenus.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le premier ministre fait semblant de bougonner, mais dans le fond, l'entente de 1942 fait son affaire. Je laisse le premier ministre dans le dilemme suivant: si l'entente n'est pas bonne au lieu de demander des consultations à M. Ilsley, pourquoi ne l'a-t-il pas annulée en se prévalant de l'article de la convention qui le lui permet par un avis de 30 jours? Si l'entente est bonne, et nous croyons qu'elle est bonne, il a bien fait de ne pas l'annuler.

C'est grâce à la collaboration qui a existé pendant la guerre, grâce à cette entente de 1942 que le premier ministre peut maintenant aller à Ottawa pour en conclure une nouvelle sur les bases de 1942 sur la reconnaissance formelle de la souveraineté de la province de Québec dans les domaines de taxation affectés par l'entente de 1942 et pour demander \$40,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit à M. King, à M. Ilsley et aux autres ministres

fédéraux que la base de l'entente n'était pas correcte et que si on voulait baser l'entente sur la population de 1942, cette base devait être aussi bonne pour procéder à la redistribution des comtés. L'entente n'était pas juste pour la province de Québec. Elle n'en a pas conclu une aussi bonne que la Colombie, en 1942. La Colombie-Britannique¹⁰, par exemple, imposait une taxe de revenu de 10 %¹¹ et recevait une compensation sur une base de 10 %, tandis que notre impôt provincial du revenu n'était que 5 % et la compensation n'était que de 5 %.

M. Godbout (L'Islet): L'honorable premier ministre n'a pas le droit de dire cela. Il veut détourner la question. Mais je lui répète qu'il avait droit d'annuler cette entente qu'il a si violemment dénoncée pendant trois ans. Il devrait l'admettre. Le premier ministre veut défendre, moi aussi et je les ai défendus.

(Applaudissements à gauche)

Je défie le premier ministre de prouver que l'entente de 1942 n'a pas été plus avantageuse à Québec qu'aux autres provinces parce que nous venions justement de changer les dates de notre année financière. À cause de cela, nous avons réussi à obtenir que l'on base la ristourne que nous devons recevoir sur les revenus de l'année qui nous fut la plus favorable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Vous avez en retour cédé la totalité des droits de la province de Québec.

M. Godbout (L'Islet): Aucune province n'a été traitée aussi généreusement que nous. Nous avons fait établir la ristourne sur l'année où nos revenus ont été les plus élevés. Puis, le premier ministre pouvait mettre fin à cette entente s'il ne l'aime pas. Elle contient une clause qui permet à l'une ou l'autre des provinces d'y mettre fin chaque année, un mois avant le 1^{er} avril, après un avis donné le 1^{er} mars, laissant la province comme elle était auparavant.

La clause est claire. L'an dernier, j'ai averti le premier ministre, avant la fin de février, qu'il était temps de mettre fin à l'entente et de ne pas oublier de donner son avis, mais il n'en a pas tenu compte. Il n'a rien fait parce que l'entente était avantageuse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'entente était pour toute la durée de la guerre. M. Ilsley a confirmé mon opinion. On peut y mettre fin, mais on perd tous droits aux \$20,000,000 qu'elle rapporte à la province. Quand le député de l'Islet

(M. Godbout) a présenté la loi, j'étais à l'hôpital. J'ai téléphoné au premier ministre pour l'adjurer de ne pas procéder avec cette loi et je suis sorti de l'hôpital pour aller combattre la loi en Chambre.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre veut embrouiller la question. L'entente a été passée pour la durée de la guerre, oui, si on ne la dénonçait pas avant la fin du conflit. Nous nous engageons avec toutes les conditions de l'entente, et l'une de ces conditions *sine qua non* était qu'on pouvait mettre fin le 1^{er} avril, à chacune des clauses de la convention, qui était annulée, en donnant un avis préalable de 30 jours avant le 1^{er} mars¹² de toute année.

Pendant la guerre, l'entente de 1942 nous a donné de bons revenus. Elle est encore bonne. Le premier ministre s'en est rendu compte en prenant le pouvoir et c'est pour cela qu'il ne l'a pas annulée et qu'il la garde encore.

En mettant fin à l'entente, nous retombions dans la situation précédente, le fédéral conservant son droit à la taxation directe que les provinces lui avaient permis d'exercer pendant la guerre moyennant une compensation. C'est pour cela que nous avons accepté, pour la durée de la guerre, une entente qui n'affecterait ni nos droits essentiels ni nos prérogatives provinciales. En retour, le fédéral nous versait \$20,000,000.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le premier ministre a dit que la Colombie recevait plus que la province de Québec par l'entente qu'elle a faite avec Ottawa de son côté. J'ai ici le Statut fédéral qui nous révèle que la compensation payée à la Colombie était de \$12,000,000 par an, tandis que celle de Québec était de plus de \$20,000,000 par an.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si on peut me prouver que la Colombie n'a pas été compensée de son impôt sur le revenu sur une base de 10 %, je m'engage à démissionner.

(Applaudissements)

M. Godbout (L'Islet): Si le premier ministre peut me prouver que l'entente de 1942 ne pouvait être annulée sur un avis de 30 jours, je m'engage à démissionner moi aussi.

(Applaudissements)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'accepte le défi. Nous allons soumettre le cas à la Cour d'appel et faire décider s'il n'est pas vrai que

du jour où nous aurions annulé l'entente par un avis, Ottawa aurait cessé de payer \$20,000,000 par an à la province de Québec. Si ce n'est pas vrai, je démissionnerai comme député.

M. Godbout (L'Islet): Les \$20,000,000 que nous a versés Ottawa comme compensation pour les trois taxes que nous ne voulions pas doubler durant la guerre ont fait l'affaire de la province sous mon gouvernement comme elles font l'affaire du gouvernement aujourd'hui et c'est pour cela que le premier ministre n'a pas annulé l'entente. Qu'il fasse décider par la Cour suprême de mon pays¹³ que l'on ne peut annuler l'entente de 1942 par un avis de 30 jours chaque année et, si mon interprétation est rejetée par ce tribunal, je démissionnerai aussitôt.

M. Bienvenue (Bellechasse): Je vais terminer mon discours, car je n'ai pas démissionné.

(Rires)

Le premier ministre nous dit: "J'ai dénoncé cette entente et j'ai bien envie de donner avis que je veux l'annuler mais je ne le donne pas". Il n'a jamais voulu prendre le risque d'invoquer la clause résolutoire qui permet de mettre fin à l'entente. Je le félicite de cette attitude, elle est conforme aux meilleurs intérêts de la province. En parlant toujours contre l'entente et en faisant semblant de vouloir la dénoncer, il agit comme un homme qui veut toujours se marier et ne se marie jamais.

(Rires et applaudissements)

Pour la province, ce n'est pas la promesse qui compte, c'est le contrat. Que le premier ministre nous revienne d'Ottawa avec \$40,000,000 ou \$50,000,000 et de bonnes dispositions. Nous l'endurerons encore pour au moins six mois.

(Applaudissements prolongés. Ovation à gauche)

M. Chaloult (Québec) parle des références historiques du discours sur le budget du député de Matane (M. Gagnon) et de la partie où il parlait des relations amicales entre La Fontaine et Baldwin.¹⁴ Certainement, dit-il, ceci illustre la générosité des Canadiens français envers la minorité et cette générosité existe encore au Québec. La minorité du Québec a été traitée non seulement avec justice, mais avec générosité, les Canadiens français ont été traités d'une manière odieuse dans les autres provinces et j'ai fait cet énoncé sur ce qui a été dit par tous les évêques catholiques du Canada.

J'approuve le discours sur le budget prononcé par le trésorier. Si les chiffres qu'il a mentionnés

sont exacts, ils démontrent que nous avons de saines finances.

Il y a amélioration dans la manière de présenter les budgets. L'apparence est bonne, mais il est difficile de porter un jugement qui ne soit pas superficiel. Les critiques formulées par les députés libéraux ne me paraissent pas sérieuses. Mardi, le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) a dit que le déficit de \$7,000,00 de l'année se terminant le 31 mars 1945 avait été causé délibérément par le gouvernement de l'Union nationale qui cache certains revenus et qui déclare des dépenses et qui manipule ainsi les chiffres de manière à produire un déficit. En parlant de manipulations, le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) a également dit qu'il ne pouvait pas admettre l'étendue des manipulations, étant donné qu'il n'avait pas les chiffres. Alors, comment savait-il qu'il y avait eu des manipulations?

L'honorable M. Gagnon (Matane) proteste contre cette affirmation. Les accusations du député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) sont absurdes et ridicules. Cela supposerait que le personnel du Trésor qui a travaillé pour le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce, dont certaines personnes qu'il avait lui-même embauchées, ont falsifié les comptes. D'ailleurs, les *Comptes publics* prouvent le contraire. Les chiffres ont été vérifiés et corroborés par l'auditeur de la province. De plus, quel intérêt aurait le trésorier actuel à falsifier les livres?

M. Chaloult (Québec): Je me limiterai dans mon discours à un problème en particulier, celui de l'autonomie fiscale. Cela porte le champ de la discussion sur la conférence fédérale-provinciale. Il reproche au premier ministre son silence trop persistant. De plus, les déclarations contenues dans le discours sur le budget au sujet des relations fédérales-provinciales, dit-il, sont trop vagues et imprécises. Il formule la même accusation contre le premier ministre. La Chambre a le droit de savoir ce qui s'est passé à Ottawa, soutient-il. On a dit que le premier ministre s'était bien battu, qu'il s'était montré rude joueur à Ottawa, mais officiellement nous n'en savons rien. La Chambre et les mandataires du peuple ont droit de savoir ce qui s'est passé, de connaître la position adoptée par le gouvernement, alors que les entretiens sont sur le point de reprendre et peut-être de prendre fin par une entente. D'autres provinces ont fait connaître leur point de vue, tel l'Ontario par exemple.

Je m'étonne du huis clos dans lequel se sont murés les conférants. Je suis en faveur des réunions tenues au grand jour. On rapporte beaucoup de choses sur l'attitude du premier ministre à Ottawa. La province a confiance dans le premier ministre. Il a toujours parlé comme un autonomiste convaincu. Son opinion pourrait l'appuyer s'il faisait part de ses plans et de son attitude. Mais, s'il jugeait nécessaire de céder sur un point en particulier, il serait trop tard ensuite pour discuter son point de vue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On ne peut apprécier la question du huis clos à moins d'être sur les lieux. Je crois que c'était nécessaire. Ma position est bien claire. Dès le début de la conférence, en séance publique, j'ai pris soin d'affirmer que je voulais y participer non pas comme chef de parti politique, mais comme premier ministre de la province¹⁵.

Et j'ai tout de suite dit que la discussion devrait reposer sur trois principes fondamentaux intangibles, à savoir: la nature confédérative de la Constitution canadienne; le fait qu'il s'agit d'un pacte qui ne peut être amendé sans le consentement des parties contractantes; les moyens financiers nécessaires à l'exercice des droits provinciaux qui doivent être sauvegardés et obtenus. Dans ces conditions, nous étions prêts à collaborer.

Il n'y avait pas de compromis possible sur l'essence, sur les principes fondamentaux de la Constitution et sur les prérogatives du Québec, mais nous étions disposés à discuter les méthodes à appliquer et les modalités dans l'intérêt véritablement canadien.

M. Chaloult (Québec): C'est tant mieux s'il en est ainsi, mais le public n'a rien pour lui permettre d'en juger. À la conférence fédérale-provinciale convoquée en 1941 pour l'adoption du rapport Rowell-Sirois, le chef de l'opposition a laissé faire par M. Hepburn et par d'autres la lutte en faveur des droits provinciaux. Le premier ministre actuel a violemment critiqué cette attitude. Mais aujourd'hui, il prend la même attitude.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas juste. C'est même déloyal de dire cela. Quant à la conférence de 1941 et à celle qui se poursuit, la situation est différente. La question ne se pose pas de la même façon. En 1941, il s'agissait d'adopter ou de rejeter le rapport Rowell-Sirois. Ottawa disait alors aux provinces: "Prenez ça ou allez-vous en". Tandis qu'en 1946, le dominion ne fait que présenter des propositions, sujettes à modification, et les laisse à l'entière discussion des représentants provinciaux.

M. Chaloult (Québec): Oui, mais le premier ministre a laissé aux autres provinces le soin de prendre l'initiative en ce qui concerne le plan de la lutte en faveur des droits provinciaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Au surplus, si la province a tardé à faire connaître son opinion détaillée en regard des propositions fédérales, c'est qu'il fallait éviter de politiser la conférence en cours et de donner prétexte à un mouvement hostile à la province de Québec. C'était nécessaire.

M. Chaloult (Québec): En ce qui concerne les actes, il y a similitude. De fait, c'est M. Drew qui cette fois a exposé un plan précis et net et qui a pris une position officielle très forte. Il a été le seul à le faire. Le premier ministre s'est contenté de déclarations fermes, mais vagues. Et je trouve ça inquiétant. Nous ne connaissons pas sa thèse, son plan et, dans cette Chambre, nous avons le droit de le connaître. On devrait faire au moins une réunion privée pour mettre les députés au courant. Si, par extraordinaire, on faisait des concessions majeures, il serait trop tard ensuite pour les combattre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On peut être assuré que je suis trop démocrate et trop respectueux des droits parlementaires pour engager la province et conclure une entente avant que la Chambre n'ait été appelée à se prononcer.

M. Chaloult (Québec): Il sera peut-être trop difficile de s'opposer à la ratification de l'entente. De plus, le public ne connaît que la propagande fédérale, et c'est une propagande habile qu'il faudrait contrecarrer. Nous voudrions aider le premier ministre là-dessus, mais nous connaissons son point de vue. Le fédéral nous offre \$50,000,000 à la condition que nous lui abandonnions les lois sociales.

Sous le rapport de l'entente fiscale de 1942 entre MM. le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) et Ilsley, j'adopte le point de vue du premier ministre. En théorie, la disposition résolutoire pouvait s'appliquer, mais non en pratique puisque le dominion avait plafonné la taxation. On perdrait les \$20,000,000 du fédéral et on ne pourrait rien percevoir en taxes.

M. Godbout (L'Islet) soutient de nouveau son affirmation.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) intervient à son tour pour appuyer la thèse du premier ministre et du député de Québec (M. Chaloult).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) parle du plan des allocations fédérales annuelles aux provinces en compensation de leur cession des impôts sur le revenu et les corporations. Ce n'est pas tout à fait ça, dit-il. Le fédéral offre de payer seul les pensions de vieillesse à partir de 70 ans et de payer 50 % des pensions entre 65 et 70 ans. Il offre de prendre le chômage, mais à la condition que les chômeurs n'aient pas travaillé pendant deux ans. Ensuite, Ottawa veut établir un système d'assurance-santé en empiétant sur les droits de la province en matière d'enseignement universitaire et d'organisation des professions. Pour maintenir ce système, Ottawa imposerait une autre taxe qui serait de 5 % sur le revenu. Il ne faut pas s'en faire, les propositions d'Ottawa ne sont pas ce que dit la publicité fédérale. La base suggérée était de \$15¹⁶ par tête de population en regard du revenu national.

Ainsi, on s'est demandé sur quoi va être basée la contribution aux provinces. On a parlé de revenu national puis de la production nationale et ensuite du produit national brut, de plus il y avait d'importantes différences entre les trois bases. J'ai demandé une définition précise de ces différentes bases aux autorités fédérales et je n'ai jamais pu l'obtenir.

Je suis intervenu fréquemment, mais à bon escient et on saura plus tard la nature et la portée de mes interventions. Les experts de la province de Québec étudient actuellement la question pour tâcher de trouver une base. C'est bien important.

Tout résultat obtenu à Ottawa sera soumis à l'approbation de la Chambre. La Chambre peut être assurée de ce fait. Je voudrais bien qu'Ottawa, à la conférence fédérale-provinciale, dise: "Vous allez prendre ceci ou cela, autrement les provinces n'auront rien". Vous verriez que ce ne serait pas long avec moi. Je ne ferais pas comme le député de L'Islet (M. Godbout) lors de la conférence de 1942.

J'ai dit à Ottawa que jamais la province ne consentira à l'établissement d'un système d'assurance-santé à l'échelle nationale sous le contrôle direct et immédiat du fédéral, parce que c'est un privilège qui relève entièrement des provinces et aussi parce que la loi du fédéral sur l'assurance santé reprendrait le contrôle des universités à l'égard des professions. Par exemple, Ottawa déciderait des qualifications des médecins et imposerait le programme d'études. Je me suis prononcé carrément contre.

La province repousse donc le projet fédéral qui serait dangereux pour l'autonomie provinciale. Et j'ai ajouté que, dans la province, nous avions un système d'hospitalisation qui nous est propre et auquel nous tenions. Nous ne voulons pas permettre à Ottawa de s'immiscer dans le paysage des hôpitaux du Québec qui ont été créés en bonne partie sur la charité et grâce au dévouement des congrégations religieuses.

Cependant, M. Claxton, le ministre de la Santé, a lu un rapport d'une réunion des ministres de la Santé du pays pour démontrer que tous étaient en faveur d'un programme national de santé, y compris Québec. Je lui ai demandé la date et on m'a répondu que c'était soit en avril ou en mai 1944.

M. Chaloult (Québec): Je remercie le premier ministre de ses explications et j'espère qu'il en dira encore plus long. J'ai pris les propositions d'Ottawa telles que publiées et j'ai constaté qu'on voulait mettre la main sur le domaine social.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les propositions fédérales augmentent les obligations sociales des provinces.

M. Chaloult (Québec): On veut aussi s'approprier l'impôt sur les revenus des particuliers et des corporations, qui a rapporté \$470,000,000 dans la province de Québec en une seule année. On voit là l'importance de l'impôt sur le revenu, qui est infiniment supérieur à la taxe sur les successions. Celle-ci ne rapporte que \$7,000,000 à \$8,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je prétends qu'en vertu de la Constitution, le fédéral a un pouvoir général de taxation, mais j'affirme que le fait de ne donner aux provinces qu'un pouvoir de taxation directe crée un droit de priorité en faveur des provinces dans le domaine de la taxation directe.

M. Chaloult (Québec): Mais jusqu'à la guerre de 1914, nous avions un droit exclusif sur les taxes directes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député cherche une définition précise de la taxe directe et indirecte. Là est la difficulté, car il y a toujours moyen, légalement, de contourner les textes. La difficulté n'est pas nouvelle. La question relative à une ligne précise de démarcation a troublé la Suisse pendant un bon moment. Il parle de la taxe sur l'essence comme exemple concret. Ceci a toutes les

apparences d'une taxe indirecte, mais en créant des agents fournisseurs de la province, ceci la transforme en taxe directe et il est aussi possible de transformer les taxes directes en taxes indirectes,

Je crois que les trois conditions essentielles du succès de la conférence sont celles-ci: il faut le respect intégral de l'esprit et de la lettre du pacte confédératif, mais il faut aussi une clarification, une délimitation définitive des pouvoirs de taxation et du fédéral et des provinces et allègement du fardeau des contribuables. Il faut de la modération, de façon à ne pas oublier cet éternel oublié, le payeur de taxe.

Alors que la taxe sur le revenu au sujet du revenu provincial peut être très importante, cependant contrairement, à mon honorable ami, je suis d'avis que les deux taxes essentielles à la province de Québec sont celles des successions et des corporations.

La taxe sur le revenu pourrait disparaître éventuellement, mais les taxes sur les successions et les corporations vont toujours demeurer. La première est d'une importance particulière pour le Québec en raison de notre Code civil qui gouverne les relations familiales ici, de notre Code civil. Pour ce qui est des taxes sur les corporations, le cas était encore plus apparent étant donné que ces taxes auraient une influence directe sur l'exploitation des ressources naturelles de la province - mines, forêts, chutes d'eau, etc. - non seulement à l'égard du revenu, mais aussi en raison des conséquences que la perception de ces taxes peuvent avoir sur le contrôle de ces ressources par la population de la province.

C'est un domaine bien à nous, qui est l'apanage exclusif des provinces, et où nous sommes chez nous. Ces deux taxes sont plus essentielles que l'impôt sur le revenu. Combien de fois le fédéral n'a-t-il pas tenté de s'immiscer dans ce domaine et nous nous sommes toujours objectés. J'ai clairement exprimé ces points de vue à Ottawa lors de la dernière conférence.

M. Chaloult (Québec): J'ai des inquiétudes au sujet des résultats de la conférence à cause du silence du premier ministre. Je veux parler des raisons que nous avons de refuser au gouvernement fédéral les pouvoirs de taxation qu'il veut avoir. D'abord, la raison de la souveraineté de Québec. Le jour où notre budget sera formé dans une proportion de 50 % des subsides fédéraux, nous aurons aussitôt perdu 50 % de notre autonomie et de notre indépendance.

Ensuite la perte possible de revenus. Des conflits peuvent éclater et Ottawa peut se servir de ce subside comme d'une arme de chantage pour imposer aux provinces ses mesures centralisatrices.

Il propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Hamel), que le débat soit de nouveau ajourné¹⁷.

Adopté.

Dépôt de documents:

Ministre de la Colonisation, rapport 1944-1945

L'honorable M. Bégin (Dorchester) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Colonisation de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1945. (Document de la session no 28)

Absence du premier ministre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai pairé avec l'honorable chef de l'opposition pour ce soir car je dois assister au dîner du congrès de l'Association des bonnes routes. Ce soir, l'honorable trésorier sera leader de la Chambre.

M. Bienvenue (Bellechasse): (Souriant) A-t-il accepté?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, parce que je l'ai forcé.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 4 avril 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte de Hull

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1946-1947 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné au cours de la séance précédente, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant la chaise.

M. Chaloult (Québec): Je m'élève contre le troc fiscal proposé par Ottawa, contre une petite compensation. Une telle renonciation à nos pouvoirs de taxation constituerait un abandon de la législation future du gouvernement. Nous n'aurions plus le contrôle d'une partie importante de nos revenus, de nos taxes et nous serions à la merci d'Ottawa.

S'il arrive que nous soyons obligés d'assumer de nouvelles obligations dans le domaine social, nous n'aurons plus les fonds nécessaires. La législation sociale relève des provinces et Québec, moins que toute autre province étant donné sa conception distincte de la vie, n'a pas le droit d'y renoncer. De plus, il se trouve qu'Ottawa dirige l'enseignement par l'entremise des allocations familiales. J'ai entendu avec beaucoup de plaisir le premier ministre nous dire qu'il exigerait la rétrocession de nos droits. J'espère qu'il obtiendra de la part du gouvernement fédéral l'amendement qu'il a annoncé à la Chambre ces jours-ci.

Il faut établir l'assurance-santé. Elle est nécessaire à cause des hauts frais de maladie et du manque de médecins. Si nous laissons Ottawa

prendre les devants, nous aurons une loi bâtarde qui ne nous convient pas. Je regrette que l'Union nationale ait aboli la loi d'assurance-santé passée par le député de L'Islet (M. Godbout)¹⁸.

Il est nécessaire d'améliorer le fonctionnarisme, pour lui donner de la stabilité et de la continuité, afin d'y attirer des hommes de première valeur. Les employés fédéraux sont mieux documentés, plus en mesure d'imposer leurs vues et plus assurés de stabilité. Il y a de la continuité et c'est ce qui fait leur force. Comme ils sont, en général, des centralisateurs, leur action est d'autant plus dangereuse. En contrepartie, on voit les fonctionnaires de Québec extrêmement instables et qui ne peuvent assurer la continuité de la politique comme leurs émules d'Ottawa.

Je réclame la reprise des trois impôts cédés au dominion: sur les successions, les revenus et les corporations. En attendant le premier ministre, cette après-midi, j'ai eu la conviction qu'il était disposé à réclamer la taxe sur les successions qui rapporte \$16,000,000 à \$17,000,000, la taxe sur les corporations, qui rapporte \$16,000,000 à \$17,000,000, mais il abandonnerait peut-être la taxe sur le revenu, de beaucoup la plus importante puisqu'en 1944, elle a rapporté \$500,000,000 environ au fédéral. J'espère qu'on nous donnera l'assurance que je me trompe.

Il passe en revue les empiètements d'Ottawa et réclame la rétrocession du Labrador. Il faut imiter Staline, dit-il, et demander deux ou trois fois plus que l'objectif, afin d'atteindre sûrement cet objectif. J'appuierais l'Union nationale de préférence au Parti libéral. Si Ottawa refuse nos justes revendications, nous pourrions en appeler au peuple de la province. Que le gouvernement fasse des élections!

En 1936, l'Union nationale a failli à la tâche en ne réussissant pas à libérer les Canadiens français de la dictature économique. Cette année, elle a failli encore devant les trusts de l'acier dans l'affaire de l'Ungava, mais elle ne doit pas faillir dans ses efforts de reprendre nos droits de taxation. J'insiste sur l'impôt sur le revenu. C'est le plus important. Le peuple sera sévère envers l'Union nationale. Elle a maintenant une dernière chance, à la conférence d'Ottawa de traduire en actes ses déclarations catégoriques sur l'autonomie provinciale.

La conférence d'Ottawa est d'une importance extrême. La députation se trouve dans l'attente à ce sujet. J'espère que l'Union nationale ne cédera rien, car si elle cède sur le droit de taxer les revenus à la conférence, elle aura cédé un pouvoir essentiel sans lequel nous ne pourrions pas administrer nos lois sociales.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Mon honorable ami nous a dit qu'il était difficile de reprendre un droit qui avait été cédé. Il dit que nous ne devons pas abandonner au fédéral l'impôt sur le revenu. Qu'on n'oublie pas que le fédéral a pris l'impôt sur le revenu en 1916¹⁹. Nous avons perdu ce droit. C'est donc dire que les libéraux ont cédé sur ce point important depuis 30 ans.

Mon honorable ami prétend-il que l'Union nationale doit reprendre l'impôt sur le revenu en l'enlevant au fédéral? Va-t-on blâmer le gouvernement de l'Union nationale s'il ne réussit pas?

M. Chaloult (Québec): J'admets les difficultés. Je ne blâmerais pas l'Union nationale de ne pas retrouver immédiatement, en pratique, l'exercice du droit, mais il importerait qu'elle reprenne le droit de taxer le revenu.

J'appelle au patriotisme de l'Union nationale en général et du premier ministre en particulier. Le premier ministre n'a pas d'enfant, mais il devrait laisser un nom dans l'histoire. J'invite les députés de l'Union nationale à oublier l'intérêt de leur caisse électorale. Dans trois semaines, il faudra ou féliciter ou reprouver le gouvernement.

C'est la dernière chance de l'Union nationale de prouver sa sincérité à la conférence intergouvernementale et j'espère qu'elle ne la perdra pas, car le Parti libéral est fort. Il y a un 20 % stable de la population qui est avec les libéraux. Il est vrai qu'il y a eu la Beauce, mais ça coûte cher. Et puis, la province est rouge. On va dans les familles et, à côté du crucifix, il y a un portrait du grand Sir Wilfrid Laurier. Le sort de la province va se jouer dans trois semaines et le sort du gouvernement de l'Union nationale se jouera aussi.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean)²⁰: Le député de Québec-Comté (M. Chaloult) vient de se demander quelle sera l'attitude du premier ministre à Ottawa. Je n'ai pas de secrets à divulguer, mais le premier ministre aura sa propre attitude pour défendre les intérêts de la province et descendra dans l'histoire comme un des plus grands patriotes du Québec.

Je veux maintenant rendre hommage au trésorier de la province dont on connaît les grandes qualités. À l'aurore d'une économie de paix, le gouvernement a atteint cette année l'objectif qu'il avait en vue: celui de stabiliser l'état financier de la province. Le trésorier a présenté le budget le plus équilibré depuis la Confédération²¹, puisqu'il présente une image financière complète et exacte. Aucun député de l'opposition n'a contredit ce fait.

La position financière de la province est tellement saine que l'opposition a été décontenancée et qu'elle n'a fait qu'une critique puérile. L'ancien trésorier a prétendu que nous avions manipulé les entrées aux livres. Cette accusation s'adresse aux employés du Trésor et je proteste. C'est insensé car ce sont des hommes nommés par l'ancienne administration. Pas un homme n'a été changé à la comptabilité et à la vérification.

On nous a reproché d'avoir emprunté \$70,000,000 depuis mon arrivée au pouvoir, quand pas un sou n'a été emprunté pour l'administration des affaires. Les emprunts ont été faits pour consolider des bons du Trésor laissés par l'ancien gouvernement et pour renouveler des obligations échues, s'élevant à \$55,000,000.

Il y a eu une diminution nette de \$8,282,000 dans la dette totale de la province, en seulement une année sous la gouverne de l'Union nationale, étant donné que la dette, du 31 mars 1945 jusqu'à la même date de cette année, passe de \$308,000,000 à \$299,000,000. Le premier gouvernement de l'Union nationale a eu des taxes annuelles sur le revenu de \$52,000,000 par année pendant approximativement les trois années qu'il a été au pouvoir. Mais l'administration libérale, qui lui a succédé en 1939, a recueilli \$92,000,000 par année pendant ses trois premières années au pouvoir. Cependant, malgré le fait qu'ils ont obtenu \$120,000,000 de plus en taxe sur le revenu, ils ont tout de même réussi à augmenter la dette de la province de \$70,000,000 au cours de la même période.

Tout a servi au remboursement d'obligations parvenues à maturité et à la consolidation de la dette. Nous l'avons diminuée en versant \$5,000,000 au fonds d'amortissement, en obtenant un surplus d'opérations qui s'est élevé à \$1,751,000 et par une réduction de \$778,000 par ailleurs.

Jamais la situation financière de la province n'a été meilleure que depuis 1944 et le crédit général s'en ressent. Nous avons contracté notre dernier emprunt à \$99.525²², ce qui n'était jamais arrivé auparavant.

Je voudrais que l'on relève le rapport de 1934 de M. Edgar Vézina, auditeur de la province. Il nous apprend que, jusqu'en 1934, le gouvernement n'a jamais publié de bilan. Cette année-là, on en a préparé un qui a établi que, de 1931 à 1936²³, la dette de la province a été augmentée de \$100,000,000 par les libéraux²⁴. Aujourd'hui, l'état des finances a été assaini.

Le peuple de Québec se sent en sécurité sous l'administration financière du gouvernement de

l'Union nationale. Les valeurs de la province montent constamment sur le marché. Les débentures d'une valeur de \$100 sont cotées maintenant à \$122. L'opposition n'a rien dit contre notre administration financière.

Les ministres et députés ont été la cible, au cours de l'après-midi, d'attaques indirectes et d'insinuations.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Attendez, les accusations directes vont venir.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): On a parlé des licences. On a dit qu'il y avait de la canaille. Je défie la gauche de prouver qu'une seule intervention politique ait eu lieu dans mon comté pour enlever une licence de bière. Si on prouve une seule intervention, je m'engage à démissionner.

Mais, je peux citer des exemples où, dans mon comté, des libéraux ont privé des hôteliers de leur permis et volé des licences à d'honnêtes commerçants, tout simplement parce qu'ils n'étaient pas de leur parti. En 1939, on a vu deux avocats libéraux arracher la licence dans un hôtel.

Dans la Beauce, le député de Saint-Sauveur était là, j'ai dit que, si quelqu'un voulait m'envoyer le nom d'un hôtelier qui a payé indûment pour sa licence, je le ferais rembourser. Je n'ai pas reçu une lettre.

M. Hamel (Saint-Sauveur): L'honorable ministre me permet-il une question?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Non Monsieur.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Sauvons-nous, les voilà!

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Pendant 40 ans, ces gens-là ont été au pouvoir. Ils ont laissé organiser tout un système de maisons de jeu, de maisons de prostitution, de clubs de nuit, d'établissements licenciés, de tripots et de débits clandestins qui fournissaient à la caisse du parti. On les avait érigés en système depuis 25 ans et la caisse du parti en retirait de gros bénéfices.

On voudrait que l'Union nationale réprimât en un jour des abus de 25 ans. Les détenteurs de clubs et de tavernes sont presque tous des libéraux. Est-ce que les autres n'ont pas aussi le droit d'avoir des licences? Est-ce là un fief réservé à une poignée d'hommes qui, pendant 40 ans, ont cru que la

province leur appartenait? Aujourd'hui, des amis de l'Union nationale et du Bloc populaire ont droit à des licences.

Nous ne craignons pas les attaques mais, si on nous force à parler, nous parlerons²⁵. Le dossier administratif de l'Union nationale en est un dont il faut être fier. Qu'il s'agisse de la création du système provincial du crédit agricole ou de la création du ministère de la Jeunesse et des Services sociaux, le premier ministre et l'administration de l'Union nationale ont fait preuve de leur compréhension complète des problèmes nationaux et ils ont donné à la province ce qui était nécessaire dans tous les domaines. On nous reproche de n'avoir pas fait voter de lois sociales. Et les allocations aux mères nécessiteuses, les pensions aux aveugles, l'électrification rurale, le drainage des terres?

Autrefois, les cultivateurs s'agenouillaient devant les grosses compagnies pour avoir de l'électricité. Aujourd'hui, ce sont les grosses compagnies qui s'agenouillent devant les cultivateurs pour leur offrir l'électrification des campagnes.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si c'était vrai, ce serait beau. Et l'Hydro?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): En quittant le pouvoir, les libéraux, comme d'habitude, ont laissé à l'Union nationale des dettes et des problèmes financiers à régler. C'est vrai que le Parti libéral a créé l'Hydro-Québec, mais c'est l'Union nationale qui devra payer les actionnaires de la Montreal Power et régler le problème des commissions scolaires laissées presque en faillite par les régimes libéraux.

On ne peut donc baisser les taxes actuellement parce que les charges d'administration sont trop lourdes. On nous appelle le gouvernement des "taxeurs". Mais, ce problème ardu qui nous est légué par l'ancienne administration, nous allons le régler sans augmenter les taxes et sans en imposer de nouvelles.

Des députés à gauche: La taxe de luxe.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): M. Jacob Nicol, millionnaire, est intervenu afin d'épargner cet impôt aux riches et laisser la taxe de vente aux pauvres. À la veille de la conférence d'Ottawa, on ne devrait pas créer d'embarras au premier ministre. Au moment où l'on essaie de rétablir la Confédération sur des bases nouvelles, pourquoi ces critiques? Le Parti libéral a tort de vouloir faire de la démagogie.

Comme conséquence de la conférence d'Ottawa, la situation financière s'améliorera.

L'administration libérale de 1939 à 1944 a augmenté les taxes, perçu \$120,000,000 de plus des contribuables, négligé la voirie et les travaux publics et augmenté, malgré tout, la dette de \$70,000,000. Je n'hésite pas à dire que, si l'entente de 1942 était abrogée, la province y gagnerait aussitôt de \$8,000,000 à \$10,000,000 de plus par année qu'elle ne reçoit actuellement. Le travail qui se fait est important. La province peut avoir l'assurance que ses intérêts sont entre bonnes mains, puisque le premier ministre en a la garde et qu'il sait les faire valoir et les sauvegarder à la conférence intergouvernementale. Il a promis de faire ratifier tout accord qu'il fera par l'Assemblée législative.

On nous a reproché d'avoir fait voter des millions en dehors du budget, mais alors que d'autres provinces annoncent des déficits de plusieurs millions, Québec montre un surplus. Le gouvernement a préparé tout un programme de travaux pour pallier les effets de toute crise du chômage qui pourrait survenir dans la province. Les plans sont prêts. Les lois votées l'an dernier par les Chambres pour autoriser le gouvernement à exécuter des travaux pour plusieurs millions sont une préparation aux crises que la province pourrait être appelée à résoudre.

En tant que ministre du Commerce, j'ai eu le privilège de lancer une expansion commerciale et industrielle importante. Depuis un peu plus d'un an, nous avons créé une ambiance telle dans le domaine de l'industrie qu'au-delà de 1,200 petites industries nouvelles sont venues s'établir chez nous, d'autres ont pris beaucoup d'expansion et les produits du Québec se font connaître, ils sont même en demande sur les marchés mondiaux.

On s'applique à décentraliser l'industrie au profit des campagnes. La population est de 70 % dans les villes et de 30 % dans les campagnes, et cela m'inquiète. Il est temps que les nôtres se lancent dans l'industrie. Si nous continuons à développer nos belles relations commerciales avec l'Angleterre, les États-Unis, l'Amérique latine, la France dont un représentant distingué a rendu visite au premier ministre hier, et les autres pays étrangers, nous pouvons envisager l'avenir avec confiance. Le Canada avec ses immenses richesses devrait connaître une ère de prospérité sans précédent.

Mais, il y a quelque chose de changé. Au lieu de faire croire que les hommes publics sont prêts à tout vendre, est-ce qu'on ne devrait pas être prudent, calme, modéré et prendre des attitudes d'hommes d'affaires? Malheureusement, nous manquons de

spécialistes. On cherche un ingénieur industriel dans la province. On a critiqué le nombre des ministres. Nous sommes 21. Mais, nous avons \$108,000,000 à administrer. Nous ne manquons pas d'hommes dans notre parti. Nous avons sur les banquettes ministérielles assez d'hommes pour former tout un nouveau gouvernement.

M. Sylvestre (Berthier) propose, appuyé par le représentant d'Abitibi-Est (M. Drouin), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1946-1947

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quarante-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent treize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et administration

(Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de matériel, accessoires, instruments, médicaments et vêtements (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Honoraires, indemnités et allocations (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Publicité et éducation (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et subventions (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement à l'établissement de médecins dans les campagnes dépourvues de services médicaux (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions quatre cent trente-sept mille sept cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Asiles d'aliénés, traitements compris (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante mille dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Maladies vénériennes, traitements compris (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Fonds de l'assistance publique - dépenses en immobilisations (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Mon ministère accorde une allocation annuelle de \$100,000²⁶ à l'Institut du radium de Montréal, pendant une période de dix années, pour combattre le cancer. La ville de Montréal verse pour son compte une subvention annuelle de \$50,000.

M. Groulx (Montréal-Outremont): La province a déjà accordé \$75,000 par année à l'Institut du radium au cours des années de 1939 à 1944.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures²⁷.

NOTES

1. \$20,000,000, selon *L'Action catholique*, 5 avril 1946, à la page 11.
2. Il ouvre ensuite le livre à la page 49, selon *L'Action catholique*, 5 avril 1946, à la page 11.
3. L'article en question de Blair Fraser est intitulé *Shakedown* et il a été publié dans la revue *Maclean's* le 15 novembre 1945. *Canadien libéral*, 12 avril 1946, à la page 1.
4. Édouard Archambault, de Montréal, est gérant général de la Commission des liqueurs, selon *Le Canada*, 5 avril 1946, à la page 14.
5. Intéressante, selon *L'Action catholique*, 5 avril 1946, à la page 11.
6. *Le Soleil*, 5 avril 1946, à la page 11, mentionne que le premier ministre aurait plutôt spécifié "s'ils n'annonçaient pas dans le *Canadien*".
7. M. Fraser fait une déclaration le 7 avril 1946 pour nier ces accusations. M. Fraser avait écrit un article en novembre 1945 dans le *Maclean's* sur la question des permis émis aux hôteliers et taverniers de la province de Québec et des méthodes utilisées pour soutirer des contributions pour la caisse du parti en 1945 sous le régime de l'Union nationale. *L'Événement*, 8 avril 1946, à la page 12, et *Le Canada*, 8 avril 1946, à la page 1.
8. *Le Canada*, 5 avril 1946, à la page 9, et *Le Soleil*, 5 avril 1946, à la page 11, parlent plutôt d'un agneau.
9. \$45,000,000 ou \$50,000,000 par année, selon *Le Canada*, 5 avril 1946, à la page 9.
10. La Colombie canadienne, selon *L'Action catholique*, 5 avril 1946, à la page 14.
11. La Colombie "recevait 10 % de l'impôt sur le revenu", selon *Le Soleil*, 5 avril 1946, à la page 11.
12. Le 31 mars, dans *L'Action catholique*, 5 avril 1946, à la page 11.
13. Par les tribunaux, selon *L'Événement*, 5 avril 1946, à la page 3.
14. Voir la séance du 28 mars 1946.
15. Comme "le représentant d'une province", selon *L'Action catholique*, 5 avril 1946, à la page 14.
16. Plutôt \$12, dans *The Gazette*, 5 avril 1946, à la page 1.
17. Le dialogue entre M. Chaloult et le premier ministre a duré une heure, selon le journal *Le Droit*, 5 avril 1946, à la page 5.
18. M. Groulx, selon *Le Devoir*, 5 avril 1946, à la page 6.
19. 1917, selon *Le Devoir*, 5 avril 1946, à la page 6, et *L'Événement*, 5 avril 1946, à la page 5.
20. Son discours a duré 1 heure. Il est à noter que le ministre du Commerce et de l'Industrie a remplacé pendant cinq mois l'honorable Onésime Gagnon à la trésorerie, selon *Le Canada*, 5 avril 1946, à la page 3.
21. "De toute l'histoire de Québec", selon *Le Soleil*, 5 avril 1946, à la page 11.
22. Dans *Le Soleil*, 5 avril 1946, à la page 11, on peut lire: "Le dernier emprunt de la province a rapporté 99.52 par cent dollars".
23. Plutôt de 1930 à 1935 selon *Le Canada*, 5 avril 1946, à la page 3.
24. *Le Canada*, 5 avril 1946, à la page 3, rapporte le chiffre de \$80,000,000.
25. Dans *L'Événement*, 5 avril 1946, à la page 5, on peut lire: "Si les orateurs libéraux veulent continuer leurs attaques, ils vont trouver à qui parler".
26. \$104,181, dans les *Comptes publics*.
27. Dans *The Montreal Daily Star*, 5 avril 1946, à la page 2, il est plutôt mentionné 11 h 30.

Séance du vendredi 5 avril 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 131 modifiant la charte de Crown Trust Company.

Projets de loi:

Crown Trust Company

M. Caron (Maskinongé) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 131 modifiant la charte de Crown Trust Company.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 131 sans l'amender.

M. Caron (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des dentistes de Québec

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 206 modifiant la loi des dentistes de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois

Questions et réponses:

J.-A. Savoie

M. Sylvestre (Berthier): Quel montant la Commission hydroélectrique de Québec a-t-elle payé en décembre 1944 à son commissaire, M. J.-A. Savoie, à titre de dépenses de voyage, entre Montréal et Québec, et frais de séjour à Québec, du 5 au 7 décembre inclusivement?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Du 5 au 9 décembre 1944 inclusivement: \$94.76.

Expropriation de la Montreal Light, Heat & Power

M. Sylvestre (Berthier): Combien la Commission hydroélectrique de Québec a-t-elle payé, du 1^{er} juin 1945 au 1^{er} avril 1946, à M. Baldwin ainsi qu'aux autres experts américains chargés d'évaluer l'actif de la Montreal Light, Heat & Power?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): En rapport avec les procédures d'expropriation et d'arbitrage *re:* Montreal Light, Heat & Power Consolidated, la Commission hydroélectrique de Québec a payé à la firme Burns & McDonnell, pour dépenses de voyage et honoraires, la somme de \$30,474.04

Projets de loi:

Enregistrements faits dans Joliette et Dorchester

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 validant certains enregistrements faits dans les divisions d'enregistrement de Joliette et de Dorchester soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 44 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Municipalités des cantons de Romieu, de Dalibaire et de Sainte-Félicité

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 concernant la municipalité de la partie ouest du canton de Romieu et les municipalités du canton de Dalibaire et de la paroisse de Sainte-Félicité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 43 sans l'amender.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Permis spéciaux pour coupe de bois

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1^{er} avril 1946, pour la production d'une copie de documents indiquant:

1. Quel a été, dans chacun des comtés de la province, le nombre de permis spéciaux pour coupe de bois accordés par le département des Terres et Forêts depuis le 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 15 février 1946 inclusivement?

2. À qui tels permis ont-ils été accordés?

3. Quelle fut la quantité autorisée dans chaque cas ? (Documents de la session nos 29 et 30)?

Projets de loi:

Charte de Lévis

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 168 modifiant la charte de la cité de Lévis.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 168 sans l'amender.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ludger Craig Amiot

M. Marcotte (Roberval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 165 changeant le nom de Ludger Craig Amiot en celui de Ludger Craig Murdock.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 165 sans l'amender.

M. Marcotte (Roberval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Granby

M. Choquette (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 119 modifiant la charte de la cité de Granby.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 119 sans l'amender.

M. Choquette (Shefford) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Coaticook

M. Vachon (Wolfe) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 145 relatif à la ville de Coaticook.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 145 sans l'amender.

M. Vachon (Wolfe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1946-1947

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le nombre des employés du service intérieur de mon

ministère n'a que légèrement augmenté depuis 1944. Il était de 1,076 en mars 1944 et en janvier dernier, il avait été porté à 1,116.

M. Godbout (L'Islet): Qu'est ce que le ministre a à dire sur la décision du gouvernement d'enlever aux employés de la province, et spécialement de l'Agriculture, les augmentations de salaires de \$1,000,000 environ, au total, données sous l'administration libérale, avant 1944? Le gouvernement libéral, après cette répartition, avait ajouté une autre somme de \$300,000 pour réparer les injustices qui s'étaient glissées ici et là au cours de la réorganisation.

L'honorable M. Barré (Rouville): Tout l'argent voté pour les salaires par le Parlement a été dépensé en salaires.

M. Godbout (L'Islet): Le ministre de l'Agriculture a-t-il accordé des augmentations de salaires dans son département?

L'honorable M. Barré (Rouville): Quelques-unes, mais pas de diminution.

M. Godbout (L'Islet): À qui?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je ne pourrais pas dire de mémoire.

M. Godbout (L'Islet): Puisque le ministre ne veut pas répondre clairement et renseigner la Chambre, je vais le faire pour lui. Au printemps de 1944, j'ai demandé aux chefs et aux assistants de chefs de services de me désigner ceux des employés qui méritaient des augmentations. Le gouvernement a décidé d'attribuer un montant général de \$320,000 à des augmentations de traitements.

Au ministère de l'Agriculture, nous avons donné des augmentations de traitements de \$75 à \$250 à tous les fonctionnaires qui en méritaient, sans distinction de parti, pour corriger des injustices, mais seulement sur la recommandation des chefs de service et je n'ai pas changé une seule des recommandations qu'on m'a faites.

Malheureusement, toutes ces augmentations ont été supprimées par l'Union nationale et on a employé le montant de \$300,000 à donner des gratifications de \$400, \$500, \$600, \$700 et \$1,500 à des favoris. Le ministre en a remises à des employés qui ne méritaient même pas leur salaire. Il en a même donné une à un fonctionnaire qui annonce le

prochain départ du ministre et son remplacement par un autre. Dans ce département, nous avons fait une réorganisation complète.

Dans les augmentations au ministère de l'Agriculture, les libéraux n'ont fait aucunement entrer la politique en ligne de compte. C'est à la suite d'une enquête entreprise dans le but d'augmenter le rendement au ministère de l'Agriculture, et sur la recommandation des chefs de services, que j'avais accordé des augmentations de 28 % à des employés nommés sous les régimes libéraux d'avant 1936 et de 36 % à des employés nommés par nos adversaires, sous le premier régime de l'Union nationale de 1936 à 1939. Ceux que j'avais nommés moi-même de 1939 à 1944 ayant été dans le département moins longtemps n'ont bénéficié que de hausses de 20 % environ.

Sous mon règne, rien qu'au ministère de l'Agriculture, il s'est payé plus d'augmentations de salaires à des employés nommés par le régime Duplessis qu'à des employés nommés sous des régimes libéraux. C'est une preuve de largeur de vue et qu'il ne s'est pas fait de politique dans les augmentations de salaires.

Depuis août 1944, des injustices flagrantes ont été commises. On a donné jusqu'à une augmentation de \$1,500. Les employés ont raison de s'indigner, surtout ceux qui ne gagnent pas suffisamment. J'invite le ministre de l'Agriculture à rétablir ces augmentations, à cause du coût de la vie qui embarrasse bien des petits employés civils. Ils ont droit aussi à une mesure de justice élémentaire. Ils n'aiment pas à voir à côté d'eux des gens qui ont été augmentés alors qu'ils ne le méritaient pas.

L'honorable M. Barré (Rouville): Les montants prévus pour les augmentations de salaire par l'ancien gouvernement ont été dépensés, mais les augmentations ont été supprimées quand les fonds ont été épuisés. Quant aux bonis, je n'en ai pas recommandé un seul. Je n'avais personne à favoriser dans mon département, pas même des gens de ma parenté. Tous travaillent dans l'intérêt de la province. J'ai cependant donné des augmentations de salaires, mais sur la recommandation d'un comité de chefs de service. Ces augmentations n'ont pas été très fortes. Je ne me souviens pas des noms. Mais elles m'ont été recommandées. Je ne saurais dire par qui.

Il ne se fait pas plus de politique maintenant. Seulement aujourd'hui, à l'exception de quelques cas spéciaux d'employés du ministère qui sont malades, on ne garde pas d'employés incompétents ou à ne rien faire, comme ça se faisait autrefois. Quant aux

augmentations données par l'ancien régime, elles ont été données en 1944, après cinq ans de régime et à la veille des élections, et le gouvernement n'avait même pas les fonds pour le faire. Le budget était épuisé. On ne pouvait s'attendre à ce que nous payions les augmentations promises quand le gouvernement n'avait pas les fonds suffisants.

M. Godbout (L'Islet): À chaque année, contrairement à ce que dit le ministre de l'Agriculture, et non pas seulement en 1944, des augmentations de salaires ont été payées à des serviteurs dévoués et compétents de la province. À l'avènement du régime actuel, on a formé un petit comité au ministère de l'Agriculture pour s'occuper d'augmentations de salaires, et cela, peu de temps après que le gouvernement eut aboli les augmentations générales données par le régime libéral en 1944.

Parmi ceux qui ont bénéficié d'augmentations, il y en a un qui s'est recommandé lui-même, c'est M. Jean-Charles Magnan, chef du service de l'enseignement agricole. Je ne sais si c'est parce qu'il préparait sa candidature aux élections fédérales du 11 juin dernier dans Portneuf, mais il s'est fait donner, paraît-il, \$600 d'augmentation. Il ne les méritait pas autant que bien d'autres qui n'ont rien eu, car sa compétence n'est pas reconnue au département de l'Agriculture. Le ministre reconnaît-il qu'il a donné une augmentation de \$1,500 à un autre employé?

L'honorable M. Barré (Rouville): Non, car je n'ai pas la liste ici.

M. Godbout (L'Islet): C'est un employé de la comptabilité?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je n'en sais rien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce monsieur travaillait à la comptabilité et, comme on lui a donné le travail d'un autre employé qui est parti, nous avons augmenté son salaire de \$1,500.

M. Godbout (L'Islet): Quel est cet employé qui est parti?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je ne le sais pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quant à M. J.-C. Magnan, c'est moi qui l'ai recommandé pour une augmentation de \$600.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Tiens, tiens, pourquoi cette intervention?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Magnan est un homme compétent, dévoué et efficace. Il est un de nos employés les plus méritants qui a toujours été relégué au troisième rang et n'a pas été traité comme il devait l'être sous l'ancienne administration. L'augmentation de \$600 ne réparait que partiellement l'injustice commise à son endroit.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il s'est mis au premier rang dans Portneuf et il a été battu.

M. Godbout (L'Islet): Personne à l'Agriculture n'approuverait ce que vient de dire le premier ministre. M. Magnan n'est pas une compétence. Il a fait bien des œuvres de jeunesse, mais ne s'y connaît pas en agriculture pratique. Il n'était pas au troisième mais au quatrième rang.

M. Chaloult (Québec): M. Magnan est-il agronome?

M. Godbout (L'Islet): Oui, c'est un des plus anciens agronomes, mais il ne connaît pas grand-chose en agriculture¹. Il y a un grand nombre de fonctionnaires beaucoup plus compétents que lui et qui n'ont obtenu aucune augmentation malgré leurs mérites.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Magnan a été maltraité par le chef de l'opposition, qui ne se grandit pas en parlant comme il vient de le faire. M. Magnan est un homme honnête et entreprenant, excessivement dévoué. Il cultive sa terre dans Portneuf et je ne vois pas pourquoi l'opposition lui en voudrait. Pourquoi ces sentiments de haine? Mon honorable ami a déjà dit de M. Oscar Drouin qu'il était au 74^e siège parce qu'il n'y en avait pas plus. Cependant, il a été obligé de le nommer ministre.

M. Godbout (L'Islet): Je n'en veux aucunement à M. Magnan, je n'ai aucun reproche à lui adresser pour son caractère personnel. J'ai parlé de sa compétence et de son efficacité au travail. Il n'était pas parmi les plus méritants. Voici un employé qui n'est pas un technicien agricole, qui n'a aucune compétence en agriculture. Le premier ministre ne serait pas capable de faire approuver l'augmentation qu'il lui a donnée par les employés qui le connaissent. Nous voulons que les employés du ministère de l'Agriculture soient traités avec justice.

L'honorable M. Tardif (Frontenac): (Exhibant une lettre de M. Magnan)

J'ai ici des détails que M. Magnan m'a donnés et qu'il est prêt à prouver n'importe quand. Il dit que le chef de l'opposition a désorganisé² son service et réduit son salaire de \$500.

M. Godbout (L'Islet): Comme on le voit, M. Magnan se recommande lui-même. On se rend compte, par le fait même, de sa loyauté. On a aboli son service, mais on n'a pas procédé à la cachette. Ce qui est arrivé, c'est ceci. Quand nous avons quitté le pouvoir en 1936, il y avait un chef des services et cinq grands services au ministère de l'Agriculture.

L'Union nationale a pris le pouvoir et a transformé des chefs de sections en chefs de services, avec le résultat qu'il y a eu 12 grands services à l'Agriculture et 12 chefs en concurrence. Cela a produit le chaos. Le sous-ministre a trop de travail pour s'occuper lui-même de la coordination. C'était la tâche du chef des services.

Une coordination s'imposait et, en 1939, nous avons rétabli l'ordre à notre arrivée au pouvoir. Nous avons aboli les grands services inutiles. Le résultat est que le service de M. Magnan est devenu une section. Il a donc repris son ancienne position de chef de section et son traitement, en vertu de la loi, a été réduit.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): L'honorable chef de l'opposition me reproche d'avoir multiplié les services. Quand j'ai pris la direction du ministère de l'Agriculture en 1936³, M. L.-P. Roy, qui était alors chef de service⁴ et dont la santé laissait à désirer, m'a demandé comme faveur de le nommer à un autre poste et d'être transféré à l'École de Saint-Hyacinthe. Je l'ai prié de rester auprès de moi, car je n'avais pas la science infuse.

Je lui ai donc demandé de rester encore six mois au département, pour nous faire bénéficier de ses conseils, puis nous l'avons nommé directeur de l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe.

C'est en utilisant les conseils de M. Roy que nous avons supprimé le chef des services et porté de 5 à 12 le nombre des services pour réorganiser le ministère. Après son départ, fut formé le conseil composé d'une douzaine de conseillers, qui avaient rang de chefs de services. J'ai réorganisé mon ministère et j'en ai sorti la politique.

En 1939, on a fait revenir M. Roy sans le consulter et c'est alors que les prévisions de ses médecins se sont réalisées. C'est alors qu'il y a eu désorganisation dans le département⁵. Voilà la vérité.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): L'honorable ministre a si bien réorganisé qu'il n'a pas été nommé ministre de l'Agriculture en 1944.

M. Godbout (L'Islet): Jamais l'Agriculture n'a été paralysée comme au cours de la période de 1936 à 1939 précisément parce qu'il n'y avait pas de chef de services. M. Roy n'a sûrement pas conseillé d'abolir cette charge. L'incompétence notoire régnait alors à l'Agriculture. On a donné des titres de chef à sept nouveaux employés de plus, qu'on a nommés malgré leur peu d'expérience, et on les a mis en concurrence. D'après l'ancien ministre, nous aurions fait quelque chose comme un "hold up" pour aller chercher M. Roy.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Roy pouvait être un homme compétent, mais sa santé ne lui permettait pas d'être sous-ministre. On lui a payé un salaire de \$6,000 comme sous-ministre pendant trois ans et il n'avait rien à faire sauf cultiver ses pommes près de la ferme du premier ministre.

M. Godbout (L'Islet): Je veux bien laisser au ministre ses illusions. Mais la vérité, il doit l'admettre dans son for intérieur, c'est qu'en nommant tant de chefs de service, il a complètement désorganisé le ministère de 1936 à 1939 et nous avons eu le chaos que l'on sait.

Quant à M. L.-P. Roy, c'est encore, d'après moi, le meilleur homme qui soit passé à l'Agriculture à Québec, un très grand technicien, qui a ruiné sa santé à trop travailler au service de sa province. Même malade, il a gagné amplement son salaire en donnant des conseils au ministre de l'Agriculture. D'ailleurs, après ses états de service pendant 25 ans, il était juste que la province le garde à son emploi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, pourquoi ne pas l'avoir laissé à Saint-Hyacinthe et l'avoir ramené à Québec si sa santé était ruinée?

M. Godbout (L'Islet): M. Roy a été consulté avant d'être nommé de nouveau sous-ministre de l'Agriculture. Personne mieux que lui n'a gagné l'argent que la province lui a payé.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): C'est à cause de ses qualités que j'ai voulu le garder auprès de moi en 1936.

M. Chaloult (Québec): J'ai toujours entendu dire que c'était un homme actif, très compétent et qui rendait de précieux services à la classe agricole. Dire

de M. Magnan que, comme agronome, il n'est pas compétent, c'est une accusation grave.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je regrette que la gauche ait cru bon d'attaquer et de discréditer des hommes⁶ qui ne peuvent se défendre. M. Adrien Morin, ex sous-ministre de l'Agriculture, m'a dit que pendant quelques années, il a exercé les fonctions de sous-ministre sans avoir le titre que portait alors M. Roy.

M. Dumoulin (Montmorency): Le ministre devrait nous dire à quelles conditions et avec quelle permission, M. Magnan s'est-il présenté comme candidat du premier ministre dans Portneuf, aux élections fédérales du 11 juin dernier, quand la loi du service civil défend au fonctionnaire de s'occuper de politique provinciale ou fédérale. S'il avait été candidat libéral, on n'aurait pas tardé à le mettre à la porte. Il ne serait plus au ministère de l'Agriculture. Je voudrais savoir s'il était en vacances et, s'il ne l'était pas, si sa position était vacante.

M. Godbout (L'Islet): La loi du service civil lui défendait de se porter candidat à une élection fédérale.

L'honorable M. Barré (Rouville): M. Magnan n'a été le candidat ni du premier ministre ni du ministre de l'Agriculture.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un employé supérieur de la province, M. J.-A. Lesage est allé dans L'Islet faire de la corruption électorale avec le stock qu'il vendait.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): M. Lesage n'était pas employé civil.

M. Dumoulin (Montmorency): Comment le ministre interprète-t-il la loi du service civil?

L'honorable M. Barré (Rouville): ...

M. Bienvenue (Bellechasse): Le ministre devrait répondre à cette question qui est claire.

L'honorable M. Barré (Rouville): M. Magnan n'a pas demandé de permission pour se présenter. Il avait droit à des vacances payées. Il a été candidat pendant ses vacances.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ses vacances ont pris fin le 12 juin.

L'honorable M. Barré (Rouville): L'auditeur de la province m'a demandé quelle était la situation de M. Magnan.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Vous avez dû lui dire qu'il était candidat indépendant.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il avait demandé depuis longtemps à l'avance ses vacances et permission lui a été donnée de les prendre. Il a ensuite usé de son droit. Or, il s'est trouvé que ses vacances coïncidaient avec la période électorale. J'avoue que j'ai été non seulement surpris, mais mécontent d'apprendre qu'il était candidat.

Quand l'auditeur de la province m'a parlé de son cas, je lui ai répondu que M. Magnan avait droit à son salaire pour ses vacances, mais je l'ai averti de ne pas lui payer un centin de plus que la loi lui accordait. J'ai besoin de M. Magnan qui exerce des fonctions importantes. C'est un bon homme. Voilà pourquoi nous le gardons.

M. Dumoulin (Montmorency): Mais, M. le ministre, que faites-vous de la loi du service civil du Québec que vous avez fait serment d'appliquer et qui défendait à cet employé d'être candidat? Cependant, on a permis à M. Magnan de le faire et, pour le récompenser, il a reçu une augmentation annuelle de \$600.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député n'a pas le droit d'interpeller un député directement.

M. Dumoulin (Montmorency): Que penser d'un ministre qui n'est pas content parce qu'un fonctionnaire est candidat, mais qui lui accorde des vacances payées et lui donne une augmentation de salaire bien qu'il ait violé la loi du service civil?

M. Godbout (L'Islet): Le ministre de l'Agriculture doit des explications à la Chambre au sujet d'un homme d'une valeur exceptionnelle, M. J.-A. Proulx, directeur des services au ministère, qui a été destitué sans raison, alors qu'on accorde un traitement spécial à M. Magnan, qu'on lui donne une augmentation de \$600.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parce que c'est un politicien de tous les jours qui s'est servi de ses fonctions pour trahir l'administration de la province au bénéfice d'un parti.

M. Godbout (L'Islet): Je connais M. Proulx depuis très longtemps. Il n'a jamais fait de politique. C'est un parfait honnête homme, un technicien qualifié qui connaît tous les services du département, à qui on ne peut rien reprocher dans l'accomplissement de son devoir. On a commis envers lui une grave injustice et on a désorganisé le ministère de l'Agriculture. M. Magnan, lui, a fait de la politique et on lui paye \$600.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne nie pas qu'il soit un honnête homme, mais M. Proulx a été congédié parce qu'il était un travailleur libéral connu, un partisan aveugle qui confondait son fanatisme avec l'accomplissement de son devoir, ce qu'il n'avait pas le droit de faire. Il prenait des décisions contraires au dévouement qu'un fonctionnaire doit à son ministre.

M. Godbout (L'Islet): Je défie le premier ministre de porter une accusation précise contre M. Proulx et je lui donnerai raison. De prouver qu'il a fait de la politique, pendant qu'il était à l'Agriculture. Qu'il me cite un seul cas, un seul geste, une seule action, une seule attitude où M. Proulx aurait manqué de dévouement et d'efficacité. Il ne peut le faire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a un grand nombre, mais je ne vais pas entrer dans les détails.

M. Godbout (L'Islet): Je répète que je défie le premier ministre de me citer un seul cas où M. Proulx, serviteur modèle de la province, aurait manqué à son devoir. Je le défie de prouver qu'il ait agi en politicien, ait affirmé son allégeance politique ou se soit occupé de politique.

Je connais M. Proulx, depuis 10 ans, et je n'ai jamais vu ses couleurs politiques. M. Proulx était le technicien le mieux qualifié du département, celui qui connaissait le mieux les techniciens. Le premier ministre ne peut ainsi laisser planer des doutes sur son caractère.

Je suis convaincu que le ministre de l'Agriculture ne ferait pas d'insinuation à la légère comme le premier ministre vient d'en faire et qu'il ne portera jamais une accusation de partisanerie politique contre M. Proulx.

L'honorable M. Barré (Rouville): Avant de supprimer le poste que M. Proulx occupait, j'ai réuni les chefs et les sous-chefs des différents services et je

leur ai demandé s'ils croyaient que je devais maintenir le poste de directeur des services. Ils ont été unanimes à dire qu'il valait mieux, pour la bonne administration, abolir le poste et qu'ils préféreraient tomber sous la juridiction du sous-ministre.

M. Godbout (L'Islet): Voilà une question d'administration. Je ne la discute pas. Il est possible que les chefs de service préfèrent dépendre du sous-ministre. Cela s'explique facilement. Sans doute, les chefs de service ont dû être mis dans l'obligation de donner leur approbation au ministre. Mais, si le ministre a cru devoir abolir la position de chef de service, pourquoi s'est-il privé des services de M. Proulx, dont la compétence est indiscutable? Pourquoi a-t-il commis une injustice envers M. Proulx, tout en privant la province d'un homme qui pouvait lui être particulièrement utile?

Il est nécessaire d'avoir un directeur des services au ministère de l'Agriculture dans l'intérêt de la bonne administration. Quand on n'est pas capable de citer un seul cas d'inefficacité contre lui, on ne devrait pas destituer le meilleur employé d'un ministère. C'est là un acte d'injustice qui restera une tache sur le gouvernement.

(Applaudissements à gauche)

Je voudrais savoir du ministre s'il a changé quelque chose dans les écoles d'agriculture puisqu'il demande un plus fort montant cette année.

L'honorable M. Barré (Rouville): Non, nous avons gardé le même système.

M. Bienvenue (Bellechasse): Je veux attirer l'attention du ministre sur un fait important. Dans le comté de Bellechasse, des travaux de drainage estimés à \$100,000 ont été commencés et ils intéressent 300 cultivateurs. Les municipalités qui en avaient fait la demande au gouvernement m'ont prié d'insister auprès du ministre pour que les travaux soient continués.

L'honorable M. Barré (Rouville): J'y verrai.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Garage du département - Dépenses diverses, traitement, gages compris (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinq cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et primes (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles provinciales - traitements (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles provinciales - dépenses diverses, gages compris (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions aux écoles d'agriculture - traitement de professeurs (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent

quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions aux écoles d'agriculture (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études agricoles (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

M. Godbout (L'Islet): Est-ce qu'il y a des changements importants dans le ministère?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Deux employés supérieurs du département ont quitté l'emploi de la province. M. Léo Brown, ancien sous-ministre, a été, à sa demande, mis à sa pension et a été remplacé par M. Stanislas Bégin, et M. J.-A. Caron, chef des services, a démissionné parce qu'on a aboli sa situation. On lui a cependant accordé sa pleine pension.

M. Godbout (L'Islet): M. Bégin connaît-il la question de la colonisation?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Il avait été au ministère de 1937 à 1939. Le département a aussi retenu les services de M. l'abbé Fortier, qui est devenu assistant du sous-ministre. Il prépare les plans de colonisation du ministère. L'abbé Fortier a été désigné par les évêques. Il a une expérience de la colonisation.

M. Godbout (L'Islet): Est-ce qu'un prêtre est vraiment à sa place dans l'administration civile? Il ne devrait pas être mêlé à la politique d'un ministère parce que les fonctions du clergé sont bien supérieures à cela.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Les autorités civiles et religieuses ont tout à gagner à avoir un religieux en vue dans le service civil. La colonisation consistant, pour une grande part, en l'ouverture de paroisses, il est bon qu'un prêtre

prépare les projets afin de veiller sur l'aspect spirituel et moral du problème.

M. Godbout (L'Islet): Je crois que c'est une mauvaise méthode. Qu'on laisse le prêtre à ses fonctions qui sont beaucoup plus élevées que celles d'un fonctionnaire. Moi-même j'avais songé à mettre Mgr Boulet à la tête d'une commission de colonisation, mais j'ai changé d'idée. Ce serait prêté le flanc à la critique.

M. Drouin (Abitibi-Est): Le ministre a-t-il pris à son emploi un surintendant de la mécanisation en Abitibi?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Oui, monsieur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous voulons ajourner de bonne heure et je suggère à mon honorable ami d'Abitibi-Est de consentir avec l'opposition au vote des estimés budgétaires de la colonisation, moins trois items avec l'entente que l'honorable député d'Abitibi-Est pourra discuter et demander des renseignements sur tous les crédits de la colonisation lorsque nous en reprendrons l'étude.

M. Drouin (Abitibi-Est): Très bien, Monsieur.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent dix-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Reconnaissance, classification des terres de colonisation et études économiques, traitements, gages compris (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Publicité relative à la colonisation (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent vingt mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et subventions (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Rachat de lots de colonisation (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Compagnie de Navigation Charlevoix-Saguenay (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à la prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Demandes de documents:

Demandes de soumissions publiques parues dans les journaux

M. Roberge (Lotbinière) propose, qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

Combien de soumissions publiques, pour l'exécution de travaux, les ministères de la Voirie, des Travaux publics et de la Colonisation, ont respectivement demandé par la voie des journaux:

a) durant la période du 1^{er} novembre 1939 jusqu'au 1^{er} septembre 1944.

b) durant la période du 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 15 février 1946 inclusivement.

Adopté.

Dépôt de documents:

Contrats pour travaux publics

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 1^{er} avril 1946, pour la production d'une copie d'un document indiquant:

1. Si, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1945, le département des Travaux publics a accordé des contrats pour l'exécution de travaux publics.

2. Dans l'affirmative, dire pour chaque contrat:

a) le nom de l'entrepreneur;

b) la nature de l'ouvrage;

c) le district électoral où il doit être exécuté;

d) le total fixé ou estimé;

e) si des soumissions publiques ont été demandées. (Document de la session no 31)

Projets de loi:

Montréal

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 205 concernant la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 205 sans l'amender.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Travaux de la Chambre

M. Chaloult (Québec): Quand va se terminer la session?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sans les motions des députés, la session pourrait être prorogée après deux ou trois jours de travail.

M. Chaloult (Québec): Est-ce que le gouvernement a plusieurs autres projets de loi à présenter avant la fin de la session?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Étant donné que la session va finir la semaine prochaine, je crois de mon devoir d'avertir les députés que le gouvernement aura encore trois ou quatre lois à présenter. Nous aurons une législation scolaire importante pour apporter une solution au problème aigu qui se pose dans ce domaine et qui se réduit à une question de finance.

Le projet de loi aura pour parrain l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Côté), secrétaire provincial. Nous allons convertir les dettes des commissions scolaires. Ces dettes se chiffrent présentement à environ \$90,000,000. Si l'on en déduit les \$18,000,000⁷ de fonds d'amortissement, il reste une dette nette de \$72,000,000. Nous allons remplacer les débetures actuelles, qui portent intérêt à 4 %, 4½ %, 5 % et même 6 %, par des débetures nouvelles à 3 % ou 3¼ %, environ.

En vertu de la loi de la commission municipale, les corporations scolaires et autres qui sont en défaut, ont le droit de conclure des arrangements avec leurs créanciers et elles ne sont pas obligées de payer plus qu'elles sont capables de payer. Actuellement, les débetures des commissions coûtent cher. Le gouvernement sauve au moins

\$1,000,000 par année en entreprenant cette opération financière.

Certaines personnes peuvent s'écrier qu'il s'agit d'une répudiation des dettes, mais ce n'était pas le cas. Il y a une provision dans la loi qui pourvoit à la mise en défaut des commissions scolaires, ainsi qu'aux municipalités. La conversion va profiter non seulement aux commissions scolaires, mais aussi aux porteurs de débetures. Nous remplaçons les débetures⁸ actuelles dont la valeur est incertaine par des débetures garanties par la province.

Pour pourvoir au paiement de l'intérêt et de l'amortissement, nous allons créer un fonds annuel. L'Hydro-Québec va fournir pour sa part \$2,800,000. Nous nous sommes renseignés et nous savons que l'Hydro peut payer ce montant et nous avons appris d'eux que l'utilisation annuelle de cette somme n'allait déranger rien des possibilités de réductions de taux dues à Montréal, de la constitution des réserves nécessaires et du paiement qui devra être fait aux actionnaires de la Montreal Light, Heat and Power, Consolidated. Le fonds de \$2,800,000 aura pour objet d'éteindre la dette scolaire ainsi convertie.

Aussi, c'était l'intention du projet de loi d'imposer un droit additionnel sur les compagnies d'électricité. Il est juste et raisonnable que ces compagnies, qui utilisent les ressources naturelles pour prodiguer la lumière artificielle, soient mises à contribution quand il s'agit de prodiguer la lumière intellectuelle et morale dans la province.

J'ai le plaisir de dire à la Chambre que, malgré tout le travail de la session et les tâches que nous impose l'administration de la province, j'ai rencontré les représentants des compagnies d'électricité. J'espère rendre hommage à ces représentants pour la manière juste et raisonnable dont ils ont perçu la situation. Naturellement, la taxe proposée sera quelque chose à digérer et il y aura une interdiction stricte contre l'imposition de la taxe aux contribuables, mais les directeurs des entreprises ont clairement compris le problème et ils ont agi d'une manière honorable. Ils ont reconnu la nécessité de venir en aide à la cause de l'éducation et ont accepté avec plaisir de contribuer au règlement des problèmes scolaires chez nous. Les compagnies de bois fourniront pour leur part une somme variant de \$500,000 à \$550,000 par année pour payer les intérêts et le fonds d'amortissement des nouvelles obligations des commissions scolaires.

Le droit additionnel consistera en une taxe sur le kilowatt-heure qui rapportera environ \$2,200,000 par année, payée par les compagnies

d'électricité qui peuvent payer. Il est bien entendu que nous ne mettrons pas à contribution les petites entreprises d'utilité publique, comme la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent. Elle sera exemptée parce que ce ne serait pas profitable de percevoir de l'impôt dans cette situation précise et dans ce cas particulier, car sa part ne monterait qu'à \$2,400 par année, à cause de ses revenus limités. Il y a d'autres petites entreprises semblables qui ont été traitées de la même manière, bien entendu, ceci a été souligné, mais le cas de la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent a été utilisé comme exemple typique.

Ce droit sera de 15 sous par 1,000 le kilowatt-heure. Chaque compagnie paiera, mais nous lui enlèverons l'obligation de payer la part des taxes scolaires qui représenterait leur contribution en vertu de cette loi. Nous ne voulons pas les faire payer deux fois.

Seulement, nous mettrons une clause dans la loi disant que les compagnies d'électricité seront obligées d'absorber elles-mêmes le paiement de cette taxe scolaire, sans avoir le droit de la passer à leurs clients. Elles n'auront pas le droit d'augmenter leurs taux en conséquence des paiements qu'elles devront faire pour ce fonds.

Quant à la part de l'Hydro-Québec, ceci répond aux cris de ceux qui ont dit que Montréal payait pour le reste de la province avec ces tarifs d'électricité. La plus grande partie de sa contribution des \$2,200,000 servira à aider les écoles de Montréal. La dette scolaire de la métropole représente les quatre-cinquièmes de la dette scolaire totale de la province. Nous voulons remettre à la population de Montréal ce qui lui revient et l'argent qui contribuera à régler ces dettes. Mais, il est juste aussi qu'une certaine partie de la contribution de l'Hydro aille au reste de la province, car c'est la province qui endosse les débentures.

À part cela, des clauses spéciales seront ajoutées au projet de loi dans le but spécifique d'empêcher les municipalités du Québec de bénéficier de l'aide prévue pour les commissions scolaires et pour éviter ce qui s'est produit en Ontario où bien des municipalités sont présumées avoir simplement imposé le fardeau municipal aux contribuables lorsque le gouvernement a accordé son aide aux commissions scolaires de cette province. Il en est résulté une diminution de 50 % des taxes scolaires pour les contribuables et un fardeau fiscal supplémentaire de 30 % pour ces mêmes contribuables municipaux. Ce subterfuge ne sera pas permis au Québec. Il sera défendu aux corporations municipales de créer de nouvelles taxes à la faveur de la disparition d'une partie de la taxe scolaire.

Ainsi, les commissions scolaires n'auront pas le droit d'escompter les améliorations qui se produiront dans leurs finances pour augmenter les taxes. Pour arriver à cet objectif, un article empêchera les municipalités du Québec d'augmenter les taxes⁹ sur les biens immobiliers sans avoir reçu la permission à la fois de la commission municipale de Québec et du lieutenant-gouverneur en conseil¹⁰, et seulement pour cette cause.

Nous voulons dégrever la petite propriété parce que c'est nécessaire, c'est une mesure de justice sociale, pour encourager la décentralisation de la propriété en même temps que nous remédions à la crise du logement.

Car, il est inutile de vouloir régler ce problème si les charges municipales et scolaires écrasent les nouveaux propriétaires. Ceci va alléger en partie les propriétaires d'immeubles de leur fardeau fiscal et va encourager la construction d'habitations dans les grandes villes.

De plus, ce n'est pas une bonne chose que de remplir un trou et d'en creuser un autre et pour prévenir que ne se reproduisent les difficultés financières actuelles des commissions, il y aura une clause dans le projet de loi qui stipulera que les corporations¹¹ scolaires de la province n'auront pas le droit d'emprunter et de faire, à l'avenir, des dépenses¹² autres que les dépenses habituelles d'administration sans la permission de la commission municipale et du lieutenant-gouverneur en conseil¹³. Ce sera donc la stabilité et la sécurité complète pour tout le monde.

Enfin, nous aurons une autre clause dans le projet de loi pour autoriser l'annexion de Montréal-Est à la Commission scolaire catholique de Montréal. Il y a là une situation désastreuse à corriger. Des propriétés ne payent presque pas de taxes scolaires. C'est le rétablissement de l'équilibre et du bon sens. Montréal-Est fait déjà partie de la Commission scolaire protestante de Montréal et il n'y a pas de raison pour qu'elle ne fasse pas partie également de la Commission catholique. Mais, cette clause peut susciter certaines difficultés. Alors nous disons qu'elle n'entrera en vigueur que sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil pour qu'aucune injustice ne soit faite.

Le projet de loi permettra également d'assurer l'éducation des enfants juifs dans les écoles d'Outremont pour une autre période de deux ans.

En plus du bill concernant le problème financier des commissions scolaires, trois autres projets de loi seront présentés par le gouvernement avant la prorogation des Chambres.

Il y aura d'abord une loi permettant le développement du pouvoir de Cadillac, au rapide Sept sur la rivière Outaouais, dans le comté de Témiscamingue. Ce pouvoir a été développé par l'État en 1938 dans la vallée supérieure de l'Outaouais pour répondre aux besoins des mines qui s'ouvriraient sous le gouvernement de l'Union nationale, lors de son premier mandat. Il est situé dans une région riche en réalisations minières.

Aujourd'hui, il ne produit pas suffisamment d'électricité pour répondre aux besoins de la région. La construction d'un barrage aux fins d'augmenter le potentiel d'électricité est donc devenue nécessaire. Alors, le but est d'augmenter l'approvisionnement aux mines, notamment aux mines de Cadillac qui fournissent la somme de \$100,000 pour aider à financer ce projet et ce montant sera déduit par la suite de la facture d'électricité de la compagnie et sera remboursé d'année en année tel que garanti.

Les experts ont recommandé de le construire au lac Dozois, de préférence au lac Victoria, dans la région de l'Abitibi pour augmenter la capacité de l'usine. Le coût total du projet était estimé à environ \$1,500,000.

Avec ce barrage, nous pourrions fournir le pouvoir à la mine Normetal, au Témiscamingue, qui payera d'avance quelques centaines de mille dollars. Nous ferons aussi construire, par la Commission des eaux courantes, une autre ligne de distribution conjointement avec le développement qui portera le courant à Amos et desservira toute la région, répondant ainsi aux besoins d'électricité des colons d'Abitibi, des industries et autres centres riches en possibilités minières.

Le second projet de loi sera présenté par le ministère des Terres et Forêts. Il permettra au gouvernement de faire des échanges de concessions forestières dans la province entre les compagnies en opération dans le Saguenay, au Lac-St-Jean et dans la région de Portneuf, et principalement dans la péninsule gaspésienne et dans la région de la Côte-Nord.

Ces échanges, similaires à ceux faits en raison de la loi passée par l'Union nationale l'année dernière seront faits en vue d'une meilleure allocation de nos limites entre les diverses compagnies et usines et pour assurer la stabilisation de certaines industries¹⁴. Ce projet intéressera particulièrement la Gaspésie Sulphite, de Chandler, dont la production augmente et qui, actuellement, n'a pas de limites à bois suffisantes. Cette réallocation de limites bénéficiera en même temps à la compagnie Howard Smith Paper et à la Canadian International

Paper qui ont, dans la région, des réserves dont elles ne se servent pas. Ces limites forestières sont actuellement situées trop loin des usines de ces compagnies.

Cette redistribution profitera également à d'autres compagnies comme la Donohue Brothers, qui veut agrandir son usine¹⁵ de la Malbaie et elle a besoin de limites à bois. La compagnie Donnacona Paper et la Compagnie d'Auteuil Lumber sont dans le même cas et nous allons les accommoder.

Au cours de la semaine prochaine, il sera présenté un autre bill de la part d'un ministre de la couronne pour modifier l'indemnité que reçoivent actuellement les députés à Québec. Mais, ce bill ne sera présenté et adopté que s'il répond aux vœux unanimes de la Chambre. Sinon, on le retirera. Le gouvernement ne va pas chercher à forcer l'acceptation du projet de loi contre la volonté des députés. La loi sera sous la responsabilité de la Chambre¹⁶ et le gouvernement se rendra au désir unanime des députés.

Ainsi, le troisième projet de loi donnera aux membres de l'Assemblée législative un supplément de \$200 par année. On a proposé d'établir l'indemnité de la façon suivante: \$2,000 comme indemnité proprement dite et \$1,500¹⁷ pour déboursés de représentation et des dépenses diverses à venir. L'indemnité sessionnelle est présentement fixée à \$3,000, plus \$300 au titre des frais de voyage. Incidemment, la principale différence entre les dépenses et les indemnités, c'est que les dépenses ne sont pas imposables.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 15.

NOTES

1. Le député aurait utilisé le terme "agronomie" selon *L'Événement*, 6 avril 1946, à la page 3.

2. Son service a été supprimé, selon *Le Canada*, 6 avril 1946, à la page 3.

3. M. Dussault est ministre de l'Agriculture dans le cabinet de Duplessis du 26 août 1936 au 8 novembre 1939. Puis, il occupe le poste de ministre des Affaires municipales dans le même cabinet du 30 août 1944 au 29 avril 1953.

4. *L'Événement*, 6 avril 1946, à la page 3, précise que M. Roy était alors sous-ministre.

5. *Le Soleil*, 6 avril 1946, à la page 3, rapporte que la désorganisation a commencé en 1944.

6. Le député utilise plutôt le terme "fonctionnaires", selon *L'Événement*, 6 avril 1946, à la page 3.

7. \$16,000,000 selon *The Gazette*, 6 avril 1946, à la page 1.

8. *Le Soleil*, 6 avril 1946, à la page 22, mentionne plutôt le terme "obligations".

9. *Le Soleil*, 6 avril 1946, à la page 22, précise ici que le député parle de la taxe municipale tandis que *L'Action catholique*, 6 avril 1946, à la page 3, rapporte qu'il aurait fait allusion à la taxe foncière.

10. *Le Devoir*, 6 avril 1946, à la page 1, fait état du mot "gouvernement".

11. *Le Soleil*, 6 avril 1946, à la page 22, rapporte ici le mot "commissions".

12. *Le Soleil*, 6 avril 1946, à la page 22, parle du droit d'emprunter.

13. Dans *Le Devoir*, 6 avril 1946, à la page 1, on retrouve ici le mot "gouvernement".

14. Le député aurait plutôt parlé de "moulins", selon *Le Devoir*, 6 avril 1946, à la page 1.

15. Ses moulins, selon *Le Devoir*, 6 avril 1946, à la page 1.

16. *Le Soleil*, 6 avril 1946, à la page 22, rapporte ici le mot "gouvernement" plutôt que "Chambre".

17. \$2,000, selon *L'Événement*, 6 avril 1946, à la page 3.

Première séance du mardi 9 avril 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 169 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Germaine-du-Lac-Étchemin, dans le comté de Dorchester;
- bill 125 concernant l'Association des infirmières de la province de Québec.

Questions de privilège:

Arsenal
de Québec

M. Chaloult (Québec) fait écho à une nouvelle d'un journal de Montréal disant que les usines de Saint-Malo seraient vendues par la War Assets et à une nouvelle du journal de Québec à l'effet que la cartoucherie serait déménagée à Lindsay, Ontario. Avant la guerre, dit-il, les usines de Saint-Malo employaient 600 personnes.

La décision du fédéral, si elle est mise à exécution, va augmenter le chômage dans Québec. Le chômage augmente au Canada, tandis qu'aux États-Unis on manque de main-d'œuvre partout. J'attire l'attention du gouvernement et de l'opposition sur cette menace qui plane sur la ville de Québec et je demande au gouvernement provincial de faire des représentations auprès des autorités fédérales pour que notre ville ne soit pas privée d'une de ses industries importantes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il aurait mieux valu, pendant la guerre, laisser à Québec ses industries permanentes s'il faut maintenant que nous les perdions parce qu'elles ont

été remplacées par des industries à caractère temporaire, même si ces dernières ont donné, par moments, plus de travail à la population.

La ville de Québec a droit d'obtenir d'Ottawa un meilleur traitement que celui dont parlent certains journaux et le fédéral serait bien avisé de laisser cette industrie qui emploie beaucoup de monde et paie de bons gages dans la Vieille Capitale. Je crois que des représentations devraient être faites pour que le fédéral reconnaisse les droits de la population ouvrière.

M. Godbout (L'Islet): On a raison de réclamer pour Québec sa part des industries permanentes du pays pour pallier aux effets du chômage, mais on ne saurait dire que notre ville n'a pas eu sa part pendant la guerre. Je crois pouvoir exprimer l'espoir que les usines de Saint-Malo seront utilisées bientôt en donnant six ou sept fois plus d'ouvrage que du temps où il n'y avait là que 700 ouvriers¹. Nous aurons là bientôt plus d'ouvrage que jamais les usines de Saint-Malo n'en ont donné à la population de Québec.

La cité de Québec, où sont construits un grand nombre d'édifices du gouvernement, est privée d'une part importante de taxes foncières. Le gouvernement libéral a fait son devoir à l'égard de notre ville. Nous avons ainsi comblé cette lacune en donnant des sommes d'argent considérables pour l'embellissement de la Vieille Capitale, ce qui est de nature à bénéficier à toute la province, en attirant le tourisme.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je connais bien les usines de Saint-Malo. En 1920, j'y ai travaillé pendant six mois, de janvier à juillet. Ces usines servaient à la réparation des locomotives, c'est-à-dire l'industrie lourde. Au cours de la guerre, on a changé la nature de cette industrie lourde, de telle façon qu'il n'est plus possible qu'elle redevienne ce qu'elle était comme industrie lourde, affectée à la réparation des locomotives et des voitures de chemin de fer. Comme telles, elles payaient de meilleurs salaires que l'industrie légère.

Ce qui manque à Québec, c'est de l'industrie lourde et, si on établit là une filature, les salaires seront moins élevés, ce qui sera au désavantage de la population ouvrière. Le fédéral aurait dû garder une partie de ces usines pour assurer la reprise de leur fonctionnement normal après la guerre.

M. Hamel (Saint-Sauveur)²: Dès que j'ai vu dans les journaux que l'on se proposait de transporter l'arsenal à Lindsay, j'ai immédiatement communiqué avec quelqu'un d'autorisé à Ottawa³ et cette personne, très intéressée au progrès de Québec, m'a dit que la nouvelle du déménagement des arsenaux de Québec est loin d'être fondée.

Les sections locales de l'Arsenal fédéral au Québec ne seront pas déplacées et ne seront pas établies ailleurs au Canada, à l'extérieur de la province. Même si on vend les usines de Saint-Malo, il faut espérer établir une nouvelle industrie ayant sa place dans l'avenir. Il m'a rassuré sur ces deux points et il a dit que toute tentative visant à déplacer une section de l'Arsenal vers une autre province ferait face à une chaude opposition.

Il n'y a pas lieu de craindre le déménagement de l'arsenal. Nous avons confiance que les usines retrouveront bientôt une activité exceptionnelle et qu'elles emploieront un nombre très considérable d'ouvriers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je demande le droit de faire une rectification au sujet de l'embellissement de Québec. Il vaut mieux donner du pain que d'embellir quand on ne peut pas faire les deux. La ville de Québec a obtenu, de 1936 à 1939, 20 fois plus d'octrois et de travaux que jamais sous aucun des gouvernements précédents. J'ai promis ma plus entière collaboration, quand le maire et M. Bertrand sont venus me voir au sujet des projets de M. Ludger Dionne, à Saint-Malo.

M. Godbout (L'Islet): Je ne vois pas où se trouve la rectification du premier ministre. Je profite de la circonstance pour déclarer que j'ai toujours cru que Québec, vu son titre de capitale, a droit à des égards particuliers de la part du fédéral et du provincial, parce que ces gouvernements ne paient pas de taxes pour les propriétés qu'ils ont ici. Ce que le gouvernement libéral a fait, il l'a fait pour aider la ville à conserver son caractère de beauté, ce qui est à l'avantage non seulement de la ville, mais de toute la province.

M. Dumoulin (Montmorency): Si chaque fois qu'on établit une industrie nouvelle à Québec on lui en enlève une ancienne, la Vieille Capitale ne sera jamais plus avancée dans un temps que dans l'autre. Je demande au gouvernement de faire des représentations au fédéral et de protester avec énergie contre le déménagement projeté, s'il est bien vrai qu'il doit avoir lieu.

**Association
des infirmières**

M. Gatien (Maisonneuve) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 125 concernant l'Association des infirmières de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 125 sans l'amender.

M. Gatien (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commissaires d'écoles de
Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin**

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 169 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin, dans le comté de Dorchester.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 169 sans l'amender.

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

**Association catholique
des institutrices rurales**

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un

ordre de l'Assemblée, en date du 13 mars 1946, pour la production d'une copie de toute correspondance entre l'honorable ministre du Travail, tout officier ou toute personne de son département, ou l'un de ses services et l'Association catholique des institutrices rurales de la province de Québec depuis le 1^{er} janvier 1945. (Document de la session no 32)

Projets de loi:

District judiciaire de Montcalm

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 45 pour changer le nom du district judiciaire de Montcalm.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 45 sans l'amender.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Révocation d'ordres du jour:

Loi de la fermeture à bonne heure

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 15 modifiant la loi de la fermeture à bonne heure.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

Loi d'Hydro-Québec

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 39 modifiant la loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

M. le président: Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 41 de la loi de la Commission hydroélectrique de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 98A), remplacé par l'article 18 de la loi 9 George VI, chapitre 30, est modifié en y ajoutant les alinéas suivants:

"Néanmoins, la Commission peut, nonobstant toute disposition législative au contraire, faire avec des corporations municipales et avec des corporations de commissaires, de syndics ou d'administrateurs d'écoles des ententes pour le paiement de sommes fixes de deniers pour tenir lieu de toutes taxes, contributions, cotisations et redevances pour services municipaux, quelle que soit la nature de ces taxes, contributions, cotisations et redevances.

"Les ententes conclues et les décisions prises à ces fins par la Commission et par telles corporations entre le premier janvier 1945 et le premier avril 1946 sont déclarées valides et elles ont leur effet depuis le premier janvier 1945.

"Les ententes qui seront conclues postérieurement au premier avril 1946 en vertu du premier alinéa du présent article entreront en vigueur dès leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil."

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le premier amendement à la loi autorise l'Hydro à faire des ententes avec les municipalités et les

commissions scolaires pour le paiement de sommes fixes qui tiendront compte de taxes municipales et scolaires et de ratifier des ententes déjà conclues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) complète les explications du ministre des Ressources hydrauliques. L'Hydro-Québec, dit-il, étant propriété de la couronne, elle n'est pas obligée de payer des taxes. Quand même, afin d'obliger les municipalités, nous consentons à payer des taxes municipales et scolaires. Ainsi, nous versons annuellement à Montréal un demi-million par année à ces fins. Nous désirons par les amendements apportés par ce bill à la loi de l'Hydro-Québec faire maintenant des ententes avec Beauharnois, Soulanges, Vaudreuil et autres municipalités où l'Hydro a des propriétés.

M. Godbout (L'Islet): Je m'élève contre le projet de loi parce que le principe en est excessivement mauvais, équivalant à une mesure de confiscation au détriment des propriétaires légitimes d'obligations.

D'après notre loi de 1944, nous avons donné aux municipalités le droit de taxer les magasins, dépôts et maisons de l'Hydro où il se fait du commerce, comme la vente d'appareils électriques, etc. Quant aux usines de génération et de distribution de l'électricité, les municipalités avaient le droit de taxer les terrains sur lesquels se trouvaient les poteaux de distribution ou les usines de production d'électricité. Nous leur donnions la garantie de leur assurer pendant 20 ans le même revenu que leur payaient les compagnies expropriées. Le gouvernement actuel a amendé cette loi l'an dernier. Il aurait pu s'exempter de procéder ainsi. Aujourd'hui, il revient avec un autre projet. Il veut avoir l'autorisation de traiter avec les municipalités de n'importe quelle façon, sans fixer de bases. On pourra faire des accords différents avec chaque municipalité et on pourra aussi montrer plus de sympathie envers celles qui auront donné des majorités favorables au parti bleu.

De plus, on ne fixe pas dans la loi les principes qui serviront de bases à la fixation du montant. Le gouvernement devrait fixer une base, soit celle de 1944, soit encore celle de 1945, pour fixer le mode de taxation et ne pas s'arroger le droit de taxer les municipalités comme il l'entendra. Il y a déjà assez de désordre dans notre système de taxation sans que le gouvernement lui-même empire les choses en s'arrogeant le pouvoir et la liberté de taxer les municipalités comme il le voudra au gré de ses caprices. Pourquoi laisser entre les mains du gouvernement la liberté de faire ce qu'il va vouloir?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition manque de logique. Je répète que c'est un principe démocratique élémentaire que la couronne ne peut se taxer elle-même et que par la loi actuelle, on veut donner à l'Hydro la permission de payer des taxes municipales et scolaires.

Mais, comme l'Hydro possède d'immenses bâties à Beauharnois et aux Cèdres pour la production de l'électricité, entre autres choses, et en dépit du principe général, nous voulons, par une loi, dédommager les contribuables⁴ municipaux et scolaires. L'amendement est la consécration de l'autonomie administrative des membres⁵ de l'Hydro et constitue la manifestation de leur générosité envers les municipalités et les écoles.

En vertu de l'article suivant, nous donnons à l'Hydro le pouvoir qu'avait la Montreal Power de couper le service du gaz et de l'électricité aux clients qui ne paient pas leurs comptes.

M. Godbout (L'Islet): C'est le premier ministre qui manque de logique. C'est lui qui, l'an dernier, fit amender la loi de l'Hydro pour décréter que l'Hydro devait payer les taxes municipales et scolaires comme un contribuable ordinaire. C'est le même homme qui, cette année, veut se faire donner le droit de conclure n'importe quelle entente avec les municipalités. Le principe est mauvais.

Au moins, que l'on fixe une base d'entente de façon à ce que toutes les municipalités soient traitées sur le même pied. Il est toujours dangereux de se donner le droit de faire des distinctions discriminatoires.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 51 de ladite loi, édicté par l'article 22 de la loi 9 George VI, chapitre 30, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Elle peut aussi se prévaloir des dispositions des articles 16, 18 et 19 de la loi 12 Victoria, chapitre 183 (Statuts provinciaux du Canada) et de l'article 20 de ladite loi modifié par l'article 8 du Statut de Québec, 36 Victoria, chapitre 61⁶."

M. Godbout (L'Islet): On devrait définir clairement dans la loi le pouvoir qu'on se donne, ou qu'on veut avoir, au lieu de prendre un moyen détourné en assujettissant les usagers de Montréal à un vieux Statut qui date de 1849 et que personne ne connaît. Le gouvernement n'a pas inclus dans la loi actuelle le texte de cette loi vieille de cent ans. Les

gens devraient savoir à quoi ils sont assujettis. Au lieu de le dire clairement, on réfère à une vieille loi que pas 5 % des avocats peuvent déterrer en moins de 10 jours de recherches parce que ces Statuts sont rarissimes. Pourquoi pas dire franchement ce que l'on fait?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi⁷ en question est clairement nommée dans le projet de loi. Le pouvoir qu'elle comporte et qu'on réclame pour l'Hydro existait déjà en faveur de la compagnie. Pourquoi le peuple, aujourd'hui propriétaire de l'Hydro, n'aurait-il pas les mêmes droits que la compagnie?

M. Godbout (L'Islet): Il y avait des choses mauvaises dans la Montreal Power. C'est pour cela que nous l'avons nationalisée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Toute procédure légale que cela impliquerait s'avérerait coûteuse et longue; entre-temps, la population de la province payerait 5 % alors que l'argent vaut seulement 3 %. Les obligations doivent être remboursées à 100 sous le dollar. M. Norris a décidé lui-même que les obligations pouvaient être remboursées en tout temps et que le conseil d'électricité a consenti d'en émettre \$12,000,000.

(Applaudissements)

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 14, les suivants:

"14a. Beauharnois Light, Heat and Power Company peut, en tout temps, se libérer en totalité ou en partie de la dette au montant de douze millions de dollars représentée par des billets datés du 1^{er} mai 1940, portant intérêt à cinq pour cent, et garantis jusqu'à concurrence de dix millions deux cent mille dollars suivant acte d'affectation hypothécaire consenti par Beauharnois Light, Heat and Power Company, en faveur de Montreal Trust Company, comme fiduciaire, passé devant Me Édouard Cholette, notaire, le 27 juin 1941, en déposant entre les mains de Montreal Trust Company le montant en capital des billets qu'elle entend payer, plus l'intérêt jusqu'à la date de ce dépôt.

"14b. Beauharnois Light Heat and Power Company peut, nonobstant toute disposition

législative au contraire, faire avec des corporations municipales et avec des corporations de commissaires, de syndics ou d'administrateurs d'écoles des ententes pour le paiement de sommes fixes de deniers pour tenir lieu de toutes taxes, contributions, cotisations et redevances pour services municipaux, quelle que soit la nature de ces taxes, contributions, cotisations et redevances.

"Les ententes conclues et les décisions prises à ces fins par la Commission et par telles corporations entre le premier janvier 1945 et le premier avril 1946 sont déclarées valides et elles ont leur effet depuis le premier janvier 1945.

"Les ententes qui seront conclues postérieurement au premier avril 1946 en vertu du premier alinéa du présent article entreranno en vigueur dès leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil."

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le gouvernement n'a aucun droit de s'immiscer dans les affaires de la Montreal Power avant d'avoir payé les actionnaires.

Le dossier en question intéresse le public principalement, pas uniquement l'Hydro-Québec, la Montreal Light, Heat & Power, Cons. et le Montreal Trust. Je demande au gouvernement de s'occuper sans tarder de régler le cas des 30,000 actionnaires de la Montreal Light Heat, de ces milliers de gens de la classe moyenne, des gardes-malades et autres qui ne savent pas ce qui adviendra des économies qu'ils ont investies dans la compagnie, avec l'assurance qu'ils recevraient une ristourne de 5 % pendant une période de 20 ans.

On affirme maintenant que M. Norris agissait supposément pour la Montreal Light, Heat & Power, Cons.. et les porteurs d'obligations et qu'il avait promis de racheter les obligations en tout temps, en retour d'un paiement en argent. Quant à cette créance, ce n'est pas à la Législature de se substituer aux juges. Si on a le droit de faire le remboursement avant échéance, pourquoi cet amendement à la loi? Et si ce droit est contesté, qu'on soumette la chose aux tribunaux réguliers.

Il y a un intérêt encore plus important en jeu. Comment le gouvernement et l'Assemblée législative peuvent autoriser la Commission de l'Hydro à faire des négociations avec les municipalités ou avec les porteurs d'obligations des compagnies expropriées, avant d'indemniser les actionnaires de la Montreal Light, Heat & Power, Cons.. et de la Beauharnois Company? Comment l'Hydro peut octroyer des contrats avec des tiers sans payer pour la part des

actifs pris des actionnaires? Il y a parmi les actionnaires des veuves, des infirmières, etc., des milliers de personnes qui attendent d'être indemnisées pour les sommes qu'ils ont investies dans les compagnies expropriées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement précédent, qui a créé l'Hydro-Québec, est responsable de la situation actuelle, parce que ses mesures législatives ne prévoyaient pas l'indemnisation des actionnaires.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): L'expropriation est une bonne affaire. Mais il faut payer. Qu'est-ce que le gouvernement et l'Hydro-Québec attendent pour indemniser les actionnaires pour les propriétés qui ont été expropriées par la législation de 1944?

Un conseil d'arbitrage a été créé quelques mois auparavant et il ne peut pas fonctionner parce qu'aucune indemnité n'a été offerte ni par la compagnie ni par l'Hydro-Québec. Le gouvernement devrait suspendre les articles 3 et 4 du présent bill concernant les \$12,000,000 jusqu'à ce que les actionnaires reçoivent l'assurance de la Montreal Light qu'ils vont ravoïr leurs honnêtes investissements ou l'équivalent légitime et que le gouvernement soit devenu définitivement propriétaire de la compagnie, avant de conclure des ententes onéreuses avec des municipalités qui peuvent être dommageables pour les actionnaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La majorité des actions de la Montreal Light sont détenues par des trusts comme le Montreal Trust et le Royal Trust. J'offre au député de Saint-Sauveur (M. Hamel), qui avait lui aussi soulevé cette question, de lui faire tenir une liste de ces actionnaires.

En 1944, à la veille des élections, l'ancien gouvernement libéral s'est emparé de la propriété et des biens de la Montreal Power, sans verser un sou. On a pris le butin de 30,000 actionnaires. C'était du bolchevisme et cela met en danger toutes les propriétés des citoyens de la province.

Nous n'étions pas opposés au principe de l'étatisation⁸ de la Montreal Light Heat, mais à la façon dont on étatisait. J'aurais voulu que l'on procède selon la loi générale de la province sur l'expropriation, laquelle aurait entièrement protégé les actionnaires par les moyens ordinaires. Si cette politique avait été adoptée, nous aurions suggéré au gouvernement de faire une offre aux actionnaires, de faire un dépôt en espèces avant d'exproprier; alors

un tribunal compétent aurait seulement eu à décider de la valeur de ce montant. Ceci n'a pas été fait. Ce que l'on a fait, c'est du vol, de la confiscation.

Dès 1945, nous avons créé un tribunal d'arbitrage pour évaluer l'actif de la compagnie qui donne l'occasion aux deux parties de se faire entendre et qui donne la garantie de procédures plus rapides et moins coûteuses.

Mon honorable ami de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) s'est levé aujourd'hui, non pour les veuves, les infirmières, quand il demande de régler le cas des actionnaires de la compagnie, mais pour ses amis les millionnaires, propriétaires de la grande majorité des obligations qui font l'objet de la discussion, les capitalistes qui voudraient que la Montreal Power continue de leur payer 5 % de dividende sur leurs actions. La Montreal Power a donné \$12,000,000 des 5 % de ses débentures aux obligataires de la Beauharnois, dont la Commission hydroélectrique de Québec en est l'unique propriétaire, lorsqu'elle a acquis cette dernière. Plus tard, en vertu d'un acte de fiducie, ces \$12,000,000 de titres portant 5 % d'intérêt ont été remis entre les mains du Montreal Trust.

Ces obligations étaient émises pour 20 ans mais, à la demande de la Régie de l'électricité dont il fallait obtenir l'approbation pour conclure l'emprunt, M. Norris, président de Montreal Power, a donné au comité une lettre dans laquelle il s'engageait à accepter le remboursement, en tout temps avant échéance, de ces \$12,000,000 de titres sur paiement en argent comptant. C'est ce qui a été fait.

Or, il y a quelques semaines, les administrateurs de l'Hydro nous ont demandé de leur autoriser à ordonner au Montreal Trust de leur remettre ces titres pour ne plus payer 5 % d'intérêt. Ils proposaient de racheter en entier les douze millions d'obligations, qui portent intérêt à 5 %, afin de remplacer ces débentures par un emprunt temporaire à 2¼ % ou 5 %⁹ d'intérêt et de sauver ainsi plus de \$12,000,000 en intérêts par année à la province en remboursant ce prêt immédiatement.

Nous avons dit: "Payez". Mais, lorsqu'ils sont arrivés au Montreal Trust, on leur refusa la transaction, sous prétexte que l'Hydro n'avait pas le droit de faire perdre 5 %¹⁰ aux actionnaires de la Montreal Power pendant 15 ans. Par conséquent, ce projet de loi est présenté devant la Chambre en partie parce que là où le bien commun est concerné, les intérêts individuels doivent céder.

On ne respecte pas l'engagement pris par M. Norris au moyen d'une lettre. C'est en de telles circonstances que ceux qui parlent au nom de

M. Norris dans la Chambre ont eux l'audace de parler de répudiation et de bris de contrat. Le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce a changé d'attitude depuis 1944. Il a l'attitude des capitalistes aujourd'hui.

M. Dumoulin (Montmorency): Ceux qui souscrivent à l'Union Nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il (M. Mathewson) veut attaquer ce marché si profitable à la province, mais au détriment des millionnaires que l'ancien trésorier veut défendre. Nous disons que cela n'est pas moral, ce n'est pas du capitalisme sain que de mettre ainsi de côté, par des artifices légaux, l'engagement formel de M. Norris. Cela signifie qu'un engagement d'honneur est ignoré ou refusé. Nous voulons forcer ces gens-là à remplir leurs engagements. Nous sommes pour la justice et nous allons faire cesser ces abus.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): L'argument du premier ministre n'a pas changé la nature des faits. S'il y avait un doute quant à la nature de la lettre de M. Norris ou de sa valeur légale, ce n'est pas à la Législature¹¹ à régler cela, c'est aux tribunaux. Et même le pouvoir législatif de Québec ne peut légitimer un vol en s'appuyant sur une mesure qui constitue une autre règle de conduite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous n'endurerons pas que M. Norris donne une lettre sous de faux prétextes.

M. Godbout (L'Islet): Si vous n'avez pas le droit de racheter les \$12,000,000 de titres, vous volez les gens, et si vous en avez le droit, pourquoi cette loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le vol a été commis par celui qui ne respecte pas ses engagements. Le gouvernement prend des mesures pour libérer le peuple de 2 % d'intérêt.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Nous ne sommes pas un tribunal correctionnel pour décider s'il y a eu vol ou non.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Norris a donné une lettre s'engageant à accepter l'argent quand Beauharnois voudrait payer.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Est-ce que le trésorier peut nous dire quand les actionnaires de la Montreal Power seront payés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas juste d'exiger que mon collègue, qui a été retenu cinq mois en dehors de son bureau par la maladie, soit au courant de toutes les affaires de l'administration. Nous avons créé un tribunal d'arbitrage.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Sans appel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, appel à la Cour d'appel parce que les affaires provinciales doivent être réglées par les tribunaux de la province.

M. Godbout (L'Islet): Alors, pourquoi avez-vous voté contre le bill abolissant les appels au Conseil privé?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai déjà donné mes raisons à ce sujet. Nous avons nommé des arbitres. En ce qui concerne le gouvernement, il a fait preuve de diligence dans la procédure d'arbitrage pour verser une indemnité aux actionnaires, mais on ne peut pas dire la même chose au sujet de la compagnie.

Les arbitres sont à l'œuvre et sont prêts à procéder dans le cas de Montreal Light Heat and Power depuis plusieurs semaines, mais ceux qui s'occupent des intérêts de la compagnie ne le sont pas. La personne qui la représente, un personnage distingué, un citoyen très digne, beaucoup aux yeux du public, est malheureusement tombée malade il y a un mois. Ceci a probablement ralenti les dossiers et empêche les experts de commencer leur travail. Quant à nous, nous sommes prêts et nous attendons. Si la compagnie retarde trop, nous allons procéder.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) s'objecte au bill et particulièrement à l'amendement en discussion. Le premier ministre a dit: "Vous avez exproprié et vous n'avez pas payé", avance-t-il. Ce qu'il fait aujourd'hui est pire. Les profits des intérêts réalisés sur les \$12,000,000 en obligation de la discussion représentaient le retour net sur les investissements des actionnaires de la Montreal Light Heat and Power. Mais, en vertu de cette loi, l'Hydro-Québec pourra utiliser ces \$12,000,000 comme ses administrateurs ou le gouvernement le voudront. Si un gouvernement obtient le droit de décider du taux d'intérêt par décret, où s'arrêteront les abus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est pour éviter de payer 5 % d'intérêt.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il y a des obligations de la province portant 4½ % d'intérêt. Le premier ministre a-t-il l'intention de continuer cette répudiation de contrat? Le bill consacre un dangereux principe car l'article de la loi à l'étude est une répudiation de contrat pure et simple de la part du gouvernement et de ses commissions. C'était la première fois qu'une telle chose arrive au Québec et j'espère qu'elle ne sera pas parrainée, parce que la population du Québec ne va pas se soumettre à une telle loi qui vise à les dépouiller de leur réputation d'honnêteté dans le rachat des nantissements librement consentis.

La province de Québec ne peut se permettre une pareille répudiation. Si vous avez droit, allez devant les cours de justice. Mais, il y a une solution bien simple. Le gouvernement s'est fait autoriser à exproprier les actions de la Montreal Power. S'il était sérieux à ce sujet, pourquoi ne s'est-il pas remplacé lui-même pour la Commission et fait une offre aux actionnaires? Pourquoi ne pas dire le montant qu'il faut payer aux actionnaires? Qu'il les exproprie en payant une juste compensation. Peut-être que le meilleur moyen de s'occuper de tout ce dossier est que la Commission d'hydroélectricité prenne à sa charge la Montreal Light, Heat and Power Cons., le tout sans exception et qu'elle règle ainsi les problèmes comme celui-ci.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quant à la question du remboursement des \$12,000,000 d'obligations avant échéance pour sauver \$1,000,000, nous avons la lettre de M. Norris qui nous autorise à le faire. De plus, le chef de l'opposition a choisi lui-même M. L.-E. Potvin comme directeur de l'Hydro, un homme compétent et honnête, considéré ainsi par tout le monde. Il est président aujourd'hui et c'est lui qui conseille au gouvernement de procéder de cette façon.

L'honorable député de Westmount-Saint-Georges parle de répudiation de contrat. Mais, que M. Norris commence donc par respecter son engagement. S'il y a eu des résiliations de contrats, c'était de la part de la Montreal Light, Heat & Power Cons. ou de M. Norris. L'Hydro était prête à payer en espèces pour les \$12,000,000 d'obligations. Si l'entente n'a pas été acceptée, ce n'est pas de la faute du gouvernement ou de la Commission d'hydroélectricité.

Nous avons des opinions juridiques à l'effet que la loi n'est pas nécessaire, mais ces gens-là veulent faire traîner l'affaire devant les tribunaux. Nous voulons les forcer à tenir leurs engagements. C'est pour éviter cela que la Législature existe. Le

gouvernement est là pour réprimer les abus, et le plus grand service à rendre au capital sain, c'est de réprimer les abus du capital malsain et faire respecter les contrats conclus par les puissants.

(Mouvements divers à gauche)

La nomination d'un comité arbitral ne veut rien dire, étant donné que ce comité ne peut rien faire avant que la Commission d'hydroélectricité n'ait fait une offre à la compagnie pour la propriété prise. Ce qui retarde le travail du comité d'arbitrage, c'est le fait que la province n'a pas fait d'offres. Pour donner juridiction au tribunal d'arbitrage, il faut commencer avec une offre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les arbitres peuvent procéder indépendamment de toute offre. L'offre n'a pas d'autres résultats que celui d'épargner des frais au débiteur si elle est acceptée, comme tout étudiant en droit devrait savoir quand débute ses cours universitaires. Le gouvernement n'a pas voulu soulever le sujet de la compensation, mais il n'a pas aimé que les députés libéraux parlent de la moralité dans ce dossier.

La vérité sur ce sujet, la simple vérité, c'est que les intéressés voudraient bien nous forcer à exproprier les actions de la Montreal Light, Heat and Power en faisant des procès, pour sauver aux actionnaires de cette façon de \$9 à \$11 l'action de plus. En procédant comme nous le faisons, nous empêchons certaines personnes de profiter davantage. Nous avons pris la procédure la plus conforme aux intérêts de la province. Nous sommes prêts à procéder avec l'arbitrage depuis plusieurs mois déjà.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre nous demande, par cet amendement, de poser un principe qui répugne à un étudiant en droit de première année et à tout homme qui n'a jamais connu l'université, à tout Canadien: la répudiation des contrats existants. C'est là toute la question, peu importe ce que dit le premier ministre pour embrouiller cette affaire.

Le premier ministre parle de millionnaires, de gros intérêts. Nous n'avons pas eu peur des gros intérêts. Nous l'avons prouvé en expropriant la Montreal Power parce que c'était notre devoir, mais nous avons laissé aux actionnaires ce qui leur appartenait en justice. Nous avons exproprié parce que la Montreal Power exploitait indûment ses usagers. Nous avons obtenu une réduction de taux de 20 % la première année et l'Hydro-Québec fait quand même \$1,000,000 de profit par mois. Nous n'avions pas encore payé avant les dernières

élections parce que la valeur de l'actif physique n'était pas établie.

Les billets de la Beauharnois achetés par la Montreal Power à 5 % sont-ils ou non rachetables? Si oui, qu'on les rachète et on n'a pas besoin de cet amendement. Si la compagnie refuse, qu'on fasse décider la question par les tribunaux. Et s'ils ne sont pas rachetables... en fait, ce que veulent dire les arguments du premier ministre, c'est qu'il suggère à cette Chambre que nous volions, par cette loi, les actionnaires intéressés de la compagnie. C'est cela que cela veut dire. J'utilise le mot "vol" sciemment, parce que c'est le seul mot en français qui décrit correctement une telle action.

Nous refusons avec vigueur à participer au vol des actionnaires de la Montreal Power. Si le premier ministre est convaincu de la justice de sa cause, qu'il aille devant les tribunaux. Autrement, nous prendrons ce qui appartient aux actionnaires et c'est du vol. La province se trouverait à répudier un contrat et Québec perdrait sa réputation d'honnêteté dans les engagements. Dans le temps, le premier ministre se vantait de savoir combien valait l'entreprise, et maintenant, il tergiverse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce que j'ai dit, c'est que l'Union nationale a commencé une enquête pour savoir ce que valait la Montreal Light, Heat and Power et c'est le Parti libéral qui l'a interrompue. Nous, nous avons fait donner \$400,000 de réduction aux usagers de la compagnie.

M. Godbout (L'Islet): Oui, \$400,000 quand la compagnie faisait \$12,000,000 de profits. Mon gouvernement a étatisé la Montreal Power parce que la compagnie faisait des profits exagérés de millions par année au détriment des usagers.

Les administrateurs de l'Hydro sont compétents mais ni M. Potvin, ni d'autres ne me feront accepter et voter un pareil principe dans une législation. Personne de mon côté ne veut participer à un vol. Que le gouvernement aille devant les tribunaux.

Le cœur du pays a levé quand l'Alberta a voulu répudier ses obligations. Voilà la province de Québec en passe de faire la même chose aujourd'hui. La province de Québec répudie les contrats. La cité de Québec a des obligations perpétuelles portant 7 % d'intérêt. Le premier ministre va-t-il les répudier?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il y a un engagement écrit, oui.

M. Godbout (L'Islet): Le principe de la loi est excessivement mauvais. Si vous ne devez pas, ne payez pas, c'est clair, mais ne passez pas cette loi qui empêche la province de payer ce qu'elle doit. Nous n'avons pas le droit de décréter par une loi que les contrats valides ne le sont plus. S'il y a un engagement écrit infirmant le contrat, que l'on traîne ceux qui l'ont pris devant les tribunaux.

C'est d'autant plus mauvais qu'une autre loi s'en vient, basée sur le même principe. Nous ne défendons ni M. Norris ni aucun autre. Ce n'est pas nous qui l'avons défendu lorsque nous nous avons exproprié. Si nous voulons être respectés comme législateurs, respectons nous-mêmes les lois que nous votons et ne passons pas de lois que personne ne respectera.

M. Chaloult (Québec): Je suis surpris des paroles du chef de l'opposition puisqu'en étatisant la Beauharnois, il a mis lui-même fin à des ententes et à des contrats et a fait exactement le contraire de ce qu'il prêche aujourd'hui.

Le tribunal d'arbitrage nommé par le premier ministre est peut-être efficace, mais ce tribunal reste lié par la base de l'évaluation fixée en 1944. Dans le cas de directeurs de semblables compagnies, M. Roosevelt avait parlé d'associations de brigandage et l'honorable chef de l'opposition, de bandits. Il ne fallait donc pas fixer une base d'évaluation de nature à protéger le brigandage et les bandits.

Je n'ai aucune sympathie particulière pour les actionnaires de la Montreal Power, puisque cette compagnie a été dénoncée depuis au moins une quinzaine d'années. Ils ont vu comment la compagnie exploitait le public. La répudiation des contrats, je ne l'aime pas en principe, mais elle ne me scandalise pas du tout quand l'intérêt public est en jeu, comme ce fut le cas pour la Montreal Power. Le chef de l'opposition a bien fait d'étatiser, mais il ne devrait parler de répudiation de contrats.

Je ne trouve à la mesure aucune portée grave. De même que j'ai approuvé le fait de l'expropriation de la Montreal Light, Heat & Power en 1944, sous l'administration libérale, de même j'approuve cette loi qui diminuera les intérêts que l'Hydro doit payer à la Beauharnois. On aurait dû toutefois indiquer dans la loi sur quelle base on entendait traiter pour régler le cas des petits actionnaires ainsi touchés par la mainmise du gouvernement sur la compagnie.

M. Dumoulin (Montmorency): Le premier ministre prétend vouloir éviter des procès.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
L'honorable député est-il prêt à discuter sa motion?

M. Dumoulin (Montmorency): Pour le moment, je discute vos émotions. Les répudiations de contrats n'ont pas porté chance aux despotes. Plusieurs y ont perdu la tête. Le premier ministre dit que nous défendons les millionnaires. Camouflage pour les galeries et la presse. Ce n'est certainement pas le Parti libéral d'aujourd'hui qui représente les millionnaires. Quand le Parti libéral a nationalisé la Montreal Power, il a montré ses vraies couleurs. La situation a alors complètement changé. Les gros intérêts sont aujourd'hui du côté du gouvernement au pouvoir.

Qu'est-ce qu'ont fait les capitalistes de la Montreal Power aux dernières élections? Ils n'ont pas travaillé pour nous, ni pour le Bloc, ni pour le député de Québec-Comté¹². Ils ont donc combattu pour le parti du premier ministre; l'Union nationale.

Si nous avons déjà eu la sympathie des millionnaires, en expropriant ce qu'ils considéraient comme la prune de leurs yeux, nous l'avons perdue. Le premier ministre a donc hérité de ces millionnaires capitalistes quand nous avons exproprié la Montreal Light, Heat & Power et aujourd'hui, il les garde sous son aile.

Un voleur est un voleur. S'il y a des doutes à ce sujet, c'est aux tribunaux de décider et non pas à l'Assemblée législative.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Si M. L.-E. Potvin, président de l'Hydro, est compétent, je le crois, pourquoi le premier ministre a-t-il engagé des experts américains à l'Hydro? Il a engagé un M. Baldwin, qui n'est pas celui dont le trésorier a parlé dans son discours sur le budget.

(Rires et applaudissements)

En entendant le premier ministre, j'ai compris qu'il était ventriloque et que M. Norris parlait en arrière de lui. Le gouvernement ne donne satisfaction ni aux actionnaires de la Montreal Light Heat, ni aux contribuables de Montréal.

Je veux rappeler les engagements de l'Union nationale et de son chef avant les élections de 1936. Tout le monde se souvient de la campagne pour empêcher le gouvernement de mon chef distingué de nationaliser la Montreal Power et le premier ministre semble l'avoir oublié.

On a changé d'attitude de ce côté-là au sujet de la lutte aux trusts. Il mentionne la nomination de Me Gérard Sullivan comme avocat du comité d'arbitrage. Cet avocat, dit-il, est apparenté à des

gens qui touchent de très près à M. Norris et aux anciens dirigeants de la Montreal Light Heat & Power, ce qui démontre que le gouvernement est loin d'être antipathique aux anciens propriétaires de la compagnie.

M. Hamel (Saint-Sauveur)¹³: Le premier ministre a rouvert tout le débat sur la nationalisation et sur l'Hydro-Québec pour expliquer ses amendements. En remontant si loin, il montre que sa cause est mauvaise. Nous avons exproprié complètement l'actif physique d'une grande compagnie, la Montreal Light, Heat & Power, parce qu'elle ne respectait pas les lois de la province. Le gouvernement libéral a immédiatement pris possession de ses biens parce que c'était pour un cas particulier.

En général, je suis d'avis que, quand un gouvernement exproprie, il doit payer à l'exproprié la valeur de sa propriété. Ce dernier devrait recevoir des garanties raisonnables et être indemnisé normalement¹⁴. C'est ce que notre loi décrivait. Puisqu'on se base sur une lettre pour justifier cette transaction extraordinaire, pourquoi n'a-t-on pas mis le texte de la lettre de M. Norris dans la loi? On ne mentionne pas la date d'échéance des obligations en question. Le premier ministre a dit que son gouvernement avait fait diligence pour payer les actionnaires. Est-ce que les arbitres se sont réunis une seule fois depuis leur nomination?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
J'ai dit que la maladie d'un personnage distingué avait retardé l'arbitrage.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quel est ce personnage?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
ne répond pas.

M. Hamel (Saint-Sauveur) propose que le débat soit maintenant ajourné.
Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Dépôt de documents:**Commission
des eaux courantes**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le trente-quatrième rapport de la Commission des eaux courantes de Québec, 1945. (Document de la session no 33)

**Travaux
de la Chambre**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vais donner à la Chambre l'objet de quelques projets de loi qui seront présentés aujourd'hui. Le bill modifiant la loi de la Cour de magistrats a pour but de donner plus de juridiction à ce tribunal dans les causes civiles. Actuellement, seuls les litiges où une somme de \$100 est en jeu peuvent être jugés. La Cour pourra désormais juger les causes jusqu'à \$200. Ceci va représenter moins de travail pour les juges de la cour supérieure.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pour toute la province?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui. La seconde mesure a trait au nombre des juges des Cours provinciales. Actuellement, le gouvernement peut nommer un nombre illimité de juges des Sessions de la paix et le gouvernement peut désigner où les sessions d'une cour auront lieu. Nous voulons limiter le nombre de ces juges à un maximum de 25.

M. Godbout (L'Islet): Combien y en a-t-il actuellement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): 19. Le même bill porte de 30¹⁵ à 33 le nombre des juges de la Cour des magistrats. Les autres dispositions du projet sont les suivantes: (1^o) remettre à 10 ans le nombre d'années de pratique d'un avocat qui peut être nommé juge.

En 1923, on a réduit cela à sept¹⁶ ans pour permettre la nomination de l'honorable Juge Amédée Monet; (2^o) assurer son plein salaire comme pension à M. le juge J.-H. Lemay; (3^o) autoriser M. le juge Métayer à prendre sa retraite à 65 ans avec son salaire comme pension. Le premier est paralysé depuis quelques années; en ce qui regarde M. Métayer, il siège depuis 20 ans.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre ne pourra pas remplir toutes ces vacances sur le banc.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oh, oui!

M. Godbout (L'Islet): Il ne reste pas beaucoup de vos amis à nommer parmi les avocats.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a aussi un projet de loi dont le but est de dispenser de certaines formalités et d'accorder au secrétaire de la province le privilège de ne pas être obligé de venir devant le Conseil exécutif.

M. Godbout (L'Islet): Vous ne voulez pas le voir?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour certaines formalités.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 9 avril 1946**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**École d'hygiène
à Montréal**

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 38 pour aider à l'établissement d'une école d'hygiène à Montréal.

L'École, qui a été créée en 1938, existe déjà, mais l'Université de Montréal veut l'établir sur des

bases permanentes afin de prolonger et de moderniser son travail, de former un plus grand nombre de spécialistes et d'assurer la diffusion de l'hygiène dans la province. L'hygiène est à la base de la médecine. Elle vise à prévenir les maladies. Le bill assure à l'université les fonds nécessaires pour faire fonctionner cette école d'une façon raisonnable.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la présente séance.

Éducation

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 48 pour assurer le progrès de l'éducation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 47 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Code municipal

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 46 modifiant le Code municipal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cour de magistrat de district

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 50 concernant la juridiction de la Cour de magistrat de district.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Procédures confiées au secrétaire de la province

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 52 concernant l'approbation de certaines procédures.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Centrale électrique sur l'Outaouais supérieur

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 49 pour assurer le plein rendement de la centrale électrique de la province sur l'Outaouais supérieur.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

École d'hygiène à Montréal

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre, au cours de la présente séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 38 pour aider à l'établissement d'une école d'hygiène à Montréal.

Adopté.

Éducation

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 48 pour assurer le progrès de l'éducation.

Adopté.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 47 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté.

Centrale électrique sur l'Outaouais supérieur

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 49 pour assurer le plein rendement de la centrale électrique de la province sur l'Outaouais supérieur.

Adopté.

Loi d'Hydro-Québec

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier

le bill 39 modifiant la loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude de l'article 4.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Au lieu de considérer et d'essayer de résoudre définitivement tout le problème important dans son ensemble c'est-à-dire l'indemnité à payer aux actionnaires de la Montreal Light, Heat and Power, on semble vouloir le morceler avec la mesure en discussion. Il est urgent de donner un règlement final à cette question. Le projet de loi consacre un mauvais principe. La majorité des actions de Montreal Power sont détenues par des gens à revenus modestes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La majorité des actions sont détenues par des compagnies de fiducie, mais la majorité des actionnaires sont de petits épargnants.

M. Hamel (Saint-Sauveur): La justice doit être la même pour le millionnaire que pour celui qui a des revenus modestes, suivant le principe qu'il doit y avoir justice égale pour tout le monde.

M. Lemieux (Beauharnois): Est-ce qu'il y a eu entente entre l'Hydro¹⁷ et les municipalités de mon comté au sujet des taxes à payer sur les propriétés de la compagnie Beauharnois?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu des pourparlers, mais je ne suis pas en mesure de dire s'il y a eu des ententes définitives.

Les articles 4 et 5 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill sans l'amender.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

École d'hygiène à Montréal

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 38 pour aider à l'établissement d'une école d'hygiène à Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la présente séance.

L'ordre, adopté précédemment, appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 38 pour aider à l'établissement d'une école d'hygiène à Montréal.

L'honorable M. Paquette (Labelle) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que:

Attendu que la médecine préventive et l'hygiène sont appelées à jouer un rôle de plus en plus important pour la sauvegarde de la santé publique et privée;

Attendu qu'il y ait lieu d'aider à l'organisation dans la province d'une école pour la formation de techniciens en ces matières, par l'apport d'un concours financier raisonnable.

En conséquence,

Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de la Santé, soit autorisé à conclure avec l'Université de Montréal une entente pour l'établissement et le maintien, à Montréal, d'une école pour la formation de techniciens en médecine préventive et en hygiène publique et à payer pour cette fin à ladite Université, à même le fonds consolidé du revenu, pendant une période de vingt ans, à compter du premier avril

1946, une subvention annuelle de quarante mille dollars, aux conditions qu'il détermine.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill 38 soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Motions des députés:

Ambassade canadienne auprès du Vatican

M. Dumoulin (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Chartier) et le représentant de Pontiac (M. Lawn), que:

Attendu que tous les États souverains, à deux ou trois exceptions près, entretiennent des relations officielles avec le Vatican;

Attendu que ce concours des nations au siège du gouvernement pontifical assure à la diplomatie une importance morale et politique d'exceptionnelle valeur;

L'Assemblée législative de la province de Québec prie les autorités fédérales de saisir le Parlement du Canada, présentement convoqué, des mesures nécessaires à l'institution d'une ambassade auprès du Saint-Siège.

Que copie de cette motion soit transmise au très honorable Mackenzie King et aux membres de son cabinet.

Le Vatican, dit-il, est le plus antique centre de la diplomatie mondiale. Dès avant la constitution du Patrimoine de Saint-Pierre par Pépin le Bref, vers 758, l'Europe entière, plusieurs peuples de l'Afrique et de l'Asie connaissaient les routes qui mènent à Rome.

Sans cesse, dans le cours des âges, les nations ont considéré qu'il était de leur primordial intérêt de maintenir des contacts avec le foyer de la Chrétienté, et cela, indépendamment de toute considération religieuse.

À l'occasion des deux guerres mondiales, l'influence diplomatique du Vatican s'est révélée à l'esprit même des gens les plus prévenus. Rome n'est jamais en guerre; ne se joint à nulle coalition; elle n'adhère politiquement ni à l'Axe ni aux triples ou quadruples alliances; elle est en chaque lieu où elle compte des fidèles, et c'est à peine si elle est absente des endroits, heureusement très rares, d'où on l'expulse violemment.

Son information ne résulte point des intrigues de l'espionnage; elle afflue d'une infinité de sources, toutes avouables, et provient même des chefs d'État qui, souvent, révèlent à la seule puissance impartiale qui soit les conditions et les griefs des pays dont ils ont charge. À ce titre, le Vatican est mieux et plus sûrement renseigné que toute autre chancellerie.

À quel usage le Saint-Siège applique-t-il cette science particulièrement exacte? Le fait-il servir à l'accroissement d'une emprise matérielle? Caresse-t-il des ambitions politiques? Mais, l'État Vatican n'est un État que de nom; ne possède qu'une entité juridique et n'espère aucun autre genre d'existence. L'action exercée par le Pontificat romain est strictement morale, idéologique, civilisatrice et charitable.

La politique vaticane ne se propose d'autres fins que d'inculquer aux législateurs, aux dirigeants des nations, la grande loi chrétienne de justice, de probité, de charité et de paix. À cette date, parmi les puissances marquantes, seules la Russie, la Turquie et le Mexique n'ont pas encore estimé qu'elles eussent avantage à écouter de près les paroles pacificatrices et bienfaisantes de la première des puissances morales. Le Canada, dont les services diplomatiques sont à se constituer, ne voudra pas suivre un exemple aussi peu conforme à sa mentalité et à ses intérêts.

Dans les circonstances actuelles, où s'affrontent, un peu partout, deux philosophies: la chrétienne et l'athée, l'influence morale du Vatican s'avèrera plus effective et indispensable que par le passé.

Cependant, comme j'entends maintenir cet exposé sur le strict terrain des considérations matérielles, m'interdire tout autre moyen à l'appui, je citerai une constatation, presque un axiome, que je trouve dans l'œuvre d'un sociologue de très haute valeur, le comte Alexis de Tocqueville. Dans son livre si profond, *La Démocratie en Amérique* publié en 1835, nous lisons cette pensée lumineuse: "Il faut que les législateurs des démocraties et tous les hommes honnêtes et éclairés qui y vivent, s'appliquent sans relâche à soulever les âmes et à les tenir dressées vers le Ciel. Que si, dès lors, il se rencontre

parmi les opinions d'un peuple démocratique, une de ces théories malfaisantes qui tendent à faire croire que tout périt avec le corps, considérez les hommes qui les professent comme les ennemis naturels de ce peuple."

Si donc ce formidable duel doit se prolonger entre les démocraties, attachées à un idéal, à des systèmes sociaux dont les premières lois découlent et les ultimes sanctions dépendent de l'autorité divine, et le marxisme incrédule, rationaliste et tyrannique, demandons-nous quel indestructible arsenal procurera aux amis de la liberté les armes de la victoire?

La permanence des principes démocratiques dépend autant de la force des idées que de celle de l'artillerie et des bombes. Le respect souverain de la personnalité, dans toutes les sphères de l'activité humaine, n'est nulle part mieux attesté que par les actes émanés de la chancellerie pontificale. Or, cette primauté de l'individu, cette libre action des volontés sont le souffle vital d'une saine démocratie. C'est pourquoi le Canada doit prendre place à ce premier et indestructible foyer de liberté qu'est le Vatican.

(Applaudissements de toute la Chambre)

M. Chartier (Saint-Hyacinthe): Je félicite le député de Montmorency (M. Dumoulin). Nous qui siégeons de ce côté-ci de la Chambre, l'appuyons sans réserve et j'exprime l'espoir que tous les députés sans distinction de partis, de langues ou de religions appuieront la motion.

J'ai la conviction que non seulement dans Québec, mais dans tout le pays, cette motion recevra le meilleur accueil. L'Angleterre, en 1914, a établi une ambassade près du Saint-Siège et elle s'en est toujours réjouie. À cette époque, l'élément catholique du Royaume-Uni ne comptait que 5 % de la population. L'élément catholique de la population du Canada est de 43 % à l'heure actuelle.

Cependant, le Canada est un des quatre pays qui occupent une place importante sur la scène mondiale à ne pas avoir d'ambassadeur au Vatican. Les autres pays sont la Turquie, le Mexique et la Russie. Les peuples comprennent, maintenant, que la lumière qui vient du Vatican est une lumière bienfaisante, capable de guider sûrement les hommes sur le vrai chemin d'une paix véritable et durable. On sait que la voix du pape est non partisane. On croit aux visées très hautes du Vatican et à son amour sincère des individus et des peuples.

L'établissement de relations diplomatiques entre le Canada et le Saint-Siège répond au plus vif désir du gouvernement actuel de la province qui, plus que jamais si possible, croit à la puissance morale du chef de l'Église catholique.

M. Lemieux (Beauharnois): Parlant au nom du Bloc populaire, je suis heureux d'appuyer la motion du député de Montmorency (M. Dumoulin). Il a souligné qu'il n'y avait que quatre pays sans ambassadeurs auprès du Saint-Siège: la Russie, la Turquie, le Mexique et le Canada.

La motion est adoptée.

Demandes de documents:

Aluminum Company of Canada à Shipshaw

M. Chaloult (Québec) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Lemieux), qu'il soit présenté à l'honorable le lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, un de ses membres ou officiers, et le gouvernement fédéral, un de ses membres ou officiers, et toute personne, compagnie ou corporation depuis le 1er janvier 1941 jusqu'à date, concernant l'Aluminum Company of Canada et son usine électrique de Shipshaw.

Premièrement, l'industrie de l'aluminium au Canada est dominée par un monopole, lui-même relié à un cartel international. Elle est installée dans la province de Québec, en particulier dans la région du Saguenay; l'Aluminum Limited of Canada et l'Aluminum Company of Canada.

Deuxièmement, le monopole de l'aluminium dans Québec est étroitement lié à celui de l'électricité parce que l'énergie électrique est un des principaux facteurs dans le coût de production de l'aluminium. La collusion des intérêts de l'aluminium avec ceux de l'électricité vient renforcer l'emprise extraordinaire de ces deux trusts sur notre vie économique.

Troisièmement, le régime de "ville fermée", l'appétit du gain et les mauvaises dispositions du monopole à l'égard de la classe ouvrière posent un très grave problème dans une des plus riches régions de notre province.

Quatrièmement, à cause de l'importance vitale de l'aluminium, notamment dans l'aviation civile et militaire, ce métal est devenu un sujet de compétition internationale âprement disputé. Il est une cause possible de violents conflits. Comme dans les relations internationales du Moyen-Orient, il y a

un "relent de pétrole", ainsi dans nos relations internationales, pourrait-on trouver un relent d'aluminium.

Jusqu'en 1939, une seule compagnie, l'ALCOA (Aluminum Company of America) maîtrisait toute la production de l'aluminium brut aux États-Unis. Durant la guerre, de nouveaux concurrents sont entrés en lice: les compagnies Reynold, Olin et le gouvernement américain. Celui-ci a engagé un milliard dans la production de ce vaste métal et il a exécuté un vaste programme d'extension de pouvoirs électriques et de construction d'usines afin de répondre aux exigences pressantes de la guerre. Devancer l'aviation de l'Axe: telle était une des conditions essentielles de la victoire des nations unies.

Au Canada, aujourd'hui comme dans le passé, une seule compagnie ordonne la fabrication totale de l'aluminium: l'Aluminum Company of Canada, compagnie subsidiaire de l'Aluminum Limited of Canada.

Au point de vue juridique, l'ALCOA et l'Aluminum Limited sont des entreprises entièrement distinctes et indépendantes. La compagnie canadienne n'est pas une subsidiaire de la compagnie américaine. Mais, dans l'ordre des réalités économiques, elles ne forment qu'une seule et même entreprise à deux secteurs qui se complètent.

L'ALCOA est la propriété des groupes américains Mellon, Davis et Hunt. Par un singulier hasard, il se trouve que le président de l'ALCOA, Arthur V. Davis, qui a donné son nom à Arvida, est le frère de E. K. Davis, président de la compagnie canadienne, l'Aluminum Limited. Les intérêts dominants dans les deux compagnies appartiennent à un groupe unique. Les mêmes actionnaires, en 1940, détenaient 81.53 % des actions de l'ALCOA et 83.93 % des actions de l'Aluminum Limited. Les officiers et les directeurs de l'Aluminum Limited sont pour la plupart d'anciens employés de l'ALCOA. Bref, les deux compagnies constituent un monopole ou tout au moins, un cartel.

"L'histoire du monopole de l'ALCOA", écrit M. Burton Ledoux dans *L'Action Nationale* du mois de juin 1943, "se résume à la suppression impitoyable de tous les autres concurrents, à des pratiques frauduleuses et à des opérations illégales".

La production de l'aluminium débuta sur le continent américain, aux États-Unis, en 1889, par la fondation de la Pittsburg Reduction Company qui, en 1907, changeait son nom en celui d'Aluminum Company of America. Afin de maintenir son monopole, l'industrie de l'aluminium s'est assuré la

maîtrise: 1 - des brevets d'invention; 2 - des dépôts de matière première, la bauxite, un peu partout dans le monde; 3 - de l'énergie électrique, facteur capital dans la production de l'aluminium. C'est à cause de nos ressources hydroélectriques incomparables et aussi de la menace du gouvernement américain, provoquée par des abus innombrables, que le monopole est venu chercher refuge et protection chez nous.

Sa domination est assurée, l'ALCOA appliqua ses énergies à l'exécution de ses plans qui consistaient à répartir les divers marchés mondiaux entre ses membres, à déterminer le volume de production de chacun et à fixer le niveau des prix. Le trust a toujours refusé de révéler le coût exact de fabrication de l'aluminium.

En 1938, pour les raisons citées plus haut, l'ALCOA fondait au Canada l'Aluminum Limited et lui cédait toutes ses entreprises situées dans les territoires étrangers, excepté ses mines de bauxite en Guinée néerlandaise et quelques propriétés secondaires. Elles recevaient en échange 490,875 parts de l'Aluminum Limited qui devaient être réparties entre ses principaux actionnaires.

D'après les chefs de l'ALCOA, cette nouvelle politique fut adoptée pour stimuler son commerce avec l'Empire britannique qui avait inauguré une campagne de protection économique "Buy British". À la vérité, on voulait simplement contourner la loi des États-Unis contre les monopoles, loi appelée "Shermann Act" et qui interdisait les restrictions commerciales et économiques.

Dès 1912, les tribunaux prévenaient l'ALCOA de s'abstenir de tout cartel avec les producteurs européens par le truchement d'une compagnie étrangère. D'où la compagnie canadienne, juridiquement distincte, dont le rôle consistait à organiser, dans le domaine de l'aluminium une concentration économique et une direction mondiale unique défendues par les lois américaines. Déjà, Québec était réputé pour le paradis des trusts. Rien ne change au pays du Québec.

En 1930, l'Aluminum Limited entrait dans le cartel international, dont les membres comprenaient les plus grands producteurs d'aluminium dans le monde, sauf bien entendu l'ALCOA, qui ne manque pas toutefois d'en suivre docilement les directives. Après plusieurs conférences, le 3 juillet 1931, on fonda en Suisse, l'Alliance Aluminium Compagnie, groupant les intérêts français, anglais, allemands, canadiens et suisses. M. Louis Marlio, un Français, en fut nommé le président. L'Aluminum Limited se voyait octroyer la part du lion, soit 52 % du marché mondial.

En 1932, le cartel international décida de réduire la production de l'aluminium afin de protéger ses revenus en maintenant ses prix par la stabilisation du marché mondial. L'ALCOA imita fidèlement le cartel. En 1934, l'Allemagne, qui préparait sa guerre et comprenait l'importance suprême de l'aluminium dans la fabrication de ses avions, ne voulut pas accepter les restrictions convenues et augmenta sa production au point de dépasser toutes les autres nations réunies. C'est ainsi que les Alliés, dominés par le cartel international, ne furent pas en mesure de rivaliser avec le Luftwaffe et, à cause de cela, faillirent perdre la guerre.

Pas de patrie, pour ces messieurs du trust, "là où est l'avantage est la patrie". Après la défaite de la France, en 1940, les intérêts anglais et canadiens détenaient dans l'Alliance Aluminium Compagnie, le cœur du cartel, 45,5 % des actions et ont rapporté que des membres de l'exécutif, MM. Braasch et Hodson, reçurent "instructions de continuer à négocier avec les pays ennemis, soit avec l'Allemagne". Pourquoi pas, puisque des deux côtés de la barricade on se battait pour la chrétienté et la civilisation? Accusé devant un jury d'intelligence avec l'ennemi, le trust américain de l'aluminium se laissa condamner plutôt que de tenter une justification¹⁸.

Et pendant que chez nous on fabriquait à la hâte des avions pour reprendre le temps perdu, notre belle jeunesse pouvait s'incliner devant l'empire de l'aluminium, comme autrefois les gladiateurs romains et s'écrier: "ceux qui vont mourir te saluent".

On nous a parlé avec lyrisme de la participation de notre industrie hydroélectrique à l'effort de guerre. M. A.-B. Normandin, en particulier, a exalté le rôle des compagnies d'aluminium dans le Québec. Nous avons établi que les mêmes intérêts, reliés au cartel international, travaillaient au Canada contre l'Allemagne et, en Allemagne, contre le Canada. Examinons davantage le revers de la médaille.

L'expansion de l'Aluminum Limited, au coût approximatif de \$190,000,000, fut financée au début de la guerre par les gouvernements américains et anglais afin d'augmenter notre puissance aérienne. Le seul gouvernement des États-Unis a prêté à la compagnie la somme de \$68,000,000 sans intérêt au début pour construire un barrage à Shipshaw. Quant au gouvernement canadien, son apport a consisté dans une généreuse exemption de taxes. On a inscrit au compte de dépréciation une grande partie du capital investi dans l'entreprise, sous le futile prétexte qu'on ne pourrait plus l'utiliser après la guerre. Tous les économistes avertis affirmaient cependant le contraire.

La compagnie canadienne a vendu son aluminium, à des prix exorbitants comme d'habitude, aux mêmes gouvernements anglais et américain qui l'avaient financée. Elle a encaissé des profits énormes qui lui ont déjà permis de rembourser à ces gouvernements une bonne partie de leurs prêts. Bientôt l'Aluminum Limited, ou sa filiale, restera la seule bénéficiaire de cette formidable entreprise construite avec l'argent du peuple. Notre région du Saguenay abrite et sustente le trust canadien de l'aluminium, désormais en mesure d'imposer sa loi à tout le continent et même au monde entier.

Nous avons défini le rôle des gouvernements anglais, américain et canadien dans l'alimentation de cette pieuvre aux innombrables tentacules. Quel fut celui de notre gouvernement québécois? Car, peut-on supposer que Québec, "paradis des trusts", est resté insensible à l'invitation de l'étranger de nous exploiter à son profit, au nom de la civilisation et de la chrétienté? Nous aurions manqué à notre mission!

En 1914, la province n'a pas voulu se montrer moins généreuse et a abandonné pratiquement pour rien, c'est-à-dire \$12,000, le pouvoir de Shipshaw à B. A. Scott qui l'a revendu à Duke pour \$1,000,000. Ce dernier le céda pour \$25,000,000 à l'ALCOA qui, en 1938, en fit cadeau à sa sœur canadienne pour \$35,000,000. C'est ainsi que \$10,000,000 d'argent canadien traversaient la frontière et jouissaient d'une exemption d'impôt aux États-Unis. Trahison de nos intérêts dont nos gouvernements sont coutumiers.

Sans des ressources hydrauliques supplémentaires, le gigantesque développement de Shipshaw n'eût jamais été possible. C'est pourquoi, au début de la guerre, le gouvernement de l'honorable député de l'Islet (M. Godbout) accordait, par simple arrêté ministériel, à l'Aluminum Company of Canada le droit d'utiliser les terres de la couronne pour hausser les eaux et construire des réservoirs qui permettraient d'alimenter les usines de Shipshaw et de produire 1,200,000 chevaux-vapeur.

Ce privilège fut concédé pour une période de 75 ans, moyennant un revenu annuel nominal variant de \$25,000 à \$120,000. Nous avons permis à un trust puissant et perfide d'établir chez nous, avec notre bien, la plus grande centrale électrique du monde, et cela, pour une chanson.

Et vous entendez aujourd'hui le Parti libéral, l'auteur de cet autre cadeau, dénoncer avec indignation "le scandale de l'Ungava", comme vous avez vu, jadis, l'Union nationale s'élever avec colère contre l'aliénation de nos ressources hydroélectriques. Éternelle comédie de nos vieux partis politiques! Elle durera tant que subsisteront les besoins impériaux de

la caisse électorale à moins que, dans un mouvement de salutaire indignation, le peuple ne réagisse vigoureusement.

Les usines d'aluminium sont partout réputées pour des conditions inhumaines de travail qu'elles imposent à leurs ouvriers. Lors de la construction du barrage de Shipshaw, il importe de le rappeler, 60 hommes au moins sont morts, dont plusieurs dans des circonstances révoltantes.

Rappelons aussi que les salaires payés par les compagnies d'aluminium à Arvida, à Shawinigan ou ailleurs dans le Québec, sont moindres de près de la moitié que ceux des ouvriers à l'emploi de la même compagnie, dirigée par les mêmes intérêts, aux États-Unis. Pourtant, le travail chez nous est plus pénible et les charges de familles plus lourdes. Nos voisins n'accepteraient jamais les salaires qu'on nous paie, mais la compagnie s'en prévaut comme d'une arme pour maintenir en respect ses ouvriers américains et leur refuser un traitement plus équitable. On nous en veut d'ailleurs justement là-bas de permettre que notre exploitation serve ainsi à l'avitaillement général des salaires.

On se rappelle enfin que, le 24 juillet 1941, les ouvriers d'Arvida, exaspérés par les exactions de la compagnie, se mirent en grève¹⁹. Scandale chez nos compatriotes anglo-saxons! Les moutons canadiens-français osaient refuser de se laisser tondre davantage. On parla du "crime d'Arvida", "d'œuvre diabolique". Un ministre, M. Howe, lâcha même le mot "sabotage" et menaça nos ouvriers. Une enquête royale fut instituée. MM. les juges Bond et Létourneau blâmèrent la compagnie et donnèrent entièrement raison aux ouvriers.

Je n'insisterai pas sur les privilèges exhortations accordés par nos gouvernements au trust de l'aluminium à Arvida et sur les graves inconvénients de tous ordres qui résultent du régime de "ville fermée".

Pour faire oublier quelques-uns de ses crimes contre le bien commun, le trust de l'aluminium, suivant son habitude, offre avec ostentation et impudence un chèque de \$100,000 pour la construction d'une église. Cet argent est retranché du juste salaire de l'ouvrier. La compagnie maudite veut cacher ses coffres-forts derrière nos autels et laisser croire au peuple que notre clergé est complice de la dictature économique.

Le trust de l'aluminium, traqué aux États-Unis, se réfugie chez nous et, sous l'œil paternel de nos gouvernements, continue son exploitation éhontée des peuples. Combien de temps encore allons-nous le tolérer?

Au mois de mai dernier, nouvelles injustices, nouveau différend ouvrier à Arvida. Les syndicats nationaux publient dans leur journal la déclaration suivante: "La dictature nazie vient de s'écrouler. Mais, il y en a une autre qui étend ses tentacules sur la région du Saguenay et en paralyse toute la vie économique: c'est celle de l'Aluminum Company, qui affecte bien plus directement les ouvriers chez nous que n'importe quelle autre dictature. Vont-ils la souffrir encore longtemps? Vont-ils tolérer d'être tenus en esclavage encore une génération avant de détruire cette pieuvre venue des États-Unis? Il semble bien que non. Son intransigeance, son arrogance les a poussés à bout, et une fois pour toutes ils veulent en finir".

Les chefs des unions nationales ont alors adressé à leur député, M. Antonio Talbot, ministre de la Voirie, et à moi-même la dépêche suivante: "Ouvriers d'Arvida réunis en assemblée d'urgence à la suite d'un grave malaise et d'un sérieux mécontentement contre l'Aluminum Company vous demandent d'intervenir auprès du cabinet pour qu'il étudie possibilité d'étatiser pouvoirs hydro-électriques de Shipshaw, Chute-à-Caron et Île-Maligne pour faire cesser dictature de Aluminum Company sur toute la région". J'ai lu cette dépêche à la Chambre et j'ai invité le gouvernement à procéder au plus tôt à la reprise, par l'expropriation, de nos pouvoirs d'eau. Je reviens à la charge aujourd'hui.

Au temps de l'administration libérale, le premier ministre actuel s'est montré extrêmement sévère à l'égard de la compagnie qu'il a qualifiée de "trust gigantesque et odieux", "le plus puissant au monde et le plus dangereux". Il a accusé le gouvernement libéral d'avoir commis "une trahison et une lâcheté" parce que, disait-il, il avait "illégalement" concédé nos ressources naturelles "à des conditions scandaleuses". Le député de Trois-Rivières est aujourd'hui premier ministre. Il est puissant. C'est le temps d'agir. Qu'il rachète donc sa promesse de rendre à la province ses ressources naturelles livrées à vil prix.

Pour nous, nous réclamons et nous continuerons sous toutes les administrations à réclamer le retour de notre patrimoine national honteusement cédé à l'étranger par nos gouvernements. Nous réclamons et nous continuerons à réclamer la nationalisation de tous les pouvoirs hydroélectriques du Québec, convaincus que c'est l'unique moyen de libérer enfin notre peuple de la dictature économique.

La motion est adoptée.

Amélioration du transport à Montréal

M. Francoeur (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Bienvenue), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous documents, correspondances, télégrammes échangés au cours de l'année civile 1945 entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers et le comité exécutif, ou aucun de ses membres ou officiers, de l'administration de la ville de Montréal, relativement:

a) à l'élaboration d'un programme de travaux d'après-guerre dans la métropole, notamment pour l'amélioration des moyens de transport;

b) à la contribution du gouvernement provincial pour assurer l'exécution desdits travaux.

Il ne peut être question d'établir une province de Montréal, mais la métropole ne reçoit pas sa part en retour de sa grande contribution au progrès de la province de Québec. Montréal a un grand problème, celui de la circulation. "Il nous faut un métro dans dix ans", a dit un administrateur dont tout le monde regrette le départ.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Adopté.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le secrétaire de la province dit "adopté". Ses responsabilités s'en vont graduellement. Il sera sur le banc avant longtemps. Il ne s'occupe pas des problèmes de Montréal. Alors, il faut que les autres s'en occupent. À Toronto, on va dépenser \$60,000,000 avec contribution de \$10,000,000 du fédéral et de la province d'Ontario. Que fait notre gouvernement de Québec? Rien. J'espère que le premier ministre va donner une somme de \$20,000,000 pour la construction d'un métro à Montréal.

Le gouvernement de l'Union Nationale se doit d'aider la plus grande ville du pays dans l'élaboration d'un vaste programme de travaux publics d'après-guerre, programme dont l'exécution servira à mettre fin au problème du chômage d'après-guerre, qui s'annonce menaçant. Il insiste finalement sur l'urgence d'améliorer le système d'éclairage des rues de la métropole.

(Applaudissements à gauche)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le problème de la circulation est le plus grave qu'ont à résoudre les autorités de Montréal. Nous avons trois

grands projets de travaux publics qui sont à l'étude pour régler ce problème d'envergure, qui pourraient être divisés selon les moyens d'obtenir le matériel nécessaire et la contribution des municipalités environnantes: 1. Expropriations pour l'élargissement des grandes artères comme les rues Sherbrooke, Dorchester, Saint-Urbain, Sainte-Catherine et d'autres dans l'ouest de l'île; 2. Construction de voies express, des autostrades; partant de la rue Notre-Dame, à l'est de l'Hôtel de Ville, jusqu'à la côte Saint-Paul, ce qui coûterait de \$3,000,000 à \$5,000,000 par mille; 3. Enfin la construction d'un métro.

Tôt ou tard, Montréal devra avoir un métro, mais les travaux préliminaires coûteront déjà \$75,000,000 et il faudra un plan d'expropriation pour élargir les rues existantes. Ces deux projets seraient trop dispendieux pour être faits en ce moment. On comprend que nous hésitions à nous lancer dans cette entreprise.

Jusqu'à ce que toutes les villes qui entourent Montréal et toutes les municipalités intéressées au projet contribuent au coût des travaux et des autostrades qui seront faits pour améliorer le transport, il sera difficile de commencer son exécution. Plus vite les municipalités de la région métropolitaine réaliseront qu'il est nécessaire de contribuer aux travaux destinés au bien commun, plus vite ces travaux seront réalisés.

Je dois informer la Chambre que la cité de Montréal a un programme de travaux d'après-guerre de \$25,000,000. Nous allons en commencer tout de suite pour une somme de \$3,000,000 ou \$4,000,000 et des travaux supplémentaires qui coûteront entre \$5,000,000 et \$15,000,000 sont à l'étude présentement.

Il faut que l'on tienne compte de la rareté des matériaux. Nous allons dépenser, dès que nous pourrons trouver le matériel, \$650,000 pour améliorer l'éclairage de la ville de Montréal. Bref, si toutes les villes de la province étaient aussi prêtes que Montréal pour l'après-guerre, on pourrait envisager l'avenir avec confiance.

(Applaudissements à gauche)

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Je remercie l'honorable député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) de ses intéressantes remarques qui sont de nature à nous encourager. La parole est au gouvernement. Mais, le gouvernement ne juge pas à propos de montrer son intérêt pour Montréal.

La motion est adoptée.

Allocations familiales

Conformément à l'ordre du jour la Chambre reprend le débat ajourné le 3 avril sur la motion du représentant de Drummond (M. Bienvenue) proposant:

Qu'une adresse soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous télégrammes, correspondances, etc., échangés, depuis le 1^{er} janvier 1945 jusqu'au 28 février 1946 inclusivement, entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes ou associations, relativement au paiement, par le gouvernement de la province de Québec, de la différence du taux décroissant des allocations familiales, ainsi que copie de tous arrêtés ministériels et règlements adoptés à cet effet.

M. Chalout (Québec): J'ai rencontré le ministre du Travail. On m'a donné des précisions sur la façon de combler le taux décroissant et je suis très satisfait des explications. Les critiques que j'ai faites l'autre jour étaient basées sur d'autres informations et ne se trouvaient pas justifiées. Je prie le ministre d'en prendre note.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) parle dans le même sens et demande certaines précisions au sujet de quelques cas particuliers.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je répète les explications que j'ai données la semaine dernière, au sujet des mesures appliquées par le présent gouvernement pour venir en aide aux mères nécessiteuses. On aurait pu économiser \$2,000,000 en ne venant pas au secours des mères nécessiteuses et de leurs enfants. Mais, l'Union nationale n'a pas voulu spéculer sur la misère. Un taux croissant a été établi en faveur des enfants. Mon gouvernement a ainsi comblé la différence du taux décroissant de la loi fédérale d'allocations familiales à partir du cinquième enfant. De plus, le taux de base pour les mères nécessiteuses a été augmenté de \$10 dans tous les cas. La province paye actuellement \$600,000 de plus que les libéraux en allocations.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le gouvernement s'est moqué des mères nécessiteuses en leur disant que la nouvelle échelle de taux améliorerait leur situation. Il est bien beau de parler d'augmentations, mais c'est le chèque d'allocations qui compte.

Les femmes²⁰ qui recevaient \$70 par mois avant le 1^{er} septembre 1945 et qui retirent maintenant

\$51 ont-elles amélioré leur situation? Elles ne disent pas que c'est mieux qu'auparavant. Quand le gouvernement se vante d'avoir voté \$4,165,000 pour les lois sociales, qu'il songe donc que le fédéral a voté \$83,000,000 aux mêmes fins.

Je veux faire remarquer au premier ministre qu'aucune mère nécessiteuse, qui reçoit aujourd'hui des allocations, n'a encore retourné son chèque au fédéral, sous prétexte qu'il y avait empiètement sur ses droits ou sur les droits provinciaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon honorable ami doit être un bon père de famille. Aimait-il à laisser le Dr Chisholm²¹, qui est un athée, choisir une école pour ses enfants?

M. Bienvenue (Bellechasse): Quelle est l'école de la province où le Dr Chisholm se soit jamais imposé?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le fédéral a parfaitement le droit de choisir le genre d'éducation qu'il veut donner aux enfants bénéficiant des allocations. Il peut dire que le père n'est pas qualifié pour faire un tel choix et demander au Dr Chisholm d'agir à sa place.

M. Bienvenue (Bellechasse): Je répète qu'aucune mère nécessiteuse ne s'est encore vue forcée de retourner son chèque par suite des empiètements du fédéral.

La motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1946-1947 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 4 avril courant, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Sylvestre (Berthier): J'ai été très heureux du retour de l'honorable trésorier qui est revenu, en cette Chambre, tout rayonnant de santé et de jeunesse. L'enthousiasme qui l'a accueilli nous a fait penser, un instant, au retour de l'enfant prodigue non repentant, car, en effet, le trésorier nous a bien dit lui-même qu'en dépit des apparences, "il n'avait pas changé". Ah non, il n'a pas changé! Mais ses

discours, cependant, ne disent pas aujourd'hui les pensées que le trésorier émettait dans le passé.

Nous nous souvenons que, dans le discours du budget de 1945, il reprochait avec véhémence au gouvernement libéral d'avoir pris \$10,000,000, par la taxe de vente, dans le gousset des classes laborieuses du Québec. Cette année, le même homme a décidé d'aller chercher dans les mêmes goussets et par la même taxe de vente une somme de \$15,000,000. Ce fait est d'autant plus extraordinaire que le trésorier (l'honorable M. Gagnon), de concert avec la multitude des autres ministres, avait promis l'abolition de cette taxe odieuse. La taxe n'a pas été abolie et les protestations de la province entière l'ont empêché de la remplacer par une taxe de luxe de 6 %. L'honorable trésorier a perdu la mémoire. Il nous a dit que c'est l'honorable sénateur Jacob Nicol qui s'était opposé à la taxe de luxe. Mais, c'est toute la population qui a protesté contre cet impôt qui aurait coûté \$30,000,000 aux contribuables.

En comparant d'autres termes du trésorier, nous nous rendons compte qu'en 1935, alors qu'il était ministre dans le cabinet fédéral de l'honorable R. B. Bennett, il déclarait alors, qu'il était nécessaire que les mesures sociales, telles l'assurance-santé, l'assurance-chômage etc. soient instituées par le pouvoir central, ce qui implique l'obligation pour ce dernier de percevoir des revenus provinciaux. Cette année, le même homme s'élève fortement contre cette mesure identique, sous le faux prétexte d'autonomie. Par ailleurs, et pour faire connaître la mauvaise foi du trésorier, je dois déclarer qu'hier encore, et en contradiction avec les propos tenus dans le discours du budget, il était prêt à céder au fédéral l'impôt sur le revenu, ce qui va constituer un coup formidable contre l'autonomie provinciale.

Il nous a parlé de l'électricité de la Beauce en disant: "La Beauce a donné un mandat précis au gouvernement". Mais il a oublié les élections du 11 juin dernier, il a oublié son discours du 5 juin 1945 à Saint-Joseph-d'Alma, où il a dit: "Nous venons au secours des candidats indépendants". Oubliant, par un aveu, la prescription sévère du premier ministre, à l'effet de laisser dans l'ombre les circonstances qui ont entouré l'élection de la Beauce. L'honorable trésorier a eu l'audace de déclarer que cette victoire du gouvernement avait donné un mandat précis à l'Union nationale. Puisqu'il se croit en droit de parler de cette élection, nous avons bien, nous, le privilège de dire quelques mots de l'élection du 11 juin dernier.

Au cours de ces élections générales, l'Union nationale a enrégimenté tous ses ministres, ceux avec

portefeuille, ceux sans portefeuille, et la troisième catégorie avec "100 portefeuilles". Tous ces délégués de l'Union nationale, au nombre d'une quarantaine, ont parcouru la province, de comté en comté, ont exposé de leur mieux la politique de l'Union nationale, ont fait des plaidoyers véhéments, avec ce résultat que le parti libéral a complètement balayé tout ce qu'il y avait de candidats "dépendants" de l'Union nationale.

Nous avons perdu une élection dans la Beauce, on sait dans quelles circonstances, mais le gouvernement a perdu 40 élections le 11 juin 1945: 20 ministres et 20 députés ont été battus dans leur comtés; 20 ministres avec 100 portefeuilles bien remplis.

(Applaudissements et rires à gauche)

Le gouvernement a reproché autrefois aux libéraux de présenter un budget de \$90,000,000, mais il en présente un de \$108,000,000 cette année. L'honorable trésorier nous a reproché d'avoir dépensé trop d'argent durant l'exercice 1943-1944. Mais, en 1944-1945, il a augmenté les dépenses de \$10,000,000 et, l'année suivante, il les a encore augmentées de \$10,000,000.

L'honorable trésorier nous a parlé avec émotion de La Fontaine et Baldwin. Que diraient ces grands hommes s'ils étaient ici pour voir le gouvernement de Québec dépenser \$80,000,000 hors du budget et donner des contrats sans soumission? "À quoi nous a servi d'avoir gagné le gouvernement responsable?", diraient-ils.

Je veux enfin toucher une dernière affirmation de l'honorable trésorier au sujet des employés civils. Dans son discours du budget, il nous parle des "soins" et des attentions que son gouvernement a eus pour les employés civils. Eh bien! M. l'Orateur, voici en résumé les effets heureux des attentions du gouvernement de l'Union nationale: les employés civils se sont vu d'abord refuser les augmentations données par le gouvernement libéral; une grande majorité d'entre eux se sont vu expulser de leurs fonctions dès l'avènement de l'Union nationale en 1944.

Au cours des élections du 11 juin et celle de la Beauce au mois de novembre 1945, le gouvernement de l'Union nationale a compromis en bloc les employés civils de la province de Québec, et le résultat que nous constatons aujourd'hui de ces traitements injustes, c'est qu'une grande partie des techniciens quittent le service de la province pour améliorer leur sort.

Le ministre du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) se vante de multiplier les petites

industries, mais rien, dans aucune loi de l'Union nationale, n'est de nature à aider ces entreprises. On préfère aider des industries comme la Hollinger et la Singer.

M. l'Orateur, il me reste maintenant à vous faire mes observations sur l'administration générale du gouvernement. En autant que le comté de Berthier est concerné, je dois dire que nous avons de nouveau à faire face à un régime qui ressemble au fameux "Family Compact". En effet, il faut être de l'Union nationale pour obtenir une part des services publics auxquels nous avons un droit absolu, puisque mes concitoyens, à l'instar de tous ceux de la province, payent des taxes au Trésor provincial. Le gouvernement maltraite ainsi, spécialement en ce qui concerne la voirie, les comtés qui n'ont pas élu un député de l'Union nationale aux dernières élections. C'est un fait reconnu.

Et pour vous citer brièvement quelques exemples, je vous dirai que, depuis deux ans, mes électeurs de la paroisse de Saint-Bathélemy, autant les adversaires que les amis du Parti libéral, demandent qu'on répare une route qui constitue actuellement un danger public, et toujours à toutes les instances qu'on a faites, le gouvernement a répondu par un non catégorique, vu que le comté de Berthier avait en 1944 redonné confiance au Parti libéral. Le même sort a été réservé à mes électeurs de Saint-Michel-des-Saints qui demandent la réparation de leur route qui est devenue, elle aussi, par l'insouciance du gouvernement, un chemin excessivement dangereux pour la vie des gens.

Nous avions commencé des travaux dans mon comté pour réunir Saint-Barthélemy à la route nationale et Saint-Michel-des-Saints, au comté de Joliette. Des délégations sont venues à Québec avec des chefs du parti au pouvoir. On ne leur a même pas répondu. À Saint-Gabriel de Brandon, l'automne dernier, un comité chargé de l'ouverture des chemins en hiver a décidé d'entretenir la route depuis Saint-Gabriel jusqu'à Berthierville. Les représentants de l'Union nationale sont venus à deux ou trois assemblées faire des promesses formelles qu'un octroi de \$75 du mille serait accordé par le gouvernement provincial pour l'entretien de cette route. Le travail a été exécuté, et le comité, formé de citoyens de modestes moyens, est en déficit de milliers de piastres que ces gens seront tenus de payer vu que le gouvernement de l'Union nationale ne veut pas respecter les promesses qui ont été faites par ses représentants. Et ce traitement n'est dû qu'au fait que le comté de Berthier ne fait pas partie de cette petite famille de l'Union nationale. Le même

phénomène s'est produit pour la paroisse de Saint-Cuthbert et celle de Saint-Barthélemy.

Au département de l'Agriculture, nous devons malheureusement constater les phénomènes d'à peu près même nature. Au nom de la justice, je supplie l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) de vouloir bien parfaire les travaux de drainage qui ont été si bien commencés par le Parti libéral. Je le supplie de continuer l'exécution du contrat de creusage du ruisseau Point du Jour, creusage qui intéresse quatre comtés et au-delà de quatre cents cultivateurs. Dans des questions de cette importance, il me semble que la politique n'a absolument rien à faire. Il serait vraiment triste que l'honorable ministre de l'Agriculture pour des motifs politiques prive des cultivateurs de ces régions des droits qui sont bien à eux.

Je demande au ministre de l'Agriculture de bien vouloir s'occuper de la question du foin qui constitue la partie commerciale la plus intéressante de nos agriculteurs. En effet, si les récoltes de foin se vendent à vil prix, cela veut dire, pour mes concitoyens, la faillite et la banqueroute. Enfin, je me permets d'attirer l'attention du ministre au sujet de la prime sur le fromage. Je veux lui dire que les cultivateurs de ma région pouvaient compter avec cette prime, sur un profit net d'une couple de \$100 à la fin de l'année. Le gouvernement de l'Union nationale a fait disparaître cette prime, alors que l'honorable premier ministre déclarait dans le temps qu'il était dans l'opposition, que quand il serait au pouvoir, il accorderait une prime pour toute l'année durant. Les cultivateurs regrettent amèrement de constater aujourd'hui que non seulement on ne la donne plus durant quatre mois, mais qu'on la leur a enlevée toute l'année.

Le gouvernement parle d'un surplus de \$1,000,000 dans le présent budget; il me semble qu'il est impérieux que l'honorable ministre de l'Agriculture rétablisse, sinon sur le fromage, du moins sur le beurre, cette prime à laquelle les cultivateurs avaient un droit indiscutable.

Il ne faut pas oublier, dit-il, que les citoyens du comté de Berthier paient des taxes comme les autres et qu'ils ont droit à la considération du gouvernement qui prend leur argent et doit leur donner quelque chose en retour. Les \$100,000,000 qu'on va dépenser sont pris dans les poches de tous les contribuables, rouges comme bleus, et l'on devrait voir aux besoins de tous les comtés. Je demande donc au gouvernement de traiter mes électeurs comme ils doivent l'être sous un gouvernement qui se prétend le meilleur depuis la Confédération.

Je veux en terminant, M. l'Orateur, vous dire quelques mots du discours enchevêtré qu'a prononcé, hier, l'aspirant trésorier, l'honorable ministre du Commerce. Il a déclaré, entre autres choses, que si les revenus de la Commission des liqueurs avaient atteint \$24,000,000, cela était la conséquence de la bonne administration de l'Union nationale. Je m'inscris en faux contre cette affirmation et je dis que ce surplus de revenus vient du fait qu'on a multiplié, de façon scandaleuse les permis d'hôtels, de restaurants, de grills, de tavernes, de cafés-auberges, d'épiceries, etc.; qu'on permet aux détenteurs de licence de vendre des boissons alcooliques sept jours par semaine et nuit et jour; qu'on tolère que la loi des liqueurs ne soit pas respectée.

Ce résultat scandaleux veut dire que la proportion dépensée pour l'achat de boissons alcooliques a pu solder la somme totale des allocations familiales qui sont payées par la province. Le gouvernement retire le quart de son revenu de la vente des alcools. Quant un État est obligé, pour équilibrer son budget, de se faire vendeur de spiritueux, il n'est pas loin de la décadence. Ce phénomène est d'autant plus scandaleux, qu'on poursuit actuellement dans la province une campagne de tempérance qui a sûrement sa raison d'être.

A-t-on raison de sa vanter de cela? L'honorable ministre du Commerce en est-il si fier lui-même? J'en doute car, à la fin de son discours, le député de Saint-Jean (l'honorable M. Beaulieu), dans un moment d'apparente franchise, s'est écrié: "L'honorable premier ministre va descendre dans l'histoire et surtout dans l'estime de tous les citoyens bien pensants de la province de Québec".

(Applaudissements à gauche)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Francoeur), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. Selon *L'Action catholique*, 10 avril 1946, à la page 3, les usines emploieront 3 à 4 fois plus de personnel qu'auparavant.

2. M. Hamel est député du comté dans lequel sont situées les usines de Saint-Malo, selon *L'Action catholique*, 10 avril 1946, à la page 3.

3. Selon *The Quebec Chronicle*, 10 avril 1946, à la page 3, M. Hamel fait allusion au ministre fédéral de la Justice, M. Louis Saint-Laurent, ou au lieutenant-colonel Hugues Lapointe, secrétaire parlementaire au ministère de la Défense.

4. Les corporations, selon *L'Événement*, 10 avril 1946, à la page 3.

5. Les commissaires, selon *L'Événement*, 10 avril 1946, à la page 3.

6. Le bill 39 contient la note explicative suivante: "L'article 2 a pour but de donner à l'Hydro-Québec les mêmes pouvoirs qu'avait la Montreal Light, Heat & Power Consolidated, par l'intermédiaire de l'une de ses compagnies composantes, en vertu de la loi 12 Victoria, chapitre 183, pour la protection de ses créances, de ses installations et de ses appareils se rapportant à son service de gaz. Hydro-Québec possède déjà des pouvoirs analogues pour ce qui concerne son service d'électricité".

7. La charte, selon *L'Événement*, 10 avril 1946, à la page 4.

8. *Le Devoir*, 10 avril 1946, à la page 2, et *Le Soleil*, 10 avril 1946, à la page 12, rapportent plutôt le terme "expropriation".

9. 3 %, selon *L'Événement*, 10 avril 1946, à la page 4.

10. 2 %, selon *Le Canada*, 10 avril 1946, à la page 9.

11. Au Parlement, selon *La Presse*, 10 avril 1946, à la page 23.

12. *L'Événement*, 10 avril 1946, à la page 4, parle des nationalistes.

13. M. Hamel a été ministre des Terres et Forêts du 5 novembre 1942 au 30 août 1944 dans le cabinet

Godbout. De plus, il a été le parrain du bill d'étatisation de la Montreal Light, Heat and Power, selon *Le Soleil*, 10 avril 1946, à la page 12.

14. *Le Devoir*, 10 avril 1946, à la page 2, rapporte le terme "raisonnablement".

15. *The Gazette*, 10 avril 1946, à la page 13, rapporte plutôt le nombre de 29.

16. Cinq ans, selon *Le Devoir*, 10 avril 1946, à la page 2.

17. La compagnie Beauharnois plutôt, selon *Le Soleil*, 10 avril 1946, à la page 12.

18. *Congressional Record. Senate*, 1942, June 15, pages 5372-5373. Senator Lafollette.

19. Le 24 juillet 1941, une grève éclate à l'usine Alcan d'Arvida, au Saguenay, dans le secteur de l'aluminium. Cette interruption dure cinq jours et touche 10,000 travailleurs. Elle connaît son dénouement à la suite de l'intervention de l'armée et l'acceptation d'un règlement qui répond aux revendications salariales des employés.

20. Les mères de famille plutôt, selon *L'Événement*, 10 avril 1946, à la page 9.

21. Voir la note 5, séance du 20 février 1946.

Première séance du mercredi 10 avril 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 201 pour réglementer la pratique de la comptabilité et de la vérification;

- bill 138 constituant en corporation l'Association des comptables généraux licenciés de la province de Québec;

- bill 158 concernant la succession de feu l'honorable Lawrence A. Wilson. Le préambule de ce bill a aussi été amendé.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill no 162 constituant en corporation l'Association des auditeurs publics accrédités de Québec, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer sa demande.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 152 constituant la Corporation des embaumeurs de la province de Québec.

Le rapport est adopté.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 153 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières;

- bill 140 changeant les noms de Joseph Chrzaszcz, Carolina Chrzaszcz, Stephanie Frances Chrzaszcz, Frank Chrzaszcz, Henry Chrzaszcz, Edward Chrzaszcz et John Walter Chrzaszcz, en ceux de Joseph Kross, Carolina Kross, Stephanie Frances Kross, Frank Kross, Henry Kross, Edward Kross et John Walter Kross respectivement.

**Anniversaire
du premier ministre¹**

(On apporte au premier ministre une corbeille de roses qui est déposée sur son pupitre. Celle-ci est offerte par les ministres et députés. Une gerbe de roses, don des membres de la Galerie de la presse, est également déposée sur son pupitre)
(Applaudissements prolongés)

L'honorable M. Barré (Rouville)²: Je veux me faire l'écho de mes sentiments personnels, de ceux de mes collègues et de toute la Chambre, à l'égard du premier ministre. Il aura 56 ans dans quelques jours et je lui demande pardon de rappeler ce chiffre pour mieux indiquer comment il est malheureux que les années passent si vite, surtout quand il s'agit d'un homme qui, même de l'avis de ses adversaires, devrait vivre longtemps pour que la province profite de plus en plus et pendant des générations de ses qualités et de ses talents.

Tous ceux qui connaissent le premier ministre savent qu'il a peut-être quelques petits défauts, pour mettre en relief ses éminentes qualités, mais on oublie complètement les défauts quand on se trouve au contact de telles qualités. Le chef du gouvernement a donné à sa province et à son pays, au peuple en général et à la classe agricole en particulier, le meilleur de son cœur, de sa force, de son sentiment et de son talent.

Je l'en remercie au nom des miens, tout particulièrement au nom des cultivateurs auxquels j'appartiens et pour lesquels il a fait tant de bonnes et belles choses, et au nom de tous les citoyens de la province de Québec.

Je lui souhaite une longue carrière, remplie de belles années consacrées au bénéfice de la province et de toute la population et une bonne santé. J'espère que tous les membres de cette Chambre se joindront à nous en cette heureuse circonstance.

(Applaudissements)

M. Godbout (L'Islet): Je me joins avec plaisir à l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) pour offrir nos vœux et nos félicitations et pour interpréter les sentiments unanimes de l'Assemblée législative à l'adresse du premier ministre. J'apprécie des événements comme celui-là, car les hommes publics peuvent dire ce qu'ils pensent de bien les uns des autres ici.

Le premier ministre a donné à sa province une carrière bien remplie, fructueuse et active. Il a beaucoup d'œuvre à son crédit et il jouit de l'estime et de l'admiration de tous les membres de cette Chambre.

Je regrette que le premier ministre n'ait pas une compagne pour pouvoir l'associer à son mari dans l'hommage que je veux rendre au héros de la fête. En effet, c'est l'habitude, en ces circonstances, d'offrir aussi des vœux à la compagne de celui qu'on fête. Espérons que le premier ministre décidera un jour de convoler pour que sa fête soit plus complète. Je souhaite que cela arrive bientôt, non seulement pour que la Chambre puisse offrir ses vœux en double au premier ministre, mais pour que cette charmante compagne puisse bénéficier des brillantes qualités du cœur et de l'esprit d'un tel époux.

(Applaudissements)

Mais si le premier ministre fait une exception dans ce cas, il n'en fait pas en suivant une tradition familiale qui l'honore et je suis heureux de dire toute la reconnaissance que nous avons pour ceux qui l'ont donné à son pays et à sa province. Nous pouvons cependant avoir une pensée pour ses chers parents, car nous connaissons sa piété filiale. Je suis certain qu'ils seraient fiers de lui.

(Applaudissements)

Le premier ministre est le fils d'un homme qui a joué un rôle considérable dans sa province, évoquant le souvenir de l'honorable juge Duplessis³. Je suis heureux, dit-il, de pouvoir associer la famille du premier ministre à cette fête de l'amitié. Je lui offre mes vœux d'une longue et fructueuse carrière.

L'honorable M. Robinson (Brome): J'admire chez le premier ministre son respect des droits des minorités. J'ai toujours trouvé dans le premier ministre un homme de grand cœur, d'une haute vision, un ami sincère, d'une clairvoyance à toute épreuve. Il a toujours rendu justice à la minorité anglaise de la province. Au nom de la minorité anglaise de la province, je lui offre des vœux de longue vie.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je crois que ce sont généralement les adversaires qui sont les mieux placés pour apprécier les qualités d'un adversaire. J'apprécie tout particulièrement la vive intelligence et la puissance de travail du premier ministre. Je souhaite que le premier ministre use de ses éminentes qualités pour poser les actes historiques qui s'imposent dans les circonstances extrêmement graves que traverse la province, en ce moment, de la veille de la conférence fédérale-provinciale.

M. Chaloult (Québec): Dans l'ancien Parlement, c'est l'honorable Hector Perrier⁴ qui était mon interprète pour offrir des vœux au premier ministre le jour de sa fête. Je suis heureux de le faire moi-même cette année. Le premier ministre a une charge redoutable sur les épaules, des obligations considérables, surtout à la veille de la reprise de la conférence d'Ottawa.

Je voudrais l'assurer que les indépendants ne sont pas là pour l'embarrasser, mais pour le seconder en autant qu'il saura défendre les droits de la province de Québec. Je lui offre donc mes vœux en affirmant que tous les partis sont prêts à collaborer avec lui pour l'appuyer dans son travail à Ottawa. Je souhaite que le premier ministre soit toujours le champion des droits de la province de Québec.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le premier ministre est un homme dont on peut dire qu'il a des adversaires mais pas d'ennemis. Mes meilleurs vœux, longue vie et bonheur.

M. Guérin (Montréal-Sainte-Anne): Nous ne pensons pas comme lui sur toute chose, mais nous apprécions la verve et l'habileté du premier ministre. Nous lui souhaitons de diriger son parti longtemps, pas seulement à votre droite, mais à votre gauche, M. l'Orateur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Ovation) Je suis énormément surpris et ému d'une pareille démonstration, dix jours avant mon anniversaire de naissance. Mais, je comprends que le désir général des députés de terminer la session le plus tôt possible a été cause de cette célébration par anticipation.

Je remercie vivement le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) et je suis profondément touché de voir que celui qui me présente des vœux au nom du ministère est un cultivateur. J'ai appris de mon père, fils de cultivateur, à aimer l'agriculture et à apprécier le grand rôle que le cultivateur est appelé à jouer en cette province, pour en assurer la prospérité et la survivance. J'offre au député de Rouville l'expression de mon estime toute particulière.

L'avouerai-je sans fausse honte, je suis touché du fait qu'en anticipant un peu pour faire cette démonstration, on ait choisi une journée (mercredi) qui fait partie d'une tradition qui est particulièrement chère à ma famille.

Je remercie mon honorable ami, le chef de l'opposition, de ses souhaits. Nous avons ferraillé⁷

souvent ensemble, mais je n'ai jamais perdu l'estime que je lui porte. Lui non plus ne m'a jamais ménagé les témoignages d'estime et de sympathie, surtout lorsque j'ai été malade, il y a quelques années. Les luttes que nous avons livrées l'un contre l'autre n'ont donc pas altéré l'amitié sincère qui nous unit.

Dans la vie, il apparaît ainsi, souvent, des rayons de soleil au milieu des luttes de tous les jours. Le chef de l'opposition a rappelé le souvenir de mon père et de ma mère. Je l'en remercie. À mon tour, je veux parler de ses parents et j'avouerai que jamais je n'ai été aussi heureux que le jour où je l'ai vu profiter d'un bonheur presque unique, celui de la présence de son vieux père, citoyen vénérable et vénéré, quand il prit le pouvoir en 1939⁸ et rencontrait pour la première fois la Chambre dont il était devenu le leader. C'est une consolation que je n'ai pas éprouvée moi-même mais qui m'a réjoui quand même pour lui. Le fait qu'on a noué des liens d'amitié personnelle s'augmente de l'épreuve commune que nous avons subie tous les deux quand nous avons perdu notre père et notre mère.

Je remercie tous ceux qui m'ont offert leurs vœux, particulièrement le député de Brome (M. Robinson) et le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau). Les remarques du chef du Bloc m'ont fait apprécier les roses avec leurs épines, mais je ne doute pas de la sincérité des vœux et des félicitations du député de Laurier. Ils partent d'un cœur généreux et d'une vive intelligence. Je lui souhaite à mon tour de se consacrer aux bonnes causes et je l'assure que j'emploierai tous les faibles talents que la Providence m'a donnés pour défendre les intérêts de ma province à la conférence.

D'une façon générale, le député de Québec (M. Chaloult) et moi-même ne nous sommes jamais trouvés du même côté de la clôture, mais nous avons cependant siégé assez longtemps ensemble pour nous rendre compte que notre place est de chaque côté de la clôture. Il ne partage pas mes opinions, pas plus que je ne partage les siennes, mais j'admire son talent et je le remercie de ses vœux.

Je remercie le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) et le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Guerin) de leurs bons souhaits. Je remercie également les journalistes pour l'envoi d'une gerbe de roses. La couleur des roses est d'autant plus charmante qu'elle disparaît rapidement avec les roses.

Si je n'ai pas pris femme, comme l'a souligné le chef de l'opposition, c'est que je voulais être marié à toute la province de Québec. Il en faut des gens comme cela aux heures graves de notre histoire.

Pour renforcer les espoirs de chacun, je dirai que toujours et sans cesse, en tous temps et en tous lieux, je consacrerai à la défense et à la protection des intérêts, droits, privilèges, prérogatives et libertés de la province, tous les faibles talents, toute ma force et la santé que la Providence a bien voulu me donner. Je ne faillirai pas à mon idéal.

(Le premier ministre distribue ses roses à tous les membres de la Chambre)⁹

Explications sur des faits publiés:

Article paru dans *The Gazette*

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): L'article publié ce matin dans la *Montreal Gazette* sur le projet de loi amendant la loi sur la Commission hydroélectrique contient une erreur, car le journaliste a écrit que la troisième lecture a été adoptée unanimement alors que la lecture a été acceptée sur division, comme le démontre le compte-rendu de la Chambre.

Projets de loi:

Comptables agréés

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 201 pour réglementer la pratique de la comptabilité et de la vérification.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 201 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Association des comptables généraux

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme

en comité plénier pour étudier le bill 138 constituant en corporation l'Association des comptables généraux licenciés de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 138 sans l'amender.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession

Lawrence A. Wilson

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 158 concernant la succession de feu l'honorable Lawrence A. Wilson.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 158 sans l'amender.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Corporation des embaumeurs

M. Gatién (Maisonnette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 152 constituant la Corporation des embaumeurs de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 152 sans l'amender.

M. Gatién (Maisonnette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Trois-Rivières

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 153 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 153 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Changements de noms

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140 changeant les noms de Joseph Chrzaszcz, Carolina Chrzaszcz, Stephanie Frances Chrzaszcz, Frank Chrzaszcz, Henry Chrzaszcz, Edward Chrzaszcz, et John Walter Chrzaszcz, en ceux de Joseph Kross, Carolina Kross, Stephanie Frances Kross, Frank Kross, Henry Kross, Edward Kross, et John Walter Kross respectivement.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 140 sans l'amender.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Questions et réponses:**Highway Paving Construction**

M. Dansereau (Argenteuil): 1. Le gouvernement a-t-il accordé des contrats pour la construction de routes, à la Highway Paving Construction, depuis le 30 août 1944? Dans l'affirmative, énumérez ces contrats en indiquant:

a) les comtés où des travaux ont été commencés et doivent être exécutés pour donner suite à ces contrats;

b) le montant respectif de chacun de ces contrats;

c) les estimés respectifs de chacun de ces contrats pour les travaux accomplis et pour les travaux qui restent à faire.

2. Des soumissions publiques ou privées ont-elles été demandées?

a) dans l'affirmative, indiquez les noms des soumissionnaires et les montants de leur soumission;

b) dans la négative, à quelles conditions et termes ces contrats ont-ils été accordés?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): 1. Oui.

a), b) et c) Une convention, en date du 22 mai 1945, pour la construction d'un revêtement bitumineux sur la rue Sherbrooke Est, ville de Pointe-aux-Trembles, comté de Laval, au montant de \$3,336.43.

Montant des travaux exécutés, \$3,135.91; les travaux sont terminés.

Une convention, en date du 22 mai 1945, pour la construction d'un revêtement bitumineux sur le boulevard Monkland, ville de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, au montant de \$16,542.68.

Montant des travaux exécutés, \$17,621.70; les travaux sont terminés.

Une convention, en date du 22 mai 1945, pour la construction d'un revêtement bitumineux sur la 55^e Avenue, dans la cité de Lachine, comté de Jacques-Cartier, au montant de \$3,486.82.

Montant des travaux exécutés, \$3,690.96; les travaux sont terminés.

Une convention, en date du 22 mai 1945, pour la construction d'un revêtement bitumineux sur l'avenue Dorval, ville de Dorval, comté de Jacques-Cartier, au montant de \$5,832.93.

Montant des travaux exécutés, \$5,284.26; les travaux sont terminés.

Une convention, en date du 22 mai 1945, pour la construction d'un revêtement bitumineux sur la route no 17, Montréal-Pointe-Fortune, paroisse de Sainte-Madeleine-de-Rigaud, comté de Vaudreuil, au montant de \$10,540.00.

Montant des travaux exécutés, \$10,686.09; les travaux sont terminés.

Un contrat, en date du 17 août 1945, pour la construction d'un revêtement bitumineux sur la route no 11, section Shawbridge-Sainte-Adèle, comté de Terrebonne, au montant de \$194,043.62.

Montant des travaux exécutés, \$195,737.25; les travaux sont terminés.

Un contrat, en date du 8 septembre 1945, pour terrassement et gravelage sur la route no 11, sections Lac-Saguay-Moulin Duval et McGuire-Mont-Laurier, comté de Labelle, au montant de \$963,979.22.

Montant des travaux exécutés \$614,093.69; montant des travaux restant à faire, \$349,885.53.

Une autorisation de travail, en date du 12 septembre 1945, pour réparations sur la route no 11, Montréal-Mont-Laurier-Maniwaki-Hull, section Saint-Jérôme-Sainte-Adèle, comté de Terrebonne, au montant de \$5,625.00.

Montant des travaux exécutés, \$3,361.98; les travaux sont terminés.

Une convention, en date du 13 septembre 1945, pour la construction d'un revêtement bitumineux sur des chemins municipaux, paroisse Saint-Joseph-de-Mont-Rolland, comté de Terrebonne, au montant de \$7,958.44.

Montant des travaux exécutés, \$10,339.74; les travaux sont terminés.

Une convention, en date du 19 septembre 1945, pour la construction de bordures en béton et puisards sur la route no 11, section Saint-Jérôme-Sainte-Adèle, dans le comté de Terrebonne, au montant de \$9,050.00.

Montant des travaux exécutés, \$8,578.00; les travaux sont terminés.

Un contrat, en date du 21 septembre 1945, pour la construction d'un revêtement bitumineux sur divers chemins municipaux, dans le comté de Terrebonne, au montant de \$32,434.23.

Montant des travaux exécutés, \$32,158.69; les travaux sont terminés.

Une autorisation de travail, en date du 25 octobre 1945, pour réparations sur la route no 11, paroisse de Sainte-Adèle, comté de Terrebonne, au montant de \$1,819.00.

Montant des travaux exécutés, \$1,637.83; les travaux sont terminés.

2. Des soumissions par les journaux n'ont pas été demandées;

a) et b) les travaux sont exécutés à prix unitaires fixés après que les renseignements nécessaires ont été pris et que les précautions requises ont été adoptées, conformément aux meilleurs intérêts de la province.

Cartier Construction

M. Dansereau (Argenteuil): 1. Le gouvernement a-t-il accordé des contrats pour la construction de routes, à la Cartier Construction, depuis le 30 août 1944? Dans l'affirmative, énumérez ces contrats en indiquant:

a) les comtés où des travaux ont été commencés et doivent être exécutés pour donner suite à ces contrats;

b) le montant respectif de chacun de ces contrats;

c) les estimés respectifs de chacun de ces contrats pour les travaux accomplis et pour les travaux qui restent à faire.

2. Des soumissions publiques ou privées ont-elles été demandées?

a) dans l'affirmative, indiquez les noms des soumissionnaires et les montants de leur soumission;

b) dans la négative, à quelles conditions et termes ces contrats ont-ils été accordés?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):

1. Oui.

a) et b) Un contrat, en date du 25 septembre 1945, pour travaux de défrichement et construction de ponceaux, sur la route no 54, Québec-Lac-Saint-Jean via Parc des Laurentides, dans les comtés de Québec et Montmorency, au montant de \$302,430.00;

c) Montant des travaux exécutés, \$253,543.10; montant des travaux restant à faire, \$48,886.90.

2. Les soumissions par les journaux n'ont pas été demandées;

a) et b) les travaux sont exécutés à prix unitaires, fixés après que les renseignements nécessaires ont été pris et que les précautions requises ont été adoptées, conformément aux meilleurs intérêts de la province.

Projets de loi:

Loi électorale

M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 204 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

J'ai présenté ce bill sans aucune partisanerie politique. Je n'ai pas voulu faire de critiques sur aucun parti en particulier. Mes amendements ont pour but d'améliorer la loi électorale, d'assainir les élections, en rendant de plus en plus impossible tout abus et de rendre plus libre l'expression du vote populaire. La loi actuelle n'atteint malheureusement pas ce but. Il est dans l'intérêt de tous de voir à ce que cette dernière, votée l'an dernier, soit modifiée à ce sujet. J'espère que la Chambre sera unanime à les accepter.

Ces amendements sont au nombre de trois: 1° - Changement du bulletin de vote. Le premier amendement consiste à éliminer l'obligation pour l'électeur de faire sa croix dans un carré spécial, comme le veut la loi de 1945, de façon que tout vote soit valide si la croix est faite dans l'espace blanc contenant le nom du candidat.

Le nouveau bulletin a été préparé pour permettre à l'électorat d'exprimer clairement son sentiment et son choix. On sait qu'avec le bulletin actuel, on obtient le résultat contraire. On a placé un carreau blanc sur fond noir au bout du nom. On a voulu empêcher ainsi que des marques susceptibles d'identifier l'électeur ne soient faites en dehors de l'espace réservé.

Au cours d'une élection, dans la Beauce évidemment, le nouveau bulletin a été utilisé et au-delà de 600 électeurs ont été défranchisés, car leurs bulletins, accordés au même candidat, ont été rejetés parce que leurs bulletins étaient mal paraphés ou parce que la croix avait été faite dans l'espace blanc qui était resté au bout du nom du candidat au lieu de la faire dans le carré où elle doit être faite. Aucun des bulletins d'un autre candidat, dont le nom avait été écrit tout au long, ne fut déclaré nul.

Le truc est facile. On n'a qu'à imprimer le nom et le prénom du candidat du gouvernement tout au long et ceux du candidat de l'opposition en abréviation, à côté de celui-ci, il y a un espace blanc, l'électeur y fait sa croix, le bulletin est nul. Lorsque le nom du candidat ne prend pas tout l'espace qui lui est réservé, il y a là une source possible de confusion et d'erreur. Des électeurs ne savent pas s'ils doivent mettre leur croix au bout du nom ou dans le carré.

Je ne soupçonne aucune mauvaise volonté. Il y a quelque chose de bon dans le bulletin adopté l'an dernier. Mais, pour qu'il ne comporte pas la grave inconvénient que j'ai signalé, il faudrait que le nom remplisse tout son espace. Lorsqu'un candidat a un nom plus court que son adversaire, il reste au bout un espace blanc. Et si l'électeur vote dans cet espace au lieu de voter dans le carré, son vote est invalidé. C'est ce que le projet de loi corrige en remplaçant le carré par un espace blanc au bout du nom. Ainsi, il n'y aura pas de confusion possible et les électeurs ne seront pas défranchisés à cause d'une erreur possible. Qu'on garde ce qu'il y a de bon dans le bulletin actuel, mais qu'on évite les causes possibles d'erreur.

Le second amendement a pour but de faire respecter la volonté de l'électeur et de lui permettre d'indiquer à quel candidat va sa préférence. Nous proposons d'amender la loi de façon à ce que l'électeur ne soit pas défranchisé et à ne pas invalider les bulletins que le scrutateur a fournis, mais qu'il a omis d'initialer ou sur lesquels il a fait une marque susceptible d'identifier le voteur.

La loi actuelle est injuste. Elle veut que le bulletin non initialé soit rejeté. Le voteur ne doit pas être tenu responsable des erreurs de commission ou d'omission de l'officier-rapporteur. Quand on entre dans un bureau de votation, on ne pense pas toujours à examiner le bulletin qu'on nous remet. Le secret du vote est relativement secondaire si on le compare au droit que possède l'électeur de manifester son sentiment.

Le troisième amendement consiste à classer comme fraude électorale et à rendre passible des peines décrétées pour des actes de corruption électorale, un officier du gouvernement ou un officier d'une commission gouvernementale qui, pour obtenir les souscriptions électorales ou à raison de ces souscriptions et en vue d'influencer le vote, se sert de sa situation pour accorder ou refuser des faveurs gouvernementales, des permis, contrats, etc. Nous ne voulons pas que les faveurs que peut apporter un gouvernement aux individus lui servent de cabale électorale. Je pense qu'aucune personne honnête ne peut s'objecter à cet amendement.

Nous voulons empêcher certains officiers publics de faire des menaces à l'électeur et nous voulons que les contrôles que le gouvernement peut exercer sur la vie des gens ne lui servent pas à influencer l'élection. Nous désirons que les élections soient libres et honnêtes et nous voulons donner à l'électorat l'occasion d'exprimer le plus clairement possible et sans aucune coercition, son sentiment.

(Applaudissements à gauche)

M. Larivière (Témiscamingue)¹⁰: M. l'Orateur, dans un régime démocratique et parlementaire, le droit de vote est l'essence même de la démocratie. Il y a à peine un an, à la session de l'année dernière, une nouvelle loi électorale a été adoptée par la Législature. La loi électorale de l'an dernier a été longuement et minutieusement étudiée par un comité spécial et, ensuite, elle a été soumise à l'attention de l'Assemblée législative et du Conseil législatif. De plus, avant d'être étudiée en comité spécial de la Chambre, composé des représentants de tous les partis, et ensuite par l'Assemblée législative et du Conseil législatif, la loi électorale adoptée par la Chambre l'année dernière a été longuement mûrie et étudiée par plusieurs avocats et parlementaires distingués qui ont étudié les lois électorales dans de nombreux pays démocratiques et qui ont suggéré des amendements adaptés aux besoins de notre province et à notre situation particulière. Pourquoi la changer si tôt ?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): L'honorable député improvise.
(Rires)

M. Larivière (Témiscamingue): Lors d'un récent recomptage judiciaire, l'honorable juge de la Cour supérieure qui présidait au dépouillement du scrutin a déclaré: "Le bulletin actuel n'est pas parfait, mais l'autre bulletin était encore moins parfait". La loi est beaucoup plus claire et la vérification est plus facile qu'autrefois.

Le chef de l'opposition prétend que dans une récente élection, en Beauce, il y aurait eu 760 bulletins rejetés. Il oublie de dire qu'un très grand nombre de ces bulletins étaient en faveur du candidat élu. Il oublie de mentionner que les 760 bulletins en question ne représentent que 4 % des électeurs. Une défectuosité de 4 %, on le conviendra, n'est pas bien loin de la perfection humaine possible.

Somme toute, à l'instar des institutions humaines, la loi de l'an dernier est sans doute perfectible, mais elle constitue une immense amélioration sur toutes les législations précédentes en ce qui concerne le respect du secret et de la liberté du vote. Il ne serait ni sage ni convenable de chambarder une nouvelle législation dont le mérite et les améliorations énormes qu'elle apporte recevront, au fur et à mesure que la loi sera appliquée, l'approbation de tous ceux qui veulent garantir les deux fondements essentiels à l'exercice des prérogatives démocratiques: le secret et la liberté du vote.

Les théories et les déclarations du chef de l'opposition feraient rire si elles n'indiquaient pas une mentalité bien pénible chez un chef de parti. Quelle audace! Lui, l'associé et le collègue solidairement responsable d'administrations qui ont donné le spectacle d'un vote à 110 %, de corruptions électorales effrénées, d'abus sans nom. Le chef de l'opposition et son parti, qu'il ne faut pas confondre avec le Parti libéral, sont encore abasourdis de l'écrasement richement mérité qu'ils ont subi dans la Beauce. Ils devraient être meilleurs perdants; suivant l'expression populaire, ce ne sont pas de bons "sports".

Nous avons trop de problèmes importants à régler pour perdre un temps précieux dans des discussions partisans stériles ou dans des jérémiades de politiciens qui ne savent pas respecter l'opinion des électeurs. Ce n'est pas parce qu'un parti politique a perdu une récente élection qu'il faut que tout de suite on modifie cette loi qui a donné d'excellents résultats. Je laisse à la Chambre et à l'électorat le soin d'apprécier comme il convient, l'électorat de Beauce l'a fait d'ailleurs de façon éclatante, la conduite, les théories et les déclarations du chef de l'opposition.

M. l'Orateur, je n'en dirai pas davantage aujourd'hui, mais lorsque nous discuterons les méthodes électorales frauduleuses et les manœuvres adoptées par nos adversaires politiques.

M. Larivière (Témiscamingue): J'ai donc l'honneur de proposer, appuyé par le représentant d'Abitibi-Ouest (M. Lesage) que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative s'oppose à la deuxième lecture du bill modifiant la loi électorale de Québec:

a) parce que ce bill favorise la violation du secret fondamental du vote populaire;

b) parce que ce bill encourage les nombreux abus et les nombreuses fraudes électorales du passé que réprouve et prévient la loi électorale, 9 George VI, chapitre 15;

c) parce que ce bill met de côté les améliorations efficaces que consacre le statut 9, George VI, chapitre 15, lequel statut garantit la liberté et le secret du vote;

d) parce que ce bill tend à diminuer la punition des offenses mentionnées et qui sont plus sévèrement punies par les lois actuelles."

(Sourires à gauche)

(À la fin de son discours, M. Larivière envoie à l'Orateur son amendement et son allocution.)

M. l'Orateur rit, arrache l'amendement attaché au laïus et jette celui-ci sur sa table.

(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): M. l'Orateur, en entendant l'honorable député de Témiscamingue nous lire son pamphlet électoral, je me suis dit: "Mais il va être ministre" et j'ai pensé que l'honorable député de Deux-Montagnes, que j'ai recommandé pour le nouveau portefeuille, devrait surveiller ses intérêts.

Je me suis opposé à la forme actuelle du bulletin de vote adopté l'an dernier et j'y reste opposé. Lors de l'étude de la loi électorale en comité, je faisais partie du comité, à la dernière session, je me suis vivement opposé à plusieurs articles de la mesure.

Il y a deux endroits, comme l'a dit mon honorable ami le chef de l'opposition, où l'on peut faire sa croix, dans le petit carreau placé au bout du nom du candidat et à côté du nom. Dans ce dernier cas, le vote ne compte pas, l'électeur se voit défranchisé.

En pratique, les noms ne sont pas de la même longueur et ne peuvent tous remplir l'espace blanc. Il est difficile en conséquence d'inciter l'électeur à faire sa croix dans un carré spécial et non pas dans l'espace blanc à côté du nom.

Eh bien, dans une élection, on n'a qu'à imprimer par exemple les noms des deux candidats comme ceci: Maurice Le Noblet Duplessis et L. Casgrain. À côté de L. Casgrain, il y aura un espace blanc, l'électeur y apposera sa croix par mégarde et son vote sera nul. À côté du nom de Maurice Le Noblet Duplessis, il n'y aura pas de place.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'électeur vote pour l'homme.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Oui, mais son bulletin ne comptera plus pour son homme, s'il a fait sa croix au mauvais endroit. Je voudrais que l'électeur ne soit pas obligé de s'en tenir à ce petit carré, mais puisse faire sa croix dans tout l'espace blanc qui suit le nom du candidat, ce qui lui donnerait beaucoup plus d'espace pour exprimer son vote. C'est beau dans les Statuts, quand tous les noms sont de même longueur, mais sans ce bulletin, peut-être qu'un candidat n'aurait pas perdu son dépôt.

Il y a des circonstances où de l'argent a été versé aux électeurs pour influencer leur vote. On en a eu la preuve dans la Beauce. L'honorable député de Beauce (M. Poulin) le sait.

M. Poulin (Beauce): Je vais vous donner la raison pourquoi vos partisans ont voté à côté dans la Beauce. C'est parce qu'ils avaient bu trop de gin.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mon honorable ami est trop intelligent pour prétendre que c'est nous qui donnions le gin dans son élection. C'est sans doute le député de Beauce et ses amis. S'il y avait eu moins de gin dans la Beauce, le député ne serait peut-être pas ici.

L'élection du député est contestée; si j'étais à sa place, je ne ferais pas d'objections préliminaires et je ferais plaider la cause au mérite immédiatement. Mais, le député ne veut pas aller au fond de la cause parce qu'il a peur; il sait qu'il y a eu corruption et que son élection est malhonnête. Il aurait dû se présenter courageusement devant les tribunaux, répondre aux accusations de corruption et dire: "Jugez-moi". Au lieu de cela, il fait des procédures dilatoires.

M. Poulin (Beauce): Je n'ai pas peur de rencontrer les signataires de la pétition contre moi ni de rencontrer leurs avocats. Je vous attends tous!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est probablement la raison des objections préliminaires au cas présenté par ses propres avocats. Si le député de Beauce est si impatient de montrer que son élection a été remportée d'une manière honnête, il devrait permettre que le cas se déroule selon ses propres mérites sans délai.

Mais, le député de Beauce se fait attendre devant les tribunaux puisqu'il a invoqué son immunité parlementaire pour demander la remise de la cause. Et pourquoi cela? Parce que l'Union nationale, je veux croire que ce n'est pas le député qui a fait cela, mais l'Union nationale a donné trop de gin, trop de faveurs gouvernementales, trop de chèques de la province dans la Beauce.

M. l'Orateur: Je crois qu'on est allé trop loin des deux côtés de la Chambre. On est hors d'ordre depuis quelques minutes. Les députés n'ont pas le droit de parler de l'élection de la Beauce. Je les prie de revenir au projet de loi.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je vous remercie de l'impartialité de votre décision, M. l'Orateur. Il faut empêcher les scrutateurs de défranchiser les gens. Nous ne demandons pas de revenir au bulletin d'autrefois, mais nous voulons améliorer le bulletin de l'an dernier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il a été prouvé que la méthode proposée par le chef de l'opposition ouvre la porte à 234 possibilités de fraude.

L'honorable M. Tardif (Frontenac): Il est facile, pour un officier-rapporteur¹¹, de marquer un bulletin pour savoir qui a été payé \$5 pour son vote. Si on dit à un électeur de marquer \$5 au-dessus du nom du candidat qu'il veut appuyer, il perd son vote. Mais, le meilleur moyen de gagner une élection, c'est de se rendre populaire.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il y a 19 ans que je suis député et je n'ai jamais payé \$5 pour un vote. Je remercie l'honorable député de m'apprendre que l'Union nationale donne \$5 par vote.

(Rires)

Je ne savais pas que c'était la méthode de l'Union nationale. Il est maintenant facile de calculer ce qu'a coûté la majorité de la Beauce au parti au pouvoir. Supposons qu'il y a une élection dans Rivière-du-Loup.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Est-ce que l'honorable député va être nommé juge bientôt?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ah non. D'abord parce que je suis recommandé par le premier ministre, ensuite parce que je ne suis pas un lâcheux. J'aime mieux rester fidèle à mon chef et à mon parti que de désertir. Je n'ouvrirai pas mon comté pour permettre au premier ministre de faire ce qu'il a fait dans le comté de Beauce. J'ai des électeurs honnêtes et je veux les garder honnêtes.

Mais, supposons qu'il y a une élection et que les ministres sont tentés de faire de la corruption électorale. Si le député de Québec-Comté (M. Chaloult) était premier ministre, je ne le souhaite pas pour la province et pour l'Angleterre.

(Rires)

Il pourrait lui-même avoir des tentations bien qu'il y ait toujours résisté. Eh bien, nous voulons que la loi défende la corruption électorale par des faveurs gouvernementales. Les amendements proposés dans le bill s'imposent. Ceux qui s'opposent à ces amendements favorisent la corruption électorale.

(Applaudissements à gauche)

M. Dumaine (Bagot): J'ai l'expérience des élections, des contestations et décomptes judiciaires.

Jamais un juge n'a annulé un bulletin sur lequel la volonté de l'électeur était exprimée. Or, par la loi actuelle, un scrutateur peut annuler le bulletin en oubliant volontairement de l'initialier. Il faut mettre fin à cela. La Chambre n'avait pas le droit l'an dernier d'adopter une législation destinée à défranchiser des milliers d'électeurs qui sont exposés à la plus grande confusion avec la loi actuelle et la forme du bulletin que l'on a choisie.

(Applaudissements)

Le demande à la Chambre d'accepter les amendements de l'honorable chef de l'opposition. Nous garantissons que, par ces amendements, nous assurons l'expression libre de la volonté des électeurs et une plus grande honnêteté. Quand le nombre des bulletins déposés dans l'urne correspond au nombre des électeurs inscrits dans le registre quand tout balance, pourquoi annuler cinq ou six votes pour la seule raison que le scrutateur a oublié de mettre ses initiales? Le nouveau bulletin offre les mêmes garanties que le bulletin actuel et lui enlève ses inconvénients.

M. Godbout (L'Islet): Je suis très surpris de l'attitude du premier ministre et du gouvernement. On n'a aucune raison de s'opposer au bulletin que nous proposons. Les amendements proposés n'ont qu'un but: rendre plus efficace la tenue d'une élection et ils assurent la liberté absolue à l'électeur.

Il n'y a rien de plus facile que de faire en sorte que le nom du candidat du gouvernement soit écrit avec les prénoms, tout au long, et celui de l'opposition en abrégé, de telle sorte que vis-à-vis de celui-là, il reste un grand espace blanc où une multitude d'électeurs feraient leur croix au lieu de la faire dans le carré, et se trouveraient alors défranchisés.

Sur le bulletin suggéré par la loi, il n'y a qu'un endroit où l'électeur peut apposer sa marque. Sur le bulletin actuel, il y en a plusieurs, ce qui prête à la confusion. On n'a aucune raison de s'opposer au bulletin que nous proposons. Ce n'est pas de l'imagination quand je dis que 600 votes ont été perdus au décompte, l'an dernier, au cours d'une élection récente, celle de Beauce, par un seul candidat dont le nom était plus court que celui de son adversaire. On a fait la croix à la suite de son nom au lieu de la faire dans le carré. Le candidat élu n'en a perdu que 6 ou 7.

Ce qui compte dans une élection, c'est d'assurer l'expression la plus parfaite de la volonté populaire. Pourquoi prendre une chance d'empêcher cela par une irrégularité des officiers-rapporteurs?

Dans un comté, au cours d'une élection récente, on a tenu des bars ouverts sans que les responsables n'aient été tenus coupables de fraude. Il faut éviter ces abus. Le gouvernement portera une lourde responsabilité si, par sa manœuvre, il prive la population d'élections honnêtes.

(Applaudissements à gauche)

Ces trois amendements ne veulent que rendre l'élection plus libre. Nous voulons seulement améliorer davantage nos mœurs électorales en défendant à un officier public de prendre avantage de ses fonctions pour influencer le vote.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi électorale de l'an dernier est excellente. Elle a été longuement mûrie avant d'être soumise aux Chambres et adoptée. En 1944, nous avons nommé un comité, formé de représentants de tous les partis politiques, chargé d'étudier les lois électorales de tous les pays d'Amérique et d'Europe où fonctionne le système démocratique.

Elle a été préparée dans le but d'assurer deux qualités fondamentales au vote: le secret et la liberté. On a mis dans notre loi la quintessence de ce qu'il y a de mieux dans toutes les lois électorales de tous les pays démocratiques¹² et ce qui pouvait le mieux s'adapter aux besoins de la province.

Autrefois, les bulletins étaient faits de telle façon qu'on pouvait influencer et intimider les électeurs. On leur disait: "vous allez mettre votre croix vis-à-vis de telle ou telle lettre", ou bien, on donnait à l'électeur un bulletin où la croix était mise d'avance et on lui disait: "si vous rapportez un bulletin blanc, nous vous donnerons telle faveur". L'expérience a prouvé que le meilleur moyen d'empêcher l'identification des voteurs, c'est de placer au bout du nom du candidat un carré dans lequel la croix doit être inscrite.

Notre loi de l'an dernier constitue une amélioration énorme. Elle empêche les fraudes et la corruption électorale, si répandues autrefois avec les anciennes lois électorales. Ce n'est pas le temps, lorsqu'elle n'a pas encore un an d'existence, de la chambarder.

Le bulletin actuel empêche qu'on viole le secret du vote et il vise à empêcher qu'on ne marque les bulletins d'avance pour frauder durant la votation. De plus, la présence des représentants des candidats était une autre garantie de l'honnêteté des procédures. Celui qu'on propose ouvre la porte à 234 sortes de fraudes. Les amendements du chef de l'opposition ne feront qu'aggraver la situation et faire disparaître le bien de la loi actuelle.

Il (l'honorable M. Duplessis) énumère les différents genres d'intimidation que l'on peut faire, en temps d'élection. Notre loi prévoit non seulement l'amende, dit-il, mais aussi l'emprisonnement pour ceux qui s'adonnent à des manœuvres frauduleuses. De plus, le Code criminel prévoit déjà les cas que veut couvrir le chef de l'opposition. Il punit ces actes de corruption par 5, 6 et 7 ans de pénitencier. Nous ne voulons pas que ces offenses soient punies moins sévèrement qu'elles ne le sont par le Code criminel. Or, le bill que soumet le chef de l'opposition tend à diminuer la punition des offenses, au contraire.

Notre législation est si bonne qu'un juge de la Cour supérieure, en présidant récemment un recomptage judiciaire, a déclaré que notre loi électorale est de beaucoup plus avantageuse que l'ancienne.

M. Lemieux (Beauharnois): Le gouvernement devrait obliger l'imprimeur à imprimer tous les noms des candidats au long ou alors est-ce que l'on ne pourrait pas adopter un moyen terme en décrétant que la dernière lettre du prénom du candidat devra toucher l'extrémité de l'espace blanc?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des noms plus courts.

M. Godbout (L'Islet): C'est là que la confusion devient possible.

M. Chaloult (Québec): Si la loi de l'an dernier marque une grande amélioration, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas moyen de l'améliorer davantage. Si un candidat a perdu 600 votes par suite d'une irrégularité ou parce que la forme du bulletin prête à la confusion, il y a lieu de corriger et de perfectionner.

L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri): Dans mon comté, en 1944, 40 bulletins d'un seul "poll" ont disparu.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le bill de l'honorable chef de l'opposition tend davantage à consacrer et à préserver le secret et la liberté du vote. Ceci constitue une amélioration. Nous devrions être d'accord et l'adopter.

M. Hamel (Saint-Sauveur): C'est une très mauvaise méthode que de mettre sur le dos de l'électeur les erreurs des officiers-rapporteurs. Dans un comté comme le mien, formé en grande partie

d'ouvriers, il n'est pas toujours facile de trouver des officiers-rapporteurs¹³ parfaitement qualifiés. S'ils font une erreur, c'est l'électeur qui est défranchisé.

Le bill ne vise qu'à assurer la libre et facile expression de l'opinion publique dans une élection. La loi Godbout évite toute erreur parce que le bulletin proposé laisse l'espace blanc jusqu'au bout du bulletin. L'électeur ne peut donc pas se tromper et il n'y aura plus lieu d'annuler des votes. Si nous ne changeons pas la loi, des milliers d'électeurs perdront leur vote. Le juge dont on a parlé a dit que le bulletin n'était pas parfait. Perfectionnons-le.

(Applaudissements à gauche)

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Dans le comté de Mercier, le décompte judiciaire a duré un mois. Tous les avocats et les notaires de l'Union nationale étaient là pour trouver des erreurs mais on ne m'a pas empêché d'être proclamé élu. La majorité avait voté pour le candidat libéral.

(Applaudissements)

Il y a eu de petites erreurs. Par exemple, un voteur de l'Union nationale avait signé son nom, une électrice du Bloc avait écrit son nom et son adresse sur son bulletin.

(Rires)

Un libéral avait écrit: "Je vote pour le meilleur".

(Nouveaux rires)

On le voit, il n'y avait pas tant d'erreurs qu'on le prétend sous l'ancienne loi. Mais la nouvelle loi peut donner lieu à des abus. Il faut modifier dans l'intérêt de tous.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au député d'attendre le débat sur les crédits pour soulever la question. Je lui promets un beau débat, en bonne et due forme.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gatién, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 47.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Chaloult, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Laurendeau, Leduc, Lemieux, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Nadon, O'Connor, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Sylvestre, 33.

Ainsi, l'amendement est adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant à neuf heures ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 10 avril 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 9 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Établissement des jeunes

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 53 pour faciliter l'établissement des jeunes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 53.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de conclure, avec l'autorisation de la Chambre, des ententes avec Ottawa pour l'établissement des jeunes de chez nous.

Adopté.

Demandes de documents:

Ponts à péage

M. Joyal (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Quels sont les ponts, construits ou autrement acquis par le gouvernement de la province, sur lesquels des péages ont été perçus dans le passé.

2. En quelle année a été achevée la construction ou a été faite l'acquisition de chacun de ces ponts, par la province.

3. Quel a été, pour la province, le coût de construction ou d'acquisition de chacun de ces ponts.

Adopté.

Projets de loi:

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 47 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que le paragraphe 4 de l'article 289 de la loi des tribunaux judiciaires, modifié par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 19, soit de nouveau modifié en remplaçant le mot "trente" dans la deuxième ligne, par le mot "trente-trois".

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 47.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 47 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi porte de 30 à 33 le nombre des juges de la Cour des magistrats, limite à 25 le nombre des juges de la Cour des sessions de la paix, qui est actuellement de 19. Le gouvernement veut organiser un système pour éviter autant que possible les procès par jury.

M. Bienvenue (Bellechasse): C'est-à-dire que vous pourrez en nommer six nouveaux? Le gouvernement s'organise pour pouvoir faire plusieurs nominations de juge.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond qu'il pourrait en nommer autant qu'il le veut, à l'heure actuelle, puisque la loi ne fixe pas de limite.

La loi assure la retraite des juges Métayer et Lemay, et c'est pour cela que nous réduisons à 24 le nombre d'années de services d'un juge qui peut

prendre sa retraite. Le juge A. Métayer de Québec va prendre sa retraite avec son plein salaire, conformément à la clause qui permet une telle chose aux juges de 65 ans qui siègent depuis 20 ans.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Pourquoi 24 ans?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons amender le bill et dire 20¹⁴ ans au lieu de 24. C'est conformément à cette clause que le juge J. H. Lemay de Sherbrooke va prendre sa retraite. En réponse au chef de l'opposition, il n'est pas question que l'honorable juge J.-Hugues Fortier, juge en chef des Sessions de la paix à Québec, prenne sa retraite. Il fait l'éloge du juge H. Fortier, actuellement malade et qui reprendra l'exercice de ses fonctions s'il revient à la santé. Je lui ai accordé un congé de six mois, dit-il. La loi permet au gouvernement de nommer six juges de plus à la Cour des sessions de la paix.

M. Bienvenue (Bellechasse): Trois nouveaux juges de la Cour des magistrats, six nouveaux juges des Sessions et deux juges de la Cour des magistrats à remplacer: le gouvernement nommera 11 nouveaux juges. Je voudrais savoir combien est-ce que ça va coûter à la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne saurais dire. Les juges provinciaux ont \$6,000 et \$7,000 de traitement annuel selon qu'ils ont ou n'ont pas double juridiction civile et criminelle. C'est une anomalie¹⁵.

M. Bienvenue (Bellechasse): Ce sont les contribuables qui paient.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les cours provinciales prennent de l'importance et nous allons augmenter leur juridiction par une autre loi.

Les articles 1 à 8 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 47 après l'avoir amendé.
Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Code municipal

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 modifiant le Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de donner une plus large autonomie et des pouvoirs accrus aux municipalités. D'ailleurs, le bill vient à la suite des représentations de l'Union des municipalités. En vertu de l'article 4, la qualification foncière des membres du conseil municipal s'établira désormais par la valeur de leurs biens-fonds telle que portée au rôle d'évaluation, sans égard aux charges grevant ces biens fonds.

Les municipalités auront aussi le droit de s'associer pour acheter des outillages pour l'entretien des chemins, et elles pourront acheter ou exproprier des systèmes d'égout et d'aqueduc existant dans leurs limites. Elles pourront aussi pourvoir à l'éclairage de la municipalité, aux frais de la corporation ou d'une partie de la municipalité, aux frais des contribuables de cette partie de la municipalité.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 46 sans l'amender.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Abolition de la prime à la production du fromage

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 3 avril 1946, pour la production d'une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, un de ses ministres ou officiers et toute personne ou association relativement à l'abolition de la prime sur le fromage, du 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 15 février 1946 inclusivement. (Document de la session no 34)

Commissaires d'écoles de Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose que le bill 169 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin, dans le comté de Dorchester, ayant pour objet de favoriser l'instruction publique, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose que le bill 116 concernant le Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne au Canada, ayant pour objet la propagation d'un culte religieux, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Woman's General Hospital

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose que le bill 102 refondant et modifiant la charte de The Woman's General Hospital, ayant pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique et de charité, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Charte de Farnham

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que, vu qu'il a été décidé de ne pas procéder à la présente session à l'étude du bill 111 intitulé: Loi modifiant la charte de la ville de Farnham, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction¹⁶.

Adopté.

Association des auditeurs publics

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill 162 constituant en corporation l'Association des auditeurs publics accrédités de Québec, ayant été retiré, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1946-1947 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 9 avril courant, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)¹⁷: Je félicite le trésorier (l'honorable Onésime Gagnon) d'être revenu à son siège, après une longue maladie. Mais, si je peux féliciter le trésorier provincial de son retour à la Législature, je ne peux pas féliciter le gouvernement sur son administration financière. Je ne partage pas l'enthousiasme des ministres pour le surplus de \$1,751,000 annoncé pour 1945-1946, ni pour le surplus probable de \$349,350 pour la présente année fiscale.

Le budget du trésorier ne donne pas une image fidèle de la situation financière de la province. Le discours sur le budget m'a rappelé les trois premières années où le gouvernement de l'Union nationale était au pouvoir, lorsque les dépenses avaient atteint un niveau élevé record. La dette provinciale avait connu des sommets fantastiques et

on pouvait dire qu'en règle générale la population était alarmée par la situation financière et l'augmentation sans cesse croissante du budget de la province.

Avec le retour de l'Union nationale au pouvoir, après cinq ans dans l'opposition, les mêmes signes alarmants font surface dans la gestion des finances de la province. Le premier budget de l'Union nationale, celui de l'an dernier, constituait déjà un record par les dépenses annoncées tandis que celui de cette année est encore plus élevé; il dépasse de \$8,000,000. Il n'y a pas de présomption quant à la réduction du fardeau fiscal de la population. Si on continue, le peuple n'aura plus aucune confiance dans le système budgétaire.

Au sujet des dépenses, les chiffres n'incluent pas les millions de dollars en dépenses autorisées par un Statut spécial. Ceci représente encore plusieurs millions de dollars.

Actuellement, le gouvernement dépense à une allure de \$2,000,000 par semaine. En ce qui regarde ces dépenses, ne soyons pas surpris s'il n'y a pas d'amélioration au niveau de la dette nette depuis que le gouvernement est au pouvoir. En fait, la dette nette de la province, en dépit de l'augmentation des revenus, a été augmentée de \$236,000 en date du 31 mars 1946, elle est plus élevée que le 31 août 1944 lorsque les Libéraux ont cédé le pouvoir.

En date du 31 août 1944, la dette de la province s'élevait à \$385,481,000; le 28 février 1946 elle s'élevait à \$413,000,000. Les bons du Trésor pour la première date totalisaient \$35,250,000, en 1946 ils s'élevaient à \$7,000,000. En 1944, les découverts bancaires atteignaient \$2,010,000 et en 1946 ils étaient à \$2,737,000. La dette consolidée était de \$423,248,000 au 28 février 1946 et au 31 août 1944, elle n'était que de \$422,741,000. Il y a eu augmentation de \$507,000 dans la dette publique depuis le départ des libéraux.

Dans son deuxième budget, le trésorier a établi un nouveau record, encore une fois et le budget pour l'année 1946-1947, avec des dépenses prévues à \$107,965,650, est maintenant le plus gros budget à avoir été présenté devant l'Assemblée législative. Je dis le plus gros, M. l'Orateur, parce qu'en 1938-1939, lorsque l'Union nationale a dépensé la somme de \$110,000,000 qui était le montant le plus élevé à être dépensé en une année, le budget n'était que de \$80,099,741.61. Alors, comme vous le voyez, c'est vraiment un nouveau record. Avec le penchant des gouvernements de l'Union nationale à dépenser de l'argent et en face de l'expérience des 12 derniers mois pour nous inspirer,

il est justifié d'affirmer que le gouvernement va dépenser au moins \$115,000,000 dans l'année qui vient.

Exactement comme l'année dernière, le gouvernement va trouver convenable d'émettre des mandats spéciaux. Il va encore utiliser les autorisations légales et il va encore présenter un budget des dépenses supplémentaires, et lorsque toutes les dépenses seront ajoutées, je doute fort bien qu'elles seront inférieures à \$115,000,000.

C'est de l'imprévoyance érigée en système. L'an dernier, le gouvernement a perçu \$13,000,000 de revenus additionnels. Pourquoi alors, dans le passé, l'Union nationale qualifiait-elle le régime libéral de régime de taxeux? Pourquoi aussi l'Union nationale n'a-t-elle pas aboli la taxe de vente, comme son chef l'a si souvent promis? Pourquoi le premier ministre ne présente-t-il pas maintenant le bill d'abolition qu'il demandait à la Chambre de voter quand il était dans l'opposition et condamnait avec force la taxe de vente?

Il (M. Marler) démontre ce qu'il a qualifié d'erreur de la part du trésorier, dans son discours sur l'électrification dans les régions rurales. Ce n'est pas une bonne chose que de faire une comparaison avec la politique des Libéraux pendant la période allant de 1939 à 1944, car c'étaient des années de guerre. On peut dire la même chose au sujet de la politique du drainage. L'année dernière, \$1,000,000 ont été votés. Cette année, ce montant a augmenté de plusieurs millions de dollars. Cependant, les montants dépensés indiquent une diminution et, de plus, on compte beaucoup sur la coopération du fédéral, si le programme annoncé est mené à bien.

Avec la possibilité d'obtenir une source de revenu de \$14,800,000 de la taxe de vente et plus de \$93,000,000 de revenu provenant d'autres sources, le Trésor peut très bien donner un peu d'encouragement à la construction d'habitations et au financement de ce type de constructions, et financer de telles constructions. Je suggère deux mesures qui n'affecteront pas beaucoup le revenu prévu, mais qui procureront des résultats bénéfiques, selon moi.

Je suggère premièrement que le gouvernement modifie la loi en vigueur. On pourrait facilement, avec les revenus dont on dispose, simplifier la procédure, réduire le coût élevé de la forclusion dans le cas des petites propriétés. Ces coûts sont excessivement élevés et la possibilité d'avoir à les rencontrer dans l'éventualité d'une forclusion joue au désavantage des propriétaires de maison de la province qui veulent se bâtir de petites maisons avec de l'argent emprunté. Dans le cas d'une petite

maison évaluée disons à \$5,000, le coût de la mainmise, soit la publicité, les honoraires du shérif, les frais légaux, etc., et de l'exécution peut se monter souvent à \$450.

Pour se protéger contre l'éventualité de payer ces coûts, le prêteur réduit le montant des sommes qu'il peut prêter avec la conséquence que l'emprunteur doit déboursier autant d'argent lui-même. Le revenu provenant des taxes en question est négligeable, mais le danger d'avoir à les payer est assez pour empêcher les emprunteurs de jouir aussi pleinement que leurs voisins de l'Ontario des prêts disponibles par l'entremise de la loi nationale sur l'habitation. La correction de la situation en simplifiant les procédures de forclusion et en éliminant les taxes inutiles sur les ventes par le shérif aiderait à faciliter la construction de nouvelles habitations, ainsi que l'achat de maisons chez la classe ouvrière.

Ma suggestion est que le gouvernement exempte de la taxe de vente les matériaux, les fournitures et l'équipement utilisés dans la construction de petites propriétés. Les coûts de construction sont déjà très élevés et l'exemption aux articles utilisés pour la construction des maisons réduirait les coûts, surtout si l'exemption s'appliquait aussi à la taxe de vente des municipalités. Ceci aurait un effet négligeable sur les revenus du gouvernement, mais une telle exemption serait un encouragement tangible pour le constructeur d'habitations.

Comme l'indiquait le trésorier, la province doit trouver une solution aux trois problèmes financiers, qui sont les suivants: 1 - le problème financier des commissions scolaires, 2 - le règlement avec les actionnaires de la Montreal Light, Heat and Power, 3 - le problème des futurs rapports financiers entre la province et le fédéral. Comme il semble être l'intention du gouvernement d'introduire une loi pour s'occuper des problèmes financiers des écoles, je dois simplement exprimer mon désappointement, que le gouvernement ne propose pas de faire une part plus grande aux octrois destinés aux commissions scolaires. Même si, comme je l'ai dit précédemment, les prévisions sont de \$8,000,000 de plus cette année que l'année dernière, les dotations pour l'aide aux écoles et pour l'éducation en général sont pratiquement les mêmes que l'année dernière; je trouve ça très désappointant.

Le comité d'arbitrage qui doit faire une offre aux actionnaires de la Montreal, Light, Heat and Power n'a pas encore tenu une seule séance et, cependant, l'honorable trésorier provincial a dit à la Chambre qu'il se faisait quelque chose enfin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): non-sens.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): L'an dernier, quand le premier ministre a changé la loi de l'expropriation, nous avons dit que c'était un non-sens. Mais, cette année ce sont les actionnaires qui commencent à trouver que le gouvernement n'a pas de sens dans sa façon de les traiter. Jamais des expropriés n'ont été victimes d'une pareille injustice. Jamais dans l'histoire des provinces n'y a-t-il eu une négligence si flagrante des simples principes de droit et d'équité ou d'une indifférence si brutale de la souffrance de ceux qui ont été dépouillés de leur propriété. Et la responsabilité retombe sur le gouvernement de l'Union nationale.

Il y a deux ans que la province a pris possession de la Montreal Light, Heat and Power Company. L'Hydro-Québec retire des revenus substantiels depuis ce temps. La province en bénéficie. À la dernière session, on nous a fait voter une loi prévoyant la nomination de trois arbitres. Plusieurs mois après la sanction de la loi, les arbitres ont été nommés. Cette année, l'honorable trésorier nous annonce qu'il se fait enfin quelque chose. Mais, la vérité c'est que les arbitres n'ont pas encore tenu une seule séance et aucune offre n'a été faite jusqu'à présent aux actionnaires. Il n'y a aucune justification à l'inaction du gouvernement actuel depuis un an.

Au sujet des relations entre le fédéral et la province dont il sera question à la conférence qui se déroulera bientôt à Ottawa, il est malheureux, dit-il, que le gouvernement n'ait pas jugé à propos de dire au peuple quelle est la politique qu'il poursuivra dans ses discussions avec le fédéral. L'Assemblée législative doit se satisfaire de vagues déclarations du premier ministre au sujet de ce qui a été fait ou de ce qui sera fait. J'aimerais souligner à la Chambre le besoin de placer la province dans une position lui permettant de jouir au maximum des avantages de tout programme fédéral conçu pour fournir de l'aide financière pour l'exécution de travaux publics utiles. Les autres provinces en profitent. Pourquoi Québec n'en profiterait-il pas?

La ville de Montréal possède un programme détaillé des projets nécessaires et pour lesquels des plans ont été préparés, ou sont en voie de l'être, et je suis certain que nos citoyens ne veulent pas apprendre que d'autres municipalités du Canada recevront de l'aide provenant d'un plan global fédéral-provincial, pendant que nous, de la province de Québec, sommes exclus de ce plan et ne recevons aucune aide d'aucune sorte du fédéral.

Mes honorables collègues se souviendront que le gouvernement de l'Union nationale, lors de son mandat de 1936-1939, avait refusé la permission aux municipalités du Québec de prendre avantage de l'offre du fédéral favorisant des prêts à long terme à 2 % pour les travaux publics qui s'amortissaient d'eux-mêmes, et ce n'est qu'en 1940, sous le gouvernement Godbout, que l'on a passé une loi pour autoriser les municipalités de la province à bénéficier du programme fédéral. J'espère que ce n'est pas l'intention du gouvernement actuel de ne pas permettre encore une fois aux municipalités du Québec de bénéficier d'un tel programme fédéral.

La deuxième chose que j'aimerais dire, c'est que, suite à la lecture et à la relecture du discours du trésorier sur le budget, je pense avoir trouvé une note qui n'augure rien de bon quant au succès de la conférence entre le fédéral et les provinces qui se déroulera à la fin du mois. Personne ne s'attend à ce qu'une province fasse des concessions qui pourraient compromettre sa capacité à s'acquitter des fonctions dont elle est responsable selon la Constitution. Personne ne s'attend à ce qu'une province compromette son autonomie financière, mais ce serait préférable que les représentants des provinces réalisent que l'autonomie financière est simplement un autre terme pour l'indépendance financière.

Une indépendance financière peut être assurée en deux étapes. Premièrement, garder toutes les dépenses dans des limites du raisonnable - et ceci est une recommandation que le présent gouvernement ne semble pas comprendre - et, deuxièmement, être en mesure de payer pour ces dépenses en ayant des sources de revenu adéquates provenant soit de taxes, d'ententes ou d'ailleurs. Une entente avec le fédéral avec une compensation adéquate pour la province ne va en aucun cas compromettre l'autonomie financière de la province. On ferait beaucoup pour stimuler la prospérité du Canada en assurant en même temps le bien-être de notre province.

(Applaudissements à gauche)

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je ne parlerai guère du budget proprement dit. Ce sont là des tournois classiques entre trésoriers et anciens trésoriers. L'ampleur du budget, qui est le plus considérable de notre histoire, ne me scandalise pas. Ce qui importe, c'est de savoir comment l'argent est dépensé. Je déplore que les chiffres soumis à la Chambre dans le discours du trésorier ne tiennent pas compte du logement urbain, ni du crédit ouvrier qui auraient dû occuper l'une des premières places.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La question du logement est une responsabilité fédérale.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je considère que c'est une responsabilité provinciale. Le gouvernement néglige cyniquement l'un des problèmes les plus urgents et importants du jour en agissant de la sorte. Je réitère que l'institution d'un tel système va atténuer la crise dans l'habitation en général et va aider les membres des classes ouvrières à construire leurs propres maisons.

Mes remarques porteront sur la question la plus importante: celle de l'autonomie fiscale de la province. Il est faux de prétendre, comme l'a fait le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson), que Québec a tiré avantage de l'entente de 1942. Par cette entente, le fédéral a gelé nos revenus dans ce domaine à \$20,000,000 par année. De la sorte, quoi qu'en dise l'ex-trésorier provincial, Ottawa a arraché à notre province en trois ans, au moins \$30,000,000.

Le trésorier provincial a insisté sur l'autonomie fiscale de 1846 et sur l'alliance La Fontaine-Balwin qui l'a rendue possible. Cette insistance paraissait significative. Elle semblait présager une entente Drew-Duplessis. Dois-je avouer qu'une telle entente ne me scandaliserait nullement, pas plus que ne m'aurait scandalisé en 1941 une entente Godbout-Hepburn, à deux conditions: 1) pourvu que cette entente avec un chef ontarien dont on ne partage à peu près aucune idée se limite à défendre des intérêts vraiment communs; 2) à condition qu'elle aboutisse à la sauvegarde de la véritable autonomie fiscale.

L'impôt sur le revenu représente tout de même des possibilités énormes. Il est le plus important à garder, pour la province de Québec, puisque dans une seule année, le fédéral a perçu \$480,000,000 dans le Québec, suivant les chiffres officiels. Si d'autres provinces peuvent se désintéresser de cette taxe, tel ne doit être le cas pour la nôtre. Le citoyen québécois est un de ceux dont le revenu rapporte le plus à Ottawa. Il a payé en 1942-1943 au fisc fédéral \$7.08 de plus que la moyenne des Canadiens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il ne faut pas se servir de ce chiffre de \$480,000,000 comme base parce qu'il constitue le revenu total perçu en pleine période de guerre. Par conséquent, il s'agit là d'un chiffre et d'une prospérité factices et absolument transitoires, qui ne représente pas la véritable situation.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) passe en revue les propositions du fédéral. Si nous cédon

l'impôt sur le revenu, dit-il, Ottawa nous paiera un octroi de \$40,000,000 à \$60,000,000. Céder une possibilité de \$480,000,000 contre une promesse de \$60,000,000. Se moque-t-on de nous? Le revenu serait gelé. Notre gouvernement serait le pensionné du gouvernement d'Ottawa. Il aurait perdu son autonomie fiscale. Ce serait la ruine de sa souveraineté, l'impossibilité de fournir une législation sociale nécessaire: logements, aide aux familles, secours aux chômeurs, grands travaux publics, etc.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

S'il y a une responsabilité provinciale dans le domaine du logement, il y a aussi une responsabilité fédérale. Et les responsabilités fédérales en matière de logement sont infiniment plus grandes que les responsabilités provinciales parce que la crise du logement a été décuplée par la politique d'Ottawa et ses conséquences sur la migration de populations, le contrôle des matériaux et de la main-d'œuvre, etc. Par ses paroles, le député de Laurier fournit des arguments aux centralisateurs qui veulent imposer aux provinces des responsabilités financières qui découlent des actes d'Ottawa et qui devraient être assumées par Ottawa.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): S'il faut abandonner à Ottawa tous les domaines où il y a eu du chambardement à cause de la guerre, ce n'est pas seulement le logement, mais une foule d'autres choses qu'il faut abandonner. J'admets que la crise du logement a été aggravée par la guerre, mais elle existait avant la guerre. L'orientation de la politique du logement a une grande influence sur nos mœurs. Elle découle de la conception que nous avons de la famille. Et notre conception à nous n'est pas la même que celle d'Ottawa. Si nous perdons l'initiative dans le domaine du logement, c'est une brèche à notre système familial. C'est pourquoi le logement doit rester responsabilité provinciale.

Le fédéral veut s'emparer de nos revenus pour payer le prochain milliard à l'Angleterre et pour financer la prochaine guerre. Le premier ministre a dit qu'il ne laissera pas le fédéral intervenir dans le domaine de la santé publique et je l'en félicite. Je me demande cependant s'il va défendre la plénitude des droits dans l'ordre social.

Le premier ministre a fait preuve d'intransigeance touchant l'impôt sur les successions, mais c'est le moins considérable des impôts directs. Il (M. Laurendeau) insiste enfin sur l'impôt sur le revenu des corporations et l'impôt sur le revenu des individus et signale le danger de céder l'impôt sur les revenus personnels.

Il propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Lemieux), que le débat soit de nouveau ajourné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Aucun autre membre de l'Union nationale ne va prendre part au débat. En fait, il n'y aurait qu'un orateur du côté de la droite, le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) lui-même, qui a droit de réplique. Le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) ne va probablement pas exercer son droit de réplique. Il va seulement le faire si le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) ou le député de Montmorency (M. Dumoulin) disent quelque chose d'une importance exceptionnelle et que le gouvernement juge qu'il est nécessaire ou préférable d'y répondre.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à trois heures de après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 40¹⁸.

NOTES

1. M. Duplessis est né à Trois-Rivières, le 20 avril 1890. Il est donc âgé de 56 ans.

2. M. Barré remplace l'honorable Onésime Gagnon qui est absent, selon *Le Canada*, 11 avril 1946, à la page 14.

3. Le père du premier ministre, M. Nérée Le Noblet Duplessis, a été notamment avocat, juge à la Cour supérieure du district de Trois-Rivières de 1914 à 1926 et député conservateur à l'Assemblée législative dans la circonscription de Saint-Maurice de 1886 à 1900.

4. Hector Perrier a été député libéral à l'Assemblée législative dans la circonscription de Terrebonne et

secrétaire de la province dans le cabinet Godbout de 1940 à 1944.

5. Il offre ses vœux au nom de la minorité anglaise libérale de la province, selon *Le Soleil*, 11 avril 1946, à la page 10.

6. Il s'exprime au nom de la minorité irlandaise de la province de Québec, selon *Le Soleil*, 11 avril 1946, à la page 10.

7. *L'Action catholique*, 11 avril 1946, à la page 17, rapporte le mot "guerroyé".

8. En 1940, selon *Le Canada*, 11 avril 1946, à la page 2.

9. Dans la soirée, le premier ministre fut l'invité d'honneur d'un banquet, au Café du Parlement, qui lui fut offert par les ministres, députés et conseillers législatifs de son parti. On profita de la circonstance pour présenter au chef du gouvernement deux œuvres de Suzor Côté en bronze représentant un vieux et une vieille, selon *Le Soleil*, 11 avril 1946, à la page 10 et *Le Canada*, 11 avril 1946, à la page 2.

10. M. Larivière lit un texte, selon *L'Action catholique*, 11 avril 1946, à la page 17.

11. Un scrutateur, selon *L'Événement*, 11 avril 1946, à la page 10.

12. Dans toutes les lois électorales du monde, selon *L'Action catholique*, 11 avril 1946, à la page 17.

13. On peut lire des "directeurs de scrutin" plutôt, dans *La Presse*, 11 avril 1946, à la page 12.

14. 21 ans, selon *The Gazette*, 11 avril 1946, à la page 7.

15. Le journaliste du *Canada*, 11 avril 1946, à la page 14, ajoute que cela laisse entendre que les juges recevront un égal traitement et que celui-ci sera un peu plus élevé. Il ne faut pas oublier, dit-il, que les records de Montréal viennent de voir porter leur traitement à \$8,000 par l'Assemblée législative. C'est un signe précurseur pour les juges.

16. Ce bill ne figure pas à l'index des *Journaux de l'Assemblée législative*.

17. M. Marler parle en anglais, selon *L'Action catholique*, 11 avril 1946, à la page 8.

18. 11 h 45, selon *Le Canada*, 11 avril 1946, à la page 2 et *The Montreal Daily Star*, 11 avril 1946, à la page 5.

Première séance du jeudi 11 avril 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 157 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun. Le préambule de ce bill a aussi été amendé;

- bill 164 constituant la corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec.

Explications sur des faits publiés:

Article paru
dans *L'Événement*

M. Godbout (L'Islet): Un journal local¹ a publié aujourd'hui un article erroné au sujet du projet de loi du premier ministre modifiant la loi des tribunaux judiciaires, le bill 47. Il a été voté en troisième lecture sur division et non pas à l'unanimité.

Projets de loi:

Commission des écoles catholiques
de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 157 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 157 sans l'amender.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Corporation des instituteurs
et institutrices catholiques

M. Gatién (Maisonneuve) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 164 constituant la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 164 sans l'amender.

M. Gatién (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Cour de
magistrat de district

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 concernant la juridiction de la Cour de magistrat de district soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Cour de circuit est disparue, pour toutes fins

pratiques, dans la province. La Cour de magistrat est le tribunal provincial par excellence. À l'heure actuelle, il y a congestion devant nos cours de justice, dont à la Cour supérieure, les rôles sont surchargés de causes et ce sont les justiciables qui en souffrent.

Le présent bill a pour objet d'attribuer à la Cour de magistrat de district juridiction jusqu'à concurrence de \$200 dans les actions personnelles ou réelles. À l'heure actuelle, cette juridiction est de \$100. On remédiera à cet état de choses et on libérera les rôles de la Cour supérieure. En même temps, nous augmentons la juridiction et l'importance de la Cour des magistrats pour décongestionner la situation et faire de l'économie, en réduisant les dépenses. Le bill n'affecte pas, cependant, les causes pendantes qui pourront être décidées par le tribunal où elles sont inscrites.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Les raisons invoquées par le premier ministre peuvent frapper l'imagination, de prime abord, mais ne sont pas très profondes. Il y a peut-être congestion à la Cour supérieure de Montréal, mais on ne se plaint pas à Québec ou ailleurs. Comment peut-on diminuer les frais puisque le tarif des avocats n'est pas changé? En augmentant la juridiction de la Cour de magistrat, on ne diminue pas les frais. Et puis, si on donne aux magistrats de district une partie de la juridiction des juges de la Cour supérieure, on devrait au moins les traiter comme ces derniers.

M. Bienvenue (Bellechasse): La possibilité d'une réduction de dépenses est plus que douteuse, car les juges de la Cour supérieure sont payés par le fédéral et les juges de la Cour des magistrats, par la province. Jusqu'ici, les causes de \$100 à \$200 allaient devant les juges de la Cour supérieure, qui sont payés par Ottawa. Avec le bill 50, on les soumet aux magistrats de districts qui sont payés par la province. Je ne dis pas que le bill est mauvais, mais c'est la province qui va payer pour tout cela. Au lieu de faire des économies, la province se charge d'un nouveau fardeau, un fardeau d'autant plus lourd que le gouvernement vient de se faire autoriser à augmenter de 30 à 33 le nombre de magistrats.

Il faudra donc nommer de nouveaux magistrats et, en outre, payer leurs frais de déplacement. Où le procureur général va-t-il loger tous ces juges de la Cour des magistrats? Il faudra faire de nouvelles constructions pour les loger, car il n'y a plus de place dans les palais de justice pour les juges actuels au Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous voulons améliorer l'administration de la justice. La gauche et le député de Bellechasse sont mal venues de ramener cette question importante uniquement à des considérations de piastres et de cents. Il s'agit, au contraire, d'un projet de loi d'ordre public qui augmente les droits de la province dans le domaine judiciaire et consacre le principe de la décentralisation judiciaire. Nous allons laisser l'opposition à son matérialisme et légiférer dans l'intérêt public.

(Mouvements divers à gauche)

Les juges ont des traitements insignifiants, mais c'est la faute du fédéral qui impose des taxes. Je ne parlerai pas des 30 deniers et du personnage qui a laissé un triste nom dans l'histoire. Nous voulons affirmer et augmenter les droits de la province, faire respecter nos traditions, être maîtres chez nous.

M. Dumoulin (Montmorency): Il y aura bientôt un juge par cause.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'honorable député n'a pas le droit de parler de la loi votée hier.

M. Dumoulin (Montmorency): Je réponds aux remarques du premier ministre. La loi à l'étude est le pendant de celle d'hier. Le député de Bellechasse a raison. Il n'y a pas de place pour tous les nouveaux juges dans les palais de justice.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il faut des juges en nombre suffisant pour qu'ils puissent aller aux justiciables. Cela coûte meilleur marché que de payer les dépenses de voyage du juge et du greffier que de 40 témoins. Nous avons diminué le nombre des juges de la Cour des sessions.

(Rires à gauche)

C'est vrai. La loi ne limitait pas le nombre de ces juges et nous l'avons limité à 25.

M. Bienvenue (Bellechasse): Il n'y en a que 19.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre a nommé un si grand nombre de juges qu'il est surprenant qu'il ne se soit pas nommé lui-même.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Votre chef m'a déjà offert un portefeuille.

M. Godbout (L'Islet): (Souriant) M. Taschereau était bien taquin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis un décentralisateur. Ma loi favorise la décentralisation de l'administration de la justice, en la rendant plus expéditive et moins coûteuse.

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): Nous avons une cour à Rigaud depuis quatre ans. Elle existait avant l'Union nationale.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je suis fier des nominations de juges faites par l'administration de mon chef distingué et je crois que le premier ministre a essayé de faire la même chose. Le gouvernement veut ainsi passer des lois pour se faire autoriser à nommer de nouveaux juges. Le premier ministre s'est vanté de vouloir réduire le nombre des juges de la Cour des sessions après en avoir nommé trois nouveaux, depuis son retour au pouvoir, et a nommé cinq nouveaux juges de la Cour de magistrat, à Montréal. Mais, personne n'a jamais songé à nommer des juges de la Cour des sessions en dehors de Montréal et Québec. Je demande au premier ministre d'admettre tout simplement qu'il veut faire des nominations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon honorable ami sait-il que l'honorable Louis Saint-Laurent, ministre de la Justice, m'a écrit afin de me faire part des plaintes des justiciables au sujet de la congestion des rôles, devant les tribunaux de justice? Il m'a dit qu'il était question d'augmenter le nombre des juges de la Cour supérieure dans la province, qui est de 39 actuellement, vu le surcroît de travail auquel ils ont à faire face.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Par la loi 47, le gouvernement s'est fait autoriser à nommer six autres magistrats. De plus, la loi augmente la juridiction des magistrats, mais il n'y a pas d'appel maintenant pour les causes dont la valeur atteint \$199.99. On ne donnera pas satisfaction ni aux juges, ni aux justiciables. Le premier ministre a déjà eu des mots très durs pour les magistrats de district, quand il était dans l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsque le député de Rivière-du-Loup était procureur général, il a reçu des plaintes contre des amis politiques nommés magistrats et qui ne faisaient pas leur devoir.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) défie le premier ministre de citer des cas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dans deux cas, des amis politiques du procureur général du temps ont porté plainte contre un magistrat dont le district n'est pas très loin de Québec.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Les justiciables ont plus de protection à la Cour supérieure, car il y a droit d'appel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'ancien procureur général a-t-il plus confiance aux juges de la Cour supérieure qu'aux juges de la Cour des magistrats?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Lorsqu'il était chef de l'opposition, le premier ministre a attaqué le juge Cannon (Lucien) que nous avons nommé président d'une commission d'enquête sur la police provinciale à Montréal. Il est indigne de la fonction qu'il occupe. Il ne doit pas lancer de la boue sur certains magistrats. Il n'a pas le droit de se servir des dossiers confidentiels du procureur général. Ce n'est pas dans l'intérêt public.

M. Godbout (L'Islet): Cette discussion est inconvenante. Nous ne devrions pas mêler les juges à nos débats. Le peuple les respecte et nous devons les respecter nous aussi. Le premier ministre a tort de parler de nos droits à propos de cette loi. C'est une mauvaise habitude que de soulever la question des droits de la province à propos de tout. Ils sont trop sacrés pour qu'on en parle comme s'ils étaient toujours en péril. Ce sont souvent les gens qui crient toujours au loup qui se font manger par le loup, à la fin.

Que le premier ministre admette donc tout simplement qu'il veut dépenser beaucoup d'argent et que l'objet du bill voté hier avait pour but de lui permettre de nommer onze de ses amis sur le Banc. Il dit que nous ne pensons qu'aux choses matérielles et que l'argent ne l'intéresse pas. Il a parlé du personnage des 30 deniers. On sait que ce triste personnage de l'histoire jeta ses 30 deniers, en disant qu'il était d'un grand désintéressement. La question en jeu est simple: le premier ministre veut nommer des juges. Qu'il les nomme. C'est la province qui paiera.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition procède par insinuation.

M. Godbout (L'Islet):

Je n'ai fait aucune insinuation, j'ai dit que le débat devenait inconvenant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je dirai au chef de l'opposition que si Judas avait vécu en 1942...

M. Bienvenue (Bellechasse): Le premier ministre a fait des incursions dans l'histoire sainte. Il a parlé d'un personnage de triste mémoire, Judas, qui a vendu son maître pour 30 deniers. Probablement à cause du temps pascal.

Je vais lui rappeler l'histoire qui est plus près de nous. Il y a quelques années, un apôtre s'est levé dans la province: M. Paul Gouin. Il a été trahi et abandonné. Le premier ministre pourrait nous dire pour combien de deniers.

(Rires et applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Bellechasse a tort de se conduire de cette façon. Il est déloyal de parler d'un absent, mais on a probablement fait cela pour rappeler que le père de celui dont le député de Bellechasse parle, M. Gouin, a trahi M. Parent².

M. Godbout (L'Islet): Si le premier ministre ne veut rien dire, comme la plupart du temps quand il parle, très bien, mais s'il veut dire quelque chose, pour une fois, je le prie de préciser.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je répondrai au chef de l'opposition par le dicton bien connu: "La première poule qui chante, c'est elle qui pond".

M. Godbout (L'Islet): La poule qui chante tout le temps doit pondre toujours.

(Rires et applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. le président, tout cela arrive parce que vous avez laissé discuter en dehors de la question.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le premier ministre nous prête des motifs que nous n'avons pas parce que nous donnons notre opinion sur un projet de loi. Je vais donner un exemple de la façon dont la justice est administrée sous le gouvernement actuel. À la Beauce, où il y a un excellent juge qui a juridiction civile et criminelle, on fait venir un autre juge de Drummondville pour siéger à sa place. Pourquoi tous ces déplacements coûteux? Le premier ministre dit: "Notre loi est basée sur l'autonomie de la province". Si un homme vend un cheval et que l'acheteur ne le paie pas, en quoi l'autonomie de la province est-elle

en péril parce que le vendeur prend une action en Cour supérieure au lieu de la prendre en Cour des magistrats? Que le premier ministre dise donc la vérité: il veut nommer des juges.

(Applaudissements à gauche)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 50 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Établissement des jeunes

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 53 pour faciliter l'établissement des jeunes.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)

informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)

propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)

propose que: Attendu qu'en vertu de la loi de 1945 pour faciliter l'établissement des jeunes, le gouvernement de la province a conclu avec le gouvernement du Canada des ententes à cette fin;

Attendu que cette loi autorisait le gouvernement de la province à contribuer, pour une somme d'un million six cent quarante-sept mille sept cents dollars, pour l'année 1945-1946, au paiement des dépenses résultant de ces ententes;

Attendu que certaines ententes existantes sont sujettes à modification, que d'autres devront être renouvelées et que de nouvelles ententes sont en voie de négociation;

Attendu qu'il y a lieu de prévoir le paiement des dépenses qui seront encourues à ces fins par le gouvernement de la province;

En conséquence,

1. Que le préambule de la loi 9 George VI, chapitre 27, soit modifié en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

"Attendu qu'à la suite de démarches faites auprès du gouvernement du Canada, celui-ci se déclare prêt à collaborer avec le gouvernement de la province à ces fins."

2. Que l'article 3 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"3. Depuis le 1^{er} juin 1945, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux fins ci-dessus prévues, autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, la part du gouvernement de la province dans les dépenses résultant de l'exécution de toute convention conclue sous l'empire de l'article 1."

Ce projet a pour but d'autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, la part du gouvernement provincial dans les dépenses résultant de l'exécution des ententes conclues avec Ottawa pour l'aide à la jeunesse.

M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement veut être autorisé à coopérer et à profiter des avantages de la loi fédérale d'aide à la jeunesse. Nous en sommes.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): C'est-à-dire que le gouvernement provincial accepte la coopération d'Ottawa.

M. Godbout (L'Islet): Et son argent.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 pour

faciliter l'établissement des jeunes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des dentistes de Québec

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 206 modifiant la loi des dentistes de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill, explique-t-il, a été demandé par le Collège des chirurgiens dentistes de la province. Il y a unanimité sur tous les points.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 206 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1946-1947 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le mercredi 10 avril courant, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) fait une étude fouillée de toute la question des taxes fédérales, expose diverses hypothèses. Mes objections, d'allure bien techniques, dit-il, montrent que les deux impôts sur le revenu, dans notre monde moderne, sont tellement liés ensemble qu'on risque de perdre le contrôle de la situation, si on abandonne l'un ou l'autre d'entre eux. En définitive, il est donc essentiel que les provinces bataillent afin de conserver pratiquement ce que la Constitution leur reconnaît: la primauté dans l'un comme dans l'autre impôt.

L'impôt sur le revenu des personnes n'appartient pas au fédéral depuis 1917³. Depuis 1917, Ottawa y recourt, mais cela n'empêcherait pas les provinces de s'en servir et d'y conserver la primauté théorique. L'impôt sur le revenu des personnes appartient si peu au fédéral depuis 1917 que certaines provinces ont continué d'y recourir. Québec lui-même, en 1939, a imposé le revenu personnel. Nous avons donc une loi de l'impôt de Québec sur le revenu: c'est le chapitre 86 des Statuts refondus, 1941, dont l'application est suspendue par l'entente de 1942. Il est donc clair que le fédéral ne possède pas exclusivement cet impôt depuis 1917.

Ce qui est vrai, c'est que les provinces se sont laissées enlever l'exploitation de la plus grande partie de ce champ de taxation. Mais, au point de vue constitutionnel, leur droit à la primauté reste entier. D'après l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, Ottawa possède une liberté d'action dans les impôts directs si les besoins des provinces n'obligent pas celles-ci à y recourir substantiellement mais que les "fins provinciales" exigent une intervention importante, et alors Ottawa doit s'en retirer dans la mesure où l'exigent ces fins provinciales. Voilà pour nous en quoi consiste la primauté. C'est elle qu'il faut faire renaître pratiquement. Et bien sûr, si le gouvernement provincial cède sur ce terrain, nous blâmerons sévèrement l'Union nationale.

Quant à nous, c'est bien là notre attitude. Nous l'avons souvent définie. Elle peut être résumée dans trois formules: toute la législation sociale aux provinces; primauté provinciale dans le double impôt sur le revenu; pas de marché de dupes, c'est-à-dire pas d'octrois prétendument compensateurs.

C'est la seule politique conforme à la lettre comme à l'esprit de la Constitution. C'est la seule politique qui servira complètement les intérêts matériels et spirituels du peuple québécois. C'est la seule politique qui sauvegarde l'avenir sans renier le passé.

Qu'en dira le gouvernement? C'est lui qui a la responsabilité du pouvoir. S'il trahissait la souveraineté provinciale, dans quelque domaine que

ce soit, nous combattrions à fond ses abandons. S'il la défend, nous collaborerons à sa lutte dans ce domaine.

M. Dumoulin (Montmorency): Le surplus probable de \$350,000 pour 1946-1947 annoncé par le trésorier, n'inclut pas les \$10,000,000 prévus par une législation spéciale pour combattre la tuberculose. Que le gouvernement dépense un dixième de ce montant au cours de l'année et son déficit s'élèvera dans douze mois à plus de \$650,000.

Depuis deux ans que nos amis d'en face sont au pouvoir, ils ont réussi à augmenter la dette de la province de \$49,000,000. Ils ont commencé par changer le surplus du 30 août 1944 en un déficit, grâce à des opérations que l'ancien trésorier a dénoncées. Un grand nombre de contrats ont été annulés. Les comptes du gouvernement sont en souffrance. Ils ont refusé de payer des dettes de la province pendant qu'ils traquaient les deux plateaux de la balance et n'ont pas été payés depuis longtemps.

Le surplus dont se vante le gouvernement n'est que le produit d'un commerce qui n'est pas une source de revenus normale. Le commerce des liqueurs a rapporté au cours du dernier exercice financier \$22,130,000 au Trésor provincial. Ce n'est pas l'indice d'un développement économique et financier qui puisse mettre la province sur une base bien solide. Ce n'est pas un revenu dont nous puissions être particulièrement fiers.

Il y a un fait nouveau à signaler. L'honorable trésorier intérimaire nous a annoncé au mois d'octobre un surplus de \$12,000,000 pour 1945-1946. Je m'étonne de ce qu'on ait réalisé ce surplus sans la taxe de luxe, qui devait rapporter de \$18,000,000 à \$20,000,000. Quand on a voulu établir cette nouvelle taxe, on a laissé entendre que c'était une question de vie ou de mort pour la province. On en avait absolument besoin, disait-on.

Mais, la taxe a été battue et, quelques mois plus tard, le trésorier intérimaire annonçait à la veille d'un événement politique, l'élection complémentaire de la Beauce, que la province avait réalisé un surplus de \$12,000,000. Qu'est devenu ce surplus de \$12,000,000? Il a fondu et il est tombé à \$1,700,000, le 31 mars et il va retomber à \$350,000 cette année. Où sont donc allées les neiges d'antan? Il y a contradiction entre les calculs du trésorier et ceux du trésorier intérimaire, ce qui est loin d'être une garantie pour la province. Deux trésoriers ne peuvent être aussi diamétralement opposés à moins qu'il y en ait qui se trompent. Je crois qu'ils se trompent tous les deux.

L'honorable trésorier intérimaire a insisté sur les revenus de la Commission des liqueurs. Il nous a dit: "Grâce à l'administration honnête, sévère, bien contrôlée de la Commission, nous avons réalisé des profits substantiels". Honnête, sévère, bien contrôlée, l'administration? Mais les 14 schellings pour la caisse? Le premier ministre nous a dit: "Demandez une enquête". Pourquoi? Pour avoir des noms. Mais celui de l'agent de Whyte et Mackay est connu. Pourquoi n'a-t-on pas fait enquête sur ces révélations prouvées par des documents?

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je vous attends là-dessus. Attendez les crédits du procureur général et je vais vous répondre.

M. Dumoulin (Montmorency): Je m'oppose à toute mesure qui permettrait la fabrication de l'oléomargarine au Canada, car elle nuirait à la classe agricole. Ce serait porter un coup mortel à l'industrie du beurre. Il y a certainement d'autres façons de remédier à la pénurie de beurre. Jamais on n'a vu un budget aussi maigre. Que dis-je un budget? Ce n'est pas un budget, c'est un menu que le gouvernement grugera lui-même avec ses favoris.

(Applaudissements prolongés à gauche)

Si le trésorier a réellement un surplus, ce dont je doute, pourquoi le gouvernement ne paie-t-il pas les comptes dus par la province? Même si le surplus n'existe pas, les comptes doivent être payés. En 1944, lorsqu'il a pris le pouvoir, le gouvernement a suspendu tous les travaux publics en cours par un acte arbitraire et qui a fait dire à ses propres amis qu'il commençait sur le mauvais pied. Des entrepreneurs ont réclamé au gouvernement ce qui leur était dû. Un de mes clients a voulu prendre des procédures contre le gouvernement au sujet d'un contrat annulé par le ministre de l'Union nationale. Mais, pour poursuivre le gouvernement, il faut une pétition de droit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La pétition de droit a été refusée.

M. Dumoulin (Montmorency): Elle a été refusée parce qu'elle était demandée par un avocat libéral. Je trouve que c'est là un des abus d'autorité les plus flagrants. La pétition de droit est une procédure qui doit être exercée dans l'intérêt de la société. Actuellement, elle est exercée dans l'intérêt d'un autre parti politique. Le procureur général n'est pas un juge. Il doit laisser aux justiciables toute la

latitude possible et tenter de maintenir le bon renom de la province.

(Applaudissements frénétiques à gauche)

J'accuse le département du procureur général d'empêcher les citoyens de la province de réclamer justice devant les tribunaux, parce que des créanciers de la province de Québec ont choisi des avocats dont les convictions politiques ne plaisent pas au gouvernement⁴.

(Nouveaux applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les déclarations du député ne sont pas exactes. Il n'est pas juste de dire qu'une pétition de droit a été refusée pour des raisons politiques.

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai eu connaissance moi-même d'une réclamation de \$64,000 que la province doit et le créancier est incapable d'obtenir justice.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre. C'est absolument contraire aux faits. Que l'honorable député attende l'étude des crédits du département du procureur général pour parler de tout cela. Des pétitions de droit, nous en avons accordé souvent à des adversaires politiques. S'il nous est arrivé d'en refuser, je dirai en temps et lieu pourquoi.

M. Dumoulin (Montmorency): Nous sommes à discuter le budget. Je démontre que le gouvernement proclame des surplus parce qu'il ne paie pas ses dettes et on me dit que je suis hors d'ordre. Allons donc. Pourquoi l'honorable procureur général refuse-t-il à un citoyen le droit de s'adresser aux tribunaux pour obtenir justice? La fonction du procureur général est une fonction sacrée. Lorsqu'un gouvernement, peu importe ses couleurs politiques, refuse à un citoyen le droit de le poursuivre en justice, lorsqu'il y a une différence d'opinion dans un contrat ou une entente, il donne un coup fatal à une institution britannique sacrée.

Je ne veux pas imputer de motifs, mais le procureur général n'a pas le droit de se substituer aux juges et d'empêcher les tribunaux de rendre la justice. Comme député, comme avocat, comme citoyen de la province de Québec, je blâme l'honorable procureur général de ce déni de justice.

(Applaudissements frénétiques à gauche)

Qu'y-a-t-il dans ce budget pour l'agriculture? Rien. Pour la jeunesse? Rien, sauf la nomination

d'un nouveau ministre dans un gouvernement où il y en a...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'honorable député n'a pas le droit de tourner le dos à l'Orateur en parlant.

M. Dumoulin (Montmorency): Ce n'est pas à l'Orateur que je tourne le dos, c'est au premier ministre et procureur général parce que je ne veux pas voir sur sa figure les remords qui doivent l'assaillir en ce moment.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Ross (Montréal-Verdun)⁵ rappelle la grande tirade de l'honorable député de Matane (l'honorable M. Gagnon) sur le centenaire du gouvernement responsable obtenu par les luttes de La Fontaine et Baldwin et décrit la tête que feraient La Fontaine et Baldwin devant le gouvernement du Bas-Canada qui accuse un surplus de \$1,700,000 pour 1945-1946, quand il a fait \$13,000,000 de profits avec le commerce des liqueurs alcooliques.

C'est la prospérité des tavernes et des clubs de nuit qui a permis au gouvernement de couvrir ses extravagances, dit-il, et, en effet, c'est un surplus de plus de \$9,000,000 dans les revenus de la Commission des liqueurs qui a sauvé le gouvernement d'un déficit considérable. En effet, la nouvelle administration de l'Union nationale a créé une politique très ouverte au sujet des permis accordés à ses amis, les propriétaires ou les exploitants de boîtes de nuit, de restaurants, etc. À l'extérieur du budget ordinaire, il y a des millions de dollars qui sont votés par une législation spéciale, ce qui augmente ainsi le déficit réel de l'administration.

M. l'Orateur, les employés du gouvernement reçoivent, en très grande majorité, une rémunération ridiculement basse, ce qui est loin d'être à l'honneur de la province. Et c'est la province qui en définitive y perd, car des hommes d'une valeur morale et d'une compétence professionnelle reconnue refusent d'entrer dans le fonctionnarisme provincial ou bien en sortent toujours à cause du salaire ridicule qu'on leur offre ou paye pour leurs services. Il n'y a que les députés, ces fous héroïques, pour se dévouer sans compter au service de leur comté et de la province et recevoir une indemnité qui les conduit sûrement et impitoyablement au désastre financier.

Pour bien illustrer le sort malheureux réservé aux fonctionnaires provinciaux, je donne comme exemple la moyenne des salaires payés aux employés, à Montréal, du bureau du protonotaire et

des greffes de la Cour du circuit, de la Cour de magistrat, de la couronne et de la paix. Cette moyenne va de \$1,200 à \$1,600 par année. C'est un salaire des plus insuffisants quand on sait que la plupart de ces employés possèdent une bonne culture et ont, pour la grande majorité, une femme et de deux à six enfants à faire vivre. Ils doivent s'habiller convenablement et payer des frais de transport pour se rendre au palais de justice. Et de plus, ces gens ont à endurer toute la journée durant les juges, les avocats, les plaideurs et le grand public.

Le sort qui leur est fait est, à mon sens, absolument injuste. La situation est d'ailleurs la même pour tous les autres départements de l'administration. Je veux n'imputer de blâme à personne, mais je supplie le gouvernement de réviser au plus vite les traitements accordés à ces fidèles employés de la province et de leur accorder, selon leur valeur et leur compétence, une rémunération qui leur permettra de vivre une vie d'homme, une vie qui vaille vraiment la peine d'être vécue.

Je veux plaider une autre cause importante parce qu'il y a d'autres citoyens que nous ne pouvons ignorer: ce sont ces jeunes gens qui se sont bravement battus pour nous sur de nombreux champs de bataille durant la dernière guerre et qui nous reviennent encore tous les jours cherchant une situation dans la vie civile. Je parle de ces vétérans en pleine connaissance de cause, comme représentant du comté qui, d'après les meilleures sources, a fourni le plus grand nombre de combattants de toutes les villes de l'Empire britannique, proportionnellement à leur population.

Le budget actuel n'offre rien à ces vétérans. Ils ne demandent pas la charité publique, mais ils ont droit à une pleine mesure de justice, et un des droits qu'on ne peut leur nier, c'est le droit de se loger eux et leurs familles dans autre chose qu'une vieille boutique, un ancien hangar, une grange en ruines, une écurie ou même une vieille porcherie.

Je n'ai pas à décrire à cette honorable Chambre la crise de l'habitation. Elle est connue et reconnue de tous mes collègues. L'orage gronde. Ceux qui ne trouvent pas d'abris pour les êtres qui leur sont chers, rongent leur frein, tout en espérant qu'on s'occupera de leur sort, mais il y a une limite à l'endurance humaine.

Le gouvernement pourtant n'a encore annoncé aucune mesure pour soulager ceux qui souffrent du manque de logement et particulièrement les vétérans qui nous reviennent. Est-ce qu'il n'y aurait pas lieu de donner aux municipalités, qui ne l'ont pas déjà et sans exiger qu'elles le demandent

par des amendements à leur charte, le pouvoir de construire des habitations pour les petits salariés et en particulier pour les vétérans, de faire des avances de fonds ou bien de saisir la Chambre de toute autre œuvre utile à la solution du problème de l'habitation?

Le domaine des belles et grandes réalisations en faveur des vétérans est si vaste, M. l'Orateur, la raison de leur venir en aide est si grande, et notre reconnaissance doit être si profonde.

(Applaudissements)

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 51.

Contre: MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Dansereau, Dubreuil, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Joyal, Leduc, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Nadon, O'Connor, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Sylvestre, 30.

Ainsi, la motion est adoptée.

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

Le comité siège durant quelque temps.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Questions et réponses:

Champlain Construction

M. Dansereau (Argenteuil): 1. Le gouvernement a-t-il accordé des contrats pour la construction de routes, à la Champlain Construction, depuis le 30 août 1944? Dans l'affirmative, énumérer ces contrats en indiquant les comtés où des travaux ont été commencés et doivent être exécutés pour donner suite à ces contrats, ainsi que le montant respectif pour chacun d'eux.

2. Des soumissions publiques ou privées ont-elles été demandées?

a) dans l'affirmative, indiquez les noms des soumissionnaires et les montants de leur soumission;

b) dans la négative, à quels conditions et termes ces contrats ont-ils été accordés?

M. Talbot (Chicoutimi): 1. Oui. Un contrat, en date du 4 octobre 1945, pour la construction d'une nouvelle route entre le lac Jacques-Cartier, dans le parc des Laurentides, et Notre-Dame-de-Laterrière, au montant de \$3,754,220 dans les comtés de Montmorency, Charlevoix et Chicoutimi; moins la construction et l'entretien des camps, des chemins de portage et des ponts temporaires.

Une convention, en date du 25 octobre 1945, pour la construction et l'entretien des camps, des chemins de portage et des ponts temporaires.

2. Des soumissions par les journaux n'ont pas été demandées.

a) et b) Les travaux prévus par le contrat du 4 octobre 1945 sont exécutés à prix unitaires, fixés après que les renseignements nécessaires ont été pris et que les précautions requises ont été adoptées, conformément aux meilleurs intérêts de la province.

Les travaux prévus par la convention du 25 octobre 1945 sont exécutés par la province, par l'intermédiaire de ladite compagnie agissant comme agent de la province, sans profit, avec la conséquence que la taxe de vente fédérale de 8 % n'est pas payable.

Absence du premier ministre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je me rends à Lévis, au début de la soirée, avec le lieutenant-gouverneur, pour saluer le nouveau gouverneur général, le vicomte Alexander de Tunis, à la gare de Lévis. Je demande au chef de l'opposition le privilège de paier avec lui en mon absence.

J'annonce aussi que la Chambre siégera demain matin à 11 heures⁶.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 11 avril 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15⁷.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi des jurés

Un ministre pour l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 54 modifiant la loi des jurés.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Résolutions de la municipalité et des commissaires d'écoles de Saint-Basile

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill 161 ratifiant certaines résolutions de la corporation municipale de Saint-Basile et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Basile village, dans le comté de Portneuf, province de Québec, ayant pour objet de favoriser l'instruction publique, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Samuel David Brigel

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill 154 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à admettre le Dr Samuel David Brigel, à l'exercice de la profession de chirurgien dentiste, après examen, ayant été déposé en retard, vu l'absence du promoteur en

service actif dans l'armée du Canada, en dehors de la province, les droits additionnels (amendes) que ce dernier a payés lui soient remboursés.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1946-1947

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947⁸.

M. Bienvenue (Bellechasse): Est-ce que le département a perdu de l'argent par la négligence de certains officiers?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Non. La surveillance a été plus active et on a pris 30 % plus de poursuites pour des offenses à la loi de la chasse. Le nombre des gardes-chasse a été augmenté pour faire l'éducation du public.

M. Bienvenue (Bellechasse): Est-ce que le département a encore le yacht dont j'avais pourvu mon département en 1944 et qui servait aux gardes-pêche sous l'ancienne administration pour la surveillance des îles du lac Saint-Pierre?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Oui.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le navire en question continue de rendre de bons services au gouvernement?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Ah, oui! De plus, un yacht de 35 à 40 pieds a été loué pour faire la patrouille sur le Saguenay.

M. Bienvenue (Bellechasse): Je demande au ministre comment il se fait que la possession de ce petit navire était un si grand crime en 1944, si on l'a gardé et s'il continue à rendre des services au département. D'autre part, M. Sasseville Roy, ancien député de Gaspé, est-il encore surintendant du Parc de la Gaspésie et quel est son salaire?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): M. Roy est un homme compétent. Il est toujours surintendant et il gagne bien son salaire de \$3,000 par année. Le gouvernement est à améliorer ce parc pour les touristes. On y a construit 6 milles de chemin et on répare les camps.

M. Bienvenue (Bellechasse): Je suis bien de l'avis du ministre qu'il faut développer ce parc magnifique mais, dans les conditions actuelles, la nomination de M. Roy fut un gaspillage. Un gardien aurait parfaitement bien remplacé un gérant. On a tout simplement voulu récompenser un ami politique qui a été malheureux aux dernières élections fédérales parce qu'il venait d'être battu dans Gaspé. C'est donc pour cela que le gouvernement a cru bon de confier des fonctions de gérant à M. Roy.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Avant le dernier régime libéral, M. Ernest Ménard était surintendant du parc. L'honorable député de Matane (M. Gagnon), alors ministre, avait commencé l'exécution d'un vaste plan d'aménagement.

Mais, sous l'administration libérale, l'organisation du parc de la Gaspésie, l'un des plus magnifiques de la province, a été négligée. On a distribué dans toute la province les matériaux qui étaient destinés à l'aménagement du parc et qui étaient rendus sur les lieux. En somme, on a assisté là à un véritable brigandage politique. On voulait punir la Gaspésie parce qu'elle avait réélu le trésorier actuel et moi-même.

L'honorable M. Gagnon (Matane) fait l'éloge de M. Sasseville Roy. C'est un homme qui connaît bien la Gaspésie, dit-il, et il a été chef de district de la colonisation avant de faire de la politique fédérale. Il est compétent pour remplir la besogne que le gouvernement lui a confiée.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante

mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses primes à l'article: "Dépenses de voyage (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de onze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pisciculture, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réserve de pêche, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Amélioration des conditions de chasse, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Amélioration des conditions de pêche, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission sur perception de droit régalien sur fourrures (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Jardin zoologique de Québec, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Parcs nationaux, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction d'entrepôts pour fins de pisciculture - dépenses en immobilisations (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Parcs nationaux: construction de camps - dépenses en immobilisations (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947⁹.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur et extérieur (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

M. Dansereau (Argenteuil) pose plusieurs questions.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le salaire moyen des ingénieurs du ministère a été porté à \$3,000 et le ministère des Travaux publics a assumé, maintenant, l'entretien des prisons et des palais de justice.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million huit cent soixante-quinze mille quatre cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Ponts - Routes: construction et entretien, gages compris (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

M. Dansereau (Argenteuil)¹⁰: Quand je suis arrivé au ministère de la Voirie, j'ai constaté que des municipalités éprouvaient des difficultés à payer leur part de l'entretien des ponts situés sur les routes entretenues par le ministère de la Voirie. Le gouvernement de l'honorable chef de l'opposition a décidé de mettre toutes les municipalités sur le même pied, de ne pas faire de politique avec les ponts et de payer tout l'entretien.

Je voudrais savoir quelle est la politique du gouvernement actuel et je demande plus précisément au ministre (M. Lorrain) si la politique libérale d'entretien et de construction des ponts-routes, aux frais de la province, a été continuée.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le gouvernement ne peut payer tout l'entretien des ponts. Les problèmes sont si nombreux que le gouvernement actuel a cru plus équitable de demander aux municipalités de contribuer selon leurs moyens. Alors, quand on nous demande un octroi pour l'entretien, nous examinons la situation financière de la municipalité.

Quant à la construction, depuis 1908 on a construit des ponts d'une valeur totale de \$30,000,000 et le gouvernement en a payé \$22,000,000. Cette année, on nous a demandé des ponts pour \$12,000,000. Nous ne pouvons payer tout. Le gouvernement paye des octrois variant de 50 %, 60 % à 100 %. Il y a 4,500 ponts en bois dans la province. Il faudra éventuellement

les reconstruire un jour ou l'autre. C'est un problème immense qui nécessite aussi la collaboration des municipalités. Le problème est d'autant plus sérieux que sous l'ancienne administration, par suite de la guerre et de la rareté des matériaux, les ponts ont été négligés.

M. Dansereau (Argenteuil): Le gouvernement libéral avait pris à sa charge non seulement l'entretien mais aussi la construction des ponts. Les contributions payées par les municipalités représentent peu de chose en regard du coût total. La construction de plusieurs nouveaux ponts s'impose.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): D'une façon générale, le gouvernement a payé 60 % de la réparation et 95 % de l'entretien. Pour la construction, nous examinons encore la situation des municipalités qui nous demandent des ponts.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Et leur couleur politique.

M. Dansereau (Argenteuil): Je crois que le gouvernement a eu tort d'abandonner notre politique car les ponts doivent être entretenus avec autant de soin que les routes et il y a des municipalités qui ne peuvent supporter cette dépense. Il a, dit-il, pleinement confiance en l'impartialité du ministre dans la distribution des octrois. Je sais qu'il est de bonne foi.

M. Lemieux (Beauharnois): Je réclame la construction d'un pont¹¹ à Valleyfield, dans mon comté. Il démontre que la région progresse tant au nord qu'au sud du Saint-Laurent. Valleyfield s'industrialise de plus en plus, dit-il. Les autorités religieuses réclament aussi cette construction afin de leur permettre d'atteindre les deux rives avec plus de facilité.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Je répète que j'ai reçu des demandes de ponts pour au moins \$12,000,000 et que je ne peux donner suite à toutes.

M. Fillion (Lac-Saint-Jean) pose des questions au sujet du pont de l'Île Maligne. Est-ce que le gouvernement a accordé des extras, demande-t-il?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): S'il y a eu des extras, c'est pour un montant très peu considérable.

M. Joyal (Chambly): Deux cents municipalités réclament la construction d'un autre pont véhiculaire à Montréal à côté du pont Victoria. Le gouvernement espère-t-il leur donner une réponse bientôt?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): C'est un projet très coûteux.

M. Joyal (Chambly): Je demande une réponse plus précise au ministre des Travaux publics.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): L'an dernier, les demandes pour les nouveaux ponts représentaient un montant d'environ \$12,000,000. Il n'est donc pas facile de répondre à toutes ces demandes avec un budget de \$1,875,400.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)¹²: Il ne peut pas être question de cela. Nous avons bien traité Montréal. Nous avons bâti le nouveau pont du Bout-de-l'Île et le pont Plessis-Bélair. La région de Montréal, du côté sud, possède trois grands ponts.

C'est le devoir du gouvernement de penser aux endroits qui en ont besoin. Il faudra d'abord en construire un à Trois-Rivières, à Valleyfield et doter Québec d'un deuxième pont avant d'en construire un quatrième.

M. Joyal (Chambly): Depuis longtemps, il n'est pas possible à deux autobus de passer sur le pont Victoria.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): Qu'ils passent par le pont Jacques-Cartier.

M. Lesage (Abitibi-Ouest): Pourquoi le gouvernement libéral n'a-t-il pas construit ce nouveau pont à côté du pont Victoria de 1939 à 1944?

M. Joyal (Chambly): Mon honorable ami sait que durant la guerre, il n'était pas possible de construire de grands ponts.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Montréal a trois ponts.

M. Joyal (Chambly): En attendant, la population de la région de Montréal paie \$1,000,000 par année pour passer sur ses ponts.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Chambly a raison de demander l'abolition des péages, mais ça dépend d'Ottawa.

M. Joyal (Chambly): Le premier ministre a remplacé le vieux pont du Bout-de-l'Île qui était sans péage par le pont Legardeur qui est libre aussi. Mais, en même temps, on a construit le pont Caughnawaga sans enlever le péage. Voilà comment la rive sud est traitée. Le gouvernement ne pense qu'à la rive nord du Saint-Laurent et manque de justice envers la rive sud.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne reproche pas au député de Chambly d'aimer sa région. S'il veut faire disparaître les péages sur les ponts Victoria et Jacques-Cartier, nous allons l'aider auprès du gouvernement d'Ottawa.

M. Joyal (Chambly): Le premier ministre n'a pas répondu à mon argument à l'effet qu'il a construit un nouveau pont libre au Bout-de-l'Île, mais il a exigé des péages sur le pont de Caughnawaga.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Les conservateurs avaient promis le pont Jacques-Cartier, mais c'est le gouvernement libéral qui l'a construit sans l'avoir promis.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions neuf cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entretien, réparations, aménagement et location des palais de justice, prisons et autres édifices, traitements, gages compris (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Prévention des incendies - paiement sujet à un arrêté en conseil - (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Palais de Justice, prisons, transformation et construction d'immeubles - dépenses en immobilisations (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction des ponts à Trois-Rivières - dépenses en immobilisations (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre, qui avait promis auparavant de toujours demander des soumissions, a changé d'opinion, probablement à cause de la caisse électorale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je mets le député de Rivière-du-Loup au défi de prouver cet avancé.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je ne crains pas de porter des accusations. Il parle ensuite du département du procureur général.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rivière-du-Loup cherche une porte de sortie, mais je le suivrai sur son terrain.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je prouverai que 60 taverniers de Québec, sur les 60 ont dû payer \$500 chacun à la caisse électorale de l'Union nationale pour avoir leurs licences pour vendre des boissons alcoolisées. Je suis prêt à donner des noms au premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'accepterai pas les noms de parjures. Les détenteurs de licences signent une déclaration assermentée à l'effet qu'ils n'ont rien payé indûment pour obtenir leur permis. Quand nous étudierons les estimés du département du procureur général, si l'opposition porte des accusations, nous répondrons. Je ne crains rien. J'aurai beaucoup de choses à dire au sujet de cette question.

S'il y a un parti qui a introduit la corruption dans l'octroi de permis et de contrats dans les politiques du Québec, c'est le Parti libéral. C'est vrai

pour toutes les classes d'établissements. J'accuse le gouvernement du Parti libéral et l'organisation du Parti libéral, lorsque mon honorable ami a occupé le poste de procureur général, d'avoir organisé tout un système de vente de permis d'alcool et de protection des maisons de prostitution et de jeu entre 1939 et 1944 et d'avoir obtenu de l'argent par des moyens frauduleux.

De plus, j'ajouterai qu'un détective de la province est allé jusqu'à protéger ces établissements. Éventuellement cet homme a fait l'objet d'une enquête, parce qu'il n'avait pas versé au parti l'argent qu'il était supposé avoir fait. Je répète aussi que des agents du journal libéral le *Canadien* ont fait des menaces à des taverniers pour leur extorquer de l'argent.

J'accuse aussi le gouvernement libéral d'avoir, en 1935, falsifié des dossiers, du bureau du procureur général, de la cour à Montréal pour protéger et cacher des amis politiques. Je l'accuse d'avoir vendu des postes au sein de la province de Québec en obligeant les gens à payer pour les emplois qu'ils ont obtenus au gouvernement. Jamais l'on avait vu un groupement politique déifier jusqu'à ce point le péculat, la spéculation sur la vente des licences.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je le mets au défi de citer des cas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans le cas d'un journaliste accusé d'un vol de \$3,000 et qui fut ensuite l'objet d'une deuxième plainte, on a falsifié le dossier de la deuxième plainte en donnant la profession de cet homme comme journaliste.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): À l'heure tardive où la Chambre siège, je ne peux pas entreprendre au long la discussion des crédits du procureur général. Je reviendrai sur tous ces faits en temps et lieu. (Brandissant le journal de l'Union nationale, *Le Temps*) Cette feuille est remplie d'annonces de taverniers et de réclames de boisson, dit-il. Cela prouve que, pour avoir des licences, il faut payer tribut. Je n'accuse pas le premier ministre personnellement, mais il ne doit pas laisser planer de soupçons sur son gouvernement.

Un article écrit par Blair Fraser¹³ publié dans une revue canadienne en novembre dernier prouve l'existence d'une fraude dans l'émission des permis d'alcool dans la province pour remplir les caisses électtorales du gouvernement de l'Union nationale. M. Fraser a cité des faits. Le premier ministre s'est

contenté d'alléguer que M. Fraser était seulement un espion libéral. Ceci a été dénoncé par le député de L'Islet (M. Godbout), le chef du Parti libéral et M. Fraser lui-même. Il rappelle alors la réponse de M. Blair Fraser aux déclarations du chef du gouvernement.

Je suggérerais, dit-il, que le premier ministre, s'il est sincère, fasse venir cet éminent journaliste, M. Fraser, à la barre de la Chambre pour le questionner au sujet de l'article qu'il a écrit sur la situation de l'alcool dans cette province et pour lui permettre de préciser et de prouver ses accusations. De cette manière, mon honorable ami pourra désapprouver les accusations portées contre son administration par ce journaliste dans son article qui est selon moi assez vrai.

S'il peut nier les accusations de M. Fraser, qu'il lui fournisse l'occasion de prouver son avancé devant les tribunaux. Il pourra engager des poursuites contre lui, pour libelle si cela est jugé utile et s'il a écrit des choses fausses dans le magazine *McLean's*.

Je suis prêt à prouver que 60 taverniers de Québec ont payé à la caisse électrolale pour avoir leurs licences. Le premier ministre ne peut se rendre à la conférence intergouvernementale avant d'avoir clarifié la situation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si les récentes accusations contre le parti de l'Union nationale sont vraies, c'est le devoir de tout honnête homme de s'avancer et de présenter des accusations directes. J'invite l'opposition et le député de Rivière-du-Loup d'avoir le courage de porter des accusations explicites si l'on veut avoir une enquête complète. Si cela est fait, une commission d'enquête parlementaire serait immédiatement instituée, non seulement pour les deux dernières années, mais aussi pour les années durant lesquelles le Parti libéral était au pouvoir.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est bien beau que le premier ministre et le procureur général demandent des preuves contre leurs propres amis politiques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette enquête remontera donc jusqu'à 5 ou 6 ans pour faire des comparaisons et permettre ainsi au peuple de mieux juger entre les libéraux et nous. Si des gens sont trouvés coupables, ils seront punis. Cependant, si les accusations s'avèrent être non fondées, ceux qui auront fait ces accusations devront

subir les conséquences de leurs actes. Mais, je dis qu'il n'appartient pas à des gens qui ont contaminé la vie publique de prêcher la pureté et la virginité avant de s'être nettoyés eux-mêmes.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à la prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à minuit¹⁴.

NOTES

1. Il s'agirait de *L'Événement*, selon *The Gazette*, 12 avril 1946, à la page 14.

2. Le 21 mars 1905, de fortes dissensions à l'intérieur du Parti libéral du Québec entraînent la démission du premier ministre, Simon-Napoléon Parent. C'est l'ancien ministre de la Colonisation et des Travaux publics, Lomer Gouin, père de Paul Gouin, qui le remplace et devient premier ministre du Québec, le 23 mars suivant.

3. M. Laurendeau répond sur cette question à un aspect du budget de l'honorable Onésime Gagnon, selon *Le Soleil*, 12 avril 1946, à la page 3.

4. *Le Soleil*, 12 avril 1946, à la page 5, parle plutôt d'un avocat libéral.

5. Dans un article du quotidien *Le Messenger*, M. Ross commente et rapporte à la population de son comté les derniers développements survenus à l'Assemblée législative. Le commentaire de M. Ross côtoie le discours qu'il a prononcé en adresse au discours du budget, selon *Le Messenger*, 18 avril 1946, à la page 14.

6. *L'Action catholique*, 12 avril 1946, à la page 3, rapporte que "d'un commun accord, il fut décidé qu'on ne commencerait que le 12 avril l'étude du bill 48 pour assurer le progrès de l'éducation".

7. 9 heures, selon *The Montreal Daily Star*, 12 avril 1946, à la page 2.

8. M. Camille Pouliot avait à ses côtés son sous-ministre, M. L.-A. Richard, selon *Le Soleil*, 12 avril 1946, à la page 3.

9. Vers 10 heures, on avait voté \$617,600 des crédits de la chasse. On n'a gardé que l'item 11, \$58,000 pour les parcs nationaux, selon *Le Soleil*, 12 avril 1946, à la page 3.

10. M. Georges-Étienne Dansereau a été ministre des Travaux publics dans le cabinet Godbout du 5 novembre 1942 au 30 août 1944 et ministre de la Voirie du 15 mars au 30 août 1944.

11. Le pont réclamé par Albert Lemieux est le Valleyfield-Côteau, selon la *Gazette de Valleyfield*, 18 avril 1946, à la page 10.

12. M. Duplessis est revenu en Chambre à la fin de la soirée, selon *La Presse*, 12 avril 1946, à la page 8. Il avait été saluer le nouveau gouverneur-général à Lévis, selon *Le Nouvelliste*, 12 avril 1946, à la page 1.

13. Pour plus de détails, voir la séance du 4 avril 1946.

14. 11 h 45, selon *L'Action catholique*, 12 avril 1946, à la page 11.

Première séance du vendredi 12 avril 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 131 modifiant la charte de Crown Trust Company;
- bill 139 changeant le nom de famille de George Baranovsky *et uxor* en celui de Bromley;
- bill 154 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre le Dr Samuel David Brigel à l'exercice de la profession de chirurgien dentiste, après examen;
- bill 159 modifiant la charte de la ville de Forestville;
- bill 160 autorisant la corporation des ingénieurs professionnels de Québec, à admettre Paul Radakir à la pratique du génie civil après examen;
- bill 163 constituant en corporation La congrégation missionnaire des Pères du Saint-Esprit;
- bill 165 changeant le nom de Ludger Craig Amiot en celui de Ludger Craig Murdock;
- bill 166 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre George Borchardt à la pratique de la chirurgie dentaire, après examen.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 18 constituant le département du Bien-être social et de la Jeunesse, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 10 est remplacé par le suivant:

"10. L'article 23 de la loi de l'enseignement spécialisé (Statuts refondus, 1941, chapitre 63) est remplacé par le suivant:

"23. L'exécution de la présente loi est confiée au ministre du Bien-être social et de la Jeunesse.

"Cependant son exécution est confiée au secrétaire de la province pour ce qui concerne l'École des hautes études commerciales de Montréal et les écoles des beaux-arts de Montréal et de Québec."

Aussi, le Conseil législatif a voté le bill 121 modifiant la charte de la ville de Louiseville, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant, dans les lignes 1 et 2 de la page 2, les mots suivants:

"(reproduit comme annexe de la présente loi)".

Et l'annexe est biffée.

Aussi, le Conseil législatif a voté le bill 147 modifiant la charte de la cité de Verdun, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 7 est modifié en remplaçant, dans les lignes 6 et 7 du paragraphe "8^o", à la page 4, les mots "ou toute autre compagnie ou institution" par les mots "ou une corporation ou un gouvernement".

Aussi, le Conseil législatif a voté le bill 167 concernant la succession de l'honorable Charles-Séraphin Rodier, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant, dans les lignes 18 et 19, les mots suivants: "(reproduit comme annexe de la présente loi)".

Et l'annexe est biffée.

Projets de loi:

Ministère du Bien-être social
et de la Jeunesse

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 18 constituant le département du Bien-être social et de la Jeunesse.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Louiseville

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 121 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Verdun

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 147 modifiant la charte de la cité de Verdun.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Succession Charles Séraphin Rodier

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 167 concernant la succession de l'honorable Charles Séraphin Rodier.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 127 concernant la cité et les commissaires d'écoles du Cap-de-la-Madeleine, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer;

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans les lignes 12 et 13, les mots suivants:

"(Annexe A de la présente loi)".

2. L'article 2 est modifié en biffant, dans les lignes 3 et 4, à la page 4, les mots suivants:

"(Annexe B de la présente loi)".

3. Les annexes "A" et "B" sont biffées.

Projets de loi:

Cap-de-la-Madeleine

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 127 concernant la cité et les commissaires d'écoles du Cap-de-la-Madeleine.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Questions et réponses:

Réintégration des fonctionnaires enrôlés dans les forces armées

M. Ross (Montréal-Verdun): 1. Quels sont, pour chacun des départements de l'administration provinciale, régies, offices ou commissions, les noms des fonctionnaires qui, ayant obtenu un congé pour s'enrôler dans les forces armées au cours de la dernière guerre, ont été subséquemment réintégrés dans leurs fonctions?

2. Quels sont les noms de ceux qui ont été licenciés et que l'on a refusé de réinstaller?

L'honorable M. Gagnon (Matane): 1. et 2. Tous les fonctionnaires, sauf possiblement des exceptions très rares, qui, ayant obtenu un congé pour s'enrôler dans les forces armées au cours de la dernière guerre, ont désiré reprendre les fonctions qu'ils avaient au service de la province avant leur départ, ont été réintégrés dans ces fonctions à leur retour dans la vie civile.

Établissement des jeunes

M. Sylvestre (Berthier): 1. En vertu de la loi 9 George VI, chapitre 27, intitulée: Loi pour faciliter l'établissement des jeunes, et autorisant le gouvernement à dépenser \$1,647,700.00;

a) Combien le gouvernement avait-il dépensé au 1er mars 1946?

b) Quelle balance restait disponible à cette même date?

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): 1. a) et b) Voir réponse par l'honorable M. Côté, pages 129 et 130 des *Procès-verbaux de l'Assemblée législative*, en date du jeudi 7 mars 1946.

Suppression de traverses à niveau

M. Sylvestre (Berthier): Combien de passages à niveau le ministère de la Voirie a-t-il supprimés au cours de l'année civile 1945 et à quels endroits?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le manque de main-d'œuvre, le rationnement et la carence de matériaux et de matériel et les conditions

économiques actuelles de l'après-guerre ont rendu impossible la suppression de traverses à niveau au cours de l'année civile 1945.

Demandes de documents:

Secours à Petite-Anse et Cloridorme

M. Lizotte (Kamouraska) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant quels sont les noms des citoyens de Petite-Anse et de Cloridorme, dans le comté de Gaspé, qui ont reçu des secours du ministère des Pêcheries et du ministère de la Colonisation depuis le 1er janvier 1945 jusqu'au 1er avril 1946?

Adopté.

Projets de loi:

Procédures confiées au secrétaire de la province

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 concernant l'approbation de certaines procédures soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 52 sans l'amender.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des jurés

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54

modifiant la loi des jurés soit maintenant lu une deuxième fois.

Je ne prévois aucun cas en particulier. L'amendement n'est apporté que pour clarifier certaines dispositions légales au sujet de la confection des listes de jurés et éviter des procès possibles. Le bill décrète qu'à Montréal, on emploiera à la fois le rôle d'évaluation et le rôle de perception pour la préparation des listes de jurés.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 54 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Hydro-Québec, rapport 1945

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le deuxième rapport annuel de la Commission hydroélectrique de Québec, pour l'année 1945. (Document de la session no 35)

Projets de loi:

Centrale électrique sur l'Outaouais supérieur

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 pour assurer le plein rendement de la centrale électrique de la province sur l'Outaouais supérieur soit maintenant lu une deuxième fois.

Pour faire donner son plein rendement à l'usine hydroélectrique construite en 1937 par le gouvernement d'Union nationale au Rapide numéro 7 sur la rivière Outaouais, il faut maintenant construire un barrage au lac Dozois. En 1939, lorsque le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) perdit le pouvoir, l'usine du Rapide numéro 7 était à peu près terminée.

Après les élections, le nouveau gouvernement, celui du député de l'Islet (M. Godbout), a laissé se détériorer une partie de la marchandise accumulée pour la construction des lignes de transmission, notamment les fils électriques, tandis que l'autre partie a été volée ou vendue. Cependant les coupables furent retrouvés et punis. Et on a permis à une compagnie concurrente d'exploiter la partie de la ligne qui avait été construite.

Le bill a pour objet de permettre la complétion de l'entreprise et de réparer l'état de choses créé en 1939. Il s'agit maintenant de compléter par la construction d'un barrage au lac Dozois la capacité de production de l'usine du Rapide numéro 7.

M. Hamel (Saint-Sauveur)¹: La Chambre devrait être éclairée sur plusieurs points avant de se prononcer sur le projet de loi. Quel est le potentiel de l'énergie électrique développée au Rapide numéro 7? Quelle est la partie du potentiel de l'énergie électrique du Rapide numéro 7 qui n'est pas utilisée?

Le gouvernement a-t-il satisfait, avec cette usine, aux demandes légitimes des gens de l'Abitibi qui veulent du pouvoir? Quelle quantité d'électricité développe-t-on actuellement? Quelles usines seront affectées par le projet? Quel est l'étendue du terrain qu'il faudra inonder pour le nouveau barrage?

Le ministre a oublié de nous donner ces détails importants. Je suis d'ailleurs sous l'impression que l'usine actuelle possède tout ce qu'il lui faut pour développer l'énergie nécessaire. Est-ce que l'usine du Rapide numéro 7 développera du courant à 60 cycles ou à 25 cycles?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite le député de Saint-Sauveur (M. Hamel) de sa vision et du dévouement dont il a fait preuve pour le bien-être et l'expansion de cette région de la province.

Je veux maintenant retracer l'histoire de la construction de l'usine hydroélectrique centrale du Rapide 7 qui doit contribuer dans une large mesure à stimuler le développement minier du nord de Québec.

En 1936, il y avait dans la région une compagnie, la Quebec Northern, appartenant à des intérêts connexes à ceux de Nesbitt & Thompson. À cette époque, la compagnie Nesbitt & Thompson avait un monopole dans cette région et chargeait aux colons des prix prohibitifs pour l'électricité, ce qui causait à tous des dommages et des inconvénients considérables, paralysant l'expansion normale du pays, plus particulièrement le développement minier, industriel et agricole, et privant agriculteurs et colons des bienfaits de l'électricité.

Le premier gouvernement d'Union nationale réussit à faire diminuer les taux de la Quebec Northern de 40 %. Mais, nous ne nous sommes pas contentés de cela. Nous avons aussi fait disparaître une clause arbitraire inscrite dans les contrats par la compagnie Quebec Northern, forçant les usagers de l'électricité à s'abonner à perpétuité à ses services. Nous avons fait disparaître ce vestige d'un régime véritablement féodal qui nuisait au progrès.

L'Union nationale s'est rendue compte que ce n'était pas suffisant, qu'il fallait à tout prix construire une Hydro et nationaliser l'électricité dans cette région. Mais, le gouvernement s'est buté à un obstacle: il n'y avait pas un pouvoir d'eau que la province pût développer. Tous les pouvoirs avaient été vendus ou cédés.

En 1936, la compagnie Noranda avait cherché à obtenir du gouvernement d'alors l'autorisation de développer le seul pouvoir hydraulique qui restait. J'avais moi-même averti les autorités provinciales, durant les élections, que je rescinderais un arrêté en conseil accordant cette permission. Une fois arrivé au pouvoir, le gouvernement de l'Union nationale est entré en pourparlers avec la Noranda et lui a dit que le pouvoir d'eau qu'elle détenait devait retourner au peuple.

Je veux expliquer pourquoi le premier gouvernement que j'ai dirigé jugea opportun de construire une usine hydroélectrique dans les solitudes du nord québécois. Nous ne voulions pas qu'une compagnie minière puissante, propriétaire d'un pouvoir d'eau, paralyse le développement minier futur.

Il s'agissait d'aider la population à se libérer de l'esclavage d'une seule compagnie. La Noranda aurait pu à ce moment contrôler toute la distribution d'énergie électrique dans la région et contrôler ainsi le nombre de ses futurs concurrents. Les gens de la compagnie ont réalisé que nous étions décidés à réaliser notre programme. Ils avaient fait préparer des plans et devis pour la construction d'une centrale et se proposaient de dépenser \$3,000,000 à cette fin.

La Noranda nous a demandé \$3,000,000 pour le pouvoir et les plans et devis du développement qu'elle projetait. Nous avons négocié avec elle et, après des pourparlers, obtenu le tout pour un demi-million. Notre gouvernement a ensuite construit la centrale du Rapide numéro 7.

Des gens de bonne foi, sans doute, ont prétendu que le gouvernement voulait établir une Hydro en pleine forêt. Théorie insoutenable, car le Témiscamingue est l'une des régions de la province qui offre les plus belles perspectives d'avenir.

L'usine de la Quebec Northern produisait déjà du courant à 25 cycles à cause de la demande des clients qui possèdent des machineries employant du 25 cycles et le seul possible dans la région à ce moment. Mais, on s'est organisé de façon à convertir ce courant en 60 cycles pour tenir compte des besoins futurs. Grâce à la vision de l'Union nationale, nous pouvons maintenant fournir de l'électricité à 25 ou 60 cycles, selon les besoins.

Nous avons aussi commencé à construire une ligne de distribution, mais elle ne fut pas terminée avant 1939. Le gouvernement du Parti libéral de 1939 à 1944 a saboté notre œuvre en abandonnant cette construction, en laissant voler une partie du matériel, dont le fil nécessaire à la construction des lignes de transmission, et en vendant ce qui restait. Il a aussi empêché la population du Témiscamingue et de l'Abitibi de bénéficier de l'entreprise commencée en 1937.

Les libéraux ont subordonné le développement de l'Hydro de la rivière Outaouais au bon vouloir d'une compagnie. Ils ont conclu une entente avec le trust de l'électricité pour la transmission du pouvoir de la centrale des Cèdres et il est arrivé cette chose extraordinaire qu'en 1939, dans un pays qui est le troisième pour la puissance électrique, les mines de l'Abitibi étaient privées d'électricité. La compagnie Siscoe a dû acheter des moteurs Diesel pour fabriquer de l'électricité pour sa mine.

Le projet de loi du ministre a pour but de permettre au gouvernement de reprendre le temps perdu en bâtissant une nouvelle ligne de transmission, des Cèdres à la mine Normetal et des Cèdres à Amos. Bref, le gouvernement va électrifier complètement l'Abitibi, le Témiscamingue et le nord de la province.

Le gouvernement va fournir de cette façon l'électricité aux coopératives et la compagnie Normetal va payer \$200,000 pour aider le gouvernement à construire la ligne de distribution. On lui revaudra cela à même les taux de l'électricité qu'elle achètera.

Des experts avaient proposé la construction d'un barrage au lac Victoria, sur la rivière Outaouais, mais le ministre des Terres et Forêts, après de nombreuses consultations, a décidé de construire plutôt ce barrage au lac Dozois. Le gouvernement, en construisant le barrage au lac Dozois au lieu du lac Victoria, va sauver \$1,000,000 par année à la province². J'espère que l'opposition approuvera le projet de loi.

M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson), que le débat soit maintenant ajourné.
Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1946-1947

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Terminaison du nouveau pont Sainte-Rose (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant, le 31 mars 1947.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille

dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Codification des lois municipales, traitements compris (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission municipale de Québec, traitements compris (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service d'urbanisme, traitements compris (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur

(Ressources hydrauliques)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Ressources hydrauliques)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Ressources hydrauliques)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Ressources hydrauliques)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission des eaux courantes de Québec, traitements, gages compris (Ressources hydrauliques)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission des eaux courantes - dépenses en immobilisations (Ressources hydrauliques)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil supérieur du Travail (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conventions collectives, arbitrages et enquêtes, traitements compris (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à l'apprentissage (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

24. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à la prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 12 avril 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Éducation

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 pour assurer le progrès de l'éducation soit maintenant lu une deuxième fois³.

Nous considérons que l'éducation et l'instruction de la jeunesse de cette province est le sujet le plus digne de l'attention des esprits sérieux et des sollicitudes des représentants du peuple dans cette Chambre.

Dans l'éducation nationale, il ne doit pas y avoir d'esprit de parti. En effet quand il s'agit des plus nobles facultés de l'homme, quand sont en jeu le cœur, l'intelligence, l'âme même des générations montantes, lorsqu'il s'agit de l'orientation intellectuelle et morale de toute une population par sa formation scolaire, je suis convaincu que tous les honorables membres de cette Chambre laisseront de côté les calculs et les intérêts de la politique personnelle pour ne penser uniquement qu'au devoir patriotique, national, de voir juste et de faire bien.

C'est avec ces sentiments, et avec la connaissance de la haute responsabilité qui nous incombe, que nous voulons aborder la discussion de cette loi.

Le 8 août 1944, par l'exercice démocratique de ses droits, la population de la province de Québec

choisissait la majorité de ses représentants parmi les membres de l'Union nationale et leur confiait ainsi l'orientation politique de la province.

Le premier ministre m'a fait l'honneur de m'appeler au poste de secrétaire de la province en me confiant le rôle d'intermédiaire entre le Conseil de l'instruction publique et son département d'une part et, d'autre part, le Conseil des ministres et cette Chambre.

Mon devoir m'obligeait donc à me mettre parfaitement au courant de la situation de l'éducation dans les écoles publiques de la province, de l'orientation nationale, religieuse et pédagogique, et de la situation financière.

Je veux aussi remercier le premier ministre de m'avoir fait l'honneur de m'inviter à présenter ce projet de loi à l'Assemblée législative.

Dans le discours du trône, on y lit ce qui suit: "Mon gouvernement croit fermement que l'éducation est une des richesses d'un peuple, qu'elle constitue un capital d'une valeur incomparable, indépendant des fluctuations économiques et pouvant s'accroître au gré de la volonté de celui qui le possède. Nous voulons faire profiter de cette richesse inestimable toute la population de la province et particulièrement les fils de nos cultivateurs et de nos ouvriers. Nous voulons apporter notre meilleure attention aux nombreux problèmes éducationnels accumulés depuis bien des années." Dans ce domaine de l'éducation, le gouvernement affirme catégoriquement que les droits et intérêts des parents et ceux du Conseil de l'instruction publique doivent être intégralement sauvegardés.

Le gouvernement est d'opinion que le système actuel de taxation pour fins scolaires est injuste envers la petite propriété, facteur de bien-être, de progrès et de paix sociale. Il continuera à s'intéresser aux petits propriétaires, à leur rendre justice et à améliorer leur sort. Aussi le gouvernement veut-il remédier à cet état de choses qui paralyse l'instruction publique chez nous avec une mesure de grande envergure.

Lorsque je suis entré en fonction en 1944, j'ai immédiatement entrepris ce que j'appelle un inventaire minutieux de toute la situation scolaire, dans le but de fournir à toutes les tranches de la population les meilleures installations scolaires.

Six mois d'inventaire actif confirmèrent définitivement nos convictions sur la valeur de notre système. Grâce au dévouement compétent de nos éducateurs au cours du siècle écoulé depuis 1846, date de cette loi qui nous a assuré la survie religieuse et française par l'école, date dont nous célébrerons

cette année le glorieux centenaire; grâce au travail tenace, suprême et courageux que le Conseil de l'instruction publique a su accomplir vaillamment pendant près de 75 ans à la grande cause de l'éducation chez nous.

Personne n'a actuellement à faire chez nous les aveux que les plus grands éducateurs américains se voient dans l'obligation de faire au sujet des écoles publiques du grand peuple voisin que nous estimons par ailleurs beaucoup.

Cette année 1946 marque donc le centenaire de la nouvelle loi de l'instruction publique et de l'établissement des écoles séparées. Chez nous, le Conseil de l'instruction publique et les éducateurs, de la plus grande à la plus humble de nos écoles, ont su jusqu'à ce jour maintenir et défendre contre toute influence adverse, la primauté de la formation sur l'instruction, assurer la responsabilité civique profonde et, sous sa plus belle forme, la liberté et la responsabilité chrétienne.

Les méthodes disciplinaires ont évolué chez nous selon l'évolution de la société, mais la stabilité du système scolaire a été maintenue. Aucune théorie précipitée ou mal interprétée n'a été utilisée et le Conseil doit en être félicité pour avoir résisté aux influences extérieures de la sorte. La loi de l'instruction publique et le Conseil nous ont protégés contre les essais hâtifs, hasardeux et dangereux que l'on déplore ailleurs.

Mme Harold S. Osborne, une pédagogue américaine éminente a écrit un article dans la revue *Think*, après avoir fait une étude de la situation. Selon elle, nous sommes fiers de nos édifices scolaires, de nos équipements, de nos gymnases, de nos projets, de notre mot d'ordre sur notre égalité des chances d'accès à l'enseignement. Cependant, en examinant d'un peu plus près, derrière cette façade, nous réalisons malheureusement aujourd'hui que nous sommes effectivement avancés, mais que nous n'avons pas installé dans notre pays un sens universel de la responsabilité.

Il cite un autre pédagogue américain, M. Worth McLure, sur les nouvelles méthodes éducatives appliquées ailleurs. Il souligne que l'enseignement au Québec doit suivre les directions entièrement approfondies du Conseil de l'instruction publique. Ainsi sera assurée la continuité de la présente organisation sociale et familiale du Québec, dit-il.

Moins d'un an d'inventaire a convaincu l'Union nationale à ce point de l'excellence de l'orientation donnée et des résultats obtenus que, selon mon devoir, j'adressai à nos instituteurs deux

premiers messages publics concernant les deux pierres angulaires de toute éducation digne de ce nom, la question religieuse et la question nationale.

La poursuite de cet inventaire m'a conduit à la préparation de deux autres messages que j'espère pouvoir adresser bientôt aux éducateurs et à toute la population: la famille et l'éducation, puis l'organisation scolaire de la province de Québec. Entre-temps, je remplissais en matière d'organisation scolaire les devoirs de ma charge à l'égard du département et à l'égard du Conseil de l'instruction publique laissant par ailleurs à celui-ci de prendre les responsabilités que lui confie la loi de l'instruction publique.

Mais, l'éducation est menacée chez nous. Quelle que soit sa valeur, aujourd'hui reconnue, de notre éducation et de l'ampleur des résultats qui s'affirment par le développement progressif de la province et la stabilité sociale de la population, ce système ne saurait se maintenir tant et aussi longtemps que l'administration⁴ financière sera aussi inadéquate et défectueuse. À mon arrivée au secrétariat, j'ai constaté que les dettes des corporations scolaires de la province dépassaient \$90,000,000⁵. Sur 1,560 commissions⁶, 1,500⁷ étaient en déficit ou disposaient de budgets insuffisants.

Cette dette, loin de diminuer, augmentait d'année en année. En effet, le service de la dette immobilise une partie considérable du revenu tandis que les besoins de finances pour salaires, constructions, services (enseignement ménager, travaux manuels, matériel d'enseignement, etc.) augmentaient sans cesse, comme il fallait le prévoir, et absorbe au moins le tiers des octrois distribués par la province.

Il était devenu nécessaire que le gouvernement les soulage de leurs dettes et de leurs déficits, s'ils devaient progresser et assurer l'entretien des installations scolaires pour toute la population. Pour y arriver, un examen complet de la situation a été fait par une commission compétente dont les principales recommandations sont intégrées à la mesure présentée à la Chambre.

Après une étude sérieuse des budgets de chaque corporation scolaire de la province, nous avons constaté que, débarrassées de leurs dettes, un grand nombre de corporations scolaires peuvent faire face par elles-mêmes à de nouveaux barèmes de salaires, avec les octrois annuels pour salaires d'enseignement, et organiser des services scolaires qui s'imposent.

Par ailleurs, un tiers des octrois distribués par la province comme aide extraordinaire aux corporations scolaires, sous le titre inexact d'aide à l'enseignement primaire supérieur, ne servait en

somme qu'à assurer le lourd service de dettes de certaines municipalités. Une fois les dettes disparues des budgets scolaires, ces argents de l'instruction publique deviennent disponibles pour le développement général de l'éducation à travers la province. Décharger les corporations scolaires du fardeau de leurs dettes, voilà la mesure qui s'imposait après une étude sérieuse des faits.

Or, la saine liquidation des dettes ne peut exister que si la loi qui l'autorise rend impossible le renouvellement de pareille situation. Or, les dettes ont été accumulées, dans le passé surtout par suite d'emprunts pour deux fins. La première, c'est la construction de locaux scolaires. Ces dépenses sont inévitables et continueront à s'imposer, même à un rythme accéléré d'ici quelques années.

La deuxième fin des emprunts était, dans certains cas plus rares, de combler la différence entre le revenu limité que pouvait percevoir la corporation scolaire et les dépenses absolument nécessaires à l'éducation qu'elle devait acquitter. Cette limite n'était parfois que la limite légale imposée contre le gré de la commission par le gouvernement. Ce fut longtemps le cas de Montréal.

Le département de l'Instruction publique, par ses services actuels ou à venir, devra renseigner à temps et avec la documentation suffisante le gouvernement de la province, pour que celui-ci trouve et applique à l'éducation des sommes suffisantes en vue des octrois diversement nécessaires aux municipalités pour aide aux frais d'enseignement et d'entretien.

De plus, la loi qui assure la liquidation des dettes scolaires, à même les revenus de la province et le fonds éducationnel provenant de l'exploitation des ressources naturelles, prévoit que les corporations scolaires ne pourront désormais contracter de nouvelles obligations par le biais d'emprunts, sauf dans le cas de prêts annuels et provisoires contractés pour fins d'administration courante en attendant la perception des revenus de l'année, emprunts qui doivent être remboursés au complet à même les revenus de l'année courante, à moins d'être autorisés à le faire par le Conseil et la Commission municipale du Québec, ayant la responsabilité de liquidation.

Ainsi donc, par ce moyen les finances scolaires se trouvent définitivement assainies, l'avancement de l'éducation garantie. Les revenus nécessaires à l'application du fonds éducationnel créé par le projet de loi sont tirés de deux sources principales:

a) Une partie des revenus de l'Hydro-Québec provenant en fait de la ville de Montréal, fournira la

moitié de la somme nécessaire et acquittera au bénéfice de la population de Montréal la dette scolaire de cette ville, qui représente en fait les 4/5 de la dette scolaire totale de la province.

b) La taxation d'intérêts privés qui exploitent les ressources naturelles constitue la seconde source du revenu nécessaire. Cette taxe est des plus légitimes, les intéressés d'ailleurs l'acceptent volontiers.

C'est mon devoir de noter ici que, en 1926, sous la pression de l'opinion publique qui désirait dès ce moment un assainissement nécessaire de la finance scolaire, le gouvernement Taschereau fit voter une loi permettant d'obtenir ces mêmes revenus. Il se garda bien cependant de la mettre à exécution.

Et voilà une des raisons et des responsabilités principales de l'accumulation des dettes scolaires à travers la province. Le gouvernement provincial n'a pas rempli à temps le rôle supplétif qui lui permettaient les sources de revenus qui sont les siennes et les études et interventions autorisées ont fait défaut.

Qui nous dira les conséquences sur les vingt générations qui ont suivi, soit près de la moitié de notre population actuelle dont la vie individuelle et collective ne sera jamais ce qu'elle aurait pu être si chacun avait rempli à temps son devoir? En 1936-1939, pas le temps de voir à tout, en 1944-1945, préparation sérieuse de la loi actuelle.

Reste à signaler que la présente législation scolaire est entièrement conforme aux principes tant de fois indiqués par le Conseil de l'instruction publique. Les seuls points en cause sont: 1° la disparition du pouvoir d'emprunt; 2° le paiement des dettes par la province; 3° l'augmentation selon les besoins des octrois ordinaires du gouvernement pour aider à défrayer les frais d'enseignement.

Ce troisième et dernier point, augmentation selon les besoins des octrois ordinaires pour frais d'enseignement, ne présente aucune difficulté, puisque c'est le moyen toujours en usage pour suppléer aux besoins et aux budgets locaux.

Le deuxième point ne fait pas plus de difficulté. En effet, le paiement des dettes scolaires par la province constitue une substitution de débiteur et non de créancier. Il ne reste aucune hypothèque, aucun lien sur les biens des corporations scolaires, le paiement étant désormais plus libre, plus autonome, plus en sécurité que jamais. Les commissions se sentiront en sécurité dans la libre possession et administration de leurs biens et de leurs affaires en se débarrassant de leurs dettes.

Enfin, la suppression⁸ du pouvoir de contracter des emprunts par les corporations scolaires répond à l'orientation générale toujours donnée à la législation

scolaire en cette matière depuis soixante-quinze ans. En effet, la loi de l'instruction publique n'a toujours concédé le droit de contracter des emprunts qu'à défaut d'autres moyens d'assurer l'organisation scolaire suffisante. Elle limitait l'exercice de ce droit d'emprunt.

Maintenant, le Conseil de l'instruction publique a reconnu au département, de concert avec la Commission municipale, le droit de contrôler la nécessité et le montant de l'emprunt, la capacité et le mode de paiement. Il prévoyait même la possibilité de refus de permission d'emprunt en certains cas. Ce besoin d'emprunt disparaissant aujourd'hui par les mesures financières de la présente loi. Depuis lors, la nécessité de recourir à des prêts étant disparue à cause de cette loi, il est normal que disparaisse en même temps le pouvoir d'emprunt pour prévenir tout abus possible.

En définitive, tout en assurant le règlement définitif des finances scolaires du Québec, nous nous sommes rappelés comme nous le devons que le règlement des questions financières scolaires n'est pas indépendant de l'orientation générale de notre système scolaire; que selon sa nature, un règlement financier peut assurer ou compromettre l'autonomie ou même l'existence des commissions scolaires locales; respecter ou restreindre leur pouvoir de taxation, l'étendue de leur juridiction sur le cours primaire lui-même; qu'il peut consolider l'influence du Conseil de l'instruction publique, comme il peut le compromettre ou lui soustraire une partie de la jeunesse étudiante.

Me serait-il permis de rappeler à cette Chambre les incidences sociales d'un tel projet de loi. Elles sont au nombre de six:

a) Les autorités locales se trouveront désormais en mesure d'assumer par elles-mêmes, sans aucune ingérence extérieure, les services d'éducation proprement dits, c'est-à-dire salaires du personnel et frais d'entretien.

b) Ce retour à la confiance sera de nature à développer considérablement la fierté canadienne-française et catholique dans tous les domaines.

c) Le parti de l'Union nationale apportera ainsi dès sa deuxième session, une solution complète et définitive à tout le problème de l'enseignement primaire chez nous.

d) En régularisant les budgets de toutes les commissions scolaires de la province sans exception, nous enlevons à tous les contribuables propriétaires de biens fonciers le cauchemar qui les obsédait.

e) La sauvegarde de l'autonomie provinciale en matière d'éducation se trouve définitivement assurée dans la pratique.

f) La province de Québec se trouve à montrer la voie à toutes les autres provinces en matière de finances scolaires. Elle leur indique en même temps le moyen de sauvegarder leur propre autonomie, ce qui est de nature à assurer aussi le nôtre.

Par la mesure que nous présentons, nous aurons réalisé l'affranchissement économique de nos corporations scolaires et, par là, nous aurons mérité la reconnaissance des générations montantes de la grande famille du Québec.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

M. l'Orateur, la question de l'éducation est tellement importante que je crois de mon devoir d'exprimer mes vues franchement et sans crainte sur la mesure présentée dans cette Chambre, puisque l'avenir de la province et de ses enfants est en jeu dans ce projet de loi.

Depuis 10 ans, le revenu des commissions scolaires des grandes villes a été insuffisant en face des besoins toujours grandissants de la population. Dans plusieurs circonstances, les gouvernements sont venus à l'aide des contribuables, mais il était généralement admis que la nature de leur aide était provisoire.

Je vais m'occuper du dossier, non pas du point de vue protestant, mais du point de vue général, parce que les besoins des deux catégories sont sensiblement les mêmes. À ce sujet, comme membre de la communauté protestante de la province, je suis heureux de reconnaître que la minorité anglo-protestante a toujours reçu un traitement généreux de la part de la majorité canadienne-française et de tous les gouvernements qui se sont succédé; peu importe l'allégeance, les considérations qui sont utilisées à titre d'exemple pourraient très bien s'appliquer ailleurs dans le monde. Je regrette de ne pas pouvoir mieux parler en français sans préparation, alors je vais demander aux membres de bien vouloir me supporter en anglais.

Le gouvernement prétend avoir trouvé une solution permanente au problème. Ce n'est pas mon avis. La solution utilisée à chaque fois était reconnue comme étant de nature temporaire, jusqu'à la découverte d'une solution permanente. Je suis un peu alarmé en voyant la présente mesure proposée comme étant la solution permanente prévue.

Les principes énoncés dans le bill du député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Côté) se divisent en trois parties: 1. - on crée un fonds d'éducation; 2. - on réorganise les finances des commissions scolaires; 3. - on enlève une partie de

l'autonomie des commissions qui tombent sous la juridiction de la commission municipale.

Le fonds destiné à l'éducation proposé, d'environ \$13,000,000, proviendra, pour la moitié, du revenu obtenu de la taxe de vente qui deviendra un élément permanent du système économique budgétaire de la province et des taxes prélevées auprès des compagnies d'électricité et du bois.

Le fonds d'éducation que l'on crée par la loi ne doit pas⁹ être distinct et séparé du fonds consolidé de la province, puisqu'on y versera environ \$13,000,000.

L'Hydro-Québec, un organisme gouvernemental, devrait payer comme les autres compagnies hydroélectriques privées la taxe de 15 sous par mille kilowatts-heure. Elle devrait contribuer à plus ou moins \$2,800,000 de son revenu à l'amortissement financier des écoles.

Tout en n'ayant pas d'argument précis à offrir contre cette condition, je voudrais savoir si cette contribution sera prélevée seulement après l'indemnisation des actionnaires qui attendent encore le paiement de leurs investissements. Je n'ai pas aimé le fait que le gouvernement utilise un revenu qui devrait être utilisé pour payer les actionnaires de la Montreal Light, Heat and Power. La taxe de vente contribuera à approximativement \$7,400,000; le reste proviendra des compagnies privées d'électricité et de bois. Étant donné que les clients d'Hydro-Québec sont de la région de Montréal, ils doivent payer une partie disproportionnée des coûts.

Une autre objection est que cette utilisation de l'argent provenant de l'Hydro repousse constamment la réduction des taux. Je dois dire que je ne comprends pas comment l'Hydro pourra réduire ses taux à Montréal si on prend près de \$3,000,000 de ses revenus. La création d'un fonds spécial me paraît une mauvaise pratique.

Il sera impossible d'obtenir un taux plus bas si l'électricité devait servir comme assiette fiscale, et l'idée du Parti libéral en 1944 était de réduire les taux pour encourager l'industrie et donner du travail. Comme la moitié de la taxe de vente provinciale a été utilisée, ceci se traduit par la perpétuation de la taxe de vente que le premier ministre avait promis d'abolir.

De plus, je n'aime pas l'idée que le produit d'une loi spécifique soit utilisé dans un but précis. Il serait préférable que l'argent provienne d'un fonds général au lieu du revenu d'une taxe spéciale.

Il condamne la création d'un fonds séparé du fonds général de la province dans un but déclaré; cela conduit à la confusion, déclare-t-il. De plus, si

une partie du revenu ordinaire et la moitié de la taxe de vente sont détournées vers un fonds de l'éducation, il sera impossible pour le trésorier de la province d'avoir les surplus qu'il avait prévus. Toute cette idée est peu crédible. Le trésorier aura un lourd déficit. J'estime à \$14,000,000 le revenu de la taxe de vente du présent exercice pour arriver à un surplus de \$350,000. Si le revenu diminue de \$7,000,000, le déficit sera énorme.

Il ne faut pas oublier que, depuis 1942-1943, lorsque les chiffres officiels sont disponibles, les coûts relatifs à l'éducation augmentent terriblement, non seulement en raison de la construction de nouvelles écoles, devenue nécessaire avec l'augmentation de la population étudiante, mais aussi en raison de l'augmentation du salaire des professeurs et des employés généraux. Le revenu est cependant demeuré le même. Il va sans dire que le revenu des écoles pourrait être augmenté seulement à l'aide de taxes plus élevées ou à l'aide d'aide financière du gouvernement.

De plus, la création du fonds d'éducation enlève à la Législature le contrôle des argent qui y seront versés.

Le bill consacre un principe en vertu duquel les commissions scolaires, quelle que soit leur dénomination, devront s'adresser au gouvernement non pas en invoquant le droit mais la charité. On déclare ni plus ni moins, dans la loi, que l'autonomie des commissions scolaires n'existe plus. La preuve c'est qu'on met sur le même pied les commissions scolaires qui ne doivent rien et celles qui sont insolvables. Il s'oppose à ce qu'on annexe Montréal-Est à la commission scolaire de Montréal.

Est-ce que l'intervention du gouvernement consiste à placer toutes les commissions scolaires sous le contrôle de la Commission municipale du Québec, l'organisme de liquidation, ou d'y placer seulement celles qui sont en déficit? Pendant plusieurs années, les commissions scolaires ont été sous le contrôle d'agences gouvernementales, soit le Conseil de l'instruction publique, le ministère des Affaires municipales ou la Commission municipale du Québec. Aucun nouvel endettement ne peut survenir sans l'approbation de ces organismes. Alors, la mesure actuelle perpétue seulement un état des choses qui existe déjà.

Il n'y a aucun doute qu'avec le système actuel de taxe scolaire accumulé sur l'évaluation foncière, aucune corporation scolaire ne peut rencontrer ses obligations sans une aide financière substantielle du gouvernement provincial. La question est de savoir s'il serait possible d'accroître cette aide sans imposer la tutelle.

Jusqu'à maintenant, l'enseignement était sous le contrôle des comités catholique et protestant du Conseil de l'instruction publique. Maintenant, avec la mesure présentée devant la Chambre, le gouvernement passe les cordons de la bourse des commissions scolaires et des municipalités au Conseil des ministres, au secrétaire de la province et à la Commission municipale de Québec. Le premier ministre aime à se dire un champion de la décentralisation. Mais, il centralise tout entre les mains de son cabinet et de la Commission municipale qui devient la figure dominante de notre système scolaire.

Je me demande s'il ne serait pas mieux d'offrir un soulagement financier aux commissions scolaires au lieu de compromettre leur autonomie, sous le prétexte de leur donner le moyen d'échanger leurs obligations?

Une autre partie du projet de loi présente une menace plus grande pour les commissions scolaires, car il donne à la Commission municipale de Québec l'autorité de décider quelles sont les corporations scolaires en défaut. Les unes et les autres seront placées sur le même pied.

La réorganisation de la dette scolaire destinée aux institutions va s'avérer désastreuse et va détruire pour des années à venir la confiance de tous ceux qui ont placé de l'argent dans les obligations des commissions scolaires et, par cela, le bill est une des plus importantes législations qui aient été présentées dans ce Parlement. La réorganisation proposée ne règle pas le fond du problème, mais elle détruit le crédit des commissions.

Un dernier mot, les députés de langue française se révolteraient si le texte français était aussi mauvais que le texte anglais.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est mesquin.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je félicite d'abord le ministre des principes très élevés qu'il a énoncés dans son discours. Sur le principe de libérer les commissions scolaires du fardeau de leurs dettes comme sur le principe de dégrever la petite propriété, nous sommes pleinement d'accord avec le gouvernement. À ce propos, on doit se montrer satisfait.

Mais si, dans l'ensemble, nous approuvons le principe de la loi, l'intention, il y a dans la lettre du projet, dans son application, des choses qui nous paraissent très discutables.

Les intérêts en jeu sont si graves, qu'il me paraît que la législation ne semble pas avoir été assez mûrie, bien étudiée et préparée.

Je ne vois pas dans le bill du ministre une solution d'ensemble et fondamentale de tout le problème, mais il constitue plutôt une série de solutions partielles dont quelques-unes sont douteuses. J'aurais préféré aussi qu'une telle loi fût présentée plus tôt pendant la session.

Le projet laisse subsister d'anciennes injustices et en crée quelques autres. La taxe des neutres reste en proportion de la population adulte et non de la population scolaire, de sorte que les commissions catholiques reçoivent moins que les commissions protestantes en proportion du nombre d'enfants qu'elles ont à leur charge.

Au lieu de corriger des injustices au sujet de la taxe neutre et des inégalités en rapport avec l'évaluation foncière des neutres et les taux payés d'un endroit à l'autre, on les laisse aussi subsister.

Les octrois permettront des décisions arbitraires. La taxe est imposée à certaines compagnies mais pas à toutes. Plusieurs compagnies et corporations jouissent de conditions particulières. Ce sont des injustices à leur bénéfice.

Les grandes compagnies, dit-il, sont souvent installées dans de petites municipalités scolaires. Le résultat c'est que d'énormes corporations payent des taxes scolaires infimes parce qu'elles sont situées hors de la zone taxable. L'ensemble de la population ne profite pas du même avantage.

Le projet de loi fait un changement salubre dans un cas, celui de Montréal-Est, mais je me demande pourquoi on n'a pas généralisé le changement. Il y a aussi le cas des compagnies qui ne sont pas taxées du tout parce que situées dans des territoires non organisés. Le bill ne s'occupe pas de ces compagnies. J'aurais voulu que le gouvernement s'occupe à fond de ce problème.

Il traite ensuite des octrois payés par le gouvernement aux commissions scolaires. Je m'élève contre le fait que les octrois continueront d'être versés sans un système organique, dit-il¹⁰. On conserve la politique du bon plaisir et j'y vois une possibilité d'arbitraire très grande¹¹.

Il me semble que le bill non seulement laisse subsister des injustices, des erreurs passées, mais en crée de nouvelles. Dans le cas des commissions scolaires qui ne sont pas en défaut par exemple, le principe de la conversion forcée des dettes scolaires est dangereux, bien qu'il s'agisse-là d'un problème très délicat sur lequel je ne suis pas en mesure de me prononcer.

Si la redistribution des taxes était faite sur une base uniforme, si on établissait des zones, on en retirerait aussitôt un bénéfice considérable.

En vertu du bill, certaines compagnies porteront des charges très lourdes au bénéfice d'autres compagnies, comme par exemple, les compagnies minières. La compagnie Noranda ne paie des taxes qu'à Noranda même, tandis que ses ouvriers résident en face, à Rouyn. Cette injustice disparaîtrait si on taxait les compagnies suivant un rôle provincial, comme le recommandait la commission Fortier.

Enfin, il y a une autre injustice nouvelle contre certains instituteurs et institutrices, dans certaines commissions scolaires, dans le fait qu'on supprime l'arbitrage pour les institutrices rurales et qu'on fixe le salaire minimum à \$600, qui a bien des chances d'être considéré comme un maximum.

Cette somme de \$600 sera bien supérieure au salaire actuel et peut paraître suffisante pour une institutrice qui débute, mais elle est insuffisante pour garder les autres institutrices dans la profession. L'institutrice d'expérience ne recevra pas plus que la nouvelle institutrice, de sorte qu'il n'y aura plus d'attrait pour celle qui voudrait se faire une carrière de l'enseignement.

Il faudrait prévoir un système d'augmentation graduelle. Enlever l'arbitrage, c'est rendre illusoire la négociation des conventions collectives.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cet article a été inclus à la demande des commissions scolaires rurales. Il correspond à leur demande, à leurs désirs et à leurs droits.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier):

Je crois qu'il faudrait faire subsister les augmentations statutaires, mais le gouvernement provincial devrait les payer en totalité si les commissions ne sont pas capables de le faire.

Enfin, avec la mesure, l'autonomie des commissions scolaires est fort menacée. Même les commissions qui ne sont pas en défaut vont perdre la maîtrise d'une bonne part de l'administration. Ce sera une sorte de mise en tutelle. Dans les villes où les commissions scolaires n'ont pas de dettes, la loi ne leur donne aucun bénéfice.

Avec cette loi, moins on a été sage, plus on va être récompensé. Cette législation ne peut être définitive. Elle n'est qu'un commencement. J'invite le gouvernement à étudier plus longuement son projet de loi.

M. Roberge (Lotbinière):

M. l'Orateur, il est bien difficile de dissocier le système de financement scolaire de nos écoles actuel et le nouveau système que propose aujourd'hui le secrétaire provincial.

La réforme proposée sera-t-elle plus adéquate, plus à la mesure des nécessités? Avant de parler de réforme, il faut savoir si le système actuel est défectueux et considérer si la réforme ne le rendra pas pire. On peut jusqu'à un certain point juger le système actuel de financement de nos commissions scolaires par le résultat qu'il a donné comme on pourra juger du nouveau plan par le résultat qu'il peut donner.

Le système que l'on nous propose est-il conforme à la justice distributive et à la justice sociale? Il faut examiner en premier lieu si la loi présentée n'est pas contraire à toute économie. Le système de financement actuel de l'enseignement primaire est inadéquat parce qu'il permet des inégalités entre les villes et les campagnes. Et ces inégalités, la réforme que propose le secrétaire de la province n'y remédie aucunement.

Le gouvernement se propose d'assurer la dette obligataire. Quelle est la situation? D'après le recensement de 1941¹², la situation est la suivante: population: des cités, 1,515,568, 45.5 %¹³; villes, 326,966, 9.8 %; villages, 267,150, 8 %; rurales, 1,222,198, 36.7 %¹⁴. Or, la dette obligataire des commissions scolaires urbaines est de 87.8 % du total de dettes que l'on veut convertir tandis que celle des commissions scolaires rurales n'est que de 2.4 %.

Le règlement des dettes scolaires va donc rendre un grand service aux grandes villes mais il ne rendra aucun service aux campagnes.

Le principe du prélèvement actuel de la taxe scolaire est injuste pour les corporations scolaires rurales. Dans les villes, les biens imposables des individus s'élèvent à 60 % de l'évaluation immobilière totale de la province et 75 % des biens imposables appartiennent aux compagnies. Dans les municipalités rurales, cette proportion n'est que de 7 %. Ainsi, en libérant de leurs obligations les corporations scolaires des villes¹⁵, on permet la diminution de l'impôt foncier sur les compagnies. Mais, dans les campagnes le taux¹⁶ reste le même. On va aider les grands propriétaires et les compagnies. Rien n'est fait pour les campagnes.

La Chambre me permettra de citer comme exemple la situation du comté de Lotbinière que je représente et qui représente celle des autres comtés ruraux de la province. D'après les statistiques de 1942-1943, on comptait 26 corporations scolaires et 743 propriétaires qui payaient des taxes scolaires. Dans ces corporations, les biens imposables des individus sont évalués à \$6,782,798 et ceux des compagnies de \$306,052, pour les lignes de transmission en grande majorité.

Dans mon comté, il y a une proportion de 22 contre 1 entre les biens des individus et ceux des compagnies. Le taux de la taxe des 26 corporations scolaires de Lotbinière varie entre 60 cents et \$2, tandis qu'à Québec, le taux est de \$1 et à Montréal, il ne dépasse pas \$1.15.

Dans mon comté, les contribuables payent 57 % des dépenses scolaires et la subvention du gouvernement n'est que de 43 %. Lorsqu'on examine la dette obligataire totale des 26 corporations scolaires de Lotbinière, on constate qu'en 1943, elle s'élevait à \$4,083. Au cours de l'année suivante, on l'a réduite de \$1,963, ce qui fait qu'elle n'est plus que de \$2,120.

Le projet de loi ne change donc absolument rien à la situation des comtés ruraux, qui est semblable à celle de Lotbinière. Et pourtant, il ne faut pas oublier que le fonds spécial d'éducation que le gouvernement va prélever sur la population rurale aussi bien que sur la population urbaine s'élèvera, si les chiffres des journaux sont exacts, à \$12,000,000 ou \$14,000,000 par année.

Soixante-cinq pour cent provient de la taxe de vente, 20 % du fonds sera prélevé des revenus de l'Hydro-Québec et 10 % d'un impôt sur les forces hydrauliques et le bois à papier. Ce prélèvement affectera probablement les salaires. La portion de la taxe de vente, payée par toute la province, ira au fonds.

Le projet ne règlera donc rien dans les corporations scolaires rurales. Il ne fera que rendre moins sérieuses les craintes et les angoisses des contribuables des grandes villes, au détriment du reste de la population.

Je soumetts que l'on devrait suivre l'exemple de l'Ontario qui assure une subvention précise et statutaire pour l'enseignement primaire. Voici le tableau des subventions chez nos voisins: aux corporations scolaires urbaines d'au moins 100,000 âmes, Ontario paie 30 % du coût de l'éducation; entre 10 et 100,000, 42 %; entre 2,500 et 5,000, 50 %; moins de 2,500 de population, 60 %.

Le système de l'Ontario tient compte de l'évaluation et du nombre de classes. Pour une évaluation de \$80,000 par classe, le gouvernement paie 50 %; \$50,000, 60 %; entre \$30,000 et \$50,000, 75 %; moins de \$30,000, 90 % de l'enseignement est défrayé par le gouvernement.

Supposons que le système d'Ontario soit appliqué dans Lotbinière. Au lieu de payer 43 %¹⁷ comme aujourd'hui, le gouvernement de Québec paierait 75 % de l'enseignement primaire. Et la même chose dans les autres comtés ruraux.

En assumant les dettes des corporations scolaires des grandes villes et en laissant l'impôt tel

qu'il est, le gouvernement de l'Union nationale paiera 75 % du coût de l'enseignement dans les grandes villes et, dans les campagnes, il ne paiera que 40 %. En ce qui concerne les salaires des institutrices rurales, les corporations scolaires rurales avaient jusqu'ici la garantie de subventions fixes et en quelque sorte statutaires. L'article 24 de la loi présentée fait disparaître cette garantie. De plus, le projet de loi laisse les municipalités dépendre du gouvernement, qui pourra imposer ses conditions avant de consentir à une subvention; je ne songe pas au gouvernement actuel.

Je reconnais que le projet diminue les angoisses des contribuables des grandes villes. Je ne dis pas que le projet ne corrige pas la situation dans une certaine mesure mais, il ne donne aucune aide additionnelle aux corporations scolaires rurales.

Pour nous, des campagnes, la loi n'est pas un progrès, mais un recul. Le gouvernement devrait amender sa loi de façon à rendre justice à tout le monde, aux campagnes et aux villes.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Chaloult (Québec): Je remercie le député de Westmount d'avoir déclaré que la minorité chez nous était traitée avec justice et équité. J'aimerais que cela soit publié dans les journaux des autres provinces, afin que l'on songe à nous traiter avec justice et équité.

J'ai fait une étude superficielle de la loi et je compte sur le débat pour m'éclairer sur les points obscurs de ce bill important. La question de l'éducation est vitale parce qu'un peuple vaut par la qualité et non par la quantité.

Le gouvernement fait très bien d'intervenir pour régler le problème des dettes des commissions scolaires de toute la province. Un pareil règlement va permettre aux commissions scolaires d'accomplir une meilleure tâche dans le domaine de l'éducation et de mieux payer les instituteurs et institutrices.

Mais, je regrette que l'on ait fixé un minimum au salaire des instituteurs et institutrices. Je trouve inconcevable que jusqu'en ces dernières années, les institutrices aient été moins bien payées que les hommes et les bonnes. C'est un fait, qu'avec des salaires plus élevés qu'il y aurait de meilleures chances d'obtenir des professeurs compétents au lieu d'avoir des professeurs qui font du temps en attendant d'avoir de meilleures offres d'emploi.

Le gouvernement ferait mieux d'insérer dans sa loi que le salaire mentionné de \$600 n'est qu'un salaire minimum et d'établir d'autre part une échelle graduée d'augmentations, échelle que les commissions

scolaires auraient l'obligation de suivre. Souvent un salaire minimum devient un salaire maximum. Ce n'est pas ce que pense le ministre?

En principe, je suis favorable à la centralisation des écoles. Je souhaite que les commissions scolaires s'organisent pour transporter les enfants à des écoles centrales où le personnel enseignant sera mieux payé.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

En principe, je suis favorable à une augmentation du salaire des institutrices, mais il faut tenir compte de la situation financière de la province et des corporations scolaires.

M. Chaloult (Québec): Quant au bill, on peut en dégager quatre principes dont un bon et trois mauvais, comme suit: Premièrement, le bill est néfaste pour l'autonomie des commissions scolaires. Il y en a qui sont endettées. On ne peut leur permettre de continuer de creuser le gouffre. Pas d'erreur là-dessus.

Mais, il y a aussi les municipalités qui font face à leurs obligations et qui ont été bien administrées. Les corporations scolaires qui ne sont pas en défaut sont traitées injustement par cette loi. Elles ne pourront plus rien faire. Elles seront sur le même pied que celles qui sont en défaut. C'est un grave danger. On aurait dû prévoir le cas des unes et des autres. Qu'un ministre sectaire remplace le secrétaire de la province actuel et il peut y avoir un danger pour les minorités et je suis prêt à prendre la défense des minorités protestantes.

Deuxième principe, excellent celui-là, c'est la conversion forcée des dettes scolaires. Le gouvernement fait très bien de réduire le taux d'intérêt. Je suis heureux que le gouvernement nie l'inviolabilité des contrats. En avril 1936, l'honorable M. Taschereau, répondant à une question du Dr Hamel, disait: "Je suis contre la conversion des dettes et je crois à la sainteté des contrats". Moi je n'y crois pas.

Cette conversion était inévitable. Je suis favorable à la conversion forcée des dettes. L'argent n'a pas la même valeur qu'auparavant. Il rapporte 2 %, 2½ % et 3 %. Et les gens qui sont liés par des contrats à long terme ne peuvent remplir leurs obligations jusqu'au bout sans se ruiner. Si nous voulons éviter la répudiation des dettes, il faut accepter la conversion. C'est le seul moyen de servir le bien commun. Il y a des circonstances où l'intérêt général prime sur l'intérêt personnel.

Je m'élève toutefois contre la façon dont on va trouver des fonds. Un troisième principe est en

jeu: celui de la réhabilitation des compagnies hydroélectriques. Le trust de l'électricité a été décrié par tous les partis et il va être content de la proposition qu'on lui fait parce qu'il va y trouver l'occasion de se remonter un peu dans l'opinion. Il va pouvoir se vanter de soutenir l'éducation.

S'il est excellent que l'exploitation de nos ressources naturelles serve à des fins éducationnelles, par contre quand on prend \$2,800,000 à même le revenu de l'Hydro-Québec, il est un point qu'il ne faut pas oublier. Ces bénéfices de l'Hydro-Québec doivent servir, d'après la loi de l'Hydro, à diminuer les taux d'électricité. Si on les convertit à d'autres fins, il sera impossible de réduire les taux aux consommateurs. On augmente les charges de l'Hydro et, partant, on donnera ainsi aux adversaires de la nationalisation de nos ressources naturelles un argument d'importance contre la nationalisation. On dira que l'Hydro ne peut réduire ses taux parce qu'il lui faut verser près de \$3,000,000 de ses revenus au fonds de l'éducation.

En les forçant à payer à un fonds d'éducation, on va créer entre les compagnies hydroélectriques et les instituteurs des relations sympathiques qui sont au détriment du bien public et du principe de la nationalisation. Il condamne ces deux principes. Qu'on taxe le trust, c'est bien, dit-il, mais on aurait dû plutôt verser ces contributions au fonds consolidé du revenu. Le gouvernement aurait ensuite contribué lui-même aux frais de ce bill, où il pourrait puiser pour l'éducation. On ne devrait pas créer un fonds spécial.

Le quatrième principe que je veux condamner, c'est que la loi tend à discréditer la nationalisation parce qu'elle augmente les charges de l'Hydro au lieu de forcer celle-ci à réduire les taux. L'Hydro paye plus que les compagnies et celles-ci pourront déduire une grande partie de leurs contributions des taxes qu'elles payent au fédéral.

À part quelques réserves, je suis favorable au principe de la mesure présentée par l'honorable secrétaire de la province. L'intention du projet de loi est bonne, mais la façon de procéder n'est pas bonne. Comme je ne puis pas séparer le bon du mauvais, je ne sais pas encore de quelle façon je voterai sur la deuxième lecture.

M. Leduc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Bienvenue), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 31 pour combattre la tuberculose;
- bill 33 modifiant la loi de l'électrification rurale;
- bill 35 pour instituer un service provincial de publicité;
- bill 38 pour aider à l'établissement d'une école d'hygiène à Montréal;
- bill 43 concernant la municipalité de la partie ouest du canton de Romieu et les municipalités du canton de Dalibaire et de la paroisse de Sainte-Félicité;
- bill 44 validant certains enregistrements faits dans les divisions d'enregistrement de Joliette et de Dorchester;
- bill 46 modifiant le Code municipal;
- bill 155 concernant la ville de Mont-Royal.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 45 pour changer le nom du district judiciaire de Montcalm avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, immédiatement après l'article 4, comme articles 5 et 6:

"5. L'article 41 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15) est modifié en remplaçant le mot "Montcalm", dans la troisième ligne du premier alinéa, par le mot "Labelle"."

"6. L'article 62 de ladite loi est modifié en remplaçant le mot "Montcalm", dans la troisième ligne du premier alinéa, par le mot "Labelle"."

2. Les articles 5, 6 et 7 deviennent respectivement les articles 7, 8 et 9.

Aussi, le Conseil législatif a voté le bill 168 modifiant la charte de la cité de Lévis, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en ajoutant, à la fin dudit article, immédiatement après les mots "trois cents dollars" le mot "chacun".

2. L'article 2 est modifié en biffant, dans les lignes 5 et 6, les mots: "(annexé à la présente loi comme annexe)".

3. Et l'annexe est biffée.

Aussi, le Conseil législatif a voté le bill 205 concernant la cité de Montréal, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, immédiatement après l'article 1, comme article 2:

"2. La loi 62 Victoria, chapitre 58, est modifiée en ajoutant, après l'article 477b, édicté par l'article 12 de la loi 6 George VI, chapitre 72, l'article suivant:

"477c. La cité, par résolution du conseil adoptée à la majorité absolue de ses membres et sur rapport du comité exécutif peut accorder, aux conditions qu'il détermine, une pension annuelle n'excédant pas quinze cents dollars, à la veuve de tout recorder de la cité décédé après le premier janvier 1946 et qui, lors de son décès, exerçait ses fonctions ou était à la retraite comme recorder de la cité."

2. Les articles 2 et 3 deviennent respectivement les articles 3 et 4.

3. L'article 4, qui devient 5, est modifié en remplaçant, dans les lignes 5, 6 et 7, les mots:

"le coût de l'égout construit dans la rue projetée 82-470 s'élevant à la somme de \$4,565.00" par les mots:

"la somme de \$4,180.52 payée par cette compagnie pour la construction de l'égout dans la rue projetée 82-470 dont le coût total s'élève à \$4,565.00".

4. L'article 5 devient l'article 6.

Projets de loi:

District judiciaire de Montcalm

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 45 pour changer le nom du district judiciaire de Montcalm.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Lévis

La Chambre, prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 168 modifiant la charte de la cité de Lévis.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Montréal

La Chambre, prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 205 concernant la cité de Montréal.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 12 avril 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi de la curatelle publique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 57 modifiant la loi de la curatelle publique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission des accidents de travail

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 58 concernant la Commission des accidents du travail.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dit que le gouvernement présente une loi pour accorder une pension à la veuve de M. Paul Drouin,

ancien président de la Commission des accidents du travail.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Code de procédure civile

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 59 modifiant l'article 1213 du code de procédure civile.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Éducation

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné au cours de la séance précédente, sur la motion de l'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) proposant que le bill 48 pour assurer le progrès de l'éducation soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Leduc (Laval): Le bill de l'Union nationale pour convertir les dettes des commissions scolaires défranchise la cité de Montréal et pourrait faire perdre en une minute au système d'éducation les progrès réalisés depuis 25 ans dans la province de Québec. Avec ce projet de loi, c'est le lieutenant gouverneur en conseil qui va contrôler les dépenses des commissions scolaires. On substitue à la Commission scolaire de Montréal un cabinet qui n'a pas le temps d'étudier ces problèmes. Je me demande ce que l'on dirait si Ottawa traitait la province de Québec comme le gouvernement de l'Union nationale traite la cité de Montréal.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): En quoi Montréal est-il maltraité par ce bill?

Voix à gauche: L'ordre.

M. Leduc (Laval): (Souriant) Mon honorable ami de Sainte-Marie (M. Côté) a-t-il une question à poser? C'est un citoyen de Montréal et un bon homme. Il y en a de meilleurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Laval sait-il que Montréal est libérée par ce bill de \$46,000,000 de dettes? La cité de Montréal est responsable des dettes de la Commission scolaire. Nous la libérons.

M. Leduc (Laval): Quand les gens de Montréal verront à quel prix, ils n'admettront pas cette loi.

Il s'agit d'une question financière, qui est d'une importance capitale, surtout pour la Commission scolaire de Montréal, et je regrette que le secrétaire de la province ne l'ait pas traitée comme telle.

On semble faire grand état des dettes de la Commission scolaire de la métropole. En 1944, la Commission scolaire catholique de Montréal avait une dette de \$39,000,000. Mais, on semble oublier que, sauf en ces dernières années, la ville de Montréal a toujours vu elle-même à ses propres affaires scolaires sans l'aide des gouvernements. Aucune subvention n'allégeait le fardeau des contribuables de Montréal, qui ont payé pour tout cela.

Et, d'autre part, la métropole est une ville qui s'est des plus développée au cours des dernières années, et il a fallu à la Commission scolaire aller de l'avant en bâtissant de nombreuses écoles nouvelles, etc. La Commission a également développé l'enseignement d'une façon considérable. Ainsi, nous avons des classes jusqu'à la 12^e année à Montréal. Elle a aussi développé les conditions d'hygiène dans les écoles et on cite celles-ci en exemple partout. La métropole, au point de vue scolaire, est considérée comme un modèle.

Tout ce que la Législature a accordé, c'étaient des droits d'emprunts. Il faut à Montréal des écoles nouvelles, des services nouveaux, mais l'argent manque. L'administration libérale a fait sa part pour aider la Commission scolaire en accordant des subventions de \$535,000 en 1941-1942, \$1,605,000 en 1942-1943, de \$1,790,000 en 1943-1944.

Le gouvernement va créer par ce bill un fonds d'éducation de \$14,000,000. La moitié du fonds sera dépensée par le lieutenant-gouverneur en conseil. Voilà qui doit inquiéter la population de Montréal. Quelle assurance les citoyens de Montréal ont-ils qu'ils recevront des ministres la même attention que celle qu'ils reçoivent des commissaires d'écoles? Nous avons des spécialistes dans notre commission scolaire. Montréal a une dette scolaire de \$39,000,000, mais la Commission des écoles a un actif pour cela: des bâtisses, des laboratoires.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): Le gouvernement paie les dettes. Les contribuables devraient être contents.

M. Leduc (Laval): Les contribuables continueront de payer des taxes scolaires.

Je veux toucher un autre point. Dans sa législation, le secrétaire de la province devrait indiquer où et à quelles fins précises vont aller les subventions du gouvernement. On va prélever une partie du fonds

à même les revenus de l'Hydro-Québec. Or, les revenus de l'Hydro devaient servir à éteindre la dette de la nationalisation et à réduire les taux d'électricité et non à d'autres fins, fussent-elles scolaires.

La réduction est importante. Les industries sont plus nombreuses à Montréal depuis la nationalisation, puisque la consommation de l'électricité augmente. Le gouvernement actuel n'est pas juste pour l'Hydro. Comme effet de la mesure, les taux d'électricité ne diminueront plus.

Pourquoi le gouvernement ne prend-il pas les profits de la Commission des liqueurs pour constituer son fonds d'éducation? On prend les fonds de l'Hydro de façon à décourager la nationalisation instaurée par le gouvernement de l'honorable chef de l'opposition.

À Montréal, on ne sait plus ce qui va se produire dans le domaine scolaire depuis que le gouvernement a annoncé sa législation. On annexe la Commission scolaire de Montréal-Est à celle de Montréal. À Montréal-Est, l'éducation est avancée. On a des classes jusqu'à la 10^e année. J'espère que l'annexion n'obligera pas les écoliers à aller au moins après la 8^e année.

Le gouvernement, qui parle tant d'autonomie dans toutes les choses, s'empare de l'autonomie de la Commission scolaire de Montréal ni plus ni moins. Il aurait pu proposer une réforme en laissant aux commissions scolaires leur autonomie.

Le gouvernement devrait accepter la suggestion de mon honorable ami de Lotbinière (M. Roberge) en rendant justice aux campagnes. Il y a du danger que l'on introduise la politique dans l'enseignement au détriment de la jeunesse. Je ne veux pas que les députés des comtés ruraux partent avec l'impression qu'il y a eu gaspillage à Montréal. À Montréal, il y a eu progrès. Dès l'année prochaine, il faudra modifier ce bill qui n'est pas rédigé dans le meilleur intérêt de la province de Québec.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Nous ne nous opposons pas à ce que le gouvernement encourage le progrès de l'éducation. C'est la politique du Parti libéral. Mais, il y a des modalités dans ce projet que nous ne pouvons accepter. Le cabinet des ministres se donne des pouvoirs dangereux.

Avec la présente loi, toutes les commissions scolaires, celle de Montréal tout particulièrement, vont perdre leur autonomie. Il y a possibilité que le Conseil exécutif fasse une mainmise sur l'administration des écoles catholiques de Montréal. Les commissions scolaires vont être obligées de référer au lieutenant-gouverneur en conseil, c'est-à-dire au gouvernement

en chaque occasion. C'est à cela que nous nous opposons.

On devrait plutôt faire une fédération de toutes les commissions scolaires déficitaires avec un fonds spécial où toutes pourraient aller puiser plutôt que de les placer toutes sous la tutelle du gouvernement comme on va le faire si on adopte la mesure actuellement à l'étude. Je suggère aussi, pour aider à l'enseignement, une taxe sur les opérations en Bourse.

M. Bienvenue (Bellechasse): Comme tous les députés, je n'ai pris connaissance de la loi que depuis hier. Le gouvernement a présenté sa loi en retard. On aurait dû faire distribuer le bill bien avant pour que les députés puissent l'étudier. On apporte une semblable législation à la fin de la session. C'est une législation d'une extrême importance parce qu'elle apporte des changements radicaux à tout notre système scolaire. Il y a du bon dans la loi. Le gouvernement eût gagné à la mûrir davantage afin d'éliminer ce qu'elle a de mauvais.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill a été soumis aux députés depuis plusieurs jours déjà et j'ai même fait une déclaration aux journalistes pour donner les grandes lignes du projet de loi.

M. Godbout (L'Islet): Certains journaux n'auraient pas fait les critiques que nous avons lues si, au lieu de s'en rapporter aux déclarations du premier ministre, ils avaient lu le bill.

M. Bienvenue (Bellechasse): Pourquoi le gouvernement ne fait-il pas une différence entre les commissions scolaires qui ne sont pas en défaut et celles qui le sont? L'immense majorité des commissions scolaires va souffrir de ce projet de loi injuste, surtout celles de la campagne. La mesure ne leur apportera pas grand-chose, car la majorité d'entre elles n'ont pas besoin d'une semblable réforme vu qu'elles n'ont pas de déficits à présenter.

Ce que l'honorable député de Lotbinière a dit de son comté, je peux le répéter au sujet du comté de Bellechasse. Dans mon comté, une seule commission est endettée et toutes sont défranchisées. Ainsi, sur une évaluation totale de \$7,223,000, il n'y a qu'une commission endettée, et pour un montant de \$15,400.

Il est possible que la loi puisse être de quelque utilité pour les commissions scolaires de villes comme Montréal, mais dans le cas des commissions scolaires rurales, c'est tout simplement la mainmise du gouvernement sur ces commissions. Le bill porte

atteinte à l'autonomie des corporations scolaires. Et c'est assez curieux qu'une mesure semblable soit apportée par un gouvernement qui ne cesse de prêcher en faveur de l'autonomie dans tous les domaines.

Les corporations scolaires ne pourront emprunter, solvables ou non, sans passer par le lieutenant-gouverneur en conseil. Il y aura discrimination entre les corporations scolaires urbaines et rurales. Il n'est pas juste pour ceux qui ont acheté de bonne foi des débentures à 4 % ou 5 % de subir une réduction d'intérêt.

Nos commissions scolaires ont peu de dettes et cependant elles ont des charges. Proportionnellement, elles ne sont pas aidées comme celles des grandes villes. Si le gouvernement faisait une meilleure répartition, l'enseignement primaire ferait de plus grands progrès à la campagne.

Je m'oppose aux taxes imposées à telle et telle industrie. Le fait de taxer quelques compagnies seulement crée un principe mauvais. Nous passons notre temps à inviter des industries à venir s'établir chez nous en disant qu'elles pourront se procurer de l'électricité à bon marché et nous empêchons la réduction des taux en taxant les compagnies d'électricité.

Les charges additionnelles imposées à certaines compagnies les placent dans un état d'infériorité, par rapport à d'autres régions ou d'autres provinces. Le gouvernement pourra exercer un patronage complet dans le domaine des octrois. La province aurait dû être divisé en zones, étant donné que les finances des villes ne sont pas les mêmes que les finances des campagnes.

Les centres industriels éloignés, comme Chicoutimi, déplorent cette politique. Mon honorable ami le ministre de la Voirie le sait. Les hommes d'affaires de sa région nous ont adressé un mémoire déplorant les impôts qui nuisent à l'expansion industrielle des centres éloignés.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): De quelle date est le mémoire dont l'honorable député parle?

M. Bienvenue (Bellechasse): Du 15 février 1946.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Avant la présentation de cette loi, par conséquent. Depuis, nous avons reçu un second mémoire approuvant le bill à l'étude.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le premier ministre exprime des opinions que mon honorable ami de Chicoutimi doit partager, car elles sont justes et sages. Or, le gouvernement impose une taxe aux

compagnies forestières. Pourquoi pas une taxe pour toutes les corporations? Il est probable qu'on menacera les autres à la veille des élections. Il y a discrimination dans ce projet et nous nous opposons à cela.

M. Godbout (L'Islet): Je ne parlerai pas à ce stage de la procédure. Comme le principe du projet est d'assurer le progrès de l'éducation, le Parti libéral ne s'opposera certainement pas à cela. Je n'ai pas d'objections à ce que le bill soit voté immédiatement en deuxième lecture.

Je suis en faveur du principe du bill, puisque le principe en jeu est le droit de taxer les compagnies pour créer un fonds spécial en vue d'améliorer l'enseignement. Pour moi, le principe ne se limite à cela et je n'ai pas d'objection à ce principe. Mais, je ferai en comité plénier et en troisième lecture des critiques nombreuses que je crois justifiées.

M. l'Orateur: La motion pour la deuxième lecture est-elle adoptée?

M. Chaloult (Québec): Sur division.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, nous allons voter.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Bienvenue, Blanchard, Bourque, Caron, Casgrain, Chartier, Chartrand, Choquette (Montmagny), Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubé, Ducharme, Dumaine, Dumoulin, Duplessis, Dussault, Élie, Fillion, Fleury, Francoeur, Gagnon, Gatien, Godbout, Goudreau, Hamel, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Plourde, Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Ross, Sauvé, Sylvestre, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 67.

Contre: M. Chaloult, 1.

Ainsi, la motion est adoptée¹⁸. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 48 pour assurer le progrès de l'éducation.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose: 1. Que, afin de venir en aide aux corporations scolaires, d'améliorer et de stabiliser leur situation financière et d'assurer le progrès de l'enseignement dans la province, un fonds spécial, désigné sous le nom de "fonds d'éducation", soit créé par la loi qui accompagne les présentes résolutions et que ce fonds, affecté exclusivement aux fins de ladite loi, soit constitué et alimenté par les sommes provenant des diverses sources énumérées à la résolution 2.

M. Godbout (L'Islet): Je ne m'oppose pas à cette résolution, bien que ce soit une mauvaise méthode que de constituer ainsi des fonds spéciaux pour diverses œuvres. J'aimerais mieux que l'on verse les contributions des compagnies dans le fonds consolidé du revenu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas un principe nouveau. On a déjà des fonds spéciaux créés par des lois: le fonds de l'assistance publique et le fonds éducationnel. La création d'un fonds spécial comporte la garantie que l'argent ne servira pas à d'autres fins que celle de l'éducation.

M. Chaloult (Québec): Pour ma part, j'approuve ce principe d'un fonds spécial. Mais, il y en a d'autres que je n'approuve pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne comprends plus rien. Après avoir voté pour le principe du bill, le chef de l'opposition fait preuve d'illogisme en s'objectant à la constitution du fonds d'éducation qui est l'essence même de la mesure. J'adresse le même reproche au député de Québec (M. Chaloult) qui a voté contre le principe et approuve ce fonds spécial. Il est évident que nous avons besoin d'éducation dans la province.

M. Chaloult (Québec) expose de nouveau sa distinction entre divers principes en jeu.

M. Godbout (L'Islet): Le premier principe d'un gouvernement démocratique et la première marque de l'éducation, c'est de respecter un peu l'opinion des autres et de ne pas défigurer volontairement leur pensée. Il n'y a rien d'illogique dans mon attitude. J'ai voté pour l'augmentation des fonds mis à la disposition de l'enseignement. J'ai le droit, ensuite, de m'objecter au mode d'application du principe.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose: 2. Que, pour l'année civile 1946 et pour chaque année subséquente,

a) tout détenteur de concessions forestières situées dans la province devra payer au ministre des Terres et Forêts un droit de coupe additionnel de quinze cents par corde de bois coupé sur ces concessions forestières et destiné à la fabrication de la pulpe ou du papier, ou des dérivés ou produits accessoires de la pulpe;

b) tout propriétaire de territoires boisés situés dans la province, sauf les colons et les cultivateurs, devra payer au ministre des Terres et Forêts une contribution de quinze cents par corde de bois coupé sur ces territoires boisés et destiné à la fabrication de la pulpe ou du papier, ou des dérivés ou produits accessoires de la pulpe;

c) tout détenteur de forces hydrauliques du domaine public de la province devra payer au ministre des Ressources hydrauliques une redevance additionnelle de quinze cents par mille kilowatts-heure d'électricité générée et provenant de ces forces hydrauliques;

d) tout propriétaire de forces hydrauliques situées dans la province devra payer au ministre des Ressources hydrauliques une contribution de quinze cents par mille kilowatts-heure d'électricité générée et provenant de ces forces hydrauliques;

e) la Commission hydroélectrique de Québec devra verser à même ses revenus au ministre des Ressources hydrauliques, une somme de deux millions huit cent mille dollars;

f) le trésorier de la province devra verser audit fonds d'éducation, nonobstant toute disposition au contraire de la loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88), la moitié des revenus provenant de l'impôt perçu en vertu de ladite loi; ce versement est toutefois restreint, quant à

l'année 1946, à la moitié des revenus perçus après le trente et un mars;

Que les dispositions des paragraphes *c)* et *d)* ne s'appliqueront pas aux corporations municipales, ni aux coopératives d'électricité formées en vertu de la loi de l'électrification rurale, ni à un organisme agissant comme agent de la couronne, ni au détenteur ou propriétaire d'une force hydraulique d'une puissance naturelle de moins de dix mille chevaux au débit ordinaire de six mois;

Que les droits de coupe additionnels, contributions, redevances et versements prévus à la présente résolution seront exigibles le premier août de chaque année; et

Que le ministre des Terres et Forêts et le ministre des Ressources hydrauliques devront, dès leur réception, remettre le produit de ces contributions au trésorier de la province, qui les verse, dans le fonds d'éducation constitué en vertu de la résolution 1.

M. Godbout (L'Islet): Le fonds spécial que l'on veut créer n'a aucun caractère de stabilité parce que plusieurs articles de la loi ne sont pas constitutionnels. Tout d'abord, on fait disparaître une taxe de 10 cents la corde qui est déjà perçue sur le bois de pulpe coupé sur les concessions forestières et on le remplace par une taxe de 15 cents.

Je considère que la taxe de 15 cents par corde sur le bois de pulpe mentionné dans le bill et qu'on impose aux propriétaires de territoires boisés "free-holds" est un trompe-l'œil. En réalité, on n'impose qu'une nouvelle taxe de 5 cents qui rapportera à la province environ \$300,000 par année. La taxe peut se répercuter sur les consommateurs, malgré l'injonction qui l'interdit dans le projet de loi.

Je crois que le bois de pulpe est l'une des commodités sur lesquelles on peut imposer actuellement une taxe spéciale. Mais, si la chose est normale quand il s'agit du bois coupé sur les terres de la couronne, je crains qu'il soit anticonstitutionnel d'imposer une taxe en ce qui concerne les limites détenues en propriété, car il s'agit alors d'une taxe indirecte, puisqu'elle est imposée sur des limites forestières détenues en propriété par les compagnies. Une taxe sur les "free holds" est une taxe indirecte et elle devient alors inconstitutionnelle.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a aucun doute sur la constitutionnalité de cette taxe. Elle rapportera \$550,000 par année.

Ce n'est pas une taxe indirecte puisqu'on défend aux compagnies de la transférer à leurs clients en augmentations de prix. Nous ne taxons pas

le commerce. Du reste, il y a une entente et les compagnies ont promis de coopérer. Nous avons vu tous les détenteurs de concessions forestières concernés et ils ont accepté de bonne foi de payer la taxe. M. Taschereau a déjà imposé une taxe aux compagnies forestières et aux compagnies d'électricité et elle n'a pas été attaquée.

M. Godbout (L'Islet): M. Taschereau a imposé une taxe constitutionnelle et il n'a pas été obligé de faire une entente pour faire payer les compagnies.

M. Chaloult (Québec): Les compagnies d'électricité ont été favorisées. Je me suis opposé au principe du projet parce que le gouvernement fait remplir le fonds de l'éducation par les compagnies d'électricité. On ne devrait pas mettre les contributions des compagnies dans un fonds spécial, car on leur permet ainsi de se vanter d'une prétendue générosité en faveur de l'éducation. Je ne veux pas que ce soit les compagnies d'électricité qui paient les maîtresses d'écoles dans la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Québec-Comté est difficile à satisfaire. Quand nous taxons les compagnies d'électricité, nous faisons mal. Il affirme encore qu'elles ne sont pas assez taxées. Et quand nous ne les taxons pas, il n'est pas content, nous sommes les amis des trusts.

Il doit y avoir une situation où nous faisons bien. Il faut que les taxes viennent de quelqu'un et il fallait les faire payer par ceux qui sont capables de les payer. J'ai forcé ces compagnies à payer \$1,000,000 de plus par année en taxes. Si nous n'avons pas le droit de charger des taxes aux compagnies d'électricité, à qui allons-nous les charger?

M. Chaloult (Québec): Je n'ai pas dit qu'il ne fallait pas les taxer. J'ai dit tout le contraire. Mais, qu'on verse leurs taxes dans le fonds général de la province pour ne pas leur permettre d'utiliser la cause de l'éducation pour se réhabiliter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ainsi que l'Aluminum Company paiera chaque année \$760,000 quand elle ne payait que \$10,000 auparavant.

M. Chaloult (Québec): Cela semble beau à première vue, mais les compagnies vont en réalité payer seulement 40 % de ce montant, puisqu'elles bénéficient d'une exemption de 60 % sur l'impôt fédéral.

Il exprime son opposition à la contribution toute particulière du trust de l'électricité pour fins d'éducation. Cela équivaut à une souscription que l'on ferait dans les maisons de jeux pour le Grand Séminaire, dit-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Québec souffre d'électromanie.

M. Chaloult (Québec): Le chef du gouvernement a changé d'attitude depuis 1936.

M. Godbout (L'Islet): Le paragraphe autorisant le gouvernement à taxer l'électricité pour fins d'éducation est inconstitutionnel. À une époque de reconstruction, c'est un mauvais champ d'action. À moins que nos taux puissent se comparer avantageusement avec ceux d'ailleurs, notre province en souffrira gravement.

Il vaudrait mieux forcer les compagnies d'électricité à réduire leurs taux que de les taxer pour l'éducation. Les taux d'électricité bas sont à la base de notre lutte contre l'Ontario pour amener ici de nouvelles industries.

M. Chaloult (Québec): Je suis du même avis. La contribution au fonds de \$2,800,000 que l'on va retirer de l'Hydro aurait pu servir à faire baisser les taux de l'électricité à Montréal.

Le gouvernement se taxe lui-même. Le peuple dira que la nationalisation ne lui rapporte rien. Comme la taxe porte sur l'Hydro, organisme du gouvernement, ça fait l'affaire des compagnies rivales. Le gouvernement aurait voulu servir l'intérêt des compagnies d'électricité qu'il n'aurait pas agi autrement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est là une question de point de vue. Pour le député du comté de Québec, tout est dans la baisse des taux. Mon gouvernement considère la question de l'éducation plus importante que la réduction des taux d'électricité. Pour nous, il est encore plus important de répandre partout les bienfaits de l'éducation.

Mais, que mon honorable ami se rassure. De l'avis même de M. Potvin, président de l'Hydro, nous pouvons faire les deux. L'Hydro a assez de revenus pour être en mesure de mettre de côté cette somme de \$2,800,000 pour le fonds d'éducation et offrir encore aux industries nouvelles qui voudront s'établir dans la région de Montréal des taux aussi bas que ceux de l'Ontario.

Il s'en prend contre ceux dont les discours tendent à soulever les villes contre les campagnes et

vice-versa. Le gros de la dette, soit \$45,000,000, se trouve à Montréal, soutient-il. Il n'est que juste qu'une industrie de Montréal paie pour les dettes de Montréal.

On va libérer la ville de Montréal d'une dette de \$46,000,000 contractée par les commissions scolaires des écoles catholiques et protestantes. Ceci est une contribution au règlement de la crise du logement puisque nous aidons à dégrever les charges qui pèsent sur la petite propriété. Le problème de l'heure, c'est le problème de l'éducation.

M. Godbout (L'Islet): Il est bien difficile de régler de façon permanente le problème scolaire. Par cette législation, la population de Montréal n'est pas traitée comme elle devrait l'être. Le premier ministre dit qu'il va prendre \$3,000,000 sur les revenus de l'Hydro. Il empêche ainsi une réduction de 60 % sur les taux de l'Hydro pour consommation domestique de la corporation. Avec ce montant, on pourrait aussi réduire de 35 % les taux pour consommation industrielle.

On enlève en somme \$2,800,000 aux gens pour lesquels nous avons créé l'Hydro. Je dis: que l'on n'installe pas en système permanent le chaos qui existe actuellement. Encore une fois, on prive par cette loi la population de Montréal d'une réduction de 35 % sur les taux industriels. Il ne faut pas que Montréal, à cause de la contribution chargée à l'Hydro, soit en danger de perdre son titre de métropole du Canada.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce versement de l'Hydro n'empêchera pas la réduction des tarifs, les calculs sont prévus sur ce point. De plus, il servira à éteindre la dette scolaire de Montréal, qui est au chiffre de \$46,000,000. La mesure constitue une amélioration immense et elle était pressante.

M. Bienvenue (Bellechasse): Il y a discrimination dans le cas de la ville de Sherbrooke qui a municipalisé l'électricité et qui ne paiera rien tandis que Montréal va payer. Il critique le fait que la centrale du Témiscamingue n'étant pas mise à contribution comme l'Hydro, la compagnie Noranda, qui est son principal client et qui fait de gros profits, ne payera rien pour l'éducation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans le cas de la Noranda, il y aurait danger de paralyser la prospection, et c'est pourquoi le gouvernement n'a pas pris encore une décision au sujet de cette compagnie. Le gouvernement va étudier ce problème et le règlera plus tard.

M. Bienvenue (Bellechasse): Est-ce que le premier ministre s'est informé des profits de la Noranda l'année dernière? On m'a dit que cette compagnie avait réalisé entre \$10,000,000 et \$12,000,000 de profits l'an dernier. Le premier ministre ne pense-t-il pas que la Noranda aurait pu contribuer une somme de \$500,000 à la grande cause de l'éducation?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a songé à mettre l'industrie minière à contribution, tout comme la pulpe et l'électricité. Mais on nous a représenté qu'à cause de la taxation fédérale et des problèmes de la reconversion, l'industrie minière traverse présentement une crise et que ce serait paralyser son essor, que de lui imposer de nouveau fardeaux. Est-ce vrai ou non?

Nous n'avons pas eu le temps d'étudier suffisamment la question pour nous prononcer. Nous irons au fond des choses, et si les mines peuvent payer, nous les ferons payer.

M. Chaloult (Québec): M. Raymond n'est-il pas directeur de la compagnie Noranda?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On doit se glorifier de voir des Canadiens français prendre une place importante dans l'industrie.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose: 3. Que le paiement du capital et des intérêts des obligations, émises par les corporations scolaires en vertu de l'article 7 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, sera garanti par le gouvernement de la province.

Adopté.

4. Que le capital et les intérêts des obligations émises pour les fins de toute réorganisation financière prévue par ladite loi qui accompagne les présentes résolutions seront payés à même le fonds d'éducation créé par la résolution et que, au cas d'insuffisance de ce fonds, la différence sera payée à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

5. Que la Commission municipale de Québec devra retirer du fonds d'éducation les sommes nécessaires pour acquitter les intérêts sur ces obligations et pour en amortir le capital à un taux déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais qui ne doit pas être de moins de un pour cent par année et que la commission remettra les sommes destinées à amortir le capital au trésorier de la province, qui les gardera en fidéicommiss, comme fonds

d'amortissement de ces obligations, et les placera ou les déposera en la manière et aux conditions déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

6. Que les dépenses encourues par le ministre des Terres et Forêts, le ministre des Ressources hydrauliques et la commission, dans l'exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront payés à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

7. Que, dans toutes les municipalités rurales, les commissaires et les syndics d'écoles seront tenus de payer à chacun de leurs instituteurs et institutrices un salaire annuel d'au moins six cents dollars; que le gouvernement soit autorisé à contribuer au paiement de ces salaires à même la partie du fonds d'éducation excédant les retraits prévus à la résolution 5, dans une proportion que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne devra pas excéder soixante-quinze pour cent de ces salaires; et que nonobstant toute disposition législative au contraire, aucun différend entre instituteurs ou institutrices et commissaires ou syndics d'écoles dans les municipalités rurales, relativement à des questions de salaires ou de conditions de travail, ne pourra être soumis à des commissions ou comités d'arbitrage ou de conciliation.

Adopté.

(Minuit, 13 avril 1946)

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté après division.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 48 pour assurer le progrès de l'éducation.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à minuit et quatre minutes¹⁹.

NOTES

1. M. Hamel a été ministre des Terres et Forêts du 5 novembre 1942 au 30 août 1944.
2. *L'Événement*, 13 avril 1946, à la page 7, parle plutôt de \$1,500,000 de moins.
3. Le débat a duré deux heures, selon *L'Événement*, 13 avril 1946, à la page 3.
4. La situation, selon *La Presse*, 13 avril 1946, à la page 31.
5. \$9,000,000, selon *Le Devoir*, 13 avril 1946, à la page 1.
6. Municipalités scolaires, selon *Le Devoir*, 13 avril 1946, à la page 3.
7. Plus de 1,500, selon *La Presse*, 13 avril 1946, à la page 31.
8. La limitation, selon *Le Devoir*, 13 avril 1946, à la page 3.
9. *Le Devoir*, 13 avril 1946, à la page 3 mentionne pour sa part "devrait être séparé".
10. "Inorganique", selon *La Presse*, 13 avril 1946, à la page 33.
11. "Très grave", selon *Le Devoir*, 13 avril 1946, à la page 3.
12. *Le Soleil*, 13 avril 1946, à la page 7 parle plutôt du Rapport des commissions scolaires de 1942-1943.
13. 1,515,000 ou 45 %, selon *Le Soleil*, 13 avril 1946, à la page 7.
14. 37 % ou 1,225,000 âmes, selon *Le Soleil*, 13 avril 1946, à la page 7.
15. Les cités, selon *Le Canada*, 13 avril 1946, à la page 2.
16. La taxe, selon *Le Devoir*, 13 avril 1946, à la page 3.
17. 57 % selon *L'Événement*, 13 avril 1946, à la page 11 et *L'Action catholique*, 13 avril 1946, à la page 21.
18. Il est alors 10 heures, selon *Le Canada*, 13 avril 1946, à la page 1.
19. Minuit quinze minutes, selon *L'Événement*, 13 avril 1946, à la page 3 et *The Montreal Daily Star*, 13 avril 1946, à la page 3, et minuit trente minutes, selon *The Gazette*, 13 avril 1946, à la page 1.

Séance du samedi 13 avril 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions de privilège:

**Absence du français lors de l'assermentation
du nouveau gouverneur général**

M. Chaloult (Québec): J'exprime le regret que le français fut complètement ignoré vendredi dernier, à Ottawa, lors de l'assermentation officielle du nouveau gouverneur général du Canada, le vicomte Alexander de Tunis¹. Je regrette aussi que M. King, premier ministre du Canada, ait oublié de parler en français durant la réception officielle qui lui fut offerte.

M. King a ainsi violé la Constitution. Il a fallu que ce soit M. Bracken² qui intervienne et qui attire l'attention du chef du gouvernement sur ce manque de courtoisie et fasse remarquer que la langue française avait droit, au même titre que l'anglais, de servir durant cette cérémonie. Je regrette qu'à la fin de sa carrière, M. King paraisse de plus en plus mépriser les Canadiens français. Il oublie que c'est de Québec qu'il a reçu le plus d'appui. Il oublie les Canadiens français et il a ignoré complètement leur langue comme s'ils n'étaient pas au Canada.

Il souligne l'arrivée du nouveau gouverneur général. Je note avec plaisir qu'il est précédé de la réputation d'être un soldat valeureux, dit-il. J'ai toujours admiré la valeur militaire. J'exprime cependant le regret qu'on n'ait pas jugé opportun de choisir un Canadien pour occuper la charge de gouverneur. De la manière dont le Canada tire son statut national, on aurait pensé que le poste de gouverneur général aurait été occupé par un Canadien. Il n'y a aucune aura qui émane de la personnalité du gouverneur général.

Loi du dimanche

M. Bellemare (Champlain): Je veux attirer l'attention de la Chambre sur la question de l'observance du dimanche. J'ai reçu de nombreuses plaintes, des requêtes, des pétitions et d'importantes délégations de travailleurs à ce sujet.

On se plaint que le dimanche n'est pas observé dans la région de Trois-Rivières et dans la province. Je sais que la loi du dimanche est une loi fédérale dont l'application est laissée à chaque province. De 1936 à 1939, le gouvernement de l'Union nationale avait fait un travail magnifique et nous avons obtenu de très beaux résultats.

Sans vouloir condamner l'administration de l'honorable chef de l'opposition, les exigences de la guerre l'ont forcé à user de tolérance à l'égard de certaines industries. Mais, nous ne voudrions pas que les chefs d'industries qui ont été favorisés de cette tolérance contractent aujourd'hui l'habitude de faire travailler les ouvriers de chez nous le dimanche. Je proteste avec énergie et je réclame une stricte observance de la loi. S'il y a une province qui, à mon sens, doit être la première à donner l'exemple sur ce côté, je crois que ce devrait être la province de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je félicite le député de Champlain d'avoir attiré l'attention de la Chambre sur la question de l'observance du dimanche. La loi du dimanche est une loi fondamentale. C'est une loi civile et écrite qui ne fait que consacrer une loi décrétée par le plus grand et le meilleur des législateurs: Dieu et le respect de cette loi est un devoir sacré. Jaurès lui-même, dans un discours mémorable, avait souligné les ravages de l'anticléricalisme en disant: "Vous avez étouffé la vieille chanson qui berçait la misère humaine. La misère humaine s'est réveillée et demande sa place au soleil".

Le jour où nos croyances religieuses auront disparu, nous serons à la veille d'un désastre. Je ne comprends pas pourquoi tous nos industriels ne réalisent pas cette vérité. J'entends prendre les moyens de mettre à la raison ceux qui veulent se soustraire à l'observance de la loi du dimanche. Nous allons voir à ce que la loi soit correctement observée en tout temps dans toute la province et nous prendrons les mesures les plus énergiques, les plus sévères et les plus rigoureuses pour arriver à ce but.

Explications sur des faits publiés:

Articles parus dans *The Gazette*

M. Godbout (L'Islet): Je veux corriger certains rapports de journaux³ concernant mon attitude sur la deuxième lecture du bill pour assurer

le progrès de l'éducation⁴. Je répète que je suis favorable au principe de créer un fonds pour l'enseignement primaire et l'éducation, mais je réserve mon droit de critiquer les clauses du projet de loi et ce n'est pas moi qui va provoquer le vote. Je suis disposé à permettre une seconde lecture unanime du projet de loi, mais ce n'était pas moi mais un autre député qui siège du même côté de la Chambre, à quelque distance de moi, qui a demandé que le projet passe sur division⁵.

M. Chaloult (Québec): Je veux aussi expliquer l'attitude que j'ai prise sur la deuxième lecture du même bill, alors que je me suis trouvé seul à voter contre le principe du bill. J'étais favorable au principe de venir en aide à l'éducation, de taxer pour l'éducation ceux qui exploitent nos ressources naturelles, mais le même bill comporte deux principes que je ne peux appuyer.

Projets de loi:

Loi des compagnies

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 56 modifiant la loi des compagnies de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Exploitation des forêts

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 60 pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 60.

Adopté.

Éducation

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 48 pour assurer le progrès de l'éducation.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement a-t-il l'intention de soumettre toutes les commissions scolaires de la province à la loi projetée?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui. C'est le désir du gouvernement que toutes les commissions scolaires soient soumises aux dispositions de la nouvelle loi et surtout celles de Montréal. D'ailleurs c'est là qu'est tout le mal, puisque c'est là où se trouvent presque toutes les dettes et les plus gros déficits, quelque chose de l'ordre de \$45,000,000⁶.

Le meilleur moyen de respecter l'autonomie consiste à comprendre sa vraie signification. Ça ne veut pas dire qu'une commission scolaire devrait être tirée d'un trou pour la laisser tomber dans un autre. Il y a des considérations partisans qui se cachent derrière le contrôle exercé par la Commission municipale. Aucune raison sérieuse ne nous justifierait de faire une exception pour Montréal. L'Assemblée législative établit une loi pour la province, et Montréal peut se soumettre à la loi comme les autres et particulièrement parce que c'est là que le problème s'est principalement produit. Le principe du contrôle des commissions scolaires et des municipalités n'est pas nouveau.

M. Godbout (L'Islet): Laissons le gouvernement en prendre la responsabilité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous allons le faire.

M. Godbout (L'Islet): Comment le lieutenant-gouverneur a accueilli l'injure que lui a faite le premier ministre hier, en soumettant des amendements aux résolutions qui n'avaient pas reçu l'approbation préalable du représentant du roi. À plusieurs reprises, depuis le début de la session, le premier ministre a fait décider qu'il est défendu de faire amender par la Chambre des résolutions qui ont été acceptées telles quelles par le lieutenant-gouverneur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les conseillers du lieutenant-gouverneur, ce ne sont pas les députés, mais les ministres. Quand j'avise le lieutenant-gouverneur il n'y a pas de changement apporté aux résolutions de témoins. Dans le cas

actuel, les changements apportés aux résolutions ont été d'abord soumis au lieutenant-gouverneur qui s'est déclaré satisfait de la façon dont il est avisé. (Le premier ministre sourit)

Les articles 1 à 14 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 15 qui se lit comme suit:

"Dispositions spéciales

"15. Pendant qu'elle est en défaut au sens de la présente loi ou qu'elle y est soumise en vertu de l'article 22, une corporation scolaire ne peut ni être poursuivie pour une dette comprise dans la réorganisation financière, ni contracter ou renouveler des emprunts, ni prendre des engagements qui comportent des emprunts, ni augmenter le taux de ses taxes scolaires, sans l'autorisation, générale ou particulière du lieutenant-gouverneur en conseil accordée sur la recommandation de la commission et aux conditions qu'il détermine."

M. Godbout (L'Islet): Cette clause a une portée trop considérable. Le bill donne à la Commission municipale des pouvoirs exagérés en lui permettant de mettre les commissions scolaires en défaut. Je proteste vigoureusement contre la mise en tutelle des commissions scolaires, comme le prévoit l'article 15 de la loi.

Je considère que le gouvernement devrait laisser aux corporations municipales et aux corporations scolaires leur autonomie. De même que l'autonomie est nécessaire aux provinces pour qu'elles soient fortes, ainsi l'autonomie est indispensable aux corporations municipales et scolaires.

Avec cette clause, on les place dans un état d'infériorité pour administrer la part du patrimoine qui leur est laissée. C'est en laissant libres ces organismes essentiels que l'on assurera la solidité et la liberté du pays lui-même. Le principe invoqué dans la loi est mauvais et le gouvernement devrait modifier son projet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi n'accorde aucun pouvoir nouveau à la Commission municipale et n'apporte aucun principe déjà appliqué. La Commission municipale a des pouvoirs plus considérables que ceux qu'on demande dans le bill de l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (M. Côté).

En vertu de la loi qui régit la Commission municipale, aucune municipalité en défaut ne peut emprunter même cent piastres sans sa permission. Dans de tels cas, elle peut intervenir non seulement dans les dossiers de dépense en capital, mais aussi au sujet des transactions à l'intérieur des conseils scolaires. D'ailleurs, nous voulons non seulement guérir des maux, mais prévenir le mal. Il s'agit de corriger les erreurs déjà commises. Il faut aussi prendre les moyens d'empêcher leur répétition.

L'article 15 est adopté.

Le comité étudie l'article 16 qui se lit comme suit:

"16. Aucune corporation municipale de cité ou de ville de dix mille âmes ou plus et aucune corporation scolaire exerçant sa juridiction, en totalité ou en partie, dans le territoire d'une telle cité ou ville, ne peuvent contracter d'emprunt ni augmenter le taux de leurs taxes foncières, générales ou spéciales, sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, accordée sur la recommandation de la commission et aux conditions qu'il détermine."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est incontestable que le gouvernement a un rôle à jouer autre que de dépenser l'argent des gens. Il a aussi le rôle de veiller sur la façon dont l'argent est dépensé. Aujourd'hui, sous la loi de l'instruction publique, une commission scolaire ne peut pas dépenser de l'argent sans avoir eu de permission et ce qu'on fait maintenant vise à fournir un meilleur contrôle.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre commet une grave erreur en mettant toutes les commissions scolaires en tutelle. Ce que l'on désire, ce sont des revenus stables pour les commissions. Pendant les années de guerre, le gouvernement que j'ai dirigé n'a pas ressenti que c'était le temps d'établir un système permanent en raison des conditions qui changeaient. Ce projet de loi s'intéresse aux affaires des commissions par l'entremise des commissions locales. Cette mise en tutelle ne corrigera rien, elle ne fera qu'enlever aux municipalités l'intérêt qu'elles peuvent avoir dans leurs affaires.

M. Chalout (Québec): C'est un autre point sur lequel on s'aperçoit que la loi n'est pas suffisamment à point et qu'elle n'a pas été assez

mûrie. Je demande au secrétaire provincial si, en vertu du projet de loi, les commissions scolaires peuvent réduire leurs taxes?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Non.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pas pour le moment. Le gouvernement comble un gouffre et prend des mesures pour qu'on n'en ouvre pas d'autres. Le gouvernement payant les dettes, il est juste qu'il ne soit pas interdit.

Le problème financier scolaire demande une solution immédiate. Les grandes difficultés proviennent du fait qu'il a duré depuis trop longtemps. Le gouvernement a nommé une commission d'étude, a lu plusieurs rapports et étudié tous les éléments; nous sommes convaincus que seule la mesure présentée devant la Chambre peut apporter un progrès permanent. Après tout, lorsqu'une personne est malade, elle doit accepter les prescriptions du médecin, particulièrement lorsque c'est le médecin qui paie pour les médicaments. Je veux éviter une répétition de ce qui est arrivé en Ontario, lorsque la province s'opposait aux municipalités qui voulaient augmenter leur taxe foncière.

Le projet de loi vise à améliorer la situation du propriétaire. Il y aura aussi un surplus dans le fonds de l'éducation qui sera utilisé pour les écoles en plus de servir à remplacer la dette. Il faut également se rappeler qu'en s'occupant des dettes des commissions scolaires, les municipalités de Montréal et de Québec auront une hypothèque en moins, parce que ces villes sont actuellement directement responsables de la dette scolaire.

La loi n'est peut-être pas parfaite - le gouvernement est composé d'êtres humains - mais la mesure est urgente et constitue un pas de géant dans le règlement des dettes scolaires. C'est la meilleure chose qui soit arrivée depuis des années.

Elle empêchera le problème de s'aggraver et contribuera à le régler dans une très large mesure. De plus, la loi dégrèvera la propriété immobilière et particulièrement la petite propriété. Elle est un acheminement vers une réduction de taxes. Nous disons d'abord aux municipalités qu'il ne pourra y avoir d'augmentation de taxes. C'est une amélioration. Nous dégrevons les propriétaires de Québec et de Montréal d'une dette scolaire de \$46,000,000. Du coup, nous soulageons les propriétaires d'une lourde responsabilité, nous prenons les moyens de résoudre la crise du logement et nous rendons possible une réduction de taxes.

Dans l'avenir, il y a donc espoir que les taxes soient réduites.

La loi créera de nouvelles sources de revenus sans obérer davantage la propriété immobilière. Toutes les ressources naturelles de la province, à part les mines et les pêcheries, contribueront par un apport raisonnable au coût de l'instruction publique dans la province. C'est ainsi que pour sa part, l'Aluminum Company versera environ \$700,000 au lieu de \$100,000 présentement. L'Hydro-Québec contribuera pour le montant de \$2,800,000 sans que cela nuise à la réduction des tarifs.

M. Chaloult (Québec): Pourquoi on n'a pas suivi toutes les recommandations de la commission d'enquête Fortier, spécialement en ce qui a trait à l'établissement d'un rôle provincial d'évaluation sur la taxation des neutres?

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Le projet de loi vise à aider les commissions scolaires au point de vue financier. Le but est louable mais la méthode est mauvaise. En effet, l'aide financière, en l'espèce équivaut à une mise en tutelle. Il y avait moyen de faire beaucoup mieux. Par une taxe provinciale des neutres, d'abord, on aurait fait contribuer de grandes compagnies qui sont aujourd'hui injustement favorisées.

Puis, cet argent aurait été distribué aux commissions scolaires au *pro rata* de la population écolière. De cette façon, les commissions qui ne sont pas en défaut auraient reçu autant, sinon plus d'argent, et elles n'auraient pas perdu la plus grande partie de leur autonomie administrative. L'établissement d'une telle taxe des neutres exigerait du temps, mais toutes les réformes sérieuses demandent du temps. D'ailleurs, ce rôle des neutres constituait l'une des suggestions de la commission Fortier et de plusieurs rapports.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il a été impossible d'accepter la recommandation de la commission Fortier concernant un rôle d'évaluation scolaire pour les compagnies. Pour une raison, cela prendrait trop de temps. Il fallait aller au plus pressé.

La confection d'un rôle provincial d'évaluation pour la taxation des neutres et des compagnies en faveur de l'éducation est d'une réalisation non pratique, il serait même dangereux au point de vue administratif. Le remède serait pire que le mal. Ça paraît bien à première vue, mais c'est irréalisable. Le gouvernement doit agir dès maintenant et c'est ce qu'il fait.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Au sujet de l'annexion de la municipalité scolaire catholique de Montréal-Est à la Commission des écoles catholiques de Montréal décrétée dans le bill de l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (M. Côté), je trouve l'action excellente, puisque les compagnies de Montréal-Est seront mises à contribution. J'avais proposé la chose l'an dernier. Ville LaSalle est dans le même cas et d'autres municipalités de l'Île de Montréal également. Pourquoi ne pas les annexer à l'exemple de Montréal-Est?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On peut s'en occuper plus tard. Ville LaSalle présente un cas différent de celui de Montréal-Est. C'est le député de Sainte-Marie (M. Côté) qui a suggéré l'incorporation de la municipalité scolaire de Montréal-Est à la Commission scolaire de Montréal.

L'article 16 est adopté.

Les articles 17 et 18 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 19 qui se lit comme suit:

"19. Aucun détenteur ou propriétaire de forces hydrauliques ne peut augmenter les taux de ses services d'électricité, ni obtenir une augmentation de ces taux, par suite de la contribution qu'il verse ou qu'il est appelé à verser au fonds d'éducation.

"Les droits de coupe additionnels, contributions et redevances payés ou exigibles en vertu des paragraphes *a, b, c et d* de l'article 3 doivent être supportés exclusivement par ceux à qui la présente loi les impose et ceux-ci ne peuvent, ni directement ni indirectement, en réclamer le remboursement de qui que ce soit."

M. Godbout (L'Islet): L'article 19 du bill défend aux compagnies d'électricité d'augmenter leurs taux pour faire payer par les consommateurs la taxe de 15 sous du kilowatt-heure qui leur est imposée. Cela ne signifie rien du tout. C'est du camouflage et de la politique. On fait mine de dire dans cette clause que la taxe de \$2,200,000 pour l'éducation ne sera pas passée aux contribuables par les compagnies d'électricité.

La vérité, c'est qu'on ne permettra pas l'augmentation des taux parce qu'elle n'est aucunement dangereuse dans le moment. En effet, les compagnies n'ont pas du tout l'idée d'augmenter. Elles aimeraient mieux réduire ces taux. Mais en réalité, avec un pareil article, on empêchera une

réduction de taux d'électricité que toutes les compagnies seraient prêtes à donner, dans le moment, parce que leurs affaires sont bonnes à cause de l'augmentation constante de leurs ventes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) refuse de modifier cet article.

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"19. Aucun détenteur ou propriétaire de forces hydrauliques ne peut augmenter les taux de ses services d'électricité, ni obtenir une augmentation de ces taux, par suite de la contribution qu'il verse ou qu'il est appelé à verser au fonds d'éducation.

"Les droits de coupe additionnels, contributions et redevances payés ou exigibles en vertu des paragraphes *a, b, c et d* de l'article 3 doivent être supportés exclusivement par ceux à qui la présente loi les impose et ceux-ci ne peuvent, ni directement ni indirectement, en réclamer le remboursement de qui que ce soit nonobstant toute entente ou convention, passée ou future, au contraire."

L'amendement est adopté.

L'article 19, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 20 à 29 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 30 qui se lit comme suit:

"30. Le contrat passé le vingt janvier 1931, entre le Bureau des syndics d'écoles protestants de la cité d'Outremont et la Commission des écoles juives de Montréal, ratifié par la loi 21 George V, chapitre 63, demeure en vigueur jusqu'au premier juillet 1947, nonobstant tout avis d'expiration qui a pu être donné en vertu de la clause 8 de ce contrat."

M. Godbout (L'Islet): Cet article est absolument inconstitutionnel étant donné qu'il prolonge un contrat jusqu'au premier juillet 1947, en imposant ainsi à la Commission scolaire protestante d'Outremont l'obligation de recevoir des élèves juifs. En vertu de la Constitution, les catholiques et les protestants ont droit à leur école confessionnelle respective.

Il est donc contraire à la Constitution de 1867, qui ne reconnaît que deux régimes scolaires, le protestant et le catholique, d'obliger une minorité à recevoir dans ses écoles des enfants d'une autre confessionnalité. Prolonger le contrat d'Outremont par ce projet de loi sans le consentement des parties, cela équivaut à imposer à la Commission scolaire

protestante une nouvelle obligation de recevoir les enfants juifs dans ses écoles, même si elle ne le veut pas. C'est bien beau de se réclamer de la Constitution et de proclamer qu'elle est un pacte sacré, mais encore faut-il respecter soi-même ce pacte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
convient que tout le système scolaire de la province repose sur la confessionnalité catholique et protestante. Il ne peut y avoir chez nous un autre système. Il n'y en aura jamais d'autres tant que l'Union nationale sera au pouvoir. La base du système québécois sera conservée et aucun autre système ne sera établi.

Mais, il y a des enfants juifs. Il ne faut pas les priver de l'instruction. Plusieurs d'entre-eux ont le droit de recevoir l'enseignement, et parmi lesquels beaucoup sont talentueux et studieux, et ce ne serait pas juste et ce ne serait pas Canadien de priver ces enfants juifs des avantages de l'éducation. Il y a deux systèmes confessionnels, mais les enfants juifs doivent être éduqués soit par les catholiques ou les protestants.

Jusqu'à présent, les juifs ont préféré se faire instruire chez les protestants. C'était leur choix, ils avaient leurs raisons et c'était peut-être mieux qu'ils aillent dans les écoles protestantes. Mais il fallait savoir si les écoles protestantes voulaient d'eux.

Il semble que des commissions scolaires protestantes et certaines écoles protestantes ne veulent plus les recevoir, bien que le gouvernement, quel qu'il fût, leur ait toujours accordé des octrois généreux. L'an dernier, la Commission protestante d'Outremont a donné avis aux Juifs qu'elle ne recevrait plus leurs enfants dans ses écoles.

J'en suis étonné parce que les commissions protestantes demandent des millions de dollars en subventions et demandent à être traitées avec une générosité extrême. Nous avons des rapports du ministère de l'Éducation à l'effet que, toute proportion gardée, les subventions données aux commissions scolaires protestantes sont plus importantes que celles que reçoivent les commissions scolaires catholiques. Elles sont donc traitées plus généreusement que les commissions scolaires catholiques.

Je ne comprends pas pourquoi la commission scolaire protestante d'Outremont et la Commission scolaire centrale protestante de Montréal s'opposeraient à recevoir les enfants juifs et de d'autres nationalités et ne leur donneraient pas la chance d'étudier. Tout le monde doit mettre de l'eau dans son vin. Les enfants juifs ont bien le droit de recevoir leur instruction quelque part. Ce n'est pas juste, ce n'est pas Canadien de leur refuser l'instruction

et ce ne serait pas dans l'intérêt des commissions scolaires protestantes; et je le dis en mesurant mes paroles. On semble vouloir créer des conflits politiques contraires à la grande cause de l'éducation.

Dans le cas d'Outremont, les syndics des écoles protestantes de cette ville sont venus me voir, en juin dernier, pour m'informer qu'ils voulaient mettre fin au contrat par lequel ils acceptaient les enfants juifs. Alors au début de cette année, les enfants juifs n'avaient pas d'école qu'ils pouvaient fréquenter. J'ai eu un entretien avec le directeur de la Commission scolaire protestante d'Outremont et je lui ai fait consentir à prolonger le contrat d'une année, jusqu'à la fin de la présente année scolaire en juillet. Je me suis engagé à recommander à la Chambre l'approbation de cette entente visant à prolonger la durée du contrat d'une année.

Depuis lors, le gouvernement a eu tellement de problèmes et de questions qu'il n'a pas eu le temps de résoudre ce problème d'une manière définitive. Cependant, nous devons nous occuper de ce dossier, et voilà pourquoi j'ai suggéré au député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Côté) d'inclure une clause au projet de loi pour que le contrat soit prolongé encore d'une année pour conserver les droits à l'éducation des enfants juifs, et aussi pour manifester le désir du Québec de leur donner toutes les chances d'étudier.

Je trouve drôle l'attitude du Bureau central des écoles protestantes de Montréal. Si les protestants de Verdun refusent de donner l'instruction aux enfants juifs, ce ne sera pas dans leur intérêt. Les membres du Bureau central ont pris des attitudes de politiciens au lieu d'attitudes d'éducateurs. Je regrette qu'en des moments difficiles, comme présentement, que des tactiques d'obstruction soient utilisées. Je pense que la Commission scolaire protestante d'Outremont devrait réaliser qu'à la lumière des circonstances, elle devrait faire tout ce qu'elle peut sans décider de tout comme étant un problème d'argent. Le droit à l'éducation est primordial et nous donnons aux écoles protestantes plus que la loi offre. De plus, je ne comprends pas pourquoi la Commission scolaire protestante d'Outremont ou le Bureau central des écoles protestantes devraient s'adonner à des actes pouvant mener à des conflits politiques. Ils veulent faire de la politique aux dépens de l'éducation. En agissant ainsi, ils peuvent créer un froid qui n'aidera ni les protestants ni les catholiques.

La Commission scolaire protestante d'Outremont devrait être raisonnable. Ils devraient tous être raisonnables. Je ne comprends pas pourquoi

il y aurait cette obstruction alors que le gouvernement présente un moyen courageux et efficace pour améliorer la situation. Je ne comprends pas pourquoi certaines autorités multiplient les difficultés. Ces efforts ne nous font pas peur, nous allons les surmonter.

Le Bureau central des écoles protestantes semble vouloir prendre l'attitude des pédagogues et ce n'est pas la première fois. L'année dernière, ils ont avisé les professeurs qu'à partir d'une certaine date leurs salaires ne pourront plus être payés. Ce n'était pas vrai. Ils voulaient créer une situation visant à leur faire croire que nous voulions priver les enfants protestants de leurs professeurs. Ils ont agi pour décourager les professeurs en leur disant qu'ils ne seraient pas payés ou réembauchés.

Je ne blâme pas tous les membres du Bureau central, mais certains membres de ce Bureau sont des politiciens avant d'être des professeurs et leur seule préoccupation est de créer des problèmes. Nous n'avons pas peur des problèmes, mais nous ne croyons pas que les commissaires devraient se transformer en politiciens comme le voudraient leurs amis politiciens qui sont contre ce gouvernement.

Nous donnons l'exemple de coopération et d'ouverture d'esprit et j'espère que tout le monde va réaliser que le problème de l'éducation est trop gros et trop important pour que sa solution soit arrêtée par de petits politiciens qui ne comprennent pas l'importance du problème actuel.

Je dis à tous ceux qui font de la politiaillerie avec cette affaire qu'ils ne rendent pas service à l'éducation et qu'ils devraient réfléchir sur la portée de leurs actes. Nous avons hâte de coopérer et personne ne fera chanter le gouvernement de l'Union nationale.

M. Godbout (L'Islet): Je regrette pour lui la discussion que vient de soulever le premier ministre. En disant ce que j'ai dit, je n'ai consulté personne à ce sujet et je ne représente personne; j'accomplis simplement mon devoir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mes remarques ne visaient nullement le chef de l'opposition.

M. Godbout (L'Islet): Malgré toutes les explications et les discours du premier ministre, il faut rappeler au gouvernement que le geste posé par le bill est excessivement dangereux.

C'est bien beau pour le gouvernement de parler de la Constitution, de se réclamer de la Constitution, de proclamer qu'elle est un pacte sacré,

de dire qu'elle ne permet aucune atteinte aux droits de la province, mais pour garder ces droits, il est nécessaire de respecter soi-même le pacte de la Confédération. Si nous voulons que le pacte de la Confédération soit respecté, respectons-le nous-mêmes, surtout en matière d'éducation. Il faut en appliquer à la fois la lettre et l'esprit.

Or, l'article 93 du pacte garantit aux minorités leurs droits scolaires dans la province; le droit d'avoir des écoles confessionnelles et de n'y admettre que des enfants de leur confession. Dans le temps, il s'agissait des catholiques et des protestants, mais il s'en est créé d'autres depuis.

Cette clause est dangereuse. Si nous voulons que le pacte soit sacré pour nous et respecté des autres, c'est dangereux pour nous. Ce n'est pas parce que nous sommes généreux envers les protestants que nous avons le droit de violer la Constitution et de refuser de reconnaître leurs droits dans d'autres domaines. Nous n'avons pas le droit d'obliger par une loi les protestants à accepter une situation qui ne leur convient pas et à recevoir dans leur école les enfants d'une autre dénomination religieuse contre sa volonté s'il ne veut pas le faire. J'admets cependant que le problème est difficile, mais il faudrait une entente.

Le premier ministre, je le crois, n'a pas dû penser qu'il achetait les protestants en leur continuant les octrois que tous les gouvernements leur avaient accordés avant lui. Comment peut-il penser que la Constitution sera respectée s'il ne la respecte pas lui-même? Il y a des choses qui vont au-delà de l'argent. Si un gouvernement devait un jour imposer l'obligation aux catholiques de recevoir ceux qui sont présentement imposés aux protestants dans leurs écoles, quelle sera alors la situation? Cette clause est excessivement mauvaise; elle est contre la Constitution et elle est dangereuse pour nous qui désirons préserver nos droits. Les conséquences pourraient être graves pour nous. Ne posons pas le geste de déchirer le pacte de la Confédération que nous voulons faire respecter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On me dit qu'il y a un jugement du Conseil privé qui dit que les commissions scolaires protestantes doivent recevoir les enfants juifs⁷.

M. Godbout (L'Islet): Ce n'est pas ce que dit le jugement. Il garantit les droits de la minorité en cette province. Je répète que la clause est excessivement dangereuse et pourrait endommager tout le futur des catholiques. Je comprends que la situation est difficile, mais ne déchirons pas le pacte

qui garantit nos propres droits et ceux de la minorité protestante.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis prêt à modifier l'article.

M. Chalout (Québec): Est-ce qu'on ne pourrait pas donner des écoles aux juifs?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous allons modifier l'article de façon à ce que le prolongement de l'entente entre les protestants et les juifs d'Outremont, qui expire cette année, ne puisse être prolongé jusqu'en juillet 1947 sans l'approbation de la Commission scolaire protestante d'Outremont elle-même, qui prendra la décision finale à ce sujet; et les commissaires eux-mêmes seront entièrement libres d'accepter ou de rejeter la suggestion.

Ainsi, le contrat est prolongé pour cette année mais l'an prochain, le règlement de cette épineuse question restera subordonné à la décision des parties en cause.

Si les protestants refusent de recevoir les juifs, ils en prendront la responsabilité. C'est une question d'argent. La Commission scolaire d'Outremont affirme que les juifs ne paient pas assez pour leur éducation et les Juifs prétendent le contraire.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

La Commission scolaire protestante obtient toutes les taxes des protestants, toutes les taxes des juifs et, depuis 1941, elle obtient toutes les taxes neutres.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"30. Le contrat passé le vingt janvier 1931, entre le Bureau des syndics d'écoles protestants de la cité d'Outremont et la Commission des écoles juives de Montréal, ratifié par la loi 21 George V, chapitre 63, demeure en vigueur jusqu'au premier juillet 1947, nonobstant tout avis d'expiration qui a pu être donné en vertu de la clause 8 de ce contrat; quant à l'année additionnelle qui expire le 1^{er} juillet 1947, la continuation des contrats sera subordonnée au consentement des bureaux des syndics des écoles protestantes de la cité d'Outremont."

L'amendement est adopté.

L'article 30, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 31 et 32, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 48 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Centrale électrique sur l'Outaouais supérieur

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné vendredi le 12 avril courant, sur la motion du représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) proposant que le bill 49 pour assurer le plein rendement de la centrale électrique de la province sur l'Outaouais supérieur soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre a essayé de justifier le coût élevé de la centrale électrique de l'Outaouais supérieur en disant: "Nous avons fait diminuer les taux d'électricité de la Northern Canada Power". Il a affirmé à tort qu'il avait fait baisser de 40 % les taux d'électricité de cette compagnie en 1937, alors que cette diminution était terminée depuis longtemps. L'échelle des tarifs avait été fixée cinq ans avant 1936 et les réductions étaient déterminées d'avance, et elles prenaient effet chaque année, graduellement. Il n'a rien eu à y voir.

Il nous a dit aussi que le gouvernement de l'Union nationale, en 1937, a dépensé \$500,000 de l'argent de la province pour acheter un pouvoir d'eau⁸ appartenant à la compagnie Noranda et les plans et devis que la compagnie avaient préparés pour le harnachement de ce pouvoir et pour la construction de la centrale, au lieu de \$3,000,000 que la Noranda réclamait d'abord. Or, la charte que détenait la compagnie était caduque depuis cinq ans. Le pouvoir d'eau en question appartenait donc véritablement à la province. Ce qui revient à dire que le premier ministre a donné \$500,000 pour obtenir les plans et devis seulement, quand la compagnie estimait à \$300,000 le coût de ces plans et devis. Il lui a fait ainsi un cadeau de \$200,000. Je ne sais trop pour quelles raisons particulières le gouvernement accorde ainsi un traitement de faveur à une compagnie qui va faire cette année \$12,000,000 à \$13,000,000 de profits.

Le premier ministre nous a dit qu'il avait voulu créer une concurrence d'État dans le Témiscamingue aux compagnies privées. Mais, il a fait un contrat avec la Noranda, en vertu duquel il

s'engageait à vendre de l'électricité aux autres compagnies, si la capacité de l'usine était augmentée, à \$10 de plus par cheval-vapeur qu'à la Noranda elle-même. Étrange façon d'établir de la concurrence entre les industries minières du nord de Québec. C'est la manière du premier ministre. Si la Noranda a besoin d'aide du gouvernement pour continuer à réaliser des profits, en vertu du même principe, le gouvernement devrait lui accorder un subside. Je lui demande de donner à la Chambre les raisons qu'il a eues de protéger ainsi cette compagnie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le Parti libéral qui a donné la mine à la compagnie Noranda pour rien.

M. Godbout (L'Islet): La Noranda s'est soumise à toutes les lois existantes de la province, comme les autres compagnies, et si elle a réussi, ce n'est pas parce qu'elle a reçu des faveurs des gouvernements libéraux, mais parce qu'elle était bien dirigée. Le trésorier provincial nous disait l'autre jour que nous avons imposé des conditions trop dures à la Noranda.

L'honorable M. Gagnon (Matane): J'ai dit que les taxes imposées étaient injustes.

M. Godbout (L'Islet): Revenant au bill, je dis qu'avant d'apporter un développement nouveau, le gouvernement doit s'assurer que les usagers de l'Abitibi et du Témiscamingue auront la garantie d'obtenir du pouvoir électrique à 60 cycles. Actuellement, la centrale du Témiscamingue ne produit que du 25 cycles, encore pour favoriser la Noranda, parce que la compagnie avait organisé ses machineries pour employer du 25 cycles, qui était aussi en usage dans l'Ontario.

De cette façon, en maintenant le courant à 25 cycles dans le Témiscamingue et l'Abitibi, la centrale québécoise aidait en outre les compagnies ontariennes qui vendent des appareils électriques pour le 25 cycles. Elle contribuait ainsi au développement d'un commerce considérable d'appareils électriques au bénéfice de la province voisine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons avoir les deux. Les mesures ont été prises et la centrale du Témiscamingue produira désormais du courant à 25 et à 60 cycles.

M. Godbout (L'Islet): J'espère que l'on distribuera du 60 cycles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est nécessaire.

M. Godbout (L'Islet): Que le premier ministre n'abandonne pas ses bonnes dispositions.

M. Chaloult (Québec): La centrale du Témiscamingue a coûté depuis 1937 à la province \$8,200,000 et ses déficits d'exploitation depuis lors s'élèvent à \$665,000. En 1945, comme vient de nous le démontrer le rapport de l'Hydro-Québec, le déficit a été de \$184,000. Voilà le résultat d'exploitation d'une centrale, dont la construction a été faite par l'Union nationale, qui devait faire concurrence au trust de l'électricité et qui n'a bénéficié jusqu'ici, à toutes fins pratiques, qu'à la compagnie Noranda.

M. Larivière (Témiscamingue): Cette centrale a fait baisser les taux de façon très considérable. La baisse fut même si considérable que plusieurs mines improductives ont recommencé leurs opérations. La centrale a contribué à donner beaucoup de travail à la région.

La motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 49 pour assurer le plein rendement de la centrale électrique de la province sur l'Outaouais supérieur.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil

pourra autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour les travaux, ouvrages et acquisitions d'immeubles prévus dans la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

2. Que pour l'exécution de ladite loi, la Commission hydroélectrique de Québec agira comme mandataire de la couronne; le barrage-réservoir construit, les ouvrages faits et les biens acquis en vertu de ladite loi feront partie de l'entreprise hydroélectrique de la province située au rapide numéro 7 de l'Outaouais supérieur; et nonobstant les dispositions de l'article 20 de la loi 8 George VI, chapitre 22, les profits de cette entreprise seront crédités à son compte et seront reçus par la Commission hydroélectrique de Québec; et que les avances passées et futures faites par le trésorier de la province à même le fonds consolidé du revenu, pour la centrale électrique de la province, construite au rapide numéro 7 de l'Outaouais supérieur et le développement prévu par ladite loi, ainsi que pour tous les travaux et acquisitions d'immeubles s'y rapportant, porteront intérêt à trois pour cent à compter du premier avril 1946.

Adopté.

Rapport du comité plénier

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté, après division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 49.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 49 pour assurer le plein rendement de la centrale électrique de la province sur l'Outaouais supérieur.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 49 sans l'amender.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la curatelle publique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 modifiant la loi de la curatelle publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 57 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission des accidents de travail

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 concernant la Commission des accidents du travail de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 58 sans l'amender.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1946-1947

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quatre-vingt-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions pour encourager le drainage, exécution de travaux de drainage et d'amélioration de fermes, gages compris (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement à l'agriculture en général, traitement et gages compris (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent cinquante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement à l'agriculture en général, dépenses diverses (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission de l'industrie

laitière, traitements (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission de l'industrie laitière, dépenses diverses (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du drainage, traitements (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du drainage, dépenses diverses, gages compris (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du crédit agricole du Québec, traitements (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du crédit agricole du Québec, dépenses diverses (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Raffinerie de sucre de Québec (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de terrains et constructions - dépenses en immobilisations (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Lois de l'aide aux chômeurs, administration (Bureau de reconstruction économique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réserve de pêche: construction de cabines - dépenses en immobilisations (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions cinq cent vingt-trois mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à l'établissement et au maintien des colons, gages compris (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent six mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Établissement des colons - Entente fédérale-provinciale (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-dix-sept mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Ministres sans portefeuille, et secrétaires (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureau du lieutenant-gouverneur (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quarante-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

24. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du tourisme et de la publicité (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

25. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent vingt-cinq mille dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des achats (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

26. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de ciné-

photographie (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

27. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des impressions (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

28. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et subventions (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

29. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil d'orientation économique, traitements compris (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

30. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-quatorze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission du service civil, traitements compris (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

31. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million trois cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Provision *re* traitements des employés du service civil (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

32. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

33. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent vingt-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

34. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

35. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

36. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-six mille cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

37. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille cent vingt dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Éducation hôtelière (cours) gages compris (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

38. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-neuf mille cent quatre-vingts dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Agents généraux de la province, traitement compris (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

39. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Inventaire des ressources naturelles et industrielles de la province, traitements compris (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

40. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-huit mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois, subventions, bourses, etc., gages compris (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

41. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pour favoriser l'industrie du sucre d'érable (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

42. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Comité de l'artisanat et de la petite industrie, traitements compris (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

43. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

44. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

45. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent quinze mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

46. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

47. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

48. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions six cent seize mille sept cent cinquante

dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

49. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quarante-neuf mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions à certaines institutions, particuliers (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

50. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent soixante-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles normales (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

51. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil de l'instruction publique (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

52. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-quatre mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Journaux d'éducation (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

53. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-quatorze mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

54. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitement de l'Orateur - Conseil législatif (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

55. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Allocation de logement de l'Orateur -

Conseil législatif (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

56. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-quatre mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitement - Conseil législatif (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

57. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses - Conseil législatif (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

58. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitement et allocation de logement de l'Orateur - Assemblée législative (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

59. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements - Assemblée législative (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

60. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses - Assemblée législative (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

61. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements - Bibliothèque de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

62. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de livres - Bibliothèque de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

63. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses - Bibliothèque de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

64. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

65. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Impression, reliure et distribution des Statuts - Imprimeur du Roi (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

66. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

67. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

68. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

69. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de onze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

70. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les

dépenses prévues à l'article: "Aide à la recherche des mines, traitements, gages compris (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

71. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Chemins de mines, traitements, gages compris (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

72. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Villages miniers, gages compris (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

73. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'étude (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

74. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Drainage des tourbières, gages compris (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

75. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de treize mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

76. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction de chemins de mines, gages compris - Paiement sujet à un arrêté en conseil - Dépenses en immobilisations (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

77. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

78. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

79. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

80. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

81. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatorze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Inspection et surveillance, gages compris (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

82. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entrepôts, gages compris (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

83. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Assistance aux pêcheurs et à l'industrie, gages compris - Paiement sujet à un arrêté du conseil (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

84. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions, gages compris (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

85. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Division de la biologie marine, gages

compris (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

86. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

87. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction d'entrepôts et d'une école des Pêcheries, gages compris - Paiement sujet à un arrêté du conseil, dépenses en immobilisation, (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

88. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Unités sanitaires de comtés, traitements compris (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

89. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions huit cent cinquante-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Fonds de l'Assistance publique, traitements compris (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

90. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante-six mille dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

91. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante et onze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

92. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et

frais de bureau (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

93. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "*Gazette officielle*", traitements compris (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

94. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-neuf mille quatre cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Musées et Archives - Bibliothèque Saint-Sulpice et Commission des monuments historiques (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

95. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École des hautes études commerciales, traitements, gages compris (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

96. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions quatre-vingt-dix-huit mille cinq cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles techniques ou professionnelles, traitements, gages compris (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

97. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enseignement en général, traitements, gages compris (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

98. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École supérieure de commerce (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

99. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent

soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École polytechnique, Montréal (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

100. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quarante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles de réforme et d'industrie (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

101. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octroi annuel - Université McGill, Montréal (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

102. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide re entretien d'un institut de neurologie - Université McGill, Montréal (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

103. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Allocation spéciale à l'enseignement protestant - Université McGill, Montréal (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

104. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octroi annuel - Université Laval, Québec, (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

105. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octroi annuel - Université de Montréal (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

106. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues

à l'article: "Octroi annuel - Bishop's College, Lennoxville (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

107. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Allocation spéciale à l'enseignement protestant (Secrétariat de la province), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

108. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent vingt-neuf mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et subventions (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

109. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses pour cours additionnel (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

110. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à la jeunesse, traitements, gages compris (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

111. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Terres et Forêts)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

112. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École des gardes forestiers: construction et équipement - dépenses en immobilisations (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

113. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entomologie - dépenses en immobilisations

(Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

114. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Reboisement - dépenses en immobilisations (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

115. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions huit cent quatorze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pensions de vieillesse, traitements compris (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

116. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Annuité à mademoiselle Marie-Régina Drolet - résolution de l'Assemblée législative en date du 3 février 1890 (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

117. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pension à monsieur L.-J. Lemieux, ex-agent général à Londres (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

118. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pension spéciale à monsieur Henri Laureys ex-directeur de l'École des hautes études commerciales, Montréal (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

119. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million sept cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Allocations de vie chère (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

120. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur - Bureau du trésorier (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

121. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de bureau - Bureau du trésorier (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

122. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur - Bureau de l'auditeur (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

123. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur - Bureau de l'auditeur (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

124. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de bureau - Bureau de l'auditeur (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

125. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent dix-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur - Bureau du revenu (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

126. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur - Bureau du revenu (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

127. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de bureau - Bureau du revenu (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

128. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-treize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de perception

- Bureau du revenu (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

129. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Plaques: véhicules automobiles et colporteurs - Bureau du revenu (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

130. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur - Bureau des assurances (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

131. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de bureau - Bureau des assurances (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

132. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses - Bureau des assurances (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

133. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Comité d'étude de la loi des assurances - Bureau des assurances (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

134. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

135. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

136. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

137. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

138. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf millions sept cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins y compris les chemins d'hiver, traitements et gages compris (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

139. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté⁹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quant aux crédits du procureur général, je veux les garder pour cette semaine.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Voir note 4, séance du 19 février 1946. Le gouverneur est assermenté le 12 avril 1946.

2. M. John Bracken est chef du Parti progressiste-conservateur sur la scène fédérale.

3. Il s'agit de *The Gazette*, comme le rapporte le journal *The Gazette* lui-même, 15 avril 1946, à la page 20.

4. Voir séance du 12 avril 1946. *L'Action catholique*, 15 avril 1946, à la page 3, mentionne que le journal n'est pas visé par M. Godbout.

5. Il s'agit de M. Chaloult.

6. \$46,000,000, selon *The Gazette*, 15 avril 1946, à la page 19.

7. En février 1928, un jugement du comité judiciaire du Conseil privé déclare que la loi de 1903 est conforme aux dispositions concernant les villes de Québec et Montréal. Or, le Comité autorise le gouvernement du Québec à mettre sur pied une commission scolaire séparée pour les enfants juifs.

8. Une chute d'eau, selon *L'Événement*, 15 avril 1946, à la page 3.

9. *L'Événement*, 12 avril 1946, à la page 3, précise que: "Du consentement unanime de tous les députés présents, elle a voté séance tenante les crédits de tous les ministères dont elle n'avait pas encore abordé l'étude. Elle n'a laissé que ceux du département du procureur général et un poste budgétaire du ministère des Travaux publics, celui qui concerne la construction du pont Plessis-Bélair".

Première séance du lundi 15 avril 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:

Ministère des Terres et Forêts,
rapport 1944-1945

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1945. (Document de la session no 36)

Projets de loi:

Code de
procédure civile

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 modifiant l'article 1213 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Il y a des manœuvres frauduleuses à Montréal. Le but est d'enrayer l'épidémie des divorces déguisés lorsqu'il y a collusion entre les parties. Le gouvernement avait déjà pris les moyens de supprimer les abus et il avait réussi dans une très large mesure. Le département du procureur général a déjà nommé des avocats pour mettre fin à ce véritable "racket".

L'article 1213 du Code de procédure civile stipule qu'un avis de l'inscription d'une cause en Cour du banc du roi doit être signifié à la partie adverse. Mais le Code de procédure civile ne prévoit aucun mode de signification dans le cas où la partie adverse est absente de la province et n'y a ni domicile, ni résidence, ni place d'affaires ou établissement de commerce.

Les causes de divorce vont souvent en appel. Comme il y a collusion dans bien des cas, une des parties s'organisait pour ne pas être représentée par un procureur et cacher son domicile. Il était impossible de signifier l'avis.

Le bill veut donc remédier à cette lacune en permettant à un juge de la Cour du banc du roi de prescrire dans un tel cas un mode spécial de signification.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre ne m'a pas dit que c'est le Parti libéral, le gouvernement Godbout, qui a mis dans les Statuts de la province la loi qu'on amende aujourd'hui et qui fut présentée pour bloquer le flot des divorces déguisés sous le couvert des annulations de mariage. Dans le temps, le premier ministre avait protesté contre la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) nie cette affirmation. et déclare qu'il a promis de collaborer à tout ce qui viserait à empêcher le divorce dans la province de Québec.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 59 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi
des compagnies

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 modifiant la loi des compagnies de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Les "schemers" ont inventé toutes sortes de moyens pour faire de l'argent et empêcher les autres d'en faire. L'un de ces moyens consiste à demander

des chartes qu'ils n'utilisent jamais, à monopoliser les raisons sociales les plus populaires, ce qui a pour conséquence d'accaparer des raisons sociales aux dépens de gens de bonne foi qui auraient pu les demander, et ce, dans le but de faire de l'argent tout en empêchant les autres de se lancer dans des affaires profitables à la province. Nous allons faire cesser ces abus.

L'objet du bill est d'autoriser le gouvernement à décréter l'annulation de la charte accordée à une compagnie, sous l'empire de la loi des compagnies, lorsque cette compagnie néglige durant deux années consécutives de produire le rapport exigé en vertu de l'article 4 de la loi des renseignements sur les compagnies, ou encore lorsque cette compagnie a négligé, à la suite d'un avis à cet effet, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, de produire dans un délai de 60 jours, un rapport réclamé en vertu de l'article 5¹ de la loi des renseignements sur les compagnies.

La loi ontarienne est plus sévère; elle permet l'annulation d'une charte après un an sans rapport; l'Angleterre autorise une annulation après six mois. La présente mesure va moins loin; elle vise d'ailleurs les gens de mauvaise foi; on veut supprimer un "racket".

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) dit que, tout en souscrivant à l'idée qu'il faut annuler les chartes des compagnies qui ne se conforment pas à la loi, il est d'opinion que ce projet de loi pose des conditions tyranniques. Il demande que l'on prévienne d'abord les compagnies qui ne se sont pas conformées à la loi. Le projet de loi, dit-il, stipule que toute compagnie qui n'aura pas produit son rapport 60 jours après un avis dans la *Gazette officielle*, une fois la loi entrée en vigueur, perdra sa charte. Cette procédure pourrait avoir des conséquences graves, surtout dans le cas de corporations qui ont vendu des obligations au public. Certains directeurs de compagnies peuvent avoir omis, en toute bonne foi, de soumettre leur rapport. Il demande qu'on donne, au préalable, un avis par écrit avant d'abolir la charte.

M. Bienvenue (Bellechasse): La *Gazette officielle* n'est lue que par une infime proportion de la population. Il vaudrait mieux que l'avis fût envoyé par lettre recommandée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) refuse. Après deux ans, dit-il, on n'est plus de bonne foi. Il s'agit de remédier à des abus intolérables. Les

amendements ont été suggérés par les conseillers juridiques du département du procureur général.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 56 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Éducation

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 pour assurer le progrès de l'éducation soit maintenant lu une troisième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Le bill 48 intitulé: Loi pour assurer le progrès de l'éducation soit de nouveau référé au comité plénier de la Chambre:

a) afin d'amender le 2^e alinéa du paragraphe f) de l'article 3, en ce qui concerne les forces hydrauliques d'une puissance de dix mille chevaux;

b) afin d'amender le paragraphe a) de l'article 28, en ajoutant après les mots "Banque Canadienne Nationale", les mots "et de la Banque Provinciale du Canada";

c) en apportant une nouvelle traduction anglaise dudit bill, mais sans en changer la substance.

Adopté.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Motions des députés:**Dominion Textile et la disparité des salaires
entre l'Ontario et le Québec**

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion du représentant de Québec (M. Chaloult) proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, le ministre du Travail ou un de ses employés, et le gouvernement fédéral, un de ses représentants ou tout chef d'industrie, relativement à la différence de salaire entre Ontario et Québec, pour le même travail, plus spécialement dans les usines de la Dominion Textile.

M. Chaloult (Québec-Comté): Dans l'industrie de l'aluminium, les salaires payés dans Québec sont la moitié de ce que reçoivent les ouvriers de l'Ontario. Quant à l'industrie du textile, elle payait en 1943, suivant un rapport fédéral, un salaire moyen de 45 cents de l'heure à l'ouvrier du Québec, comparativement à 51 cents de l'heure à celui de l'Ontario. On m'a dit que la moyenne n'a guère changé en 1944. La différence est de 7 ou 8^e pour cent en faveur des ouvriers de l'Ontario. Les grandes compagnies n'ont pas d'âme. Cela n'est pas justifié et le gouvernement devrait s'en occuper.

La compagnie Dominion Textile a fait publier dans les journaux des statistiques tendant à démontrer que les salaires qu'elle paie dans la province de Québec sont supérieurs à ceux payés en Ontario. Cette déclaration est mensongère parce que les chiffres que la compagnie publiait étaient basés sur une semaine de salaire pendant laquelle les ouvriers du Québec ont travaillé plus longtemps que ceux de l'Ontario.

On dit que le coût de la vie est moins élevé dans le Québec. Ce n'est pas exact pour les grandes villes. En 1941-1942, les statistiques démontrent que l'indice du coût de la vie était de 117 à Montréal et de 114 à Toronto. En 1943, il était de 118 à Montréal et de 115 à Toronto. Les charges de famille sont plus élevées dans le Québec et, du fait que nos ouvriers sont moins payés, les conséquences sont très lourdes: ils sont obligés de vivre dans des taudis avec leurs familles nombreuses, ce qui explique en grande partie qu'il y a trois fois plus de tuberculose ici qu'en Ontario.

Il demande donc au ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) de s'employer à remédier à

cet état de choses et de voir à ce que l'écart entre les salaires soit comblé graduellement. Au premier ministre, il demande de faire tout son possible pour que les dirigeants de la Dominion Textile améliorent les conditions d'hygiène dans lesquelles ouvriers et ouvrières sont obligés de travailler, notamment à Saint-Grégoire où certains ouvriers sont forcés de travailler dans une chaleur de 125 degrés. On considère le capital humain comme du bétail, car ces grandes compagnies n'ont pas d'âme. On confie à des femmes un travail qui devrait être fait par des hommes. Les ouvriers de cette filature réclament la journée de huit heures. Ils veulent obtenir le même salaire, mais en travaillant une heure de moins, comme cela se pratique en Ontario.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il s'agit là d'une question très importante. J'ai eu la curiosité depuis quelque temps d'étudier attentivement les statistiques fédérales sur le marché du travail. J'ai constaté que, d'après de récentes statistiques fédérales, la différence entre les salaires payés aux ouvriers de la province de Québec et ceux de l'Ontario tend à diminuer de plus en plus.

Pour l'industrie en général, et selon les statistiques du ministère fédéral du Commerce du 1^{er} février 1946, la moyenne des salaires payés en octobre, novembre et décembre 1945 a été: Québec, \$27.10; Ottawa, \$26.91; Winnipeg, \$29.74; Montréal, \$32.02; Hamilton, \$32.59; et Windsor, plus de \$39 par semaine. Windsor se trouve dans le centre de l'industrie la plus payante, celle de l'automobile. Si l'on fait exception pour Windsor, la différence est bien faible entre les villes du Québec et celles de l'Ontario.

D'une façon générale, on réalise aussi que la moyenne des salaires tend à monter à mesure qu'on s'avance vers les provinces de l'Ouest: les salaires sont plus bas dans les Maritimes que dans Québec, plus bas dans Québec que dans l'Ontario et plus bas dans l'Ontario qu'en Colombie.

Dans Québec, nous avons surtout développé l'industrie légère, notamment les textiles, les vêtements, les produits alimentaires, le tabac, la chaussure, où un grand nombre de jeunes hommes et de jeunes femmes âgés entre 16 et 20 ans y travaillent. Naturellement, ces employés gagnent peut-être moins que leurs collègues de travail plus âgés et plus expérimentés. D'un autre côté, en Ontario, en raison des conditions locales au sujet des lignes d'énergie et de communication, il y a un grand nombre d'industries lourdes comme l'industrie sidérurgique et de l'automobile où les employés

gagnent plus que ceux qui travaillent dans les industries légères. C'est l'industrie lourde qui paie les plus gros traitements parce qu'elle n'emploie que les hommes dans la force de l'âge. En regardant l'ensemble de la situation, à Montréal il y a deux fois et demie plus de personnes embauchées dans les industries légères, alors qu'à Toronto les hommes embauchés le sont pour la majorité dans les industries lourdes. Donc, la principale cause de la différence des salaires entre le Québec et l'Ontario se trouve dans le fait que nous avons surtout des industries légères, dans le Québec, alors que le grand secteur industriel ontarien est le siège d'industries lourdes qui sont plus payantes.

Les industries légères sont peut être plus nécessaires au Québec à cause du plus grand nombre de jeunes filles et de jeunes hommes, mais ceci ne veut pas dire, comme le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) a dit, que la province ne devrait pas tenter de prendre sa place légitime parmi les provinces canadiennes en tant que producteur de produits lourds.

Mais, dans les industries qui nous sont propres, les salaires sont plus élevés dans le Québec qu'ailleurs. Québec paye les plus gros salaires du pays dans l'industrie du vêtement. Dans l'industrie de la pulpe et du papier, les salaires que la province paie sont plus élevés et, à Trois-rivières, ils sont les plus élevés au pays: les salaires sont de \$33.35 à Montréal, de \$33.58 à Toronto; et de \$37.58 à Trois-Rivières. Dans l'industrie du textile en général, le salaire moyen hebdomadaire est de \$21.97 dans les Prairies, de \$24.46 dans le Québec et de \$25.30 dans l'Ontario³. Dans les industries qui sont propres à l'Ontario, les salaires y sont également plus élevés qu'ailleurs.

M. Chaloult (Québec-Comté): Est-ce que les heures de travail sont les mêmes?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Oui. Dans l'industrie du coton filé, en novembre dernier, les salaires étaient de \$50.06 dans le Québec et de \$48.06 dans l'Ontario. Dans l'industrie du fer et de l'acier: \$39.78 à Montréal; \$37.29 à Toronto; \$38.60 à Winnipeg. Les statistiques pour les travailleurs du textile du Québec, à heures de travail et conditions égales, indiquent une meilleure norme salariale que leurs collègues des autres provinces, avec une ou deux exceptions.

Il faut tenir compte de trois facteurs principaux lorsqu'on discute cette question: comparer tous les salaires; voir quels sont les marchés; et étudier le

marché de la main-d'œuvre. Je crois qu'il n'est pas dans l'intérêt de la province de rappeler constamment la différence qui existe entre certains salaires parce qu'ailleurs on nous accuse d'avoir une main-d'œuvre moins bien qualifiée. Les économistes nous le disent aussi.

Il faudrait développer des industries lourdes, des industries qui nous sont propres en mettant à profit nos ressources naturelles, et j'espère que d'ici à quelques années, nous pourrions alors être sur un pied d'égalité avec les autres. La différence tend de plus en plus à diminuer et, quand nous aurons des industries lourdes, elle n'existera plus du tout. Nous avons actuellement 40,000 à 50,000 jeunes de plus qu'en Ontario à employer dans l'industrie.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): L'honorable ministre a des statistiques intéressantes, mais il doit convenir que, dans l'opposition, il prétendait que les salaires étaient inférieurs dans Québec comparés à l'Ontario. Si les ouvriers ont obtenu de meilleurs salaires - ils ne sont pas tous dans le même cas - ils le doivent surtout à leurs unions.

Il approuve le principe de la motion et demande au gouvernement de s'occuper d'améliorer le sort des ouvriers, surtout dans la région de Montréal, où, dit-il, le gouvernement Godbout a fait réduire considérablement les taux d'électricité.

Enfin, il déplore la multiplicité des unions ouvrières dans la province.

M. Chaloult (Québec-Comté): Je remercie le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette). Quant à savoir si nous devons cacher la différence des salaires entre provinces, il me semble que, pour guérir un mal, il faut le révéler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député a obtenu ses renseignements et je présume qu'il va retirer sa motion.

M. Chaloult (Québec-Comté): C'est entendu, je retire ma motion.

La motion est retirée.

Entente financière anglo-canadienne

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion du représentant de Lotbinière (M. Roberge) proposant:

Que cette Chambre exprime le vœu que le Parlement fédéral refuse de donner suite au récent

projet d'entente financière anglo-canadienne, à moins que le gouvernement fédéral ne démontre que l'entente proposée est avantageuse du point de vue vraiment canadien.

M. Roberge (Lotbinière): Le texte de cette motion indique bien qu'il ne s'agit pas d'une motion de censure. Il laisse à chacun ses responsabilités. Depuis que la motion a été présentée, la Chambre des communes a adopté en deuxième lecture le projet de loi ratifiant l'accord financier entre le Canada et la Grande-Bretagne, et le comité sénatorial du Congrès des États-Unis a adopté en principe l'accord financier entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. La décision de la Chambre des communes limite donc le débat qui aurait pu avoir lieu à la Législature provinciale sur cette motion, mais les membres de l'Assemblée législative ont le devoir d'examiner l'accord et sa répercussion sur l'économie et la position financière du Canada en général, sa répercussion sur l'économie et la position financière de la province de Québec.

Mon but est précisément de fournir à la Chambre, au gouvernement, l'occasion d'examiner le problème, de faire un peu de réflexion, cela à la veille de la reprise de la Conférence du Canada et des provinces, commencée en août 1945. En effet, l'acceptation totale ou partielle des propositions fédérales peut définitivement modifier la structure financière provinciale. L'attitude que doit adopter le chef du gouvernement provincial peut et doit varier selon les répercussions possibles de la politique commerciale et financière canadienne dans le domaine international.

Aux provinces, le gouvernement fédéral n'a pas seulement soumis quelques propositions relatives à la perception de certains impôts et à la distribution de certains subsides; il a soumis tout un plan qui, à l'avance, prévoyait le projet d'accord financier que la Chambre des communes vient d'adopter en principe. Des propositions fédérales, on me permettra de citer le passage suivant du chapitre "Problèmes et projets internationaux".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il me semble que cela n'a rien à faire avec la motion.

M. Roberge (Lotbinière): Que l'honorable premier ministre me laisse finir mon argumentation et il verra que j'ai parfaitement raison de relier les deux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. L'honorable

député de Lotbinière ne peut parler de la Conférence d'Ottawa maintenant.

M. Roberge (Lotbinière): L'objet de la motion était de demander aux législateurs fédéraux de ne ratifier le prêt que s'il était démontré qu'il est avantageux pour le Canada. Si l'accord doit avoir - ainsi qu'on le prétend en certains quartiers - des conséquences funestes sur la structure financière du Canada, la situation de la province de Québec en serait affectée. L'honorable premier ministre me permettra sûrement d'exprimer le souhait que les négociations qu'il va poursuivre dans quelques jours à Ottawa soient heureuses pour la province de Québec. Pour cela, cette Assemblée doit pouvoir étudier l'accord Canada-Grande-Bretagne dans ses répercussions sur la situation financière de notre pays et des provinces.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon honorable ami de Lotbinière est un homme de talent et il ne doit pas mêler la politique partisane à la Conférence d'Ottawa. La Conférence est une affaire trop sérieuse pour qu'il soit permis d'en prendre occasion pour faire de la petite politique.

(Mouvements de protestation à gauche)

M. Godbout (L'Islet): L'honorable député de Lotbinière n'a nullement fait de politique partisane, et l'honorable premier ministre ne devrait pas l'interrompre constamment.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un nouveau point d'ordre.

M. Godbout (L'Islet): Parlant sur le point d'ordre, je déclare que l'honorable député de Lotbinière n'a nullement parlé de politique, mais qu'il a tout simplement discuté sa motion en respectant les règlements.

M. Roberge (Lotbinière): Il ne serait certainement pas avantageux, au point de vue canadien, que certaines des propositions faites aux provinces ne soient pas examinées en fonction de la situation financière du pays et des provinces. Dans les propositions fédérales, dont j'ai ici le texte, le projet d'accord financier est mentionné. À la page 57 des propositions fédérales, on peut lire ceci: "D'une façon générale, il est proposé que le gouvernement fédéral prenne l'initiative en vue d'assurer l'embauchage et les revenus en concluant les accords les plus avantageux possibles avec les autres nations unies dans le domaine des relations économiques, accords

qui encourageraient et permettraient l'expansion du commerce mondial et le plein usage de nos ressources".

M. l'Orateur, il est évident que les propositions fédérales qui seront discutées à la Conférence d'Ottawa sont liées à l'accord Grande-Bretagne-Canada.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. l'Orateur, je demande une décision sur mon point d'ordre. Mon honorable ami de Lotbinière ne doit pas parler des propositions fédérales. Nous devrions nous entendre sur cette question.

M. l'Orateur suppléant⁴: Il ne peut être question des propositions fédérales en ce moment. L'objet de la motion est clair et on ne saurait y voir de relation avec le prêt canadien à la Grande-Bretagne.

M. Roberge (Lotbinière): J'accepte votre décision, Monsieur, mais l'honorable premier ministre m'a prêté des motifs que je n'ai jamais eus. Je n'ai certainement pas fait d'allusion politique dans mes remarques.

M. Larivière (Témiscamigue): L'honorable député de Lotbinière me permet-il de lui poser une question?

M. Roberge (Lotbinière): Non. Monsieur. M. l'Orateur, puisque votre décision m'interdit de discuter librement ma motion, et comme le bill relatif au prêt à la Grande-Bretagne a maintenant subi sa deuxième lecture, je n'ai plus qu'une chose à faire, c'est de la retirer.

(Applaudissements prolongés à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Motion retirée alors? Très bien.

La motion est retirée.

Projets de loi:

**Loi de
l'Hôtel-Dieu de Roberval**

M. Marcotte (Roberval) propose que le bill 104 modifiant la loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval, ayant pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique et de charité, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Indemnités des députés,
des conseillers législatifs et des ministres**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 51 concernant les membres du Conseil exécutif, du Conseil législatif et de l'Assemblée législative.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 51 concernant les membres du Conseil exécutif, du Conseil législatif et de l'Assemblée législative.

Adopté.

Subsides:

**Budget des dépenses
1946-1947**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur - (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le gouvernement libéral a augmenté les salaires des employés civils en mai dernier et le gouvernement actuel a refusé de payer ces augmentations en arrivant au pouvoir. Est-ce l'intention du gouvernement de rétablir ces augmentations?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les libéraux n'avaient pas voté l'argent nécessaire pour payer ces augmentations. Il a donc fallu cesser de les payer.

Tout ce que le gouvernement a pu faire, c'est de régler les cas qui lui paraissaient les plus injustes.

Pour le reste, l'Union nationale a décidé de procéder d'une façon plus rationnelle et de charger une commission de trois membres de procéder à une nouvelle classification des employés civils. Cette commission étudie le système en vigueur dans d'autres provinces et même aux États-Unis, et elle pourra bientôt recommander l'institution d'un système de classification adapté aux besoins de la province. Un montant de \$1,700,000 a été inscrit dans le budget pour des hausses de salaires. Ce montant a été placé à l'item du Conseil exécutif, parce que c'est cette branche de l'administration qui s'occupe plus spécialement des salaires.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si les employés sont augmentés, y aura-t-il un effet rétroactif?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons nommé une commission de classification et nous considérerons les suggestions qu'elle aura faites. Il serait incongru d'anticiper sur sa décision. Lorsque le gouvernement constate une injustice, il la répare sans tarder.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) reproche au procureur général d'avoir accordé des augmentations de salaires aux petits employés de son département. Cependant, au lieu de l'accorder de façon générale, cette augmentation a été donnée à des favoris du régime. Il est plus normal d'augmenter un groupe d'employés que d'augmenter tel ou tel employé. Cela écarte les dangers du favoritisme. Le premier ministre s'occupe-t-il de son département?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député demande aux amis qu'il a laissés dans le département. Il verra si je m'en occupe.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Alors il sait ce qui s'y passe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande à l'opposition d'en venir aux faits. Je vous vois venir.

M. Bienvenue (Bellechasse) et M. Casgrain (Rivière-du-Loup) posent de nombreuses questions au procureur général (l'honorable M. Duplessis) au sujet des sentences suspendues.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) signale le cas d'un citoyen de Gaspé-Nord, François Saint-Laurent, qui a été assailli et blessé par des adversaires politiques,

le 12 juin 1945, et transporté à l'hôpital où il a dû passer 26 jours. La victime, dit-il, a demandé au procureur général de poursuivre ses assaillants, mais on lui a répondu qu'il devrait le faire à ses frais. On lui a même laissé entendre que les assaillants étaient des amis politiques du gouvernement actuel. Le procureur général n'a pas répondu à M. Saint-Laurent, mais il a même ignoré une lettre du chef de l'opposition qui attirait son attention sur ces faits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est la politique du département du procureur général de ne pas intervenir dans les affaires de chicanes entre les groupes politiques. Le département ne prend la cause que lorsque le juge décide qu'il y a matière à procès. On a donc suivi la politique ordinaire dans le cas rapporté par mon honorable ami. D'ailleurs, n'importe quel citoyen peut porter une plainte et, dans le cas du citoyen de Gaspé-Nord qui s'est battu pour le Parti libéral, c'était au Parti libéral à prendre une poursuite.

Voilà un homme qui s'est battu apparemment pour le Parti libéral et qui s'est fait casser le nez; et le Parti libéral n'a pas assez de cœur pour protéger ses amis et prendre une poursuite! Il a sans doute voulu faire le jar. C'était la mode autrefois, dans le Parti libéral, de faire le jar. Mais c'est fini, ces choses-là. Le député de Rivière-du-Loup sait fort bien que c'est la politique toujours suivie par le département du procureur général de ne pas intervenir.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le procureur général a accusé bien des gens lorsqu'il était chef de l'opposition et il n'a jamais porté plainte lui-même. Il demandait au procureur général de poursuivre.

Le 19 novembre 1945, pendant l'élection de la Beauce, *Le Devoir* rapportait que 12 personnes en route pour la Beauce avaient été arrêtés au pont Charlemagne à Montréal. Ceux-là, déclare-t-il, on les a arrêtés sans savoir s'il y avait matière à procès. Le 16 janvier 1946, lorsque survint le procès de ces gens que l'on n'avait pas voulu admettre à caution, le substitut du procureur général déclarait qu'il n'avait pas de preuve à offrir au tribunal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À cette date trois autos chargées de "racketeers", de la racaille se dirigeant vers la Beauce avec le but avoué de troubler nos assemblées, notamment mon assemblée de Saint-Georges. L'une s'est rendue dans la Beauce et les deux autres ont été arrêtées au pont. Des détectives les ont interceptés au passage. L'un d'eux avait mille piastres dans sa poche. Un autre, un nommé

Young, a été envoyé en prison depuis. Nous avons agi ainsi pour prévenir la bagarre et nous estimons avoir fait notre devoir. Nous ne persécutons personne.

M. Godbout (L'Islet): Je trouve pénible que le procureur général explique de cette façon un geste qu'il a lui-même posé. Hitler, dans ses meilleurs jours, n'a pas fait d'atteinte aussi grave que celui-là contre la liberté des personnes. Il a dit qu'il fallait arrêter un individu parce qu'il avait \$1,000 en poche. Est-ce là une offense? Jamais les libéraux n'ont essayé de troubler les assemblées de leurs adversaires. Je le mets au défi de dire que dans une seule de ses assemblées depuis que je suis à la tête du parti, une seule personne ait causé du trouble. Mais dans nos assemblées à nous, nous avons toujours eu à faire face à une bande organisée, à des gangs de bandits, pour nous empêcher de parler.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Lorsqu'un pauvre diable de Gaspé-Nord est obligé de passer 26 jours à l'hôpital après avoir été attaqué, le procureur général ne veut pas faire arrêter les assaillants. À Montréal, on arrête un M. Langevin dans un restaurant, sans mandat et on ne lui accorde aucun cautionnement. Cela prouve comme le procureur général comprend son devoir.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Dépôt de documents:

Réintégration des fonctionnaires enrôlés dans les forces armées

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 13 mars 1946, pour la production d'une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, société ou corporation, depuis le 1^{er} janvier 1945

jusqu'au 13 février 1946 inclusivement, concernant la réintégration dans leur emploi ou dans tout autre emploi d'une valeur équivalente, après leur licenciement, des fonctionnaires qui étaient au service de la province, à quelque titre que ce fût, lors de leur enrôlement dans les forces armées de Sa Majesté. (Document de la session no 37)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 15 avril 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 47 modifiant la loi des tribunaux judiciaires;
- bill 50 concernant la juridiction de la Cour de magistrat de district;
- bill 53 faciliter l'établissement des jeunes.

Projets de loi:

Éducation

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 pour assurer le progrès de l'éducation soit maintenant lu une troisième fois.

M. Godbout (L'Islet)⁵: Cette loi a une importance considérable. Mais elle contient des principes que l'on ne peut pas accepter. Sur la deuxième lecture, il a, dit-il, approuvé le principe de mettre plus d'argent à la disposition de l'enseignement primaire, vu qu'il s'agissait de former un fonds consolidé pour venir en aide à l'éducation dans la province. Tout le monde convient que plus on aura d'argent à affecter à l'enseignement, plus on pourra préparer une génération d'hommes mieux instruits de leurs devoirs, et plus prêts à contribuer par leur instruction à la stabilité du pays. C'est pour cela que les députés ont été unanimes sur le principe du bill.

Pour que ces argents servent réellement au but qu'on se propose, la loi ayant un caractère de permanence, il faut, pour cela, que les octrois soient suffisants, que le fonds d'éducation soit stable et que l'on évite de faire des injustices flagrantes à diverses classes de la société dans la distribution des octrois. Il ne rencontre pas dans cette loi les conditions essentielles pour atteindre ce but.

Le gouvernement n'a pas étudié suffisamment cette législation quant à la suffisance des argents dont il aura besoin pour mettre sa loi en application. Le principal reproche qu'on peut lui faire, c'est de ne pas assurer la permanence d'une œuvre qui pourrait être excellente et qui devrait remédier définitivement à une situation difficile. Je veux être honnête, et j'admets volontiers que cette situation ne dépend pas du présent gouvernement ni même des administrations précédentes. Tout provient d'un enchaînement de circonstances malheureuses qui ont forcé les commissions scolaires à user d'expédients. À cause d'une situation économique instable, les gouvernements durent tâcher de remédier à la situation scolaire par des octrois. Cela ne pouvait pas continuer indéfiniment.

Le gouvernement, en faisant mine de régler le problème pour l'avenir, n'offre pas de garanties de permanence dans la loi et dans le fonds qu'elle crée. Le fonds de l'éducation n'est pas suffisant. Ce fonds est si peu permanent qu'on prend la moitié de la taxe de vente, soit \$7,000,000 environ par année, sur lesquels le gouvernement comptait pour balancer son budget. On admet tout de suite que le gouvernement sera en déficit d'au moins \$7,000,000 l'an prochain, et il est admis que le fonds ne sera pas suffisant pour rencontrer toutes les obligations. Si on enlève \$7,000,000 du revenu actuel, il est sûr que l'an prochain, le trésorier aura un déficit à présenter, car son surplus est basé sur les revenus de la taxe de vente. On ne sera guère alors plus avancé, car on n'aura pas les argents suffisants.

L'autre partie du fonds d'éducation provient de taxes dont une grande partie est inconstitutionnelle, ce qui n'assure pas ces revenus de façon permanente, car on impose des taxes sur le bois, sur l'électricité, taxes indirectes qui ne sont pas du domaine provincial. Le premier ministre lui-même l'a admis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voyons! Jamais je n'ai parlé dans ce sens-là et je n'ai pas fait d'admission de ce genre!

M. Godbout (L'Islet): Quoi que dise le chef du gouvernement, la taxe sur le bois que les compagnies coupent sur les limites qu'elles détiennent en propriété propre, sur les terrains dits "free hold", est une taxe indirecte et par le fait même inconstitutionnelle. Le gouvernement n'y a aucun droit même s'il a conclu des arrangements avec les intéressés pour qu'ils la paient. Une autre taxe inconstitutionnelle, c'est celle que l'on va imposer sur les forces hydrauliques, parce que c'est une taxe imposée sur une commodité de commerce. Même si le gouvernement a pris des arrangements avec les compagnies qu'il veut taxer, il n'en restera pas moins que ces compagnies pourront toujours dénoncer ces ententes, le gouvernement taxant sur des matières qui ne sont pas de son domaine de taxation. Si les compagnies décident un jour de ne plus la payer, le gouvernement ne pourra rien faire et ce sont là toutes des causes d'instabilité pour cette œuvre d'éducation qui est nécessairement de longue haleine. Le gouvernement va au petit bonheur.

Si on veut lutter victorieusement pour sauvegarder nos libertés constitutionnelles, il ne faut pas passer des lois qui sont hors la juridiction provinciale. C'est une mauvaise méthode que de soumettre ainsi à la Chambre des lois qui sont inconstitutionnelles et que l'on sera ensuite obligé d'appliquer de force. Pour être forts, pour faire respecter nos droits, il faut d'abord respecter les droits des autres. Si nous voulons que le pacte confédératif soit respecté par les autres, commençons donc par le respecter nous-mêmes, et ne faisons pas chez nous ce que nous ne voudrions pas qu'une autorité supérieure fit contre nous.

La loi est injuste parce qu'elle va, arbitrairement, imposer des taxes sur certaines compagnies au gré du gouvernement. On choisit ici et là des compagnies et on leur impose des taxes qu'on n'impose pas à d'autres qui sont dans le même genre d'affaires. Le gouvernement veut imposer des taxes non pas en proportion de leur valeur, des services qu'elles rendent, mais à son caprice à lui. C'est un acte arbitraire.

Le gouvernement a tort d'imposer des taxes à l'Hydro, entreprise provinciale coopérative créée par nous pour servir à diminuer les taux dans la métropole. Le gouvernement aurait voulu déprécier la politique d'étatisation, rendre odieuse l'idée de nationalisation dans la province et faire le jeu des adversaires de la nationalisation qu'il n'aurait pas mieux choisi son moyen d'action. Si on appliquait à diminuer les taux dans Montréal cette somme de \$2,800,000 que paiera l'Hydro à la création du fonds, c'est 60 % de réduction dans les taux domestiques, les taux aux petits consommateurs, ou bien 35 % dans les taux industriels. D'une part, d'après la loi de l'Hydro, l'Hydro a été établie sur une base coopérative et, ses bénéfices devraient servir à la réduction des taux d'électricité des consommateurs, à Montréal. D'autre part, cela serait de nature à aider les industries de la métropole à se développer et Montréal soutiendrait avec avantage la concurrence de Toronto et des autres provinces pour attirer des industries chez elle.

Le gouvernement a tort d'aller chercher des fonds à l'Hydro pour les distribuer dans toute la province. On sape ainsi, à sa base, l'œuvre que nous avons réalisée pour assurer notre indépendance et notre progrès économiques. La nationalisation de nos pouvoirs d'eau, c'est la base de notre avenir économique et, d'année en année, le gouvernement actuel détruit l'œuvre entreprise par les libéraux. Pourquoi n'a-t-on pas taxé la centrale du Témiscamingue et son seul client, la Noranda Mines, compagnie puissante et riche?

La loi est injuste et elle pose un principe dangereux à l'endroit du Conseil de l'instruction publique. Jamais le gouvernement n'a fait preuve de plus de cynisme à l'endroit de ce corps auguste et qui a rendu de si grands services à l'éducation depuis sa création. On ne cesse de nous dire à droite que l'on veut rendre au Conseil de l'instruction publique tous ses droits. Mais tel n'est pas le cas. Le fait d'enlever au Conseil de l'instruction publique le contrôle sur la distribution des fonds aux œuvres d'éducation pour le confier au secrétaire de la province est dangereux et arbitraire. Le gouvernement détruit notre œuvre. C'est injuste. Et en passant, je fais observer que je ne m'en prends pas au ministre actuel; je critique l'idée de donner un tel pouvoir à un seul homme.

On remplace le Conseil de l'instruction publique qui était tout désigné pour distribuer ce fonds, par le secrétaire provincial qui devient, en fait, le ministre de l'Instruction publique de la province de Québec, car on lui donne tous les leviers de commande. Seul le secrétaire provincial décidera, à l'avenir, où iront les octrois d'éducation, au lieu du

Conseil de l'instruction publique qui a donné toujours des garanties de justice dans la distribution des fonds scolaires. Comment le Conseil de l'instruction publique peut-il aller de l'avant? Sans argent, le Conseil ne sera pas capable d'accomplir sa mission.

Il fait, dit-il, un appel en faveur des minorités qu'il faudra continuer de protéger dans l'avenir. Le Conseil de l'instruction publique, avec son comité protestant et son comité catholique, était l'organisme tout désigné pour maintenir la justice dans ce domaine et c'est la première fois qu'on fait un accroc de cette envergure à ses attributions. Mais pour la première fois, on met de côté ce principe dans le projet de loi. La loi contient bien d'autres défauts que ceux-là, mais, dit-il, il n'a pas le temps nécessaire pour les énumérer.

La loi est arbitraire, injuste et pose un principe mauvais. Elle va à l'encontre de la Constitution, car elle met de côté la liberté d'action et l'autonomie des corporations scolaires. On demande d'abord la permission de contrôler les municipalités en défaut. Mais ce qui est grave, c'est qu'on demande également de permettre la mise en tutelle de chaque corporation scolaire qui, pour prendre avantage de la loi, voudra se faire déclarer déficitaire. C'est beau de réclamer sans cesse l'autonomie de la province en face du gouvernement d'Ottawa, mais il faut appliquer ce principe chez nous. Si on veut que le Canada soit grand, il faut des provinces fortes et elles ne le seront qu'en appliquant des principes de justice à l'intérieur de leurs limites. Il faut que les municipalités scolaires gardent leur autonomie.

L'esprit de la Constitution n'est pas de mettre les octrois entre les mains d'un seul homme. J'espère que sur ce point le premier ministre reviendra sur sa décision et qu'il n'enlèvera pas au surintendant de l'Instruction publique, c'est-à-dire au Conseil de l'instruction publique lui-même, le droit d'accorder les octrois.

Les commissions scolaires doivent garder leur liberté d'action. Pour cela, il faut qu'elles respectent leurs contrats. Aujourd'hui, c'est le gouvernement qui leur impose l'obligation de renier leurs engagements vis-à-vis leurs créanciers qui ont peut-être laissé passer d'autres bonnes obligations pour rendre service aux commissions scolaires de leurs municipalités. En outre, le gouvernement lèse les gens de bonne foi qui ont acheté des obligations scolaires, qui leur rapportaient 5 % et 6 % et qui ne recevront plus maintenant que du 3¼ %. Le gouvernement n'a pas le droit de ternir ainsi la réputation de la province de Québec et d'imposer

ainsi aux créanciers des commissions scolaires des principes dangereux. Le gouvernement ne devrait pas attacher son nom à une mesure de cette douteuse justice sociale.

(Applaudissements à gauche)

Il y a aussi l'annexion forcée de Montréal-Est à la Commission scolaire de Montréal. Tous les citoyens de Montréal-Est sont opposés à l'annexion de leur commission scolaire. Ils ont accepté des industries qui causent des ennuis à tous les citoyens; ils les ont acceptées pour s'assurer des revenus pour leurs œuvres primordiales d'éducation. Grâce à l'esprit de progrès des citoyens, les œuvres d'éducation ont fleuri dans Montréal-Est et la taxe y est moins élevée que dans Montréal. Aujourd'hui, on les condamne à endurer les industries qui sont là; on leur enlève leur système scolaire très avancé et, demain, ils devront envoyer leurs enfants dans d'autres écoles, au détriment de leur bourse, pour compléter leur éducation. Les citoyens de Montréal-Est, qui connaissent leur situation mieux que personne, s'opposent à l'annexion qui est une des nombreuses erreurs de cette législation.

(Applaudissements à gauche)

Je regrette enfin que l'on enlève à la minorité protestante son autonomie.

Cette législation renferme des principes dangereux, s'avère le plus grand instrument de chantage entre les mains du gouvernement dont on n'a pas entendu parler et elle crée sournoisement un ministère de l'Instruction publique. Le système d'éducation actuel a donné des preuves dans le passé et il n'a pas failli à la tâche, en dépit de certaines déficiences financières. Si le gouvernement maintient sa décision de faire passer la loi telle quelle, on s'en mordra les pouces demain, mais il sera trop tard. C'est l'une des plus mauvaises lois jamais mises dans nos Statuts.

Il propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Le bill 48 intitulé: Loi pour assurer le progrès de l'éducation soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender de façon:

1. à conserver les prérogatives essentielles du Conseil de l'instruction publique et de ses comités en confiant l'administration de cette loi au département de l'Instruction publique et non au secrétaire de la province et à la commission municipale;

2. à sauvegarder l'autonomie des corporations municipales et scolaires en leur laissant le contrôle

de leurs sources de revenus et en leur distribuant les octrois suivant des règles fixes et à des conditions uniformes, et non pas suivant l'arbitraire du gouvernement;

3. à soustraire les affaires scolaires à toute ingérence politique en confiant au département de l'Instruction publique sous le contrôle du Conseil de l'Instruction publique la distribution de tous les octrois scolaires;

4. à assurer pleinement l'observance de la justice dans la fixation des taux de salaires des instituteurs et institutrices;

5. à respecter entièrement le droit des détenteurs d'obligations scolaires à l'intérêt au taux contractuel jusqu'à échéance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'éducation est la richesse la plus grande et la plus précieuse que nous possédons. L'éducation prévaut toutes les autres richesses et ne se détériore jamais. Parce que l'éducation a une valeur si grande, il est nécessaire de lui donner les moyens indispensables pour qu'elle puisse rayonner dans tous les milieux et être accessible à toutes les classes de la société.

C'est une cause noble et belle qu'il convient de défendre et je ne m'attarderai pas à des considérations partisans ni à la recherche des responsabilités et des causes de la présente situation. Je dirai seulement que je regrette la façon de discuter du chef de l'opposition et les motifs qui l'ont inspiré. Je discuterai donc d'une façon objective et non pas subjective.

Mon gouvernement est au pouvoir depuis 20 mois à peine et, depuis ce temps, il ne s'est pas passé une seule semaine sans que lui, ses collègues et le cabinet provincial n'aient pas considéré un aspect quelconque de cette question, soit le sort des commissions scolaires de la province et les difficultés financières dans lesquelles elles se trouvent. Le gouvernement actuel s'est rendu compte que la situation scolaire, au point de vue financier, ne pouvait durer plus longtemps sans apporter la ruine et le désastre et il a pris toutes les précautions voulues.

Pour ne rien laisser au hasard, le gouvernement a nommé un comité d'étude formé d'experts pour s'enquérir de la situation, entendre les intéressés et faire rapport au cabinet et à la Chambre pour que nous puissions présenter une législation adéquate aux problèmes que nous avons à résoudre. On a tort de prétendre que la présente loi n'a pas été mûrie, qu'elle est l'effet de la génération spontanée. Elle est la résultante d'un long travail, de nombreuses consultations et de réflexions. Mais nous ne

pouvions pas attendre davantage. Comme toute chose humaine, la mesure que nous présentons n'est pas parfaite, mais nous considérons que le gouvernement fait là un pas de géant comme on n'en a jamais fait dans la voie du règlement des dettes scolaires de nos municipalités.

Le danger grandissait. Il était sur le point de devenir mortel. Il fallait guérir et prévenir en même temps. Le remède était urgent. Nous avons donc demandé à la Chambre et à la population de coopérer non pas avec l'Union nationale, ni avec le secrétaire de la province et ni avec le premier ministre, mais avec le gouvernement à la recherche des meilleurs moyens à prendre, à l'application des meilleurs remèdes pour guérir le mal. Le feu était à la maison et nous n'avions pas le droit d'hésiter.

Nous avons l'impérieux devoir de procéder. Les quatre cinquièmes des commissions scolaires accumulaient des déficits annuels en dépit des octrois accordés par le gouvernement. Plus les octrois augmentaient, plus les déficits se multipliaient. Déjà la situation avait trop souffert de délai. On ne pouvait certainement laisser empirer cet état de choses. Du faisceau des recherches, de consultations, de recommandations, nous avons extrait des améliorations incontestables qui nous acheminaient vers le règlement définitif de la question. Si toutes les législations de la province bénéficiaient des mêmes améliorations, nous atteindrions un degré de perfection encore inconnu ici.

Que nous reproche-t-on? D'utiliser de mauvais moyens? Souvent le malade n'aime pas les remèdes qu'on lui offre ni les opérations qu'on doit lui faire subir pour lui conserver la vie, mais le médecin ne doit pas hésiter devant un remède nécessaire, qu'il soit amer ou douloureux. Mais quel est ce remède?

Depuis la création de la Commission municipale en 1932, c'est-à-dire depuis 14 ans, le principe de la prise de contrôle des commissions scolaires déficitaires a été posé. Il n'est donc pas nouveau. La loi actuelle permet au gouvernement de placer sous l'égide de la Commission municipale, toutes les corporations scolaires déficitaires. Je dis toutes les commissions, sauf la Commission scolaire catholique de Montréal et la Commission scolaire protestante de Montréal. Mais le principe existe dans nos Statuts depuis 14 ans.

En vertu de notre loi à nous, il y a autonomie complète pour les commissions scolaires. Nous augmentons même leurs pouvoirs que les Statuts réduisaient à rien du tout. Loin de sacrifier leur autonomie, nous l'avons augmentée. Les pouvoirs

octroyés à la Commission municipale sont beaucoup plus considérables que les pouvoirs octroyés par le bill. En vertu du statut créant la Commission municipale, une corporation en défaut ne peut même pas engager un balayeur. L'autonomie disparaît. En vertu du bill, l'autonomie reste complète. La Commission centrale protestante, pour sa part, va bénéficier de 75 % plus de pouvoirs que pourrait accorder la Commission municipale.

Mais il y a la dette scolaire de \$90,000,000 qui pèse sur les contribuables, les propriétaires, qui paralyse le progrès et qui empêche les améliorations. La loi fait disparaître cette dette sans que les corporations n'aient un sou à payer au gouvernement. N'est-ce pas qu'elle constitue un pas de géant dans la voie du règlement de ces difficultés financières?

Mais ce n'est pas tout. Sur ce montant de \$90,000,000, \$46,000,000 doit être supporté par les propriétaires et la ville de Montréal. Et cela, sans compter les autres dettes. Nous déchargeons les corporations de ce fardeau. Nous faisons disparaître cela d'un coup et on viendrait se plaindre? À Québec, c'est la même chose. Nous assumons toute la dette et nous décongestionnons la municipalité. C'est la province qui va payer. Qu'est-ce qu'on peut demander de plus?

On dira peut-être que la loi de la Commission municipale épargnait les deux commissions scolaires montréalaises. C'est vrai. Et quel a été le résultat de cette exemption? Le résultat, c'est que les deux sont aux portes de la banqueroute. Il est temps de les empêcher d'aller plus avant sur le chemin de la ruine et de les placer dans une meilleure situation. On ne peut régler un problème en laissant la porte ouverte aux abus qui lui ont donné naissance.

Nous n'empêchons pas ces corporations d'engager des professeurs. Nous leur disons tout simplement: vous ne pourrez plus emprunter. Vous n'aurez plus le droit, à l'avenir de vous mettre dans de tels embarras. Notre devoir est de commencer par défendre les emprunts dans l'intérêt des commissaires, des commissions scolaires et des contribuables. Après avoir comblé un gouffre, nous voulons empêcher que l'on en ouvre d'autres. On dit aux commissions scolaires, vous n'aurez pas le droit d'augmenter la taxe parce qu'elle est déjà trop élevée, ce qui encourage la centralisation de la petite propriété et complique le problème du logement.

La propriété, surtout la petite propriété, est assez grevée et il faut prendre des mesures pour rendre soluble le problème du logement. Le problème de l'habitation ne sera jamais réglé si un particulier désireux d'avoir une maison sait qu'il sera écrasé par

les taxes comme l'ont été ceux avant lui. Et notre façon d'agir va bénéficier considérablement aux villes, aux commissions scolaires et à toute la population. Assurer la solidité, personne ne peut nier cela.

Et quels moyens prenons-nous? La loi prévoit à la formation d'un fonds spécial qui verra à payer l'amortissement et l'intérêt sur la dette absorbée par la province, puis à la fondation de nouvelles écoles, à la formation de spécialistes, etc. Nous voulons faire servir notre patrimoine national à la plus noble et la plus grande cause, celle de l'éducation. Personne ne peut nous en blâmer.

Les ressources naturelles doivent servir à la population. Nous voulons faire payer les gens qui font usage de nos ressources naturelles. On prétendra en certains milieux, mal renseignés, qu'il est inconstitutionnel de taxer les compagnies d'utilité publique qui exploitent nos richesses naturelles. Il aurait préféré, dit-il, que l'on cherche des moyens "pour" et non pas des moyens "contre" la loi plutôt que d'utiliser son talent à fournir des arguments aux adversaires.

Nos ressources naturelles nous appartiennent et nous avons parfaitement le droit de fixer, d'augmenter, les loyers de nos pouvoirs d'eau. Le gouvernement a pris des renseignements et il a plein droit de faire ce qu'il fait quand il augmente les droits de coupe, etc., tout cela au profit de l'enseignement dans la province. Nous avons plein droit d'augmenter les loyers de nos ressources naturelles. Nous avons la certitude d'avoir créé une source de taxation constitutionnelle.

À l'argument qu'une taxe sur l'Hydro aura des conséquences désastreuses, et selon tous les rapports, je réponds: l'Hydro-Québec est capable de payer \$2,800,000 annuellement sans gêner la possibilité d'une réduction de taux à l'égard de nouvelles industries, sans compromettre sa stabilité et sans empêcher de faire les réserves nécessaires. Mais depuis quand les consommateurs hésiteraient-ils à contribuer 2 à 3 cents du kilowatt pour aider à la grande cause de l'éducation? De plus, l'Hydro sert Montréal et la région: la plus grande partie de la dette a été contractée à Montréal et l'argent qui vient de Montréal retourne à Montréal, puisque nous payons une dette de \$46,000,000.

Il ne serait pas juste de faire payer une taxe à la centrale du Témiscamingue qui appartient à la province. La centrale de Témiscamingue n'est pas placée sur le même pied que l'Hydro parce que la Noranda est son seul client. La compagnie Noranda n'a pas à payer pour les dettes des commissions scolaires de Montréal.

Quant au paiement additionnel d'un droit de 15 cents la corde par ceux qui coupent du bois, c'est tout simplement un droit de coupe et la mesure est parfaitement constitutionnelle. Il se déclare sûr que les compagnies voudront le payer. Nous allons prendre les moyens pour faire payer ceux qui doivent payer.

Relativement à la moitié de la taxe de vente appliquée à des fins éducationnelles, nous allons prendre un cent sur la taxe de vente et nous allons l'appliquer au fonds spécial. Y a-t-il quelqu'un qui va refuser de donner un centin pour assurer les bienfaits de l'éducation? Et d'ailleurs la province ne fera pas seule à payer, les touristes y contribueront largement. Ils vont verser des sommes considérables pour l'instruction publique.

La loi décrète l'annexion de Montréal-Est à Montréal parce que de grosses compagnies, notamment la Noranda, y possèdent des propriétés considérables sur lesquelles elles ne payaient pas de taxes précédemment. Elles vont payer maintenant.

On nous dit: vous répudiez des dettes. Il n'y a pas un mot de répudiation dans la loi. Nous disons aux porteurs de débentures: vous avez entre les mains des valeurs qui ne sont pas garanties. Elles ne représentent pas le montant nominal qui y est inscrit. Les obligations pour la plupart provenaient de commissions qui n'étaient plus solvables. Tout va changer, car les personnes qui en détiennent vont avoir affaire avec le gouvernement qui leur garantit un intérêt assuré. On donne un papier valant cent pour cent et garanti à la fois par le gouvernement et l'Hydro.

Il ne peut être question de violation de l'autonomie. À Montréal, les commissaires sont déjà nommés par le gouvernement. À l'heure actuelle, pour obtenir des octrois, les corporations scolaires sont obligées de passer par le gouvernement. Mon gouvernement a toujours eu le souci des droits des minorités. D'ailleurs, pense-t-on que le gouvernement va dépenser \$15,000,000 à \$16,000,000 de l'argent de la province pour régler le problème des corporations scolaires sans exercer sur elles un certain contrôle? Nous avons le devoir de prendre les précautions élémentaires et nécessaires. Le gouvernement est comme un administrateur de fonds. Et un administrateur qui ne contrôle pas ses fonds est un imbécile ou un incapable. Il n'y a pas d'atteinte aux pouvoirs du Conseil de l'instruction publique; c'est une question de finance et d'administration et je ne pense pas que la majorité des membres du Conseil de l'instruction publique veulent assumer les tâches du gouvernement.

Pourquoi soulève-t-on une telle question, particulièrement contre un gouvernement si empressé de protéger les droits du Conseil de l'instruction publique?

Je veux croire que l'on ne tente pas d'attiser des préjugés en prétendant que le bill enlevait des pouvoirs au Conseil de l'instruction publique, et ce, pour attirer l'attention des vrais motifs de la loi. Notre gouvernement a reconnu l'indispensabilité du Conseil de l'instruction publique. Nous avons même inscrit un paragraphe à cet effet dans le discours du trône où nous reconnaissons également les droits inaliénables des parents. Nous avons donné au Conseil des pouvoirs qu'il n'a jamais eus auparavant. Nous avons un surintendant de l'Instruction publique depuis des années et, malgré cela, les dettes se sont accumulées. Quand le malade se meurt, il est préférable de changer de médecin.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) intervient et pose une question au premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce veut de l'information, qu'il consulte des sources autres que moi pour en avoir.

A-t-on voulu monter la majorité catholique contre la minorité protestante et vice versa? Dans la province de Québec, ce n'est pas la force qui fait le droit, mais le droit qui fait la force. Pas un gouvernement de la province n'oserait traiter les minorités avec moins de générosité que cela s'est fait dans le passé.

La minorité a toujours été traitée avec justice et générosité. J'ai reçu de certaines personnes de la minorité protestante, des personnes très distinguées, des objections à l'encontre de certaines clauses du bill. Il y en a parmi elles dont l'intégrité est reconnue. C'était leur droit. Ils ont agi en toute bonne foi. Je ne puis en dire autant d'une petite minorité dans la minorité, une petite minorité agissante, à la poursuite d'intérêts qui ne sont pas uniquement ceux de l'éducation, et qui tâche de surprendre la bonne foi des gens.

À l'heure actuelle, nous avons un système confessionnel, formé de deux groupements, le comité catholique et le comité protestant du Conseil de l'instruction publique. Je dis à nos frères séparés qui sont de bonne foi: Pensez-y bien! Réfléchissez un peu et vous verrez que la loi est une amélioration immense. Et si elle apporte une amélioration immense, il importe que vous l'acceptiez. Nous

avons droit à ce que la province en fasse un essai loyal. Il est impossible d'accorder aux écoles protestantes des pouvoirs que nous n'accordons pas aux écoles catholiques. La minorité a des droits, mais la majorité aussi. Depuis des années, la Commission catholique et le Central Board sont déficitaires. Allons-nous refuser d'appliquer les remèdes qui s'imposent? Il faut exercer un contrôle pour prévenir les abus. C'est un contrôle québécois, un contrôle bienfaisant qui assure la sauvegarde des droits des deux parties, de la majorité et de la minorité.

J'ai reçu du Dr Cyril James, principal de l'Université McGill, un télégramme me faisant certaines remarques. Mon collègue le ministre des Mines (l'honorable M. Robinson), qui représente la minorité protestante dans le cabinet, m'a aussi fait des observations. J'ai étudié ces remarques et ces observations et voici la réponse que j'ai envoyée par télégramme au Dr James:

"Votre télégramme a été reçu cet après-midi. Les difficultés des corporations scolaires, celles d'hier comme celles d'aujourd'hui, ne peuvent subsister longtemps sans mettre gravement en danger la survie même des écoles de la province. Un remède rapide doit être appliqué à un problème urgent. Le bill 48 améliore très considérablement les présentes conditions cahotiques et, par conséquent, mérite l'appui de toute la population. Quand un loyal essai de ce bill aura été fait, nous l'amenderons, si la chose paraît désirable et appropriée. Il n'est pas et ne sera jamais question de porter atteinte aux droits et prérogatives de la minorité protestante en cette province. Dans cette province, la politique traditionnelle est le droit et la force, et non la force et le droit. J'attire votre attention sur le fait que le principe du contrôle par la Commission municipale a déjà été reconnu par une vieille législation datant de plus de dix ans. En mon nom et au nom de mes collègues du gouvernement, je puis vous assurer, et cette assurance se trouve confirmée par de nombreuses réalisations passées, que les droits et prérogatives de la minorité protestante en cette province seront pleinement sauvegardés.

"M. L. Duplessis"

Je demande à nos frères séparés de se demander pourquoi les commissions scolaires rurales tomberaient sous la Commission municipale, alors qu'un grand nombre ne sont pas déficitaires et que le Central Board, qui est déficitaire, échapperait au contrôle de la Commission.

La province veut continuer à grandir dans la paix et la concorde et des bonnes relations existent dans la province. Il demande aux protestants de ne pas se laisser entraîner à soulever le cri de race, de résister aux germes de discorde, qui ne profitent ni à la province, ni au pays.

Nous demandons de la compréhension. Ce n'est pas le succès d'une cause, c'est le triomphe de l'éducation que nous désirons. Nous voulons continuer à appliquer les meilleures méthodes de redressement. C'est à cela que nous nous dévouons et que nous donnons le meilleur de nous-mêmes. Est-ce trop exiger que de demander le réciproque, que d'aspirer à la collaboration et à la coopération?

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): On se vante, comme l'a fait le premier ministre, d'avoir à cœur l'éducation et, cependant, il n'y a pas un sou dans le budget pour l'éducation cette année. Le premier ministre a eu des envolées oratoires agréables à entendre, mais les faits ne justifient pas son lyrisme. Les propriétaires vont être protégés. Mais il n'y a rien qui les protège dans cette législation. Ils vont continuer à payer leurs taxes scolaires.

Le premier ministre ne semble pas comprendre l'injustice qu'il fait à Montréal-Est en annexant sa commission scolaire à celle de Montréal. Dans Montréal-Est, il n'y a pas de commutation de taxes. Les industries paient des taxes même sur leur machinerie. La conséquence de l'annexion, c'est que les industries ne paieront plus de taxes sur leur machinerie parce que la Commission de Montréal ne taxe pas la machinerie; c'est au moins un tiers de gagné pour elles.

La propriété imposable va diminuer de \$15,000,000 à \$10,000,000 dans Montréal-Est. Ce sont les petits propriétaires qui paieront la différence, et le premier ministre dit que sa loi va soulager les propriétaires. Voilà comment il les soulage!

(Applaudissements à gauche)

Toute l'économie de sa loi est comme cela.

Le premier ministre se vante de taxer les compagnies forestières. Mais c'est l'honorable leader (M. Godbout) qui leur a imposé un droit de coupe additionnel de 10 cents sur le bois coupé sur les terres de la couronne.

(Applaudissements)

Le gouvernement impose un droit de 15 cents, mais il l'applique aux "free holds", et c'est inconstitutionnel.

Le premier ministre nous dit: "C'est le gouvernement qui nomme les membres de la

Commission centrale protestante de Montréal". Il n'a donc pas lu la loi. Il y en a six qui sont nommés par les commissions locales, trois par l'évêque anglican, trois par le conseil municipal.

La question est trop grave pour y mêler la politique. L'éducation, c'est l'avenir de notre jeunesse. Que chaque élément préserve ses droits. Nous avons le droit d'être instruits dans la religion que nos mères nous ont apprise et, pour cela, il faut préserver les droits de la minorité comme les droits de la majorité. La minorité protestante n'a pas demandé de faveur ni de privilège de la province. Leurs droits sont inclus dans la Constitution du pays, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Comme pour le Bureau central des écoles protestantes de Montréal, il a été créé par un acte de l'Assemblée législative et ses droits de fonctionner librement n'ont jamais été mis en doute.

Cette législation nous est présentée à la fin de la session. C'est injuste.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
La commission Fortier la prépare depuis un an.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Mais la loi n'est pas du tout conforme aux recommandations de cette commission.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
J'ai parlé à mon honorable ami de ce projet il y a un an, et il semblait favorable.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): L'honorable secrétaire de la province a peu de mémoire. Quand il m'a parlé un soir de son projet, je lui ai dit amicalement: "Vous voulez transporter sur le dos de la province toutes les dettes des commissions scolaires, réduire les taux d'intérêts et briser les contrats? Êtes-vous fou?"

Je regrette que l'on ait présenté cette loi si importante à la fin de la session. Le gouvernement cherche maintenant à la faire passer à la vapeur. Il aurait fallu l'étudier avec soin. Il y a 1,955 commissions scolaires dans la province et il y en a 1,533 qui n'ont pas de dettes. L'honorable premier ministre a beaucoup insisté sur le fait que le gouvernement avait multiplié ses octrois aux commissions scolaires de Montréal d'année en année. Quelle est la situation? Il y a deux ans, l'octroi du gouvernement a été de \$2,000,000; l'an dernier, il est tombé à \$1,000,000; cette année, il est tombé à rien. Si c'est ce que le gouvernement appelle

aider l'éducation, alors Seigneur, aidez la cause de l'éducation au Québec.

Il s'oppose aussi à la conversion forcée des dettes scolaires. C'est la ruine du crédit municipal et scolaire de la province de Québec, déclare-t-il. Il offre au gouvernement, s'il veut retirer le bill, de voter un budget supplémentaire de l'éducation, pour le montant que l'on voudra.

M. l'Orateur, nos ancêtres ont allumé la flamme de la tolérance chrétienne dans cette province où la Providence a voulu que nous vivions ensemble. Prenons garde que le vent de la haine et de la suspicion ne l'éteigne. Nous n'avons qu'une patrie et une seule foi, celle de la Résurrection, que nous allons célébrer bientôt, de Celui qui nous a donné ce que nous Canadiens d'origine anglaise, nous appelons "The Golden Rule". Le gouvernement semble oublier tout cela; il sème le vent; il récoltera l'ouragan.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Ce bill devrait être la solution complète et définitive à tout le problème de l'enseignement primaire. Voilà précisément ce qu'il faut lui reprocher, non seulement de ne pas être, mais de ne pas essayer d'être.

La loi comporte certaines mesures qu'elle ne devrait pas comporter et elle en omet d'autres qu'elle devrait contenir.

Cette loi force l'Hydro à fournir chaque année \$2,800,000 au fonds spécial. Ainsi le gouvernement condamne, à la longue, le consommateur d'électricité à payer des taux excessifs. Que le premier ministre dise ce qu'il voudra, les mathématiques seront toujours les mathématiques. S'il prend \$2,800,000 dans la caisse de l'Hydro-Québec, c'est \$2,800,000 qui ne seront pas donnés aux usagers en réduction de taux. C'est grave; on détourne ainsi l'étatisation de son sens. La régie de l'État, au lieu de bénéficier aux usagers, tend à devenir une source de revenus, ce que la Commission des liqueurs est devenue et que le public appelle "une vache à lait". Nous dénonçons cette mauvaise tendance.

L'article 25 interdit l'arbitrage dans le cas des instituteurs des commissions scolaires rurales, mais non dans les villes qui dépassent 10,000 âmes. On le remplace par un salaire minimum de \$600 par année.

Supprimer l'arbitrage, c'est priver la négociation collective de sa sanction: donc, la rendre illusoire. Et le salaire minimum risque de devenir à peu près partout le salaire maximum.

Pourquoi cette suppression? On répond: Pas d'État dans l'État. Comme si le corps public, en

même temps qu'un pouvoir supérieur, n'était pas un patron. Prétend-on que l'employé, dont le patron est un corps public, a moins de droit à la justice que l'employé d'un particulier?

Au reste pourquoi la formule, "pas d'État dans l'État", ne s'applique-t-elle ici que dans certains cas? En vertu de quel sophisme serait-elle bonne dans les villes et mauvaise à la campagne? Pourquoi l'arbitrage dans les municipalités rurales introduirait-elle "L'État dans l'État", mais ne l'introduirait pas dans les villes qui dépassent 10,000 âmes? Fausseté en deçà de 10,000 âmes, vérité au-delà? Étrange, très étrange article 25, comme il ressemble à une manœuvre électorale.

Mais, dit-on, les commissions scolaires ne peuvent payer plus que \$600. C'est vrai. Aussi la solution est-elle ailleurs. Le gouvernement aurait dû se souvenir d'une motion que nous présentions l'année dernière, qui fut adoptée à l'unanimité, et qui suggérait à l'État d'assurer lui-même aux commissions scolaires les fonds nécessaires pour couvrir en entier le paiement d'une augmentation aux institutrices rurales de \$50 par année de service jusqu'à un maximum de \$1,000. Si les commissions scolaires ne sont pas capables de payer plus de \$600, c'est le gouvernement qui devrait s'occuper de ce surplus.

Ainsi vous soulagiez la commission scolaire rurale, vous garantissiez à l'institutrice une augmentation statutaire, et vous donniez le droit aux parents d'exiger des maîtresses une vraie compétence.

Avec votre minimum-maximum de \$600, vous allez peut-être attirer des jeunes filles dans l'enseignement, mais vous ne les conserverez guère: les hommes et les femmes se lassent vite de n'être pas mieux payés, après vingt ans, que la première année; Ils désertent une profession qui ne sera pas une carrière. Par ce moyen on va éloigner de l'enseignement les compétences, et les bons instituteurs iront en ville où ils seront mieux payés.

Qui en souffrira? Les enfants des cultivateurs, et cette clause est un coup sérieux à l'avancement de l'enseignement rural; c'est une injustice contre la campagne.

Le bill 48 sanctionne en outre un mauvais système: le régime généralisé des octrois dits "extraordinaires". Le gouvernement pourra continuer d'aider les commissions scolaires qu'il voudra, comme il voudra. Nous demandions un régime organique, des octrois statutaires: on perpétue l'arbitraire.

À la longue, la continuation du régime des octrois arbitraires, aggravé par "la mise en défaut" volontaire des commissions scolaires qui ne sont pas

en défaut, va ruiner leur autonomie. Le lieutenant-gouverneur en conseil, c'est-à-dire le gouvernement, c'est-à-dire le parti au pouvoir, jouera le rôle de la providence quand ça lui plaira: voyez-vous les dangers d'intrusions politiques et de patronage?

Combien de temps l'autonomie provinciale subsisterait-elle si, pour vivre, les provinces devaient chaque année aller implorer la charité d'Ottawa?

Un bon gouvernement, ce n'est pas celui qui s'arroge tous les pouvoirs, au risque de céder à toutes les tentations. Un bon gouvernement prend des précautions contre lui-même.

Alors, vous vous opposez aux octrois, réplique-t-on? Non. Mais on pourrait soulager la petite propriété, aider les commissions scolaires, sans pour cela les mettre en tutelle, du moins dans la majorité des cas et quant à leur administration ordinaire.

Voici comment:

Grâce à l'article 422 de la loi de l'instruction publique, les grandes compagnies jouissent souvent d'une situation avantageuse.

En effet, les commissions scolaires ne peuvent taxer que dans les limites de leur territoire. Les grandes compagnies sont souvent installées dans de petites municipalités scolaires - ou même en dehors des territoires organisés. Leur évaluation est presque toujours inférieure à la réalité. Résultat: ces grandes compagnies payent peu, ou pas de taxes scolaires, tandis que le petit propriétaire plie sous la charge.

L'an dernier, j'ai cité le cas de plusieurs compagnies de ce genre: celles de Montréal-Est, ville LaSalle, Baie-Comeau, Noranda, Drummondville, de la région du Saguenay, etc.

Il y a là une injustice manifeste. Comment la corriger?

Établir une base d'évaluation scientifique. On prélèverait une taxe uniforme, avec zonage, qui serait ensuite redistribuée aux commissions scolaires en fonction du nombre d'enfants et de facteurs régionaux. Ainsi la justice est rétablie, la finance assainie, et vous laissez intacte l'autonomie des commissions.

J'ai fait cette suggestion l'an dernier, la commission Fortier l'a recommandée au gouvernement, d'autres corps publics l'adoptent. Le premier ministre répond: "C'est irréalisable". Pourtant, ce fut réalisé ailleurs et des hommes d'affaires aussi bien que des économistes estiment cette solution parfaitement adaptable au Québec.

Dans son mémoire, la Chambre de commerce de Montréal établit à \$1,500,000 le rendement supplémentaire de cette taxe modifiant le taux de

l'impôt, mais sans toucher à la base d'évaluation: imaginez ce que deviendrait ce montant en rajustant les taux d'évaluation.

Sans doute, ce serait long et difficile. Mais depuis quand les solutions sérieuses seraient-elles faciles?

Au reste, c'est bien ce que reconnaît le gouvernement, en annexant la Commission scolaire catholique de Montréal-Est à celle de Montréal et en obligeant le trust des huiles à faire sa part pour nos écoles. Pourquoi n'applique-t-on ce principe à d'autres municipalités du même genre? Et pourquoi ne le généralise-t-on pas? Comme d'autres députés, il a reçu des protestations au sujet de cette annexion. On proteste, dit-il, parce qu'on impose à Montréal-Est une façon de procéder que l'on n'impose pas aux autres municipalités scolaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dans le cas de Montréal-Est, c'est clair.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): C'est clair parce que vous l'avez étudié. Si vous étudiez le cas de Noranda, d'Arvida ou de Drummondville, ce serait aussi clair.

Ainsi voit-on mieux tout ce que cette loi comporte de hâtive improvisation. Combien d'autres injustices on a laissé subsister!

La taxe actuelle des neutres? Divisée par le chiffre de la population, au lieu du chiffre des enfants en âge scolaire, elle favorise indûment la commission protestante, au détriment de la commission catholique. Et l'éducation des enfants juifs dans Montréal? Elle coûte aux catholiques environ \$250,000 de plus par année qu'aux protestants. Et la conversion forcée dans le cas des commissions scolaires qui ne sont pas en défaut? Pourquoi frappe-t-on certaines compagnies tandis qu'on laisse à d'autres leurs avantages injustifiables? Pourquoi punit-on indirectement les commissions scolaires non endettées d'avoir été sages?

Ce bill ne constitue pas une solution d'ensemble, mais une série de solutions douteuses et souvent rétrogrades.

En deuxième lecture, nous avons approuvé le principe de libérer les commissions scolaires du fardeau écrasant de leurs dettes, et le principe de dégrever la petite propriété: c'est la première tentative de ce genre, et nous avons rendu justice au gouvernement.

En troisième lecture, nous condamnons par notre vote une série d'expédients, dont les résultats seront nécessairement incomplets ou désastreux et nous voterons pour l'amendement Godbout, qui nous paraît en substance contenir des principes sains.

M. Chaloult (Québec-Comté): La loi est incomplète parce qu'elle contient à la fois des principes excellents et d'autres qui sont mauvais.

Le bill est complexe. Il renferme des principes principaux et des principes secondaires et comme, à son avis, déclare-t-il, la mesure comporte cinq principes principaux et qu'il n'en approuve que deux, il votera contre en troisième lecture aussi bien qu'il s'est prononcé à l'encontre lors de la deuxième lecture.

Il regrette que l'on ait présenté une législation de cette ampleur et de cette gravité aux dernières heures de la session; il n'a pas eu, dit-il, le loisir de l'étudier aussi profondément qu'il aurait voulu le faire.

Il approuve le principe de la constitution d'un fonds éducationnel ou de faire payer les dettes scolaires par le moyen de nos ressources naturelles; il approuve également le principe établi dans la loi Côté de la conversion forcée des dettes scolaires; il ne croit pas à la sainteté des contrats lorsqu'il s'agit du bien commun. D'ailleurs les créanciers des commissions scolaires bénéficieront d'une garantie supérieure, puisqu'ils auront celle de la province. On ne peut pas exiger du gouvernement qu'il assume les dettes à leurs taux actuels de 4½ %, 5 % et 6 % d'intérêt. La sainteté des contrats n'est qu'un préjugé capitaliste, libéral et bourgeois.

Là où il n'approuve plus le bill Côté, c'est le fait qu'il contribue à réhabiliter les grandes compagnies de la dictature économique alors qu'elles sont discréditées dans l'esprit public. Elles se trouveront à défrayer une grosse partie des frais de l'enseignement; les trusts ambitionnent cette immixtion et cette influence.

En quatrième lieu, le bill Côté contribue à discréditer la nationalisation de nos ressources naturelles. Ainsi, l'on impose un versement de \$2,800,000 à l'Hydro-Québec; cela empêchera la réduction des taux dans une égale proportion, et cela nuira au principe de la nationalisation. Je ne veux pas que ce soient les compagnies d'électricité qui paient l'instruction publique dans la province de Québec.

En cinquième lieu, il s'oppose à ce que les corporations qui ne sont pas en défaut scolaire soient mises en tutelle comme la mesure en discussion l'autorise. Il voit ainsi dans le bill un danger d'ingérence. Quant aux autres, la tutelle s'impose.

Finalement, il annonce qu'il votera contre l'amendement de l'opposition parce que cet amendement s'oppose à la conversion forcée des dettes scolaires. Il votera également contre le bill en troisième lecture parce qu'il ne peut pas séparer le bon du mauvais qu'il contient; il n'en approuve que deux principes sur cinq.

M. Dumoulin (Montmorency) La Chambre est saisie actuellement du plus important projet de loi de toute la session. Le gouvernement impose une conversion arbitraire des dettes des commissions scolaires vu que, dans un grand nombre de cas, les commissions scolaires elles-mêmes sont en état de faire face à leurs obligations.

Il se prononce contre la conversion arbitraire des dettes dans le cas des commissions scolaires qui en meurent, dit-il, de faire face à leurs obligations. En vertu de quel principe, le gouvernement peut-il se substituer à la libre volonté des parties et dire que le débiteur sera dégreuvé d'une partie importante de ses obligations?

Il rappelle la clause touchant les \$2,800,000 que le gouvernement ira chercher dans les revenus de l'Hydro-Québec. Le gouvernement, dit-il, veut déconsidérer par le fait même le grand principe de la nationalisation de nos ressources naturelles, principe qui a guidé le gouvernement libéral précédent dans sa loi de l'Hydro. Le principe de l'Hydro devait servir d'annonce. On dira ensuite que l'étatisation ne vaut plus rien. Rien que sous cet aspect, la législation du gouvernement est mauvaise.

Il traite aussi de l'inconstitutionnalité des taxes indirectes imposées par la province.

La loi porte un coup radical à l'autonomie des commissions scolaires, déclare-t-il. Cette loi pose l'assise primordiale et indispensable sans laquelle un ministère de l'Instruction publique ne peut jamais être créé: celui de l'autonomie des commissions scolaires. Le premier élément, c'est le contrôle d'abord des finances scolaires et d'étendre dans chaque municipalité scolaire l'action sans contrôle d'un organisme central.

Je voterai pour l'amendement parce que la mesure viole des principes établis, ne respecte pas les prérogatives du Conseil de l'instruction publique et nuira à l'étatisation consacrée dans la grande loi du Parti libéral de 1944; et je voterai contre la troisième lecture du bill.

(Minuit, 16 avril 1946)

M. Hamel (Saint-Sauveur)⁶ demande l'ajournement du débat.

(La demande est refusée.)

M. Hamel (Saint-Sauveur) reproche au premier ministre d'avoir parlé vaguement du problème de l'éducation pour se lancer dans d'autres

domaines comme celui du logement, de la solidité du sol, etc.

Le bill s'attaque à un problème immense. Il s'agit d'une loi qui touche aux attributions du surintendant, du secrétaire provincial et il ne faut pas la traiter à la légère. Aider à l'éducation, ce n'est pas seulement payer les vieilles dettes, mais c'est aussi assurer l'avenir des commissions scolaires. Le projet de loi donne au gouvernement le contrôle absolu sur l'enseignement et les commissions scolaires, car c'est celui qui tient les cordons de la bourse qui mène; ainsi, les commissions scolaires, qui vont maintenant s'adresser en tout temps au gouvernement, seront entièrement contrôlées par lui. C'est la fin de l'autonomie de nos corporations scolaires.

Le secrétaire provincial disposera de \$10,000,000 à \$15,000,000 qui, non seulement seront dépensés en dehors du Conseil de l'instruction publique, mais encore en dehors du contrôle des Chambres. Le projet de loi établit tout simplement un ministère de l'Instruction publique.

Il reproche au premier ministre d'avoir dit, dans son discours: "Le surintendant de l'Instruction publique, on l'a depuis des années et cela nous a conduits à la ruine".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste et déclare qu'il a tout simplement affirmé que le contrôle du surintendant de l'Instruction publique s'est avéré insuffisant.

M. Hamel (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler), que le débat soit maintenant ajourné.
Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à minuit et quatre minutes⁷.

NOTES

1. Article 3, selon *La Presse* du 16 avril 1946, à la page 7.

2. *Le Soleil* du 16 avril 1946, à la page 22, écrit "8 à 9 pour cent".

3. *Le Soleil* du 16 avril 1946, à la page 22, contredit les chiffres avancés par M. Barrette relativement à l'industrie du Textile: "Quant aux textiles, nous avons un avantage d'environ 5 % de plus qu'en Ontario."

4. C'est Maurice Tellier qui occupe alors le fauteuil du président, selon *La Tribune*, 16 avril 1946 à la page 1.

5. D'après *L'Événement* du 16 avril 1946, à la page 3 et *Le Nouvelliste* du 16 avril 1946, à la page 1, M. Godbout a parlé pendant trois-quarts d'heure.

6. Selon *Le Soleil* du 16 avril 1946, à la page 8, il est minuit et quart lorsque M. Hamel prend la parole.

7. Il s'agit de l'heure officiellement écrite dans les *Journaux de l'Assemblée législative*. Les journaux quant à eux ont généralement écrit que la séance se serait terminée à minuit et trente minutes.

Première séance du mardi 16 avril 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Observance
de la loi du dimanche**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces jours derniers, l'actif député de Champlain (M. Bellemare) a fait écho aux plaintes qu'il avait reçues de la part de ses électeurs au sujet de l'observance de la loi du dimanche. Mon gouvernement tient de plus en plus à faire respecter l'observance du dimanche par les compagnies.

Je puis dire à la Chambre que j'ai donné instruction aux officiers du département du procureur général de faire enquête et de prendre des procédures immédiates, s'il y a lieu, contre tous ceux qui violeraient la loi du dimanche et de procéder avec célérité, diligence et fermeté. Je leur ai dit de sévir avec rigueur. Il faut que la loi du dimanche soit observée dans la province de Québec et elle le sera.

M. Godbout (L'Islet): Je félicite le premier ministre de l'action énergique qu'il promet à la Chambre au sujet des procédures à prendre contre les violateurs de la loi du dimanche.

Je veux profiter de la circonstance pour attirer l'attention de la Chambre sur une belle leçon que l'opposition vient de donner à la droite, dont le premier ministre pourra profiter lorsqu'il sera revenu au siège que j'occupe. Nous avons toujours dit qu'avec une opposition raisonnable, une session pouvait se faire dans deux mois. Malheureusement, quand nous étions de l'autre côté de la Chambre, nous n'avons pas bénéficié d'opposition raisonnable. Tous les membres de cette Chambre et la province entière ont pu se rendre compte que la présente opposition a discuté toutes les lois sérieuses avec l'ampleur nécessaire, sérieusement, sans perte de temps. Et parce que nous avons fait une opposition raisonnable, la session n'a duré qu'un couple de mois.

Je dois dire que les autres oppositions ont également fait leur part. Je suis heureux de féliciter le chef du Bloc, un jeune homme, qui s'est montré excellent parlementaire et n'a pas fait de débats

inutiles. Il n'a soulevé que des objections sérieuses et a évité les discussions stériles. Le premier ministre sera bientôt chef de l'opposition et j'espère qu'il se souviendra de cette leçon que nous lui donnons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous avez dû vous demander, M. l'Orateur, en vertu de quel règlement le chef de l'opposition parlait. Il a montré une fois de plus qu'il est presque toujours en dehors des règlements.

Mais, je n'ai aucune objection aux vantardises du chef de l'opposition. Je ne veux le priver de ce plaisir. Je n'ai pas cru devoir le rappeler à l'ordre. Il est à la veille de rendre l'âme comme chef de l'opposition et il sent le besoin de se faire quelques louanges. Il sait bien que s'il attend que ses amis de la gauche lui en fassent, il va attendre longtemps.

Vous avez remarqué les bonnes paroles qu'il a eues pour le chef du Bloc. Ils s'entendent très bien tous les deux. Nous en avons une nouvelle preuve. Le chef de l'opposition souligne que la session n'a duré qu'un couple de mois, mais ce qu'il oublie de dire, c'est qu'aucun gouvernement n'a encore, comme l'Union nationale, présenté ses lois à l'avance et ne soit venu devant la Chambre avec une législation aussi bien préparée.

Le peuple sait bien que c'est le gouvernement qui doit avoir le mérite d'avoir raccourci la session en présentant ses lois de bonne heure. Les législations du gouvernement de l'Union nationale sont distribuées aux chefs de partis qui peuvent en prendre connaissance avant qu'elles ne soient discutées en Chambre. Si cela fait plaisir au chef de l'opposition de penser que c'est lui qui mène la session, qu'il garde ses illusions. Quant à nous, nous allons garder nos réalisations.

Demandes de documents:**Subventions
versées dans la Beauce**

M. Plourde (Arthabaska) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant à combien s'est élevé pour l'année civile 1945, pour chacun des départements de l'administration provinciale et pour chacun des offices, commissions ou autres organismes en dépendant:

a) le montant des octrois, primes ou autres subventions versées à des personnes, corporations ou associations du district électoral de Beauce;

b) le montant de tels octrois, primes ou autres subventions promis à des personnes, corporations ou associations dudit district;

c) le montant impayé à la fin de l'année sur les octrois, primes ou autres subventions ainsi promis;

d) le montant dépensé pour travaux dans ledit district électoral durant ladite année 1945.

Adopté.

Employés du service intérieur et du service extérieur

M. Roberge (Lotbinière) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Quel était le nombre des employés réguliers du service intérieur, du service extérieur, et faisant partie du personnel de toute autre catégorie, le 31 août 1944 et le 31 mars 1946 respectivement.

2. Quel était le montant du bordereau de paie de ces employés pour le mois d'août 1944 et le mois de mars 1946 respectivement.

Adopté.

Projets de loi:

Éducation

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné lundi le 15 avril courant, sur l'amendement du représentant de L'Islet (M. Godbout) à la motion du représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Côté) proposant que le bill 48 pour assurer le progrès de l'éducation soit maintenant lu une troisième fois.

L'amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

Le bill 48 intitulé: Loi pour assurer le progrès de l'éducation, soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender de façon:

1. à conserver les prérogatives essentielles du Conseil de l'instruction publique et de ses comités en confiant l'administration de cette loi au département de l'Instruction publique et non au secrétaire de la province et à la commission municipale;

2. à sauvegarder l'autonomie des corporations municipales et scolaires en leur laissant le contrôle

de leurs sources de revenus et en leur distribuant les octrois suivant des règles fixes et à des conditions uniformes et non pas suivant l'arbitraire du gouvernement;

3. à soustraire les affaires scolaires à toute ingérence politique en confiant au département de l'Instruction publique sous le contrôle du Conseil de l'instruction publique la distribution de tous les octrois scolaires;

4. à assurer pleinement l'observance de la justice dans la fixation des taux de salaires des instituteurs et institutrices;

5. à respecter entièrement le droit des détenteurs d'obligations scolaires à l'intérêt au taux contractuel jusqu'à échéance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

soulève un point d'ordre à l'encontre de cet amendement qu'il allègue être contraire au Règlement, en se basant sur les articles 548, 549 et 790 des règlements, et de plus, à l'appui de son point d'ordre, il cite les décisions rendues par différents Orateurs de l'Assemblée législative, dont par les honorables T.-D. Bouchard et Hector Laferté, entre autres la décision consignée aux *Journaux de l'Assemblée législative* de 1935, page 367 et la décision consignée aux *Journaux de l'Assemblée législative* de 1931-1932, aux pages 317 et 318.

Cet amendement est hors d'ordre parce qu'il change l'affectation des deniers publics en forçant le gouvernement à payer plus que 3/4 % sur les obligations qui seront émises pour remplacer celles des commissions scolaires. En vertu des règlements, cette prérogative appartient seulement aux ministres de la couronne et il faut que le lieutenant-gouverneur donne son assentiment.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je suis contre ce point de vue. Ce que demande l'amendement, ce n'est pas un amendement au projet de loi, mais simplement de le présenter à nouveau au comité où il pourra être modifié avec le consentement du gouvernement et l'approbation de la Chambre.

L'opposition a droit de présenter un amendement pour recommander le renvoi d'un bill au comité plénier de la Chambre. Rien dans l'amendement de l'honorable chef de l'opposition ne change l'affectation des deniers publics.

M. Bienvenue (Bellechasse) parle dans le même sens.

Décisions de l'Orateur:**Motion d'amendement
à incidence financière**

M. l'Orateur: Je suis d'opinion que le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre est bien fondé. L'article 200 des règlements donne le droit de soulever un point d'ordre tant que le désordre subsiste, et dans les notes qui se rapportent à cet article 200, nous lisons: "L'irrégularité d'une motion se continue tant que cette motion n'est pas mise aux voix."

Les articles 538, 548, 549 et 790 des règlements, actuellement en force et édictés en 1941, sont bien clairs.

L'amendement que propose l'honorable chef de l'opposition (M. Godbout) a trait à des matières de finances. Le bill no 48 déclare que le gouvernement paiera le fonds d'amortissement et un intérêt limité à 3¼ % sur les nouvelles débentures appelées à remplacer les anciennes qui portent intérêt à des taux plus élevés que le taux maximum de 3¼ % fixé par la loi. Il n'y a pas de doute que l'amendement de l'honorable chef de l'opposition se rapporte à des matières de finances et qu'il ne peut être présenté ni par le chef de l'opposition ni par d'autres qu'un ministre de la couronne.

Voir la décision de l'honorable M. Cyrille Dumaine, *Journaux de l'Assemblée législative* de 1944, pages 148 et suivantes, et aussi la décision que j'ai rendue le 4 mai 1945, et consignée aux *Journaux de l'Assemblée législative* de cette année-là.

Je maintiens donc le point d'ordre de l'honorable premier ministre et déclare l'amendement de l'honorable chef de l'opposition contraire aux règlements et hors d'ordre.

M. Godbout (L'Islet) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise:

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata),

Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 48.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Guerin, Hamel, Joyal, Laurendeau, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 29.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Exploitation des forêts

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Godbout (L'Islet): Sur division!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le vote sur le principe du bill.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 47.

Contre: MM. Bienvenue, Casgrain, Dansereau, Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Guerin, Hamel, Joyal, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 26.

Ainsi, la motion est adoptée¹.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Chaloult (Québec): Je n'ai pas eu le temps d'étudier cette mesure, ni l'occasion de consulter des techniciens pour me former une opinion sur les bons et les mauvais côtés du projet.

Voilà pourquoi je n'ai pas cru devoir me lever lors de l'appel nominal tout à l'heure.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

Le comité étudie le bill article par article.

M. Hamel (Saint-Sauveur) demande des explications.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le gouvernement a imposé, suivant la loi, l'obligation aux compagnies de ne couper annuellement que la pousse sur les terrains qui leurs sont concédés. Il s'agit d'assurer la permanence de nos ressources forestières. Mais certaines compagnies n'ont pas assez de limite, actuellement, pour alimenter leurs moulins avec la seule pousse annuelle. Il faut donc donner plus d'étendue aux concessionnaires. C'est pourquoi on fait de nouvelles allocations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On veut faire en sorte que les compagnies aient des limites aussi proches que possible de leurs moulins. Certaines d'entre elles ont des limites en Gaspésie et ne peuvent les utiliser économiquement. C'est pourquoi il est important de procéder à des échanges. Le coût de revient sera inférieur pour les compagnies qui pourront assurer de meilleurs salaires à leurs employés. Des compagnies ont besoin de bois et il ne faut pas arrêter l'industrie forestière.

En vertu du système de coupe rationnelle appliqué en 1936 par l'Union nationale, les concessionnaires n'ont pas le droit de couper plus que les possibilités de reboisement. La forêt étant l'une de nos principales richesses, si on n'en surveille pas l'exploitation, il arrivera que les usines fermeront, ce qui privera des milliers d'ouvriers de travail et de salaires. Il faut donc stabiliser la situation de ces industries en leur allouant des limites forestières additionnelles, pour que la coupe de bois soit limitée aux possibilités de reboisement.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le règlement concernant la pousse annuelle est vieux comme le monde. Il a été moins bien observé sous le régime

actuel. Rien dans la loi ne nous dit où on va prendre le bois qui va être donné aux compagnies. La loi donne un blanc-seing au gouvernement. Quelles sont les étendues de terre que possèdent déjà les compagnies auxquelles on accorde de nouveaux territoires?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) n'a pas les chiffres demandés devant lui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les compagnies nous demandaient trois fois plus que ce que nous allouons. Nous avons réduit ces demandes à de justes proportions afin que les coupes soient plus rationnelles.

M. Godbout (L'Islet): Il y a certes des compagnies dont les réserves forestières ne conviennent pas à leur exploitation. Ainsi, je ne m'oppose pas à ce que l'on accorde à des compagnies les réserves forestières qui leur conviennent mieux, et je crois qu'il est préférable de faire de tels changements pour les raisons que le premier ministre a mentionnées, mais ce que je trouve de mauvais dans le bill, c'est qu'il accorde un blanc-seing pour autoriser des échanges de limites aux conditions que le gouvernement déterminera lui-même.

Sous mon régime, on a ainsi permis des échanges, mais après avoir fait établir par des arpenteurs la quantité exacte de bois concédé et celle du bois reçu en échange. De la sorte, les députés savaient à quoi s'en tenir. Mais, avec le présent projet de loi, on demande à la Chambre d'approuver un marché dont elle ne connaît pas les conditions.

Le gouvernement peut justifier son bill, mais quand on demande aux députés d'autoriser des échanges, on devrait leur dire exactement ce qui va être échangé. On nous propose des échanges en marge de la loi et sans enchère publique.

Le fait est d'autant plus dangereux que tout le monde sait que nos réserves forestières s'épuisent rapidement. Lorsque les échanges qu'on nous demande d'accepter auront été effectués, nous aurons à peu près fini de concéder ce qui est exploitable. Il ne restera pratiquement plus rien. Permettre des échanges de territoire bien définis quand le gouvernement n'est qu'arbitre, c'est excellent, mais dans ce cas-ci on ne dit pas ce qui sera échangé. C'est mauvais. Il est d'importance primordiale que les députés sachent à quoi s'en tenir sur les conditions de ces échanges.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des forêts en Gaspésie qui ont perdu la moitié de leur valeur par la mouche à scie, les incendies, etc.

M. Godbout (L'Islet): (Souriant) Le premier ministre est mieux de ne pas continuer, car nous allons croire qu'il vole les compagnies.

(Rires)

Comme dans l'affaire d'Ungava.

(Nouveaux rires)

Les compagnies forestières ne signeront pas ce contrat si le gouvernement les vole.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a du bois brûlé qui vaut mieux que le bois vert s'il est près de l'usine.

M. Hamel (Saint-Sauveur): (Souriant) J'espère que le premier ministre ne le vendra pas plus cher.

M. Dumoulin (Montmorency): Le bois brûlé a l'avantage qu'il ne peut passer au feu.

(Rires)

M. Godbout (L'Islet): Si le gouvernement donne du bois brûlé pour du bois vert, j'espère qu'il donnera un et demi pour un.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le droit commun d'aujourd'hui, c'est que le gouvernement peut vendre aux enchères toutes les forêts de la couronne de la province et avoir le pouvoir de refuser les offres faites à ces ventes. Le projet de loi était en fait une modification du pouvoir du gouvernement tel que contenu dans le droit commun.

La situation actuelle est telle, dans certains cas, que les compagnies forestières, particulièrement les compagnies de pâtes et papiers, ont acquis depuis les dernières années des concessions forestières à différents points de la province, loin des installations. Alors, elles ne sont pas en position de les exploiter. Certaines de ces concessions se trouvent dans la région de Gaspé. La mesure actuelle permettra au gouvernement, par le biais du ministère de Terres et Forêts, de disposer des concessions inexploitées à un prix fixe ou de les échanger contre d'autres.

Le but principal de ce projet de loi est de donner un caractère permanent à une richesse essentielle: la forêt. Nous établissons des coupes additionnelles mais rationnelles. De plus, le gouvernement entend que le bois de Québec serve aux gens du Québec, car on en interdit l'exportation. De l'observance de ces règlements dépend la conservation de nos forêts.

Il cite, par exemple, le cas de la St. Lawrence Paper, de Trois-Rivières, qui possède des limites à Anticosti. Les frais de transport de ce bois seraient prohibitifs, dit-il. Il y a d'autres cas. La Donohue Brothers, qui veut agrandir son usine de La Malbaie pour alimenter les journaux Hearst, a aussi besoin de bois. Même chose pour la Gaspesia Sulphite, de Chandler, qui obtiendra de nouvelles limites grâce à un nouvel échange avec la Howard Smith et la Canadian International Paper.

À Chandler dans la péninsule gaspésienne, Gaspesia Sulphite a droit aux échanges de concessions forestières dont elle a besoin. Cette usine est fermée depuis des années et il en résulte que la municipalité, la commission scolaire et la fabrique de la paroisse sont dans la misère noire.

Cette usine est maintenant rouverte, grâce au premier gouvernement de l'Union nationale et au travail du député de Gaspé-Sud (l'honorable M. Pouliot), maintenant ministre de la Pêche et de la Chasse. L'honorable P. E. Côté, qui était ministre des Terres et Forêts pour le gouvernement Godbout, a dit que l'usine de Chandler ne restera pas ouverte longtemps, mais elle est restée ouverte. Cette compagnie de Chandler a agrandi ses moulins et veut maintenant élargir ses activités. Elle fournira le tiers du revenu total de la Gaspésie. Il est nécessaire de fournir le bois.

Il y a des compagnies comme la Canadian International Paper Company, avec ses usines à Trois-Rivières et à la pointe de Gatineau, qui ont des concessions à Gaspé qui ne leur sont pas utiles. La Howard Smith Company est dans une position similaire et l'idée est de faire des échanges.

Bref, l'idée générale est de permettre aux compagnies d'avoir leurs usines aussi près que possible de la forêt pour ainsi réduire les coûts de production. En fournissant un minimum de \$500 par mille carré, le gouvernement demande un prix plus élevé que celui obtenu par le gouvernement libéral.

De plus, les compagnies ont besoin des réserves nouvelles pour continuer d'opérer leurs moulins, afin de donner de l'emploi à la population environnante. Le gouvernement n'a accordé qu'environ le tiers des demandes formulées par les compagnies. C'est ainsi que la Donnacona Paper, pour sa part, qui voulait avoir 1,800 milles carrés, n'obtint que 400 milles carrés.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Les normes du ministère et Terres et Forêts couvrent tous les points de la discussion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

D'un autre côté, la présente loi est plus restrictive. Elle limite l'autorité du gouvernement à ce sujet. La loi générale autorise le gouvernement à concéder toutes les limites forestières de la province sans consulter les députés, après mise aux enchères et publication dans la *Gazette officielle*. Nous restreignons les concessions à des conditions rigoureuses et nous ajoutons la publicité des débats à la Chambre. Le bill fixe le prix, qui ne devra pas être inférieur à \$500 le mille carré, et il dit que les échanges devront être faits à valeur égale; et il oblige les compagnies à ouvrir leur bois dans la province de Québec, etc. Ce sont là des conditions importantes.

M. Dansereau (Argenteuil): En ce qui concerne l'exploitation de nos bois, je dois dire que pour le merisier, nous n'avons pratiquement pas d'autre marché que le marché d'exportation. Mais, les compagnies ont créé un marché dans la province par le développement du plaquage ("veneer"), et aujourd'hui nous pouvons ouvrir tout ce bois chez nous.

En principe, je suis favorable aux échanges afin d'aider nos industries, surtout celles qui n'avaient pas de concessions comme c'est le cas pour une compagnie de Lachute (Argenteuil). J'approuve donc le projet même si on peut en critiquer les modalités.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): J'apprécie les remarques de l'honorable député d'Argenteuil.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La loi dit que les arrêtés ministériels passés d'ici 10 mois feront partie de la loi. C'est la négation de la démocratie et du gouvernement responsable. Le cabinet des ministres se substitue à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des articles semblables dans la loi de la voirie, la loi des assurances, mon honorable ami l'ancien trésorier le sait².

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Pas semblable.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 60 pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à accorder aux industries énumérées à la présente résolution, des permis de coupe renouvelables sur les terres de la couronne, au prix, qui ne devra pas être inférieur à cinq cents dollars du mille carré, et à toutes conditions qu'il jugera équitables et avantageuses pour la province et qu'il déterminera.

Ces permis de coupe renouvelables seront limités à des territoires ne devant pas excéder en totalité, dans chaque cas, la superficie mentionnée en regard du nom de chacune de ces industries énumérées dans le tableau suivant:

1. D'Auteuil Lumber Company Limited.....	50 milles carrés
2. Dominion Shuttle Company Limited.....	75 milles carrés
3. Donnacona Paper Company Limited.....	400 milles carrés
4. Donohue Brother Limited.....	80 milles carrés
5. Gaspésia Sulphite Company Limited.....	300 milles carrés
6. Lake Saint John Power & Paper Company Limited	200 milles carrés
7. Sainte Anne Power Company & Sainte Anne Paper Company Limited.....	300 milles carrés

8. Saint Lawrence Paper Mills
Company Limited..... 250 milles carrés
9. Saint-Raymond Paper
Limited 100 milles carrés

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra aussi autoriser le ministre des Terres et Forêts à faire, aux conditions qu'il déterminera, des échanges avec des propriétaires de domaines forestiers ou avec des détenteurs de concessions forestières, ou à retirer toute partie de telles concessions forestières et à donner, en retour des territoires ainsi retirés, des permis de coupe renouvelables sur des terres de la couronne et que les territoires obtenus par suite de ces échanges et retirés deviendront alors des terres vacantes de la couronne et ils pourront faire l'objet des permis de coupe prévus à la résolution 1.

Adopté.

3. Qu'en plus des conditions spéciales décrétées par la loi qui accompagne les présentes résolutions, la rente foncière, les primes de transfert et les droits de coupe prescrits par la loi et les règlements des bois et forêts et par les modifications qui pourront y être apportées seront exigibles des détenteurs des concessions forestières octroyées en vertu de ladite loi qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

4. Que les échanges prévus par la loi qui accompagne les présentes résolutions seront faits à valeurs égales, après établissement de ces valeurs par le ministre des Terres et Forêts dont la décision à ce sujet sera finale.

Adopté.

5. Que les octrois de concessions forestières faits sous l'empire de la loi qui accompagne les présentes résolutions auront le même effet que s'ils résultaient d'une vente à l'enchère faite conformément à l'article 98 de la loi des terres et forêts.

Adopté.

6. Que, en sus des autres conditions décrétées par la loi qui accompagne les présentes résolutions, les bois coupés sur les concessions forestières octroyées sous son empire devront être ouverts dans la province et ne pourront pas être exportés à l'état brut sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, qui pourra déterminer les réserves et les conditions auxquelles cette autorisation sera soumise.

Adopté.

7. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur la recommandation du ministre des Terres et Forêts, et aux conditions qu'il déterminera, permettre à Gaspesia Sulphite Company Limited de construire, entretenir et utiliser des chemins, des

lignes de téléphone ou de transmission électrique et des camps sur les terres vacantes de la couronne pour faciliter à cette industrie l'exploitation de ces concessions forestières en Gaspésie; que si Gaspesia Sulphite Company Limited a besoin, pour les mêmes fins, d'occuper d'autres terrains et si elle ne réussit pas à s'entendre avec les propriétaires ou les possesseurs de ces terrains pour l'obtention des droits jugés, par le ministre des Terres et Forêts, nécessaires à ces fins, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation dudit ministre, pourra, aux conditions qu'il déterminera, décréter l'établissement de servitudes réelles à ces fins, aux endroits appropriés et les moins préjudiciables, autant que raisonnablement possible, aux propriétaires ou possesseurs de ces terrains, et que tout arrêté en conseil adopté à cet effet équivaudra, pour Gaspesia Sulphite Company Limited, à un titre établissant en faveur des emplacements où se trouvent ses usines à Chandler une telle servitude sur ces terrains.

Adopté.

8. Que les indemnités que Gaspesia Sulphite Company Limited devra payer, pour les servitudes visées à la résolution 7, aux propriétaires ou possesseurs des terrains affectés par ces servitudes, seront, à défaut d'entente entre les parties intéressées, arbitrées et fixées par la Régie provinciale des transports et communications; que toute instance en fixation de ces indemnités pourra être introduite devant ladite Régie par l'une quelconque des parties intéressées et sera soumise quant au surplus aux règles ordinaires de procédure et de pratique qui y sont suivies; que la décision de la Régie provinciale des transports et communications sera définitive et sans appel et Gaspesia Sulphite Company Limited ne sera tenue de payer, pour les servitudes en question, aucune autre somme ou indemnité que celles qui seront fixées par la sentence arbitrale de ladite Régie, que Gaspesia Sulphite Company Limited pourra faire une offre d'indemnité et dans ce cas les frais de l'instance seront à sa charge si son offre n'est pas contestée, et que dans tout autre cas, la partie qui succombe doit supporter les frais, à moins que, pour des raisons spéciales, la Régie ne les mitige, ne les compense ou n'en ordonne autrement.

Adopté.

9. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation des ministres des Terres et Forêts, de la Chasse et des Pêcheries, pourra conclure des ententes avec Gaspesia Sulphite Company Limited et avec tout propriétaire ou détenteur de terrains ou lits de rivière situés dans les bassins où se trouvent des concessions forestières

octroyées à Gaspesia Sulphite Company Limited en vertu de la présente loi pour écluser des rivières et cours d'eau et y faire les installations nécessaires pour le flottage, l'emménagement et l'enlèvement des bois coupés dans ses concessions.

Adopté.

10. Que les arrêtés en conseil qui seront adoptés, pour donner effet aux résolutions 1 et 2, dans les dix mois de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne ces résolutions seront réputées en faire partie.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté, sur division.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 60.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 60 pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 60 sans l'amender.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 16 avril 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Éducation

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 pour assurer le progrès de l'éducation soit maintenant lu une troisième fois.

M. Godbout (L'Islet) demande l'inscription des noms par un vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Gatién, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 48.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrin, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, O'Connor, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 36.

M. Chaloult (Québec) entre³. Si j'avais été présent à mon siège, dit-il, j'aurais accordé ma voix contre la troisième lecture.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Providence a été bonne pour le député en l'empêchant de donner un mauvais vote.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Exploitation des forêts

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 pour prévoir une exploitation rationnelle de certains

territoires forestiers soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1946-1947

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) pose une question à propos des pouvoirs des substituts du procureur général et leur pouvoir de recommander une sentence suspendue au tribunal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsqu'une personne est traduite devant un tribunal, il appartient au juge de rendre la décision qui s'impose. Si le juge, après avoir étudié la preuve, croit qu'il y a lieu de suspendre la sentence, le procureur général ne fait pas d'obstacle à cette opinion.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le procureur général devrait faire obstacle plus souvent à ces demandes quand ce sont ses amis qui le représentent devant les tribunaux. Il parle alors de la cause d'Adjutor Brulotte et Philippe Jobidon de Québec qui étaient accusés de conspiration pour fabrication et mise en circulation de faux coupons de rationnement d'essence. Les gens sont généralement sous l'impression que ces gens, qui ont comparu

devant le juge Laetare Roy, ont été arrêtés seulement pour la vente de faux coupons de gazoline. Sur six chefs d'accusation, il y en avait quatre de portés en vertu du Code criminel, entraînant chacun un emprisonnement de sept ans au moins.

Or, pour ces quatre chefs, quand vint le temps de rendre la sentence, le procureur de la couronne, substitut du procureur général, a déclaré au juge: "Pour une sentence suspendue, il vous faut le consentement du procureur général, je vous le donne".

Le public se demande si c'est parce que les accusés, MM. Brulotte et Jobidon, étaient reconnus comme des partisans de l'Union Nationale et du Parti conservateur. Si cela s'était fait au temps des libéraux, le premier ministre actuel aurait dit que la justice s'est prostituée.

On dit qu'on a insisté pour que les accusés obtiennent une sentence suspendue pour empêcher que le public sache qui avait acheté la presse qui a servi à l'impression des faux coupons. Je demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a des problèmes plus importants que cette affaire-là. Les faits sont biens simples. Le ministère fédéral de la Justice a porté plainte contre ces quatre citoyens. Il a fait arrêter ces personnes, pris des procédures contre elles après enquête. Cette cause de Brulotte et Jobidon était donc une cause fédérale.

Si le ministère fédéral de la Justice n'était pas satisfait de la tournure de cette affaire et de la sentence, M. Saint-Laurent n'avait qu'à porter la cause en appel. J'aurais accordé la permission. On ne m'a jamais écrit pour se plaindre du jugement. Le député de Rivière-du-Loup veut-il dire que M. Saint-Laurent n'a pas fait son devoir?

De plus, je n'ai pas voulu faire obstacle à la suspension de la sentence car j'ai confiance en la magistrature. C'est le juge Laetare Roy et non le procureur général qui a suspendu la sentence. Et, dans le cas présent, c'est un juge nommé par nos honorables amis, un honnête homme qu'on ne devrait pas attaquer. Le ministre de la Justice n'en a pas appelé.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il n'y a pas d'appel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui, il y a appel. L'opposition attaque le ministre de la Justice et le juge de la Cour des sessions qui a suspendu la sentence. Il n'est pas digne d'un ancien procureur général de s'attaquer au juge Roy, de jeter son nom dans le

débat. C'est moi qui vais défendre le très honorable Louis Saint-Laurent et M. le juge Laetare Roy.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre n'a pas le droit de parler comme il vient de le faire et de détourner la question. Nous sommes fiers de nos chefs à Ottawa comme à Québec. Le procureur général devrait être un peu plus sérieux et ne pas se cacher derrière les autres quand on découvre qu'il a commis une injustice.

Je n'ai jamais attaqué le juge. Mes reproches s'adressent uniquement au procureur général.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le juge qui a rendu jugement et non le procureur général. Si on m'avait demandé la permission d'appeler, je l'aurais accordée.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le ministre de la Justice ne pouvait interjeter appel dans cette cause.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sous le règne libéral, alors que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) était procureur général, l'organisateur en chef de M. Perrier dans Terrebonne a été arrêté pour fabrication et vente de faux coupons de gazoline. Le député de Rivière-du-Loup était procureur général et le gouvernement d'alors n'a pas procédé. Il n'y a jamais eu de procès.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): La cause fut intentée par la Commission des prix et ces causes relèvent directement d'Ottawa.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'était la même chose dans le cas de Brulotte.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Non, car ils étaient accusés en vertu du Code criminel.

M. Dumoulin (Montmorency): Nous prétendons que le juge ne pouvait pas rendre jugement suspendant la sentence sans la permission écrite du procureur général et que le procureur général a insisté dans ce cas pour que la sentence soit suspendue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député prétend alors que le juge s'est laissé influencer.

M. Dumoulin (Montmorency): Nous discutons d'une chose grave et le procureur général se conduit d'une façon que je ne qualifierai même pas.

M. Bienvenue (Bellechasse): L'appel ne peut être fait que par le procureur général. Le premier ministre admet-il cela?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre de la Justice ne m'a pas demandé d'aller en appel.

M. Bienvenue (Bellechasse): Ce n'est pas le ministre de la Justice qui a dirigé le procès, mais les substituts du procureur général de Québec. Au sujet de l'appel mentionné par le premier ministre, le ministre de la Justice ne pouvait demander d'aller en appel d'une sentence suspendue. On ne pouvait pas demander non plus que le procureur général accordât un appel à l'encontre de son consentement à la suspension de la sentence. Il y a appel d'une sentence mais non d'une sentence suspendue. Je mets le procureur général au défi de me citer l'article du Code qui permet cet appel. S'il est capable de me le montrer, nous allons lui passer tous ses estimés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Je les ferai passer sans cela.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): L'an dernier, il n'y eut pas de terme criminel à Québec, seulement à cause du procès de Brulotte et Jobidon. Est-ce que le procureur général sait qu'un associé de M. Jobidon a obtenu du gouvernement le privilège de couper 150,000 cordes de bois sur les terres de la couronne, près de la Galette?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le fédéral pouvait en appeler, sans même demander la permission, sur les deux chefs d'accusation portés en vertu des ordonnances fédérales. Sur les autres, on n'avait qu'à demander la permission. Je n'ai jamais refusé d'appel. J'ai collaboré avec Ottawa, notamment quand il s'est agi de porter directement devant les Assises la cause de Fred Rose, député communiste accusé d'espionnage⁴. Lorsque Fred Rose a opté pour un procès expéditif, il y a quelques jours, M. Saint-Laurent m'a écrit pour me demander qu'il soit traduit devant un jury et que M. Philippe Brais, qui était l'avocat du ministère fédéral, soit maintenu dans ses fonctions. J'ai accepté les deux demandes. Si mon bon ami en doute, je lui montrerai la lettre de M. Saint-Laurent qui me félicite de notre collaboration.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre veut toujours saisir ces occasions pour se vanter de lutter contre le communisme. Il aurait dû

laisser le représentant du ministre de la Justice, Me Maurice Boisvert, diriger la cause. Dans la cause de Fred Rose, il a laissé le représentant du ministre de la Justice conduire la cause.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député parle de l'affaire d'espionnage⁵. Si la loi du cadenas votée sous l'Union nationale, en 1937, avait été appliquée, il n'y aurait jamais eu de complot d'espionnage dans la province de Québec et au pays. Pendant notre enquête, en 1937, nous avons découvert que des communistes de la province de Québec recevaient des fonds de Moscou. L'espionnage a commencé à se manifester après la défaite de l'Union nationale, en 1939.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Dès 1938, une accusée, Mlle Willsher⁶, selon sa propre déclaration, s'était entendue avec Fred Rose pour conspirer en faveur de la Russie. Mon honorable ami était au pouvoir. Cela se passait sous le premier régime de l'Union nationale et après la mise en vigueur de la loi du cadenas.

M. Dumoulin (Montmorency): Comment la loi du cadenas aurait-elle pu s'appliquer à l'ambassade soviétique, à Ottawa, où se trouvait le centre du complot?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Montmorency oublie que l'espionnage s'organisait avec des gens du Québec et de l'Ontario. Si notre loi avait été appliquée, on aurait eu tôt fait de découvrir les ramifications de ce complot chez nous.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Changeons de sujet. Pourquoi le procureur général n'a-t-il pas accordé la pétition de droit quand on le lui a demandé?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parce qu'elle n'était pas justifiée.

M. Dumoulin (Montmorency): Le gouvernement m'a refusé des pétitions de droit pour me permettre de prendre des procédures au nom de clients qui avaient à se plaindre de la résiliation de contrats. Le Code de procédure civile dit que toute personne qui a un recours contre le gouvernement a droit à une pétition de droit. Pour la refuser, il faut des raisons extrêmement graves.

Le premier ministre a refusé une pétition de droit dans le cas de l'Union des Carrières dont cinq contrats, légalement donnés en 1944, furent résiliés

sans raison par l'Union nationale au lendemain de l'élection qui eut lieu la même année.

Voici les faits. En août 1944, un entrepreneur honnête a reçu ordre d'arrêter ses travaux. Quelque temps après, on lui a dit que son contrat était résilié. Il avait fait des dépenses d'organisation, d'achat de matériel et exécuté des travaux. Il a fait une réclamation de plus de \$60,000 contre la province. On a refusé de la payer. Il a voulu faire décider la question par les tribunaux. On l'en a empêché en lui refusant la pétition de droit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député mêle ses devoirs de député à ceux qui le concernent comme avocat de M. J. Cauchon. Ce n'est pas convenable de mousser ainsi ses affaires en Chambre.

M. Dumoulin (Montmorency): Le premier ministre n'a pas le droit de parler de cette façon. J'ai parlé comme député, mais en me servant des connaissances acquises comme avocat de mon client.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai étudié le dossier. Les pétitions de droit ont été refusées parce que l'affaire auraient donné cours à des procès longs et ruineux pour la province et pour la compagnie, sans profit pour personne.

M. Dumoulin (Montmorency): Le premier ministre s'est servi de sa position pour atteindre les adversaires de son parti.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est contraire aux faits et je ne veux pas même répondre. Je n'ai fait qu'accomplir mon devoir dans l'intérêt de la province en refusant ces pétitions qui ne me paraissent pas justifiées.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): L'honorable premier ministre a-t-il l'intention de présenter des excuses à M. Blair Fraser⁷ pour ce qu'il a dit l'autre jour à son sujet?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Absolument pas. M. Édouard Lacroix a démissionné comme député de Beauce en mai 1945. Le 3 octobre, une élection a été ordonnée dans la Beauce pour le 21 novembre.

Blair Fraser s'est conduit d'étrange façon. Il a fait œuvre de partisan et d'espion pour aider le Parti libéral dans la Beauce. Alors que la campagne de la Beauce venait d'être décidée, qu'on se trouvait en pleine période préélectorale, ce journaliste un homme de

Toronto et d'Ottawa, fut pris d'un zèle subit et il s'est mis à faire des enquêtes dans la province de Québec.

Je comprends que M. Fraser ne puisse pas aimer à passer pour l'agent du Parti libéral, mais il a agi comme le propagandiste, le détective du Parti libéral dans une campagne électorale. Le Parti libéral s'est servi de ce journaliste de talent pour lui faire jouer un rôle odieux.

Chose drôle, l'enquête fut terminée pour publication durant la période entre la mise en nomination et l'élection dans la Beauce. Cette publication eut lieu dans un journal de Toronto, le *MacLean's Magazine* une dizaine de jours avant le scrutin.

L'opposition libérale s'est servie de son article dans le comté. Elle s'est servie d'un étranger qui ne travaillait qu'à salir la province de Québec. Nous n'avons pas besoin des gens de l'Ontario pour venir se mêler de nos affaires.

J'ai vu deux fois dans ma vie M. Fraser, jeune homme de talent dit-on. Blair Fraser peut être un journaliste de talent, mais il n'aurait jamais dû s'abaisser à jouer un rôle qui ne lui convient pas: celui d'espion pour le Parti libéral, d'un anti Québécois et d'un anti Canadien. La population de la Beauce a été dégoûtée de ce procédé et des faussetés d'un journaliste de Toronto et Ottawa, avec le résultat que le candidat libéral a perdu son dépôt.

Procédé inqualifiable, Blair Fraser a dit trois faussetés. Première fausseté: il affirme que moi, le premier ministre, lui avait fixé une entrevue que je n'ai pas voulu lui accorder ensuite. Jamais il n'a obtenu d'entrevue du premier ministre de Québec.

Deuxième et troisième faussetés: il déclare que ses avancés n'ont pas été niés par le gouvernement. Moi-même ainsi que tous les ministres les ont niés durant la campagne de Beauce.

Il y avait dans ses articles une atmosphère de partisanerie politique. Blair Fraser dit dans sa réponse: "M. Duplessis aurait pu poursuivre le *Maclean's Magazine*". Jamais je n'irai poursuivre en Ontario un magazine qui ne cherche qu'à augmenter sa circulation. Il dit aussi: "M. Duplessis aurait dû ordonner une enquête comme l'a suggéré souvent le chef de l'opposition". Voyez-vous la mission?

Il y a trop d'importants problèmes à régler à Québec pour s'occuper de ces gens qui n'ont qu'un but, salir la réputation de la province. Le Parti libéral s'accroche non à un programme, mais aux calomnies d'un ennemi de la province, un homme d'Ontario, qui vient salir le peuple et la province de Québec. Tout cela n'est qu'une conspiration contre l'Union nationale et c'est la dernière fois que j'en parle en Chambre.

M. Godbout (L'Islet): Je regrette pour le premier ministre la sortie qu'il vient de faire. Si les étrangers l'écoutaient et voyaient à quelle hauteur il s'élève, ils auraient honte. Sur une question de la plus haute importance, il ne trouve rien d'autre chose à répondre à ses adversaires politiques que de leur lancer des injures personnelles pour les salir de même que ceux qui le renseignent sur une situation peu propre qu'il devrait nettoyer.

Je connais peu M. Blair Fraser, car je ne l'ai rencontré qu'une fois ou deux dans ma vie, et je n'ai rien à voir avec ses articles, mais je sais qu'il est reconnu dans tout le pays et par ses confrères comme un journaliste intègre et droit. C'est une des gloires du journalisme canadien et les petites des du premier ministre n'atteignent pas à la hauteur de sa semelle.

Voici un premier ministre et un gouvernement que l'on accuse de tout vendre dans la province de Québec, de vendre tous les permis de la Commission des liqueurs. Un journaliste honnête fait enquête là-dessus et apporte des faits à ses lecteurs. Le premier ministre, qui se dit un grand Canadien, lui répond par des injures parce que la contradiction est impossible. Si le gouvernement est sérieux au sujet de ce dossier, il prendrait les moyens pour mettre un terme au trafic de permis d'alcool au Québec.

Tout le monde sait, dans la province, que les permis de liqueurs de tavernes, d'hôtels et de clubs se vendent au profit des amis de l'Union nationale. C'est un fait bien connu, qu'aujourd'hui aucun permis d'alcool n'est accordé dans la province sans que le détenteur ne verse une contribution à la caisse électorale de l'Union nationale.

Sur les boissons qu'on achète à l'étranger, on réclame la part de l'Union nationale. Personne n'a été surpris d'apprendre que c'est un moyen de forcer une entreprise de distillation écossaise à contribuer à la caisse du parti au pouvoir, en retour d'une commande de whisky écossais. Le premier ministre n'a pas répondu là-dessus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Ce n'est pas exact. Il répète une fausseté de celui dont il est l'agent.

M. Godbout (L'Islet): Il n'y a pas de point d'ordre. Tout à l'heure, M. Fraser était l'agent du Parti libéral, maintenant je suis son agent. Je n'ai pas mission de défendre Fraser, il est capable de se défendre lui-même. Les attaques du premier ministre ne m'atteignent pas.

Le premier ministre sait bien que l'affaire de vente de licences d'hôtels et de tavernes est une

tache sur le gouvernement de l'Union nationale que l'élection de la Beauce n'a pas lavée.

(Applaudissements à gauche)

Un espion M. Fraser? L'espion de qui? Il n'avait besoin d'être demandé par personne pour faire enquête. Tout le monde le sait. Le public n'avait du reste pas besoin d'enquête car il sait que des membres du gouvernement ont laissé vendre des permis.

Sur la rue, les permis de la Commission des liqueurs se vendent et on réclame même le tribut pour la caisse de l'Union nationale. Le premier ministre devrait respecter le journaliste qui a fait une enquête et qui a rendu service à la province. Je dis que des membres de son gouvernement et des agents font payer un tribut.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre. Je demande au chef de l'opposition de retirer son expression. Qu'il porte des accusations précises et il en subira les conséquences.

M. Godbout (L'Islet): M. le président, vous avez déjà décidé qu'on ne devait pas retirer ses paroles quand une accusation n'attaque personne en particulier. Je n'ai nommé personne, j'ai parlé de membres du gouvernement.

M. le président: Je crois que l'honorable chef de l'opposition a employé une expression non-parlementaire.

M. Godbout (L'Islet): Je retire ce que j'ai dit qui n'est pas parlementaire, mais je ne retire pas les accusations portées contre le gouvernement.

(Applaudissements à gauche)

Je regrette la discussion faite par le premier ministre. J'aime mieux ma position que la sienne. Je suis capable de traiter les questions politiques sans mettre constamment les réputations en cause. Je ne puis admettre qu'il discute de problèmes publics en essayant de salir les réputations. C'est une chose qu'il n'a cessé de pratiquer dans toute sa carrière. Il continue d'attaquer les gens comme il le faisait de 35 à 36 lors de l'enquête des comptes publics⁵. À cette époque, il a sali injustement tant de réputations qu'il n'ose plus regarder les gens en face, parce qu'ils sont trop brillants pour lui, et plusieurs de ces personnes avaient une réputation qui vaut bien la sienne.

L'élection de la Beauce, je le répète, n'a pas effacé la tache qu'il y a sur le gouvernement. Le premier ministre a tort de s'imaginer que ces méthodes lui ont procuré des succès électoraux. Il

sait bien que, dans la Beauce, ce n'est ni lui ni son candidat qui a été élu. Il a profité de circonstances qui ne sont pas à la gloire de la province. Il sait qu'il a gagné cette élection avec l'argent que ses organisateurs ont arraché aux détenteurs de permis.

(Applaudissements prolongés à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition se montre violent, énervé, exaspéré. Je l'invite, les yeux dans les yeux, à porter une accusation précise contre n'importe quel ministre ou n'importe quel député de l'Union nationale.

Il parle de vente de licences. J'aime à croire qu'il ne sait pas ce qui se passait de son temps. À cette époque, les agents libéraux se rendaient en France, en Angleterre et en Allemagne. Le chef de l'opposition s'est fâché. Il nous a montré qu'il avait une alliance avec M. Fraser. J'ai ainsi établi clairement que le compagnonnage existe entre Blair Fraser et le chef du Parti libéral.

M. Godbout (L'Islet): Je n'ai eu aucune entente avec M. Blair Fraser. Je ne lui ai dit que quelques mots dans ma vie, mais je ne puis permettre qu'on insulte un journaliste qui a dit la vérité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ça arrive au chef de l'opposition de faire des serments par oubli ou par distraction et il peut oublier avoir vu M. Fraser.

M. Godbout (L'Islet): Je soulève un point d'ordre. M. le président, je demande au premier ministre de retirer ses paroles injurieuses et mensongères. Il n'a pas le droit de dire que je fais serment par oubli. Je veux savoir si pour une fois nous allons avoir justice en cette Chambre.

(Applaudissements frénétiques à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai déjà fait dire au chef de l'opposition qu'un homme pouvait faire un serment par distraction.

M. Godbout (L'Islet): C'est faux et je demande une décision, M. le président.

M. le président: Tout ce que je puis décider, c'est que de part et d'autre, on est hors d'ordre.

(Mouvements de protestation à gauche)

M. Godbout (L'Islet): Je retire mes paroles quand vous décidez qu'elles ne sont pas dans l'ordre, M. le président, mais quand le premier ministre dit

des injures et des mensonges en cette Chambre, il n'est pas obligé de retirer ses paroles. Voilà la justice que nous avons.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition dit que des licences ont été vendues.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Et elles le sont encore.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Tous les détenteurs de permis sont obligés de signer une formule assermentée, déclarant qu'ils n'ont payé aucune somme d'argent et qu'ils n'entendent payer quoi que ce soit pour obtenir ces permis. Mille cinq cents détenteurs de licences ont juré n'avoir rien payé. Le chef de l'opposition veut-il dire que ces 1,500 personnes se sont parjurées?

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Ce sont 1,500 parjures forcés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pas un député de la gauche n'a dit un seul mot contre les taverniers ou les hôteliers. On attaque le gouvernement. Je réponds par 1,500 affidavits.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Mille cinq cents parjures forcés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis dégoûté de la façon de procéder de l'opposition. Autrefois, les libéraux faisaient payer pour les licences et aujourd'hui ils protestent. Nous avons fait remettre \$600 par un avocat qui s'était fait payer pour aider un licencié. Le trafic de licences est arrêté.

(Sourires à gauche)

Quant aux hôteliers, si on trouve un homme qui a payé, qu'on me donne son nom. Qu'on nous prouve qu'ils se sont parjurés et nous sévrons contre eux. Mais j'aime mieux prendre les affidavits des 1,500 licenciés que les avances sans précisions de M. Blair Fraser.

(Applaudissements à droite)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): L'article de M. Blair Fraser a tellement blessé le premier ministre qu'il a manqué aux lois de la gentilhommellerie et aux convenances. Le premier ministre attaque M. Blair Fraser parce qu'il est de l'Ontario.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas ça que j'ai dit.

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): À l'ordre,

à l'ordre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Qui est-ce qui a dit à l'ordre?

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): C'est

moi qui ai dit à l'ordre et je le répète, à l'ordre.

(Applaudissements à gauche)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre perd patience quand on lui parle de Blair Fraser. Il proclame que les libéraux font une mauvaise publicité à la province. Mais qu'est-ce qu'il a fait, lui, à l'enquête des comptes publics, de 1936 à 1939? Le premier ministre a gagné le pouvoir en traînant ses adversaires politiques dans la boue et en descendant dans le ruisseau quand ça faisait son affaire politiquement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Que l'honorable député retire ses paroles ou je soulève un point d'ordre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je les retire, mais on ne m'empêchera pas de parler. Aujourd'hui, le premier ministre nous dit qu'il y a trop de grandes affaires à régler pour s'occuper des accusations contre son gouvernement. Mais il injurie ses adversaires et ses accusateurs. Pourquoi? Parce que l'article de M. Fraser est vrai. Si cet article fatigue tant le premier ministre, c'est que l'on vend les licences sous le régime de l'Union nationale. Si l'on s'en tenait à l'argumentation du premier ministre, on ne pourrait jamais prendre de procédures pour parjure. On dirait que tout est bien correct, puisque le prévenu a affirmé avoir dit la vérité.

La question a été soulevée dans l'intérêt du premier ministre lui-même. Il devrait tenir une enquête et Fraser sera son premier témoin. Ou Blair Fraser a dit la vérité, ou il a dit des choses fausses. Dans le premier cas, des réformes s'imposent. Le premier ministre avertira les taverniers qu'ils n'ont aucun tribut à payer à l'Union nationale pour obtenir leur permis.

Dans le second, ce journaliste devra subir son sort. Rien n'empêche le premier ministre de nommer une commission royale. Il pourra assigner Blair Fraser et faire venir les 60 taverniers de la ville de Québec. Nous apprendrons toute la vérité.

Le racket des licences a atteint des proportions inouïes à Québec, dit-il. Le journaliste ontarien raconte que, durant une assemblée de l'Association des taverniers de Québec, un émissaire de l'organisation de l'Union nationale s'amena pour causer avec les membres de leur souscription aux fonds du parti. Cet homme suggéra qu'une somme de \$500 ne serait pas exagérée. Fraser raconte qu'alors un des membres de l'Association des taverniers offrit d'aller rencontrer son beau-père avant de payer.

Le premier ministre dit que M. Blair Fraser n'a pas fait de précision. Mais il n'a pas lu son article. Je vais lui en lire un passage: "Il y a 60 taverniers à Québec", écrit M. Fraser. "L'un d'eux a demandé un renouvellement de licence. On lui a dit d'aller voir un ami de l'Union nationale. Il est allé en voir un qui lui a déclaré: "Je vais consulter mon beau-père, qui est conseiller législatif."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): De qui s'agit-il? Quels sont leurs noms?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si le premier ministre veut le savoir, il s'agit de M. Émile Fortin et de son beau-père, l'honorable Pierre Bertrand, conseiller législatif⁹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que mon honorable ami a quelque chose à dire contre l'honorable M. Bertrand?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre m'a demandé des noms. Je lui en ai donnés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que les noms sont dans l'article de M. Fraser?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Non, c'est connu. Mais continuons à lire cette partie de l'article: "L'ami du gouvernement et son oncle sont allés voir les puissants du parti et ils m'ont fait rapport. Nous avons pensé qu'il valait mieux payer. Nous avons payé \$500. Il y en a qui n'ont pas payé", continue l'article. "Ils n'ont pas eu de licence". Le gendre rapporta à l'assemblée qu'après avoir vu les autorités du parti, il n'y avait qu'une chose à faire, payer ce qu'on demandait.

Un jeune officier de l'armée, revenu à Québec, hérita d'une taverne. Il tenta de faire renouveler sa licence, mais on l'envoya de Caïphe à Pilate, puis on lui a refusé. Finalement, il s'aperçut qu'on le jouait au bénéfice de l'Union nationale. Deux personnes sont venues pour acheter sa taverne. Il se rendit voir "une grosse légume" à la Commission

des liqueurs et lui a demandé: "Pourquoi ai-je perdu ma licence?" On lui a répondu: "C'est bien de valeur, mais c'est parce que vous n'avez pas payé. Il faut que nous prenions soin de nos amis". M. le président, le premier ministre aurait pu profiter de ces révélations pour faire disparaître les abus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est 6 heures. Nous allons ajourner à ce soir.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 16 avril 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 119 modifiant la charte de la cité de Granby;

- bill 123 relatif à la succession de feu François-Xavier Beaudry;
- bill 129 concernant la succession de Joseph-Narcisse Perrault;
- bill 134 modifiant la charte de la ville de Roxboro;
- bill 140 changeant les noms de Joseph Chrzaszcz, Carolina Chrzaszcz, Stephanie Frances Chrzaszcz, Frank Chrzaszcz, Henry Chrzaszcz, Edward Chrzaszcz et John Walter Chrzaszcz, en ceux de Joseph Kross, Carolina Kross, Stephanie Frances Kross, Frank Kross, Henry Kross, Edward Kross et John Walter Kross respectivement;
- bill 141 modifiant la charte de la Ville-des-Îles-Laval;
- bill 145 relatif à la ville de Coaticook;
- bill 164 constituant La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 125 concernant l'Association des infirmières de la province de Québec, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en ajoutant dans la ligne 2, immédiatement après le mot "obligations" les mots suivants: "et comprend tous les membres".

2. L'article 7 est modifié en remplaçant les paragraphes 1 et 2, aux pages 3 et 4, par ce qui suit:

"1. Les affaires de l'Association sont régies par le comité, lequel comprend vingt-quatre membres de l'Association élus par les membres des districts ci-après énumérés, et de la manière prescrite par la présente loi.

"a) Les districts numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 10 élisent chacun un membre du comité;

"b) Le district numéro 9 élit 4 membres du comité;

"c) Le district numéro 11 élit 11 membres du comité.

"2. La province est divisée en onze districts, savoir:

"a) District no 1, comprenant les districts électoraux de Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Îles-de-la-Madeleine, Bonaventure, Matane, Matapédia, Rimouski et Témiscouata;

"b) District no 2, comprenant les districts électoraux de Kamouraska, Rivière-du-Loup, L'Islet, Montmagny, Bellechasse, Lévis, Lotbinière, Dorchester, Beauce, Frontenac et Mégantic;

"c) District no 3, comprenant les districts électoraux de Nicolet, Yamaska, Drummond, Arthabaska, Richmond, Shefford, Sherbrooke, Brome, Stanstead, Compton et Wolfe;

"d) District no 4, comprenant les districts électoraux de Richelieu-Verchères, Chambly, Rouville, Saint-Hyacinthe et Bagot;

"e) District no 5, comprenant les districts électoraux de Saint-Jean-Napierville, Iberville, Huntingdon, Missisquoi, Beauharnois, Châteauguay-Laprairie et Vaudreuil-Soulanges;

"f) District no 6, comprenant les districts électoraux de l'Abitibi, Témiscamingue, Pontiac, Hull, Gatineau, Papineau, Labelle et Argenteuil;

"g) District no 7, comprenant les districts électoraux de Joliette, Montcalm, L'Assomption, Terrebonne et Deux-Montagnes;

"h) District no 8, comprenant les districts électoraux de Trois-Rivières, Saint-Maurice, Maskinongé, Berthier, Champlain et Laviolette;

"i) District no 9, comprenant les districts électoraux de Portneuf, Québec-Comté, Québec-Centre, Québec-Est, Québec-Ouest, Saint-Sauveur, Montmorency et Charlevoix;

"j) District no 10, comprenant les districts électoraux de Lac-Saint-Jean, Chicoutimi, Roberval et Saguenay;

"k) District no 11, comprenant les districts électoraux de Jacques-Cartier, Laval, Maisonneuve, Montréal-Saint-Henri, Montréal-Jeanne-Mance, Montréal-Laurier, Montréal-Mercier, Montréal-Notre-Dame-de-Grâce, Montréal-Outremont, Montréal-Sainte-Anne, Montréal-Saint-Jacques, Montréal-Saint-Louis, Montréal-Sainte-Marie, Montréal-Verdun et Westmount-Saint-Georges;"

3. L'article 8 est modifié:

a) en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 1, le mot "cinq" par le mot "onze";

b) en ajoutant, immédiatement à la fin du paragraphe 2, après les mots "desdits membres" les mots "et desdits délégués".

4. L'article 9 est modifié en remplaçant, dans les lignes 1 et 2, les mots:

"Chacun desdits cinq districts peut se former en association locale" par les mots: "Chacun desdits onze districts constitue une association locale".

5. L'article 10 est modifié en remplaçant, dans la ligne 2, les mots "le bureau" par les mots "les bureaux".

6. L'article 11 est modifié en remplaçant, dans la première ligne, le mot "onze" par le mot "douze".

7. L'article 15 est modifié en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 2, à la page 6, le mot "cinq" par le mot "onze".

8. L'article 17 est remplacé par ce qui suit:

"17. Chaque association locale pourra négocier, conclure et signer comme agent et mandataire au nom de tout groupe de membres de l'Association locale résidant et pratiquant dans la juridiction territoriale de ladite association locale qui pourrait lui en faire la demande, des contrats ou des conventions collectifs avec toute catégorie d'employeur."

9. L'article 21 est modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, le chiffre "26" par le chiffre "25".

10. L'article 23 est remplacé par ce qui suit:

"23. (A) Sauf en ce qui est autrement déterminé par la présente loi le comité peut faire, modifier ou abroger des règlements concernant la régie des biens et des affaires de l'Association ainsi que son organisation et son administration internes; le maintien de l'Association, la fixation et la perception des honoraires annuels ou autres; le temps, le lieu et la conduite de l'assemblée annuelle et des autres assemblées de l'Association et en général toutes autres matières jugées nécessaire ou à propos pour la régie de l'association et contribuant à son bien-être et à celui de la profession d'infirmière.

"(B) Le comité peut révoquer, modifier ou remettre en vigueur ces règlements; mais chaque règlement et chaque révocation, modification ou remise en vigueur d'un règlement, à moins qu'ils ne soient ratifiés dans l'intervalle par une assemblée générale ou spéciale de l'association dûment convoquée à cette fin ne sont en vigueur que jusqu'à la prochaine assemblée annuelle de l'Association; et s'ils ne sont pas ratifiés à cette assemblée ils cessent, mais de ce jour seulement, d'être en vigueur."

11. L'article 25 est modifié dans la version anglaise seulement.

12. L'article 26 est modifié en remplaçant dans la ligne 13, le chiffre "26" par le chiffre "25".

13. L'article 28 est modifié dans la version anglaise seulement.

14. L'article 30 est modifié en biffant, dans la quatrième ligne, les mots "sans examen".

15. L'article 33 est modifié:

a) en ajoutant, dans la quatrième ligne de la page 13, immédiatement après le mot "certifié", le mot "contenant";

b) en remplaçant, dans la dixième ligne de la page 13, le chiffre "29" par le chiffre "28".

16. L'article 39 est modifié en biffant, dans les lignes 5 et 6, les mots suivants: "sous réserve des dispositions ci-après".

17. L'article 43 est remplacé par ce qui suit:

"43. (A) Chaque membre de l'Association doit payer chaque année la contribution annuelle fixée par les règlements.

(B) Le comité fixe par règlement la proportion de la contribution qui doit être attribuée aux associations locales."

18. L'article 50 est modifié dans la version anglaise seulement.

19. L'article 53 est modifié dans la version anglaise seulement.

20. L'article 60 est modifié dans la version anglaise seulement.

21. L'article 62 est remplacé par ce qui suit:

"62. La présente loi entrera en vigueur le 31 décembre 1946."

Projets de loi:

Association des infirmières

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 125 concernant l'Association des infirmières de la province de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Corporation des embaumeurs

M. Gatién (Maisonneuve) propose que le bill 152 constituant la Corporation des embaumeurs de la province de Québec, ayant été rejeté par le Conseil législatif, après avoir été voté par l'Assemblée, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1946-1947

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude d'une proposition de l'honorable M. Gagnon (Matane) pour:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

La motion est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent cinquante-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureaux d'enregistrement (déficit) (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Sûreté provinciale, traitements (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Sûreté provinciale, dépenses diverses (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Police des liqueurs, traitements (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Police des liqueurs, dépenses diverses (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Poursuites au criminel (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration des palais de justice et prisons (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage - Juge des sessions de la paix (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Coroners (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent

soixante-sept mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dette publique (service de la dette publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

(Avant de finir de voter le dernier item des subsides, les députés posent des questions aux ministres sur des affaires concernant leurs comtés respectifs.)

M. Bienvenue (Bellechasse): Je demande au ministre de la Colonisation (M. Bégin) de faire l'impossible pour améliorer le sort des colons de mon comté dont les lots de support ont été dépouillés du bois qui s'y trouvait.

M. Godbout (L'Islet) questionne le ministre de la Colonisation sur l'achat de grains de semence à 26 sous la livre.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Ce prix comprenait la livraison de ces grains dans toutes les parties de la province, spécialement sur la Côte-Nord.

M. Godbout (L'Islet): Le pont Victoria est devenu impraticable. Je demande au ministre des Travaux publics si le gouvernement a l'intention de construire un pont à côté du pont Victoria, pour aider aux gens de la rive sud.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Montréal a déjà trois ponts, je n'ai pas d'objection à en construire un quatrième, mais il faudra auparavant songer à Valleyfield, Trois-Rivières et Lévis.

M. Godbout (L'Islet): Le pont Victoria est très dangereux. Très bientôt, il y aura des accidents.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suggérerais au chef de l'opposition de faire des démarches auprès de ses amis d'Ottawa pour obtenir la suppression des péages sur les ponts Victoria et Jacques-Cartier. Il peut être avantageux pour l'opposition libérale de demander la collaboration du gouvernement fédéral à ce sujet. Ce serait plus important que la construction d'un nouveau pont.

M. Godbout (L'Islet): J'ai déjà fait de très actives démarches, lorsque nous étions au pouvoir, mais mes efforts pour obtenir l'abolition du péage sur le pont Victoria n'ont pas porté fruit. Le premier ministre pourra les continuer. Ce sera peut-être mûr quand nous reprendrons le pouvoir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas juste de faire attendre la population 50 ans!

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Mon ministère poursuit ses efforts.

M. Dumaine (Bagot): Toute la population de la rive sud souffre d'un grave préjudice. Des cultivateurs et des commerçants de toute la région doivent aller chaque jour à Montréal et payer chaque fois, alors que ceux de la rive nord n'ont rien à payer¹⁰.

Que le gouvernement provincial obtienne d'Ottawa l'abolition de ces péages. Je suggère, dit-il, que la province paie, au besoin, un dédommagement de \$2,000,000 à \$3,000,000 à Ottawa pour obtenir l'abolition des péages.

M. Joyal (Chambly) appuie cette revendication.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les ponts en question ont été construits avec des argent provenant du Trésor fédéral et Québec a fourni une contribution de 30 %. Aucun gouvernement, ni rouge, ni bleu n'a jamais donné sa part à la province de Québec. C'est ainsi que, pour la route Trans-Canada, une province a reçu \$10,000,000 et Québec \$300,000. Cela n'est pas juste, surtout quand Québec paie 30 % des impôts. Nous sommes prêts à collaborer pour obtenir l'abolition des péages. C'est un vestige des temps anciens. Ce n'est pas à Québec à faire des cadeaux à Ottawa, mais à ce dernier gouvernement à donner à la province sa juste part des deniers publics.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif communique à l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 201 pour réglementer la pratique de la comptabilité et de la vérification, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 14 est modifié en remplaçant, dans la ligne 15 du paragraphe "b", le mot "et" par le mot "ou".

2. L'article 23 est modifié en ajoutant, à la fin dudit article, le paragraphe suivant:

"Rien dans la présente loi n'empêchera un membre de "The International Accountants' and Executives' Corporation of Canada", qui a résidé depuis au moins trois ans dans la province de Québec et qui a pratiqué comme comptable public et de se désigner par les lettres distinctives suivantes après son nom: F.A.E. Cette disposition ne s'applique qu'à ceux qui pratiquaient comme membres de "The International Accountants' and Executives' Corporation of Canada" à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi."

Projets de loi:

Comptables agréés

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 201 pour réglementer la pratique de la comptabilité et de la vérification.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Voies et moyens:

Budget des dépenses 1946-1947

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1947, il sera

permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province une somme additionnelle ne dépassant pas \$61,860,416.66.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport qu'il a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Projets de loi:

Loi des subsides No 3, 1946

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 42 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1947 et pour d'autres fins du service public.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Indemnités des députés, des conseillers législatifs et des ministres

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 concernant les membres du Conseil exécutif, du Conseil législatif et de l'Assemblée législative soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les députés et les sénateurs d'Ottawa ont reçu des augmentations; il en est ainsi des députés ontariens. Je crois que le peuple est disposé à reconnaître le travail des législateurs.

Une pareille mesure s'avère nécessaire, car il n'y a pas de doute que les dépenses ont beaucoup augmenté depuis quelques années. Les exigences de la vie parlementaire et politique que doivent rencontrer les représentants populaires sont onéreuses, augmentent sans cesse et sont de plus en plus lourdes.

Si l'on veut que les députés soient à l'abri de toute tentation, il faut leur assurer une indemnité modeste, mais raisonnable. Je veux connaître l'opinion des députés là-dessus. Je veux cependant laisser chaque membre de la députation libre d'accepter ou de refuser la loi et, à cette fin, je réclame le vote de chacun des députés. Si quelqu'un n'est pas de notre avis, nous respecterons son opinion.

M. Godbout (L'Islet): La loi répond au sentiment général de la députation. Un groupe de députés de tous les partis s'est d'ailleurs entendu à ce sujet. Elle est donc le résultat de l'étude faite en commun par les députés.

Je conviens que les députés ne sont pas convenablement rémunérés. Dans bien des cas, les déboursés que doit faire un député dépassent le montant de l'indemnité. Nous sommes en faveur du projet. J'estime juste l'augmentation proposée.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Bienvenue, Blanchard, Bourque, Caron, Casgrain, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Rouyn-Noranda), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Dansereau, Delisle, Drouin (Québec-Est), Dubé, Dubreuil, Ducharme, Dumaine, Dumoulin, Duplessis, Dupré, Dussault, Élie, Fillion, Fleury, Gatién, Godbout, Gosselin, Goudreau, Groulx, Guérin, Hamel, Jolicoeur, Joyal, Kirkland, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Lawn, Leclerc, Leduc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, O'Connor, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Plourde, Poulin, Pouliot, Riendeau, Roberge, Robidoux, Robinson, Ross, Sabourin, Samson, Sauvé, Sylvestre, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 82.

Contre: 0.

(Les deux côtés de la Chambre applaudissent)

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 51 concernant les membres du Conseil exécutif, du Conseil législatif et de l'Assemblée législative.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose: 1. Que l'article 13 de la loi de la Législature (Statuts refondus, 1941, chapitre 4) soit remplacé par le suivant:

"13. L'Orateur du Conseil législatif reçoit annuellement, à ce titre, une indemnité de cinq mille dollars, une allocation de deux mille dollars pour frais de représentation et une allocation additionnelle de logement de mille dollars, sans préjudice de l'indemnité et de l'allocation législative."

Adopté.

2. Que l'article 43 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"43. L'Orateur de l'Assemblée législative reçoit annuellement, à ce titre, une indemnité de six mille dollars, une allocation pour frais de représentation de mille dollars et une allocation additionnelle de logement de mille dollars.

"L'Orateur suppléant de l'Assemblée législative reçoit annuellement, à ce titre, une indemnité de trois mille dollars et une allocation de mille dollars pour frais de représentation.

"Ils ont tous deux droit en plus à l'indemnité et à l'allocation législatives."

Adopté.

3. Que l'article 45 de ladite loi soit modifié en retranchant, dans les cinquième, sixième et septième

lignes du premier alinéa, les mots "de l'indemnité et des frais de déplacement des députés, du traitement de l'Orateur et de l'Orateur suppléant et".

Adopté.

4. Que l'article 46 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"46. Les sommes d'argent votées par la Législature pour ces états estimatifs sont remises et confiées au trésorier de la province et placées à la disposition des commissaires ou de trois d'entre eux, dont l'un est l'Orateur."

Adopté.

5. Que l'article 81 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"81. Pour chaque session de la Législature qui dure plus de trente jours, il est accordé à chaque conseiller législatif et à chaque député présents à cette session une indemnité de trois mille dollars."

Adopté.

6. Que ladite loi soit modifiée en y ajoutant, après l'article 85, le suivant:

"85a. Au conseiller législatif qui occupe le poste reconnu de leader du gouvernement au Conseil législatif et à celui qui occupe le poste reconnu de leader de l'opposition à ce Conseil, il est accordé annuellement, en plus des indemnités et allocations législatives prévues à l'article 81, une allocation de deux mille dollars pour frais de représentation et frais généraux de bureau."

Adopté.

7. Que l'article 86 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"86. Au député qui occupe le poste connu de chef de l'opposition dans l'Assemblée législative, il est accordé annuellement, en plus des indemnités et allocations législatives prévues à l'article 81, une indemnité de six mille dollars et une allocation pour frais de représentation de deux mille dollars."

Adopté.

8. Que l'article 87 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"87. Il est aussi alloué annuellement à chaque conseiller législatif et à chaque député la somme de mille dollars pour frais de déplacement, dépenses de bureau et tous déboursés inhérents aux fonctions de conseiller législatif et de député. Cette somme est payée à la fin de la session pour l'année courante."

Adopté.

9. Que la loi de l'Exécutif (Statuts refondus, 1941, chapitre 7) soit modifiée en remplaçant l'article 6 par les suivants:

"6. Le membre du Conseil exécutif qui occupe le poste reconnu de premier ministre est de droit président du Conseil exécutif.

"6a. Sans préjudice des indemnités et des allocations législatives, le premier ministre reçoit annuellement une indemnité de dix mille dollars et une allocation pour frais de représentation de quatre mille dollars, chaque membre du Conseil exécutif mentionné à l'article 5 reçoit annuellement une indemnité de six mille dollars et une allocation pour frais de représentation de deux mille dollars, et chacun des autres membres du Conseil exécutif reçoit annuellement une indemnité de deux mille dollars et une allocation pour frais de représentation de deux mille dollars. Ces indemnités et allocations sont payées à même le fonds consolidé du revenu.

"Si le premier ministre occupe en même temps une des charges énumérées dans l'article 5, il n'a droit à aucune autre indemnité et allocation pour frais de représentation que celles attachées à la fonction de premier ministre, sans préjudice toutefois de son indemnité et de son allocation comme député."

Adopté.

10. Que les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 de la loi qui accompagnent les présentes résolutions, et l'article 6a de la loi de l'exécutif, tel qu'édicte par l'article 16 de ladite loi, aient effet depuis le 1^{er} janvier 1946.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 51.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 51 concernant les membres du Conseil exécutif, du Conseil législatif et de l'Assemblée législative.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier

Le comité étudie le bill article par article.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures¹¹.

NOTES

1. Les députés du Bloc populaire et M. Chaloult s'abstiennent de voter, selon *Le Devoir*, 17 avril 1946, à la page 10.

2. M. Mathewson a occupé la fonction de trésorier de la province dans le cabinet Godbout du 8 novembre 1939 au 30 août 1944.

3. M. Chaloult est arrivé en Chambre juste au moment où on allait prendre le vote. L'accès à son siège lui était, par conséquent, interdit par les règlements, selon *Le Nouvelliste* du 17 avril 1946, à la page 9.

4. Le 16 mars 1946, Fred Rose, député progressiste-travailleiste fédéral de Montréal-Cartier d'origine

polonaise, est arrêté. Il est accusé d'avoir communiqué des secrets officiels à la Russie soviétique, des documents hautement importants pour les intérêts du Canada. Le 28 mars, il est contraint de subir son procès aux Assises criminelles. Il est finalement reconnu coupable d'espionnage au profit de l'Union soviétique le 20 juin et est condamné à 6 ans d'emprisonnement. "Rose, Fred", dans *L'Encyclopédie Canada: édition 2000*, Montréal, Stanké, 2000, à la page 2176; *Almanach du peuple*, 1947, à la page 158.

5. Le 16 février 1946, Ottawa met à jour un complot d'espionnage. Des renseignements confidentiels auraient été transmis à des agents de la Russie au sujet de la bombe atomique. Le gouvernement fédéral a aussitôt institué une commission pour éclairer cette affaire. *Almanach du peuple*, 1947, à la page 156.

6. Le 4 mars 1946, Ottawa dévoile les noms de quatre fonctionnaires compromis dans l'affaire de l'espionnage russe. Parmi ces noms, on relève celui de Mlle K. M. Willsher, qui était registraire aux documents secrets. *Almanach du peuple*, 1947, à la page 157.

7. M. Blair Fraser est un journaliste du *Maclean's Magazine* qui publiait en août 1945 un reportage sur ce qu'il appelait "le racket des licences dans la province de Québec", selon *Le Soleil*, 17 avril 1946, à la page 3. Voir la séance du 4 avril 1946.

8. Le 7 mai 1936, à la suite des pressions exercées par les divers partis d'opposition, le premier ministre du Québec, Louis-Alexandre Taschereau, convoque le comité des comptes publics, qui était inactif depuis 10 ans. Le 11 juin, Taschereau est contraint de démissionner, s'étant montré incapable de défendre le bilan de son gouvernement face aux révélations de corruption et de gaspillage de Maurice Duplessis devant le comité des comptes publics. "Duplessis, Maurice Le Noblet", dans *L'Encyclopédie Canada: édition 2000*, Montréal, Stanké, 2000, à la page 783.

9. M. Pierre Bertrand occupe le poste de conseiller législatif de la division de La Salle du 23 septembre 1939 jusqu'à son décès, survenu le 22 décembre 1948.

10. Il fait allusion aux péages sur le pont Victoria et sur le pont Jacques-Cartier, selon *Le Soleil*, 17 avril 1946, à la page 12.

11. 9 h 30, selon *Le Soleil*, 17 avril 1946, à la page 3.

Séance du 17 avril 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions de privilège:**Réponse à M. Alfred Charpentier,
président de la Confédération des
travailleurs catholiques du Canada²**

M. Chalout (Québec): D'après la version des journaux, M. Charpentier, président de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.), aurait déclaré, hier soir, pour me réfuter au Conseil général des syndicats catholiques que "les ouvriers du Québec jouissent d'un taux horaire fixe égal et souvent supérieur à celui qui est accordé aux ouvriers de la province voisine, lorsqu'ils ont un outillage aussi perfectionné"³.

Cette affirmation constitue une demi-vérité. Je pourrais le prouver par des statistiques, mais, fût-elle exacte, elle n'infirmerait pas ma thèse de l'infériorité des salaires du Québec parce que, d'ordinaire, nous disposons d'un outillage inférieur à celui de l'Ontario.

M. Charpentier insinue d'une manière perfide que j'aurais attribué l'insuffisance de nos salaires au "manque de connaissances et d'habileté de l'ouvrier québécois". Or, je me suis précisément appliqué dans mon discours à réfuter cette prétention de l'économiste Jackson, de Toronto. C'est un procédé facile, mais peu honnête, que de prêter à un adversaire des propos qu'il n'a jamais tenus pour tenter de le mieux réfuter.

Que l'écart des salaires entre Québec et Ontario ait tendance à diminuer, je l'ai admis en Chambre. Mais, il reste une différence substantielle, loyalement reconnue par le ministre du Travail lui-même, notamment dans l'industrie du textile.

Que M. Charpentier prouve le contraire et réfute mes statistiques, s'il en est capable. Quant aux ouvriers de l'aluminium, leurs salaires sont près de la moitié inférieurs à ceux des États-Unis. Cette situation est intolérable et elle doit disparaître. Ce n'est pas en dissimulant un mal qu'on parviendra à le guérir.

Je représente dans cette Chambre les ouvriers de Saint-Grégoire. Plusieurs m'ont demandé d'intervenir en leur nom afin d'améliorer leurs conditions de vie.

Leurs salaires doivent au moins égaler ceux d'Ontario, eux qui, à cause de leurs nombreuses familles, supportent des charges supérieures.

M. Charpentier peut être tranquille. J'ai lu toutes les études publiées sur la question, notamment celle de M. Melançon, dont je ne partage pas entièrement le point de vue. J'ai discuté en Chambre ces opinions d'experts, dont celle de M. Burton Ledoux, qu'il paraît ignorer même si les journaux, surchargés de nouvelles, ne l'ont pas rapportée.

Je reste fort surpris de voir un chef ouvrier utiliser des arguments des trusts qui cherchent à maintenir notre peuple dans un état d'infériorité économique, au lieu de défendre les intérêts de sa classe ouvrière.

Dépôt de documents:**Surintendant de l'instruction publique,
rapport 1944-1945**

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'instruction publique, pour l'année 1944-1945. (Document de la session no 38)

**Secours à
Petite-Anse et Cloridorme**

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 12 avril 1946, pour la production d'une copie d'un état montrant les noms des citoyens de Petite-Anse et de Cloridorme, dans le comté de Gaspé, qui ont reçu des secours du ministère des Pêcheries et du ministère de la Colonisation depuis le 1^{er} janvier 1945 jusqu'au 1^{er} avril 1946. (Document de la session no 39)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

le 17 avril 1946

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 42 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1947 et pour d'autres fins du service public, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 52 concernant l'approbation de certaines procédures;
- bill 54 modifiant la loi des jurés;
- bill 58 concernant la Commission des accidents du travail de Québec;
- bill 150 concernant la succession de dame Léona Masse-Dufresne;
- bill 206 modifiant la loi des dentistes de Québec.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 49 pour assurer le plein rendement de la centrale électrique de la province sur l'Outaouais supérieur;
- bill 57 modifiant la loi de la curatelle publique;
- bill 59 modifiant l'article 1213 du Code de procédure civile;
- bill 60 pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

le 16 avril 1946

Ordonné: Que le greffier se rende à l'Assemblée législative et informe cette Chambre

que le Conseil législatif a rejeté le bill 152 constituant la Corporation des embaumeurs de la province de Québec, parce que ce bill n'a pas été jugé opportun.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Embaumé!

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 20 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 11 est modifié en ajoutant, à la suite du paragraphe "c)", le paragraphe suivant:

"d) Tous les dix ans, à compter du 1^{er} juillet 1958, la rente annuelle pourra être révisée par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre des Mines."

Aussi, le Conseil législatif a voté le bill 202 modifiant la loi du Barreau, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié:

a) en remplaçant, dans la ligne 7, le chiffre "1948" par le chiffre "1949";

b) en remplaçant, dans la ligne 19, le mot "le" par le mot "un".

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 138 constituant en corporation l'Association des comptables généraux licenciés de la province de Québec, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 25 est modifié:

a) en ajoutant, à la fin du premier paragraphe qui finit par les mots: "comptable public" ce qui suit:

" , tel que défini dans la loi (insérer ici le numéro du chapitre du statut 10 George VI) pour réglementer la pratique de la comptabilité et de la vérification";

b) en biffant, le deuxième paragraphe qui commence par les mots:

"Pour les fins du présent article" et qui finit par les mots: "comme tel au public".

Aussi, le Conseil législatif a voté le bill 169 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin, dans le comté de Dorchester, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant, dans la ligne 2, les mots: "(Annexe de la présente loi)".

Et l'annexe est biffée.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 101 modifiant la charte de la cité de Joliette et annexant de nouveaux territoires à la municipalité scolaire de la ville de Joliette, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne du sous-paragraphe "f)", le chiffre "432" par le chiffre "433".

2. L'article 14 est modifié en ajoutant, à la dernière ligne du paragraphe "11a.", immédiatement après le mot "projections" les mots suivants:

" , pourvu que ladite imposition ne soit pas cumulative avec la taxe imposée par la section 72 du chapitre 124, 25-26 George V."

3. L'article 31 est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, le mot "pour" par le mot "de".

Aussi, le Conseil législatif a voté le bill 153 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en biffant, dans la ligne 3, les mots "(Annexe A de la présente loi)".

2. L'article 8 est modifié:

a) en biffant, dans la ligne 3, les mots "(Annexe B)";

b) en biffant, dans les lignes 5 et 6, les mots "(Annexe C)";

c) en biffant, dans la ligne 8, les mots "(Annexe D)".

3. Les annexes "A", "B", "C" et "D" sont biffées.

Aussi, le Conseil législatif a voté le bill 157 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié en biffant, le deuxième paragraphe qui commence par les mots "Que l'évaluation" et qui finit par les mots "municipales et scolaires";

2. L'article 2 est modifié en ajoutant, à la fin du troisième paragraphe qui finit par les mots "Monseigneur l'Archevêque de Montréal" ce qui suit:

"Il devra posséder le cens d'éligibilité requis."

3. L'article 3 est remplacé par ce qui suit:

"3. La Commission des écoles catholiques de Verdun choisit un de ses membres pour agir comme président. (Tel que prescrit par la loi de l'instruction publique)

"Le président reçoit annuellement, à titre de frais de représentation, une somme fixée par la Commission ne devant pas excéder deux mille dollars.

"Chacun des quatre autres commissaires reçoit annuellement à titre de frais de représentation une somme, fixée par la Commission, ne devant pas excéder mille dollars."

Aussi, le Conseil législatif a voté le bill 158 concernant la succession de feu l'honorable Lawrence A. Wilson, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié en insérant, à la suite du sixième paragraphe se terminant par les mots "ces dites propriétés;" le paragraphe suivant:

"Attendu que les enfants survivants dudit feu l'honorable Lawrence Alexander Wilson, qui sont ses héritiers en usufruit, sont intervenus et ont représenté ce qui suit:"

2. L'article 2 est remplacé par le suivant:

"2. Les exécuteurs devront payer à Lawrence Maurice Wilson le surplus des revenus accumulés sur sa part de la succession, en dix versements annuels."

3. L'article 3 est modifié:

a) en biffant, dans les lignes 2 et 3, les mots "une somme de cent soixante-quinze mille dollars, étant";

b) en biffant, dans la ligne 6, le mot "égaux".

4. L'article 4 est modifié en remplaçant, le premier paragraphe, par ce qui suit:

"Les exécuteurs paieront à dame Marguerite Wilson, épouse du capitaine Patrick Carron, en dix paiements annuels le surplus des revenus accumulés des biens de la succession."

5. Ce qui suit est ajouté, après l'article 5, comme article 6:

"6. Les versements annuels de revenu capitalisé déterminés aux articles 2, 3 et 4 seront payés sur la base suivante, déduction faite des frais et dépenses incidentes:

"Le 1^{er} mai 1946 - un dixième;

"Le 1^{er} mai 1947 - un neuvième de ce qui restera;

"Le 1^{er} mai 1948 - Un huitième de ce qui restera;

"Le 1^{er} mai 1949 - Un septième de ce qui restera;

"Le 1^{er} mai 1950 - Un sixième de ce qui restera;

"Le 1^{er} mai 1951 - Un cinquième de ce qui restera;

"Le 1^{er} mai 1952 - Un quart de ce qui restera;

"Le 1^{er} mai 1953 - Un tiers de ce qui restera;

"Le 1^{er} mai 1954 - La moitié de ce qui restera;

"Le 1^{er} mai 1955 - Le résidu.

"Les exécuteurs ne seront nullement tenus de vendre ces biens avant l'échéance de chacun des versements, pourront les partager en nature de la manière qu'ils jugeront à propos et déduiront du premier versement les frais prévus à l'article 5."

6. L'article 6, qui devient article 7, est remplacé par ce qui suit:

"7. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} mai 1946."

Aussi, le Conseil législatif a voté le bill 161 ratifiant certaines résolutions de la corporation municipale de Saint-Basile et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Basile village, dans le comté de Portneuf, province de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a) en biffant, dans la ligne 4, les mots "(reproduite comme annexe "A");

b) en biffant, dans les lignes 17 et 18, les mots "(reproduite comme annexe "B").

2. Les annexes "A" et "B" sont biffées.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 9 concernant la juridiction des tribunaux du district de Richelieu, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est remplacé par le suivant:

"1. L'article 40 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15) est remplacé par le suivant:

"40. Le tribunal, dans le district de Montréal, a juridiction concurrente avec celui du district de Richelieu sur les municipalités de la ville de Belœil, du village de McMasterville et de la paroisse de

Saint-Mathieu-de-Belœil, dans le district électoral de Verchères.

"Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal."

2. Ce qui suit est ajouté, après l'article 1, comme article 2:

"2. L'article 60 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"60. Le tribunal, dans le district de Montréal, a juridiction concurrente avec celui du district de Richelieu sur les municipalités de la ville de Belœil, du village de McMasterville et de la paroisse de Saint-Mathieu-de-Belœil, dans le district électoral de Verchères.

Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal."

3. Les articles 2 et 3 deviennent respectivement articles 3 et 4.

4. L'article 4, qui devient article 5, est modifié en remplaçant les chiffres "1, 2 et 3" par les chiffres "1, 2, 3 et 4".

5. L'article 5 devient article 6.

Aussi, le Conseil législatif a voté le bill 39 modifiant la loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en remplaçant, dans la ligne 7, le chiffre "1944" par le chiffre "1946".

2. L'article 4 est modifié:

a) en ajoutant, dans la ligne 4, immédiatement après les mots "en tout temps" les mots "ci-après";

b) en remplaçant, dans la ligne 16, les mots "déposant entre les mains de" par les mots "payant à la";

c) en remplaçant, dans la ligne 19, les mots "la date de ce dépôt" par les mots "la date du paiement".

Projets de loi:

Développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 20 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement l'accepte de bonne grâce. Le Conseil législatif a fait un amendement qui ne modifie pas la substance du bill.

Au contraire, il constitue un vote de confiance envers le gouvernement, en disant que nous serons encore là en 1968⁴. Dans les circonstances, pas d'objection.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le Conseil législatif ne sera pas aboli⁵.

(Rires)

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi du Barreau

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 202 modifiant la loi du Barreau.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Association des comptables généraux

Du consentement unanime, la Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 138 constituant en corporation l'Association des comptables généraux licenciés de la province de Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commissaires d'écoles de Sainte-Germaine-du-Lac-Étchemin

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 169 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Germaine-du-Lac-Étchemin, dans le comté de Dorchester.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Joliette

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 101 modifiant la charte de la cité de Joliette et annexant de nouveaux territoires à la municipalité scolaire de la ville de Joliette.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Trois-Rivières

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 153 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission des écoles catholiques de Verdun

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 157 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Succession Lawrence A. Wilson

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 158 concernant la succession de feu l'honorable Lawrence A. Wilson.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Résolutions de la municipalité et des commissaires d'écoles de Saint-Basile

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 161 ratifiant certaines résolutions de la corporation municipale de Saint-Basile et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Basile village, dans le comté de Portneuf, province de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Tribunaux de Richelieu

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 9 concernant la juridiction des tribunaux du district de Richelieu.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi d'Hydro-Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 39 modifiant la loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le Montreal Trust ayant refusé le remboursement des obligations avant échéance, en 1955, le gouvernement a présenté ce bill afin de faire respecter l'engagement de M. Norris, président de la Montreal Power, qui avait signé une lettre à l'effet que ces obligations pourraient être payées en tout temps avant l'échéance.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Suspension

(À quatre heures, la séance a été suspendue pour attendre les derniers bills votés par le Conseil.)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 48 pour assurer le progrès de l'éducation;
- bill 51 concernant les membres du Conseil exécutif, du Conseil législatif et de l'Assemblée législative;
- bill 56 modifiant la loi des compagnies de Québec.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

9 Loi concernant la juridiction des tribunaux du district de Richelieu;

18 Loi constituant le département du Bien-être social et de la Jeunesse;

20 Loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec;

31 Loi pour combattre la tuberculose;

33 Loi modifiant la loi de l'électrification rurale;

35 Loi pour instituer un service provincial de publicité;

38 Loi pour aider à l'établissement d'une école d'hygiène à Montréal;

39 Loi modifiant la loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec;

43 Loi concernant la municipalité de la partie ouest du canton de Romieu et les municipalités du canton de Dalibaire et de la paroisse de Sainte-Félicité;

44 Loi validant certains enregistrements faits dans les divisions d'enregistrement de Joliette et de Dorchester;

45 Loi pour changer le nom du district judiciaire de Montcalm;

46 Loi modifiant le Code municipal;

47 Loi modifiant la loi des tribunaux judiciaires;

48 Loi pour assurer le progrès de l'éducation;

49 Loi pour assurer le plein rendement de la centrale électrique de la province sur l'Outaouais supérieur;

50 Loi concernant la juridiction de la Cour de magistrat de district;

51 Loi concernant les membres du Conseil exécutif, du Conseil législatif et de l'Assemblée législative;

52 Loi concernant l'approbation de certaines procédures;

53 Loi pour faciliter l'établissement des jeunes;

54 Loi modifiant la loi des jurés;

56 Loi modifiant la loi des compagnies de Québec;

57 Loi modifiant la loi de la curatelle publique;

58 Loi concernant la Commission des accidents du travail de Québec;

59 Loi modifiant l'article 1213 du Code de procédure civile;

60 Loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers;

101 Loi modifiant la charte de la cité de Joliette et annexant de nouveaux territoires à la municipalité scolaire de la ville de Joliette;

119 Loi modifiant la charte de la cité de Granby;

121 Loi modifiant la charte de la ville de Louiseville;

123 Loi relative à la succession de feu François-Xavier Beaudry;

125 Loi concernant l'Association des infirmières de la province de Québec

127 Loi concernant la cité et les commissaires d'écoles du Cap-de-la-Madeleine;

129 Loi concernant la succession de Joseph-Narcisse Perrault;

131 Loi modifiant la charte de Crown Trust Company;

134 Loi modifiant la charte de la ville de Roxboro;

138 Loi constituant en corporation l'Association des comptables généraux licenciés de la province de Québec;

139 Loi changeant le nom de famille de George Baranovsky et uxor en celui de Bromley;

140 Loi changeant les noms de Joseph Chrzaszcz, Carolina Chrzaszcz, Stephanie Frances Chrzaszcz, Frank Chrzaszcz, Henry Chrzaszcz, Edward Chrzaszcz, et John Walter Chrzaszcz, en ceux de Joseph Kross, Carolina Kross, Stephanie Frances Kross, Frank Kross, Henry Kross, Edward Kross, et John Walter Kross respectivement;

141 Loi modifiant la charte de la Ville-des-Îles-Laval;

145 Loi relative à la ville de Coaticook;

147 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;

150 Loi concernant la succession de dame Léona Masse-Dufresne;

153 Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières;

154 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre le Dr Samuel David Brigel à l'exercice de la profession de chirurgien dentiste, après examen;

155 Loi concernant la ville de Mont-Royal;

157 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun;

158 Loi concernant la succession de feu l'honorable Lawrence A. Wilson;

159 Loi modifiant la charte de la ville de Forestville;

160 Loi autorisant la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec, à admettre Paul Radakir à la pratique du génie civil après examen;

161 Loi ratifiant certaines résolutions de la corporation municipale de Saint-Basile et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Basile village, dans le comté de Portneuf, province de Québec;

163 Loi constituant en corporation la congrégation missionnaire des pères du Saint-Esprit;

164 Loi constituant la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec;

165 Loi changeant le nom de Ludger Craig Amiot en celui de Ludger Craig Murdock;

166 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre George Borchardt à la pratique de la chirurgie dentaire après examen;

167 Loi concernant la succession de l'honorable Charles Séraphin Rodier;

168 Loi modifiant la charte de la cité de Lévis;

169 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin, dans le comté de Dorchester;

201 Loi pour réglementer la pratique de la comptabilité et de la vérification;

202 Loi modifiant la loi du Barreau;

205 Loi concernant la cité de Montréal;

206 Loi modifiant la loi des dentistes de Québec.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

42 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1947 et pour d'autres fins du service public.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-

gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de clore la deuxième session de la vingt-deuxième législature de la province de Québec par le discours suivant:

Son Honneur le lieutenant-gouverneur⁶:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

La session qui se termine aujourd'hui a été remarquable tant par sa brièveté exceptionnelle que par l'importance des législations fructueuses qui vous ont été soumises et que vous avez adoptées.

Ces lois contribueront, sans aucun doute, au progrès de l'éducation, à la prospérité de l'agriculture et de la colonisation, au bien-être et au bonheur de la classe ouvrière ainsi qu'à l'établissement de meilleures conditions pour toutes les classes de notre société. Le vote d'une somme de dix millions pour combattre la tuberculose, la loi pour assurer de saines finances scolaires et l'augmentation des subsides pour les fins du prêt agricole seront particulièrement bienvenus dans des domaines essentiels et vitaux, ceux de la santé, de l'éducation et de l'agriculture.

Au cours des prochaines semaines se continueront les travaux très importants de la conférence intergouvernementale canadienne, à Ottawa. Mon gouvernement est heureux de réitérer son irrévocable décision de veiller au respect intégral et à la sauvegarde des droits et prérogatives qui nous ont été reconnus par la Constitution canadienne.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie d'avoir voté les subsides nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Au moment de proroger la législature, je forme des vœux pour votre bonheur ainsi que pour celui de vos familles, et je prie la divine Providence de répandre ses plus abondantes bénédictions sur notre chère province et d'assurer au monde une paix juste et durable, fondée sur les enseignements du Christ.

M. l'Orateur du Conseil législatif: C'est la volonté et le désir de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée à 5 heures⁷.

NOTES

1. 3 heures, selon *Le Canada*, 18 avril 1946, à la page 1 et 3 h 45, selon *La Presse*, 18 avril 1946, à la page 7.

2. M. Charpentier répond par une lettre à M. Chaloult qui est publiée dans *L'Action catholique*, 22 avril 1946, à la page 2, *Le Canada*, 26 avril 1946, à la page 4 et *Le Devoir*, 25 avril 1946, à la page 9.

3. *Le Canada*, 18 avril 1946, à la page 16, rapporte que M. Charpentier a mis en doute, hier, des chiffres cités à la Chambre, avant-hier, par M. Chaloult au sujet des salaires des ouvriers de la province.

4. *L'Action catholique*, 18 avril 1946, à la page 3, note que cet amendement donne au gouvernement le pouvoir de modifier tous les dix ans, à partir de 1958, les rentes annuelles exigibles de la compagnie Hollinger pour l'exploitation des mines de fer du Nouveau-Québec.

5. *Le Canada*, 18 avril 1946, à la page 1, précise que l'an dernier, le Conseil législatif avait amendé ainsi un bill du gouvernement à la fin de la session. M. Duplessis avait alors menacé d'abolir la Chambre haute.

6. Le discours du trône a été lu en anglais et en français, selon *L'Événement*, 18 avril 1946, à la page 8.

7. La séance est levée à 5 heures, selon *La Presse*, 18 avril 1946, à la page 7 et *Le Canada*, 18 avril 1946, à la page 1; 5 h 05 selon *L'Événement*, 18 avril 1946, à la page 3; 5 h 10 selon *The Quebec Chronicle*, 18 avril 1946, à la page 3, et un peu après 5 heures, selon *Le Devoir*, 18 avril 1946, à la page 1.

La cérémonie à la Chambre rouge a duré une vingtaine de minutes selon *Le Nouvelliste*, 18 avril 1946, à la page 17. Le journaliste Louis Robillard du *Devoir*, 18 avril 1946, à la page 1, a ce commentaire ultime: "Le public qui cherche une clôture théâtrale se trouve en présence d'une Chambre paisible et physiquement lassée."

